LA RUSSIE

ET

L'EUROPE

LA RUSSIE

ET

L'EUROPE

PAR

HENRI MARTIN

L'Europe aux Européens.

PARIS
FURNE, JOUVET ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
45, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

Tous droits réservés

AVIS AU LECTEUR

La seconde partie de ce livre, *le Présent et l'Avenir*, a été écrite pendant que les événements se déroulaient et que l'histoire vivante marchait. Tel passage sur l'Angleterre, sur l'Autriche, sur la Prusse, et sur les rapports de la France avec ces différents États, exprime la situation d'hier plutôt que celle d'aujourd'hui, et celle d'aujourd'hui peut à son tour être largement modifiée demain ; mais aucune variation dans les faits ne saurait modifier notre conviction sur la nécessité de la fédération européenne, ni sur l'opposition radicale et la lutte inévitable entre la Russie et l'Europe.

Toute guerre entre Européens est aujourd'hui un mal ; nous sommes d'accord sur ce point essentiel

avec le parti de la paix. Notre profonde dissidence avec lui se résume tout entière en ce point que, par la plus périlleuse des illusions il prétend appliquer aux rapports entre l'Europe et l'ennemi de l'Europe des données qui ne sont applicables qu'aux relations internationales des Européens.

Avril 1866.

PRÉFACE

Qu'est-ce que l'Europe, et qu'est-ce que la Russie?

L'Europe est une association mal ou point réglée, une diversité de nations qui n'a encore de son harmonie qu'une conscience imparfaite.

La Russie est une unité qui prend conscience d'elle-même dans le despotisme par lequel et pour lequel elle est constituée.

La société européenne repose sur la liberté individuelle, la famille et la propriété, considérées comme des principes antérieurs et supérieurs aux lois écrites, et dont les lois ne règlent les formes et les limites qu'en reconnaissant la préexistence du fond. Ces principes peuvent subir des atteintes dans le fait : ils sont imprescriptibles dans les consciences.

L'unité russe ou moscovite repose en réalité, si l'on écarte de vaines apparences, sur une communauté personnifiée dans un seul, qui peut disposer arbitrairement de toutes les libertés, de tous les biens et de toutes les familles, et qui, d'un mot, vient de détruire le droit de propriété dans neuf vastes provinces. Là, le droit individuel n'est pas fondé dans les consciences.

L'association européenne, depuis la formation des nations modernes, a tenté plusieurs fois de s'organiser; d'abord au moyen âge, sous la forme de République chrétienne, contre l'invasion musulmane; puis, après la Renaissance, par l'impulsion des grands politiques français, Henri IV et Richelieu, sous la forme d'équilibre européen, contre les prétentions de la maison d'Autriche à une monarchie européenne.

Depuis le commencement de la Révolution française, l'association européenne appelle une nouvelle forme, une forme définitive, et il faut qu'elle la réalise ou que l'Europe se dissolve et périsse.

Le but, dont les peuples ne se sont pas encore nettement rendu compte, est la fédération des nationalités indépendantes contre l'envahissement de la Russie : le moyen, qui ne sera possible que lorsque le but sera clairement conçu de tous, est la formation d'un patriotisme européen.

L'unité russe ou moscovite, à laquelle il faut donner un nom plus général, celui d'unité *touranienne*,

du nom sous lequel l'antiquité orientale désignait l'ensemble des tribus du nord de l'Asie, a cherché, comme l'association européenne, à se réaliser sous plusieurs formes.

D'abord, elle s'est manifestée sous sa forme propre, celle que nous appelons tartare, avec Attila, Gengis-Khan, Timour-Leng (Tamerlan) et les sultans ottomans ; maintenant, plus redoutable, elle affecte un déguisement européen, avec la Russie de Pierre le Grand et de ses héritiers.

Elle a, sur l'association européenne, l'avantage d'avoir pleinement le sentiment de son but, qui est la domination cosmopolite sous un seul maître.

Son moyen d'action, depuis Pierre le Grand, était l'apparence européenne. Sa dernière victoire et la façon dont elle use de cette victoire viennent de lui ôter ce moyen. Le *Touranien*, le Tartare, a reparu sous le Russe. Le masque est tombé. L'Europe a vu.

Là est l'immense gravité des choses. L'Europe a vu, et elle n'a point agi !

Pourquoi elle n'a point agi et comment elle devrait agir, c'est ce que nous essaierons de faire voir, après avoir résumé le passé avant de parler du présent et de l'avenir.

La question de Pologne n'est qu'un épisode de la question russo-européenne ; mais c'est l'épisode central sur lequel pivote tout le reste. Nous croyons utile de résumer, dans ses phases principales, la double

histoire de Russie et de Pologne depuis l'origine, avant de mettre l'Europe actuelle, dans son ensemble, en face de la Russie, et de lui demander si elle veut être ou ne pas être.

INTRODUCTION

I

DES RACES ET DES NATIONALITÉS

Aussi haut que nous puissions remonter le cours des âges historiques, nous trouvons déjà l'humanité divisée en races, c'est-à-dire en groupes distingués héréditairement les uns des autres par des différences dans les caractères physiques, dans les tendances morales et intellectuelles, dans l'instrument du sentiment et de l'idée, le langage.

C'est là un fait dont il y a lieu de discuter la portée, mais un fait incontestable.

Pourquoi naît-on de telle race plutôt que de telle autre? Pourquoi les races, de même que les individus, sont-elles diverses en aspirations comme en facultés ? C'est là, tout aussi bien que l'origine du genre humain,

un problème de métaphysique et de palingénésie sur lequel la philosophie, et non l'histoire, peut avoir des solutions à proposer. Ce qui est certain, c'est que l'idée toute naturelle de chercher, à travers les annales du genre humain, les conséquences du fait primordial que nous venons de signaler, n'a rien à faire avec le fatalisme ni avec le matérialisme; à moins qu'on ne prétende appeler fatalité ce point de départ qui, chez la race comme chez l'individu, ne peut être changé par la volonté humaine. Je suis ce que je suis et ne puis être un autre : voilà la mystérieuse nature des choses, la nécessité, si l'on veut; mais je puis bien ou mal user de ce que je suis ; je puis tirer ou ne point tirer le meilleur parti de moi-même : voilà la liberté, pour les individus comme pour les races, qui ne sont que des collections d'individus unis par des conformités dont le principe échappe à nos investigations.

Il n'y aurait fatalisme que si l'on niait au principe de perfectibilité et à la volonté humaine la puissance de modifier ou de tempérer les prédominances et les tendances héréditaires que constate l'étude des races.

Les races marquent la première phase de l'histoire universelle : les nationalités caractérisent la seconde.

Les races, prises dans le sens primitif et rigoureux du mot, sont surtout une question scientifique et philosophique: les nationalités sont, à l'époque où nous sommes, la plus grande des questions politiques.

La distinction entre la race et la nationalité consiste en ce que, depuis bien des siècles, les races se sont partout plus ou moins superposées ou combinées par les guerres, les alliances, les mélanges forcés ou volontaires, et que c'est précisément de ces combinaisons que sont sorties les

nations. Il n'est aujourd'hui aucune nation qui soit absolument de race pure. Pour nous citer en exemple, non-seulement au sang gaulois, élément fondamental de notre nationalité, s'est mêlé, à doses diverses, le sang ibérien, grec, latin et germanique; mais il n'est nullement certain que le peuple gaulois, le peuple qui parlait la langue celtique, avant de subir ces diverses infiltrations, n'ait pas déjà été plus ou moins lui-même un mélange de diverses branches de la famille aryenne[1].

Les combinaisons de races qui forment les nations sont d'autant plus faciles et plus fécondes que les races sont plus voisines, comme il est arrivé en Europe, où les descendants des Aryas ne se sont presque partout mêlés qu'entre eux, et où, du Cap Nord à la Sicile et du Dnieper à la mer d'Irlande, on peut dire qu'à peu d'exceptions près nous ne sommes que les branches d'une seule famille[2].

La nationalité étant donc un fait plus complexe que la race, quels sont les caractères essentiels qui marquent les vraies nations et les distinguent des agrégations factices appelées États?

Il y en a plusieurs : la race, d'abord, puisque, si elle n'est pas tout chez une nation, elle y est beaucoup cepen-

[1] Il est certain que les Vénètes et très-probable que les Phrygiens se sont mêlés aux Celtes, et ce ne furent sans doute pas les seuls.

[2] Malgré le caractère exceptionnel de leur langue, nous répugnons à voir dans les Basques, ces descendants des Ibères, si voisins de nous au moral et au physique, autre chose qu'un rameau aryen, plus distant que les autres de la souche première. — En établissant que les combinaisons entre races voisines sont les plus faciles, nous ne nions pas la *possibilité* de celles entre races éloignées; ce qui serait rouvrir la porte à cette fatalité que nous repoussons des choses humaines; seulement, en ce cas, il faut que ce soit la race supérieure qui domine moralement dans le mélange; sinon, il se fera un *monstre* politique.

dant, et que la race, ou les races, donnent le fond primitif, les innéités essentielles; puis la langue, qui formule les sentiments et les idées; puis le territoire naturel, qui dessine et limite le théâtre matériel dévolu en propre à l'activité de la nation, et enfin et surtout l'idée, l'esprit, l'ensemble de tendances, de qualités, d'aspirations transmissibles, soit primordiales, soit acquises, qui constitue l'unité morale d'une société; la langue manifeste cette unité, quand elle appartient en propre à la nation, soit qu'elle sorte tout entière du fond de ses entrailles, comme font les langues mères, soit qu'elle imprime la forme originale du génie national à un vocabulaire emprunté ou mélangé, comme font les langues de seconde formation.

Ces conditions sont nécessaires pour accepter la langue comme principe radical de nationalité; car il importe de remarquer qu'il est des peuples qui ont quitté leur langue originaire pour recevoir une langue étrangère, sans accepter l'esprit de la race qui avait créé cette autre langue; la langue adventice ne devient point, dans ce cas, un vrai signe de nationalité; ainsi fut-il, dans l'antiquité, des Babyloniens et des Phéniciens, ces fils de Cham qui adoptèrent une langue sémitique sans devenir de vrais Sémites; ainsi en est-il aujourd'hui des Moscovites ou Grands-Russes, qui ont reçu la langue slave, une langue aryenne et européenne, sans prendre l'esprit européen, et qui approprient cette langue à un tout autre génie.

On voit aussi, par contre, des groupes de populations frontières accepter l'esprit et le but d'activité de la nation, de langue différente, à laquelle ils se trouvent annexés, sans renoncer à leur propre langue; ainsi l'Alsace, de-

venue si bonne française tout en conservant l'usage de la langue allemande[1].

On voit même des nations qui, tout en gardant leur langue et leur autonomie, ont accepté l'esprit de grands peuples d'une tout autre origine, au milieu desquels elles se trouvaient enclavées. Tels, dans l'antiquité, les Sacas ou Scythes royaux, Aryas qui s'étaient faits Touraniens et Tartares[2]. Tels, en sens inverse, dans l'Europe moderne, les Hongrois, Touraniens de race et de langue, et si Européens de cœur[3]. Si l'on ne considérait que le fait matériel de la langue, on croirait les Hongrois Asiatiques et les Russes Européens, et l'on se tromperait aussi profondément d'un côté que de l'autre.

La phase des nationalités, où la libre volonté humaine joue un bien plus grand rôle que dans la phase primitive des races pures, sera définitive, si l'humanité doit continuer son progrès, en d'autres termes, s'il existe un plan providentiel des destinées humaines. Ceux qui combattent le principe de nationalité au nom de l'unité et de la fraternité humaines n'entendent bien ni ce qu'ils combattent ni ce qu'ils affirment. Les nationalités ne se sont reconnues d'abord que par leurs différences; elles ne se sont démêlées qu'en se

[1] Un autre cas remarquable est celui où des groupes de langues différentes se détachent des mères-patries pour former des nations mixtes, telle que la Suisse, composée de fragments français, allemands et italiens. C'est une œuvre pure de la volonté humaine et non de la nature.

[2] Il est vrai qu'ils se rapprochèrent plus tard de leur origine en se grécisant à demi, comme on le voit par les tombeaux des princes scythes de la Tauride.

[3] Il est probable que, dans les luttes de l'avenir, un autre peuple touranien, les Finlandais, se rallieront aussi à la cause européenne. La langue madjare des Hongrois est plus ou moins mêlée de slave, mais le fond est touranien.

heurtant les unes contre les autres ; c'est cette période d'antagonisme qui blesse le sentiment des *humanitaires :* ils ont raison ; elle doit finir.

Mais, si elle doit finir, ce n'est point par l'absorption des nationalités dans une masse informe et inorganique : c'est par leur coordination dans un ensemble harmonieux ; les nationalités doivent subsister comme les notes diverses dans une symphonie, et non s'abîmer dans le bruit confus du chaos. La loi de l'humanité, comme de toute la création, est la variété dans l'unité.

Toute vraie nation donne sa note au concert, ou, pour parler sans métaphore, exerce sa fonction dans l'ensemble, et ne peut être supprimée par la violence sans que sa disparition ne jette le trouble dans tout le reste ; si elle manque volontairement à sa fonction, à sa mission, si elle se dissout ou s'annule, elle peut être remplacée et le vide comblé par une nation nouvelle ; mais il est très-important de remarquer qu'aucune nation chrétienne n'a encore disparu.

Jamais on n'aurait vu sur la terre rien de comparable à ce qui se produirait, le jour où les nations européennes, reconnaissant à quel point elles sont nécessaires les unes aux autres, renonceraient à leurs jalousies puériles, à leurs envahissements réciproques, à leurs rancunes surannées, pour organiser la fédération de l'Europe et reconstituer dans une savante ordonnance l'unité primordiale de la grande race dont elles descendent, en conservant l'indépendance et en assurant le libre développement de chacune des branches aryennes qui sont devenues les nations modernes. Quelle splendide variété, quel magnifique résumé du génie humain présenterait une société politique formée de la France,

de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, de la Scandinavie, de la Pologne, de la Grèce et des nations du Danube[1] !

Nous sommes loin de ce jour de gloire ! Non-seulement la discorde règne toujours entre les nations européennes, mais cette discorde est fomentée et envenimée, avec un art profond, par une race étrangère et par un esprit étranger, qui se sont introduits en Europe pour la dominer et la dissoudre, et qui y apportent un grand mal moral et un danger matériel immense.

Un État, un peuple d'une autre origine, qui avait sa raison d'être et sa fonction, lui aussi, celle de porter les formes extérieures de civilisation qu'il a empruntées à l'Europe, et l'activité dont il participe, jusque dans l'extrême nord et l'extrême orient de l'Asie, et de faire entrer ces vastes régions stagnantes dans le mouvement général du monde moderne, cet État et ce peuple, disons-nous, dédaignent leur rôle légitime pour les rêves gigantesques d'une malsaine ambition : loin de prendre appui moral sur l'Europe, tout en restant différents de l'Europe, pour modifier, dans l'intérêt général, ce qui leur est actuellement inférieur, le monde de la race jaune, le monde mongol et chinois, ils se sont retournés vers l'Europe et contre l'Europe pour la dominer elle-même, elle, leur supérieure et leur initiatrice, à laquelle ils ne peuvent rien apporter ni rien apprendre, et ils poussent, par leur action perturbatrice, tout l'ancien hémisphère à des catastrophes incalculables.

[1] Nous ne parlons pas ici des petits États mixtes ou intermédiaires ; mais nous ne contestons nullement ni l'utilité ni le droit de leur existence.

Le dangereux disciple de l'Europe est aujourd'hui son ennemi, son péril suprême.

Nous posions tout à l'heure, dans notre préface, la question : Qu'est-ce que l'Europe et qu'est-ce que la Russie? et nous tâchions de résumer la réponse en quelques lignes.

C'est cette réponse que nous allons développer en un volume.

II

ARYAS ET TOURANIENS

Une lutte constante a eu lieu, depuis les temps les plus anciens, entre deux grandes familles de peuples écloses toutes deux, aux âges primitifs, dans le centre de l'Asie.

L'une a fondé, en Orient, les civilisations indienne et bactro-persane; en Occident, les sociétés européennes. C'est la famille que la Bible nommait japhétique, la famille des Aryas, dont la science moderne a retrouvé en Asie le nom et les titres.

L'autre, la famille à laquelle nous donnons, d'après les traditions orientales, le nom de touranienne et que l'on connaît vulgairement sous le nom de tartare[1], a été l'auteur des invasions scythiques dans l'antiquité, des invasions d'Attila, de Gengiz-Khan et de Tamerlan dans le moyen âge;

[1] *Tatar*, *Ta-ta*, n'est originairement que le nom d'une tribu de Mongols. Le nom de Touranien, d'un sens étymologique beaucoup plus étendu, n'est pourtant pas encore rigoureusement exact; il ne désigne proprement que les peuples turcs. *Tour*, *Touran*, *Tourc*, *Tourtz*, est la même racine.

ses établissements plus durables ont été ceux des Mongols dans l'Inde et des Turcs ottomans dans l'Asie occidentale et l'Europe orientale ; enfin, l'établissement actuel, beaucoup plus puissant et plus redoutable, des Moscovites ou Grands-Russes, transformés en Empire de toutes les Russies.

Les Touraniens semblent, sur l'arbre du genre humain, la branche intermédiaire entre les blancs par excellence, les Aryas, et la race jaune des Chinois et Indo-Chinois. Plus rapprochés de nous que des Chinois par le type physique, ils sont beaucoup plus près des Chinois que de nous par les tendances morales et sociales.

Les Touraniens se divisent en deux rameaux : au sud, les Touraniens proprement dits ou Turcs, qu'à l'exception des Turcs ottomans nous appelons vulgairement Tartares occidentaux, et, au nord, les Ouraliens ou Finnois. Les uns et les autres sont réunis presque en totalité sous l'empire russe.

Aux Touraniens proprement dits se rattache, par les mœurs, les idées et les langues, le rameau nomade de la race jaune, les Mongols, Mantchoux, Kalmoucks, etc., nos Tartares orientaux, toujours associés aux Touraniens dans les grandes invasions d'Orient et d'Occident. Si l'ethnographe les distingue des Touraniens, l'historien et le politique les confondent ; leurs visages diffèrent, leur esprit ne diffère pas. C'est là ce qui légitime l'application, à la masse totale de ces peuples divers, du nom commun dans lequel l'usage européen les enveloppe : le nom de Tartares, scientifiquement impropre, exprime le sentiment juste d'une communauté d'idées et de mœurs.

L'antique opposition des deux familles aryenne et touranienne en Asie, qui fait le fonds des légendes héroïques

de la Perse, y est symbolisée par la lutte d'*Iran* et de *Touran*. *Touran* domine aujourd'hui dans l'Asie centrale, au berceau commun des deux races; il entame l'Asie aryenne (Indo-Perse); travesti à l'européenne sous le nom de Russe, ayant quitté sa langue originaire pour une langue d'Europe, il a entamé l'Europe elle-même, le domaine sacré de la civilisation aryenne; il a le pied au milieu des nations d'Occident.

Iran et Touran se disputent le vieux monde et sont comme les deux pôles opposés du genre humain, la race jaune tendant de plus en plus à devenir une simple dépendance de la touranienne, après l'avoir maintes fois dominée. Les autres familles primitives de l'antique Asie, les races bibliques de Sem et de Cham, semblent n'avoir été que des intermédiaires entre ces deux branches extrêmes, qui ont recouvert et comme étouffé ce qui les séparait, et qui sont aujourd'hui seules en présence.

Leurs penchants et leurs facultés sont profondément contraires. Signalons-en seulement ici quelques-uns des traits principaux.

Chez les Aryas, qui n'ont pris leur complet développement qu'en Europe, génie inventif, individuel, religieux, métaphysique, artiste; disposition, dès la haute antiquité, à se diviser en corps de peuples marqués de caractères distincts et indélébiles, ayant chacun leur raison d'être et leur rôle providentiel; forte constitution de la famille et de la cité; lien étroit entre l'homme et la terre; penchant à l'agriculture et à la fixité des existences; aspiration à la liberté civile et politique, et à la propriété comme conséquence de l'individualité; forte personnalité; esprit de progrès.

Chez les Touraniens, inaptitude aux hautes conceptions

religieuses et idéales; aucune grande religion, aucun art élevé ne sont sortis d'entre ces peuples. Absence non moins complète de cette invention et de cette initiative qui se sont manifestées à un si haut degré, dans l'ordre matériel et industriel, parmi la race jaune pure, chez les Chinois et les Japonais; incapacité presque générale à former de vraies nations; fluctuation constante entre deux extrêmes: l'éparpillement en simples tribus et l'agglomération en vastes empires despotiques aspirant à englober le monde; inaptitude au gouvernement libre [1]; soumission aveugle à l'autorité; faible individualité qui, associée à un esprit très-compréhensif, a pour conséquence une faculté extraordinaire d'imitation et d'appropriation de toutes les formes extérieures inventées par d'autres; tendances à la vie nomade et à la communauté; corps mobiles, esprits stationnaires ou, du moins, dépourvus de mouvement propre; absence de tout progrès spontané, tandis que dans la race jaune pure il y a progrès spontané, mais s'arrêtant à un certain degré.

La branche orientale de la race jaune a fondé, par ses propres forces, des sociétés civilisées, la Chine et le Japon; les Touraniens et leurs associés, les nomades de race jaune, si fameux dans l'histoire comme puissance destructive, n'ont établi des empires analogues aux antiques monarchies orientales qu'en empruntant des formes de religion et de civilisation étrangères; ainsi les Mongols dans l'Inde et les Turcs ottomans dans l'empire grec, initiés les uns et les autres à l'islamisme, c'est-à-dire à la religion sémi-

[1] On ne peut guère citer d'exception jusqu'ici, que les Hongrois, et, à ce qu'il semble, les Finlandais.

tique des Arabes; ainsi, sur les confins septentrionaux de l'Europe et de l'Asie, les Moscovites, de souche ouralienne[1] ou finnoise, qui, après s'être groupés au moyen âge sous des princes européens, comme les anciens Scythes sous des guerriers aryens, et après avoir adopté la langue slave et la religion chrétienne dans les formes plus que dans l'esprit, s'efforcent présentement d'étendre en tout sens ce qu'ils nomment l'*Empire russe*, assis sur le corps déchiré d'une nation européenne.

L'empire russe est aujourd'hui la question capitale de l'ancien monde. A cette question doivent se subordonner tous les autres problèmes internationaux; c'est l'énigme du sphinx; mais il ne faut pas seulement la deviner, il faut la résoudre activement ou périr.

L'histoire de Pologne n'est qu'un épisode de la lutte sans fin d'*Iran* et de *Touran;* mais cet épisode a pris une importance de premier ordre dans la phase actuelle.

L'existence de la Pologne, la plus orientale des nations européennes, n'a été qu'un long combat contre les Touraniens et un perpétuel effort pour les empêcher d'envahir et de submerger l'Occident, ce sanctuaire de la civilisation aryenne et ce foyer du progrès sur la terre. La Pologne a réussi deux fois, d'abord contre les Mongols, puis contre les Turcs ottomans; elle a succombé devant un troisième adversaire, le Moscovite, après lui avoir résisté cinq siècles; elle a succombé par la complicité de deux États européens et par l'aveugle abandon des autres; et cette morte immortelle sort périodiquement de son tombeau pour

[1] Nous parlons du noyau primitif, les Moscovites ayant ensuite absorbé quelques éléments européens et de nombreux éléments turco-tatars.

appeler l'Europe à se protéger elle-même en l'aidant à renaître.

Et l'Europe répond par quelques paroles de stérile compassion, et laisse se refermer la tombe sanglante. L'Europe ne semble pas comprendre que c'est une partie essentielle de sa vie que la main de son ennemi scelle dans ce sépulcre. L'Europe ne semble pas comprendre que la catastrophe de la Pologne est le nœud d'un drame dont sa destinée est le sujet.

Si les esprits ne s'éclairent, et surtout si les âmes ne se réveillent, si l'on ne force le présent à regarder en face le passé et l'avenir, quelles seront les conséquences de cette fatale inertie?

Un illustre historien, dont nous sommes d'autant plus autorisé à citer les paroles que nous nous trouvons d'ordinaire plus éloigné de ses vues en matière de politique extérieure, M. Thiers a répondu pour nous : « Lorsque le colosse russe aura un pied aux Dardanelles, un autre sur le Sund, le vieux monde sera esclave; la liberté aura fui en Amérique. Chimère aujourd'hui pour les esprits bornés, ces tristes prévisions seront un jour cruellement réalisées; car l'Europe, maladroitement divisée comme les villes de la Grèce devant les rois de Macédoine, aura probablement le même sort [1]. »

Nous espérons bien que l'Europe n'aura pas un tel sort, et M. Thiers, assurément, n'a pas renoncé à l'espérer; mais, si le mal qu'il signale ne trouve pas un remède, sa prédiction s'accomplira.

Sans nous soucier de savoir si nos forces répondent à

[1] *Hist. du Consulat et de l'Empire*, t. VIII, p. 448.

notre entreprise, nous faisons notre devoir : que chacun fasse le sien ! — Nous apportons ici le résultat de trois années d'études sur la question du salut public européen.

Nous commencerons par résumer les fastes vraiment typiques de la Russie et de la Pologne, puis nous ferons rentrer cette étude particulière dans la question générale ; nous en tirerons les conclusions pour l'Europe d'aujourd'hui et pour celle de demain, et nous essayerons de montrer ce qu'est l'Europe et ce qu'il faut qu'elle devienne, afin d'échapper au danger qui la menace.

PREMIÈRE PARTIE

LE PASSÉ

LA RUSSIE ET LA POLOGNE

CHAPITRE PREMIER

THÉATRE GÉOGRAPHIQUE. — SLAVES ET FINNOIS. — FORMATION DE LA POLOGNE ET DE LA MOSCOVIE.

I

Définissons d'abord le théâtre des événements, en écartant une fausse géographie, liée à une fausse histoire sur laquelle nous reviendrons en temps et lieu : géographie d'origine moscovite et qui donne en apparence à l'Europe ce qui ne lui appartient pas, afin de lui prendre en fait ce qui lui appartient.

Il est faux que l'Europe, en tant que division naturelle et historique du globe, ait les limites que lui donnent nos cartes modernes.

L'Europe géographique, l'Europe des couches géologiques et des bassins fluviaux, pas plus que l'Europe

ethnographique de notre race aryenne, ne s'étend jusqu'à la chaîne peu élevée et intermittente des monts Ourals, qui n'a nullement cette importance de séparer deux mondes. Le climat et le sol uniformes, aussi bien que les races de l'Asie du nord, dépassent l'Oural vers l'Occident jusqu'au delà du Volga ou plutôt *de la* Volga : le bassin du Volga est asiatique, comme celui du Dniéper est européen. Le climat et le sol si richement varié de l'Europe ne commencent qu'au Dniéper et à la petite chaîne des monts Valdaï. A l'est du bassin de l'antique Borysthène, c'est une autre terre et ce sont d'autres hommes.

La véritable Europe est un organisme, un corps aux membres souples et divers de fonctions et de forme, un corps *articulé*, selon l'expression de Humboldt et de Ritter.

La prétendue Europe orientale, la Moscovie, est une masse compacte et inarticulée.

Nous ne pouvons mieux faire que de donner la parole, sur cette importante matière, à un savant écrivain que l'ensemble de ses relations et l'objet habituel de ses travaux font incliner en faveur de la Russie au point de l'appeler *sa seconde patrie*, M. Schnitzler : nous citerons presque en entier le début de son ouvrage capital : *l'Empire des Tsars au point actuel de la science*, et nous verrons quels aveux décisifs en ressortent, bien qu'il maintienne nominalement l'attribution à l'Europe de tout ce qui est en deçà de l'Oural.

« Notre partie du monde, dit M. Schnitzler, se divise, dans son organisation politique actuelle, en deux portions inégales ; l'Europe occidentale et l'Europe orientale, celle-ci russe et unitaire, celle-là fractionnée et formant un grand nombre d'États.

« La ligne de séparation entre ces deux portions fait à l'Occident la part la plus petite. Si elle n'avance pas jusqu'aux monts Karpathes et au Riesengebirge, elle ne reste cependant que peu en deçà du côté de l'Orient, et l'on

peut dire, d'une manière approchante, qu'elle est tracée au nord-ouest par le cours de la Vistule, et au sud-ouest par celui du Dniester, dont les sources, comme celles du premier de ces fleuves, sont dans les Karpathes.

« Sur les dix millions de kilomètres carrés qu'on donne à l'Europe, en nombres ronds, 4,500,000 seulement reviennent à la portion occidentale, tandis que la portion orientale en compte 5,500,000.

« *Les deux portions n'ont guère de ressemblance entre elles.* Ce n'est pas uniquement par leur histoire et par leurs institutions, par la langue et par les croyances religieuses, qu'elles diffèrent, c'est aussi, *et essentiellement*, par l'aspect, par la conformation physique, par la charpente fondamentale, pour ainsi dire.

« L'Europe, en général, a cela de particulier qu'offrant des dimensions moins colossales que la plupart des autres parties du monde, elle ne se compose pas non plus de masses aussi compactes. L'accès de la mer, qui, en définitive, est la grande route du commerce et de la civilisation, y est partout plus facile.

« Cependant cette observation est surtout applicable à l'Europe occidentale. Rien de plus accidenté, de plus bizarrement découpé, échancré, déchiré que cette portion. C'est elle qui renferme les Alpes, qu'on peut assimiler au système vertébral chez les animaux, à ce point qu'il ne serait peut-être pas déraisonnable de dire que cette espèce de petite queue de l'Europe est soudée sur les Alpes, comme sur un point d'appui. Même dans sa partie continentale, elle s'amincit singulièrement; elle projette ses presqu'îles vers le nord et vers le sud, et il s'en détache en outre de vastes îles, qui ne sont pas ses fragments les moins précieux. Là, les nationalités sont nombreuses, par cette raison que la nature elle-même s'est chargée d'élever des barrières, et, d'autre part, là, les rapports de nations à

nations sont fréquents et faciles, parce que les fleuves, après un cours limité, aboutissent à des mers connues et fréquentées de toute antiquité. Cette facilité des rapports invite aux entreprises, tente l'ardeur du gain, imprime aux esprits comme aux corps une grande mobilité, en un mot, alimente et stimule la civilisation.

« L'Europe orientale se montre sous un tout autre aspect. Sans doute notre partie du monde tout entière est comme un appendice de l'Asie, vaste corps dont la queue se prolonge vers l'occident, dans une longueur de plus de 5,000 kilomètres, en s'amincissant graduellement; mais *la portion orientale tient encore plus du corps même que de la queue;* elle est compacte, comme l'Asie, et, si cette dernière présente, du nord au sud, des lignes de 8,000 kilomètres, elle-même peut en offrir du moins qui vont encore jusqu'à 3,000. Au nord, il est vrai, elle est fortement échancrée du côté de la mer; mais partout ailleurs elle forme masse, et *cette masse tient à la masse de l'Asie*, du côté de l'est seulement, sur une longueur de 2,460 kilomètres. C'est cette masse, cette nature compacte, qui explique pourquoi la Russie est encore si en arrière des autres pays, pourquoi elle est restée si longtemps dans un état voisin des déserts, pourquoi elle a été si peu visitée, pourquoi enfin la civilisation l'a seulement effleurée partout ailleurs que dans ses capitales et dans la bande limitrophe de la partie occidentale de l'Europe.

« Toute cette plus forte moitié de notre partie du monde n'offre aux regards du voyageur qu'une immense plaine à peine entrecoupée par des ondulations de terrains. Où trouver là des limites naturelles, si on ne veut pas considérer comme telles le cours des fleuves? *Il était un temps où l'on pouvait reconnaître une limite naturelle de ce dernier genre dans la ligne formée par les cours réunis de la Duna et du Dniéper, et cette limite se complétait du*

côté du nord-ouest par la région des lacs (Ladoga, Onéga, Ségoséro, Vigoséro, etc., etc.), qui sépare le golfe de Finlande de la mer Blanche. Mais ce temps est déjà bien loin de nous, et, la ligne des deux fleuves une fois franchie vers l'occident, il n'y avait plus d'autre limite analogue que celle, déjà indiquée, de la Vistule et du Dniester réunis, plus de frontière véritable, naturelle, que la ligne des Karpathes, continuée par l'Erzgebirge et aboutissant par l'Elbe à la mer du Nord, en dépassant la Baltique...

« Du simple énoncé des faits qui précèdent découleraient des considérations politiques de la nature la plus grave, mais qui doivent rester étrangères à ce tableau général de nature neutre, s'il est permis de s'exprimer ainsi, et qui n'a trait qu'au pays et non à l'État ; qui est du ressort de la géographie et des sciences naturelles, et ne se rapporte pas aux intérêts publics internationaux, à la grande question de l'équilibre européen. »

« Ce que nous voulions uniquement faire remarquer, c'est d'abord la vaste étendue du territoire que nous aurions à explorer, même en nous renfermant dans la Russie d'Europe, et ensuite *les conditions toutes différentes de celles qui existent ailleurs*, avec lesquelles nous nous rencontrerons partout dans cette exploration, même avant d'en venir aux choses intellectuelles et morales [1]. »

Il résulte de ce que nous venons de citer, que, suivant M. Schnitzler, l'Europe occidentale (notre Europe, à nous) et ce qu'il appelle l'Europe orientale *n'ont guère de ressemblance entre elles et forment deux régions bien distinctes ;* que l'Europe orientale (la Russie) *tient beaucoup plus de l'Asie que de l'Europe*; que, si l'on reconnaît le cours des fleuves pour limite naturelle entre ces deux grandes régions, il y avait une limite de ce genre dans la ligne formée par les

[1] *L'Empire des Tsars*, t. I, p. 1-6.

cours réunis de la Duna et du Dniéper : limite complétée, au nord-ouest, par la région des lacs (Ladoga, Onéga, Ségoséro, Vigoséro), qui sépare le golfe de Finlande de la mer Blanche; — (la Pologne et l'Occident avaient par conséquent cette espèce de limite) — que, la ligne du Dniéper et de la Duna une fois franchie vers l'Occident, il n'y avait plus d'autre limite fluviale que celle de la Vistule et du Dniester réunis, et *plus de frontière véritable, que la ligne des Karpathes, continuée par l'Erzgebirge et aboutissant par l'Elbe à la mer du Nord, en dépassant la Baltique.*

Ceci conformément au principe allemand, qui ne reconnait de frontière naturelle que les montagnes.

Entendez-vous, Allemagne!

La frontière naturelle de l'empire des tsars, ce sont les Karpathes prolongés par l'Erzgebirge et par l'Elbe jusqu'à la mer du Nord. La Silésie est en deçà, et Berlin aussi!

C'est l'arrêt de la géographie, et cet arrêt s'accomplira sur l'Elbe, si l'Europe ne retourne sur le Dniéper[1].

II

Dans l'antiquité, on entrevoit les régions des deux côtés de l'Oural occupées par les races de l'Asie du Nord, auxquelles les Germains donnent le nom de *Fenns* ou *Finns*,

[1] M. Schnitzler semble vouloir atténuer ses observations sur les différences radicales entre la Russie et l'Occident, en ajoutant que, « toutefois, ce territoire (le russe) est un territoire européen, c'est-à-dire, ni desséché par le soleil, ni durci par le froid ailleurs que dans la région hyperboréenne, abondamment arrosé par des cours d'eau, nullement impénétrable... propice à l'homme et susceptible de toute espèce de culture. » Ceci est la définition d'une région habitable, mais non pas spécialement d'une région européenne. Si toute région habitable était européenne, l'Europe irait jusqu'en Chine.

Ajoutons que les dimensions respectives données par M. Schnitzler à ce qu'il nomme l'Europe orientale et occidentale ne se rapportent pas aux frontières naturelles de ce qui forme pour nous les deux régions de l'Europe et de la Moscovie, mais bien aux frontières politiques actuelles de l'Empire de Russie et de l'Occident.

d'un mot *Fen* ou *Fenne*, qui signifie *marais* dans les vieux dialectes germaniques, parce que les tribus qu'ils connaissent habitent la région de lacs et de marais qui avoisine les plages orientales de la Baltique [1]. Ils désignent peut-être d'abord par ce nom les Lapons et les Samoyèdes, premiers habitants de l'Europe septentrionale, refoulés à l'extrême nord par les Aryas Celtes, Vénètes, Scandinaves, puis ce nom passe aux Finnois actuels, quand ceux-ci s'avancent des contrées ouraliennes jusqu'à la Baltique.

Les peuples que nous appelons Finnois ou, d'un autre nom géographique, Ouraliens, et que les Slaves nommaient Tchoudes, s'attribuaient à eux-mêmes, à ce qu'il semble, le nom générique de *Méras*, d'une racine *Mer*, qui signifie homme et se rapproche du *vir* latin et des radicaux voisins en sanscrit, en celtique, en allemand, etc. Les tribus finnoises ou *mériennes*, un peu plus avancées en état social que les Lapons et les Samoyèdes, montraient des tendances industrielles et commerçantes; elles avaient été très-anciennement initiées à la métallurgie.

Au sud et à l'est, vers le Volga inférieur et le Don, paraît, sous divers noms, l'autre branche touranienne, celle des Turcs ou Tartares occidentaux, plus pastorale, plus cavalière et plus guerrière.

Vers la transition de l'antiquité au moyen âge se déploie, en face des Finnois et des Tartares, une grande race européenne, celle des Slaves.

Venus anciennement du centre de l'Asie, comme toutes les branches des Aryas européens, les peuples aujourd'hui qualifiés de Slaves ne sont point connus sous ce nom dans les fastes de l'antiquité. On a cru les reconnaître, non sans vraisemblance, dans les Scythes agriculteurs d'Hérodote, vassaux des Scythes nomades. Leurs historiens,

[1] Ce nom paraît n'être que la traduction de celui de *Souo-ma-laïseth*, « peuple du pays des lacs, » que se donnent encore aujourd'hui les Finlandais.

en général, prétendent les identifier avec les Vénètes ou Vénèdes d'une part, et les Illyriens de l'autre[1]. Tribus agricoles et pacifiques de l'Europe orientale, ils sont dominés, opprimés tour à tour par maints peuples guerriers et conquérants, par les Scythes, les Gaulois, les Goths et les Huns; puis, du cinquième au sixième siècle de notre ère, ils font enfin leur apparition sous le nom de Slaves, et jouent à leur tour en Europe le rôle de tribus conquérantes.

De leur premier centre de formation nationale sur la Vistule[2], là où devait naître la Pologne, ils rayonnent en tous sens, s'agglomérant les groupes de leur race dispersés dans l'Europe orientale; ils débordent à l'ouest jusqu'à l'Elbe, au nord, par l'intérieur des terres, jusqu'à la rive méridionale du lac Ladoga, à l'est jusqu'aux sources du Don, au sud-est jusqu'à l'embouchure du Dniéper, au sud jusqu'au Danube, puis franchissent ce fleuve et roulent comme un torrent jusqu'en Grèce.

Les destinées de ceux des Slaves qui se fixèrent par delà le Danube, et qui y subsistèrent, les uns en corps de nation, les autres mêlés à des races étrangères, ne sont point de notre sujet. Signalons seulement en passant l'importance que tend à recouvrer aujourd'hui l'élément serbe au sud du Danube, et retournons à la Slavie primitive, celle de la Vistule.

Les noms les plus anciens et les plus généraux de la race, à côté de celui de Slaves, ou plutôt de Slovènes, dont le sens primitif est très-débattu, sont le nom de Lehs,

[1] Les Vénètes sont un très-ancien peuple aryen, qui émigra de l'Asie Mineure peu après l'époque homérique : une partie des Vénètes se fondit, dans l'ouest de l'Europe, avec la branche cimmérienne ou cymrique des Celtes. D'autres Vénètes poussèrent au nord jusqu'à la Vistule et à la Baltique, et c'est à ceux-ci que les Slaves rattachent leur origine. Quant à la race spéciale de l'Illyrie, nous y verrions plutôt les ancêtres des Skypétars ou Albanais.

[2] Ils y étaient bien avant l'ère chrétienne, suivant l'opinion fortement établie de Schafarik, qui les rattache aux Vénètes.

Lekhs ou Liakhs, qui paraît signifier hommes du sillon, agriculteurs, et celui de Serbes, qui signifie les parentés, les clans, *gentes;* puis apparaît le nom de Polanes (*Polianè*) ou hommes des plaines, des champs cultivés. C'est de là que vient notre mot de Polonais. On croit trouver les noms un peu altérés des Lekhs dans Strabon et dans Tacite, et ceux des Slovènes et des Polanes dans Ptolémée[1].

On pense que les Polanes ou Polonais de la Vistule essaimèrent sur le Dniéper et y fondèrent Kief[2], qui paraît être, après ou avec Gnezna de Posnanie, la plus ancienne des cités slaves. Le nom de Kief dérive probablement de celu de la Kujavie, une des contrées de la Pologne propremen dite. Le fameux chroniqueur de Kief, le moine Nestor, le Grégoire de Tours des Slaves, qui écrivait au commencement du douzième siècle, appelle encore Polanes les habitants de Kief, ses contemporains[3].

Le nom de Russes était inconnu dans le premier âge de l'histoire slave, c'est-à-dire du sixième au neuvième siècle nous allons voir comment, dans la seconde moitié du neuvième, il fut apporté du dehors par des dominateurs étrangers.

Après leur grande expansion conquérante, les Slaves avaient subi à leur tour, de la part des peuples qui les environnaient, une réaction à laquelle leur vague et flottante fédération de tribus ne fut pas en mesure d'opposer une suffisante résistance; à l'extrême sud, ils perdirent leurs conquêtes en Grèce; à l'ouest, les peuples germaniques leur reprirent de vastes territoires; au sud-est, sur le bas Danube, sur la

[1] Malte-Brun et M. Schnitzler ont signalé l'analogie des Lekhs avec les Luioi de Strabon et les Lygii de Tacite, peuples de la moyenne Vistule. Ce seraient les plus anciens Slaves guerriers. Ptolémée parle des Stavanes ou Svovènes, et des Boulanes; mais ce dernier nom est contesté.

[2] Nous adoptons, pour les noms, l'orthographe la plus rapprochée de la prononciation française, suivant l'exemple bien motivé de M. Schnitzler.

[3] *Chronique de Nestor*, trad. en français par M. L. Pâris. 1834.

mer Noire, dans les steppes du Don, les races touraniennes leur enlevèrent la prépondérance; le bas Dniéper et Kief même se reconnurent tributaires d'une monarchie tartare, celle des Khasars ou Khozars, qui avait son centre vers Astrakhan. A l'extrême nord, une tribu slave que les chroniqueurs appellent spécialement les Slovènes, que Ptolémée a peut-être connue dès le deuxième siècle, et qui avait fondé Novgorod sur le lac Ilmen, se trouva pressée entre les Scandinaves, devenus les dominateurs de toutes les mers et de tous les fleuves, et les populations finnoises. Le plus oriental des peuples finnois cis-ouraliens, les Permiens ou Biarmiens, qui avaient une civilisation relative et un assez grand commerce avec l'intérieur de l'Asie, disputaient, à ce qu'il semble, la prépondérance aux Scandinaves et harcelaient, comme eux, de leurs incursions les autres Finnois ainsi que les Slovènes de Novgorod.

Les peuplades finnoises les plus voisines des Slaves, et qui avaient, comme les Novgorodiens, à redouter les aggressions permiennes, étaient les Tchoudes[1], sur la rive méridionale du golfe de Finlande (Esthonie); les Vès, qui s'étendaient à l'orient de ce golfe et au sud des lacs Ladoga et Onéga, jusque vers le lac Blanc (Bielo-Ozero) à l'est et le haut Volga au sud; les Méras, entre le haut Volga et la Moscowa, avec leur centre à Rostof; et les Mouro-ma[2], à l'est et au sud des Méras, sur les rives de l'Oka.

Du récit du célèbre chroniqueur Nestor, combiné avec d'autres monuments, il résulte que ces peuples finnois, ainsi que leurs voisins slaves de Novgorod et d'Izborsk, avaient été, en l'année 859, assujettis au tribut

[1] Les Slaves étendaient le nom de Tchoudes à toute la race ouralienne ou finnoise; mais ils appliquaient plus spécialement ce nom à la tribu dont nous parlons ici.

[2] Pays de Mouro ou Méro; même nom que Méra, et nom générique de la race. On trouve aussi la forme *Mar*, qui rappelle le latin *mas, maris*.

par les Varègues-*Russes*; que, dans les années suivantes, ils chassèrent ces étrangers, puis que, retombés dans l'anarchie et probablement assaillis de nouveau par les Permiens, ils rappelèrent d'outre-mer les Varègues-*Russes* et les invitèrent à venir les gouverner et les défendre.

Ces Varègues-Russes n'étaient autre que les Scandinaves; c'est là ce qui est aujourd'hui au-dessus de toute contestation. Le nom de Russe, sous les formes de *Ros*, de *Rhos*, de *Rouss*, était, au neuvième siècle, synonyme de celui de Scandinave ou de Normand. Il était d'un usage assez général pour être connu à la fois des Byzantins, des Franks et des Arabes, et un passage de nos annales gallo-frankes de saint Bertin, de l'année 839, atteste que les Scandinaves se donnaient ce nom à eux-mêmes, quoique l'origine en fût peut-être finnoise[1].

On croit que les Scandinaves appelés d'outre-mer par des tribus finnoises et slaves venaient du canton de la Suède nommé Ross-Lagen, dans le voisinage d'Upsal. Une autre hypothèse les fait venir, avec beaucoup moins de vraisemblance, de la côte de Prusse, des bords du Kurisch-Haff et du Niémen, qui ont été occupés temporairement par les Varègues-Russes et gardent la trace de leur nom.

Trois frères étaient à la tête des Scandinaves qui s'établirent chez leurs nouveaux vassaux.

Un des trois, qui resta bientôt seul, fut le célèbre Rurik, celui qu'on est convenu d'appeler le père de l'empire russe. Une tradition, qui vient d'une autre source que Nestor, rapporte que les Slaves de Novgorod ne tardèrent pas à essayer de se débarrasser de leurs protecteurs étrangers, mais que Rurik étouffa leur révolte.

Pendant ce temps, d'autres Varègues-Russes, partis de

[1] Voir les témoignages réunis par M. Schnitzler : *l'Empire des Tsars*, t. II, p. 391 et suivantes. Les Finnois, suivant M. Schnitzler, ont toujours appelé les Suédois *Rossa* et la Suède *Ruotsi*.

Novgorod, poussaient leur pointe jusqu'à Kief : « Les Russes », dit Nestor, « s'emparèrent de la terre polonaise (*Polskaïa zemlia*), » c'est-à-dire du pays des Polonais de Kief. Ils y établirent leur seigneurie à la place de la suprématie qu'avaient exercée à distance les khans de la monarchie tartare des Khasars.

Novgorod et Kief, après la mort de Rurik, se réunirent sous un même chef; les Varègues firent la conquête des régions intermédiaires entre ces deux cités, débordèrent à l'ouest de la Duna et du Dniéper, et, par la supériorité des armes et de la politique scandinaves, dominèrent sur une grande partie des populations slaves, lekhites ou polaniennes; mais il y eut longtemps là une occupation militaire plutôt qu'un empire. Le but des ambitions varègues était plus loin, plus au sud; ils rêvaient surtout Constantinople, qu'ils assaillirent trois ou quatre fois par terre et par mer. Ce fut seulement vers la fin du dixième siècle que Vladimir le Grand (saint Vladimir), le premier prince chrétien des Varègues-Russes, le *Clovis* de ces contrées, renonça à ces aventures pour constituer une espèce de monarchie russienne ayant son centre à Kief.

Après Vladimir et Yaroslaf le Grand (mort en 1054), l'empire russien se divisa de nouveau en principautés aux limites très-flottantes, mais dont les chefs reconnaissaient la suzeraineté du *veliki-kniaz* (grand-prince) de Kief. Cette fédération s'étendait parfois jusqu'aux Carpathes, dans les pays slaves, et, du côté opposé, pénétrait, par des colonies lointaines, au fond du nord, chez les Permiens; mais ses frontières habituelles ne dépassaient pas le Dniester au sud-ouest, ni l'Oka vers l'est. Elles n'embrassaient, avec une portion considérable de la Pologne, que la moindre partie de l'immense territoire que nos cartes appellent aujourd'hui Russie d'Europe, le reste de ces vastes régions étant occupé au nord par les Finnois indépen-

dants, à l'est, et au sud par des peuples turcs ou finno-turcs, Bulgares de la Kama, Khasars, Petchenègues et autres.

Entre les races slavonnes, les Polanes ou Polonais de la Vistule, et toutes les tribus de l'ouest, maintiennent leur indépendance contre les *Rurikovitches* (fils de Rurik), dont les conquêtes ont rompu pour la première fois l'unité de la race des Slaves[1].

La prépondérance, parmi les Slaves de l'ouest, appartient d'abord aux Moraves, dont l'empire passager se déploie de Cracovie jusqu'à Prague, à Bude et à la Bukowine[2]; puis, cet empire dissous, elle passe aux Polonais de la Warta (Gnezna, Posen), qui s'adjoignent, au dixième siècle, la Mazovie (où s'éleva plus tard Varsovie) et la Petite Pologne (Cracovie, etc.). Les Polonais entrent tantôt en alliance, tantôt en lutte avec les princes rurikovitches ou varègues-russiens. Au commencement du onzième siècle, le roi de Pologne Boleslas le Brave, appelé successivement par les Bohêmes et par un des princes rurikovitches, est reçu tour à tour comme suzerain à Prague et à Kief, mais ne s'y maintient pas. Le royaume de Pologne de ce temps flotte, pour ainsi dire, dans tous les sens, gagne, reperd, ne se concentre pas; c'est comme un fleuve qui déborde et rentre tour à tour dans son lit, c'est-à-dire dans le bassin de la Vistule et celui de la Warta et du haut Oder.

Slaves de la Vistule, Slaves du Dniéper, Slaves du lac Ilmen (Novgorodiens), avaient tous, à cette époque, embrassé le christianisme, et les Varègues-Russiens (Rurikovitches) avaient suivi l'exemple de leurs sujets slaves. Les Varègues

[1] Nous ne parlons pas des Slaves du midi, Serbes, Croates, etc., séparés de leurs frères d'origine par la Hongrie et qui eurent une destinée à part.

[2] Nous disons les *Moraves* pour nous conformer à l'usage. Le terme d'empire morave est peu exact; le centre était chez les Slovaques, au sud des Carpathes, dans la Hongrie actuelle.

finirent aussi par adopter la langue slavonne[1], moins promptement toutefois que leurs parents, les Normands de France, dans une situation analogue, n'avaient accepté la langue romane, c'est-à-dire le français. La révolution religieuse, commencée, d'un côté dans l'empire morave, de l'autre sur le Dniéper, sous l'influence de missionnaires grecs, dans la seconde moitié du neuvième siècle, était achevée avant la fin du dixième; mais elle ne dépassa qu'avec une peine extrême les limites des tribus slaves. Les populations finnoises, vassales des Rurikovitches, résistèrent très longtemps à l'introduction de la foi chrétienne. Au temps du chroniqueur Nestor, dans les premières années du douzième siècle, les Tchoudes du golfe de Finlande et les Vès, les Méras, les Mouromas, qui occupaient la partie septentrionale du gouvernement actuel de Novgorod et la majeure partie des gouvernements de Tver, de Moscou (l'emplacement de la cité actuelle de Moscou compris), de Riaizan, avec d'autres territoires plus à l'est (Vladimir, Jaroslaf etc), étaient encore plus ou moins complétement païens, mêlés de musulmans et de juifs, et conservaient leurs dialectes finnois. Ces tribus avaient un commencement de civilisation et quelques villes; mais, quoiqu'elles fussent soumises aux descendants de Rurik, on les considérait à peine comme faisant partie de la *Rouss* ou Russie, nom attribué de préférence aux provinces slaves et chrétiennes des Varègues-Russiens, et, par excellence, à la région de Kief[2].

Un des petits États rurikovitches établis parmi ces Finnois était la principauté de Souzdal, qui avait son centre dans le gouvernement actuel de Vladimir; un prince rus-

[1] La forme slave du nom de Rurikovitches l'indique.

[2] Voyez Karamsine, *Histoire de Russie*, trad. française, t. II, p. 291; 1819. — Nestor qualifie ces peuples, et d'autres de même origine, de « païens payant tribut à la *Rouss*. » V. Schnitzler, t. II, p. 538 — *Les Mouromas*, la plus méridionale de ces peuplades, ne furent que très-imparfaitement soumis aux Rurikovitches jusqu'au commencement du treizième siècle.

sien, Youri Dolgorouki (Georges Longuemain), y fonda Moscou, un peu avant le milieu du douzième siècle[1], sur une terre dont il avait fait périr le possesseur pour s'emparer de son bien.

Ceci mérite une grande attention. Nous touchons aux vraies origines moscovites.

Et d'abord signalons le sens attribué au nom de Moscou : *Moskva*, que nous écrivons Moscou pour nous conformer à l'usage, viendrait de *Mokcha*, qui aurait désigné, chez les populations primitives de ces contrées, le campement central, le point de réunion de la horde. Chaque tribu mérienne aurait eu son Moskva. Un certain nombre de localités ont, en effet, conservé ce nom dans la Moscovie ou Grande Russie.

Youri Dolgorouki, fondateur de Moscou, propage la religion chrétienne parmi les Finnois, bâtit des villes, se fait un instrument de ces populations, prépare une politique nouvelle que développera après lui son fils André de Bogoloub, né d'une mère tartare, d'une *polovtse*. Cet André mérite dans l'histoire générale une place dont l'importance n'avait pas été suffisamment appréciée jusqu'à nos jours. Jusqu'à lui, les princes rurikovitches se disputaient la métropole des Slaves orientaux, Kief, la ville aux quatre cents églises, et la suprématie était attachée sans conteste à la possession de cette cité mère, de cette Constantinople du Dniéper, comme l'appelaient orgueilleusement les Slaves.

André fit une révolution décisive. Après avoir fortement établi sa base sur tout le pays russo-finnois, il lança contre la région du Dniéper une armée en majorité finnoise et tartare[2], qui prit et saccagea Kief (1169), puis il se fit pro-

[1] Avant 1147.

[2] Ces Tartares étaient les Polovtsi ou Coumans, tribus qui dominaient alors sur le Don et la mer Noire.

clamer grand-prince; mais, au lieu de s'installer dans la résidence des grands-princes, il donna Kief à un vassal et retourna établir le siége de la grande-principauté à Vladimir de Souzdalie.

Les annalistes expliquent très-clairement ses motifs. Dégoûté de la turbulence des provinces slavonnes, c'est-à-dire de l'esprit de liberté des Slaves [1], « il préféra, dit Karamsine, la docilité d'un peuple toujours prêt à obéir. » Il se fixa au milieu d'une race disposée à la soumission passive et à la concentration despotique; il favorisa parmi les Finnois l'expansion du christianisme et de la langue slave, instrument du christianisme, la liturgie étant slavonne. La langue, donc, avec le temps, changea, mais non l'esprit, phénomène qui s'est répété plus d'une fois dans l'histoire[2]. Quand on dit que les langues expriment le génie des nations, cela est vrai des langues ou primitives ou développées avec les nations elles-mêmes, mais non des langues importées toutes faites du dehors. Les Russo-Finnois, les Moscovites, parlent slave, ils ne pensent

[1] « Les Slaves, écrivait Procope au sixième siècle, ne sont pas régis par un seul homme, mais vivent, depuis un temps immémorial, sous un régime démocratique... Impatients du frein, ils ne cédaient jamais qu'à la conviction; peu dociles à l'autorité même des lois, ils se révoltaient contre celle d'un maître. Les familles faisaient elles-mêmes leurs affaires respectives; les tribus arrangeaient celles qui les regardaient en commun... Ils avaient tous ce principe qu'une liberté personnelle illimitée était pour les hommes le premier des biens. »

Nous empruntons le passage à M. Schnitzler; *l'Empire des Tsars*, t. II, p. 371. Il reste toujours beaucoup de ce portrait chez les vrais Slaves; mais nous demandons s'il est possible d'y reconnaître les aïeux des Russes.

[2] Il subsiste des débris de l'ancienne langue finnoise ou *mérienne* dans la Grande-Russie, sous les noms de langue *emmanski*, *ofenski* ou *maski*. Dans le gouvernement de Vladimir et ailleurs, les petits bourgeois et les marchands la parlent encore, comme les Coptes d'Égypte parlent encore l'égyptien. Suivant les écrivains moscovites eux-mêmes, il y avait là, dans les premiers siècles du moyen âge, un peuple du nom de *Maski*, et les gens qui parlent cette langue s'appellent eux-mêmes *Maski*. Les *Maskis* seraient donc le même peuple que les *Méras*. *Maski*, *Moski*, même racine que *Mokcha*, *Moskva*.

pas slave. Jamais la liberté slave et scandinave ne put s'établir dans la Souzdalie, qui prit un peu plus tard le nom de Moscovie. Jamais la cloche municipale ne résonna, jamais les assemblées populaires ne se réunirent périodiquement dans les cités de Souzdal, de Rostof, de Vladimir, de Tver, de Moscou; pas plus d'assemblées religieuses que d'assemblées politiques. Il ne s'est jamais tenu qu'un seul concile à Moscou[1].

La prépondérance passa donc, par André, dans la confédératio varègue-russienne, de l'élément slave et européen à l'élément finnois et au génie despotique de l'Asie du Nord.

André, et non Rurik, est le vrai père de ce qu'on nomme l'empire de Russie, le vrai fondateur de ce qu'on nommait beaucoup mieux autrefois la Moscovie.

L'équivoque s'assied, dès le premier jour, au berceau de cet empire, avec un prince d'origine scandinave, parlant slave et prenant son point d'appui chez des Finnois. Il est remarquable que des annalistes lui donnent le surnom de *Khitan*, le *Cathayen*, le Tartare[2], à cause de sa mère.

La base de l'empire de Russie est donc finnoise, ou, pour employer un terme plus général, touranienne. C'est là ce qui était à établir.

Est-ce à dire qu'il n'y ait point, dans la Moscovie ou Grande-Russie, d'élément européen? Quelques Scandinaves et un plus grand nombre de Slaves avaient suivi les Rurikovitches dans la région *au delà des forêts* (*Zavolotchié*). Il en vint d'autres encore. Les Novgorodiens, de leur côté, envoyèrent une colonie à Viatka, au nord-est. Irons-nous débattre combien il y a de gout-

[1] Karamsine, t. V, p. 451.

[2] *Khitan* était le nom d'une branche des Tartares orientaux, ancêtres des Mantchoux; d'où ce nom de *Cathay*, par lequel nos aïeux désignaient vaguement la Tartarie orientale et la Chine même. Un quartier de Moscou se nomme le *Khitaï-Gorod*, la ville cathayenne.

tes de sang slave ou scandinave dans les veines de la Grande-Russie, rechercher toutes les suites des croisements, discuter toutes les variétés des types physiques? — En aucune façon! la question n'est pas là. Elle est dans ceci : — dans le mélange d'un fond touranien et d'un élément adventice européen (car le fond primitif n'a jamais disparu; la population primitive n'a jamais été chassée ni détruite; les monuments historiques repoussent invinciblement cette hypothèse), dans ce mélange, disons-nous, qui a formé le peuple moscovite ou grand-russe, quel esprit l'a emporté et l'emporte?

L'esprit touranien ou l'esprit aryen? l'esprit de l'Asie ou l'esprit de l'Europe?

La réponse ne nous semble pas douteuse.

Ce qu'il importe de remarquer, c'est qu'il n'y a point là un simple fait de dynamique, où la plus grande force aurait absorbé, comme fatalement, la moindre; la volonté humaine a imprimé ici sa marque. Les instincts de la race touranienne ont favorisé, mais n'ont pas créé la conception politique d'André de Bogoloub. Les Rurikovitches, déserteurs du génie européen, ont voulu fonder chez les Finnois un despotisme asiatique, et ils l'ont fondé. — Par contre, d'autres Scandinaves, les Suédois, ont voulu fonder une société européenne chez d'autres Finnois, en Finlande, et ils y ont réussi; et ces Finnois, modifiés par la civilisation occidentale et protestante, ne l'ont point abjurée, même en retombant sous la main du despotisme tsarien [1].

[1] La comparaison entre la Moscovie et la Finlande pose une question intéressante aux historiens, aux ethnographes et aux linguistes. Comment les Ouraliens finlandais, en acceptant très effectivement la civilisation occidentale et protestante, ont-ils gardé leur langue, plus ou moins modifiée, tandis que les Ouraliens moscovites ont perdu la leur, dont il ne subsiste que des débris sur quelques points, et ont accepté une langue européenne, tout en gardant le fond de l'esprit asiatique? La nature du pays, les conditions d'existence de la population finlandaise, beaucoup plus dispersée que celle

Cette histoire des peuples du Nord, où apparaît avec tant d'énergie l'instinct des races, manifeste donc, avec non moins d'éclat, le pouvoir de la liberté humaine.

Le despotisme tsarien n'a pas été une simple *végétation* historique, pour parler le langage de l'école fataliste; il a été une conception réfléchie; il l'a été, à son origine, sous André de Bogoloub, comme, à son renouvellement et à sa transformation, sous Pierre le Grand.

de la Moscovie proprement dite, y sont sans doute pour quelque chose?

Quant à ce que nous affirmions tout à l'heure, que la population finnoise originaire n'avait jamais été détruite en Moscovie, M. Schnitzler le reconnaît implicitement : « Les Mères, les Mouromiens et les Vesses, dit-il, sont depuis longtemps *russifiés* au point d'avoir disparu. » *L'Empire des Tsars*, t. II, p. 538 (note). Ils sont donc, suivant lui, *russifiés*, c'est-à-dire slavisés de langue, mais non détruits.

CHAPITRE II

L'INVASION TARTARE. — LA POLOGNE DES JAGELLONS. LA MOSCOVIE DES IVANS.

André de Bogoloub n'assujettit pas la *Rouss*, la Slavie russienne, tout entière. Kief, la cité du sud, avait succombé; Novgorod, la cité du nord, la ville des antiques Slovènes, résista victorieusement.

Là était, bien plus qu'à Kief même, l'âme de la race slave; Kief s'était habituée à passer d'un maître à un autre et ne retrouva un reste d'énergie que pour se débattre sous le joug détesté des Souzdaliens. Novgorod la Grande était devenue, au contraire, une puissante et libre république, ne reconnaissant que pour la forme, à titre de gouverneur et de capitaine, l'un ou l'autre des Rurikovitches. On sait sa fière réponse au tyran Sviatopolk (un demi-siècle avant André), lorsqu'il voulut lui envoyer son fils pour prince : « Qu'il vienne, s'il a une tête de trop[1] ! » Novgorod dominait sur des cités vassales, et jetait ses colonies commerçantes et conquérantes dans les régions finnoises de l'extrême Nord, jusqu'au fond de la Permie, jusqu'à la mer Blanche, jusqu'aux monts Ourals.

Les colonies lui étaient à la fois une force et une chaîne. Le prince de Souzdalie, par la position de ses États, pouvait facilement inquiéter les communications de Novgorod avec ses possessions lointaines. La république traita avec

[1] Karamsine, *Histoire de Russie*, t. II, p. 169.

le despote qu'elle avait vaincu et lui accorda une suzeraineté nominale, en gardant l'indépendance réelle.

Au sud-ouest, un autre État russien, la Gallicie (*Halicz*[1]), qui avait été enlevée aux Polonais par saint Vladimir, grand-prince de Kief, et avait longtemps flotté entre le royaume de Pologne et la confédération varègue-russienne, resta entièrement en dehors de la domination souzdalienne; les *kniaz* galliciens commandèrent quelque temps à la Volhynie, à la Podolie, et s'étendirent jusqu'en Ukraine et en Moldavie.

Le fondateur de la Moscovie eut une fin tragique, qui présageait les destinées sombres et violentes de l'empire. André de Bogoloub fut égorgé par ses propres boyards, aux applaudissements de cette population souzdalienne dont il aimait tant la docilité, et qui massacra après lui ses officiers et ses juges, dans un de ces accès de fureur qui interrompent de temps à autre la soumission fataliste des Orientaux.

On peut résumer ainsi la situation générale des peuples polonais et russiens au commencement du treizième siècle. Différence totale de race, de génie, d'institutions entre les Souzdaliens (depuis Moscovites), chrétiens ou non, et les Russiens-Slaves, soit indépendants, soit dominés par le kniaz de Souzdalie; faible différence entre les Russiens-Slaves et les Polonais. Les dissidences religieuses entre catholiques latins et orthodoxes grecs étaient peu marquées encore chez ces peuples. Les deux célèbres apôtres des Slaves, Cyrille et Méthodius, qui commencèrent, au neuvième siècle, leur œuvre évangélique par la Moravie, c'est-à-dire par les tribus de l'Ouest, et qui créèrent la liturgie slavonne, étaient

[1] Ce nom peut avoir signifié originairement le pays gaël ou gaulois. Des Ombrons, se rattachant probablement à la souche des Gaulois ombriens ou ombrons d'Italie, occupaient une partie de ces contrées au temps de Ptolémée (deuxième siècle de notre ère), et, six siècles auparavant, Hérodote avait déjà signalé des Ombriques dans les régions de l'Europe orientale

des Grecs non encore séparés de Rome, et leur mémoire n'éveillait point d'idée de lutte et de schisme entre chrétiens.

La liturgie slavonne fut d'abord répandue dans les contrées de la Vistule comme dans celles du Dniéper, et ne tomba en désuétude dans le royaume de Pologne que sous l'influence de l'Église romaine, qui rendit là aux Polonais un mauvais service[1]. Les Polanes du Dniéper, de leur côté, n'avaient point eu d'abord contre Rome l'hostilité qui se propagea peu à peu sous l'influence de l'Église grecque.

Les Russiens, quoique leurs métropolitains fussent consacrés par le patriarche de Constantinople, flottaient entre Constantinople et Rome, sans beaucoup se rendre compte de la différence qui séparait les deux églises, et il est à remarquer que Kief, la vieille métropole ecclésiastique du Dniéper, honore des saints reconnus à la fois à Rome et à Moscou, mais point à Constantinople, et précisément des saints qui sont les Clovis et les Clotilde de ces contrées, Olga (sainte Hélène de Russie) et saint Vladimir. Les apôtres Cyrille et Méthodius eux-mêmes sont dans ce cas. Olga et Vladimir sont d'ailleurs d'étranges saints. Olga est un mélange de Clotilde et de Frédegonde, et Vladimir a toute la cruauté et la licence de nos Mérovingiens.

Que fût-il advenu si les Russiens-Slaves et les Souzdaliens ou Moscovites fussent restés, sans diversion, en face les uns des autres? Il est probable que les princes de Gallicie eussent reconquis définitivement Kief et les autres pays d'origine slave sur les Souzdaliens, et réuni toute la *Rouss* ou Russie Slave, moins la république de Novgorod, en un

[1] Le pape Jean XIII publia, en 968, une bulle contre l'alphabet slavon (cyrillien) et la liturgie slavonne, qui disparurent de Moravie, de Bohême et de Pologne. V. Côme de Prague, ap. Menken; *Collect. script. rer. german.*, I, 1994.

seul corps qui eût pu finir par se confédérer avec le royaume de Pologne. Mais un formidable cataclysme vint, sur ces entrefaites, changer la face d'une grande partie de la terre, et, après avoir bouleversé toute l'Asie, submerger l'Europe orientale et jeter un trouble profond dans les rapports des nations mêmes qui n'y furent point englouties. Nous voulons parler des conquêtes de Gengiz-Khan et de l'invasion des Mongols. Les races nomades d'Asie s'étaient de nouveau, comme au temps des Huns, concentrées en une horde immense, qui se jeta sur les domaines des Rurikovitches. Les Russiens du Dniéper, groupés autour du prince de Gallicie, allèrent bravement au-devant du péril jusque sur le Don : ils furent écrasés les premiers (1224). La Souzdalie, qui ne les avait pas secourus, eut bientôt son tour ; elle fut conquise (1237) ; puis les Tartares, après avoir dévasté Kief de fond en comble, débordèrent jusqu'en Hongrie et en Pologne. L'épée des Polonais ne les arrêta qu'en Silésie, par la victoire de Ligniça (1240). Les Tartares furent refoulés de la Pologne et de la Hongrie; mais la plupart des Russiens et les Souzdaliens demeurèrent tributaires et sujets de la grande horde, dont les chefs s'établirent dans les steppes du Volga inférieur[1]. Le khacan des Mongols élevait, déposait, mettait à mort, suivant son caprice, les successeurs d'André de Bogoloub, les descendants des fiers Rurikovitches.

Après la conquête mongole, la Russie d'origine finnoise, la Souzdalie, qui prit, au quatorzième siècle, le nom de Moscovie, fut le théâtre d'un double phénomène qui semble contradictoire, mais qu'expliquent et l'esprit tartare et les faits primitifs que nous avons rapportés ci-dessus. D'une part, la religion chrétienne et la langue slave continuèrent et

[1] Leur résidence, Saraï, Était à 90 kilom. au nord d'Astrakhan. La raison des succès des Tartares est, suivant Karamsine, que, chez eux, le peuple entier était armé, tandis que, dans les états des princes russes, les paysans ne prenaient aucune part à la guerre.

complétèrent leur progrès sous la suzeraineté des Tartares païens, ce qui tint sans doute à l'absence de prosélytisme et de fanatisme religieux chez ces dominateurs, surtout avant qu'ils eussent embrassé la foi musulmane. D'une autre part, l'influence tartare, nulle quant à la religion et faible quant à la langue, fut grande dans l'ordre politique. Les kniaz (princes) russo-finnois perdirent complétement le peu qu'ils pouvaient avoir conservé d'esprit occidental, pour se faire les purs imitateurs du despotisme asiatique, les copistes de leurs suzerains; ces princes-serfs, obligés de comparaître à la horde au moindre signe du grand khan, rendaient à leurs sujets les traitements qu'ils recevaient de leurs maîtres : esclaves à la horde, tyrans chez eux. Ils gardèrent l'esprit tartare, lors même que, deux siècles après, ils eurent secoué le joug des Tartares; cet esprit, celui de l'autocratie, n'a jamais quitté leurs héritiers. La Moscovie avait cru dans la double servitude étrangère et intérieure, et n'a jamais pu effacer cette empreinte originelle.

Les populations, dans les contrées d'origine finnoise, n'apportèrent aucun obstacle à l'établissement du régime asiatique; il n'en fut pas de même dans les provinces slavo-russiennes; l'autorité des Tartares n'y fut que celle de la force matérielle; leur esprit n'y pénétra pas, et les vieilles cités slaves ne supportèrent qu'avec une extrême impatience la présence des arrogants délégués du grand khan, ces baskaks aux pieds desquels tremblait la Souzdalie; Novgorod, tout en payant sa part du tribut, ne les reçut jamais dans ses murs, et la Gallicie les expulsa maintes fois.

Cette différence morale entre les deux Russies eut de grandes conséquences. Moins d'un siècle après l'invasion des Tartares, une réaction formidable éclata contre ces conquérants. Ce fut, chose remarquable, un petit peuple non

slave, quoique parent de la famille slavonne, et demeuré encore païen, qui fut le glorieux agent de cette révolution. Les Lithuaniens, qui n'avaient joué, jusqu'au treizième siècle, qu'un rôle assez obscur dans l'histoire, s'élancèrent du fond de leurs forêts, conduits successivement par plusieurs générations de héros, débordèrent sur les provinces slavo-russiennes, soumirent à leur suzeraineté ou absorbèrent par des mariages les princes de ces contrées, auparavant vassaux du grand khan, et firent disparaître la domination tartare jusqu'aux bouches du Dniéper et même jusqu'au Don. Le grand-duché de Lithuanie s'étendit de la Baltique à la mer Noire, englobant toutes les principautés slavo-russes de l'ouest et du sud, et refoulant les Moscovites au delà de l'Ougra et de la haute Oka, occupant ainsi à l'est, avec tout le gouvernement actuel de Smolensk, la moitié occidentale et méridionale de ceux de Kalouga, de Toula et d'Orel, extrême limite de la race slave vers l'orient[1].

Les républiques slaves du Nord, Novgorod, Pskof[2], reconnurent la suprématie des Lithuaniens. De toute la Russie slave, la Gallicie proprement dite, ou Russie Rouge, fut seule à leur échapper : elle s'était donnée volontairement au royaume de Pologne, dont elle avait primitivement fait partie, puis auquel elle était revenue à diverses reprises. Ses princes, qui avaient aspiré au commandement de la Russie slave tout entière et qui avaient pris le titre de *rois de Russie*, n'ayant pu échapper à la vassalité tartare, la Gallicie, pour briser cette vassalité, avait mieux aimé se refaire polonaise que de se faire lithuanienne (1340).

Les Lithuaniens, à l'ouest, disputaient avec succès aux Polonais la Volhynie et la Podolie, au sud, pénétraient jusqu'en Crimée, au nord, entraient par deux fois dans Moscou.

[1] Si toutefois les Viatitches étaient Slaves, ce qui est contesté.
[2] Pskof, longtemps dépendante de Novgorod, s'en était séparée.

L'extrême disproportion entre les forces réelles des Lithuaniens et l'étendue de leurs succès indique assez que les populations favorisèrent une conquête qui était une délivrance. Les princes lithuaniens adoptèrent la langue et les coutumes de leurs sujets slaves, comme avaient fait jadis les princes scandinaves, et ce fut une vraie renaissance pour ces peuples que d'échanger contre de tels chefs le joug abrutissant de la horde. L'origine des princes lithuaniens explique peut-être la facilité avec laquelle ils se slavisèrent et se firent accepter des Slaves. On dit qu'ils étaient issus des kniaz de Polotzk, branche des Rurikovitches qui, descendus, par les femmes, d'anciens chefs slaves, avaient toujours été en opposition avec les autres héritiers de Rurik et qui, expulsés par ceux-ci en 1127, auraient été rappelés par les Lithuaniens, auraient pris des noms lithuaniens et embrassé le paganisme.

Les grands événements où les Lithuaniens occupaient le principal rôle avaient rempli le quatorzième siècle. Un événement plus grand le termina. Les Lithuano-Russiens et les Polonais étaient environnés de puissances ennemies : au nord, les chevaliers teutoniques, qui, fondés pour défendre la chrétienté, n'étaient plus qu'une avide aristocratie conquérante; à l'est, les Moscovites et leurs suzerains les Tartares; au midi, les Turcs, qui devenaient formidables, menaçaient de toutes parts ces deux peuples; leurs affinités morales et leurs communs intérêts, le sentiment des mêmes périls et d'une grande mission à poursuivre ensemble, la défense de l'Occident contre les invasions asiatiques, les décidèrent à s'associer au lieu de continuer à se combattre. Un premier pacte avait eu lieu entre eux en 1350.

En 1386, s'accomplit le fait capital de l'histoire slave, l'alliance de l'aigle blanc de Pologne et du cavalier de Lithuanie, l'association volontaire des deux peuples polono-gallicien et lithuano-russien. La reine de Pologne Hed-

wige, issue de la maison française d'Anjou, épousa Jagellon (Jagaïlo), grand-duc de Lithuanie, qui se fit chrétien. L'union ne fut d'abord que *personnelle* entre la reine et le grand-duc : elle devint bientôt nationale, et les deux peuples se marièrent indissolublement comme leurs princes. L'assemblée de Horodlo (1413), présidée par Wladislas Jagellon, « roi de Pologne, prince souverain de Lithuanie et seigneur et héritier de Russie, » décida « l'incorporation, confédération et annexion à perpétuité de la Lithuanie à la couronne de Pologne. » Il y eut sans doute maintes fois des tiraillements et des querelles entre les diverses parties du nouvel État, et leurs liens, trop faiblement serrés, ne permirent pas d'ordinaire une action commune d'une suffisante énergie; mais, sauf en ce qui regarde quelques contrées du sud-est au delà du Dniéper, l'union n'a jamais été volontairement rompue. Elle se resserra puissamment par la fusion des deux diètes polonaise et lithuano-russienne en 1569.

La puissance polonaise se forma ainsi par voie d'agrégation volontaire et non de conquête : la Pologne, très guerrière, ne fut nullement conquérante; ce principe de formation manifeste essentiellement le génie de ce peuple, tout de liberté et d'individualité, de fédération et de diversité. La Pologne est, en idée comme en fait, l'antithèse absolue de la Moscovie. Les diverses parties du corps politique polonais sont des êtres vivants qui s'associent de leur plein gré; certaines de ces parties se séparent sans obstacles, comme la Silésie, qui, au quatorzième siècle, s'est donnée à la Bohême, avec laquelle elle avait plus d'affinité.

L'État polonais poursuit glorieusement son but : la défense de l'Europe chrétienne. Un moment, l'association s'étend largement par l'accession d'un nouveau peuple étranger aux Slaves; les Hongrois s'unissent sous un même

prince aux Polonais et aux Lithuaniens, pour défendre contre les Turcs Constantinople, abandonnée de l'Occident. Le vaillant roi Wladislas IV succombe à Varna dans cette entreprise (1444) ; Constantinople ne peut être sauvée ; mais les Polonais et les Hongrois, secondés par l'opiniâtre résistance des Serbes et des Roumains, empêchent du moins les Turcs de déborder sur l'Europe centrale.

La Hongrie se sépare : l'État lithuano-polonais continue de s'accroître ailleurs. L'année 1466 voit la réunion de la Prusse occidentale à la couronne de Pologne et la soumission de l'ordre teutonique, qui rend hommage au roi de Pologne pour la Prusse orientale, en renonçant à la possession de l'autre moitié de cette contrée. L'ordre teutonique n'avait cédé qu'à la force ; mais les chevaliers teutons n'étaient que les conquérants de pays lithuaniens et slaves, et leurs sujets, même les colons allemands, qui favorisaient les Polonais contre eux, avaient contribué à les obliger de céder ; il n'y eut donc pas là une vraie dérogation au principe de formation de la Pologne.

La dernière des grandes acquisitions polonaises, celle qui acheva de constituer le territoire de la république, la réunion de la Livonie et de la Courlande, fut, quant à elle, totalement volontaire ; le plus ancien des ordres militaires allemands, l'ordre des chevaliers porte-glaives, accablé par l'invasion moscovite, appela les Polonais, et, d'accord avec ses sujets lithuaniens et finnois, résigna tous ses droits dans les mains du roi et de la république de Pologne (1561).

Le point culminant de la société politique polonaise est marqué par le grand acte d'union de l'an 1569 entre les quatre peuples qui composent la république : Polonais, Lithuaniens, Russiens et Prussiens (ces derniers formés d'un mélange de Slaves, de Lithuaniens et d'Allemands).

L'union, fondée sur la liberté politique, est couronnée par

la liberté religieuse, que proclame la Pologne à une époque où la France et le reste de l'Europe sont livrés à toutes les fureurs des guerres de religion. Les protestants et les grecs n'obtiennent pas seulement en Pologne la liberté de culte, mais le libre accès aux plus hautes dignités de la république.

Ceci se passe l'année même de la Saint-Barthélemi (1572). C'était le dernier mot du génie de la Pologne dans son développement logique.

Tandis que la Russie Slave se réunissait à la Lithuanie et à la Pologne, et restait, dans ses relations comme dans ses mœurs, dans ses qualités comme dans ses défauts, un peuple de la famille européenne, la Russie finnoise, ou, si l'on veut, slavo-finnoise, en tant que slavisée par la langue, suivait d'autres destinées dans la voie que lui avait ouverte André de Bogoloub et où l'avait confirmée la domination tartare. La Souzdalie était devenue la Moscovie, depuis qu'un kniaz de Moscou, Youri (Georges) Danielowitch, marié à la sœur du khacan des Mongols, eut obtenu de son redoutable beau-frère la mort et l'héritage du grand-prince, son suzerain nominal. Ivan Ier, fils de Youri, transféra de Vladimir à Moscou le siége de la grande-principauté 1328), et rétablit l'espèce de monarchie fondée jadis par André de Bogoloub et brisée par le fait de l'invasion mongole, monarchie indépendante autrefois, mais alors monarchie esclave. « Ivan Kalita, » dit l'historien russe Karamsine, « devint réellement le chef de tous les autres princes[1], bien moins par la force de ses armes que par la protection du khacan Usbeck, dont il sut gagner l'amitié à force de présents et de flatteries. »

« Notre existence politique et notre religion[2], » dit en-

[1] Des Rurikovitches de la Souzdalie.

[2] Le *schisme* grec ou l'*orthodoxie* grecque, comme on dit, suivant le point de vue où l'on se place.

core Karamsine, « doivent leur salut à Moscou, et Moscou elle-même est redevable de sa grandeur aux Mongols. »

Elle n'a que trop bien profité des leçons de ses initiateurs.

C'était pour faciliter l'exercice de leur propre suprématie que les despotes tartares avaient restauré l'unité de la grande-principauté souzdalienne. L'instrument de domination fabriqué par les maîtres étrangers finit par se retourner contre eux aux jours de leur décadence. Après maintes révoltes suivies de nouvelles invasions et de nouvelles calamités [1], les grands-princes de Moscovie réussirent enfin à briser le joug des khacans de la *horde dorée* ou du Kaptchak, qui ne commandaient plus qu'à un débris de l'immense empire des Gengiz-Khan et des Tamerlan, démembré par les révolutions de l'Asie.

Une autre ère commence pour la Moscovie avec Ivan III, qui fonde matériellement une grande puissance et donne moralement à l'autocratie un caractère complexe et propre à ouvrir aux ambitions moscovites un horizon sans bornes. Il soumet à la suzeraineté de Moscou le tsarat de Kazan, un des royaumes tartares formés des lambeaux de l'empire mongol (1469), puis il refuse définitivement le tribut au khacan de la grande horde, qui achève bientôt de se dissoudre (1480). Il épouse la nièce du dernier des empereurs grecs (1472), mort sur la brèche de Constantinople, prend pour armes l'aigle impériale de Byzance, l'aigle à deux têtes, et, ne se contentant plus du titre de grand-prince (veliki-kniaz), s'attribue systématiquement le vieux titre oriental de tsar, que les Slaves donnaient aux empereurs

[1] L'épisode le plus remarquable de cette période est la grande victoire remportée sur les Tartares aux bords du Don par le veliki-kniaz Dmitri, qui y gagna le surnom de *Donskoï* (1380). Deux ans après, un lieutenant de Tamerlan reparut en Moscovie, brûla Moscou et força Dmitri de rentrer sous le joug. Ce même Dmitri abolit la seule institution libre des Moscovites, l'élection populaire des chefs militaires appelés *Tissiatchskys*.

grecs et aux khacans mongols, et qui exprimait pour eux une idée de pouvoir suprême[1]. Il se porte à la fois comme l'héritier de Rurik, de la grande horde et de Constantinople, et comme le protecteur unique de la religion grecque, dont le siége est tombé aux mains des infidèles. Sur la création slavo-finnoise d'André de Bogoloub, il imprime le double cachet tartare et byzantin qui est le signe indélébile de la monarchie moscovite; mais le génie tartare domine; Byzance ne donne que les formes. Le grand Ivan est bien plutôt un despote d'Asie, un successeur de Bâtou et de Timour, qu'un César de Byzance.

Il envahit à la fois sur les Slaves et sur les Tartares. Les républiques slaves du Nord, Novgorod et son ancienne vassale et sa sœur, Pskof, avaient tâché de se maintenir indépendantes de fait entre l'État lithuano-polonais et l'État moscovite, en reconnaissant tour à tour la suzeraineté de l'un et de l'autre. Ivan III profita des embarras de la Pologne pour écraser Novgorod. Novgorod essaya en vain de traiter : « Nous vous acceptons pour *prince*, » disaient les chefs de la république; « nous ne pouvons vous accepter pour *souverain* (pour *kniaz*, non pour *tsar*). » Ils succombèrent sous la force et sous la ruse. Ivan fit périr les principaux chefs et déporta en Moscovie l'élite de la population, huit mille personnes, qu'il remplaça par des Moscovites (1471-1481). C'était déjà le *plan Pogodine*; la politique *russe* n'est pas d'hier.

La Pologne, alors engagée dans d'autres querelles et gouvernée par un roi faible, ne put ou ne sut sauver la grande cité slovène. Grave malheur pour elle, qui perdait sa précieuse avant-garde du nord! malheur aussi pour la civili-

[1] Ce titre asiatique n'a aucun rapport avec le nom de César; la racine semble avoir été introduite chez les Slaves et chez les Roumains par les Bulgares, et signifier la terre, le sol et, par extension, le seigneur de la terre. Le grand chef des Serbes, Doutchan, au treizième siècle, s'intitule *krâl* et *tsar*, roi et empereur.

sation générale! Il y avait là un élément énergique et libre de démocratie urbaine, qui manqua toujours à l'ancienne Pologne et qui n'y est né, pour ainsi dire, que depuis la destruction de l'État; il y avait des républiques actives, commerçantes, colonisatrices, une Flandre du Nord. Novgorod était le Gand des Slaves, et ses chefs étaient leurs Arteveldes. Le clergé novgorodien s'associait pleinement au patriotisme des bourgeois. Karamsine avoue la profonde différence morale qui séparait les archevêques de Novgorod du clergé moscovite[1]. Tout cela fut anéanti par les tsars. Ivan le Terrible acheva, au siècle suivant, l'œuvre du grand Ivan par d'épouvantables massacres. Durant six semaines, suivant le témoignage des historiens moscovites, il fit égorger de cinq cents à mille personnes par jour dans Novgorod; il la faucha à ras de terre. Elle ne s'est jamais relevée (1570).

La république de Pskof avait été détruite en 1510.

Le tsarisme ne soumit pas la Slovénie : il l'extermina. Il a, tout récemment (en 1862), insulté aux mânes de sa victime, aussi bien qu'à l'histoire, en célébrant sur le cadavre de Novgorod le *millenium* de la prétendue fondation de l'Empire russe par Rurik.

Si le grand Ivan avait été conquérant et fondateur, Ivan le Terrible fut l'idéal du tyran, mais du tyran asiatique. Ce fut un destructeur d'hommes qui dépassa les grands exterminateurs mongols. Rien n'est plus caractéristique que l'étrange popularité dans la terreur même, que ce Néron moscovite avait obtenue vivant et qu'il conserva mort parmi ses sujets, dont il avait versé le sang à torrents

[1] « Les archevêques de Novgorod employaient les trésors de Sainte-Sophie (leur cathédrale) à subvenir aux besoins de l'État; mais nos métropolitains ne suivaient pas ce noble exemple, et, tandis que le peuple languissait dans la misère, nos moines, occupés du commerce et affranchis de toute contribution, n'avaient d'autre soin que d'accroître incessamment leurs richesses. Karamsine, *Hist. de Russie*, t. V, p. 462.

tout aussi bien que celui de ses ennemis. Cette popularité n'a rien de commun avec celle du Néron d'Occident, agréable à la populace de Rome parce qu'il lui faisait part des dépouilles des patriciens. A Moscou, ce n'est plus de la corruption, mais du fanatisme, l'adoration de l'autocratie. Ceux que faisait égorger le tsar tendaient parfois la gorge aussi dévotement que les fanatiques indiens vont se faire écraser sous les roues du char de la déesse de la mort.

Il y a dans ce culte de la force quelque chose d'absolument incompréhensible pour l'Europe[1].

[1] Il faut lire dans Karamsine l'étrange récit de la scène jouée par le faux Dmitri, le fils supposé d'Ivan le Terrible, auprès du tombeau de ce monstre de dépravation aussi bien que de férocité :

« O mon père, s'écria Dmitri prosterné devant le tombeau du tsar, ô mon père adoré, *par tes saintes prières* je suis sauvé et je règne! »

« Et le peuple pleura et dit : C'est le vrai Dmitri! »

Histoire de Russie, t. XI, p. 280.

CHAPITRE III

DES DEUX IVANS A SOBIESKI. — LA POLOGNE, LA MOSCOVIE ET LES COSAQUES.

Après avoir détruit les républiques slaves du Nord, le tsarisme moscovite poursuivit sa voie de concentration formidable, qui fait de tout un peuple une machine à millions de bras dirigée par la volonté arbitraire d'une seule tête. Ivan le Terrible entretint jusqu'à trois cent mille soldats. La disposition de cette immense force aveugle semblait assurer aux tsars des avantages décisifs non-seulement sur les Tartares divisés et déchus, mais sur des peuples tels que les Polonais et les Lithuaniens; les premiers, démocratie nobiliaire d'une liberté si peu organisée; les seconds dominés par une oligarchie de magnats; les uns et les autres sans armée permanente.

De la fin du quinzième siècle jusqu'après le milieu du seizième, la Moscovie, en effet, déborde dans tous les sens : elle assujettit toutes les tribus finnoises et tartares jusqu'aux monts Ourals et jusqu'aux bouches du Volga, puis étend ses envahissements par delà ces montagnes et par delà ce fleuve; elle conquiert Kazan (1553), Astrakhan (1554), la Sibérie occidentale (1555).

Bien avant ces conquêtes d'Ivan le Terrible sur les Tartares, son aïeul Ivan III, vainqueur de Novgorod, avait entamé la Lithuanie (1492-1499). Partie par force, partie par séduction, en exploitant les dissensions religieuses du rite

grec et du rite latin, il s'était emparé de Briansk, de la Sévérie, de presque toute la rive orientale du Dniéper (la Petite Russie actuelle), encore gouvernée en majeure partie par des princes rurikovitches, vassaux de la Lithuanie. Une trêve conclue en 1509, après la mort d'Ivan III, laissa les Moscovites en possession de ces provinces.

Ils ne s'en contentèrent pas : en 1515, Vassili, fils d'Ivan III, se saisit de Smolensk, que les Polonais ne purent reprendre, et dont les habitants furent contenus par la terreur et les massacres. Ivan le Terrible, fils de Vassili, continua son père et son aïeul : il prit Polotsk et Dunabourg; le haut Dniéper et la haute Duna étaient envahis (1563).

La Pologne et la Lithuanie, que réveillait enfin le péril, resserrèrent leurs liens par l'acte de fusion de 1569; la masse de la petite noblesse lithuanienne s'unit aux Polonais pour forcer la main aux magnats, adversaires de l'union. La liberté fit barrière au despotisme asiatique, et un victorieux retour, préparé par le sage roi Sigismond-Auguste, éclata sous son vaillant successeur, Étienne Batori. Dunabourg et Polotsk furent repris, et non-seulement la Duna fut dégagée, mais Ivan le Terrible, pour obtenir la paix, dut reconnaître les droits de la Pologne sur la région maritime au nord de la basse Duna, sur la Livonie entière (1577-1582). Ce tyran modèle, après avoir usé les ressorts du despotisme par les excès de son frénétique délire, mourut vaincu et humilié : il avait vu, en 1571, Moscou brûlé et sa population exterminée par une brusque invasion des Tartares de Crimée, qu'il avait été incapable d'arrêter et qui, après la chute de Kazan et d'Astrakhan, continuèrent longtemps à faire échec aux Moscovites.

La Moscovie, cependant, gardait encore les conquêtes d'Ivan III et de Vassili, lorsque l'anarchie succéda chez elle

à la tyrannie. La dynastie rurikovitche éteinte (1598) et remplacée sur le trône par l'assassin du dernier descendant de Rurik, deux imposteurs (les *faux Dmitri* ou Démétrius) se présentent successivement comme fils du fils d'Ivan le Terrible, et, soutenus par des expéditions polonaises, soulèvent le peuple en évoquant cette effroyable mémoire qui, chez toute nation européenne, eût été un anathème. Le premier des *faux Dmitri* est couronné, puis renversé et massacré, et ses auxiliaires polonais sont chassés de Moscou. Une armée polonaise y rentre bientôt victorieuse, et Wladislas, fils du roi de Pologne Sigismond IV, est proclamé tsar au Kremlin (1605-1610). Les Moscovites, aidés par une diversion des Suédois, qui disputent la Livonie à la Pologne, parviennent à rejeter les Polonais hors de la Moscovie (1611-1612) et choisissent pour tsar le chef de la maison de Romanof; mais Smolensk et toutes les anciennes provinces slavo-russes au delà du Dniéper, la Sévérie, Poltava, etc., ont été recouvrées dans la lutte, et la trêve de 1618 les laisse pour quatorze ans à la Pologne. Une tentative malheureuse du tsar pour reprendre Smolensk à la fin de la trêve ramène le roi de Pologne Wladislas IV au cœur de la Moscovie, et Wladislas dicte au tsar, près de Viazma, cette glorieuse paix de Polanof, par laquelle Michel Fédorovitch, reconnu par le roi de Pologne en qualité de tsar autocrate de *toutes les Russies moscovites*, renonce à toutes prétentions sur « les *Ruthénies*, qui appartiennent *ab antiquo* à la Pologne [1] (1634). »

Le traité de Polanof est le point culminant de la puissance territoriale de la Pologne. La même année, les Turcs et les Tartares, qui avaient envahi les provinces russiennes, en sont chassés par deux victoires.

Ce faîte glorieux touchait de bien près à la décadence.

[1] C'est-à-dire à la république unie de Pologne et de Lithuanie. *Rutheni* est, au moyen âge, la forme latine du nom de Russes ou Russiens.

Un triple mal rongeait les entrailles de la république polonaise : un mal social, l'asservissement des paysans ; un mal politique, l'anarchie nobiliaire ; un mal religieux, l'invasion de l'esprit de persécution.

Quelques développements sont ici indispensables.

Les Slaves de Pologne, peuple primitif demeuré pendant bien des siècles dans sa condition primordiale, n'avaient pas, derrière eux et sur eux, comme notre plèbe du moyen âge, la triple chaîne de la clientèle gauloise, de l'esclavage romain et du servage féodal. Durant bien longtemps, il n'y eut point de démarcation tranchée entre la masse agricole et la noblesse, c'est-à-dire la classe exclusivement vouée aux armes, qui s'était formée au-dessus de la masse. Le régime féodal n'exista jamais en Pologne. Le paysan (*kmeton*) était libre et pouvait être propriétaire, le terrain vague qu'il défrichait devenant sa propriété ; il cultivait les terres du domaine public ou celles des particuliers, soit comme fermier à temps ou à vie, soit comme possesseur héréditaire moyennant un cens et des services déterminés ; il changeait de résidence et quittait la terre aussi librement qu'il s'y était établi. Il n'y avait pas d'autres lois ni d'autres juridictions pour lui que pour le noble, et non-seulement il portait les armes, mais il lui suffisait, pour devenir noble, d'avoir cheval de guerre et armure de chevalier. L'esclave même, c'est-à-dire le captif pris à la guerre ou le condamné pour crime, regagnait la liberté en défrichant un coin de terre.

Ce libre régime s'altéra peu à peu. Les charges et redevances du paysan furent de plus en plus aggravées, ses droits furent de moins en moins respectés, sous la domination des seigneurs ecclésiastiques et laïques, qui partagèrent le pouvoir avec les rois et les princes souverains, du onzième au seizième siècle. Une révolution politique, qui, à partir du quatorzième siècle, sauva la nationalit

polonaise, par un fatal contraste, empira la condition de la masse agricole. Les rois et les princes, par les inféodations et les démembrements de territoire, germanisaient et dissolvaient la Pologne. Une grande démocratie nobiliaire se forma, qui releva l'esprit national et reconstitua l'unité, subalternisa la royauté et le sénat, conféra la réalité du pouvoir à la chambre des nonces (députés), soumise elle-même à des mandats impératifs. Au seizième siècle, la démocratie nobiliaire, après deux cents ans de progrès, était devenue complétement dominante; de la Pologne proprement dite, elle avait fini par gagner la Lithuanie et les provinces russiennes et par y abattre l'oligarchie princière qui datait des Rurikovitches. L'union de Lublin, en 1569, avait à la fois entièrement assimilé la Pologne et la Lithuanie et fait disparaître les derniers vestiges de la royauté héréditaire, en statuant que les deux peuples frères auraient à toujours le même prince élu.

Les services héroïques de la démocratie nobiliaire ont fait la gloire de la Pologne pendant bien des générations : ses vices et ses abus devaient un jour en faire la ruine. C'était une république, mais une république de l'antiquité, avec l'esclavage à la base; une petite nation libre, superposée à un peuple asservi. La noblesse avait arraché les droits politiques aux villes, les droits civils aux paysans. Les députés des villes, qui, aux quatorzième et quinzième siècles, étaient admis aux assemblées nationales et provinciales et aux élections des rois, en furent exclus au seizième siècle. La bourgeoisie polonaise, il faut l'avouer, n'avait point alors cet admirable esprit national qu'elle prouve aujourd'hui par tant de martyrs; l'élément allemand, si considérable dans les villes, n'était que faiblement polonisé, se dispensait, autant qu'il pouvait, du service militaire, et s'enfermait beaucoup trop dans les intérêts exclusivement municipaux, sous l'empire d'une législation urbaine d'origine

allemande, le *Statut de Magdebourg*, qui séparait les villes du reste du pays.

La noblesse eut donc des excuses ou des prétextes à sa conduite envers la bourgeoisie ; elle n'en eut point à sa tyrannie envers les paysans. A la fin du quinzième siècle, la propriété rurale fut interdite aux paysans comme aux bourgeois ; les *kmetons* furent successivement dépouillés du droit de propriété, puis du droit de recourir aux juridictions publiques, c'est-à-dire qu'on les soumit aux juridictions seigneuriales ; puis ils furent privés de la liberté civile, c'est-à-dire attachés à la glèbe. Les seigneurs finirent par réclamer le droit de vie et de mort sur les paysans, dernière conséquence de l'abolition du droit commun en matière judiciaire.

La Pologne avait ainsi l'oppression illimitée en bas, la liberté illimitée en haut, la république étant fondée, non pas seulement sur la liberté individuelle du citoyen, mais sur la souveraineté individuelle absolue.

Pour comble de contradiction, à côté de ce contraste entre l'esclavage illimité du paysan et la liberté illimitée du noble, on eut, au dix-septième siècle, le contraste de la liberté absolue en politique avec la servitude absolue en religion, le *liberum veto* et les jésuites face à face. Le *liberum veto*, c'est-à-dire l'exagération de l'individualité slave, qui pousse à l'absolu comme le despotisme a fait en sens contraire dans la Moscovie, et qui reconnaît à chaque citoyen le droit, non pas seulement de maintenir sa volonté propre, mais d'arrêter l'effet de la volonté de tous les autres, immolant ainsi la majorité, c'est-à-dire le possible, au rêve sublime de l'unanimité : — les jésuites, c'est-à-dire l'excès du principe opposé, l'immolation de tous les droits de la conscience individuelle à une autorité infaillible. L'anarchie politique et le despotisme religieux s'associent dans un mariage adultère.

La Pologne du dix-septième siècle rappelle à certains égards la Gaule de César, où, contrairement aux instincts d'égalité de notre race celtique, les circonstances avaient amené un état de choses tel que « les druides et les chevaliers étaient tout et le peuple rien, » et où la discorde des cantons et des tribus tournait la vertu guerrière de la nation contre elle-même. Mais la Pologne avait, de plus que la Gaule, les querelles religieuses.

Cette situation, déplorable même dans la Pologne proprement dite, devait amener d'inévitables désastres dans les provinces russiennes ou Ruthénie[1]. Il n'y avait point, comme nous l'avons vu, de différence d'origine entre la Pologne et la Ruthénie: les Slaves du Dniéper et du Dniester avaient le même berceau que les Slaves de la Vistule. Le temps avait produit des différences de dialectes : la Ruthénie du Nord, ou Russie Blanche, les contrées de la haute Duna, du haut Dniéper, du Pripiet, parlent le dialecte le plus voisin du polonais; la Ruthénie du Sud, subdivisée en Russie Rouge (Gallicie orientale) et en Petite Russie, fort vaste région, malgré cette épithète assez mal appliquée, et qui s'étendait sur les deux rives du Dniéper[2], parle un dialecte un peu plus rapproché du vieux slavon d'Église ou langue liturgique, d'où est sorti le moscovite ou grand-russe. La Petite Russie à l'ouest du Dniéper (Kief, Ukraine occidentale, Volhynie, Podolie) était plus purement slave et européenne; la Petite Russie à l'est du fleuve (Sévérie, Tchernigof, Poltava) était un peu plus mêlée d'éléments étrangers; mais, en résumé, il n'y avait nulle opposition de race entre les masses russiennes et les Polonais.

Il y avait des haines de castes et de rites. La noblesse des

[1] Nous employons ce terme latin, pour la commodité du récit, afin de désigner l'ensemble des provinces slavo-russiennes, moins Novgorod et Pskof.

[2] On ne désigne aujourd'hui sous ce nom que les provinces slaves au delà du Dniéper.

provinces russiennes, bien plus nombreuse à proportion que dans nos pays d'Occident, était polonisée[1] de langue et latine de rite; le peuple était ruthénien de langue et grec de rite : soit grec-*uni*, c'est-à-dire reconnaissant le pape; soit grec-*orthodoxe*, c'est-à-dire adhérent à l'Église byzantine. Les dissidences religieuses s'étaient fort envenimées en même temps que l'oppression sociale avait augmenté.

L'adoption du rite latin parmi les nobles, résultat de l'esprit d'imitation et de la manie d'uniformité, avait été un grand malheur, même au point de vue catholique, et avait creusé entre eux et le peuple une démarcation profonde[2].

Pour comprendre comment furent renversés, pour le malheur de la Pologne, les admirables principes de liberté religieuse proclamés en 1568 et 1572, il est nécessaire de résumer ici l'histoire religieuse depuis l'union de la Pologne et de la Lithuanie.

Lorsque Jagellon embrassa définitivement le christianisme, une partie des Lithuaniens, soit païens, soit de rite grec, passèrent au rite latin avec leur prince; d'autres, avec la masse des Russiens, gardèrent le rite grec. Dès ces premiers temps, la politique de tolérance et celle de persécution, ou du moins de contrainte, furent en présence : Jagellon, par exemple, défendit en Pologne les mariages entre catholiques et schismatiques. Son cousin Vitovte, grand-duc de Lithuanie sous la royauté de Jagellon, laissa, au contraire, toute liberté au rite grec, par une politique qui, si elle eût été toujours suivie, eût ôté toute prise à la Moscovie sur les Russiens. A la suite de la dévastation de Kief par les Tartares, les grands-princes de Moscovie

[1] Nous disons *polonisée* et non *polonaise*, parce qu'elle était en majorité originaire du pays. Du reste, Polonais et Ruthènes s'étaient fort mêlés.

[2] Les termes de rite grec et rite latin font illusion sur la vraie question; il faudrait dire rite latin et rite slavon, c'est-à-dire rite étranger et rite national, ce qui est tout autre chose que le *schisme* grec.

avaient attiré à Vladimir, puis à Moscou, le métropolitain de Kief, déserteur de son siége. C'était une importante victoire gagnée sans combat par le tsarisme naissant, que d'avoir transféré à Moscou le centre religieux de la Ruthénie.

Vitovte, avec autant de vigueur que d'habileté, arracha cette victoire à la Moscovie. Il réunit en concile, à Novogrodek, les évêques gréco-slaves de Lithuanie et de Ruthénie, et leur fit élire un métropolitain de Kief contre le métropolitain moscovite, restaurant ainsi dans ses droits la mère des églises russiennes (1415). L'archevêque de Novgorod reconnut le métropolitain de Kief.

Peu d'années après, l'extrême péril de Constantinople, de plus en plus menacée par les Turcs, provoqua un grand effort pour la réunion de l'Église grecque à l'Église romaine. Les deux Églises de Kief et de Moscou furent de nouveau réunies dans les mains d'un même archevêque, Isidore, consacré à Constantinople et accepté à Rome. Isidore s'entremit avec ardeur à la réconciliation de la papauté et du patriarcat byzantin. On sait que la réunion des deux Églises latine et grecque fut prononcée au concile de Florence (1439). Les évêques russiens y adhérèrent. Le grand-prince de Moscovie s'y refusa et chassa le métropolitain Isidore (1440). Kief et Moscou se séparèrent de nouveau; Kief étant grecque-*unie* (unie à Rome), tout en conservant le rite gréco-slave; Moscou étant grecque *orthodoxe*, c'est-à-dire gardant l'*orthodoxie* byzantine d'avant la réunion.

Le tsarisme fit un nouveau pas vers son but, la réunion des pouvoirs temporel et spirituel dans les mains du prince, en s'affranchissant de la suprématie religieuse des patriarches de Constantinople, quelques années avant que cette capitale de l'Orient chrétien tombât au pouvoir des Ottomans (1448). Le clergé moscovite, généralement servile sous les

Tartares, qui l'avaient fort protégé et exempté de tous impôts, fut, à plus forte raison, « un utile instrument entre les mains des grands-princes, » comme le dit Karamsine. « Les métropolitains, dit cet historien, dépendaient entièrement des princes, qui les élevaient ou les déposaient à leur gré [1]. »

L'*indépendance religieuse* de la Moscovie ne fut donc en réalité qu'un progrès du despotisme, et, par une coïncidence curieuse, s'établit sous le même prince qui introduisit l'usage tartare du knout, le véliki-kniaz Vassili l'aveugle.

L'œuvre du concile de Florence n'avait pas duré; Constantinople s'était de nouveau séparée de Rome, et resta séparée, après avoir passé sous le joug des sultans. Les dissidences religieuses n'avaient jamais cessé complètement en Ruthénie. Les évêques lithuano-russiens suivirent Constantinople dans sa nouvelle séparation, puis une réaction dans le sens de l'union avec Rome se refit sous la direction des évêques de Smolensk et de Vilna, d'accord avec le grand-duc Alexandre de Lithuanie, depuis roi de Pologne. Il y eut pression d'un côté, vive résistance de l'autre. Le Moscovite en profita; Ivan III se posa devant la Ruthénie comme le protecteur de l'orthodoxie grecque, et ce fut là, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, ce qui lui valut la conquête des provinces russiennes de la rive orientale du Dniéper.

La Pologne et la Lithuanie revinrent, par cette dure expérience, au système tolérant de Vitovte. Un concile grec-orthodoxe se tint librement à Vilna, en 1515, sous la présidence du métropolitain de Kief. La liberté religieuse s'épanouit de plus en plus largement dans la république jusqu'au grand décret de 1568. Le tsarisme perdait son arme la plus dangereuse, et la Pologne était le glorieux asile de

[1] Karamsine, *Histoire de Russie*, t. V, p. 462-464.

tous les proscrits que persécutait le fanatisme religieux dans tout le reste de l'Europe.

La Pologne fut enfin envahie à son tour par la réaction catholique qui se personnifiait dans les jésuites. Protégés, mais contenus, sous le grand roi Étienne Batori, ils débordèrent et envahirent tout sous le faible Sigismond Wasa. Ils dominèrent le clergé, s'emparèrent de l'éducation de la jeune noblesse et la poussèrent à outrance contre les dissidents. Le métropolitain de Kief fut gagné. Un concile lithuano-russien, tenu à Kief en 1595, décida derechef l'union avec l'Église romaine : deux évêques résistèrent et furent soutenus par une grande partie du peuple. On employa la violence; les troubles religieux recommencèrent. Le génie de la Pologne se reconnut un moment et protesta. Dans une grande assemblée à Sandomir, soixante mille nobles demandèrent la conservation du rite grec dans son ancienne liberté et le renvoi des jésuites (1606).

Ce salutaire effort échoua : l'intolérance l'emporta. On a conservé la plainte éloquente d'un nonce de Volhynie, en 1626, où éclatent les présages des calamités prochaines.

L'irritation était profonde chez une grande partie des populations russiennes. Un nouvel élément intervint.

Outre la noblesse, polonaise de langue et de mœurs, et le peuple russien ou ruthène, il existait dans ces contrées un troisième élément d'une grande importance par ses qualités guerrières, les Cosaques. Ceux-ci, comme l'indique leur nom tartare, Kosaks, Kaïssaks, n'étaient point d'origine slave, et l'instinct populaire, chez nous, ne se trompe pas en faisant de *Cosaque* le synonyme de *barbare*, d'étranger à l'Europe. Les Cosaques, comme leurs voisins les Tcherkesses ou Circassiens proprement dits[1], dont ils

[1] C'est par erreur que nous appelons circassiennes ces populations caucasiques qui disputent aux Grecs la palme de la beauté parmi les races humai-

différaient peu, étaient moins un peuple qu'une association militaire. Ces guerriers semi-nomades, en face des Moscovites qui ne connaissaient que l'égalité de la servitude, l'égalité de la poussière, les Cosaques, disons-nous, représentaient, parmi les races touraniennes, la liberté dans l'égalité, une liberté improgressive dans une sorte d'égalité communiste[1]. Il y avait deux principales associations cosaques, l'armée ou horde du Don, qui, aujourd'hui encore, a gardé le type physique des Tartares (des races turques), comme le reconnaît Karamsine, et l'armée ou horde du Dniéper : celle-ci s'appuyait à un groupe d'une organisation toute spéciale, cantonné à part dans les îles du fleuve, au midi de ses cataractes (*porog*), d'où le nom de Zaporogues, gens d'au delà des cataractes. Les Cosaques du Don reconnaissaient la souveraineté, ou plutôt la suzeraineté du tsar de Moscovie ; les Cosaques du Dniéper, celle de la république de Pologne.

Les Cosaques du Dniéper tiraient leur origine des bandes de Torques (Turcs) et de Bérendées, établies sur ce fleuve, au service des princes rurikovitches, aux onzième et douzième siècles, et d'autres bandes colonisées, au seizième, par Étienne Batori; quoiqu'ils se fussent mêlés d'éléments slaves, et que la corporation Zaporogue appartînt à ces éléments, le cadre et, sous beaucoup de rapports, l'esprit de l'association étaient restés tartares. Il eût été possible néanmoins de les *poloniser* : une nation entière de ces nomades cavaliers, les Madjars, les Hongrois, sont bien devenus européens et se sont transformés dans un esprit très-analogue à l'esprit polonais. Les Cosaques du Dniéper,

nes. Ces tribus adigues, ossètes, yasses, etc., voisines des Tcherkesses, mais tout à fait différentes d'eux, descendent des Alains et d'autres populations aryennes, parentes des Mèdes et des Sarmates. Ce sont celles-là que la Russie déporte en masse, ne pouvant se les assimiler.

[1] La terre et les troupeaux en commun, avec la propriété mobilière pour le reste.

qui avaient bien souvent servi vaillamment la Pologne contre les Turcs, contre les Tartares, contre les Moscovites, demandèrent le droit de vote aux diètes nationales et les priviléges de noblesse (1632). On refusa; on les persécuta comme grecs schismatiques; on les humilia comme guerriers; on voulut les réduire en servage. Ils prirent les armes (1637). Leur révolte fut comprimée avec cruauté. On abolit leurs franchises; on réduisit leur armée à six mille hommes; le reste fut assimilé aux serfs. Les troubles continuèrent. Beaucoup s'enfuirent chez les Moscovites et chez les Tartares.

La révolte recommença en 1648; conduite par un chef d'origine polonaise, elle fut plus heureuse cette fois. Les Cosaques firent appel aux paysans contre les nobles et contre les Juifs, agents des nobles; la guerre fut bien plus sociale encore que religieuse, ce qui lui donna rapidement une extension immense. Les paysans russiens, grecs-orthodoxes ou grecs-unis, se levèrent en masse pour joindre les Cosaques; les paysans catholiques latins eux-mêmes sympathisèrent avec les rebelles jusque dans les provinces purement polonaises; il y eut un soulèvement de paysans dans la Posnanie, le berceau de la Pologne! Par contre, le tsar n'osa d'abord soutenir les Cosaques polonais contre la Pologne, de peur que la guerre servile ne gagnât ses propres terres. Stenka-Radzin et ses Cosaques du Don devaient bientôt montrer que les craintes du tsar n'étaient pas vaines[1].

[1] Stenka-Radzin, après s'être acquis une grande renommée par ses pirateries, d'abord sur le Volga, puis sur la Mer Caspienne, insurgea les Cosaques du Don, prit Astrakhan et marcha sur Kazan (1670). Il faisait la guerre aux popes et aux églises comme aux boyards du tsar, et célébrait des mariages selon le vieux rite du paganisme finnois. Les débris des Finnois païens, Mordvans, Tchérémisses, Tchouvaches, et les Tartares musulmans, accouraient de toutes parts pour le joindre, et la masse des paysans moscovites se ralliait à lui partout où il passait.

Il fut vaincu, pris et exécuté en 1671; mais les paysans ne voulurent jamais croire à sa mort. Ils s'imaginèrent le voir reparaître, un siècle après,

La noblesse polonaise fut comme submergée par ces masses qui débordèrent jusqu'au cœur de la vieille Pologne, dont le peuple ne prit pas les armes pour repousser les Ruthènes; mais, chose capitale à signaler! les masses insurgées criaient : « mort aux Liakhs ! » c'est-à-dire : aux nobles; car le nom de Liakhs ou Lekhs, le nom primitif de tout libre laboureur de la Slavie, ne désignait plus maintenant que les nobles, signe de la transformation sociale qui avait concentré la liberté dans la caste guerrière. Les insurgés criaient donc : « mort aux Liakhs! » mais jamais ils ne crièrent : « mort au roi » ni « à la république de Pologne ! » Le grand chef de la rébellion, Bogdan Chmielnicki, ne cessa d'en appeler des nobles au roi; deux fois vainqueur de la noblesse polonaise, au moment de porter le coup mortel à la Pologne, la lance lui trembla dans la main; il n'acheva pas de détruire l'armée de la couronne; il négocia. Il avait senti l'impossibilité de constituer un État ruthène, séparé de la Pologne; il avait senti que ses compagnons d'armes n'échapperaient à une tyrannie, que pour tomber sous une autre bien plus incorrigible.

Le traité de Zborof sanctionna la reconstitution de l'armée cosaque, lui abandonna en quelque sorte la voëvodie de Kief (l'Ukraine), et garantit en outre exclusivement aux grecs-orthodoxes l'administration des voëvodies de Tchernigof, à l'est du Dniéper, et de Braçlaf, à l'ouest de ce fleuve. Tout avait été fait pour la religion grecque et pour les Cosaques, rien pour les paysans ruthènes. Les Cosaques étaient aussi des aristocrates à leur façon : ils se servaient des paysans et les méprisaient.

dans Pougatchef, et croient qu'il reviendra de nouveau. Ils l'attendent toujours, comme les Mongols orientaux attendent *Timour* (Tamerlan).

Il passait pour grand sorcier, comme tous les héros cosaques. Cette vénération pour les sorciers est tout à fait finnoise et touranienne.

Le traité fut mal observé des deux parts. La diète polonaise refusa un siége au métropolitain grec-orthodoxe de Kief. Les Cosaques, de leur côté, ne craignirent pas de réclamer la proscription du rite grec-uni dans toute la république. A peine cessaient-ils d'être persécutés, qu'ils prétendaient devenir persécuteurs.

Cette fois, la Pologne irritée se leva en masse : les Cosaques et les Tartares, leurs alliés, essuyèrent une grande défaite, à la suite de laquelle Bogdan Chmielnicki accepta un second traité beaucoup moins avantageux que le premier. Ce nouveau pacte, porté à la diète, allait être ratifié, quand l'opposition d'un seul nonce lithuanien arrêta tout et rompit la diète. Le *liberum veto*, qui n'existait jusqu'alors qu'en théorie, fut là mis en pratique pour la première fois (1652).

Les hostilités se rouvrirent par une revanche des Cosaques, qui détruisirent tout un corps d'armée polonais. Bogdan Chmielnicki proposa le rétablissement du traité de Zborof, prétention qui, dans la situation, n'avait rien d'exagéré. On refusa. Alors, enfin, il se laissa glisser dans l'abîme devant lequel il avait longtemps reculé. Il traita avec le tsar Alexis. Il stipula, sous la suzeraineté du tsar, une espèce de république qui comprenait l'Ukraine, la Podolie et une partie de la Volhynie (1654). Les Cosaques soulevèrent les populations au delà du Dniéper et prêtèrent assistance aux Moscovites pour s'emparer une seconde fois de ces provinces (Sévérie, Tchernigof, etc.), recouvrées naguère par la Pologne. Smolensk, à son tour, retomba dans les mains du tsar.

La défection des Cosaques sembla devoir être, pour la Pologne, le signal d'une ruine immédiate ; elle fut envahie à la fois par le tsar, par les Cosaques, par le roi de Suède et par l'électeur de Brandebourg, duc de Prusse. Les Moscovites entrèrent à Vilna, les Suédois à Varsovie. La Po-

logne se releva par un effort désespéré : elle refoula les Suédois et parvint à diviser ses ennemis, en détournant le tsar contre les provinces suédoises de la Baltique orientale et en achetant la paix de l'électeur de Brandebourg par la renonciation à la suzeraineté polonaise sur la Prusse ducale. La Pologne reconnut l'indépendance de l'Ukraine et de ses annexes. Bogdan Chmielnicki cherchait à échapper au maître qu'il s'était donné, et à ménager aux Cosaques l'indépendance de fait entre la Pologne et la Moscovie. Il mourut, et ce rêve s'évanouit avec lui (1657). Après lui, les Cosaques se divisèrent; une grande partie se donnèrent au tsar avec le pays d'outre Dniéper et Kief; le reste se retourna vers la Pologne, avec presque toute la rive occidentale du Dniéper. Le traité de Hadziacz (septembre 1658) reconnut une noblesse cosaque et l'égalité des droits entre le clergé grec-orthodoxe et le clergé catholique. Le tsar recommença la guerre; les Cosaques aidèrent puissamment les Polonais à gagner une bataille en Ukraine (juillet 1659).

La diète polonaise viola le traité de Hadziacz, en refusant de nouveau de recevoir dans son sein le métropolitain grec de Kief!

La révolte cosaque et russienne recommença. Les Moscovites reparurent en deçà du Dniéper. La Pologne se retrouva en péril de mort, et ne fut sauvée que par la paix que la France lui ménagea avec la Suède (1660-1661). Le héros auquel la Pologne allait devoir ses dernières splendeurs, Sobieski, avait paru. Les Moscovites essuyèrent de grandes défaites en Lithuanie, en Volhynie, en Ukraine. On les poursuivit au delà du Dniéper; la Sévérie, les rives de la Desna, le principal affluent oriental du Dniéper, furent un moment reconquises; mais la politique fanatique de la diète avait porté ses fruits : les Petits-Russiens d'outre Dniéper, très-attachés à l'orthodoxie grecque, s'unirent aux Cosaques et

aux Moscovites pour repousser les Polonais. Il fallut repasser le fleuve. Au commencement de 1667, la trêve d'Andruzof laissa *provisoirement* aux mains du tsar Smolensk les provinces de la rive orientale du Dniéper, et même Kief. Ce *provisoire* fut définitif. La Moscovie avait promis de restituer Kief dans deux ans : elle ne la rendit jamais.

L'invasion imminente d'un nouvel ennemi avait rendu cette trêve nécessaire aux Polonais. L'empire ottoman, reprenant les vastes desseins de Soliman le Magnifique et aspirant à déborder de l'Archipel et de la mer Noire jusqu'à la Baltique, allait tomber de tout son poids sur la Pologne. Les Turcs et les Tartares de Crimée, leurs vassaux, appelés par les Cosaques de l'Ukraine, envahirent le littoral entre les bouches du Dniéper et du Dniester, et fermèrent la mer Noire à la Pologne, qui venait déjà de perdre une grande partie de son littoral de la Baltique en cédant la Livonie aux Suédois. D'immenses hordes de barbares roulèrent par la Podolie vers la Vistule (1672).

Un historien français a raconté, dans un livre vivement coloré [1], les prodigieuses victoires par lesquelles un des plus grands hommes de guerre qui aient jamais existé, Jean Sobieski, dissipa ces multitudes avec une poignée de soldats enflammés de son génie. D'abord entravé par la jalousie du roi Michel Korybut Viesnoviczki, puis appelé au trône à la mort de cet indigne rival, il retrouva en bas les obstacles qu'il avait rencontrés en haut, et usa sa glorieuse existence à lutter contre l'anarchie autant que contre l'ennemi.

Plus préoccupé des périls du présent que de ceux de l'avenir, afin d'avoir les mains libres contre les Turcs, vaincus, mais encore maîtres de Kamieniecz, la place d'armes de la Podolie, il renouvelle, pour quinze ans, la trêve avec la

[1] *Histoire du roi Jean Sobieski et du royaume de Pologne*, par M. A. de Salvandy; nouvelle édition; Paris, Didier, 1863.

Moscovie; le tsar lui restitue quelques districts à l'est du haut Dniéper et lui promet la restitution prochaine de la Sévérie, avec une forte indemnité en argent pour la continuation de l'occupation de Kief et de Smolensk jusqu'en 1693 (1678).

La Turquie, cependant, rebutée de son invincible résistance, se détournait en ce moment de la Pologne sur l'Autriche et marchait sur Vienne avec toutes ses forces. Le divan offrit la paix à Sobieski. Louis XIV le pressait d'accepter et de laisser périr la maison d'Autriche. L'empereur implorait son secours, et, il faut le dire, toute la chrétienté, moins le roi de France, le conjurait d'arrêter le torrent des barbares, et toute la tradition de la Pologne l'y conviait.

Il y était décidé. Il devait, en effet, sauver Vienne, mais dans l'intérêt de la chrétienté, et non dans celui de la maison d'Autriche; il devait arracher la Hongrie aux Turcs, mais non pas la rendre à cette domination autrichienne, qu'elle exécrait au point de préférer le sultan à l'empereur. L'empereur, aux abois, offrait lui-même la Hongrie à Sobieski pour prix de son alliance. La Hongrie associée à la Pologne, quel changement dans les conditions de l'Europe! Sobieski n'accepta pas, et, en même temps, il se lia par un traité qui lui interdisait de faire la paix sans l'empereur.

Cœur magnanime, admirable capitaine, mais politique médiocre, il était destiné à ne vaincre que pour des ingrats. Vienne était à peine délivrée par une des plus éclatantes journées de l'histoire, que l'Autriche laissait éclater sa basse envie contre son libérateur. Sobieski n'en resta pas moins attaché tout entier à la guerre contre les Turcs, et, par un nouveau pacte avec le tsar, il céda définitivement aux Moscovites la Sévérie, Smolensk et Kief même (1686). Sobieski abandonnant les deux célèbres cités du Dniéper, le boulevard de la Russie Blanche et la vieille métropole de la Ruthénie, c'était là un triste présage!

Sobieski espérait dédommager la Pologne en lui assurant le littoral de la mer Noire, qu'elle n'avait jamais possédé que de nom, et en substituant au protectorat ottoman le protectorat polonais sur la Valachie et la Moldavie. Il n'atteignit pas ce but, et les intrigues de l'Autriche contribuèrent à l'empêcher de l'atteindre. Il réussit seulement à conserver l'Ukraine et à dégager la Podolie. Ses derniers regards purent voir les Moscovites poser le pied au bord de cette mer Noire, qu'il n'avait pu conquérir à la Pologne (1696).

L'astre de Sobieski se couche; celui de Pierre le Grand s'est levé!

CHAPITRE IV

DE PIERRE LE GRAND A CATHERINE II. — L'EMPIRE DE RUSSIE. LE PARTAGE DE LA POLOGNE.

La décadence de la Pologne, suspendue par la gloire de Sobieski, se précipite après sa mort (1696).

La Moscovie, après s'être fortifiée obscurément durant le dix-septième siècle, entrait alors avec éclat dans une voie nouvelle.

Avant Pierre Ier, le tsarisme avait déjà fait plus d'un effort afin d'attirer dans ses mains les ressources matérielles de la civilisation européenne; les Ivans eux-mêmes avaient accordé quelques faveurs au commerce, et c'était pour rapprocher de force les populations moscovites des habitudes agricoles de l'Europe, et en vue d'accroître la richesse publique, que Boris Godounof avait établi le servage à la fin du seizième siècle. Antérieurement à Boris, tout le monde était, en Moscovie comme dans les autres états despotiques, esclave du monarque; mais personne n'était serf de glèbe, esclave de la terre; ainsi, pour le dire en passant, le servage, que le tsarisme vient d'abolir comme il l'avait établi, n'était qu'une institution étrangère aux peuples touraniens et empruntée au moyen âge européen [1]. C'est une grande illusion que d'imaginer que les

[1] Avant Boris, les paysans moscovites changeaient de résidence à volonté. « Boris fut frappé du désavantage de ces émigrations, qui augmentaient le nombre des fainéants et des pauvres, et qui s'opposaient aux progrès de l'é-

paysans moscovites vont s'assimiler aux nôtres et devenir européens par cela seul qu'ils auront cessé d'être serfs!

Durant la terrible crise qui suivit la catastrophe de Boris et l'invasion du faux Dmitri, les boyards et le reste de la noblesse cherchèrent, d'une autre façon, à imiter l'Europe en s'efforçant d'échapper à l'autocratie et de partager le pouvoir avec le tsar : cette tentative échoua, comme toutes celles du même genre qui l'ont suivie, non-seulement parce que la noblesse n'agissait que dans son intérêt exclusif et que le mouvement, chez elle-même, était dépourvu de force et de profondeur, mais parce que le gros du peuple demeurait absolument étranger à ces entreprises inspirées par ce qui subsistait de traditions slaves et scandinaves dans la classe supérieure : ses tentatives de révolution, à lui, prenaient leurs modèles ailleurs, c'est-à-dire en Asie; elles enfantaient Stenka-Radzin et Pougatchef, et commençaient par essayer d'exterminer la noblesse [1].

conomie domestique et de la sociabilité. Des bourgs et des villages, abandonnés par ces habitants nomades, devenaient déserts. Les maisons et les chaumières tombaient en ruine par la négligence de possesseurs momentanés. Boris supprima, en 1592 ou 1593, le droit qu'avaient les paysans de passer d'un village à un autre et les rendit serfs des seigneurs. Les paysans regrettèrent leur ancienne liberté, quoique souvent, avec elle, ils errassent en vagabonds depuis leur enfance jusqu'au tombeau. Un autre édit (en 1597) compléta le précédent par des mesures rigoureuses pour rendre aux seigneurs les paysans qui avaient fui depuis le premier édit. et assujettit au servage, avec les paysans, les domestiques libres qui servaient depuis six mois. Karamsine, *Hist. de Russie*, t. XI, p. 1.

[1] Sur ces tentatives de la noblesse moscovite. on trouve une série de faits intéressants dans l'ouvrage du prince Dolgoroukow : *la Vérité sur la Russie*. L'auteur ne distinguant pas les éléments touraniens des éléments européens, on ne comprendrait pas le fonds de l'histoire de Russie, à ne lire que son livre; mais il est instructif pour qui a pu assurer ses bases ailleurs. En 1613, après que la Moscovie a secoué le joug de la conquête polonaise, les boyards et l'assemblée générale, que le prince Dolgoroukow qualifie d'États Généraux, font jurer à leur élu Michel Romanof de ne point établir de lois, faire la guerre ni la paix, condamner personne à mort, ni confisquer de biens sans le concours des boyards et de l'assemblée. Dès 1619, la charte d'élection de 1613 est détruite, et l'autocratie est rétablie de nom et de fait, sans résistance sérieuse. Quelque chose de bien caractéristique et qui atteste à quel

La nouvelle dynastie des Romanof, après avoir brisé sans peine les barrières qu'on avait prétendu imposer à son autorité, gouverna dans le même esprit que Boris : elle raffermit le despotisme et tâcha d'emprunter des armes à l'Europe. Le second des Romanof, Alexis, montra beaucoup de suite et d'habileté dans cette direction. Néanmoins, jusqu'à l'avénement de Pierre Ier, on peut dire que, si la Moscovie avait quelques rapports avec l'Europe, c'était du dehors et à la façon du Grand-Turc ou du schah de Perse. Maintenant un tsar d'un esprit audacieux allait l'introduire dans la société européenne, non comme un nouvel élément assimilable aux anciens, mais comme un dangereux dissolvant. Pierre le Grand, d'une intelligence ouverte à toutes les sciences et à tous les progrès matériels, mais fermé à toute idéalité morale, et aussi Tartare de cœur que ses devanciers, n'avait nullement compris le fonds de l'Europe, qu'aujourd'hui encore aucun vrai Moscovite ne comprend, c'est-à-dire la faculté de renouvellement propre aux races aryennes ou japhétiques; la faculté de *faire peau neuve* sans mourir. Il prit la *mue* de l'Occident au dix-huitième siècle pour une maladie mortelle, et les signes de révolution pour des signes de ruine et d'extinction. L'Occident lui parut un vieillard caduc en possession d'instruments puissants qui seuls le rendaient momentanément supérieur à la Moscovie ignorante et dépourvue. Il ne s'agissait que de lui dérober ses secrets et de copier ses machines, pour substituer à ce vieux monde près de mourir un jeune empire prêt à naître.

Pierre Ier remplaça donc la grossière machine mongole des Ivans par des établissements scientifiques et militaires

point régnaient les habitudes tartares, c'est que, parmi les articles présentés par la noblesse à son élu, ne figure pas l'abolition du knout pour les nobles. L'exemption du knout, en faveur des nobles, ne fut accordée que par le tsar allemand Pierre III, en 1762, à la prière des gentilshommes holsteinois qui l'avaient suivi à Saint-Pétersbourg.

copiés en Occident, et par une vaste mécanique administrative empruntée aussi, en partie, aux monarchies européennes, mais construite avec une rigueur de logique despotique à laquelle ne pouvaient atteindre ces monarchies. Au titre oriental de tsar, il s'efforça de substituer, dans les rapports avec les États européens, le titre occidental d'empereur, qui impliquait l'héritage de Byzance et mettait le chef des Moscovites sur le même pied que le chef du *saint empire romain*. Il détrôna la *sainte* Moscou, la lointaine capitale asiatique d'*au delà des forêts*, pour l'hybride Pétersbourg, tout artificielle et à demi allemande, mais ouvrant sur l'Europe par la Baltique. Il dénatura le fonds propre, déplaça le centre naturel, violenta les mœurs et le génie de son peuple pour en faire un instrument plus apte à une action extérieure illimitée. Il rendit par là impossible le développement normal de la Moscovie dans ses conditions particulières, et c'est là le vrai mot de l'anathème sérieux et profond que Rousseau opposa aux superficielles admirations de ses contemporains pour l'impérial novateur.

Si Pierre Ier fit cette Russie officielle, par laquelle il remplaçait la Moscovie, européenne d'habit et de tactique, il fut plus asiatique que les Ivans dans certaines de ses lois. Il mit la dernière main au système autocratique en supprimant le patriarcat et en établissant le *tchine*.

Le patriarcat, créé autrefois pour soustraire la Moscovie à l'influence religieuse de Constantinople, n'était plus nécessaire aux tsars et pouvait devenir gênant. L'asservissement et l'anéantissement moral de l'Église grecque du Nord furent consommés par le renversement de cette bien faible barrière, et le despotisme fut bien plus illimité à Saint-Pétersbourg qu'à Stamboul.

Quant au *tchine*, voilà ce qu'il fit. Tandis qu'il rendait un ukase, qui ne fut point exécuté, pour interdire de

vendre séparément les serfs membres d'une même famille, et qu'il montrait ainsi le désir de poser quelques limites au régime de servage fondé par Boris, il dépassait, au contraire, Ivan III, en ce qui concernait la noblesse. Ivan III avait changé en caste héréditaire la flottante classe guerrière des *enfants-boyards* ou *sloujilyie-lioudi*, dont le nom semi-teutonique (*lioudi*, leudes) rappelait les premiers Rurikovitches ; il en avait fait une caste assujettie *à la glèbe du service*, suivant l'expression d'un écrivain moscovite[1], c'est-à-dire ne pouvant jamais quitter le service du tsar, même en lui rendant le lot de terre qui était le prix de ce service. Pierre, à son tour, transforme cette caste en une immense hiérarchie bureaucratique et militaire (le *tchine*), où personne n'a de rang, n'existe, en quelque sorte, que par son grade : il fit ainsi disparaître le peu qui pouvait subsister de noblesse ayant une existence propre et personnelle à la façon de l'Occident[2].

En achevant d'écraser tout débris de libre individualité chez ce peuple déjà si dépourvu sous ce rapport, et en jetant la Moscovie hors d'elle-même par la création de Saint-Pétersbourg, Pierre le Grand commençait ce qu'il était réservé à Nicolas d'achever et ce qui éclate aujourd'hui en traits sinistres : la formation de cette étrange société qui remplacera l'esprit public par l'esprit d'envahissement universel, et la libre personnalité par l'orgueil collectif de sujets qui aspirent à imposer leur maître au monde.

Quel que soit l'avenir des créations de Pierre Ier, il s'assura dans le présent des moyens d'action considérables, et s'en servit avec vigueur. Il rêvait pour ses successeurs

[1] Le prince Pierre Dolgoroukow.

[2] Pierre III rendit aux nobles, en 1762, la faculté de quitter le service; mais qui n'est pas du *tchine* n'a pas de rang, et se trouve dans l'empire— comme s'il n'existait pas. Un descendant des Rurikovitches, s'il n'est pas du *tchine*, est au-dessous du dernier employé de la police.

un empire s'étendant du Sund au Bosphore et étouffant l'Europe entre ses serres. La première condition était de miner, d'abattre la Pologne, rempart de l'Occident. Il y mit tous ses soins et vit bien que l'Allemagne serait assez aveugle pour l'y aider.

Sobieski disparu, les discordes auxquelles une constitution fatale ne permet pas de remédier favorisent en Pologne les influences étrangères; ces influences se liguent; la coalition des trois voisins qui doivent détruire la république polonaise existe déjà en fait. Un roi allemand, Auguste de Saxe, est imposé par une minorité factieuse, que poussent le tsar et l'Autriche contre la majorité qui avait élu un roi français.

Les étrangers dominent la Pologne et préparent sa ruine : une autre force étrangère entreprend de la sauver. C'est là le sens de la lutte entre Pierre le Grand et Charles XII.

La Suède n'eut point l'aveuglement de l'Allemagne. Un homme qu'on a trop méconnu, Charles XII, sentant sa patrie presque aussi menacée que la Pologne, tenta de les préserver toutes deux en les reliant fortement l'une à l'autre. Il renversa le roi saxon imposé à la Pologne, fit élire à sa place un roi national et patriote; puis, secondé par un romanesque héros, le fameux hetman Mazeppa, il essaya d'arracher les Cosaques au joug qu'ils se repentaient d'avoir accepté et de renverser la domination moscovite entre le Dniéper, le Don et la mer Noire.

Après d'éclatants succès, ses forces le trahirent : il succomba sous le nombre (1709); mais la postérité, sans nier ses erreurs et ce qu'il y eut de téméraire dans la conduite de sa généreuse entreprise, doit rendre justice à ses vues politiques autant qu'à son génie guerrier. Il n'eût pu briser qu'avec l'aide de la France la coalition qui enserrait la Pologne ainsi que la Suède, et la France, épuisée par les

fautes et les malheurs de Louis XIV, ne fit et ne put rien pour lui.

Pierre le Grand l'avait emporté sur Charles XII : il continue et pousse en avant son œuvre. Il meurt en laissant à ses héritiers ou la lettre ou l'esprit de ce fameux testament qui sera le guide de la nouvelle Russie qu'il a fondée.

Voici ce document, dont le gouvernement moscovite a souvent et récemment encore nié l'authenticité, mais dont il n'a jamais cessé de poursuivre la réalisation dans la mesure et avec les modifications réclamées par les circonstances.

TESTAMENT POLITIQUE DE PIERRE LE GRAND.

« Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité, Nous, Pierre Ier, etc., etc.; à tous nos descendants et successeurs au trône et gouvernement de la nation russe.

« Le grand Dieu, de qui nous tenons notre existence et notre couronne, nous ayant constamment éclairé de ses lumières et soutenu de son divin appui, me permet de regarder le peuple russe comme appelé, dans l'avenir, à la domination générale de l'Europe. Je fonde cette pensée sur ce que les nations européennes sont arrivées, pour la plupart, à un état de vieillesse voisin de la caducité, ou qu'elles y marchent à grands pas ; il s'ensuit donc qu'elles doivent être facilement et indubitablement conquises par un peuple jeune et neuf, quand ce dernier aura atteint toute sa force et toute sa croissance. Je regarde l'invasion future des pays de l'Occident et de l'Orient par le Nord, comme un mouvement périodique arrêté dans les desseins de la Providence, qui a ainsi régénéré le peuple romain par l'invasion des barbares. Ces émigrations des hommes polaires sont comme le flux du Nil, qui, à certaines époques, vient engraisser de son limon les terres amaigries

de l'Égypte. J'ai trouvé la Russie *rivière*, je la laisse *fleuve;* mes successeurs en feront une grande *mer* destinée à fertiliser l'Europe apauvrie, et ses flots déborderont malgré toutes les digues que des mains affaiblies pourront leur opposer, si mes descendants savent en diriger le cours. C'est pourquoi je leur laisse les enseignements suivants; je les recommande à leur attention et à leur observation constante:

I. Entretenir la nation russe dans un état de guerre continuelle, pour tenir le soldat aguerri et toujours en haleine; ne le laisser reposer que pour améliorer les finances de l'État; refaire les armées, choisir les moments opportuns pour l'attaque. Faire ainsi servir la paix à la guerre et la guerre à la paix, dans l'intérêt de l'agrandissement et de la prospérité croissante de la Russie.

II. Appeler par tous les moyens possibles, de chez les peuples instruits de l'Europe, des capitaines pendant la guerre et des savants pendant la paix, pour faire profiter la nation russe des avantages des autres pays sans lui faire rien perdre des siens propres.

III. Prendre part, en toute occasion, aux affaires et démêlés quelconques de l'Europe, et surtout à ceux de l'Allemagne, qui, plus rapprochée, intéresse plus directement.

IV. Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et des jalousies continuelles; gagner les puissants à prix d'or; influencer les diètes, les corrompre, afin d'avoir action sur les élections des rois; y faire nommer ses partisans, les protéger; y faire entrer les troupes moscovites, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément en morcelant le pays, jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui aura été donné.

V. Prendre le plus qu'on pourra de la Suède, et savoir se faire attaquer par elle pour avoir le prétexte de la sub-

juguer. Pour cela, l'isoler du Danemark, et le Danemark de la Suède, et entretenir avec soin leurs rivalités.

VI. Prendre toujours les épouses des princes russes parmi les princesses d'Allemagne, pour multiplier les alliances de famille, rapprocher les intérêts et unir d'elle-même l'Allemagne à notre cause, en y multipliant notre influence.

VII. Rechercher de préférence l'alliance de l'Angleterre pour le commerce, comme étant la puissance qui a le plus besoin de nous pour sa marine, et qui peut être le plus utile au développement de la nôtre. Échanger nos bois et autres productions contre son or, et établir entre ses marchands, ses matelots et les nôtres, des rapports continuels, qui formeront ceux de ce pays à la navigation et au commerce.

VIII. S'étendre sans relâche vers le nord, le long de la Baltique, ainsi que vers le sud, le long de la mer Noire.

IX. Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y régnera sera le vrai souverain du monde. En conséquence, susciter des guerres continuelles, tantôt au Turc, tantôt à la Perse; établir des chantiers sur la mer Noire; s'emparer peu à peu de cette mer, ainsi que de la Baltique, ce qui est un double point nécessaire à la réussite du projet; hâter la décadence de la Perse; pénétrer jusqu'au golfe Persique; rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce du Levant, et avancer jusqu'aux Indes, qui sont l'entrepôt du monde. Une fois là, on pourra se passer de l'or de l'Angleterre.

X. Rechercher et entretenir avec soin l'alliance de l'Autriche; appuyer en apparence ses idées de royauté future sur l'Allemagne, et exciter contre elle, par-dessous main, la jalousie des princes. Tâcher de faire réclamer des secours de la Russie par les uns ou par les autres, et exercer sur le pays une espèce de protection qui prépare la domination future.

XI. Intéresser la maison d'Autriche à chasser le Turc de l'Europe et neutraliser ses jalousies lors de la conquête de Constantinople, soit en lui suscitant une guerre avec les anciens États de l'Europe, soit en lui donnant une portion de la conquête, qu'on lui reprendra plus tard.

XII. S'attacher à réunir autour de soi tous les Grecs dispersés[1] qui sont répandus, soit dans la Hongrie, soit dans la Turquie, soit dans le midi de la Pologne; se faire leur centre, leur appui, et établir d'avance une prédominance universelle par une sorte d'autocratie ou de suprématie sacerdotale : ce seront autant d'amis qu'on aura chez chacun de ses ennemis.

XIII. La Suède démembrée, la Perse vaincue, la Pologne subjuguée, la Turquie conquise, nos armées réunies, la mer Noire et la mer Baltique gardées par nos vaisseaux, il faut d'abord proposer séparément et très-secrètement, d'abord à la cour de Versailles, puis à celle de Vienne, de partager avec elle l'empire de l'univers. Si l'une des deux accepte, ce qui est immanquable, en flattant leur ambition et leur amour-propre, se servir d'elle pour écraser l'autre, puis écraser à son tour celle qui demeurera, en engageant avec elle une lutte qui ne saurait être douteuse, la Russie possédant déjà en propre tout l'Orient et une grande partie de l'Europe.

XIV. Si, ce qui n'est pas probable, chacune d'elles refusait l'offre de la Russie, il faudrait savoir leur susciter des querelles et les faire s'épuiser l'une par l'autre. Alors, profitant d'un moment décisif, la Russie ferait fondre ses troupes rassemblées d'avance sur l'Allemagne, en même temps que deux flottes considérables partiraient, l'une de la mer d'Azof et l'autre du port d'Arkhangel[2], chargées de hordes asiatiques, sous le convoi des flottes armées de la

[1] Grecs de religion.
[2] Est-ce bien Arkhangel qu'il faut lire?

mer Noire et de la mer Baltique. S'avançant par la Méditerranée et par l'Océan, elles inonderaient la France d'un côté, l'Allemagne de l'autre, et, ces deux contrées vaincues, le reste de l'Europe passerait facilement et sans coup férir sous le joug.

« Ainsi peut et doit être subjuguée l'Europe [1]! »

Nous citons ce document sans autre commentaire que la remarque que tout le plan est rattaché théoriquement à la conception abstraite et arbitraire d'un renouvellement périodique du monde par les invasions des *hommes polaires*, et historiquement à une comparaison insoutenable entre les nouveaux Barbares (Moscovites et Tartares) et les anciens (Germains et Scandinaves).

C'était le rêve de monarchie universelle commun à tous les conquérants tartares et asiatiques, le rêve de tous les *fléaux de Dieu*, qui reparaissait dans des conditions nouvelles, et dont un peuple nombreux allait devenir l'instrument docile et fanatique.

Dans la forme, Pierre avait violenté, dénaturé son peuple, ce qui explique la tradition d'impopularité attachée à son nom chez le vrai Moscovite, tandis qu'Ivan IV, bien plus cruel que lui, est demeuré populaire. Mais, dans le fond, Pierre ne fit que développer les germes semés par Ivan III et que ressusciter les ambitions des anciens maîtres mongols de la Moscovie. Il façonna son peuple à un rôle funeste, insensé, subversif de tout le plan providentiel de l'histoire; mais il ne le fit qu'en exploitant les tendances d'envahissement et de domination cosmopolites qui caractérisent toute la race touranienne.

La Pologne cependant roulait sur la pente où Charles XII

[1] Ce testament politique fut, dit-on, esquissé par Pierre Ier, en 1710, après la bataille de Poltava; retouché par lui, en 1722, après la paix de Nystadt; puis, en 1730, par le chancelier Ostermann. Nous reproduisons le texte d'après l'*Histoire de Pologne*, par Léonard Chodzko; Paris, 1839.

l'avait un moment arrêtée. Les influences corruptrices de l'étranger étaient permanentes; les interventions ouvertes étaient fréquentes; le sol polonais était violé à chaque instant par ses voisins. La nation, empoisonnée par les principes délétères qu'elle avait laissé pénétrer dans son sein, continuait à se déchirer elle-même, la noblesse étant toujours plus anarchique, le jésuitisme toujours plus persécuteur; la pire loi contre les dissidents est de 1733. L'étranger, Moscovite et Prussien, se donna le rôle de protecteur des dissidents contre le fanatisme, et ce fut là le principal leurre dont se servirent Catherine II et le grand Frédéric pour aliéner de la cause polonaise les philosophes français, rois de l'opinion européenne.

Au moment de toucher le fond de l'abîme, la Pologne se réveilla en sursaut : réveil d'intelligence politique chez une partie des grands, réveil d'héroïsme dans la petite noblesse. Les uns essayèrent de corriger les plus désastreux abus de la constitution, les autres prirent les armes pour repousser l'intervention étrangère, qui s'était renouvelée aux premières tentatives de réforme. Ce que la Moscovie et la Prusse voulaient à tout prix empêcher, c'était que la Pologne se corrigeât.

La patriotique *confédération de Bar* pour le salut de la nationalité polonaise éclata dans ces mêmes régions russiennes (Podolie, Volhynie, Ukraine, qui avaient vu la révolte de Chmielnicki (1768). Les intrigues moscovites réussirent à ressusciter par contre-coup cette révolte, en jetant les Cosaques zaporogues au milieu des paysans ruthéniens : la tsarine fit ce que fait encore aujourd'hui son héritier, la guerre sociale.

Les haines civiles et religieuses[1] répondirent à l'appel de

[1] La confédération de Bar avait eu le tort grave d'arborer la bannière du catholicisme exclusif et de prétendre maintenir les lois contre les dissidents.

Saint-Pétersbourg, et renouvelèrent ces cruelles expiations de l'oppression nobiliaire dont les dernières flammes se sont rallumées encore de nos jours. Il y eut d'affreux massacres de nobles et de juifs, mais, nulle part, la moindre idée de se donner à la Moscovie.

La confédération de Bar avait sauvé l'honneur, mais ne put sauver le territoire de la Pologne. Le premier partage s'accomplit.

Il importe de se rendre compte du caractère des trois puissances qui exécutèrent ce grand attentat contre la famille européenne et contre la justice éternelle, ce grand meurtre international, sans excuse et sans prétexte, car la Pologne, dans ses périodes les plus malheureuses, n'avait nui à d'autres qu'à elle-même.

La Moscovie, nous la connaissons; d'étrangère à l'Europe, et pouvant traiter avec l'Europe comme étrangère, elle était devenue radicalement l'ennemie de l'Europe, depuis que Pierre le Grand l'avait fait entrer dans le monde européen en faussant la nature des choses, et ceci en même temps qu'il visait à l'étendre jusqu'aux dernières limites de l'Asie, et à lui faire absorber toutes les tribus tartares ou touraniennes, de l'Oural à la mer de Chine.

La Moscovie, telle qu'il l'avait faite et telle qu'elle se développait sous ses successeurs, était une espèce de monstre double, empire *pan-touranien* pour les tribus d'Asie, *pan-slavite* et *pan-gréco-slave* pour l'Occident; en résumé, machine cosmopolite introduite dans notre Europe dont la constitution repose sur la diversité des génies nationaux et des existences nationales.

La Prusse, État de formation tout empirique, était tout à la fois en dehors du droit du passé et du droit de l'avenir; ne procédant ni de l'hérédité féodale et monarchique, ni de l'élection et de la nationalité, elle ne procédait que de la force. Fondée par un ordre religieux (les chevaliers

teutoniques) qui, infidèle, presque dès l'origine, à sa mission, avait joué sur la Baltique un rôle assez analogue à celui de la milice barbaresque dans la Méditerranée, elle avait été érigée en duché par l'usurpation des chefs de cet ordre usurpateur, qui dépouillèrent leur corporation comme celle-ci avait tout dépouillé autour d'elle; puis le duché s'était transformé en royaume et avait formé un État considérable par la réunion des lambeaux de Pologne et de Lithuanie qui le composaient avec l'héritage allemand de Brandebourg. La Prusse gardait de son origine une redoutable discipline militaire. Elle eût pu effacer son passé et employer son énergie et son activité à de légitimes ambitions; elle eût pu ordonner sa politique conformément à l'intérêt européen, en se bornant à prendre la direction de l'Allemagne protestante à la place de la Saxe, qui s'affaissait, sans viser à détruire la Pologne. Un de ses princes, celui qu'on appela le *grand électeur*, avait compris ce rôle, et, tout en soustrayant la Prusse ducale ou allemande à la suzeraineté polonaise, il avait prédit à l'Allemagne que les plus grands malheurs « seraient réservés aux nations chrétiennes, si la Pologne, ce boulevard renommé de la chrétienté, tombait en ruine! »

Malheureusement, au dix-huitième siècle, la Prusse se personnifie dans un homme qui est la négation même de tout principe, et qui n'est de son siècle que par l'esprit et non par le cœur, Frédéric II.

L'Autriche, elle, toute différente de la Prusse, tient au passé, mais par une conception ennemie des nationalités, cette conception du *saint empire romain*, qui n'est que le vieux césarisme affublé de symboles chrétiens. C'est avec ce débris d'impérialisme compliqué de féodalité, qu'elle comprime et relie des peuples divers sous sa domination, habituellement énervante, cruelle au besoin, astucieuse toujours.

Les trois destructeurs de la Pologne sont donc, fait ca-

pital qu'il ne faut jamais perdre de vue, trois États constitués en dehors du principe et contre le principe de nationalité, par conséquent trois adversaires de l'Europe de l'avenir, et leur alliance n'est point un accident, mais une association résultant, nous ne dirons pas de la conformité de principes, mais de la conformité d'hostilité contre le vrai principe de l'Europe, et il en sera ainsi tant que la Prusse ne sera pas devenue vraiment allemande et que l'empire autrichien ne sera pas transformé en fédération. Jusque-là, celui des trois qui est étranger à l'Europe et qui a pour support la force propre et le génie originel d'une grande race antieuropéenne, doit nécessairement dominer les deux autres, dont l'un, l'Autriche, n'a point, et dont l'autre, la Prusse, ne veut point avoir la base européenne de la nationalité.

Ce ne fut point cependant de la Moscovie que partit le signal du démembrement de la Pologne. En 1768, Catherine II, tout en s'attribuant le titre d'*Impératrice de toutes les Russies* et en substituant systématiquement, à la suite de Pierre le Grand, le nom de Russie à celui de Moscovie, avait encore protesté de ne prétendre à aucun droit « sur les pays et terres qui, sous le nom de *Russie*, appartiennent à la Pologne et à la Lithuanie ; » elle avait déclaré garantir l'intégrité du territoire de la république. Catherine se contentait de dominer, d'opprimer la Pologne dans son ensemble ; elle préparait, mais ne se hâtait pas de consommer une conquête qu'elle savait bien ne pouvoir s'approprier sans en faire part à d'autres. Ce fut le grand Frédéric qui proposa, qui pressa, qui parvint à faire accepter le partage. La Russie et la Prusse, une fois d'accord, entraînèrent l'Autriche, qui, moins dégagée que la Prusse de liens avec le passé, hésitait moins encore à assassiner l'ancienne alliée qui l'avait sauvée, qu'à fortifier les deux nouvelles puissances qui s'élevaient à ses côtés [1].

[1] Marie-Thérèse hésita beaucoup ; son fils Joseph II n'hésita point.

Le pacte fut signé : l'invasion opérée.

Catherine II s'empara de la Livonie polonaise et des portions de la Russie Blanche au nord et à l'est de la Duna et du Dniéper. Frédéric se saisit de la Prusse royale, moins Dantzig et Thorn ; Marie-Thérèse, à qui l'on fit la meilleure part pour vaincre ses scrupules, eut la Russie Rouge (Gallicie orientale), une partie de la Podolie et la Petite Pologne, jusqu'à la Vistule et aux portes de Cracovie (1772). Une diète, délibérant sous les baïonnettes ennemies, ratifia la cession de tant de provinces. Jamais la force brutale ne s'était donné plus cyniquement carrière ; jamais on n'avait pris moins de peine pour colorer de quelque apparence ces prétendus droits sur le bien d'autrui dont était rempli l'arsenal des vieilles chancelleries.

Des volontaires français avaient combattu pour la Pologne ; mais le gouvernement de Louis XV était resté inerte devant ce grand attentat et ce renversement radical de l'équilibre européen. L'Angleterre avait fait bien pire ; elle avait menacé d'intervenir contre la France, si la France intervenait contre la Russie.

Il faut bien le dire à l'Angleterre : c'est avec sa complicité que le Moscovite s'est introduit en Europe ; elle ne peut se laver les mains du partage de la Pologne ; elle a, dans la question polonaise, plus que des devoirs d'humanité ; elle a des devoirs de réparation envers l'Europe nouvelle, et son aristocratie, qui s'est, de nouveau, refusée obstinément à les remplir, par une jalousie surannée contre la France, pourra le regretter dans un avenir prochain.

La Pologne avait provoqué son malheur par ses fautes : elle avait été coupable, sinon envers l'Europe, qui ne lui a dû que des services, du moins envers elle-même ; mais, à partir du premier partage, elle mérite la compassion et le respect de tous par ses douloureux efforts pour se délivrer de ses vices séculaires et pour tâcher de se régénérer. L'esprit

rénovateur du dix-huitième siècle avait enfin pénétré chez elle. Elle demanda des conseils à ces mêmes philosophes français qui lui étaient si rigoureux [1], et y gagna l'éclatante et prophétique protestation de Jean-Jacques en sa faveur et contre la Russie. Pendant quatorze ans, elle prépara, à travers les embarras intérieurs et les complots de l'étranger, une réforme qui devait aboutir à supprimer le *liberum veto* et l'anarchie, à restituer aux villes les droits politiques, aux paysans la liberté civile, aux dissidents la liberté religieuse; à investir du pouvoir exécutif un roi héréditaire, en maintenant le pouvoir législatif à la diète, et en organisant d'une manière indépendante le pouvoir judiciaire (1791).

La Pologne se fût infailliblement relevée : on ne lui en laissa pas le temps. Les Moscovites se jetèrent de nouveau sur elle. Le successeur du grand Frédéric, qui venait de jurer un traité d'alliance avec les Polonais, l'exécuta en joignant son armée à celle de Catherine II pour les poignarder par derrière. Comme aujourd'hui, les parjures auteurs de ce colossal brigandage accusèrent la victime de *terrorisme* et de *démagogie*. Par le second partage, la tsarine coupait en deux la Lithuanie et la Volhynie; la Prusse s'étendait jusqu'à la Vistule; les partageurs laissaient subsister un débris de Pologne et un débris de Lithuanie (1793).

On sait comment protestèrent Cracovie, Varsovie, la Samogitie, Vilna, et les fastes de cette lutte sanglante, qui se personnifia surtout dans trois hommes, Kosciuszko, le cordonnier Kilinski et Suwarof; le premier représentant l'héroïsme nobiliaire et chevaleresque; le second, l'héroïsme populaire; le troisième, la barbarie asiatique telle qu'elle était sous Gengiz-Khan, et telle qu'elle subsiste toujours dans le vrai fonds moscovite.

[1] Outre Jean-Jacques Rousseau, il faut faire exception pour Mably et pour d'Alembert.

Le nombre et les forces organisées l'emportèrent ; affaiblie par sa mutilation récente, assaillie dans la crise de sa réformation, la Pologne succomba ; l'Autriche, qui, absorbée par sa guerre contre la France, n'était pas intervenue dans la lutte, intervint pour recevoir sa part des dépouilles ; le grand forfait acheva de se consommer, et un troisième partage effaça la Pologne de la carte de l'Europe (1796).

Le tsarisme avait atteint son but, sa rivale n'était plus ; il laissait dans les mains de ses complices une partie des membres dispersés de la Pologne, jusqu'au moment de les leur reprendre. En attendant, il avait le pied sur la Vistule, en pleine Europe, et dominait la Baltique [1].

[1] La *philosophe* Catherine avait emprunté la tolérance pour drapeau contre le *fanatisme* des Polonais. Son premier acte, en prenant possession des provinces lithuano-ruthènes (1795), fut un ukase qui ordonna de traiter en rebelle tout catholique qui chercherait à empêcher des familles ou des villages *séparés* (grecs-unis à Rome) de revenir à l'Église orthodoxe (grecque séparée de Rome) et reconnaissant le saint-synode de Pétersbourg, cet instrument passif du tsarisme. C'était tout simplement placer en masse le clergé grec-uni entre la proscription ou l'apostasie. Les grecs-unis avaient alors, en Ruthénie, l'Ukraine exceptée, la majorité sur les grecs-orthodoxes. Catherine sut bien changer cette majorité. Là où la séduction ne suffit pas, on employa la force ouverte ; des masses de grecs-unis furent ainsi ramenés à l'orthodoxie tsarienne : les prêtres qui ne cédèrent point furent remplacés en grande partie par des popes moscovites.

CHAPITRE V

LA RUSSIE ET LA POLOGNE DEPUIS LE PARTAGE. — 1796-1865.

Un historien polonais, auquel nous avons dû beaucoup dans notre étude sur les fastes de son pays, Lelewel, intitule la partie de son livre qui commence en 1796 : *la Pologne renaissante*. Pour l'individu, pour l'être réel et indestructible, toute mort est, en effet, une renaissance ; l'âme, force éternellement active, ne peut quitter une forme d'activité que pour en ressaisir une autre. Il n'en est pas toujours ainsi des nations, des existences collectives ; il est des peuples qui meurent et ne renaissent pas. Mais la Pologne ne fut pas de ces peuples. Son corps était déchiré en lambeaux ; son âme, le jour où tomba Kosciuszko, et où une tradition, accréditée par la politique moscovite, lui attribua le mot imaginaire : *Finis Poloniæ*[1], son âme était plus vivante qu'un siècle aupa-

[1] Voir la lettre de Kosciuszko au comte Louis-Philippe de Ségur, du 31 octobre 1803, dans laquelle le célèbre général repousse comme une calomnie le prétendu *finis Poloniæ*, qu'on disait avoir été prononcé par lui à la malheureuse bataille de Maciejowice, le 10 octobre 1794. « L'ignorance ou la mauvaise foi, dit-il, s'acharnent à mettre dans ma bouche le mot *finis Poloniæ*, que j'aurais prononcé dans cette fatale journée. D'abord, avant l'issue de la bataille, j'ai été presque mortellement blessé, et je n'ai recouvré les sens que deux jours après, lorsque je me trouvais entre les mains de mes ennemis ; puis, si un pareil mot est inconséquent et criminel dans la bouche de tout Polonais, il le serait beaucoup plus dans la mienne. La nation polonaise, en m'appelant à défendre l'intégrité, l'indépendance, la dignité et la gloire de la patrie, savait bien que je n'étais pas le *dernier* Polonais, et qu'avec ma mort, sur le champ de bataille ou autrement, la Pologne ne pouvait pas, ne devait pas *finir*. Tout ce que les Polonais ont fait depuis, dans les glorieuses légions polonaises, et

ravant, au lendemain des triomphes de Sobieski. La Pologne, en tombant, avait compris pourquoi elle tombait; elle s'était repentie, et, dès lors, elle devait être pardonnée; mais, hélas! après quelles expiations s'arrêteront les rigueurs de la Providence! Trois générations de martyrs ne les ont pas épuisées par des tortures sans cesse croissantes!

Nous rappellerons ici quelques traits seulement de cette funèbre épopée. Dès le premier jour, ce fut vers la France que se tourna la grande victime. L'Allemagne, l'Angleterre même, à des degrés inégaux, avaient été complices; la France monarchique, seule entre les grandes puissances, n'avait été coupable que d'inaction, et la France monarchique avait disparu devant la France révolutionnaire, adversaire naturelle du tsarisme et radicale expression des principes de l'Occident poussés à leurs dernières conséquences. L'émigration armée de la Pologne vint chercher asile dans les camps de la république française. Il suffit de rappeler d'un mot les glorieuses annales des légions de Dombrowski et de celles qui leur succédèrent incessamment jusqu'à la fin des guerres de l'Empire.

On connaît leur inépuisable dévouement pour la cause commune, leurs patriotiques espérances toujours renouvelées et toujours déçues par le grand homme, dont le génie politique, si inférieur à son incomparable génie militaire et administratif, a méconnu le vrai but de l'Europe moderne, la constitution des nationalités indépendantes et associées, ou ne l'a entrevu que lorsqu'il était trop tard.

Napoléon fait assez pour s'aliéner les destructeurs de la Pologne, trop peu pour la relever et se faire d'elle une sérieuse alliée. Il restaure à demi une petite Pologne (le

tout ce qu'ils feront encore dans l'avenir pour recouvrer leur patrie, prouve suffisamment que, si nous, soldats dévoués de cette patrie, nous sommes mortels, la Pologne est immortelle, et il n'est permis à personne de dire ni de répéter l'outrageante épithète de *finis Poloniæ*. »

grand-duché de Varsovie; 1807-1809); il ne reconstitue pas la grande, la vraie, la seule capable de vivre.

Après qu'il s'est perdu, comme Charles XII, dans une entreprise bien moins justifiable que celle de Charles XII, après qu'il a englouti son admirable armée dans les neiges de la Moscovie, au lieu de rétablir la barrière européenne contre la Moscovie, il ne laisse à la Pologne, pour prix des flots de sang qu'elle lui a prodigués, qu'une seule trace de son passage, qu'un seul bienfait, les lois civiles françaises dans le grand-duché de Varsovie, jalon de la civilisation occidentale, que le flot du despotisme asiatique devait submerger sans l'abattre [1].

Ce despotisme, l'Europe, celle même de la Sainte-Alliance, au moment où elle se couvrait encore d'un masque de libéralisme, avait promis d'en préserver la Pologne, tout en procédant à un nouveau partage. Cette fois, les trois quarts de l'ancien territoire de la république devaient être livrés à l'empire de Russie, devenu la puissance prépondérante sur le continent. Le Testament de Pierre le Grand avançait vers sa réalisation. La Pologne se trouva, en 1815, divisée en cinq lambeaux. Son nom reparaissait dans un petit royaume, qui n'était que le grand-duché de Varsovie, diminué de la province de Posen et Gnezna, qu'on donna à la Prusse [2]. La Lithuanie et les provinces russiennes, moins la Russie Rouge, demeurée autrichienne, étaient fragmentées en gouvernements moscovites sous le nom de *Provinces Occidentales* de l'empire. Cracovie devenait une ville *libre*, aucun des trois partageurs n'ayant voulu la céder aux autres.

Le congrès de Vienne décida que des institutions natio-

[1] Et encore faut-il à cet éloge une grave réserve : c'est qu'en établissant notre Code civil, on ne fit rien pour appeler les paysans à une part de la propriété foncière.

[2] La Prusse avait déjà occupé ce pays et Varsovie même, de 1796 à 1806.

nales et représentatives seraient accordées aux diverses parties de l'ancienne Pologne, avec libre commerce entre elles. L'Europe de la Sainte-Alliance constata ainsi l'unité de la nation polonaise par les pactes mêmes qui consacraient son démembrement, et l'empereur Alexandre, non-seulement ne nia pas ce lien moral entre les membres du corps polono-lithuano-ruthène, mais se réserva expressément la faculté de les réunir de fait.

Le tsarisme reculait-il devant son œuvre? Non pas le tsarisme, mais le tsar. Alexandre Ier n'était pas, comme son aïeule, l'Allemande Catherine II, l'héritier systématique et implacable des vieux despotes moscovites. Mélange de mysticisme germanique et de subtilité byzantine, cet esprit mobile et troublé flottait à travers tous les contrastes. La justice et la vérité lui parlaient quelquefois dans ses rêves. Des idées de réparation s'entre-heurtaient avec ses ambitions sans bornes. Il berça les Polonais, durant des années, du rétablissement de la grande Pologne : il écrivit de sa main un plan qui la restaurait, en effet, presque entièrement et faisait seulement reculer sa frontière jusqu'à la Bérésina.

Le génie de la Moscovie protesta par la voix de l'historien Karamsine, philosophe et républicain dans le monde de l'abstraction, partisan de la monarchie absolue en pratique, et ne croyant rien d'autre possible pour l'*empire de Russie*, c'est-à-dire pour les Moscovites. Il ne voulait point d'une Pologne indépendante, ce qui eût *démembré l'empire*, et Alexandre n'en voulait pas plus que lui; il ne voulait pas davantage d'une Pologne constitutionnelle associée à l'empire, de peur d'ébranler, par l'exemple de la liberté des Polonais, la *saye autocratie* qu'il jugeait indispensable à la Russie. Le mémoire de Karamsine au tsar est une des pièces les plus intéressantes du grand procès historique que nous essayons d'instruire.

Quelle qu'ait été la part de l'influence de Karamsine, Alexandre, après de longues hésitations, ne fit rien, pire que rien; sur la fin de son règne, il faussa et dénatura de plus en plus les institutions qu'il avait octroyées au royaume de Pologne, et commença de persécuter, dans les provinces lithuaniennes et russiennes, l'esprit polonais, les sentiments, les croyances, d'y saper l'instruction publique, et d'y introduire, par tous les moyens de l'arbitraire, l'élément moscovite.

Le mal grandit rapidement sous son successeur Nicolas, en qui reparut le type le plus pur du tsarisme. Les engagements de 1815 furent ouvertement foulés aux pieds, et tout espoir de voir se réaliser les promesses d'Alexandre, quant à la réunion des « frères aux frères, » disparut sans retour (1825-1830).

La révolution de Juillet éclata sur ces entrefaites, et disloqua le régime européen sur lequel s'asseyait la prépondérance de l'empire russe. Nicolas, décidé à la guerre contre la France, voulut fondre la petite armée du royaume de Pologne dans l'armée russe, pour qu'elle ne pût se retourner en faveur des Français. Cette mesure eut le même résultat que devait avoir, trente-deux ans plus tard, le recrutement Wielopolski. Le royaume s'insurgea. Nous ne pouvons même résumer ici ces neuf mois de combats, où les Polonais se montrèrent dignes de leurs ancêtres et déployèrent des forces numériquement très-supérieures, sur un territoire bien moindre, à celles qui avaient lutté sous les confédérés de Bar, et même sous Kosciuszko, signe évident que l'esprit de patriotisme avait gagné le peuple des villes tout entier et descendait dans les classes rurales.

Ces forces furent toutefois encore insuffisantes. On connaît trop l'abandon où l'Occident laissa cette sainte cause, et le dur égoïsme du cabinet anglais, et la faiblesse de

Louis-Philippe ; abandon qui pesa si lourdement sur l'avenir de ce prince, et fut peut-être la principale cause qui empêcha son gouvernement de s'enraciner en France. Mais ce qui importe à rappeler, c'est que la révolution polonaise fut faiblement conduite par ses chefs politiques, et qu'ils ne surent point employer tout ce qu'elle avait de ressources. Trop imbus encore de traditions aristocratiques, et, à la fois, trop attachés aux vieilles racines du passé et trop peu désabusés d'illusions récentes, ils ne comprirent pas assez que le salut ne pouvait être que dans l'audacieuse énergie de la réaction contre l'empire russe, dans l'effort désespéré et immédiat pour porter et maintenir la guerre insurrectionnelle dans toute la Lithuanie et la Ruthénie ; enfin dans l'admission immédiate des paysans à une part de la propriété, condition indispensable du succès de cette guerre et de la fondation d'une Pologne démocratique, la seule qui puisse vivre. Ils attendirent leur salut de la diplomatie européenne, au lieu de ne le demander qu'à eux-mêmes et à l'élan de la nation. Leur système de ménagements envers tout et envers tous les mena jusqu'à tomber dans le piége du grand mensonge moscovite et à parler à la Russie comme un peuple slave à un peuple slave[1].

La leçon ne devait pas être perdue : une nouvelle génération, en se levant pour tenter de venger ses pères, n'a pas renouvelé leurs fautes. Elle peut, au milieu des calamités qui l'accablent, se rendre ce témoignage. Si le gouvernement anonyme de 1863 avait eu en main les positions territoriales et militaires et les forces organisées de la Pologne de 1830, tout autorise à croire qu'il eût réussi, au moins jusqu'à rendre inévitable l'intervention française ; et, s'il a échoué à expulser, avec de simples corps francs, un ennemi maître de toutes les villes et de toutes les forte-

[1] Voir le manifeste de la diète de Varsovie, du 20 décembre 1830.

resses, il a laissé du moins le fer dans le flanc de la Russie par l'appel des paysans à la propriété *individuelle*.

Au fond de quels abîmes, dans quels cercles de l'enfer du Dante, la malheureuse Pologne a-t-elle, durant trente années, mûri cette résurrection, qui, hélas! ne devait pas encore être, cette fois, la définitive et la victorieuse!

La suppression de l'armée nationale et des institutions représentatives dans le royaume, les exécutions, les déportations, les enlèvements d'enfants, le terrorisme universel qu'exerça Nicolas durant un quart de siècle (1831-1855), et que devait dépasser son héritier, ne sont ignorés de personne.

Ce qui est essentiel à notre sujet, c'est le plan spécial que Nicolas reprit de son aïeule Catherine, et qu'il perfectionna et généralisa pour détruire la nationalité polonaise dans les provinces lithuano-russiennes. Nous ne parlons que des faits; nous reviendrons sur la théorie dont on appuya cette pratique. Catherine s'était attaquée d'abord à la religion. Après elle, la persécution avait été suspendue ou ralentie; Nicolas renouvela en 1833 l'ukase de 1795 contre les catholiques qui entraveraient le prosélytisme orthodoxe, c'est-à-dire qui essayeraient de défendre leurs églises contre l'invasion des popes; une multitude de grecs-unis furent, cette fois encore, convertis à l'empereur-pape par les mêmes procédés que sous Catherine, et livrés au clergé moscovite, le plus servile et le plus ignorant qu'il y ait au monde. Des grecs-unis, la persécution s'étendit aux catholiques latins, quoique d'une façon moins ouverte et moins générale.

L'oppression religieuse ne fut qu'un des aspects du système complet et logique de Nicolas. L'Église fut envahie par les popes moscovites; l'administration, par les *tchinovniks*, l'enseignement, par les professeurs *russes*. La langue *russe*, c'est-à-dire moscovite, usurpa tout ce qui

appartenait officiellement à la langue polonaise et avait appartenu, dans les anciens temps, à la langue ruthénienne. Une persécution atroce s'abattit sur la petite noblesse pauvre; on lui vola ses titres de famille; on la soumit à la corvée et au servage; on la transporta par milliers au delà du Dniéper et jusqu'au Caucase. Cette petite noblesse était tout un peuple; on évalue les nobles, dans l'ensemble de la Pologne, au moins à deux millions d'âmes; l'historien Lelewel, dans un livre écrit en 1844, va jusqu'à les porter à trois millions.

L'élément polonais, c'est-à-dire de langue polonaise et de rite latin, fut ainsi poursuivi avec une fureur infatigable, en même temps que l'élément ruthénien grec-uni était, non pas seulement opprimé, mais officiellement supprimé, par sa réunion forcée à l'orthodoxie gréco-moscovite; c'est ce que le tsar, parodiant la formule polonaise, nomma la *réunion des frères aux frères*.

Quant aux Ruthènes ou Russiens du rite grec-orthodoxe, on ne négligea rien pour exciter leur hostilité contre leurs compatriotes catholiques et polonais, mais en se gardant bien de rien faire pour eux de sérieux; car il ne s'agissait pas de relever les Russiens, mais de les supprimer à leur tour après les Polonais, quoique par des procédés moins violents, en les absorbant dans le moscovitisme.

Le système d'écrasement s'étendit jusque sur les paisibles Juifs, ménagés jusque-là pour leur docilité. Les enlèvements d'enfants par masses jetèrent l'épouvante et la désolation chez cette race si attachée à l'esprit de famille. Tout semblait broyé, anéanti. A peine parvenait-il quelquefois en Occident une faible rumeur des impuissantes conjurations qui, de temps à autre, remuaient les diverses parties de l'ancienne Pologne et la Sibérie elle-même.

La Pologne russe ne se souleva ni en 1846, lors des massacres de Gallicie et de l'absorption de Cracovie,

dernier débris de la république, par l'Autriche, ni en 1848, lorsque la révolution de Février parut donner le signal d'une ère nouvelle; lorsque Posen se leva et que Cracovie essaya de briser le joug.

Le despotisme s'applaudissait tout haut à Saint-Pétersbourg; l'égoïsme et la peur s'applaudissaient tout bas en Europe; l'éternel problème et l'éternel reproche faisaient silence.

On s'était réjoui trop tôt : la morte remua. A l'ouverture de la guerre d'Orient, la Pologne tressaillit; dans le pays le plus rapproché du théâtre de la guerre, dans la province supposée la moins polonaise de la Pologne, dans l'Ukraine des Cosaques et de Chmielnicki, les paysans s'insurgèrent contre le *Moskal*[1] et coururent sus au *tchinovnik*. C'étaient les Ruthéniens, les hommes du rite grec-orthodoxe, qui donnaient le signal et qui appelaient les *Frangs*[2].

Les libérateurs d'Occident ne vinrent pas.

L'Autriche les détourna de la terre *noire*; la diplomatie fit tout pour obliger la Pologne à se taire et à attendre. Attente vaine; la guerre se termina sans que son nom même eût été prononcé dans les négociations ni dans le traité de paix. Toutes les déceptions des soixante cruelles années de la captivité étaient dépassées; les armes françaises avaient pénétré victorieuses dans l'empire de Russie; 1812 était vengé; la suprématie russe abattue, et la Pologne était toujours captive!

Le tyran, il est vrai, comme autrefois Ivan le Terrible, était mort humilié, vaincu, et l'on disait à la Pologne : « Espère, ton joug va s'alléger; les temps de Nicolas sont finis; le servage va disparaître chez les Moscovites eux-mêmes; la Russie, convertie par ses revers, va réaliser enfin sa prétention d'être une nation civilisée, une nation

[1] Le Moscovite.
[2] Les Français.

d'Europe; Alexandre II dégagera envers la Pologne la promesse d'Alexandre Ier. »

Alexandre II parla; on doit lui rendre cette justice, que, tout tsar qu'il fût, il parla sans équivoque.

« Point de rêves! Ce que mon père a fait est bien fait. Comme lui, s'il le faut, je saurai punir. »

Il a tenu parole, plus que tenu parole; il a surpassé son père!

Les amis de la grande victime l'avaient encore une fois abandonnée. Son oppresseur scellait de nouveau sur elle la pierre du tombeau. Elle rejeta la pierre et se leva. Elle répondit par la sublime insurrection pacifique de Varsovie et par le renouvellement du pacte de Horodlo entre la Pologne et la Lithuanie.

Cette fois, ce ne furent pas seulement, comme jadis, les races diverses qui jurèrent l'union nationale, ce furent aussi les croyances; ce ne furent pas seulement le Polonais, le Lithuanien et le Ruthène, mais aussi le catholique, le protestant, le grec et l'israélite. Toutes les croyances communièrent ensemble devant la Sibérie et devant la mort.

La Pologne renaissait, purifiée du fanatisme comme de l'anarchie. Devant les immortels spectacles de 1861, tous les doutes s'évanouirent; l'Europe fut enfin convaincue que la nationalité polonaise n'abdiquerait jamais.

La postérité ne comprendra jamais que l'Europe contemporaine n'ait pas su puiser dans ce qu'elle voyait quelque chose de plus qu'une conviction passive!

Avec une solennité sans exemple dans l'histoire, l'empire soi-disant slave et soi-disant chrétien de *toutes les Russies* fut mis en demeure devant l'humanité et devant Dieu. Il eut deux ans pour se reconnaître.

Il se reconnut et manifesta sa vraie nature.

L'insurrection pacifique avait fait son œuvre; elle avait

montré que tout espoir de réparation était un leurre, que toute transaction était impossible; l'insurrection armée éclata. Nous avons vu, durant dix-huit mois, la Pologne et la Moscovie, l'avant-garde de l'Occident et la barbarie asiatique, aux prises dans une guerre d'extermination, dont le caractère résumait toute leur histoire, et dans des conditions sans équivoque, sans excuse pour la honteuse immobilité de l'Europe.

La guerre a cessé : l'extermination continue; la Moscovie ne s'arrêtera pas dans son œuvre; le tsar n'a pas même arrêté le bras du bourreau pendant ces quelques jours où nous l'avons vu avec stupeur fouler par deux fois le sol de la France et payer notre hospitalité par un outrage dont la mémoire ne s'effacera point [1]; mais il n'est pas d'échafauds, pas d'incendies, pas de confiscations, pas de Sibérie, qui puissent anéantir les deux actes par lesquels l'insurrection de 1861 et de 1863 a consommé ce que l'insurrection de 1830 n'avait pas su faire.

En 1861, à la tête du peuple désarmé de Varsovie, le prêtre catholique a marché au-devant des lances et des baïonnettes, les deux bras passés dans les bras du pasteur protestant et du rabbin israélite. — La persécution jésuitique est expiée.

En 1863, le gouvernement anonyme, le jour où il a pris la direction de l'insurrection armée, a proclamé les paysans propriétaires de la terre qu'ils cultivent [2], et les propriétaires nobles ont adhéré. — L'oppression nobiliaire est expiée. — Les deux péchés capitaux de l'ancienne Pologne, le péché religieux de deux siècles et le péché politique de six siècles sont expiés.

[1] La lettre de félicitations à Mouravief, datée de Nice par Alexandre II, auprès du lit de mort de son fils.

[2] C'est-à-dire des terres tenues par les paysans à *cens* et à *faisances* (moyennant redevance et services personnels); l'État devant indemniser les propriétaires.

L'égalité morale, civile et religieuse des races, des religions et des classes est fondée[1]. La Pologne nouvelle, qui ne s'est pas fondée en 1830, s'est fondée en 1863. Elle vivra; elle croîtra dans les larmes et dans le sang!

Elle vivra, si l'Europe doit et veut vivre!

[1] « Ce jour étant le commencement d'une lutte sacrée, le Comité proclame tous les fils de la Pologne libres et égaux, sans distinction de *croyance* et de condition. »

Proclamation du Comité central, du 22 janvier 1863.

CHAPITRE VI

RÉSUMÉ. — LES DEUX PEUPLES ET LES DEUX RACES.

Nous avons essayé de résumer en un petit nombre de pages les faits généraux et les principaux caractères des fastes de la Pologne et de la Moscovie. Résumons maintenant ce résumé. Qu'apercevons-nous dans l'Europe orientale ?

1° Les Slaves, un des groupes de la famille européenne, ayant toutes les qualités essentielles de cette famille, l'esprit d'individualité, de variété, d'invention, de progrès, de renouvellement, l'esprit de franchise, dans le double sens du mot, liberté et sincérité, et, dans la politique, ayant, d'une façon très-spéciale, la tendance aux groupements, aux fédérations volontaires et libres. Il faudrait ajouter ici à notre esquisse d'histoire politique quelques traits qui la complètent, en rappelant ce que la civilisation générale a dû aux savants, aux lettrés slaves, et leur large et féconde participation au mouvement de la Renaissance ; dans la science, pour ne citer qu'un nom, le Polonais Kopernik n'est pas seulement le frère de Galilée, de Kepler, de Bacon, de Descartes, il est leur frère aîné.

Des écrivains éminents, même parmi les Polonais, se sont trompés en croyant reconnaître un signe distinctif pour les Slaves dans certaines traditions de communauté rurale, qui ne sont que le souvenir d'un régime de clan ou de tribu par lequel ont également passé les grandes

races d'Occident, Gaulois, Germains, Ibères, et qui n'ont empêché de se développer chez le Slave ni le sentiment de la personnalité, ni la tendance à une constitution énergique de la famille, ni l'esprit de propriété, nécessairement lié à l'esprit de famille [1].

Cette antique communauté du sol, cette commune, propriétaire unique, n'a existé temporairement chez nos peuples aryens qu'aux premiers degrés de la civilisation, et pour se résoudre rapidement en propriété de famille; chez les Moscovites, au contraire, comme chez les autres peuples touraniens, elle n'a jamais cessé d'être la base de la société. Ce qui n'a été pour les uns qu'une phase passagère de la première enfance, ou, pour mieux dire, une forme embryonnaire, est resté pour les autres la constitution même de l'être adulte.

La race des Slaves s'étend au nord-est jusqu'à la chaîne des monts Valdaï et à la rive méridionale du lac Ladoga ; à l'est et au sud-est, elle dépasse le Dniéper jusque vers l'Ougra, et atteint le cours du Don.

2° De la commune souche des Slaves, deux rameaux se détachent avec une particulière vigueur, accusant nettement et le plus fortement les caractères propres de la race : ce sont le rameau polonais au nord, et le rameau serbe au midi. Il n'était pas dans notre plan de nous occuper de ce dernier, qui n'a pas été en lutte, jusqu'ici, avec la Moscovie.

3° A l'est des Polonais, un autre rameau, tellement voisin qu'il était confondu à l'origine dans une même branche avec eux, s'en sépare, ou plutôt en est séparé, du neuvième siècle au onzième siècle, par une intervention du dehors, et reçoit des Scandinaves le nom étranger de Russe ou

[1] Rien n'est plus remarquable, à cet égard, que ce qui se passe actuellement chez les Serbes : depuis leur délivrance, la propriété individuelle se substitue rapidement à la propriété de la famille, restée jusque-là chez eux à peu près ce qu'elle avait été chez nos anciennes tribus celtiques.

Russien (en latin *Ruthenus*)[1], qui était celui d'une tribu suédoise. Le temps amène des différences de dialecte, et l'influence latine chez les Polonais, l'influence grecque chez les Ruthènes, amènent des différences de rites religieux; mais les affinités essentielles subsistent, et les deux rameaux polonais et ruthène finissent par se rejoindre après une séparation, au moins partielle, de plusieurs siècles; un peuple non slave, les Lithuaniens, dont les chefs se sont slavisés, est l'instrument de cette réunion volontaire.

4° A l'est des Slaves russes ou ruthènes, par delà les grandes forêts de sapins d'outre-Dniéper, par delà les monts Valdaï, le Volkhof et le Ladoga, dans des régions qui, jusqu'au dix-huitième siècle ont toujours été considérées comme en dehors de l'Europe, les chefs scandinaves qui avaient donné à une partie des Slaves le nom de Russes, avaient soumis aussi des peuples d'une race étrangère à la famille européenne, que nous appelons Finnois, d'après les Allemands, et que les savants nomment aujourd'hui Ouraliens, parce qu'ils occupent de temps immémorial les régions voisines des monts Ourals, peuples parents de la famille turque et tartare et qu'on peut réunir avec elle sous le nom générique de Touraniens.

Au douzième siècle, un de ces princes d'origine scandinave fonde parmi ces Finnois un nouvel État dont Moscou finit par devenir le centre. La Moscovie adopte, sous la pression de ses princes, le christianisme et la langue slave, mais en conservant des mœurs, des sentiments, des idées tout à fait étrangers aux Slaves comme aux autres Européens. La grande invasion des Mongols subjugue le nouvel État sans le détruire. Même sous le joug de ses maîtres mongols, la

[1] Le nom de Russiens est traduit en latin du moyen âge par *Ruthenii*, ce qui serait une confusion, suivant des savants slaves qui attribuent à ce nom de *Ruthenii* une origine celtique. Quoiqu'il en soit, nous employons le nom de Ruthènes dans l'acception reçue, comme équivalent de Russiens,

Moscovie ne cesse de viser à la conquête des provinces slavo-russes.

Débarrassée des Mongols, elle écrase les Ruthènes de l'extrême nord (Novgorod) et entre en lutte incessante contre la Pologne, c'est-à-dire contre l'association polono-lithuano-ruthénienne, pour tâcher de lui arracher tous les pays autrefois possédés par des princes russes-scandinaves. La Moscovie revendique à la fois l'héritage des khacans mongols, des empereurs byzantins et des princes russes-scandinaves, et aspire à pénétrer en conquérante sur le territoire de la famille européenne. Ses tsars ont à peine effacé de leur front la poussière des pieds du Mongol, qu'ils rêvent déjà la monarchie universelle [1].

L'esprit moscovite est absolument différent de l'esprit slave et européen. Son caractère principal est négatif; c'est l'absence de personnalité, de variété, d'invention, de perfectibilité par un ressort qui lui soit propre, avec une grande facilité d'imitation, une docilité singulière; aucune disposition à l'association libre, si ce n'est en matière de secte religieuse; aucune aptitude aux institutions de discussion et de garantie, surtout vis-à-vis du pouvoir suprême, l'opposition lui semblant une espèce de sacrilége; aucun sentiment des droits de l'homme; tendance à une concentration despotique et à une adoration fanatique de la force. Ses qualités positives les plus sail-

[1] Voir la prière composée par ordre de Boris Godounof (fin du seizième siècle). — « Pour le salut du tsar élu par l'Éternel, de l'illustre souverain de tous les pays du nord et de l'orient... pour le bonheur et la tranquillité du pays et de l'église réunis sous le sceptre de *l'unique* monarque chrétien de l'univers, etc. » — Karamsine, t. XI, p. 122. — Et le discours du faux Dmitri à l'ambassadeur de Pologne (1606). — « Je suis non-seulement kniaz, hospodar et tsar, mais grand-empereur (César) de mes États incommensurables. Ce titre me vient de Dieu, et n'est point un vain mot comme ceux des autres rois : ni ceux d'Assyrie, de Médie, ni même les Césars de Rome n'y avaient un droit plus réel que moi... Je ne vois personne qui puisse m'être comparé dans les contrées d'Occident; je n'ai au-dessus de moi que Dieu seul. » *Ibid.* p. 356.

lantes sont une grande finesse et une extrême mobilité.

Le Slave, et, en général, l'Européen, est agriculteur, attaché au sol; il a le sentiment énergique de la propriété comme de la famille. Le Moscovite, et, en général, le Tartare, l'Asiatique du nord, garde un fonds de tendances à la fois nomades et communistes. Le village du Slave de race pure et le village du Moscovite présentent une opposition radicale.

Chez les vrais Slaves, les habitations et les cultures sont séparées; la possession du lot de terre, même de tenure servile, tend en fait à la stabilité, à la transmission héréditaire dans la famille du paysan; le jeune homme adulte, en se mariant, s'établit à part et fait souche à son tour. Même dans les plus mauvais jours de l'oppression seigneuriale, la personne, la famille, le champ, comme chez nos serfs du moyen âge, dessinent, pour ainsi dire, leur individualité.

On retrouve, dit-on, aujourd'hui encore, des traces de cet indestructible esprit européen jusque dans la vieille Slovénie de Novgorod et de Pskof, dévorée depuis des siècles par le moscovitisme. On reconnaît encore les restes des fils du Slave à côté des villages de la race étrangère, aux habitations agglomérées, au régime de communauté, où la terre est partagée de nouveau à chaque dénombrement et où la commune n'a pas toujours la patience d'attendre le dénombrement pour renouveler le partage. Dans l'agglomération moscovite, la personnalité est nulle; le lien de la famille est faible; le lien de l'homme avec la terre n'existe pas; au fond, la *horde* semble toujours campée.

Assez doux et hospitalier dans ses foyers, le Moscovite, une fois armé et lancé dans la guerre, s'il n'est contenu par une discipline de fer et si ses chefs le livrent à lui-même, développe un instinct de destruction inconnu à ce degré partout ailleurs que chez les races tartares : — faire disparaître les personnes et les choses, faire le désert. Ils détruiraient le sol même s'ils pouvaient. Ces

instincts, quand on les surexcite, font en bas des bêtes farouches; combinés en haut avec la fausse culture et la civilisation matérielle des Pierre le Grand et des Catherine II, nous les avons vus faire des monstres.

L'Europe actuelle a puisé la vie morale à trois grandes sources, le christianisme, la chevalerie (nous entendons par là ces idées et ces sentiments d'honneur et de dignité individuelle, de délicatesse morale, et cette sorte de culte pour les femmes, qu'a enfantés la société du moyen âge), et la philosophie moderne, avec ses principes de droit, de liberté, d'humanité.

La Moscovie a les formes, mais n'a pas reçu à fond l'esprit du christianisme, profondément altéré chez elle par la superstition et l'ignorance, et surtout par la servilité du clergé. Ses classes supérieures n'ont pas connu l'initiation de la chevalerie; quant à la philosophie, trop communément, elles en répètent les maximes sans y croire et en expriment les sentiments sans les ressentir [1].

La faiblesse du sens moral est un signe distinctif de ce peuple; ce qui est indifférence brute et dissimulation instinctive dans la masse devient trop habituellement chez les lettrés subtilité sophistique, facilité à tout imiter sans rien être, mélange de légèreté cruelle et d'un art d'équivoque que rien n'égale.

[1] M. Schnitzler, prenant la civilisation moderne à un point de vue un peu différent, dit que, des trois éléments qui ont formé cette civilisation, à savoir : le génie de Rome, héritier des lumières helléniques et orientales, la liberté germanique et la religion chrétienne, le premier a manqué tout à fait à la Russie : du second, elle a eu tout au plus quelques parcelles, et le troisième n'a pénétré chez elle que sous une forme particulière, moins favorable à l'émancipation intellectuelle.

« On ne peut nier, dit-il, que le christianisme vint à la Russie du Bas-Empire, dont les maîtres, méconnaissant l'essence de cette loi d'amour, avaient fait d'elle un instrument de despotisme, tandis que le clergé, par de vaines querelles au sujet de subtilités stériles, en avait paralysé les nobles élans, si bien que l'esprit de lumière et de vérité étouffait sous le formalisme universel. » *Empire des Tsars*, t. III, p. 9-15.

Parfois, le masque civilisé tombe, et le fond tartare éclate par des accès d'emportement sauvage, comme ces toasts au meurtre et à la dévastation incarnés, ces hourras à Mouravief, qui jaillissaient d'un bout à l'autre de l'empire, du milieu d'étranges parodies libérales et *humanitaires*. Le meurtre et la dévastation, ce n'est pas là encore le vrai cachet de la *répression* moscovite, mais bien l'attaque systématique à la famille, soit dans la séparation violente des enfants et des mères, soit dans les outrages à la dignité, à la pudeur des femmes. Qu'on se rappelle les ordonnances de Mouravief! Il ne s'agit point là des brutalités d'une soldatesque ivre, point de quelque acte individuel d'un chef militaire qui en reste, comme nous l'avons vu ailleurs, déshonoré devant l'Europe, mais d'une forme calculée de terrorisme, d'un moyen de gouvernement, d'un système politique, exécuté par les uns, approuvé par les autres, par la *société*, qui assume une solidarité que n'eût peut-être point acceptée Nicolas lui-même. C'est là qu'est leur vrai défi à l Europe!

Que pourrions-nous ajouter à l'anathème échappé du cœur généreux de Herzen contre *toute la Russie noble*, *toute la Russie civilisée*[1]? — Rien, sinon une réserve en faveur de ceux-là, quel qu'en fût le nombre, de ceux-là qui s'éloignaient, la rougeur au front, de cette orgie politique où s'unissait la frénésie des barbares aux vices raffinés des vieilles civilisations.

Herzen, il est vrai, rêvait un peuple pur et prêt à se dégager de dessous cette surface corrompue. Hélas! la barbarie d'en bas est l'aveugle instrument de celle d'en haut : les *raskolniks* de Mouravief nous ont appris ce qu'il en fallait attendre.

Le paysan moscovite a sans doute des qualités natives capables de donner d'autres résultats; mais, tel qu'il est et tel qu'on l'a fait, le tsarisme le lancera où il voudra en faisant

[1] *Kolokol* (la Cloche) du 10 août 1865.

appel au fanatisme, à la haine de l'Occident et à l'attrait du mouvement et de la conquête.

Nous ne parlons que du présent et de l'avenir prochain. Il n'y a point, sans doute, de peuple *damné*, de peuple qui ne soit susceptible d'être ramené au bien selon les conditions qui lui sont propres.

Cette fanatique adoration de la force personnifiée n'est que la dégénération du respect de l'autorité patriarcale, sentiment inférieur, mais non pas mauvais, et ce sentiment n'est que la forme du sentiment de l'ordre, ou de la *sécurité*, comme le définit une remarquable théorie ethnographique[1], chez les peuples trop peu développés moralement pour avoir la capacité ou même le désir de disposer d'eux-mêmes et pour se passer d'un intermédiaire entre eux et la Providence[2]. Le *monarque*, le tsar, est le Père : ce Père suprême tient de Dieu une autorité absolue sur la grande famille : Voilà l'idéal.

Partout où il y a un idéal, il y a une morale, un bien relatif. Qu'on se figure, chez ce tsar, chez ce *Père*, le sentiment et l'intelligence de son devoir : que ces dynasties européennes, placées à la tête de ces masses touraniennes, au lieu de renier l'esprit de leur origine, d'adopter les rêves de monarchie universelle des khans tartares et de fomenter les passions barbares de leur peuple tout en lui imposant des apparences occidentales, se soient, au contraire, appliqués à le développer moralement dans les formes qui lui conviennent et dans ses limites naturelles, qui renferment tout ce qui est nécessaire pour faire subsister de grandes masses d'hommes[3]; qu'ils aient travaillé à

[1] Celle de M. Duchinski.

[2] Il faut bien reconnaître qu'il y a là infériorité de race, car les peuples de race aryenne, même à leur plus bas degré de civilisation, n'ont jamais connu un tel sentiment et ont toujours manifesté la conscience de la libre personnalité. Qu'on se rappelle ce que nous citions tout à l'heure des vieux Slaves et ce qu'on sait des vieux Celtes, Germains, Grecs, Latins, etc.

[3] La vaste région du Volga et de ses affluents présente des étendues très-

transformer, dans le cours des siècles, le despotisme patriarcal et à élever leurs sujets vers les types supérieurs de l'humanité; qu'enfin, ils se soient faits les intermédiaires entre l'Europe et l'Asie touranienne et chinoise : il y avait là un rôle légitime et glorieux [1].

Le contraire de ce qui eût dû être, a été : les tsars, au lieu de porter l'esprit de l'Europe chez les Touraniens, se sont faits touraniens contre l'Europe, et n'ont gardé de l'élément aryen que ce qu'il en fallait pour rendre la Moscovie infiniment plus dangereuse à l'Occident que les empires tartares de race pure. Ceux-ci ont toujours été incapables de durer : les tribus tartares, un moment groupées en empire, se sont toujours promptement dissoutes pour retomber en poussière de tribus; mais, ici, le ciment aryen maintient ensemble la masse touranienne. La Russie a donc une double face : la Russie est *empire* de race et empire universel vis-à-vis des tribus tartares, qui l'acceptent comme elles ont accepté les monarchies de Gengiz-Khan et de Tamerlan, mais qui, une fois liées à elle, ne peuvent plus s'en détacher comme elles se sont détachées de ses devancières; la Russie est *nation* vis-à-vis de l'Europe, puisqu'elle n'est plus race pure et qu'elle est un composé, bien que le touranisme y domine par l'esprit comme par le nombre, et que,

considérables de territoire fertile : la Moscovie, si différente, à tout autre égard, des régions slaves, a ceci de commun avec la Pologne : elle aussi a sa *Terre-Noire* et conserverait par conséquent une base agricole, si elle perdait le bassin du Dniéper.

[1] Ce que nous disons de l'autorité patriarcale, nous le dirons aussi du communisme rural : c'est une société inférieure; ce n'est pas une société perverse; si elle présente des obstacles insurmontables au progrès social et au perfectionnement de l'agriculture, elle est compatible avec des sentiments de charité et de fraternité, et avec l'esprit de justice, là où elle ne se combine point, comme dans la très-mauvaise organisation de la tribu arabe, avec l'aristocratie héréditaire. Là aussi, c'eût été au *despotisme éclairé* à modifier, dans le cours des générations, l'institution primitive et l'instinct de race; mais le tsarisme n'a tour à tour attaché le peuple à la glèbe et détaché le peuple de la glèbe que dans l'intérêt de sa puissance.

d'autre part, elle se refuse à être la nation qu'elle est, en se posant comme empire *panslaviste*, comme centre d'une race qui n'est pas la sienne. Elle n'échappe donc pas au principe de distinction que nous avons établi entre les races et les nationalités; et plût au ciel qu'elle y échappât! Si elle était une race pure, elle ne serait pas si redoutable pour la liberté du vieux monde!

Il n'y a, disions-nous, pas plus de *damnation* irrémissible pour les peuples que pour les individus ; mais tout moyen pacifique de ramener la Moscovie à son rôle légitime a été rendu impossible. Il serait chimérique de rêver une transaction et coupable de la proposer. Le culte de la force ne peut être brisé que par la force. La lutte entre la Russie et l'Europe est inévitable; le peuple russe ne peut être converti que par la défaite; et, si la Russie n'est vaincue, l'Europe périra.

Toutes les guerres entre Européens sont guerres civiles ; avec les Moscovites, c'est la guerre étrangère : la guerre pour l'existence.

Le but de la civilisation occidentale, répétons-le, est l'association libre des nationalités indépendantes et alliées, la FÉDÉRATION EUROPÉENNE. Le but du tsarisme moscovite est l'absorption des nationalités et la monarchie asiatico-européenne. L'épée seule décidera.

Si démesuré et si insensé que puisse paraître le but de la Moscovie, elle a fait vers lui un pas immense par la destruction de la Pologne. Le rétablissement de la Pologne, que l'Europe vient de manquer encore une fois, eût été le renversement de tout le plan moscovite et la suppression de tout péril futur de ce côté pour l'Europe.

Nous avons exposé l'histoire d'après les vraies sources. Il nous reste à conclure; à déduire, des fautes du passé et du présent, les devoirs et les chances de l'avenir, à indiquer avec plus de précision la nature du péril que nous venons

de signaler et les moyens qui restent, à notre avis, de le prévenir; mais nous devons auparavant nous arrêter un moment pour expliquer comment cette histoire de Pologne et de Moscovie, si simple et si claire, a été si étrangement obscurcie; comment, hier encore, si notre cœur était avec la Pologne, notre esprit ignorait véritablement la nature de la lutte qu'elle soutient et le caractère de son adversaire; comment, sur des questions qu'il nous importe tant de connaître, il n'y avait pour nous que trouble, incertitude, notions erronées, vagues et fausses lueurs.

Avant de poser les conclusions auxquelles mène l'histoire véridique, il faut résumer la fausse histoire sous laquelle le complot moscovite, poursuivi depuis un siècle avec un art merveilleux, avait étouffé la vraie.

CHAPITRE VII

A FAUSSE HISTOIRE APRÈS LA VRAIE.

I

Nous avons vu ce qu'étaient, d'après les traditions anciennes et authentiques, la Pologne et la Moscovie, la nation slave et européenne et la nation finno-tartare et asiatique; nous avons vu à laquelle des deux nations appartenaient les *Russies* (Ruthénie) polonaises, populations slaves et européennes comme la Pologne. Voyons maintenant ce que sont devenues la Pologne et la Moscovie d'après les écrivains moscovites modernes; voyons-les inventer le roman *des deux nations slaves*, la *petite* nation polonaise et la *grande* nation *russe*, la nation des Grands-Russes, *libérateurs* de leurs frères les Petits-Russes, les Russes Blancs, Noirs et Rouges, qu'auraient asservis les *conquérants* polonais. Examinons l'histoire de la fausse histoire et du rétablissement de la vraie.

Jusqu'au dix-huitième siècle, la géographie et la politique, si naturellement liées, considéraient comme hors de l'Europe les contrées et les peuples qui s'étendent au delà du Ladoga, des monts Valdaï et du bassin du Dniéper. Le grand bassin du Volga, et les plaines immenses et uniformes qui se déroulent des sources du Volga jusqu'aux pieds de l'Oural, étaient, pour tout le monde, des régions asiatiques[1]. « Le puissant knès scythien, » comme Sulli

[1] Sur les caractères géologiques et hydrographiques qui distinguent essen-

appelle le tsar, n'est guère moins séparé de la société européenne, malgré son titre de chrétien, que le Grand-Mogol ou le roi de Maroc. En rappelant le langage que Sulli prête à Henri IV sur la Moscovie, dans l'exposé du *grand projet* de fédération européenne, indiquons aussi pour mémoire les passages de la relation de Herberstein, sur l'étonnement que causent à cet ambassadeur allemand l'adoration servile des boyards pour leur prince et le génie despotique de la Moscovie [1].

Les Moscovites d'autrefois ne réclamaient point : ils se sentaient étrangers, comme pays et comme peuple, à l'Europe. Il en est encore ainsi sous Pierre le Grand lui-même : dans la *Vie des saints* de Kief (*Paterik-Petcherski*), dédiée à ce prince, le gouvernement de Toula, où le Don et l'Oka prennent leurs sources, est encore indiqué comme le commencement de l'Asie. Jusque là, si les tsars ont prise sur quelque partie des populations ruthéniennes, c'est uniquement par le moyen de la religion grecque, et, s'ils revendiquent les *Russies* et réussissent à en arracher des lambeaux à la république polonaise, c'est comme pré-

tiellement de l'Europe cette région orientale, voir l'excellent résumé des travaux de M. Duchinski, par M. Élias Regnault, dans son remarquable ouvrage : *La question européenne improprement appelée polonaise*, ch. Ier.

[1] « L'esclavage, qui ne s'accorde point avec la noblesse des sentiments, est général parmi eux, puisque les seigneurs eux-mêmes se donnent le titre d'esclaves du monarque. » (Passage cité par Karamsine, t. VII.)

« Son autorité (au tsar) s'étend sur le spirituel comme sur le temporel : il dispose librement et à sa volonté de la vie et des biens de tous... Ils (les Moscovites) confessent publiquement que la volonté du prince est la volonté de Dieu, et, tout ce que fait le prince, il le fait par la volonté de Dieu... Si quelqu'un s'enquiert de quelque chose d'obscur et d'incertain, ils ont coutume de répondre : « Dieu le sait, et le Grand-Prince. » Il est incertain si l'extrême barbarie de la nation exige un tyran pour prince, ou si la tyrannie du prince rend la nation si barbare et si cruelle.

Rerum Moscovitarum Commentarius, p. 15.

« Cette nation aime mieux la servitude que la liberté. » Ibid. p. 49.

Le baron de Herberstein fut envoyé en ambassade, en 1517, par l'empereur Maximilien Ier, aïeul de Charles-Quint, auprès du tsar Vassili, fils du Grand-Ivan et père d'Ivan-le-Terrible.

tendus héritiers des princes varègues-russiens; ils visent à établir leur monarchie despotique partout où a existé la vague fédération de ces chefs scandinaves à la famille desquels ils se rattachent. Il ne s'agit point de Slaves ni de nationalité dans tout cela, mais bien d'une espèce de *légitimité* monarchique, et le tsarisme perd tout prétexte à cet égard avec l'extinction de la maison des Rurikovitches, à la fin du seizième siècle. Les Romanof n'ont plus rien à réclamer du sang de Rurik.

Ils n'en continuent pas moins, et dans des proportions toujours grandissantes, les entreprises de leurs prédécesseurs rurikovitches. Avec Pierre le Grand, le but n'est plus seulement de faire des conquêtes sur la Pologne, mais d'en préparer la ruine entière et de s'introduire par cette brèche au cœur de l'Europe. Il faut cependant une théorie à cette pratique; en Asie, on s'en passerait; mais, en Occident, il faut que toute grande iniquité s'habille d'un grand mensonge ou d'un grand sophisme.

Cette théorie se fera. Elle éclôt après Pierre, sous sa fille Élisabeth. Pierre, dans ses rapports avec l'Europe, a transformé le *tsar de Moscovie* en *empereur de toutes les Russies;* les Polonais, même dominés par sa politique et foulés par ses armées, ne lui accordent point ce titre; mais l'imprévoyante Europe n'y prend pas garde et se laisse imposer cette nouveauté sans paraître y attacher plus d'importance qu'à une formule de civilité envers le nouveau venu dans la famille de ses princes. On a donc fait disparaître le *tsar de Moscovie;* il est logique de faire à leur tour disparaître les *Moscovites;* donc les *Moscovites* ne seront plus dorénavant que les *Russes*, les *Grands-Russes*, comme on dit pour marquer la nuance qu'on veut bien maintenir entre eux et les *autres* Russes[1]. Nuance

[1] Nous ne nions point, qu'on le comprenne bien! que les Moscovites ne se donnassent auparavant le nom de Russes, commun aux peuples de diverse

légère : tous les Russes, assure-t-on, sont au fond le même peuple, puisqu'ils portent le même nom, tandis que les Polonais, les Lekhs, sont un autre peuple. Tous les Russes appartiennent de droit et de cœur à la religion grecque, bien entendu, sous sa forme et selon sa hiérarchie *russes*, qui a pour chef, au moins de fait, non plus le patriarche de Constantinople (les tsars ne le reconnaissent plus, depuis le père du grand Ivan), non plus même le patriarche de Moscou (Pierre le Grand l'a supprimé), mais l'autocrate de *toutes les Russies*, père temporel et spirituel de tout son peuple.

Le tour est adroit et hardi. On voit que, dorénavant, l'autocrate de *toutes les Russies* aura, non plus seulement le droit, mais le devoir de délivrer ses enfants, les Russes occidentaux (Ruthènes), *opprimés* par les Polonais, et de les *rendre* à la nationalité *russe* et à l'Église *orthodoxe*.

Mais qu'est-ce donc que les Russes? et d'où viennent-ils? De Finnois, bien entendu, il n'en est plus question. Les Grands-Russes sont slaves et européens, comme les *autres* Russes; ils ont refoulé les Finnois vers l'Oural. Mais d'où ont-il pris ce nom de Russes? Il ne serait pas décent qu'ils l'eussent reçu de dominateurs étrangers, de Scandinaves. Il importe qu'il n'y ait point de différence de race entr'eux et leurs anciens princes, les Rurikovitches, pas plus qu'entr'eux et les autres Russes. Donc, on envoie les Scandinaves rejoindre les Finnois, et l'on découvre les *Roxolans!* Les Roxolans étaient des Sarmates qui vivaient sur les Palus-Méotides, au temps de Ptolémée le géographe; les Sarmates figurent parmi les ancêtres supposés des Slaves; *Roxolan* ressemble, si l'on veut, à *Rouss* et à *Rossianè*. Voilà les aïeux des Russes et le berceau de Rurik.

origine qui avaient été sujets des Varègues-Russes; les deux noms s'employaient autrefois simultanément; ce que nous signalons, c'est l'effacement systématique du nom de Moscovites en faveur du nom de Russes, préféré à cause de l'équivoque qu'il offrait à la politique.

La facilité avec laquelle ces belles découvertes s'accréditèrent en Occident est quelque chose de merveilleux. N'ayant commencé à nous occuper des Moscovites que de la veille et ne sachant rien de leurs origines, nous crûmes tout ce qu'il leur plut de nous faire croire. Nous n'ignorions pas le jugement qu'avaient porté nos grands hommes d'État, Henri IV et Sulli, sur la Moscovie des Ivans ; mais Pierre le Grand avait passé et tout un monde nous semblait tiré du chaos. Les esprits les plus pénétrants, Montesquieu, Voltaire, y furent pris, aussi bien que le commun des philosophes. Voltaire, dans son *Histoire de Pierre Ier* (1759), accepta les *Roxolans* avec insouciance, sur les mémoires qu'on lui envoya de Saint-Pétersbourg. Avant lui, Montesquieu avait écrit, dans l'*Esprit des lois* (1748), les paroles suivantes : « Pierre Ier, donnant les mœurs et les manières de l'Europe *à une nation d'Europe*, trouva des facilités qu'il n'attendait pas lui-même. » Nous verrons quelle fut la fortune de cette fameuse phrase.

Les dates que nous venons de citer montrent assez qu'il y eut là autre chose que les roueries de Catherine II et que la coalition de la tsarine incrédule et *schismatique* avec les philosophes contre le catholicisme. L'illusion de l'Occident remonte plus haut et eut des causes d'un ordre supérieur et plus général : Catherine ne fit que continuer Pierre le Grand, et tout procède de l'impression produite par celui-ci sur des esprits que leurs théories ne mettaient nullement en défense contre la fantasmagorie moscovite. Les novateurs, le *parti du progrès*, comme nous disons aujourd'hui, devaient se laisser éblouir par la transformation apparente du tsarisme, et ne voir, dans ce qui est le fonds propre et permanent de la Moscovie, qu'un *reste transitoire de barbarie* prêt à disparaître. Ce point de vue résultait nécessairement de leurs idées abstraites sur l'*homme*, de leur croyance à la possibilité de refaire radicalement et

soudainement une société quelconque par la raison pure, et de leur manque de notions solides sur les races humaines et les nationalités. Alors régnait presque généralement cette méconnaissance des lois de l'histoire qui fait qu'aujourd'hui encore des esprits distingués en sont à nous demander sérieusement pourquoi des Polonais et des Lithuaniens ne se feraient point Russes (Moscovites), puisque des Lorrains et des Bretons se sont faits Français!

Ceci ne s'applique point à Montesquieu, qui était en dehors du courant d'idées que nous venons d'indiquer et qui se trompa ici en fait plus qu'en principe, par un coup d'œil trop superficiel sur l'œuvre de Pierre le Grand, et par une fausse application de sa théorie des climats. S'il eût mieux connu la géologie et l'hydrographie de la Moscovie, il eût bien vu que le *climat* du Volga n'est plus l'Europe.

On protesta pourtant. Il y eut des protestations de deux sortes : la science se révolta chez les érudits allemands; le génie politique, chez un philosophe français, chez Rousseau, qui vit, cette fois, plus clair que Montesquieu et qui grava sa prophétique sentence sur les murs de la nouvelle Babylone de Pierre le Grand [1].

Mais la prédiction de Rousseau passa pour un paradoxe, et l'on n'écouta guère les savants. Le tsarisme prit, autant qu'il dépendit de lui, des moyens efficaces pour leur fermer la bouche. L'historiographe même de l'*empire russe*, l'Allemand Müller, ayant cru naïvement qu'il ne s'agissait là que d'une dispute d'archéologie, s'avisa de déloger les *Roxolans* de leur nouvelle gloire et de démontrer, ce qui n'était pas difficile, que les Varègues-Russiens étaient des

[1] On a beaucoup cité le mot de Rousseau : « les Russes ne seront jamais civilisés, pour l'avoir été trop tôt. » Le suivant est bien plus juste et plus profond. « Il (Pierre Ier) a empêché ses sujets de devenir ce qu'ils pourraient être, en leur persuadant qu'ils étaient ce qu'ils ne sont pas. »

Scandinaves, des *Normands*. Là-dessus, l'historien moscovite Lomonossof, celui-là même qui a écrit de si étranges commentaires pour justifier la moralité des vieux princes rurikovitches, dignes en tous points de nos Clotaire et de nos Frédégonde[1], Lomonossof dénonça Müller comme ayant attenté à l'honneur de l'empire. Müller, mis en jugement, dut faire un auto-da-fé de sa dissertation et faire réparation aux Roxolans (1749). Trediakowski, secrétaire de l'Académie de Saint-Pétersbourg, n'en fut pas quitte pour si peu : vrai martyr de la sincérité historique, pour avoir renouvelé les témérités de Müller, il fut *souffleté et deux fois battu de verges*.

Plus tard, un autre savant, l'Allemand Stritter, ayant renouvelé l'attaque hors de la portée du knout et soutenu que les Grands Russes étaient des Finnois, Catherine II, ne pouvant riposter par les verges, riposta d'abord par une déclaration où elle signifiait que « l'explication de M. Stritter sur l'origine finnoise de la nation de la Grande Russie était un scandale, » puis par un ukase qui déclarait que « la Russie est un État européen. »

La tsarine aurait pu s'en tenir là, en vertu de son infaillibilité autocratique; mais elle voulut bien prouver le dogme après l'avoir promulgué.

« Cela est clairement démontré par les observations suivantes, » ajoute-t-elle.

« Les changements que Pierre le Grand entreprit en Russie réussirent d'autant plus aisément que les mœurs qui prévalaient alors, et qui avaient été introduites par un mélange de différentes nations et la conquête de pays étrangers, n'étaient nullement adaptées au climat. Pierre, en introduisant les mœurs et les coutumes d'Europe parmi les peuples européens de ses dominations, y trouva dans

[1] V. les notes de la traduction française de la *Chronique de Nestor*, par M. L. Pâris, p. 84.

ce temps-là des facilités que lui-même n'espérait pas rencontrer[1]. »

« Ainsi, écrit à son tour Mirabeau, résumant le débat en disciple de Jean-Jacques, les Russes ne sont Européens qu'en vertu d'une définition *déclaratoire* de leur souveraine, copiée presque mot à mot de Montesquieu[2]. »

Malgré tout le poids de l'autorité suprême, et de quelle autorité ! la vraie tradition historique avait peine à s'éteindre, même en Moscovie. Chose bien singulière, Catherine elle-même, dans sa déclaration contre Stritter, tout en se révoltant contre l'*origine finnoise*, laisse échapper cet aveu décisif :

« Quoique les *Russes* (les Moscovites) *ne soient pas de la même origine que les Slaves*, il n'y a pas de répulsion entre eux[3]. »

Dans une *Histoire de l'Empire russe* composée pour les écoles, sous Catherine, par le comité de l'instruction publique, la tradition des vieux chroniqueurs transpire encore.

A peine peut-on dire qu'elle ait jamais été complétement interrompue; car, aussitôt qu'un écrivain sérieux, Karamsine, entreprend d'écrire l'histoire de Russie en grand depuis les origines, il est obligé, lui, l'homme de l'autocratie, l'ennemi systématique de la Pologne, l'apologiste de l'unité russe, il est obligé, pour son honneur d'historien, d'abandonner la fable des Roxolans, de rendre à la Suède les Varègues-Russiens et le *fondateur* Rurik, et de constater, au cœur de la Grande Russie, de la Moscovie, les populations finnoises et non slaves qui en sont toujours restées le fond.

[1] *Instructions pour former un nouveau code des lois dans l'empire russe*, chap. 1, § 6.

[2] *Doutes sur la liberté de l'Escaut*, 1785.

[3] V. la déclaration réimprimée dans le *Journal de l'instruction publique de l'Empire russe;* janvier 1855.

« L'œuvre principale du règne de Rurik fut la forte union de quelques tribus finnoises avec les Slaves[1], de sorte que les *Vès*, les *Méra*, les *Mouroma* se changèrent *enfin* en Slaves[2], en acceptant leur langue, leur religion et leurs coutumes[3]. »

L'historien avait écrit ce passage pour ses compatriotes; le politique recula et le supprima pour l'Europe; cette phrase a disparu de la traduction française, écrite en 1819 sous les yeux de l'auteur. Karamsine avait compris la portée de l'aveu qui attestait que les Moscovites ne sont pas Slaves; qu'ils sont des Finnois transformés quant à la langue, et n'ayant jamais quitté leur patrie. Il réfutait ainsi d'avance le système imaginé depuis pour le besoin de la cause, et consistant à faire expulser les premiers habitants finnois par des colons slaves. Il réfutait enfin implicitement son propre système sur l'unité de la *nation russe* en face de la Pologne.

Même après la suppression de ce passage destiné à devenir célèbre en sens inverse de celui de Montesquieu, si les esprits eussent été éveillés sur la question, l'on eût trouvé dans le livre de Karamsine tous les éléments nécessaires pour dégager la vérité. L'histoire de la vraie fondation de la Moscovie au douzième siècle par André de Bogoloub, le caractère des populations et tous les grands incidents des annales du tsarisme apparaissent assez nettement à qui sait lire.

Mais les yeux n'étaient pas ouverts.

Les Polonais eux-mêmes, du moins beaucoup d'entre eux, éblouis par l'idée du panslavisme, telle qu'elle s'était produite, sous une forme révolutionnaire et fédérative, dans

[1] C'est-à-dire avec les Slovènes de Novgorod.

[2] Ce *changement* exigea trois à quatre siècles et fut plus apparent que réel, de même que la *forte union* des Finnois et des Slovènes, qui ne cessèrent de s'entre-battre jusqu'à la chute de Nowgorod.

[3] *Histoire de Russie*, t. Ier, ch. IV.

la conjuration de 1825, se jetaient dans le piége tendu par leurs ennemis, et la diète insurrectionnelle de 1830 en appelait aux Russes contre leur gouvernement, *comme des Slaves à des Slaves.*

Cependant, à partir de cette guerre de 1831, dont l'issue paraissait la destruction de la Pologne, une série de travaux scientifiques, suscités par le mouvement général des études historiques en Europe, prépara le gain de la cause polonaise devant l'histoire, tandis qu'un sourd travail moral préparait une génération nouvelle aux dévouements qui n'ont pas suffi à gagner cette cause devant la politique ! Bon nombre d'érudits, en ne songeant qu'à la science, servirent la Pologne, sans le savoir ni le vouloir. La traduction française de la *Chronique* de Nestor, le *Grégoire de Tours* des Slaves, en 1834, par M. Louis Pâris, souleva le voile qui couvrait pour nous les bases ethnographiques de l'Europe orientale, et fournit les éléments essentiels des futures polémiques. D'autres écrivains travaillèrent sciemment à donner à la France des connaissances positives sur cette question polonaise où elle ne portait que des sentiments. Les publications de Joachim Lelewel offrirent des moyens d'études aux hommes politiques : celles de Léonard Chodzko, si populaires en France, vulgarisèrent parmi nous les faits généraux de l'histoire de Pologne; pendant ce temps, paraissaient les grands ouvrages du Tchekhe (Bohême) Schafarjik (1837-1841), qui, s'il range les Moscovites parmi les Slaves, au point de vue de la langue, dans son *Ethnographie slave*, sépare très-bien la race des Slaves et la race des Finnois dans ses *Antiquités slaves*[1]. Les savants moscovites eux-mêmes, les professeurs de l'université de Moscou, dès qu'ils s'engagent, à l'exemple de

[1] Les travaux de Schafarjik n'ont guère pénétré en France que de 1848 à 1854, par les fragments qu'en a traduits M. Vivien de Saint-Martin, dans les *Nouvelles annales des voyages*

Karamsine, dans la voie des solides études historiques, sont entraînés inévitablement à des aveux de la plus grande portée sur les origines; ainsi ont fait les Solovief, les Savelief, les Bielaief, et jusqu'au précepteur d'Alexandre II, ce Pogodine dont les remarquables travaux d'histoire ne présageaient pas la sinistre renommée à laquelle il est arrivé aujourd'hui. Celui-là ne pèche point par ignorance.

Chez nous, le grand poëte polonais devenu professeur au Collége de France, Mickiewicz, malgré quelques oscillations et quelques fascinations panslavistes, accuse puissamment dans ses cours la distinction des territoires asiatique et européen et des deux *idées*, des deux génies moscovite et polonais.

MM. de Ségur et Schnitzler, dans leurs ouvrages sur la Russie, antérieurs à la grande polémique actuelle, admettent jusqu'au douzième siècle la distinction des deux races slave et finnoise, bien qu'ensuite ils abandonnent ce terrain et ne les distinguent plus.

Nul ne jette plus de lumière sur l'opposition des races et des nationalités slave et moscovite qu'un savant agronome allemand qui ne cherche rien moins que ce résultat; car il porte dans ses recherches un esprit encore plus prévenu en faveur de la Russie que M. Schnitzler lui-même. Le baron de Haxthausen, dans ses *Études sur la Russie*[1], prend les Moscovites pour Slaves, comme on les lui donne, et comme il tient à les voir; mais il constate, par les observations les plus approfondies, une différence radicale de mœurs et de génie entre eux et les *autres Russes* (les Ruthéniens), et les qualifie de *Slaves nomades*, par opposition aux *Slaves agriculteurs*, dans lesquels il comprend les Ruthéniens avec les Polonais. Il renouvelle ainsi, au dix-neuvième siècle, la distinction posée, au cinquième siècle avant notre ère, par Hérodote, entre les Scythes agriculteurs et

[1] Édition française; Berlin, 1848-1853.

les Scythes nomades, et qui, selon toute apparence, s'appliquait déjà aux mêmes races ainsi qu'aux mêmes contrée [1].

Enfin, un savant français, M. Alfred Maury, donne la conclusion de toute cette série d'études si diverses, en résumant, dans la *Revue germanique* (tome IV, 1858), l'ouvrage du voyageur finnois Castren sur les *peuples altaïques*.

« Les Russes, que nous avons l'habitude de ranger parmi les Slaves, sont en réalité une population extrêmement mêlée; tandis qu'au sud, l'élément turc et mongol y entre pour une forte proportion, au nord l'élément finnois est de fait prédominant. »

C'était le mot, mais ce n'était qu'un mot, et sous forme purement scientifique; il ne tomba point du domaine de la science dans celui de la politique; il fallut que le patriotisme vînt passionner et féconder la science.

Un émigré polonais de Ruthénie y consacrait sa vie depuis des années déjà : M. Duchinski, de Kief. C'était bien à un Ruthénien, à un Russien, qu'il appartenait de dissiper la confusion des Russies slaves avec la Moscovie! M. Duchinski entreprit de réunir, de systématiser les preuves éparses de la vérité, de remettre en lumière les titres authentiques de sa patrie et d'abattre l'édifice de mensonge élevé par les oppresseurs. Il appela à son aide la tradition, la philologie, la physiologie, la géographie, toutes les sciences auxiliaires de l'histoire, et poursuivit sa propagande

[1] Bien longtemps avant l'agronome allemand, un savant physicien et astronome français, l'abbé Chappe d'Hauteroche, voyageant en Russie sous Catherine II, avait écrit les lignes suivantes :

« L'esclave russe (moscovite) et l'esclave ruthène paraissent contraires en tout. Le premier néglige l'agriculture : il est *sans mœurs* et rusé : l'esclave ruthène, au contraire, cultive la terre avec plaisir : il a des mœurs, mais il est *stupide*. L'esclave polonais possède des terres en propre; le russe n'a rien en propre. »

L'abbé Chappe force un peu les couleurs : on pourrait substituer *simple* à *stupide*, et de *mœurs relâchées* à *sans mœurs*, et *serf* à *esclave* pour le Polonais et le Ruthène; mais le coup d'œil n'en est pas moins juste et profond.

infatigable à Turin, à Constantinople, à Paris enfin, où il faut que vienne aboutir toute action efficace, et où il professe l'histoire à l'École polonaise.

Nous l'avons pris d'abord pour un faiseur de paradoxes, tant les vrais éléments de la question nous étaient inconnus à peu près à tous; puis nous avons écouté, nous avons douté, nous avons étudié, et, pour quiconque a étudié sincèrement, la lumière s'est faite.

M. Duchinski eût-il réussi, à lui seul, à la faire briller parmi nous, cette lumière de la vérité historique? Enseignant dans une langue qui n'est pas la sienne et n'étant point précédé en France, comme Mickiewicz, par la renommée littéraire qui force l'attention publique, c'était chose bien difficile.

Il eut le bonheur de rencontrer, dans un savant français, un interprète et un vulgarisateur aussi énergique, aussi patient que lui-même. M. Auguste Viquesnel, dans le cours de vastes études sur les conditions physiques, géologiques, ethnographiques de l'empire ottoman, avait eu occasion de comparer à fond les populations slaves et les races turques et tartares, et l'histoire de Russie, confrontée avec celle de Turquie, l'avait amené de son côté aux mêmes conclusions que M. Duchinski, c'est-à-dire à l'origine finnoise des Moscovites et à la parenté des Finnois avec les Turco-Tartares ; origine et parenté qui expliquent l'opposition radicale de mœurs et de génie entre les Russiens Polonais et les Russes Moscovites. M. Viquesnel renforça ses propres observations des surabondants éléments rassemblés par M. Duchinski et traita la question *ex professo*, sous tous ses aspects, dans un appendice à son *Voyage dans la Turquie d'Europe*, appendice qui est à lui seul tout un livre.

C'est là qu'ont puisé à pleines mains les publicistes qui ont abordé la question de Pologne depuis le commencement de la guerre ; et l'auteur de l'excellente étude publiée dans

la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1863[1], et M. le marquis de Noailles, dans son livre clair, attachant et solide, *la Pologne et ses limites*, et M. Élias Regnault, dans son œuvre à la fois si vive, si brillante et si approfondie (*la Question européenne improprement appelée polonaise*), et M. Charlier de Steinbach, et M. Kurzweill, et M. Paul de Saint-Vincent, et M. Brullé, doyen de la faculté des sciences de Dijon, auteur de la belle dissertation sur les *Origines Aryennes*, et l'auteur anglais de la dissertation sur les Slaves et les Moscovites dans le *Westminster-Review* de janvier 1864, et les orateurs de nos assemblées, M. Bonjean, M. J. David, M. Carnot, et nous pareillement, dans notre polémique du *Siècle* (1863-1864), tous, enfin, nous avons eu ces deux hommes pour initiateurs[2]. Ils nous ont appris la substance de ceux des documents originaux qui ne sont pas entre nos mains et l'usage de ceux qui se trouvent à notre portée. C'est là véritablement l'arsenal de la guerre sainte.

C'est avec les armes qu'ils nous ont fournies que nos communs efforts à tous ont pu combattre la fausse histoire et déchirer les voiles qui cachaient la vraie à l'opinion publique.

On peut maintenant juger la valeur du titre que le tsarisme donne aux provinces lithuano-russiennes, aux Russies slaves. Catherine II, quoique le système de mensonge fût déjà debout de son temps, les appelle franchement provinces *prises ;* sous Alexandre Ier, on les nomme provinces *unies* à l'Empire; sous Nicolas, provinces *recouvrées*. Il faudra bien, s'il y a encore une Europe, que l'histoire à son tour puisse dire un jour : Provinces *prises*,— provinces *opprimées*, — provinces *restituées*.

[1] Le cabinet de Saint-Pétersbourg en a fait essayer la réfutation par M. Pogodine dans *l'Invalide russe* dès juillet suivant.

[2] M. Albert Réville ne se réfère pas directement à cette source dans son magistral article sur les *Aryas* (*Revue des deux Mondes* du 1er février 1864), mais ses conclusions sont les mêmes.

II

La Russie a senti la portée de la réaction historique que nous venons de résumer, dès qu'elle a vu cette réaction poindre à Paris et coïncider avec les mouvements de la Pologne. Dès 1862, à la suite de la manifestation de Horodlo, tandis que le débat, descendu en Pologne sur le champ populaire des vieilles fédérations, était encore chez nous purement scientifique et limité entre quelques hommes d'étude, la Société de géographie de Saint-Pétersbourg décida d'envoyer une commission dans les *Provinces occidentales* (dans les anciennes possessions polonaises) pour étudier sur place les questions ethnographiques, « la répartition des populations d'après les races, la religion et la division par classes », c'est-à-dire pour tâcher de reprendre l'offensive sur le vieux thème de l'opposition entre la race polonaise et la grande race russe. Cette décision, arrêtée dans son effet par les catastrophes qui ne tardèrent pas à éclater, l'on en projette aujourd'hui la reprise, sous les auspices apparemment de MM. Pogodine et Milioutine, ethnographes désintéressés et impartiaux, comme on sait. La Société anthropologique de Moscou annonce, de son côté, pour 1867, la convocation d'un congrès ethnographique, que M. Katkof ne manquera pas sans doute d'éclairer de ses lumières. Nous devinons bien ce qui en sortira. Jusqu'ici les essais de réfutation n'ont pas obtenu grand succès. Ni les cris de colère de M. Chevyrief, ni la discussion plus mesurée de M. Porochine, ni l'intervention de M. Pogodine, dérobant, en faveur de la science, quelques heures à ses travaux d'hommes d'État occupé à tracer le plan de la destruction d'une société, ni enfin les auxiliaires français des champions moscovites, n'ont empêché l'opinion d'être

gagnée en France, et de plus en plus entamée en Allemagne et en Angleterre [1].

[1] Ce sont même des savants allemands qui, reprenant la trace de leurs devanciers du dix-huitième siècle, ont reconnu, les premiers, la portée de la question dès qu'elle s'est posée devant eux. La Revue de géographie, d'ethnographie et de voyages, qui paraît à Stuttgart sous le titre de *Ausland*, a, dès 1854, signalé les études publiées à Constantinople par M. Duchinski. L'idée a fait son chemin, et, cette année (1865), le ministre de l'instruction publique d'Autriche a recommandé aux écoles de l'empire un essai d'*Histoire universelle* (*Welt-Geschichte*), dont l'auteur, M. Zransky, professeur à l'Académie militaire de Vienne, pose nettement, comme base historique, la différence d'origine entre les Slaves et les Moscovites. La même donnée vient d'être introduite dans l'enseignement en France par le *Manuel de Géographie* de M. Cortambert, vice-président de la Société géographique, ouvrage approuvé par le Conseil de l'instruction publique, et il est juste de rappeler que, dès 1863, la circulaire de M. le ministre Duruy sur les modifications à introduire dans l'enseignement historique, reconnaissait la nécessité de réformer ce qui concernait l'histoire des Slaves, et qu'un des articles du programme était intitulé : « Le tsar Nicolas et le Panslavisme. »

Nous trouvons enfin, pour ce qui regarde la France, dans un nouveau travail de M. Viquesnel (*Coup d'œil sur quelques points de l'histoire des peuples slaves et de leurs voisins les Turcs et les Finnois*, p. 77) une lettre d'un homme de grande autorité, le savant secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions, M. Guigniaut, qui incline, dit-il, vers l'ensemble des opinions de M. Viquesnel, tout en faisant quelques réserves qui ne lui permettent pas une adhésion pure et simple. Il croit les Moscovites originairement distincts des Slaves par la race comme par la langue, mais n'oserait prononcer catégoriquement que les Russes d'aujourd'hui, à cause des mélanges qui ont eu lieu, soient aussi étrangers aux Slaves que le furent leurs ancêtres; ce qui, ajoute-t-il, « ne justifie en rien, à coup sûr, la longue suite des entreprises audacieuses et violentes faites, à différentes époques et depuis un siècle principalement, sur les Slaves véritables. »

La réforme historique a pénétré jusqu'en Grèce, où les sentiments relatifs à la Russie se modifient beaucoup depuis quelques années. Dès le mois de septembre 1862, un journal d'Athènes, *l'Aurore*, rendait compte du cours que M. Duchinski venait de professer à Paris, et terminait par ces remarquables conclusions : « Une fois prouvé que les Moscovites n'appartiennent pas à la race des Slaves... il faut qu'ils renoncent à l'idée de suprématie sur les races slaves habitant l'Europe. Mieux vaudrait qu'ils attirassent à eux des peuples comme les Chinois et les Mongols, qui sont liés à eux par les liens d'une commune origine. »

Chose curieuse, ce n'est pas chez les Polonais que la réforme historique, si importante pour l'avenir de la cause polonaise, a rencontré le moins de résistance, tant le rêve du panslavisme les avait envahis; le fantôme s'est enfin évanoui, comme nous l'attestent les témoignages reçus par M. Viquesnel et par nous-même, et surtout l'adresse à l'orateur qui a traité en dernier lieu la question polonaise à la chambre, M. Carnot, adresse signée par les

Il est seulement regrettable que quelques écrivains d'une incontestable valeur, engagés par des préjugés, par des idées reçues, ou par ces mille liens d'habitude ou même d'affection dont l'habile Russie, caressante et flatteuse à Saint-Pétersbourg autant qu'impitoyable à Varsovie, sait si bien enlacer le mérite qui peut la servir, il est regrettable que ces écrivains persistent à fermer les yeux sur le sérieux de la question, ou bien, au contraire, à s'en épouvanter, parce qu'ils la sentent trop sérieuse. Nous ne rappellerions pas ici la déplorable élucubration par laquelle un grand talent aigri, faussé, dévoyé, a terminé son orageuse et paradoxale carrière, si nous n'avions vu, avec un profond étonnement, un homme du savoir et de la portée de M. Vivien de Saint-Martin citer comme une autorité le triste livre : *Si les traités de* 1815 *ont cessé d'exister*[1]. M. Vivien de Saint-Martin s'étonne, de son côté, qu'on prétende « rayer les Russes du cadre des nations slaves, pour les rejeter, sous le nom de Moscovites, dans la classe des peuples ouraliens, c'est-à-dire parmi les races les plus grossières et les plus barbares du nord de l'Asie. »

Ces termes ne sont pas obligeants pour les Finlandais, qui ne sont point du tout une population méprisable, ni pour les Hongrois, qui sont un peuple certainement assez illustre, les uns et les autres parfaitement *Ouraliens* d'origine. Le nom d'Ouraliens n'est pas une injure, et aucun nom de race n'est une injure[2].

notabilités polonaises de toute opinion, et qui est le désaveu formel du langage de la diète de 1850 sur l'identité d'origine des Moscovites et des Polonais.

[1] *L'Année géographique*, troisième année, 1865, p. 355.

[2] M. Vivien de Saint-Martin, si contraire à nos vues dans les passages que nous venons de rappeler, mentionne cependant un peu plus loin, avec un éloge sans réserve et « comme l'œuvre d'un maître », l'étude de M. Brullé sur les *Origines Aryennes*, que nous avons citée plus haut et qui établit, comme nous, que les Moscovites sont « des peuples asiatiques non aryens » et que leur langue est beaucoup moins le résultat du mélange de deux races que de l'introduction du christianisme. Ajoutons que M. Brullé, qui avait employé

C'est aussi ce que nous répondrons à M. Schnitzler, lorsqu'il demande de quel droit on regarderait comme dégradant l'alliage du sang finnois dans le sang slavon, même en supposant cette infusion opérée dans de larges proportions. « Nous ne voyons pas, dit-il, ce qu'il y a d'insultant dans la dénomination de Moscovite substituée à celle de Russe[1]. »

Nous sommes de l'avis de M. Schnitzler : il n'y a point de honte à être Finnois, ni Moscovite; seulement, *quand on l'est, il faut l'être*, et, lorsque M. Schnitzler ajoute : « Ce sont là des distinctions (celles de Slaves et de Moscovites) bonnes pour passionner les masses ignorantes, mais qui font hausser les épaules à ceux qui, ne se payant pas de mots, regardent au fond des choses[2], » nous répondrons que c'est précisément pour avoir *regardé au fond des choses* que nous avons reconnu, *dans ces distinctions*, la différence de deux grandes sociétés, de deux mondes différents, dont le tsarisme a fait deux mondes ennemis.

On sent, non pas seulement dans le tome III de l'*Empire des Tsars*, dont la première partie a paru cette année, mais dès le tome II, publié en 1862, que le savant historien et statisticien est plus troublé du problème qu'il ne veut en convenir avec lui-même. Il en est de lui comme de Karamsine. Les aveux qui échappent à sa science et à sa conscience contredisent maintes fois ses affirmations plus tranchantes qu'assurées. « Comment les Russes de Moscou, demande-t-il, malgré leur mélange avec des peuples ouraliens, n'auraient-ils pas été en majeure partie des Slaves, quand Novgorod, Pskof, Tver, Kief, la Sévérie, et, aussi pendant long-

le terme de *nationalité* russe en parlant de l'ensemble des populations de la Russie, l'a retirée dans une lettre à M. Viquesnel et a reconnu que cette expression n'était pas plus exacte, appliquée à la totalité de la Russie qu'à l'empire d'Autriche.

[1] *L'Empire des Tsars*, t. III, p. 129.

[2] *Ibid.*, p. 150.

temps, Smolensk... composaient le noyau de leur État[1] ? »

On a vu, par notre résumé historique, si Novgorod, Pskof, la Sévérie et Smolensk, presque aussi cruellement traité par les Moscovites que Novgorod même, ont été le noyau de l'État moscovite; mais, dans son tome III (page 43), M. Schnitzler se réfute lui-même, en citant le mot de Karamsine sur « Vladimir et Souzdal, *le vrai cœur de notre patrie.* » Le noyau de la Moscovie, c'est en effet, nous l'avons montré, Vladimir, Souzdal, Rostof et, un peu plus tard, Moscou, c'est-à-dire le pays *non slave.*

M. Schnitzler reconnaît loyalement que, « incontestablement, des millions de sujets russes, habitant depuis Moscou jusqu'à l'Oural, ne sont pas d'extraction russe (slave), mais d'extraction ouralique (tchérémisse, mordouane, meschtchériaque, etc.), quoiqu'ils parlent tous aujourd'hui le russe, etc.[2]. Voilà pour les tribus ouraliennes ou finnoises qui étaient en dehors du territoire primitif des Rurikovitches. Quant à celles qui occupaient la partie finnoise de ce territoire, « les Mères, les Mouromiens et les Vesses, dit M. Schnitzler, sont depuis longtemps *russifiés* au point d'avoir disparu[3]. » S'ils sont *russifiés*, ils ne sont pas détruits; ce sont encore d'autres millions d'Ouraliens parlant russe, au *noyau* même de l'empire, car il n'existe aucune trace historique d'une grande émigration de population slave qui, depuis le douzième siècle, les ait remplacés sur leur terre natale. Il a pu y avoir infiltration, mais jamais invasion ni dépossession. Quant aux régions de l'est et du sud-est, aux anciens tsarats de Kasan et d'Astrakhan, personne ne peut nier que la majorité des habitants ne soient des Turco-Tatars, des Tartares, comme on dit vulgairement.

[1] *L'Empire des Tsars*, t. II, p. 388.

[2] *Ibid.*, t. II, p. 390.

[3] *Ibid.*, p. 538 (note). C'est exactement la même pensée que Karamsine : « Les Vès, les Méra, les Mouroma se changèrent enfin en Slaves, en acceptant leur langue, leur religion et leurs coutumes. »

La question ethnographique est donc résolue, et il ne resterait à nos adversaires qu'une ressource : ce serait de prouver que toutes ces populations touraniennes, en prenant la langue slave, ont adopté l'esprit aryen et européen; qu'elles sont filles de l'Europe par adoption, n'étant point filles par le sang. Malheureusement nous avons de terribles preuves du contraire.

Faisons ressortir enfin à quel point est inadmissible la comparaison de M. Schnitzler entre la Russie et la France, comme noms de nationalité importés par des étrangers, les Varègues-Russes d'un côté, les Franks de l'autre[1]. Le nom de France, une fois fixé dans la Gaule du nord, désigne immuablement le peuple et le royaume dont le noyau est autour de Paris, et qui va réunissant successivement les diverses parties de l'ancienne Gaule. Le nom de Russie, au contraire, désigne l'un après l'autre deux peuples et deux établissements tout à fait différents : 1° la Russie slave, avec deux centres, Kief et Novgorod ; 2° la Russie finnoise, ayant son centre à Vladimir ou à Souzdal, puis à Moscou. Ces deux peuples, quoique le second ait adopté un dialecte de cette langue slavonne que parlait le premier[2], sont restés totalement différents de caractère et de génie. Bien loin que la réunion de Novgorod, de Pskof, de Kief et de Smolensk à la Moscovie ait été, comme le dit M. Schnitzler, une réintégration à la mère-patrie, ce fut une conquête violente, et, pour Pskof et Smolensk, une oppression sanglante; pour Novgorod, une extermination.

Pour être fidèle à l'histoire, au lieu du monument commémoratif du prétendu *millenium* de l'empire russe, la

[1] *L'Empire des Tsars*, t. III, passim.

[2] Le dialecte dans lequel sont écrits les livres liturgiques, preuve de l'opinion de M. Brullé que nous mentionnions tout à l'heure : que le moscovite est une langue introduite du dehors avec la religion.

Russie aurait dû élever dans Novgorod, à la façon des anciens khacans tartares, une pyramide de têtes humaines. Les ossuaires des victimes novgorodiennes des Ivans lui en auraient amplement fourni la matière.

III

De même que nous avons ouvert cette première partie de notre livre par une citation empruntée à M. Schnitzler sur le caractère géographique de la Russie, nous la terminerons par d'autres citations empruntées à M. de Haxthausen sur le caractère social et politique du peuple grand-russe ou moscovite.

Le baron de Haxthausen est, d'une façon bien autrement immodérée que M. Schnitzler, partisan de la Russie, et ses sympathies moscovites sont surexcitées par des passions et des systèmes auxquels le calme et positif auteur de l'*Empire des Tsars* n'a sans doute jamais participé. L'auteur des *Études sur la Russie*, publiées de 1848 à 1853, est un de ces féodaux allemands qu'une haine implacable de la Révolution et de la France a entraînés, tout en célébrant incessamment l'esprit du moyen âge et la tradition germanique, à se faire les champions de ce qu'il y a de plus contraire à l'esprit germanique et au moyen âge, c'est-à-dire du despotisme asiatique et communiste.

Penseur vigoureux et original, d'ailleurs, sérieux et patient observateur, il a produit l'œuvre la plus considérable que nous connaissions sur la Russie à côté des publications de notre savant compatriote M. Schnitzler.

Ce préambule était nécessaire pour faire apprécier la portée du jugement de ce personnage, à qui son livre a valu de hautes distinctions de la part du tsar Nicolas.

« Le sentiment de l'unité dans la nation, dans la commune et dans la famille, est la base de la vie nationale

russe. Toutes les particularités du peuple se fondent dans cette unité, comme toutes les propriétés, surtout celle du sol. *Personne, en Russie, n'a de propriété véritable, excepté la nation et son représentant le tsar.* Tout le reste, la propriété des communes, des familles, etc., etc., n'est qu'une propriété temporairement concédée et qui ne repose pas sur le principe de la stabilité. A toutes les époques et dans toutes les relations de la vie, on voit que *la communauté des biens est le principe fondamental de la société russe.* .

. . . . . .

« Il y a quelque chose de léger et de mobile dans le caractère national des Russes. Chez eux, il n'y a nulle part de forme stable. Le Russe n'aime pas la régularité... il désire, dans tous ses rapports, la liberté la plus parfaite. Il veut conserver la faculté ou de rester chez lui ou de sortir du pays, comme il lui plaît...

« Dans sa famille et dans toute sa vie domestique il ne connaît pas de rapports déterminés et fixes, pas même entre parents et enfants, entre mari et femme...

« D'un autre côté, *au-dessus de sa sphère, il ne veut pas de liberté.* Il aime à être gouverné; il aime l'autorité du père ou du chef de famille, du *starosta*, du tsar, et souvent même celle de son maître et seigneur. *Il irait à la recherche d'un pareil état de subordination s'il ne s'y trouvait déjà.* Il n'est pas du tout mécontent d'être un peu opprimé; l'oppression réveille ses facultés et le pousse à recourir à la ruse pour se soustraire à d'injustes traitements; il désire de la fermeté et même de la sévérité de la part de ses supérieurs. Cependant il ne veut pas être gouverné par des lois stables, ni par des constitutions mortes; *il aime l'arbitraire de l'homme; il veut un gouvernement personnel et qui ne soit limité, ni par des lois écrites, ni par des états* (des assemblées). . . . . .

. . . . . .

« Originairement, l'idée d'un droit privé à la propriété du sol est complétement étrangère aux idées et aux mœurs du peuple russe. Les vastes territoires que possède la Russie ont toujours été considérés comme la propriété collective de tout le peuple russe, à l'usufruit de laquelle chaque sujet russe a un droit égal. Il en résulte que, conséquemment à cette idée, il ne peut exister aucune propriété privée du sol, aucun droit héréditaire à une telle propriété, pas même un droit d'usufruit viager ou temporaire à une portion déterminée du sol. Ce principe, qui doit son origine à l'ancienne vie nomade du peuple russe, s'est conservé, même après la formation d'établissements fixes, dans toutes les phases de l'histoire de l'empire. On se colonisait par familles, par communes; on cultivait autant de terrain qu'on en avait besoin; le pays était vaste; nul ne gênait l'autre, de sorte qu'au commencement il n'y eut aucune nécessité de songer à fixer des limites; mais, lorsque la culture se fut graduellement étendue sur le pays, il dut nécessairement s'ensuivre des restrictions, et les limites des communes durent être fixées. Cela se faisait par les chefs des tribus, les chefs du pays (la commune-mère et ses starostes), et, en dernière instance, par le tsar. C'est ainsi que, peu à peu, il se forma une espèce de propriété, ou du moins une possession privée de certaines parts du territoire exclusivement affectées aux communes. Toutefois, quelque déterminée que fût cette possession à l'égard des voisins, jamais, dans l'opinion du peuple, elle ne devint, vis-à-vis du chef de la tribu, du chef du peuple, du tsar, un droit privé positif, une propriété réelle, et elle resta à l'état de concession, de chose assignée, tandis que, dans l'intérieur des communes, le principe que personnellement nul ne possédait rien à titre de propriété privée, mais qu'il jouissait seulement d'une certaine part du droit d'usufruit, fut toujours maintenu. . . . . .

« En Russie, il n'y a pas d'organisation nationale ou domestique qui n'ait son centre, son unité, son chef, son père, son seigneur. Un chef est absolument indispensable à l'existence des Russes. Ils se choisissent un père quand le ciel leur a ravi le leur. La commune libre même fait choix d'un *ancien* (*starosta*) pour lui obéir *sans condition;* il n'est pas simplement son délégué; il est son père, investi d'une autorité absolue. Voilà ce qu'il faut savoir apprécier pour comprendre la politique du tsar. Le peuple russe ressemble à une ruche pour laquelle la royauté est une nécessité naturelle et indispensable. Ainsi que les abeilles ne peuvent se passer d'une reine, de même les Russes ne peuvent se passer d'un tsar. En Russie, le tsar n'est ni le délégué du peuple souverain, ni le premier serviteur de l'État, ni le propriétaire légitime du sol, ni même le souverain institué par la grâce de Dieu; il représente, à la fois, l'unité, le chef et le père de son peuple : il n'a ni charge, ni fonction; mais il occupe la position du père, dans lequel toute la nation reconnaît l'unité de son sang. C'est là un sentiment tout aussi naturel à l'homme du peuple que celui de sa propre existence. Aussi, le tsar ne peut jamais avoir tort; quoi qu'il fasse, il a toujours raison dans l'opinion du peuple. Toute réduction ou restriction du pouvoir impérial, même dans le sens modéré d'une constitution représentative conforme à celle des diètes allemandes, passerait en Russie pour une chimère absurde. Le tsar Ivan IV eut beau commettre les actes les plus cruels; le peuple lui resta fidèle et ne l'aima pas moins qu'auparavant. Il vit encore actuellement dans la mémoire du peuple, et il est resté le héros de toutes les légendes et ballades populaires[1]... »

De cette étude approfondie du génie politique et social de la Moscovie, il résulte que l'on ne peut pas même accepter

[1] *Études sur la Russie*, t. III, p. 157, 159, 162, 163, 502.

comme exacte la définition dans laquelle l'auteur a essayé de se résumer :

« Démocratie en bas et autocratie en haut, voilà les deux pôles indispensables à l'existence de la Russie [1]. »

Il faut dire, d'après l'auteur lui-même : autocratie ou despotisme procédant de soi-même en haut, et despotisme électif en bas. La démocratie, le gouvernement du peuple par le peuple, par la discussion, par les conseils, par les assemblées, n'est nulle part. La prétendue démocratie d'en bas n'est que celle des moines ; elle s'épuise dans l'élection du chef de la communauté, à qui l'on obéit *sans conditions* dès qu'il est élu.

Donc, chez le peuple moscovite, aucun sentiment de la liberté politique à aucun degré. La seule liberté qu'il conçoive est celle d'*aller et de venir*, comme la définissent avec simplicité nos constitutions, et la liberté d'être sans entrave et sans stabilité dans les relations privées.

Cette liberté, le tsarisme la lui avait enlevée, le tsarisme vient de la lui rendre. Au point de vue absolu, cela est bon, puisque le servage était injuste, et que des millions d'hommes voient améliorer leurs conditions d'existence ; mais, au point de vue relatif, c'est une menace pour l'Europe, parce que ces masses en appartiendront d'autant plus au tsarisme, et que, le tsarisme étant l'ennemi et l'envahisseur de l'Europe, le bien même qui le fortifie tourne au mal.

Il n'y a que deux forces en Russie, le tsarisme et les paysans : l'autocratie et la masse qui veut l'autocratie. Entre les deux, la société cultivée, qui vient de nous donner un si triste spectacle, n'est pas et ne saurait être aujourd'hui une force politique : elle ne mérite ni n'aura la liberté dont elle parle sans en comprendre les conditions [2].

[1] Tome III, p. 54.

[2] Voir les détails donnés par Haxthausen sur l'esprit de la noblesse russe; elle n'est point une aristocratie politique ni territoriale, et n'a aucune dis-

La question ethnographique, répétons-le, est résolue : nous savons qui est la Russie. Il s'agit maintenant d'en tirer les conséquences.

Un dernier mot sur la nature du tsarisme et sa différence d'avec le césarisme romain et notre monarchie absolue de l'ancien régime. Il faut prévenir cette objection que l'Occident connaît aussi le despotisme. Aucune société ne peut être assurée de se préserver toujours en fait du pouvoir arbitraire; mais, en principe, ni le césarisme ni la monarchie du droit divin ne sont le tsarisme.

Les Asiatiques du Nord, n'ayant aucune idée des droits de l'homme, ne conçoivent pas le pouvoir relevant de la société, qui ne fait corps, pour eux, que dans la personne de l'autocrate : le tsarisme ou l'autocratie, leur seul idéal politique, est donc 1° la force souveraine qui ne relève que d'elle-même, c'est-à-dire qui ne relève de personne sur la terre et ne relève que de Dieu, d'un Dieu plus semblable au destin qu'au Dieu moral et libre des chrétiens ; 2° la paternité représentative, abstraite et universelle, à laquelle tous ses enfants supposés doivent la soumission absolue; peu importe que ce père fictif soit donné par la violence, par le hasard, par le crime : il est tsar, cela suffit ; pas d'autre vertu publique que l'obéissance. L'individu, dans cette conception sociale, est sans moralité, parce qu'il est sans responsabilité ; c'est une machine passionnée ; le *baculus in manu senis* dans des conditions bien plus terribles que chez les jésuites.

Le césarisme romain est tout autre chose. Il relève du

position à le devenir : elle est et a toujours été urbaine et de cour, non rurale : indifférente au patrimoine et à la terre, elle n'a rien des aristocraties européennes (*Études sur la Russie*, t. III, p. 47 et suiv.

peuple en droit, bien qu'en fait il absorbe le peuple. Il n'est que l'accident de la dictature républicaine, de la concentration momentanée des pouvoirs, érigé en institution permanente. Il est, en droit, une république suspendue, et au-dessus de lui plane l'idéal de la souveraineté du peuple.

La monarchie de droit divin est plus rapprochée du tsarisme, en ce sens qu'elle relève, comme lui, de Dieu seul; mais son Dieu, en réalité, est autre, et lui impose un idéal moral et religieux. La *Politique de l'Écriture sainte* n'est pas écrite pour les Ivans. Si la France monarchique avait eu pour roi un Ivan IV, elle l'aurait enfermé comme fou et aurait mis son fils sur le trône.

En fait, le tsarisme ou l'autocratie étant le parfait despotisme, les demi-despotismes ont tendu à s'en rapprocher; le césarisme est devenu autocratie tant qu'il a pu à Byzance, et Louis XIV, lorsque, dans ses Mémoires, il nie la propriété individuelle en se déclarant le maître de tous les biens de ses sujets ou lorsqu'il prétend que la nation ne fais corps qu'en lui, Louis XIV parle en tsar.

Plus un gouvernement s'éloigne de ce type, et plus on peut dire qu'il est européen.

DEUXIÈME PARTIE

LE PRÉSENT ET L'AVENIR

LA RUSSIE ET LA FÉDÉRATION EUROPÉENNE

CHAPITRE PREMIER

CE QUE L'EUROPE LAISSE FAIRE.

I

La Pologne, disions-nous, sera, un jour, rétablie jusqu'au Dniéper, *s'il y a encore une Europe.*

Il serait mieux de dire : *s'il se fait une Europe ;* car l'Europe, qui existe au point de vue ethnographique et au point de vue moral, comme race, comme mœurs et comme idées, n'existe pas, à l'heure qu'il est, au point de vue politique. Non-seulement elle n'a pas constitué son unité, mais elle ne la comprend pas encore clairement. Elle commence à peine, et très-imparfaitement encore, à connaître son ennemi ; elle ne se connaît pas elle-même.

La question est donc de savoir si elle se connaîtra et s'organisera à temps.

La preuve qu'elle ne se connaît pas est dans ce travail de destruction qui s'opère, non pas seulement devant elle, mais sur une part d'elle-même, et qu'elle laisse se poursuivre sans obstacle. C'est, dira-t-on, égoïsme, indifférence, épicuréisme insouciant chez les uns, mercantilisme exclusif chez les autres. Soit, admettons pour un moment qu'il n'y ait pas de causes d'une autre nature. Admettons que la cause soit purement morale; mais n'est-ce pas un axiome des sages que tout mal vient d'ignorance? Se complairait-on dans le mal, si l'on connaissait vraiment le mal?

Donc, étudions et notre ennemi et nous-mêmes.

Quelle est la nature et le but du travail de destruction que la Russie, nous disons la Russie et non pas seulement le gouvernement russe, a entrepris en Pologne, c'est-à-dire dans la partie de l'Europe orientale tombée aux mains des Moscovites?

Écoutons les explications des exécuteurs de cette œuvre; car ils daignent en donner; ils parlent, ils écrivent; ils écrivent beaucoup; Attila s'est fait journaliste. Le Moscovite, depuis l'issue des négociations de 1863, juge les égards chose très-superflue envers les gouvernements européens; mais il est moins insoucieux de l'opinion européenne, et, si extraordinaire que cela puisse paraître, il tâche encore de faire illusion à la jeune Europe, à la démocratie d'Occident : il a tout à la fois assez d'estime de sa force, assez de crainte de son réveil et assez de mépris de son intelligence, pour essayer parfois encore cette tentative auprès d'elle, abusé qu'il est lui-même par quelques étranges adhésions dont il méconnaît l'isolement.

Nous avons exposé plus haut le système historique en vertu duquel la Russie aurait délivré, dans les provinces ithuano-ruthènes, le *peuple russe* asservi par les nobles

polonais : c'était le système des races, accommodé, nous avons dit avec quelle sincérité.

Il y a progrès aujourd'hui : le système des races ne suffisait plus ; il ne pouvait servir que pour les provinces ruthènes ; le royaume de Pologne restait en dehors de ses bienfaits ; le peuple *russe* des Provinces Occidentales (Lithuanie et Ruthénie) une fois *délivré* au nom de l'ethnographie, il fallait affranchir à son tour le peuple *polonais* lui-même, le peuple du royaume, au nom de la réforme civile et sociale, que les amis de la Russie traduisent courageusement au dehors par le nom de démocratie.

Pour ne parler donc que du petit royaume des traités de 1815, il avait, lors du recensement de 1862, 4,972,000 habitants, que les journaux moscovites, dans les discussions de 1864, abaissent à quatre millions trois cent et quelques mille, le gouvernement d'Augustowo se trouvant alors détaché du royaume. Cette première mutilation opérée, le *vrai peuple*, objet d'un intérêt si tendre, et qu'il s'agit d'assimiler fraternellement au peuple russe, compte, suivant la *Gazette de Moscou*, environ trois millions d'âmes ; au-dessus de ce *vrai peuple*, il y a un *faux peuple* qui opprime l'autre et qui est incapable d'assimilation avec la *patrie* russe : ce peuple, ces *Polonais incorrigibles* et irréductibles, c'est la *szlatcha*, la noblesse, une noblesse de 1,200,000 âmes sur un peu plus de 4,000,000 ! — Voilà qui sort, assurément, des données vulgaires : la France, avant 89, comptait 150,000 nobles sur vingt-cinq millions d'habitants. — En y regardant de plus près, on reconnaît que le gazetier moscovite assimile à la petite noblesse tous les habitants des villes et bourgs, artisans et bourgeois, sans distinction d'origine, c'est-à-dire TOUT CE QUI SAIT LIRE, et même un peu davantage, par l'excellente raison, sous-entendue, que, dans toute agrégation au-

dessus de quelques centaines d'âmes, tout le monde est *Polonais incorrigible* et mérite d'être réputé noble et ennemi du *peuple*, comme le fut jadis, par exemple, cet aristocrate varsovien qu'on nommait le cordonnier Kilinski.

C'est tout ce qui sait lire, et un peu plus, disions-nous ; en effet, en 1858, sur 4,790,379 habitants du royaume, il y en avait, suivant les statistiques officielles, 3,794,785 ne sachant ni lire ni écrire, ce qui représentait l'immense majorité des paysans et quelque partie des habitants des villes et bourgs. La population des campagnes ne sait pas lire, parce que Nicolas avait donné permission aux autorités locales de supprimer les écoles là où bon leur semblerait, ceci en même temps qu'il anéantissait l'enseignement supérieur en Pologne.

Ce sont donc ces 1,200,000 à 1,300,000 individus, nobles et citadins, qu'il faut écraser, supprimer, à tout prix et par tous les moyens, dans le royaume, de même qu'on travaille efficacement à supprimer leurs pareils dans la Lithuanie et la Ruthénie, opération indispensable pour affranchir de ces tyrans et de ces perturbateurs la partie saine de la population, les paisibles habitants des petits villages, des hameaux et des fermes isolées.

« Toute transaction (c'est toujours la *Gazette de Moscou* qui parle, et l'*Invalide russe*, journal officiel de Saint-Pétersbourg, fait écho) [1], toute transaction est impossible avec les Polonais. » L'an passé, des modérés, des hommes de juste-milieu, dont les nerfs trop sensibles n'avaient pas su se faire aux conditions présentes de l'ordre social, au passage quotidien des charrettes de suppliciés et des convois de Sibérie, avaient proposé quelques modifications aux formes un peu acerbes du régime : il faut voir

[1] Nos citations et nos résumés proviennent des journaux russes de l'année dernière (1864), à l'époque où ils discutèrent si vivement les moyens de mettre à profit « le lendemain de la victoire. »

avec quel dédain on les a reçus. Les quelques personnages de haut rang qui avaient pris pour confidente l'*Indépendance belge* et pour organe le publiciste qui écrit sous le nom de Schedo Ferroti, ont dû baisser pavillon devant les représentants de l'*opinion publique russe*. Le régime actuel, ont répondu ceux-ci, ne doit changer que lorsque les *parties essentielles de l'empire* (la Moscovie) auront les mêmes moyens d'instruction que les *provinces occidentales* (les anciennes provinces polonaises); en d'autres termes, que lorsque le niveau social aura effacé toute différence entre la Pologne et la Moscovie, et que la supériorité de civilisation de la première aura été anéantie. On lèvera l'état de siége en Pologne quand il n'y aura plus de Polonais.

Voilà le thème de la *Gazette de Moscou* ; voici maintenant la variante de l'*Invalide russe* et de la *Gazette allemande* de Saint-Pétersbourg.

Toute la Pologne (le royaume) appartenait à 5,000 tyrans, grands propriétaires disposant de trois millions et demi d'âmes humaines, dont 250,000 clients petits nobles et le reste paysans. Le demeurant de la population se compose des gens des villes. Ce commentaire explique, à peu près comme nous, les 1,200,000 âmes de la *gazette de Moscou*. Seulement, il ajoute que ces gens des villes n'étaient que des prolétaires, des gens sans ressources, et qu'il n'y a point de bourgeoisie. Il y a ici quelque difficulté : ces négociants, banquiers, industriels, professeurs, ingénieurs, etc., que vous avez pendus ou déportés, n'étaient-ils pas cependant des bourgeois, avant que vous les eussiez... *supprimés?* Du reste, si l'assertion du journaliste de Pétersbourg n'est pas encore tout à fait exacte, la Russie s'évertue de son mieux à ce qu'elle le devienne au plus tôt et à ce qu'il n'y ait plus, dans les villes polonaises, que des *gens sans ressources*.

Passons! voici une révélation plus extraordinaire : c'est

que ce sont les 5,000 tyrans aristocrates de tout à l'heure qui, en s'entendant avec la révolution cosmopolite et avec les Jésuites, ont fait l'insurrection *socialiste* et *terroriste* de Pologne, contre laquelle le gouvernement russe a défendu à si grand'peine l'ordre social et la civilisation. Oui, les 5,000 oligarques ont été les instigateurs, les complices et les soutiens, mieux encore, les directeurs de ce *gouvernement anonyme* dont le socialisme, toujours suivant la *Gazette de Saint-Pétersbourg*, a fait interdire, *sous peine de mort*, aux propriétaires, c'est-à-dire à ces mêmes oligarques, de recevoir aucunes redevances des paysans, leurs fermiers ou leurs censitaires.

Ici, la logique française trouverait sans doute à désirer; mais la logique pétersbourgeoise a d'autres procédés que la nôtre. On se posait tout à l'heure devant la démocratie européenne : les conservateurs, aussi, qui ont eu longtemps une foi si naïve dans la Russie et dans Nicolas, cette colonne du *grand parti de l'ordre*, valent encore que l'on tienne d'eux quelque compte, et il fallait bien trouver quelque chose à leur dire dans leur langue; par malheur, l'opération a manqué de prestesse; la *Gazette allemande* a la main moins légère que M. Katkof; le *Janus* tsarien a montré à la fois ses deux profils au lieu de pivoter tour à tour sur ses deux faces.

Voilà ce qu'ils disent ; voyons ce qu'ils font.

La vérité sur ce qu'a fait le gouvernement national et sur ce que fait la Russie en Pologne, la voici :

Ce gouvernement anonyme, élevé spontanément du sein de la démocratie polonaise, c'est-à-dire de la petite noblesse et de la population urbaine, et qui n'a été l'œuvre ni de l'aristocratie, ni de l'émigration ou de l'étranger, ce gouvernement d'inconnus, auxquels une société tout entière s'est soumise comme à une apparition voilée de la patrie, ce gouvernement de dévoués que le tsarisme ne se con-

tente pas d'avoir immolés un à un et qu'il s'efforce de déshonorer dans leurs tombes sanglantes, représentait, dit-on aux démocrates, le jésuitisme et l'aristocratie, — représentait, dit-on aux conservateurs, le socialisme et le terrorisme[1]. — Or, ce représentant du jésuitisme a débuté en décrétant la liberté et l'égalité de toutes les croyances religieuses : ce représentant de l'aristocratie a, par son premier décret, donné aux paysans « en libre propriété » toute la terre qu'ils tenaient « en FIEF, pour des *faisances* (services personnels) ou pour une rente[2] ; » ce représentant du socialisme, en *expropriant*, au nom de la régénération nationale et du salut de tous, les propriétaires, c'est-à-dire les représentants des anciens seigneurs, de leurs droits sur les terres occupées par les tenanciers, leur a promis une indemnité sur le trésor public.

Les propriétaires, les aristocrates du dedans ont adhéré : on en verra tout à l'heure l'aveu fait par la Russie elle-même ; les aristocrates de l'émigration ont si peu protesté, que la plupart, le chef de la famille Czartoryski en tête, se sont faits les représentants et les agents du gouvernement anonyme. Le décret du 22 janvier 1863 est aujourd'hui le droit public, le droit légal de la Pologne.

L'insurrection a bien pu être matériellement vaincue ; elle a vaincu moralement ; son principe est resté debout.

Ce principe, c'est la réparation de l'ANCIENNE INJUSTICE ; c'est la restauration des anciens droits positifs et historiques du peuple agricole.

Il n'en était pas, en effet, de la Pologne comme de notre

[1] « Pas un propriétaire foncier de quelque importance n'a pris part à la révolte, dont le caractère socialiste est démontré par la proclamation du Comité de Varsovie, qui accorde aux paysans la pleine propriété des terres qu'ils occupent. » Cette déclaration du prince Gortschakof à lord Napier (19 février 1863) répond aux assertions postérieures des écrivains moscovites que c'est l'aristocratie qui a fait l'insurrection. Elle ne la voulait point, ne croyant pas au succès : elle s'y rallia plus tard.

[2] Nous expliquerons tout à l'heure le sens qu'a ici le terme de *fief*.

Occident, où l'esclavage, le colonat, le servage, se perdaient dans la nuit des temps ; là, le commencement de l'injustice sociale était historique et notoire ; là, si le *domaine*, la terre patrimoniale, était incontestablement la propriété du seigneur, il n'en était pas de même de la terre occupée par le paysan ; cette terre, le paysan en avait été propriétaire, en tout ou en partie ; on savait l'époque où la classe agricole avait été dépouillée de ses légitimes propriétés transformées en tenures serviles, et l'époque où les personnes mêmes avaient été enchaînées à la glèbe asservie ! L'iniquité collective réclamait une réparation collective, sauf à tenir compte des droits établis par le long usage, par les transformations séculaires, par les conventions privées.

Il est nécessaire ici de jeter un coup d'œil en arrière.

L'oppression des campagnes avait été croissant du quatorzième au dix-huitième siècle : le premier acte de réaction nationale contre ce crime public fut peut-être la loi de la diète de 1768, l'année de la Confédération de Bar, qui remplaça par la peine de mort l'amende dérisoire infligée au seigneur qui tuait son serf. Le paysan recommençait d'être compté pour un homme. La Constitution de 1791, ce suprême effort légal de l'ancienne Pologne, rendit au paysan une partie des droits civils, en mettant sous la protection de la loi celui qui auparavant dépendait absolument d'un maître et en l'autorisant à conclure avec son seigneur des conventions libres et perpétuelles dont la loi devenait garante ; mais elle n'alla pas jusqu'à détacher de la glèbe ce demi-citoyen ; elle ne fit pas ce qui eût donné tout un peuple pour armée à Kosczíusko, et ce héros, en qui se personnifie l'idéal de la Pologne, jeta en vain, le premier, le cri du salut public : « la propriété aux paysans ! »

Le servage ne fut radicalement aboli, et seulement dans la partie de la Pologne momentanément délivrée par les armes françaises, en 1807, que par l'établissement de

notre code civil dans le grand-duché de Varsovie (royaume de Pologne actuel et Posnanie).

Mais l'application du code civil français à une société si différente ne fut pas un bienfait sans mélange : le code, qui rendait la liberté au paysan, appliqué à faux, lui ôtait la terre, parce que le paysan, qui était en réalité et dans l'usage un possesseur héréditaire astreint à certaines charges et services envers le seigneur[1], fut considéré dorénavant comme un fermier ou métayer qu'on peut évincer. Une partie des seigneurs, agissant en pleins propriétaires selon le code, en abusèrent, soit pour évincer les fermiers, soit du moins, plus fréquemment, pour leur imposer des aggravations de charges. La lutte continuait, dans le sein de la noblesse polonaise, entre les traditions déplorables qui avaient perdu le passé et les sentiments généreux et prévoyants qui poussaient à l'avenir.

La révolution de 1830 arriva : l'aristocratie, qui la gouverna, ne comprit pas les conditions du salut public ; la grande occasion fut manquée.

Nous disions plus haut que la Pologne, à partir du premier démembrement, avait mérité la compassion et le respect par ses efforts pour se régénérer.

Nous faisions de douloureuses réflexions sur les expiations sans fin par lesquelles passe cette nation infortunée. N'accusons pas la Providence. Si la Pologne nobiliaire avait réparé, en 1791, ses fautes politiques, elle n'avait pas assez compris, ni alors ni depuis, la grandeur de sa faute, disons-le nettement, de son crime social, ni la grandeur de la réparation nécessaire : ne pas réparer le passé quand de telles occasions vous sont offertes, c'est le continuer et en prolonger la peine.

[1] Des obligations fixes avoient généralement remplacé l'arbitraire effréné des plus mauvais jours. Il n'est donc pas juste de prétendre qu'il ne s'était opéré aucun progrès.

Après la catastrophe de 1831, les yeux commencèrent à s'ouvrir : ils s'ouvrirent surtout dans cette petite noblesse que l'émigration mit en contact avec le libéralisme et la démocratie de l'Occident, cette *szlachta* que les champions du tsarisme poursuivent d'une haine si forcenée.

Les émigrés et, par leur influence, la petite noblesse restée à l'intérieur, se pénétrèrent de la conviction que la Pologne ne pouvait renaître que démocratique. La démocratie nobiliaire avait compris une chose que sont forcés d'avouer les plus violents ennemis de la Pologne; c'est que, depuis qu'en 1791 la noblesse admit les habitants des villes à l'égalité politique, les villes, autrefois si froides pour la chose publique, sont devenues aussi passionnément polonaises que les nobles. La démocratie nobiliaire avait donc compris qu'il fallait assurer à la cause nationale les campagnes comme on lui avait assuré les villes, et qu'ici, l'ancienne injustice ayant été non pas seulement politique, mais sociale, il fallait que la réparation fût sociale aussi, et que le paysan, autrefois dépouillé de la terre par des lois iniques, fût déclaré propriétaire en même temps que citoyen.

1846 tenta de faire ce que n'avait pas fait 1831. Quinze ans après la chute de Varsovie, la vieille Cracovie, cette primitive capitale de la Pologne, restée jusque-là en dehors des partages, se lève à son tour, et, par un des contrastes les plus tragiques de l'histoire, au moment même où l'aveugle vengeance des paysans, se déchaînant contre les nobles, faisait échouer l'insurrection en Gallicie, le gouvernement provisoire de Cracovie déclarait les paysans propriétaires des terres dont ils étaient tenanciers, et mettait l'indemnité due aux propriétaires à la charge de la nation (février 1846).

Si le gouvernement du royaume de Pologne eût publié une telle déclaration en 1831, quand il avait en main un

État organisé et une armée, la patrie eût sans doute été sauvée.

On vit alors comme la préface de ce qui se passe aujourd'hui. Le tsar releva pour son compte l'appel de la Révolution; Nicolas comprit la portée de la déclaration de Cracovie, et, saisi tout à coup d'une paternelle sollicitude pour les paysans du royaume, il prit en leur faveur une mesure moins radicale que celle de Cracovie, mais toutefois d'une certaine importance; de la même main qui fermait ou autorisait à fermer les écoles des villages, il interdit aux propriétaires d'évincer les tenanciers et d'augmenter les redevances (26 mai — 7 juin 1846). Écraser les intérêts moraux et gagner les intérêts matériels, il y avait là toute une politique.

Les choses en restèrent là dans le royaume jusqu'à l'avénement d'Alexandre II.

A peine le nouveau tsar eut-il ouvert une enquête sur la question des paysans de l'empire russe, qu'un fait considérable se produisit dans les anciennes provinces polonaises séparées du royaume. Tandis que la noblesse moscovite se montrait peu encline à l'émancipation, la noblesse lithuanienne des gouvernements de Vilna, Kovno et Grodno prenait l'initiative et demandait l'abolition immédiate du servage (1857)[1] : Alexandre II félicita ces propriétaires lithuaniens qu'il devait livrer bientôt à la dictature exterminatrice de Mouravief.

Pendant ce temps, le tsar autorisait dans le royaume la formation de la Société agronomique, composée de presque tous les grands propriétaires, dans le but de préparer la solution de la question des paysans, c'est-à-dire de la question des terres, puisque la question des personnes, l'abolition du servage, était résolue dans le royaume depuis 1807.

[1] La noblesse du gouvernement de Minsk suivit cet exemple.

L'année d'après, parut un oukase sur l'*accensement* volontaire, c'est-à-dire sur la transformation amiable des redevances en nature et des services personnels[1] en un *cens* ou rente en argent.

Les grandes difficultés que rencontra la réalisation de cette mesure ont été attribuées par les écrivains moscovites au mauvais vouloir des propriétaires, et par ceux-ci aux espérances de distribution gratuite des terres répandues parmi les tenanciers par des agents secrets du gouvernement russe. Ce qui n'est pas douteux, c'est que l'instinct d'une prochaine et générale réparation n'agitât partout les paysans : la propriété seule pouvait les satisfaire.

Néanmoins, au commencement de 1861, la Société agronomique était parvenue à opérer, dans la plupart des grandes propriétés, la conversion des services personnels en rentes, et, avant que n'eût paru l'oukase émancipant les serfs des seigneurs dans l'empire russe[2] (3 mars 1861), la Société avait exprimé le vœu qu'un plan de rachat de la rente foncière donnât aux paysans du royaume les moyens d'acquérir les terres qu'ils cultivaient (20 février 1861).

La situation était bien changée depuis le temps où le tsar remerciait la noblesse lithuanienne de devancer ses intentions. Entre Alexandre II, résolu de maintenir l'œuvre de son père, et les patriotes polonais, déclarant ouvertement au tsar qu'ils ne pouvaient accepter l'association à l'empire russe que moyennant la reconstitution de la Pologne de 1772[3], toute transaction devenait impossible. La Société agronomique fut dissoute. La Société du crédit fon-

[1] C'était l'équivalent des anciennes corvées, mais résultant d'engagements libres dont la rareté de l'argent avait été la principale cause.

[2] Les serfs des seigneurs, disons-nous; car la condition des paysans du domaine impérial, presque aussi nombreux que ceux des particuliers (plus de dix-huit millions contre vingt), n'a été changée en rien.

[3] V. le procès-verbal de l'assemblée de Horodlo, et les adresses de la noblesse des anciennes provinces polonaises dans le recueil intitulé : *Affaire e Pologne*; Paris, décembre 1863.

cier, plus ancienne et moins politique, releva les projets de l'association dissoute et présenta au gouvernement un plan qui assurait aux tenanciers la propriété de leurs tenures moyennant le payement de vingt-huit annuités.

Le gouvernement russe rejeta ce plan de rachat. Il ne voulait pas donner à la grande propriété un moyen de réconciliation avec les paysans : il publia deux oukases ordonnant l'*accensement* obligatoire, mais sans rien décider quant au rachat.

L'insurrection éclata, et le premier acte du gouvernement national fut de renouveler la déclaration de Cracovie.

Cette fois, le décret qui rendait les paysans propriétaires de leurs tenures ne fut pas, comme en 1846, le cri d'un soulèvement à l'instant étouffé; revêtu d'une tout autre autorité, il fut accepté de ceux auxquels il imposait ce sacrifice réparateur.

Voilà ce que firent les propriétaires. Que firent les paysans?

Des maux séculaires ne s'effacent pas en un jour : des âmes déprimées par la longue habitude d'une oppression héréditaire ne remontent pas à l'héroïsme au premier appel, et, dans les conditions, bien différentes de 1794 ou de 1831, où se trouvait le pays, tout entier sous la main de l'étranger, aucun succès n'était possible sans un enthousiasme héroïque et des efforts surhumains de la part de tous.

Les paysans, étourdis et saisis de la grande nouvelle proclamée dans tous les villages et confirmée par les propriétaires, acceptèrent, avec une joie facile à comprendre, la réforme sociale; mais, quand on les appela aux armes, ne voyant l'insurrection nationale soutenue que par de petits corps tenant la campagne au nom d'un pouvoir occulte, et non par un gouvernement maître de la capitale et par une imposante armée, comme en 1830, la plupart hésitèrent, attendirent, craignant les retours offensifs des Russes, l'incendie de leurs villages, la destruction de leurs fa-

milles; ils favorisèrent, entretinrent, renseignèrent, guidèrent les insurgés; mais ils ne surent pas être eux-mêmes à temps cette armée qu'ils attendaient, et donner la levée en masse à la patrie; dernier et le plus cruel châtiment de l'ancienne Pologne, au moment où elle abdiquait enfin devant une Pologne nouvelle!

Que, dans ces jours de suprême angoisse, le gouvernement anonyme, abandonné du dehors, ne trouvant pas dans les campagnes l'unanime élan qu'il s'était cru le droit d'attendre, et voyant croître de jour en jour l'atrocité de cette répression moscovite qui aboutit en juin à l'épouvantable régime de Mouravief; que, cédant alors à ces sombres inspirations trop bien connues de notre Révolution française, ces dictateurs du désespoir aient recouru, à leur tour, à des armes fatales, à ces moyens de terreur qui dégénèrent inévitablement en fureurs aveugles chez les agents subalternes, cela a pu entacher partiellement dans les faits un mouvement si pur dans son origine; mais cela n'a rien pu changer à la justice de la cause, ni faire que le droit cessât d'être le droit.

Si la terreur élevée contre la terreur a opposé parfois des crimes à des crimes[1], ils sont tous également les fils du vieux crime, de votre crime à vous, conquérants démembreurs de nations par la trahison et par la force!

Le décret du 22 janvier 1863 n'en est pas moins aujourd'hui le droit légal de la Pologne.

[1] Est-il besoin de dire avec quelle absolue défiance il convient d'accueillir à cet égard les relations moscovites, officielles ou autres, telles qu'on les rencontre, par exemple, dans le livre de M. de Moller (*Situation de la Pologne au 1er janvier* 1865), œuvre d'une haine délirante contre tout ce qui est polonais? Quelle autorité peuvent avoir pour nous les enquêtes russes, et qui fera l'enquête sur les *enquêteurs?*

II

C'est là le droit : quel est le fait? — c'est-à-dire : que fait la Russie? — puisque ceux qui ont *dit le droit*, suivant l'expression latine, sont morts aux combats ou sur l'échafaud, et que ce qui est la négation incarnée du droit tient dans ses mains les personnes et la terre.

Le but de la Russie est d'extirper des provinces polonaises l'esprit européen pour lui substituer l'esprit asiatique, et, pour cela, de détruire radicalement les classes dans lesquelles l'esprit européen a pleine conscience de lui-même, et de *moscovitiser* le reste.

Tous les écrits, toutes les paroles des Moscovites témoignent de leur implacable haine contre ces deux classes : aristocratie et démocratie; elles furent coupables, assurément, l'une d'oppression, l'autre d'anarchie; — oui; mais ce n'est pas pour leurs vices qu'elles sont si furieusement haïes; c'est, on nous le dit nettement, pour une autre sorte de crime; c'est pour avoir trahi, en faveur de l'Occident, la grande cause *slave*, personnifiée dans la Russie; en d'autres termes, pour avoir refusé de trahir l'Europe et de faire des vrais Slaves les instruments du grand mensonge panslavite et les serviteurs du despotisme touranien.

Oui, la Pologne nobiliaire a connu la tentation du Christ sur la montagne; on lui a offert, par la main d'un des siens[1], sa part, et peut-être la première part, dans la conquête du vieux monde, pourvu qu'elle se fît touranienne et reniât sa mère l'Europe, qui l'abandonnait, et elle a refusé!

Cette *szlachta* poursuivie de tant d'outrages, cette petite noblesse, dont une bonne partie n'était réellement que des paysans libres, est peut-être, si l'on excepte le peuple de

[1] Le marquis Wielopolski.

Paris, le groupe d'hommes en Europe où l'on rencontre, à côté de grands défauts, le plus d'âmes capables d'éclatants dévouements et d'actions héroïques. La France entière s'est émue en 1863, quand elle a vu tous ces fils de réfugiés de 1831, ces jeunes gens, nés la plupart dans l'exil, naturalisés chez nous par le travail, abandonner leurs modestes emplois, leurs moyens d'existence, si laborieusement conquis, pour prendre, au premier signal parti de Varsovie, la route de cette patrie qu'ils n'avaient jamais vue que dans leurs rêves : d'autres, pendant ce temps, en Posnanie et en Gallicie, quittaient leurs châteaux, comme ceux de France quittaient leurs mansardes, et partaient, la plupart sans illusions et n'ignorant pas qu'ils partaient pour mourir.

Les écrivains moscovites daignent, il est vrai, témoigner parfois quelque compassion à ces *dupes*, mais pour couvrir d'anathèmes les *dupeurs* qui exploitaient leur folie. Les exploiteurs, c'étaient les hommes du gouvernement anonyme; ceux qui restaient, par exemple, à Varsovie, sachant très-bien qu'ils seraient, un jour ou l'autre, découverts et traînés au supplice, et qui restaient pourtant, chacun attendant son heure. — *Hodie mihi, cras tibi!* — chacun voyant à son tour passer dans la rue le cortége qui emmenait son collègue à la mort, et qui allait demain, à son tour, l'y conduire. — Voilà la situation qu'ils exploitaient, et pour quel salaire!

Nous avons dit le but de la Russie.

Les moyens, nous allons les voir.

Laissons de côté les violences de toute nature commises pendant la lutte, comme faits de guerre accidentels, au compte de l'armée russe, rentrée dans sa tradition qu'avait interrompue un moment, il y a un demi-siècle, la politique d'Alexandre Ier : ne nous arrêtons qu'à ce qui est système de gouvernement, pratique officielle en vigueur depuis le *rétablissement de l'ordre;* plan d'administration adopté pour

nationaliser, comme ils disent, les Provinces occidentales, et pour unir indissolublement le royaume à l'empire.

Un mot d'abord de l'action contre les personnes, avant de passer à l'action contre les propriétés, bien autrement savante et profonde.

Quant aux personnes, le système de terreur n'a nullement cessé avec l'insurrection : ses coups sont un peu moins multipliés, et surtout retentissent moins aux oreilles de l'Europe, qui ne demande pas mieux que de ne pas entendre, mais il frappe toujours! — Le chiffre des exécutions capitales est toutefois modique : il ne paraît pas avoir beaucoup dépassé cinq cents, en négligeant, bien entendu, tout ce qui a été sommairement expédié pendant la lutte, en vertu des pleins pouvoirs des chefs militaires de tout grade, et dont on n'a pas eu le loisir de tenir registre. — Les exécutions ne sont que pour l'exemple : le gouvernement russe, on le sait, aime peu la peine de mort : il a un autre moyen de suppression un peu plus lent, mais non pas moins efficace. — Donc, déportation... de qui? — La catégorie est large; — de qui l'on veut, entre les 1,200,000 dont nous avons parlé, pour ce qui est du royaume, et entre les classes analogues dans les autres provinces. Dans les villages, la déportation choisit; elle n'enlève que la *mauvaise herbe ;* mais, dans les villes, bourgs et châteaux, elle fauche par coupes successives ceux-ci ou ceux-là, peu importe, puisque tous sont *incorrigibles !*

Quelquefois on a fait des excursions hors de ce cercle trop étroit encore : tel village s'était montré aussi polonais que la ville; une nuit, les Cosaques l'entouraient; on rassemblait les habitants sur la place, on mettait le feu derrière eux, et on les poussait sur la route de l'Oural, pendant que le village disparaissait dans les flammes.

La déportation *supprime*, disions-nous; nous l'entendons à la lettre; on emmenait à pied des vieillards, des femmes,

des enfants, des malades, sans vêtements d'hiver qui eussent gêné leur marche; on partait cent cinquante de Varsovie, on arrivait quarante à Tobolsk; les autres avaient été *supprimés* en route. Tous les convois de Sibérie ne fondent pas sur le chemin dans cette proportion; mais, pour ceux qui se sont obstinés à vivre au delà de Tobolsk, n'a-t-on pas les mines de Nertschink[1]?

Comme c'est une société, et non plus un simple corps politique qu'il s'agit de détruire, ce qui regarde les personnes se complète par la guerre à la famille, par la séparation des parents et des enfants, même dans l'exil, même dans l'enfer glacé d'Asie, par la dissolution forcée des mariages, par le divorce imposé aux femmes dont on a enlevé les maris.

Quant aux propriétés, il y avait, comme nous l'avons dit, deux classes de terres, les terres occupées en domaine direct par les propriétaires, les terres occupées par les tenanciers.

Pour le domaine, durant la lutte, on en expulsait tout simplement à main armée la famille du propriétaire emprisonné ou fugitif; puis on a séquestré avec ordre; les garnisaires vendant à leur profit chevaux, bêtes de labour et meubles, et laissant le domaine en friche; propriété séquestrée : famille ruinée.

Mais laissons, comme nous le disions tout à l'heure, les accidents de la période insurrectionnelle, et recherchons

[1] Les chiffres que nous donnons pour un des convois nous viennent d'une source digne de foi; à ceux qui n'y pourraient croire nous rappellerons ce que dit Haxthausen, peu suspect assurément d'hostilité envers la Russie:

« Autrefois, il n'arrivait pas à destination le tiers des exilés envoyés en Sibérie: aujourd'hui il en meurt encore de 15 à 25 pour 100 en route. »

Études sur la Russie, t. III, p. 348.

L'auteur parle des exilés ordinaires; qu'on juge de ce que peut ajouter la fureur des vengeances politiques! La totalité des prisonniers n'ont pas été envoyés en Sibérie, un certain nombre sont restés dans les gouvernements cis-ouraliens.

les plans poursuivis, le *lendemain de la victoire*, et dans le royaume, et dans les provinces lithuano-ruthènes.

Plans poursuivis le *lendemain de la victoire*, mais conçus et arrêtés durant la lutte; car le fameux *plan Pogodine*, pour les provinces lithuano-ruthènes, est du printemps de 1863, et les quatre oukases pour la réforme de la propriété dans le royaume ont été rédigés pendant que l'insurrection durait encore, et comme moyen d'action contre elle.

L'article suivant du journal officiel l'*Invalide russe*, du 9 février 1864, est la vraie préface des quatre oukases.

« Que la question des paysans ait été, aux yeux du parti révolutionnaire polonais, le meilleur moyen pour la lutte contre la domination russe, ceci est démontré par ce fait : que le comité central révolutionnaire, le premier jour de l'insurrection, 22 janvier 1863, a proclamé les paysans détenteurs de tous les biens, sans excepter les domaines de l'État et les majorats, propriétaires libres des terres qu'ils occupaient... Les paysans ont trouvé avantageux de ne plus payer aucune redevance pour leurs terres..... *Les propriétaires se sont soumis aux décrets du comité central, et aucune plainte n'a été adressée par eux aux autorités légitimes* (russes) *contre les paysans qui ne payaient plus les redevances.*

« Ces deux faits sont très-importants et ne doivent pas être sans influence sur la solution définitive de la question des paysans dans le royaume de Pologne, solution qui ne peut pas être remise plus longtemps, puisque le comité central avait déclaré, dès 1862, qu'il travaillerait à ce que la réforme de la condition des paysans fût opérée dans le sens favorable à un soulèvement du pays, et à ce que les paysans fussent définitivement rendus propriétaires libres par un gouvernement polonais. Si le gouvernement russe ne prenait pas maintenant cette réforme en ses propres mains, écartant, pour cette fois, toute influence locale, il est évident qu'elle deviendrait un instrument puissant

dans les mains des révolutionnaires, pour le renversement, dans le royaume de Pologne, du régime politique et social existant. »

Ainsi, constatons-le bien, ceci est d'une portée immense ; de l'aveu du journal officiel de Saint-Pétersbourg, le décret du gouvernement national polonais a été accepté et exécuté par les deux classes intéressées dans la question.

Les quelques exceptions individuelles de propriétaires qui en auraient appelé aux baïonnettes russes pour forcer leurs paysans à continuer de payer les redevances, ne sauraient infirmer la déclaration du journal officiel de Saint-Pétersbourg sur l'absence de toute protestation collective et sur l'acceptation du décret national par la masse des propriétaires.

Le droit et le fait se trouvaient donc réunis, et la réforme sociale était en pleine exécution, lorsque le gouvernement de l'étranger est intervenu pour *redonner* aux paysans ce que leur avait déjà *donné* le gouvernement national et ce dont ils *étaient en possession.*

Le gouvernement de l'étranger a enchéri, nous devons le reconnaître, sur le gouvernement national.

Qu'avait fait le gouvernement national?

Réalisant la pensée de Kosciusko, il avait attribué aux trois cent trente-huit mille tenanciers, chefs de familles agricoles, la propriété des terres qu'ils tenaient en *fief*.

Que veut dire ce terme de *fief* employé par les Polonais dans la version française, terme impropre et incompatible avec le code civil[1]?

Il veut dire que le gouvernement national, remontant par-delà le code civil, appliqué à faux aux rapports des tenanciers et des seigneurs, considérait les premiers comme détenteurs héréditaires de la terre, moyennant

[1] V. le recueil publié en français par ordre du gouvernement national : *Affaires de Pologne: Exposé de la situation*, etc., etc.; décembre 1863.

certaines charges, et comme ne pouvant être évincés que par l'arbitraire.

C'était là pour lui la coutume; c'était là ce qu'étaient pour lui les tenanciers dans le présent et le passé le plus proche. Mais les tenanciers représentaient à ses yeux autre chose dans un passé lointain; ils étaient les héritiers ou les représentants de l'ancien droit des *kmétons*, des paysans libres de Pologne, injustement dépouillés de la propriété et de la liberté.

C'était cet ancien droit que restaurait le gouvernement national en conférant la pleine propriété aux cultivateurs, droit historique en même temps que droit naturel.

Reconnaissant, d'autre part, les droits résultant de coutumes séculaires, il promettait aux représentants des anciens seigneurs une indemnité sur le trésor public, comptant acquitter cette indemnité au moyen d'un emprunt national et, peut-être aussi, par la vente des portions des majorats[1] non affermées.

Que fit le gouvernement russe?

Comment les quatre oukases du 2 mars 1864 remplirent-ils le programme publié par l'*Invalide* le 9 février?

Le gouvernement russe renouvela le don de la terre aux paysans et accepta le principe d'indemnité aux anciens propriétaires.

Mais il ne renouvela pas simplement, il amplifia le don de la terre. Le gouvernement national n'avait fait que transformer en propriété la possession stable et traditionnelle; il n'avait attribué la terre qu'aux tenanciers, aux vrais cultivateurs héréditaires. Le premier des quatre oukases la donna, avec les constructions, le bétail,

[1] Les majorats donnés par le gouvernement russe à des Moscovites, soit sur le domaine public, soit sur les confiscations, sont tellement nombreux, qu'un cinquième environ des terres occupées par les tenanciers en relevaient. — V. Schnitzler, *l'Empire des Tsars*, t. III, p. 206.

l'outillage, etc., à quiconque en occupait un lambeau quelconque, à un titre quelconque et à des conditions quelconques, si éphémères qu'elles fussent, ou même sans conditions, aux « bergers, maraîchers, gardes-forestiers et autres serviteurs, » dès qu'ils étaient logés dans les villages et non sur les terres seigneuriales.

Ces nouveaux propriétaires, sans doute fort étonnés de l'être, seraient bien ingrats s'ils ne cessaient d'être, eux du moins, des *Polonais incorrigibles*, à moins qu'ils ne se souviennent que le gouvernement national avait pensé, lui aussi, à la classe la plus malheureuse, aux prolétaires des campagnes : il ne leur avait pas donné le bien d'autrui, mais il avait promis à tous les hommes de cette classe qui serviraient la patrie des lots de terre pris sur les portions non affermées du domaine public.

Les *démagogues* du gouvernement anonyme, ainsi qu'on les appelle à Saint-Pétersbourg, ne se sont pas élevés au niveau de la monarchie moscovite en fait de *démocratie* agraire; mais nous ne leur ferons pas un reproche de cette infériorité.

Les oukases, de plus, maintinrent ou rétablirent les servitudes présentes ou passées, droits d'affouage et pâturage, etc., appartenant aux paysans dans les forêts et sur les terres seigneuriales, et déclarèrent la terre acquise aux paysans franche de toute redevance arriérée et de toute charge envers les tiers[1].

Quant à l'indemnité, les oukases déclarèrent qu'on y appliquerait, 1° un impôt foncier payé par les paysans; 2° le droit sur les boissons; 3° un impôt additionnel sur les autres biens immeubles; 4° et la vente d'une certaine partie des domaines de l'État.

Par l'impôt sur les immeubles autres que ceux des

[1] Sauf aux créanciers à faire valoir, comme ils pourraient, leurs droits sur l'indemnité; triste garantie, ainsi qu'on va le voir!

paysans, les anciens propriétaires se payeront à eux-mêmes une partie de leur indemnité, et, par une sorte de dérision cruelle, cet impôt ne sera autre qu'une augmentation de l'*ofiara* (offrande), contribution nationale établie, au temps de Kosciusko, pour la défense de la patrie et maintenue et aggravée par l'étranger victorieux.

Comment l'indemnité est-elle réglée ?

Les journées de travail et le revenu de la terre sont rachetés à un tel taux, et les réductions et les délais de remboursement sont tels que notre savant économiste et agronome M. Léonce de Lavergne, dans son étude sur la question des paysans en Pologne, évalue au plus l'indemnité à un CINQUIÈME de ce qu'on prend aux propriétaires[1] !

Et ce n'est pas tout : l'article 22 du troisième oukase, qu'on a supprimé dans la version française[2], autorise le comité chargé de *l'organisation rurale du royaume* à réduire le résultat de ces opérations jusque dans la proportion de 40 pour 100 « suivant les circonstances locales ! »

Le plus violent des champions du tsarisme, M. de Moller, tout en attaquant avec passion le travail de M. de Lavergne, résume lui-même ainsi les combinaisons de réduction de l'indemnité :

« Tout le royaume est divisé en quatre zones pour la fixation d'un *maximum* de redevances dont l'abrogation donne droit à une indemnité. Dans les propriétés où le total des redevances à indemniser dépasserait ce *maximum*, même déduction faite d'un tiers ou d'un cinquième, ce

[1] *La Pologne et les ukases* du 2 mars 1864, v. *Revue des Deux-Mondes* du 1er mai 1864.

V. aussi, dans le *Journal des Économistes* du 15 mai 1864, l'article de M. Joseph Garnier : *La Question des Paysans en Pologne*.

[2] La version abrégée, insérée dans les pièces du livre de M. de Moller, omet les points les plus caractéristiques.

total peut subir une nouvelle diminution, *mais pas au delà de* 40 pour 100. »

Et il ajoute :

« En admettant même que l'évaluation des terres restituées aux paysans fût inférieure à leur valeur normale, il est certain qu'au moment de la promulgation des oukases... cette évaluation était encore bien au-dessus de la valeur réelle de tous les biens-fonds en Pologne... Les paysans ne payant aucune redevance, les biens ne donnant aucun rapport, il est évident que la propriété foncière ne pouvait avoir aucune valeur [1]. »

La conclusion logique est que, la propriété ne valant plus rien, si l'on ne tient point compte de la promesse d'indemnité faite par les *rebelles*, le gouvernement russe aurait bien pu prendre la propriété pour rien, et que c'est pure générosité de sa part d'en donner un prix quelconque.

Bon nombre de propriétaires se trouveront d'ailleurs exclus de sa munificence : l'article 50 du troisième oukase, qu'on a jugé à propos d'écarter de la version française, tout comme l'autre article que nous citions tout à l'heure, déclare que, « si un propriétaire ne se présente pas au terme désigné par l'oukase pour recevoir l'indemnité, il sera réputé renoncer à toute indemnité. » Or, il ne manque pas de propriétaires *internés* en Russie, ou réfugiés à l'étranger, qui ne se présenteront pas et seront forclos.

Les défenseurs du tsarisme font grand bruit de l'esprit *démocratique* du second oukase, qui organise des communes rurales de deux degrés. Assurément, l'ancienne organisation, qui attribuait héréditairement les fonctions de maire (*woyt*) aux grands propriétaires, ne pouvait subsister, et, si la révolution, qui avait débuté par conférer aux cultivateurs le droit de propriété, eût triomphé, elle les eût sans aucun

[1] *Situation de la Pologne au 1er janvier* 1865, par A. de Moller, p. 581.
[2] *Ibid*, p. 589-590.

doute investis des droits politiques; mais elle n'eût certes pas, comme le gouvernement russe, exclu des assemblées municipales : 1° tous les citoyens ayant des opinions patriotiques notoires, lesquels forment aujourd'hui la nombreuse catégorie des personnes « placées sous la surveillance de la police; » plus, avec ces *indignes*, les juges de paix et les ecclésiastiques; 2° les maîtres d'école, petits marchands, fabricants, etc., lorsqu'ils ne sont pas propriétaires [1]. Elle n'eût pas déclaré inéligibles aux fonctions municipales, avec les surveillés de la police, les juifs et les personnes remplissant des fonctions quelconques, même gratuites, c'est-à-dire à peu près tous les lettrés. Exclure à la fois les prêtres et les juifs, c'est une éclectisme d'un nouveau genre, mais non pas sans logique : ne se sont-ils pas donné la main en 1861 sur les places publiques de Varsovie, et le grand rabbin n'a-t-il pas été déporté comme l'archevêque?

La révolution n'eût pas, enfin, donné le droit aux autorités supérieures de faire recommencer à deux reprises les élections communales qui ne leur conviennent point. Elle n'eût point à la fois octroyé à des maires *salariés* une autorité exorbitante sur les personnes et les propriétés (surveillance, perquisition, arrestation pour deux jours [2]),

[1] Il s'agit ici des communes du second degré (*gmyna*) : c'est bien autre chose pour la petite commune du premier degré (*gromada*) : on exclut de ses assemblées les anciens petits propriétaires et tout ce qui n'est pas le paysan serf de la veille, en sorte que les libres d'autrefois sont les parias d'aujourd'hui. La catégorie des petits propriétaires exclus, d'après les chiffres donnés par M. Schnitzler sur les populations rurales (*l'Empire des tsars*, t. III, p. 207), comprendrait 277,500 âmes, sans compter 28,000 juifs cultivateurs. Les 338,000 anciens tenanciers, avec leurs familles, formeraient, d'après le même auteur, une masse de 1,605,500 âmes.

[2] « Le maire devra faire connaître immédiatement à l'autorité les personnes qui s'éloignent *arbitrairement* de la commune. » — *Arbitrairement*, c'est-à-dire sans la permission de l'autorité militaire!

V. les articles 24 et 29 du deuxième oukase. Ceci est *omis* dans la version française.

et livré ces maires, à leur tour, à l'entière discrétion des chefs de districts, qui peuvent les destituer, les frapper d'amendes, les emprisonner pour une semaine sans jugement, et faire ou exécuter ou annuler les sentences prononcées contre eux par les tribunaux en cas d'abus[1].

Les pouvoirs des chefs de districts sont actuellement entre les mains des chefs militaires moscovites, et, si l'état de siége était levé, ils passeraient à des *tchinovniks* civils, également moscovites, et Dieu sait ce qu'on y gagnerait!

Cette loi *libérale* n'exige pas un long commentaire : elle met les anciens propriétaires, grands et petits, et tous les lettrés sous la main des paysans, et les paysans sous la main des fonctionnaires moscovites.

On peut s'en rapporter là-dessus à la *Gazette de Moscou*. Voici son jugement sur la loi communale :

« Ainsi, le droit de décider les affaires communales sera désormais exercé par ceux qui possèdent la terre, et, d'un autre côté, les prêtres, les maîtres d'école, les ouvriers qui exercent leur métier à la campagne, et toute la masse inquiète des gens n'ayant pas de propriété foncière, sera exclue de toute participation aux affaires communales. *Ensuite, les personnes, sans exception aucune*, demeurant dans les limites de la *gmyna* (commune du deuxième degré), sont soumises à sa juridiction, à son tribunal, à sa police, à ses dispositions économiques, représentés par l'assemblée de la *gmyna* : loi extrêmement importante qui peut mettre le propriétaire dans la dépendance des paysans. Il faut convenir, en général, que les propriétaires seront absorbés, dans les assemblées de la *gmyna*, par l'élément paysan; mais il est évident que cette *démocratisa-*

[1] Troisième oukase, art. 89. — « Les tribunaux.... adressent leurs demandes d'exécution de la peine contre les fonctionnaires ruraux aux chefs de districts, qui examinent la justice de la demande et agissent suivant les circonstances. »

tion de l'organisation communale était *une nécessité pressante du moment actuel*[1]. »

On comprend ce que peut être la démocratie qui fait la guerre, d'un côté, aux riches, de l'autre, aux *maîtres d'école* et aux *ouvriers*, et qui reçoit son mot d'ordre de l'État-major ou de la bureaucratie étrangère.

Après les principes, restait l'exécution : le quatrième oukase y pourvoit par la création d'un *Comité constituant*, ayant sous sa direction des commissions provinciales, et revêtu de pouvoirs véritablement dictatoriaux en tout ce qui concerne l'organisation civile et politique des campagnes.

« Le comité organisateur, disait, le 9 mars 1864, la *Gazette de Moscou*, sera composé *principalement* de Russes[2]. Les employés subalternes seront également pris parmi les Russes. Toutefois, dans les districts limitrophes de la Prusse, on fera venir des employés allemands... Les autorités prussiennes, en Posnanie... nous trouvent non-seulement les individus nécessaires, moyennant un bon traitement, mais nous donnent des conseils fort utiles. Elles nous ont recommandé, entre autres choses, de rechercher de préférence, pour les provinces polonaises, des employés qui ne sachent pas le polonais. »

Les employés prussiens de Posen sont en effet passés maîtres dans l'art de dénationaliser un pays, et la vieille complicité ne pouvait manquer de se reproduire sous cette nouvelle forme : après les Eulenbourg, les Barensprung[3].

Comment cette organisation a-t-elle fonctionné?

Nous avons les rapports du Comité constituant rédigés, en vue de l'Europe, avec l'art qu'on pouvait attendre de l'homme qui a été l'âme de toute cette œuvre, M. Miliou-

[1] *Gazette de Moscou* du 9 août 1864.

[2] Il l'est *exclusivement*.

[3] V. sur le gouvernement prussien en Posnanie, notre brochure, *Pologne et Moscovie*, p. 31 et suivantes.

tine[1]. On n'est pas plus conciliant et plus modéré. Tout se passe avec un ordre parfait. Seulement on conclut on reproduisant, sous une forme négative, une phrase dubitative des considérants de l'oukase sur l'indemnité. Il dépendra des « propriétaires, disait l'oukase, en prêtant leur concours aux vues du gouvernement, de se rendre à eux-mêmes le plus utile des services, car ils prépareraient ainsi le terrain sur lequel la prospérité matérielle du pays pourrait se développer, » etc. — Il est fort à regretter, répond le rapport, « que la classe des propriétaires fonciers n'ait pas fait généralement preuve des mêmes dispositions (que les paysans). En prêtant au gouvernement un concours loyal et efficace pour cette réorganisation sociale... les propriétaires fonciers se seraient rendu à eux-mêmes le plus important des services[2]. »

Ils n'ont pas voulu se rendre ce service, et naturellement ils en portent la peine. M. Milioutine, principal rédacteur de l'une et de l'autre pièce, avait bien prévu la réponse qu'il aurait le regret de se faire à lui-même.

La vérité est que le royaume est livré, depuis les oukases, à l'arbitraire illimité de quelques hommes qui se sont emparés, non-seulement de l'organisation rurale, mais de l'administration des finances et de l'instruction publique, et pour lesquels les oukases sont moins une règle qu'un point de départ pour faire par tous les moyens une Pologne russe et extirper, jusqu'aux dernières racines, l'influence des classes lettrées. Ce que peuvent être devenus l'état de la propriété, les relations sociales et les conditions économiques du pays, il n'est que trop aisé de le concevoir, en tenant compte de tout ce que doivent ajouter, aux instructions in-

[1] Ou *Milutine*, comme il écrit lui-même son nom. Nous suivons, autant que possible, la méthode de M. Schnitzler, d'écrire les noms comme ils se prononcent.

[2] V. le *Nord* du 27 juin 1865.

flexibles des directeurs de l'œuvre, les passions, l'ignorance ou les excès de zèle des subalternes[1].

Tandis qu'on manipule si violemment les intérêts, on continue, comme nous l'avons dit, à frapper les personnes: les journaux annonçaient dernièrement (16 novembre 1865) le départ d'un convoi de soixante transportés pour la Sibérie : les convois sont habituellement moins nombreux ; mais il en part, chaque semaine, de Varsovie. L'archevêque de Varsovie, qui subit le même sort que son prédécesseur, vient d'être exilé pour s'être opposé aux mariages mixtes, dans lesquels le pouvoir moscovite adjuge d'autorité tous les enfants au culte grec-orthodoxe. Quant à l'instruction publique, le Comité s'est emparé de l'enseignement primaire pour le diriger à ses fins, et écrase l'enseignement supérieur en reprenant le système de Nicolas.

Tel est le sort du royaume. Si l'on passe du royaume dans les *Provinces occidentales*, dans la Lithuanie et la Ruthénie, on descend encore de plusieurs degrés dans l'abîme. La Russie ne conteste point encore officiellement au royaume sa langue ni son culte, bien qu'elle fonde partout des maisons d'éducation russe, qu'elle interdise absolument l'enseignement aux religieux et religieuses catholiques[2], et qu'elle fasse tout

[1] Les oukases conféraient la propriété à tous détenteurs d'un *enclos* (*osada*, maison avec jardin et pièce de terre arable) : le Comité constituant a donné la propriété à tous locataires de bâtiments ou de *portions* de bâtiments! Les sous-commissions ont été parfois jusqu'à donner des moulins aux meuniers, des compartiments d'écurie aux cochers et des étables aux vachères. Il va sans dire qu'on foule aux pieds les transactions antérieures entre propriétaires et tenanciers, même les plus équitables et les plus conformes à l'intérêt de l'agriculture

[2] Ailleurs, on ferme les couvents comme anti-nationaux; mais, là, on les ferme comme trop nationaux.

Le gouvernement russe a rendu un témoignage involontaire à l'esprit qui anime le clergé polonais. Dans le rapport sur la suppression des couvents, est citée une déclaration du clergé de Podlachie, de novembre 1862, acceptée par le clergé de Varsovie, et, en général, par celui du royaume ; le clergé s'y rallie au programme du Comité central (démocratique), de préférence à celui du comité de la noblesse (aristocratique ou *blanc*). Il ne fait de réserve

pour séparer de leurs concitoyens polonais proprement dits les groupes de population ruthénienne et lithuanienne qui se rencontrent au sud-est et au nord du royaume. Dans les *Provinces occidentales*, qui ont deux fois la population et trois à quatre fois l'étendue du royaume, la Russie va plus loin, le thème adopté étant plus radical.

Le thème est ceci : la Pologne (le royaume) n'est que *sœur* de la Russie; les *Provinces* sont *russes* (en vertu, qu'on se le rappelle, de la grande équivoque qui confond les Ruthènes parlant le russe-blanc ou le petit-russe avec les Moscovites parlant le grand-russe); les lettrés qui parlent polonais dans les *Provinces* sont des dominateurs *étrangers*. Donc, dans le royaume, réforme sociale devant ramener la Pologne à la fraternité russe; mais, de plus, dans les *Provinces*, régénération *nationale*, restauration de l'élément *national* russe contre l'élément *étranger* polonais.

Le plan primitif présenté au gouvernement russe par M. Pogodine[1], en mai 1863, a été plus ou moins modifié par les événements, mais est encore le fond de la politique en activité[2].

qu'en ce qui concerne la foi catholique : on ne pouvait lui demander plus. Le clergé polonais, d'ailleurs, comme le hongrois, s'est, en général, très-peu préoccupé de la question du temporel papal.

[1] Pagodine, suivant la prononciation.

[2] Les principaux moyens proposés par le plan Pogodine, étaient 1° de forcer les propriétaires à émettre des obligations dont la baisse prévue et calculée les ruinerait : 2° de faire vendre à l'enchère, en masse et nécessairement à vil prix, toutes les propriétés grevées d'hypothèques ou engagées dans les sociétés de crédit de l'empire russe, de façon à les faire acquérir par des Russes et par des fonctionnaires; 3° de déporter dans l'intérieur de l'Empire les personnes *suspectes* de tendances à la révolte, avec vente de leurs biens aux enchères ou confiscation, selon le degré de *culpabilité*; 4° d'introduire dans les Provinces occidentales des colonies *d'odnodvortsi** (paysans libres) et de bourgeoisie russe; 5° de faire donner l'enseignement public exclusivement en langue *russe* par des professeurs *russes* (moscovites), excluant ainsi à la fois la langue polonaise, les dialectes ruthènes et la langue lithuanienne, etc., etc.

* On prononce *adnodvortsi*.

L'intensité de l'action *régénératrice* a été, est encore proportionnelle à la force de l'élément *étranger* qu'il s'agit d'extirper ; la Lithuanie était tellement *infectée* de l'élément *étranger* et Mouravief a travaillé avec tant d'énergie à la *régénérer*, que de récentes relations moscovites représentaient elles-mêmes les campagnes lithuaniennes, en 1864, comme un désert.

Donc, proscription, dans la Lithuanie et la Ruthénie, de tout usage extérieur et public de la langue polonaise, langue usuelle de tous les nobles et de la plupart des citadins, c'est-à-dire plus de 1,100,000 personnes, suivant le chiffre le plus bas des statistiques de Saint-Pétersbourg [1], qu'on remplace officiellement, non par les dialectes lithuaniens ou ruthènes, les dialectes populaires de ces contrées, mais par le grand-russe, c'est-à-dire par le moscovite [2] ; interdiction, non-seulement de toute construction nouvelle d'églises ou chapelles catholiques, mais de toute réparation aux édifices existant, sans l'autorisation du gouverneur général [3], et fermeture de la plupart des églises; introduction forcée partout des popes orthodoxes, zélés agents de police comme de propagande;

[1] 1,105,000, suivant le *Tableau ethnographique et statistique* de M. d'Erckert, membre de la société géographique de Saint-Pétersbourg; tableau se rapportant à l'année 1859. — M. Viquesnel et d'autres savants élèvent le chiffre à près de deux millions; ce qui doit tenir à ce qu'un très-grand nombre de Lithuaniens et de Ruthènes, qui parlent les deux langues, sont exclus d'entre les *Polonais* par les statisticiens russes. Les Juifs et les Allemands d'origine, qui savent le polonais, sont en dehors de ces chiffres Ce qui indique que le chiffre de M. d'Erckert est au-dessous de la vérité, c'est ce fait que l'*Abeille du Nord*, du 30 mai 1862, constate qu'il y a 200,000 nobles et *odnodvortsi* (*slaczic* ou petits nobles dépouillés de leur noblesse par Nicolas), dans le seul gouvernement de Kief ou d'Ukraine, le pays qui passait pour le moins polonais. Il n'y a, dans cette même Ukraine, que 2,000 Moscovites, suivant le Tableau statistique d'Erckert.

[2] Les prêtres catholiques ne peuvent plus enseigner ni prêcher qu'en grand-russe, langue incompréhensible à leurs ouailles, surtout par la différence de prononciation.

[3] Circulaire de Mouravief, du 6 juillet 1864, dans le *Courrier de Vilna* (journal officiel).

persécution, sous toutes les formes, du rite latin et du rite grec-uni; *conversions* extorquées par tous les moyens de séduction ou de violence. On impose des taxes, qui sont de vraies amendes, aux baptêmes catholiques; on donne des primes aux catholiques qui laissent baptiser leurs enfants par les popes *orthodoxes* [1]; on a organisé, à Vilna, sous le titre de *Confrérie du Saint-Esprit*, une vraie société de familiers de l'Inquisition pour espionner, terroriser et convertir les familles à l'orthodoxie.

Après treize mois de massacres, de déportations et de pillages, voici une pièce qui, en juillet 1864, a donné la conclusion politique de l'administration *de l'homme d'État* qui a réalisé l'idéal du tsarisme :

CIRCULAIRE SECRÈTE DU GÉNÉRAL MOURAVIEF AUX GOUVERNEURS CIVILS DE VILNA, KOVNO, GRODNO, MINSK, VITEBSK ET MOHILEF.

« J'ai adressé, par ordre de Sa Majesté, au Comité pour les Provinces occidentales, un mémoire concernant l'administration de ces provinces.

« Le Comité, adoptant pleinement les idées émises dans ce mémoire, a reconnu qu'il était démontré, jusqu'à la plus parfaite évidence et sans objection possible, que les Provinces occidentales étaient foncièrement russes et appartenaient au patrimoine séculaire de l'empire. Cette opinion une fois admise, le Comité, s'inspirant des règles les plus simples de la justice, a décidé que, pour l'avenir, il ne serait plus toléré dans ces provinces aucun acte, aucun signe de propagande polonaise; qu'aucun adoucissement ne serait apporté au régime qui y est établi, et que les mesures les plus énergiques seraient employées pour combattre, non-seulement la suprématie, mais encore toute manifestation de l'élément polonais, que l'administration devra s'attacher

[1] Les journaux moscovites dénient ces faits dénoncés particulièrement dans le gouvernement de Vilna.

à extirper complétement comme étranger au pays, en même temps qu'hostile au gouvernement légal et à la nationalité russe. Dans ce but et conformément aux vues émises dans mon mémoire, le Comité a ordonné les mesures suivantes :

« 1° Relever et fortifier la nationalité russe et l'orthodoxie en s'appuyant sur les paysans, auxquels on donnera une éducation éminemment russe et orthodoxe, afin d'empêcher que le pays redevienne un jour polonais.

« 2° Améliorer la condition du clergé orthodoxe russe et le rendre indépendant des propriétaires fonciers, afin qu'il puisse, conjointement avec les populations qui lui sont confiées, combattre efficacement la propagande polonaise qui, pendant quelque temps encore, s'efforcera de se maintenir dans le pays.

« 3° Empêcher le clergé catholique romain d'entraver les actes du gouvernement, en l'entourant de la plus minutieuse surveillance et en réprimant par des peines sévères tout acte contraire à l'ordre établi et surtout toute manifestation polonaise.

« 4° Confier tous les postes supérieurs dans l'administration, ainsi que tous ceux qui mettent les employés en rapports fréquents avec le peuple, à des personnes d'origine russe.

« 5° Introduire et fortifier l'élément russe dans le pays en organisant des colonies de paysans russes et en vendant les propriétés foncières à des Russes de toutes les conditions.

« Sa Majesté l'Empereur a daigné approuver la décision du Comité en écrivant de sa propre main sur le procès-verbal des délibérations : « Exécuter. »

« En faisant part à Votre Excellence, d'une manière secrète et confidentielle et pour votre gouverne, des décisions sus-mentionnées et approuvées par l'Empereur, je vous engage, conformément aux instructions qui vous ont été et

pourraient encore vous être données à l'avenir, à mettre tous vos soins à extirper dans la goubernie (province) qui vous est confiée jusqu'aux derniers vestiges de propagande polonaise et de l'élément polonais en général. S'il se présentait des cas d'une gravité exceptionnelle, exigeant de nouvelles mesures gouvernementales, vous auriez à demander des ordres en conséquence.

« Vilna, le 7/19 juillet 1864.

« Signé : *le général d'infanterie*, MOURAVIEF ;

« *Le chef de la chancellerie*, TOUMONOF [1]. »

[1] En exécution de cette circulaire, le gouverneur civil de Mohilef, M. Beklimicheff, adressait au gouverneur général, à la date du 18/30 septembre, les propositions suivantes :

« Considérant que, dans la partie du district de Sienna, limitrophe de la goubernie de Minsk et peuplée exclusivement de ci-devant grecs-unis, l'élément polonais est beaucoup plus tenace que dans les autres localités, je crois indispensable de commencer la colonisation projetée par cette partie du district, et j'ai fait choix dans ce but de Stolpce, de Koltki et de Kroupki. Stolpce appartient aux sieurs Tombonicz, dont l'un vient d'être déporté pour crime politique; le village peut donc être confisqué.

« La ferme de Koltki, propriété de la dame Szemolewicz, sera vendue aux enchères, étant grevée d'une dette envers la banque. La bourgade de Kroupki ne peut être ni confisquée ni vendue aux enchères; mais, placée comme elle l'est sur la grande route de Minsk, elle est dans les conditions les plus favorables pour une colonie de paysans russes et de soldats en retraite.

« J'ai donc l'honneur de soumettre ce projet à Votre Excellence, etc... »

Il a été répondu à cette proposition, le 8/20 octobre, dans les termes suivants :

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le gouverneur général approuve complétement votre projet de fonder une colonie de paysans russes ou de soldats en retraite dans les localités du district de Sienna, limitrophes de la goubernie de Minsk, et vous engage à présenter à ce sujet des propositions plus détaillées.

« Signé : *l'adjoint du gouverneur-général*,

« *Major* POTAPOF. »

Une autre pièce donne le dernier mot *pratique* de Mouravief :

LE GÉNÉRAL MOURAVIEF, GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE VILNA, KOVNO, GRODNO, ETC., AU MINISTRE DES DOMAINES.

Le ministre de l'intérieur vient de me communiquer la décision prise en commun par le Comité pour les Provinces occidentales, la section législative du conseil d'État et le chef de la deuxième section de la chancellerie impériale,

Lorsque, satisfait de lui-même et félicité officiellement par son maître dans une lettre datée d'une ville de France, Mouravief se retira pour goûter le repos qu'il avait si bien gagné, il répétait encore :

« Il s'agit de fonder dans ces pays l'orthodoxie et la na-

décision approuvée par Sa Majesté, concernant les mesures nécessaires pour activer la solution des questions relatives aux personnes faisant partie de l'ancienne petite noblesse polonaise. La résolution prise à cet égard vient même d'être promulguée par le sénat dans son ukase du 23 septembre.

Dans mon opinion, non-seulement le projet d'assurer un domicile fixe aux personnes de cette classe qui n'ont pas de propriété foncière ou de leur conférer des terres de la couronne, ne peut offrir au gouvernement un avantage quelconque, mais doit, au contraire, lui devenir préjudiciable. La petite noblesse polonaise se distingue par sa paresse, par ses mœurs dépravées et un indomptable orgueil. Elle rêve toujours le retour de ses anciens priviléges; elle est remplie de haine contre le gouvernement et contre tout ce qui est russe; elle a pris une part active à tous les mouvements révolutionnaires du pays, et, dans la dernière insurrection, c'est elle qui a fourni la majeure partie du contingent des bandes rebelles. Établie parmi les paysans de la couronne, cette noblesse ne cesserait d'exercer sur eux une influence funeste et de leur inculquer sa haine contre la Russie.

Le gouvernement, en outre, ne possède que bien peu de terres vacantes dans ces provinces, et ces terres devraient être employées non à coloniser la petite noblesse polonaise, mais à accroître l'élément russe de façon à assurer dans l'avenir la tranquillité du pays.

Quant à cette petite noblesse, mon avis est qu'il est non-seulement utile, mais *tout à fait indispensable*, de la transporter peu à peu dans les gouvernies éloignées de la Sibérie, et de l'y établir avec des terres de la couronne.

Le gouvernement a déjà eu plusieurs fois cette mesure en vue après l'année 1831. Mise en vigueur aujourd'hui, elle contribuerait beaucoup à pacifier le pays pour toujours. Il serait nécessaire, selon moi, de déterminer d'avance le nombre de familles qui seraient transportées chaque année, suivant la quantité des terrains qui pourraient être préparés pour les recevoir et les ressources affectées aux dépenses occasionnées par les frais de transport.

Ayant développé ailleurs ma manière d'envisager cette question, dont la solution peut avoir des conséquences d'une portée énorme pour les pays dont Sa Majesté a daigné me confier l'administration, j'ai l'honneur, monsieur le ministre, de vous demander de me faire part des mesures que vous prendrez à ce sujet.

Vilna, 8/20 octobre 1864.

Signé : *le général d'infanterie*, Mouravief;
Le chef de la chancellerie, Toumonof *.

* Nous n'avons aucun souvenir que l'authenticité de ces diverses pièces ait été contestée; mais à quoi servirait-il de les nier, puisqu'on en exécute le contenu ?

tionalité russe... Ma tâche sera continuée par mes successeurs. »

Et le successeur de Mouravief en Lithuanie, et celui d'Annenkof en Ruthénie firent écho, et ce fut à la lecture de leurs circulaires que la *Gazette de Moscou* laissa échapper ce cri de joie :

« Grâce à Dieu... ce pays dont la Russie ne saurait se passer sans perdre son terrain historique et son influence européenne... a été enfin *nommé russe* d'une manière solennelle et définitive. »

« La question, dit à son tour le journal allemand de Saint-Pétersbourg du 12 août, est dans ce fait : que l'élément russe doit gagner la suprématie dans ce pays, et ce n'est qu'à cette condition que ce pays peut appartenir à la Russie. »

Enfin, l'*Invalide russe*, journal officiel, proposait récemment les moyens suivants pour atteindre le but :

1° Défendre aux Polonais d'acquérir dorénavant dans les Provinces occidentales un immeuble quelconque;

2° Interdire aux propriétaires actuels d'aliéner leurs immeubles, si ce n'est au profit d'acquéreurs russes;

3° Empêcher les Polonais de donner hypothèque sur leurs biens, soit au profit de la banque de l'État, soit au profit des particuliers.

C'est-à-dire, en deux mots, mettre hors la loi les neuf dixièmes des propriétaires; car, d'après les statistiques moscovites, il y a tout au plus un dixième de propriétaires *russes* dans les Provinces occidentales[1].

Mais, peut-on leur répondre, puisqu'il vous faut tant d'efforts, tant de peines, tant de crimes, pour le *faire russe*, pour le *nommer russe*, ce pays, il n'était donc pas *russe!*

[1] *Gazette de Moscou;* 1865, n° 94. La plupart de ces *propriétaires russes* ne le sont qu'en vertu de majorats conférés par leur gouvernement. — On annonce que le tsar a décrété les mesures proposées par l'*Invalide*.

Les *étrangers*, dans ce pays, ce ne sont pas les Polonais; c'est vous, et vous le savez bien. Ces propriétaires, ces lettrés, ces bourgeois qui parlent polonais en Lithuanie et en Ruthénie, ce sont des Lithuaniens ou des Ruthènes *polonisés* par la civilisation polonaise, lien social de toutes ces contrées[1]. Expulser les Polonais de ce pays, à titre d'étrangers, c'est comme si les Espagnols faisaient la conquête du Languedoc et qu'ils expulsassent comme étrangers tous les bourgeois qui parlent français et non patois.

Rien de plus significatif qu'une assez récente querelle de la *Gazette de Moscou* avec le *Journal de la Bourse*, de Saint-Pétersbourg. La *Gazette* gourmandait le gouvernement de ne pas avoir poussé suffisamment à l'émigration des Grands Russes (Moscovites) dans les Provinces occidentales, pour les *nationaliser*. Le journal pétersbourgeois[2] répond que les paysans russes n'y veulent point aller; que « le peuple de la Grande-Russie ne sait pas l'histoire; » c'est pourquoi il ne reconnaît pas les Provinces occidentales pour pays russe, et les prend pour un pays étranger et polonais.

Ainsi les paysans moscovites, malgré leurs dispositions assez vagabondes, répugnent à aller s'établir parmi des populations qui, pour eux, ne sont pas de la *sainte Russie*.

S'ils ne *savent* pas l'histoire, ils la *sentent*.

Une personne très-digne de foi, née dans le gouvernement de Smolensk, nous a assuré qu'aujourd'hui encore les marchands moscovites, avant d'arriver de Moscou à Smolensk, s'arrêtent à l'ancienne frontière, celle du traité de Polanof, pour faire le signe de la croix, en se tournant vers l'Orient, comme un adieu à la Moscovie.

Vous avez beau faire, cette frontière est toujours la fron-

[1] Et il faut ajouter que beaucoup de Lithuaniens s'étaient *ruthénisés* avant de se *poloniser*, et ont ainsi passé de la langue lithuanienne à la langue ruthène, et de la langue ruthène à la langue polonaise, par le mouvement naturel de la civilisation.

[2] Année 1865, n° 161.

tière : vous l'avez passée; s'il plaît à Dieu, vous la repasserez un jour!

La *Gazette de Moscou* vient de reprendre la question dans son numéro du 10 décembre 1865. « Le moment des demi-mesures et des palliatifs est passé, dit-elle; ils pouvaient avoir leurs raisons d'être, tant que durait l'insurrection. Aujourd'hui, que l'œuvre de la répression est terminée[1], il faut un ensemble de mesures qui rende au pays sa physionomie politique propre, altérée par la domination du catholicisme et d'une fausse politique qui a toléré la polonisation du pays. Il faut le relier au reste de la Russie, non par de timides tentatives, mais bien par des mesures radicales. . . . . .

« Dans ce but, trois séries de mesures paraissent commandées par les plus hautes raisons d'État : 1° rattacher intimement et indissolublement la moitié occidentale de l'empire à celle du centre et de l'Orient, au moyen de lignes ferrées principalement et d'autres moyens de communication capables de créer une étroite communauté d'intérêts et d'échanges économiques; 2° séparer l'élément national polonais de l'Église catholique-romaine, soit, en d'autres termes : tolérance religieuse, mais nivellement politique; et enfin 3° faire passer la possession des terres entre les mains d'acquéreurs russes. . . . . »

La *Gazette de Moscou* propose l'institution dans plusieurs localités de commissions intermédiaires qui auraient à fournir aux acquéreurs tous les renseignements voulus sur les propriétés mises en vente; ces commissions auraient en outre mission d'écarter toutes les difficultés qui s'opposeraient à la réussite de semblables opérations; elles se

[1] *Terminée*, nous avons vu comment!

mettraient à ce sujet en rapport avec les administrations compétentes, et veilleraient à ce que les acquisitions se fissent par des Russes.

« Des publications faites régulièrement et avec les détails que comporte ce genre d'opérations contribueraient indubitablement à attirer les amateurs. »

On comprend quelle sera la liberté des transactions et la situation des propriétaires entre le gouvernement poussant, par tous les moyens qu'on peut imaginer, à la mise en vente et les machines construites pour *faciliter* l'achat : ils seront, pour parler net, entre le bourreau et le couteau.

Personne ne se méprendra sur l'espèce de *tolérance religieuse* à laquelle se convertit si brusquement M. Katkof : il s'agit uniquement de simplifier le système en laissant de côté *provisoirement* les mesures contre le culte et les prêtres, et en s'attachant exclusivement à l'œuvre politique d'*expropriation* de tous les propriétaires catholiques de religion et polonais de langue : ceci fait, le reste va de soi.

La *Gazette de Moscou*, tout en renouvelant la phraséologie ordinaire sur « la *russification* d'un pays d'origine russe, mais détaché par la violence, » etc. laisse échapper un aveu décisif, que le *Nord* s'est bien gardé de reproduire avec le reste :

« C'est seulement après la réunion avec la partie occidentale, que la Russie a pu se croire un état européen :... la partie orientale (la Moscovie), sans l'occidentale (les anciennes provinces polonaises), ne pourrait mener que l'existence d'un *khanat* asiatique ! »

Le chiffre de l'élément *polonais* à extirper dans les Provinces occidentales dépasse, comme nous l'avons vu, 1,100,000 âmes, d'après les statistiques moscovites ; pour combien comptent, dans ce chiffre, les propriétaires que

M. Katkof prétend exproprier? Nous ne saurions le dire au juste; mais nous voyons, dans *l'Empire des Tsars*, de M. Schnitzler (t. II, p. 117-119), qu'en 1860, la population du gouvernement de Kief s'élevait à 1,944,334 âmes ; celle du gouvernement de Podolie, à 1,748,466 ; du gouvernement de Mohilef, à 884,640 ; du gouvernement de Vilna, à 876,116 : d'une autre part, M. de Haxthausen (t. II, p. 141) nous apprend que la noblesse forme le vingt-cinquième de la population dans le gouvernement de Kief, le treizième dans le gouvernement de Podolie, le dix-neuvième dans celui de Mohilef, le douzième dans celui de Vilna : cela donnerait un chiffre voisin de 315,000 nobles pour ces quatre provinces ; dans ce chiffre ne sont pas compris ces nombreux *slaczic*, ou petits nobles pauvres, que Nicolas a dépouillés de leur rang et réduits à l'état des *odnodvortsi* ou paysans libres de Russie : d'après l'*Abeille du Nord*, que nous citions tout à l'heure, ils seraient au moins 120,000 dans la seule Ukraine ou gouvernement de Kief. Mais il est probable que la proportion de 315,000 est trop basse et que, pour les neuf provinces lithuano-ruthènes réunies, le nombre des nobles n'est pas au-dessous de 800,000, sans compter les petits nobles réduits à l'état d'*odnodvortsi*.

M. de Moller, pour établir que 280,000 nobles lithuaniens et russes-blancs n'ont pas pu envoyer d'adresses au gouvernement national polonais, déclare que « le nombre total de la noblesse de tout l'empire russe, les provinces de Lithuanie, de Volhynie et de Podolie comprises, *ne dépasse pas le chiffre* de *cent mille* personnes [1]. » Or, les statistiques officielles russes de 1860, résumées par M. Schnitzler (t. II, p. 265), donnent un chiffre d'environ 900,000 !

Ceci peut faire apprécier l'exactitude historique de l'auteur du furieux acte d'accusation contre la Pologne.

Le chiffre de cent mille est approximativement celui de

[1] *Situation de la Pologne*, etc., pièces, p. 243.

la noblesse de l'empire *moins les provinces occidentales*, c'est-à-dire polonaises. Le petit nombre de la noblesse russe s'explique par la différence radicale des deux sociétés.

III

Nous avons dit ce qu'ils font : il nous importe de savoir qui sont ceux qui le font.

Il y a là un phénomène tout à fait neuf dans la longue histoire de la lutte entre les deux grandes races humaines. Le tsarisme, sur la nature duquel Nicolas nous avait fait longtemps illusion, se manifeste nettement aujourd'hui tel qu'il est, non pas une personne, non pas même un gouvernement, mais un génie de race, à la fois perverti et systématisé, et passé à l'état sectaire. Il n'y a point d'exagération à dire que la Russie n'est plus menée, en fait, ni par son tsar, ni par ses généraux, ni par ses diplomates, pas même par le prince Gortschakoff, mais bien par des théoriciens, par de beaux esprits, par les docteurs du moscovitisme. On ne savait pas encore jusqu'où peut aller l'esprit tartare dressé aux systèmes par les professeurs allemands : il s'entend à ce qu'ignorent ses maîtres, à passer de l'abstrait au concret, de la théorie à la pratique, et emploie Hegel à perfectionner Gengiz-khan ; il trouve mieux, aujourd'hui, pour *supprimer* un peuple, que les pyramides de têtes des vieux Mongols ; c'était là pour lui l'enfance de l'art, avant qu'il eût fait sa philosophie : il peut dire maintenant, comme le Satan du Dante :

Tu non sapeva ch'io fosse loico.

Nous le savons à présent, qu'*il est logicien !* Il a entamé son éducation à partir de Pierre le Grand. C'est alors que l'esprit asiatique a commencé d'entrer dans le moule des disciplines européennes, et que la ruse instinctive du barbare s'est apprise à devenir l'art du sophiste, tandis que

ses appétits envahissants se transformaient en ambitions réfléchies. Le type s'ébauche, au siècle dernier, dans Lomonossof; puis, au commencement de notre siècle, paraît un homme remarquable, Karamsine. Si la situation n'eût été engagée à fond par Pierre le Grand, Karamsine eût peut-être compris ce que pouvaient être le rôle et la grandeur légitimes de son peuple ; son imagination se plaît au spectacle de la liberté ancienne et moderne en Europe; sa sagacité maintient pour la Russie la nécessité d'une *sage autocratie*, c'est-à-dire d'un despotisme patriarcal ; quelle devait être la conclusion? — que ces deux mondes suivent chacun à part leur destinée? — Non : il est trop tard ; Pierre le Grand les a engagés l'un dans l'autre et l'un contre l'autre, lorsqu'il a changé la Moscovie en empire de Russie, et Catherine a consommé l'œuvre de Pierre le Grand, lorsqu'elle a détruit la Pologne. Rendre la Pologne à l'indépendance et à l'Europe, ce serait démembrer l'empire; faire du tsar, autocrate en Russie, un roi constitutionnel en Pologne, ce serait démembrer le tsar et en faire un monstre impossible : donc il faut que la Pologne reste esclave.

La direction était donnée sans retour; le mouvement s'est développé sourdement à l'insu de l'Europe, qui ne voyait des Russes que la surface, que l'esprit d'imitation, que les caméléons châtoyants de tous les reflets des salons de Paris, et qui ne soupçonnait pas le travail original s'opérant chez ce petit nombre qui finit toujours par mener le grand.

Après le chaos qui a suivi la mort de Nicolas, et par le fait même de cette insurrection polonaise qui n'a pas suffi à éclairer l'Europe, mais qui a éclairé la Russie, le jour s'est fait, jour sinistre! dans l'esprit moscovite, et l'École russe s'est constituée, et la direction des choses est retournée de la semi-allemande Pétersbourg à l'asiatique Moscou.

Les événements démontrent de plus en plus l'impuissance de tout autre élément en Russie : — impuissance

du petit nombre d'hommes qui se sont approprié l'esprit et non pas seulement les manières de notre civilisation, et qui sont les seuls *Européens* de la Russie; — impuissance du parti soi-disant libéral ou constitutionnel, auquel ces hommes ne sont rattachés que de nom, car il n'a que l'apparence de ce dont ils ont la réalité; parti sans consistance, sans profondeur, et trop souvent sans moralité; — libéraux trop communément étrangers à toute idée de droit et de justice; libéraux apologistes et auxiliaires de Mouravief[1] !

Impuissance, enfin, tout au moins *actuelle*, du radicalisme russe, par une cause tout opposée : le libéralisme est impuissant par défaut de sentiment du droit; le radicalisme, parce qu'il est trop humain et trop généreux pour être compris des masses moscovites actuelles, dont il condamne les passions de race et de secte tout en flattant leurs tendances sociales. Ses sentiments sont trop européens, si ses idées sont tout autre chose!

La seule force réelle, aujourd'hui, c'est donc l'École russe : les docteurs du tsarisme; ceux-ci ne sont point des parodistes de constitutionalisme; il leur faut, comme à Karamsine, la *sage autocratie* sans contre-poids aristocratique ou bourgeois, l'autocratie dont ils soient, bien entendu, les visirs, du droit de leur intelligence et de leur audace. C'est Pierre le Grand perfectionné, car ils ont, plus que lui, les

[1] Suivant le *Nord*, les prétendus *constitutionnels* russes ne demandent pas de *constitution;* car les constitutions sont des *pactes de défiance* (définition empruntée à Hegel et inventée, dans le temps, à l'usage du roi de Prusse). Les libéraux russes demandent « la décentralisation des institutions locales» le libre accès pour les personnes et pour les idées auprès du prince et de ses conseillers. »

Les institutions locales ont été accordées et accueillies, de prime abord, par les populations avec une indifférence dont se plaignaient fort les journaux moscovites. Aujourd'hui, elles fonctionnent; ce qui semble en résulter, c'est qu'il n'y a de sérieux dans tout cela que l'émancipation des serfs, et que ce qu'on appelle les *institutions territoriales* s'agite dans le vide.

manières et les arts de l'Europe, tout en sachant caresser et diriger les tendances des masses moscovites qu'il violentait et comprimait. Pierre le Grand, aujourd'hui, est professeur, historien, économiste ; mais, sous cette forme à la mode du dix-neuvième siècle, il fait des choses bien autrement radicales qu'au temps où il coupait les têtes des strelitz, des choses qui laissent bien loin les conquérants asiatiques de la Bible. Nous sommes habitués à nous attendrir sur les exilés qui pleuraient sous les saules de Babylone; mais qu'est-ce que la captivité des Hébreux auprès de celle de la Pologne, et quelle comparaison entre ces vaincus transférés, par groupes de familles et de tribus, des rives du Jourdain à celles de l'Euphrate, et ces milliers de victimes arrachées à tout ce qu'elles aiment et traînées, séparées de leurs proches, avec toutes les misères du corps et de l'âme, jusqu'au fond des déserts qui réalisent sur terre l'*enfer de glace* des mythologies du nord?

Et la captivité de ceux qui restent est-elle beaucoup moins dure que la captivité de ceux que dévore l'exil?

La combinaison de la cruauté tartare avec la science bureaucratique moderne produit des résultats que les tyrans de l'antiquité ou du moyen âge n'eussent jamais pu atteindre. Le tigre a des intermittences : la mécanique meurtrière n'en a pas ; elle frappe toujours et atteint partout ; jamais on n'avait procédé, avec cette science magistrale, à la destruction d'une société et d'un peuple. Nous sommes trop près pour bien mesurer ce que nous voyons : la postérité jugera mieux que nous la grandeur satanique du spectacle dont nous sommes témoins.

Il y a là quelques hommes qui auront un nom retentissant dans l'histoire.

Trois surtout résument tout le groupe : MM. Pogodine, Milioutine et Katkof.

M. Pogodine a ouvert la marche : l'historien-précepteur

d'Alexandre II a fait, pour les provinces lithuano-ruthènes, le plan que la presse française a signalé en 1863, à sa première révélation[1]. Personne plus que lui ne doit porter la responsabilité de la grande guerre à la propriété, au droit civil, à la société européenne; il a été l'initiateur de l'extermination sociale. Mouravief, un tueur à système, qui ne pend pas pour pendre, comme le comte Berg, a compris et exécuté en grand dans la Lithuanie et la Russie Blanche, complétant la destruction sociale par l'extermination matérielle et la spoliation par la déportation, la fusillade et la potence.

Annenkof a suivi de son mieux Mouravief dans l'Ukraine, la Volhynie et la Podolie, jusqu'à ce que, son bras se lassant avant la besogne finie, il se soit vu dénoncé pour *modérantisme* par la *Gazette de Moscou*.

M. Pogodine s'était occupé des *Provinces occidentales :* M. Milioutine s'est chargé du royaume pour le civil, laissant le militaire au comte Berg.

Tout Paris a connu, dans les années qui ont précédé l'insurrection de Pologne, un Russe aux séduisantes manières, à l'esprit éminemment libéral, aux maximes philanthropiques, apôtre du progrès social avant tout : on ne vantait que lui chez nos économistes; il gagnait le cœur à la démocratie elle-même.

Ce Russe a été, le lendemain, l'oracle de Mouravief; il a épouvanté de son ardeur destructrice le Russe-Allemand Berg, le tyran de Varsovie, esprit timide qui aurait voulu détruire les personnes sans détruire les choses; inspirateur et principal rédacteur des quatre oukases, il préside à Varsovie ce comité de salut public à rebours, ce comité de salut public de la conquête étrangère, qui consomme par la *dénationalisation* l'œuvre de l'échafaud et de la Sibérie.

[1] V. ci-dessus, p. 164.

Ce qu'il y a de plus terrible à dire, c'est que M. Milioutine est, assure-t-on, convaincu comme un saint Dominique : il est un réformateur, un régénérateur ; il prépare au monde les jours prédits par le testament de Pierre le Grand; il inspire de son esprit cette troupe étrange de dictateurs en sous-ordre qui exécutent après qu'il a commandé : officiers ou employés subalternes, qu'on a détachés de leurs régiments ou de leurs bureaux pour les envoyer défaire et refaire toute une société; demi-lettrés, mêlant aux passions fanatiques du tsarisme des lambeaux des utopies sectaires de l'Occident; *tchinovniks* amalgamés de Babeuf et de Mouravief. Plus d'un, comme son chef, se croit une *mission* et s'estime l'apôtre d'un nouveau Coran.

Du chef aux derniers agents, que pouvait-on attendre d'hommes auxquels on a mis en main un pouvoir illimité sur leurs mortels ennemis, et qu'excitent encore journellement les cris furieux de la presse moscovite? Pour les juger par eux-mêmes, il suffit de lire le rapport de MM. Milioutine, Tcherkaskoï, etc., qui est comme la préface des quatre oukases, rapport d'un pittoresque qu'on n'attend guère des pièces officielles et où les réformateurs s'abandonnent en artistes à leur verve : cela sue la haine et promet tout. Il y a, dans ce document, un trait de haut comique au milieu de tant de choses si tragiques : c'est M. Milioutine et ses collègues accusant le parti de la révolution d'avoir « essayé d'agir sur le peuple en s'adressant à la *cupidité* des campagnards (par le décret du gouvernement anonyme)[1]. »

[1] Dans les pièces à la suite du livre de M. de Moller, *Situation de la Pologne au 1er janvier* 1865, p. 66. — Par compensation, dans la page à côté, le rapport raconte qu'au printemps de 1863, des inconnus porteurs d'une *charte* étant venus annoncer au village de Iloyna la *bonne nouvelle*, l'abolition des redevances, les paysans ne s'en contentèrent pas et voulurent réclamer, en outre, des prés sur lesquels ils prétendaient avoir droit. Le chef des inconnus,

La troisième personne de la fatale triade est M. Katkof, l'homme qui est la parole, là où M. Pogodine a été l'inspiration, là où M. Milioutine est l'action ; mais quelle parole que celle qui a concentré dans une feuille modèle, la *Gazette de Moscou*, toutes les passions d'une société où l'aveugle soif de la domination et le mépris du droit et de l'humanité profanent le nom de patriotisme !

Celui-ci n'a pas les façons de démocrate, ni le côté utopique de l'autre : il est *conservateur* à sa façon : constitutionnel-anglomane des premiers jours du règne, puis revenu à la tradition moscovite et à la *sage autocratie*, écrivain fort sérieux au fond, et celui qui dessine le plus nettement et pousse le plus énergiquement la politique générale de l'empire, il représente parfois, dans la forme, le côté léger du tsarisme et de l'esprit tartare : la verve de M. Milioutine connaît de certaines bornes, celle de M. Katkof n'en a point. Il plaisante agréablement, pour charmer les loisirs des salons de Moscou, les victimes qu'il a contribué à livrer au bourreau ou à la Sibérie.

Il est bon de fixer ici un souvenir de sa littérature politique : si ce n'est de sa main, c'est de son journal.

« Varsovie, écrivait, le 3 août 1864, la *Gazette de Moscou*, Varsovie a recouvré la plénitude de la vie qui appartient aux grandes cités. Elle a le théâtre français ; elle a des acrobates excellents dans la « vallée suisse ; » elle a la musique dans le jardin de Saxe et le parc de Lazienski. Partout le public afflue en grand nombre ; mais, plus qu'ailleurs encore, il se porte une fois par semaine à la gare du chemin de fer de Varsovie à Saint-Pétersbourg.

« Cette promenade *à la mode* réunit chaque fois de 4,000 à 8,000 personnes. Il y a là aussi de la musique,

au lieu de faire de la popularité en leur donnant le pré, les invita à se contenter de la propriété que leur conférait le décret. MM. Milioutine et consorts paraissent scandalisés de cette conduite.

mais d'un genre particulier ; ce sont des pleurs, des sanglots, des gémissements. Cette promenade, ce divertissement, cet amusement, appelez-le comme vous voudrez, se nomme *les adieux aux criminels politiques déportés.*

« La *mode* en a été introduite il n'y a pas longtemps par les agitateurs. Quoique le jour fixé pour le départ des convois de déportés soit toujours tenu secret, chaque fois, Varsovie tout entière l'apprend dans la nuit même, et, dès quatre heures du matin, les environs de la gare sont encombrés d'une masse compacte. On ne déporte que quelques dizaines de personnes à la fois, et ce sont des milliers qui arrivent pour leur dire adieu. »

D'autres fois, ce seront de fines railleries sur ces filles patriotes de Varsovie qui seront bien obligées maintenant d'accepter des épouseurs russes, puisque *tous les fiancés polonais sont morts* [1].

Voilà comme ils s'entendent à imiter la *légèreté française.* C'est là le progrès de civilisation qu'ils ont fait depuis les Ivans.

Il ne faut pas méconnaître l'importance du gazetier de

[1] M. Katkof n'a pu être dépassé que par le journal *officiel* de Varsovie, s'efforçant de salir de ses outrages les filles de réfugiés qui gagnent parmi nous le pain de l'exil. C'est ce même *Dziennik* où a paru l'odieux article du 19 janvier 1863, dont la provocation calculée a jeté tant de malheureux à l'insurrection et à la mort. — Et, dans un autre genre, en fait de moralité, que dire de cette annonce citée par le *Czas* de Cracovie, le 17 juin 1865 !

« Le grand maître de la police de Varsovie fait savoir qu'une vente d'objets précieux aura lieu le 26 juin, aux enchères publiques, dans la chancellerie de la commission d'enquête de l'hôtel de ville, et en présence du major Mrowinski, président de cette commission. Cette vente comprend des montres en or pour hommes et pour femmes, des boucles d'oreilles, des bagues, des broches, des alliances, etc. Ces objets ont appartenu à des prisonniers politiques et leur ont été enlevés au moment de leur incarcération. Plus d'une épouse y trouvera peut-être l'alliance de son mari ; plus d'une mère, reconnaissant un objet qui a appartenu à son fils, voudra l'acheter en souvenir de ce fils regretté, et le payera beaucoup plus cher qu'il ne vaut en réalité. »

Tout commentaire est inutile sur une telle spéculation ; nous-mêmes nous n'y pouvions croire ; mais nous n'avons pas ouï dire que personne ait dénié l'annonce reproduite par le *Czas*.

Moscou : il est bien autre chose que le panégyriste, il est le promoteur de tout le système ; il ne lui suffit pas de provoquer, par ses excitations incessantes, infatigables, l'anéantissement de tout élément polonais ; il terrorise pour ainsi dire, la Russie elle-même par ses délations contre tout ce qui, chez les Moscovites, témoigne un sentiment humain, une hésitation, une lassitude : les ministres ploient devant lui ; le tzarevitch Constantin même a dû lui céder : il gouverne de fait l'empire[1].

Le jour de Saint-Michel 1864, fête de M. Katkof, le métropolitain Philarète, le principal personnage de l'Église orthodoxe, un homme de lumières et de science, a envoyé au directeur de la *Gazette de Moscou* un message de félicitation par un de ses hauts dignitaires : les corporations de Moscou, la noblesse et les marchands de Nijni-Novgorod, l'université *russe* de Kief, ont expédié des adresses à ce grand homme ; on n'eût pu rien faire de mieux pour le tsar en personne ; juste hommage rendu, suivant le correspondant du *Nord*[2], « à la politique dont la *Gazette de Moscou* est l'organe, et qui exprime si bien les sentiments de la *nation*. »

Et l'on prétendra que ces hommes et la société au nom de laquelle ils parlent et qui les avoue sont européens : on les présentera comme des agents de progrès et de DÉMOCRATIE, parce que certains d'entre eux parodient les formules de la Révolution française, comme le démon, à la *messe noire*, parodiait les rites sacrés[3] !

[1] V. aux *Éclaircissements*, une NOUVELLE PHASE DE LA LITTÉRATURE RUSSE, par A. Herzen.

[2] Le rôle très-singulier du *Nord*, sentinelle avancée de la Russie parmi nous, consiste à soutenir, d'une main, M. Katkof et l'*Invalide russe* en Russie, et à tendre l'autre au libéralisme et à l'anticléricalisme en Occident ; le double jeu est joué avec une incontestable habileté ; mais il est un peu tard pour recommencer Catherine II.

[3] Si les Moscovites, pour nous, ne sont pas européens, ils sont hommes, et le détestable esprit qui domine chez eux n'étouffe point partout les sentiments d'huma-

L'apparente analogie des doctrines sociales de quelques-uns de ces étranges réformateurs avec celles de nos sectes socialistes les plus étrangères au génie de l'Occident, a pu abuser quelques esprits abstraits, qui ne sentent pas la Révolution dans son vrai fond vivant. Les négations peuvent être pareilles, ici, mais non le sentiment ni le but. Il y a un abîme, en réalité, entre les hommes qui ont systématisé les instincts du despotisme asiatique et nos révolutionnaires les plus dévoyés du grand chemin de la Révolution, nous entendons les sérieux, ceux qui croyaient à leur idée et mouraient pour elle.

La comparaison, sans réserves, même avec Babeuf, ne serait pas équitable. Notre babouvisme, si l'on le juge par son plus remarquable représentant, ce vieux Buonarroti qu'ont encore connu les hommes de cette génération, avait, à sa manière, un idéal de dignité humaine : frappé des abus de l'héritage et de l'inégalité, et ne comprenant pas ce qu'il y a d'inévitable dans l'imperfection des institutions humaines, il croyait relever l'homme en appliquant à la société l'absolu des mathématiques. Son idéal d'égalité sociale absolue était impossible ; il n'était point avilissant : son fameux *niveau* était le niveau de la loi, et son égalité n'était pas celle d'un troupeau sous un maître, ou plutôt d'une meute sous le chasseur qui la déchaîne.

L'idéal des théoriciens moscovites est, au contraire, l'égalité sous un despote universel[1], au nom duquel règne-

nité. Il y aurait injustice à taire que plusieurs de leurs journaux ne se sont point associés en tout à la politique *nationale* de M. Katkof. Lorsque la *Gazette de Moscou*, l'*Invalide russe* et leurs acolytes, dès l'automne de 1864, ont accusé les déportés polonais d'être les auteurs des incendies de la Russie, la *Gazette de l'Académie*, la *Poste du Nord*, la *Gazette russe* et autres, et, il faut le dire, le maître de police d'Orenbourg lui-même, ont pris la défense des exilés. Sous l'empire des excitations régnantes, on doit savoir gré aux populations moscovites de n'avoir pas massacré les prisonniers.

[1] « Le tsar est le père naturel, légitime et *absolu* de toute la nation russe,

raient une poignée de hardis aventuriers disposant, à coups de décrets, de toutes les existences et de toutes les fortunes. C'est un despotisme et un communisme[1] appuyés sur l'instinct de race, et non combattus par cet instinct comme en Occident.

L'Ecole russe, dans ses rêves d'avenir, compte sur l'esprit sectaire, parmi nous, comme sur un allié pour l'aider à dissoudre l'Occident.

Elle s'abuse : au cœur de l'Occident, en France, le peuple se gouverne par le sentiment et non par l'utopie abstraite : quand il s'agit de justice et de patrie, il est à l'épreuve des arguties des sophistes; les esprits chez lui peuvent diverger; les âmes convergent et l'action est une. Sans se soucier s'il y a des nobles et des prêtres parmi les martyrs de la Pologne, nos *socialistes*, ainsi que les rares amis de la Russie ont dû le reconnaître avec dépit, nos socialistes disent, tout comme les autres : *Nos frères polonais*, et ne diront jamais : *Notre père le tsar*.

Les paysans polonais, non plus, ne veulent pas le dire!

Nous venons de voir ce qu'étaient en Pologne le système russe et ses auteurs.

Mais le plan d'exécution reposait sur la division du peuple polonais en deux groupes, les incorrigibles et les *réductibles*, les premiers à détruire, les autres à gagner, dans le royaume, par la question sociale seule, dans les provinces de rite grec, par la question sociale et religieuse réunie.

et, en même temps, le *chef suprême de l'Église.* » C'est la définition donnée par l'ouvrage officiel rédigé par les savants les plus éminents de l'empire, et publié sous le titre de *Description ethnographique de tous les peuples de la Russie*, à l'occasion du fameux jubilé millénaire de l'empire russe, célébré à Novgorod en 1862. Le texte ajoute que le principe fondamental de la Russie est tout entier dans l'idée que renferme le mot *tsar*.(V. p. 5) Ainsi, le tsar revendique bien le titre de *chef suprême* et non pas seulement de *protecteur* de l'Église : il revendique la domination sur elle, en droit comme en fait.

[1] Il y a communisme, non-seulement là où existe la communauté proprement dite, mais partout où un despote dispose arbitrairement de la propriété.

Or, si nous recueillons les aveux échappés, de temps à autre, aux journaux moscovites dans le courant de l'année qui vient de s'écouler, nous reconnaîtrons que le système ne se fonde pas, que le paysan échappe, que, s'ils réussissent, sur certains points, non à le discipliner et à le *russifier*, mais à le démoraliser, ils rencontrent ailleurs une résistance fondée sur d'excellents instincts et d'excellents sentiments.

Ainsi, la *Gazette de Moscou*, dans son numéro du 21 juin 1865, nous apprend que, si le rebelle Brzoska a pu échapper si longtemps aux recherches de la police russe, c'est qu'il trouvait asile chez un fonctionnaire public, « chez un *soltys* (adjoint faisant les fonctions de maire dans un hameau); un de ces hommes, ajoute le correspondant de la *Gazette*, qui sont nommés par élection, un des fruits du *self-government* sur lequel reposaient toutes nos espérances. Qu'attendre de communes qui ont pu choisir un pareil *soltys?* »

« Je ne veux pas parler du clergé et de la noblesse, dit encore le correspondant; car, quant à eux, ils sont, à ce qu'il paraît, incorrigibles. Je ne parle que des paysans, sur l'attachement desquels on publie de si pompeuses paroles. Ne pensez pas que l'asile donné à Brzoska soit un cas isolé. Il vient de se passer dans le gouvernement d'Augustowo un fait semblable. »

Et le correspondant raconte que, deux insurgés ayant été signalés dans les environs de Wysoko-Mazovice et des gendarmes s'étant mis à leur poursuite, les premiers se jetèrent dans le plus prochain village; aussitôt le peuple sort des maisons et les insurgés disparaissent dans la foule.

« Un gendarme les reconnaît cependant à leurs visages fatigués et trempés de sueur, ainsi qu'à leurs vêtements couverts de poussière. — Quels sont ces hommes, demande-t-il? — Ils sont des nôtres! répond le peuple. Le soltys est

appelé ; mais, loin de prendre parti pour le gendarme, il le menace de coups de bâton. »

Il faut ajouter que le gouvernement d'Augustowo est un démembrement du royaume, qu'on avait ajouté au gouvernement général de Mouravief, parce que le comte Berg, apparemment, n'y exerçait pas un assez savant terrorisme.

Ce qui est d'une haute importance, c'est que ce n'est pas seulement le paysan de langue polonaise et de rite latin qui résiste : le paysan gréco-ruthène, celui-là même qui a toujours été si mal disposé pour le noble et pour le prêtre latins, ne se moscovitise pas ; il est en guerre avec le pope aussi bien qu'avec le tchinovnik, avec l'agent ecclésiastique de l'empereur-pape aussi bien qu'avec l'agent administratif. Voici les aveux qu'a faits M. Katkof, il y a déjà un an.

« Nous recevons de tristes nouvelles de nos Provinces occidentales. Un esprit de profonde méfiance contre les autorités s'y répand parmi les paysans, qui commencent en divers endroits à opposer une résistance ouverte aux autorités légales, ne veulent pas restituer les armes qu'on leur a données pendant l'insurrection de l'année passée, se retirent dans les forêts et songent même à un abandon complet de la Russie. Le clergé orthodoxe, qui constitue le rempart le plus fort de la nationalité russe dans les Provinces occidentales, trouve souvent des obstacles là où il serait en droit d'attendre des sympathies et l'appui le plus énergique.

« Comment les ennemis de la Russie ne se réjouiraient-ils pas de tels événements qui paralysent les forces vives de notre nation? » (*Gazette de Moscou* du 15 novembre 1864.)

Faudra-t-il donc, à son tour, *supprimer* le paysan, décimer, déporter, remplacer la masse rurale après la noblesse et les gens des villes? La Russie a déjà, pour se faire la main,

déporté un peuple, les Abases[1], les Circassiens de race aryenne; l'essai a réussi, mais la masse déportée n'était que de 400,000 âmes [2]. Ils sont ici bien des millions!

Il ne s'agit pas seulement, en effet, des quatre ou cinq millions de *Polonais* du royaume, mais des huit ou dix millions de Lithuaniens et de Ruthènes des Provinces occidentales, et même de quelque chose de plus! Il faudrait étendre le système à tout ce qui est slave. Supposons le *polonisme* extirpé; on se heurtera au *ruthénisme;* on s'y heurte déjà. A mesure que l'unité moscovite se montre plus violente et plus absolue, la résistance active ou passive, sourde ou éclatante, s'étend aussi. Non-seulement la Ruthénie polonaise de 1772 ne se prête pas au travail d'unification, mais la Petite-Russie d'outre-Dniéper, ces provinces qui, seules de toute l'ancienne république polono-lithuanienne, se sont volontairement livrées à la Moscovie [3], ces provinces restent profondément attachées au *statut lithuanien*, aux vieilles lois qui leur étaient communes avec la Lithuanie et la Ruthénie, et repoussent les lois et les usages moscovites : tout en se tenant à l'écart du mouvement polonais, elles réclamaient encore, il y a deux ans, en septembre 1863, le maintien de leur nationalité distincte, par l'organe de l'historien très-antipolonais de Bogdan Chmielnicki, M. Kostomarof. Le gouvernement russe a supprimé les publications, persécuté les écrivains petits-russes, mais n'a pas osé détruire les institutions civiles [4].

[1] Plus exactement, *Adigues*.

[2] C'est le chiffre des journaux russes.

[3] Il est vrai qu'elles s'en sont bien vite repenties, comme l'a témoigné leur révolte sous Mazeppa. Leur civilisation a fort déchu sous l'empire moscovite. Le nombre des écoles y était, tout récemment encore, beaucoup moindre qu'au dix-septième siècle!

[4] C'est dans le livre de M. Kostomarof, résumé dans une série d'articles du *Journal des Savants* par M. Mérimée, que nous avons puisé la plus grande partie de ce que nous avons dit des Cosaques et de leur scission d'avec la Pologne. Nous reviendrons, dans nos *Éclaircissements*, sur la très-grave question des Petits-Russes.

Si, toutefois, l'Europe persiste dans son inertie, ces résistances ne finiront-elles point par être brisées? Tout cela ne sera-t-il pas, à la longue, étouffé sous l'écrasante masse de l'unité touranienne?

Ils n'extirperont pas tant de millions d'hommes, mais ne nous hâtons pas de nous rassurer; si nous abandonnons sans retour ces populations infortunées, qui sait s'ils ne finiront pas par les démoraliser et les dissoudre au point de n'y plus rencontrer d'obstacle?

S'ils réussissent à la fin, s'ils parviennent à se faire, de tous les Slaves de leur empire, un instrument passif, la chimère du panslavisme pourra devenir une réalité; l'Europe dormant, les Moscovites agissant, les vingt millions de Slaves qu'ils dominent[1] leur donneront les vingt millions d'autres Slaves partagés entre la Turquie, l'Autriche et la Prusse.

Mais les expédients qu'ils emploient, les projets qu'ils agitent en ce moment, indiquent un doute profond du succès. A l'heure qu'il est, ils ont suscité la formation d'une compagnie de capitalistes allemands pour acheter, revendre en détail et *repeupler* des terres dans le royaume, c'est-à-dire pour y attirer des colons étrangers; en même temps, ils projettent d'y appeler des colonies de *raskolniks*, de schismatiques russes, qui les gênent en Moscovie et les serviraient efficacement en Pologne. Avec les raskolniks, ils songent, comme nous l'ont appris les révélations et les discussions de leurs journaux, à introduire dans le royaume la *commune russe*, c'est-à-dire le communisme moscovite, machine de guerre également propre à dénationaliser la Pologne et à jeter, par le voisinage, des ferments d'anarchie en Allemagne. La *Viest*, journal nobiliaire russe, combattait récemment la pensée d'introduire « cette institu-

[1] En y comprenant les Slaves de la Petite-Russie et de la Nouvelle-Russie.

tion *d'un peuple nomade* dans un pays... relativement plus civilisé. »

C'est à l'ouest de la Vistule qu'on appellerait les Allemands; à l'est de ce fleuve, qu'on établirait les raskolniks et le communisme.

Ces projets en couvrent un autre, un parti extrême, auquel ils semblent se préparer en cas d'insuccès. Si le peuple du royaume « se laisse entraîner au courant des idées de ses anciens oppresseurs, » comme dit l'auteur d'un livre qui résume toutes les passions implacables du tsarisme[1], c'est-à-dire si les paysans gardent en eux l'âme comme ils possèdent le sol de la Pologne, s'ils résistent à tous les efforts de l'étranger pour les absorber dans la grande unité despotique des faux Slaves, la Russie, poursuit le même auteur, « pourrait bien... céder la rive gauche de la Vistule aux Allemands, qui s'acquitteraient facilement de l'œuvre de dissolution définitive de la nationalité polonaise. »

Il est indubitable que ceci est le dernier mot, le pis-aller, de M. Milioutine et des siens : la formation de la compagnie territoriale allemande, d'une part, et l'introduction des raskolniks et de la *commune russe*, de l'autre, seraient les premiers pas vers le nouveau *Partage*. On appellerait de nouveau la complicité de la Prusse à consommer l'œuvre de 1772 et de 1794; pour briser et broyer sans retour le noyau de la Pologne, on céderait à la Prusse le plat pays à l'ouest de la Vistule, en gardant, bien entendu, les positions militaires, si bien choisies et fortifiées par Nicolas, et, par ce présent redoutable, on riverait plus étroitement la chaîne, aujourd'hui un peu relâchée, qui attache la Prusse à la Russie.

Devant les preuves si multipliées de l'aveugle cupidité et de la perverse obstination du gouvernement prussien, il y a tout lieu de croire que le pacte serait accepté; si des évé-

[1] *Situation de la Pologne au 1er janvier* 1865, par A. de Moller, p. 459.

nements intérieurs ou extérieurs n'y mettaient obstacle.

On verrait donc alors la grande puissance allemande coopérer docilement à détruire les dernières entraves qui embarrassent la marche de la Russie vers l'Occident, et la Prusse achever d'ouvrir les écluses au débordement touranien qui la submergera la première [1].

[1] V. dans nos *Éclaircissements* l'extrait du t. III. de Haxthausen, intitulé : la *Prusse et la Russie*; rien de plus saisissant que les aveux échappés à l'écrivain russophile sur la dépendance matérielle et stratégique où le partage de la Pologne a réduit la Prusse vis-à-vis de la Russie.

CHAPITRE II

POURQUOI L'EUROPE LAISSE FAIRE.

I

Nous avons montré ce que l'Europe laisse faire.

Pourquoi elle laisse faire, nous l'avons indiqué en quelques mots; parce qu'elle ne se connaît pas, qu'elle ne sait pas jusqu'ici comprendre et organiser son unité.

Ce que nous avons indiqué, il faut l'exposer en esquissant les faits principaux et les principaux caractères du présent.

L'Europe, qui a tant avancé, depuis trois siècles, dans la science et dans les idées comme dans l'économie sociale, a reculé quant au sentiment d'elle-même : elle s'est dispersée en se développant. Dans sa confuse transition actuelle, l'Europe du dix-neuvième siècle est moins avancée sous ce rapport que l'Europe du moyen âge, que cette république chrétienne, qui, sous l'empire de l'idée religieuse, a si bien senti son unité vis-à-vis de l'islamisme; elle est bien moins avancée surtout que les grands hommes d'État de la Renaissance, résumés par notre Henri IV qui, dans un esprit politique et philosophique que n'avait pu avoir le moyen âge, a conçu la vraie fédération européenne. L'équilibre des États, tel qu'il l'entendait, ne doit en effet nullement se confondre avec le grossier empirisme d'un équi-

libre purement mécanique. La conception d'Henri IV enveloppait et couvait, pour ainsi dire, l'association des nationalités.

De ce que l'Europe ne comprend ni son péril, ni elle-même, résultent deux conséquences : d'une part, l'abandon des sociétés européennes aux influences négatives, énervantes, qu'engendre le désordre d'une époque de décomposition et de passage; et, d'autre part, les jalousies internationales par lesquelles les peuples européens paralysent réciproquement leurs forces et s'interdisent tout mouvement d'ensemble.

Ces jalousies ont, autant que les utopies et les agitations socialistes, fait avorter la révolution européenne de 1848. L'esprit de nationalité, dont les sectaires cosmopolites prédisaient l'extinction, est aujourd'hui la plus grande force morale qui subsiste en Europe et la seule qui ait continué de croître au milieu de l'affaissement ou de l'anarchie de tout le reste; lui seul balance aujourd'hui en Occident la domination de l'industrie et du progrès matériel. C'est l'esprit de nationalité qui seul peut réorganiser l'Europe; mais il ne le peut que s'il apprend ce que c'est que l'Europe; il ne le peut que si les peuples sentent leur solidarité en même temps que leur diversité, leur devoir en même temps que leur droit.

Ceci est partout senti individuellement par de généreux esprits, mais, jusqu'à présent, n'est guère encore, malgré l'éclatante leçon de 1848, senti collectivement dans toute sa portée qu'en France; — nous ne disons pas : senti de toute la France, ni même assez généralement senti des classes les plus cultivées de la France, mais senti profondément par l'élite des classes populaires ; et c'est là leur *secret*, comme on l'a si bien dit, il y a peu de temps[1]; c'est leur secret et leur grand honneur !

[1] A. Corbon, *Le Secret du peuple de Paris;* Pagnerre, 1863 : un des

Cette portion de la France n'a pu, en 1863, faire prévaloir son sentiment en faveur de l'action contre les forces négatives qui ont fait obstacle de toutes parts. L'explication de la funeste inaction des gouvernements occidentaux doit se chercher dans l'état moral et politique de l'Europe.

Cet état présente des traits généraux sur lesquels nous glisserons rapidement, et des traits particuliers sur lesquels nous insisterons davantage.

Les traits généraux sont faciles à constater : un grand trouble dans les esprits et dans les âmes, surtout en France et en Allemagne ; un relâchement de tous liens, plus apparent chez nous parce qu'une sorte de travail de décomposition, qui, nous l'espérons bien, précède le renouvellement, y est plus avancé ; une soif de bien-être et de luxe croissant avec ces prodiges de l'industrie qui la surexcitent sans la rassasier ; un développement de puissance matérielle qui a son incontestable grandeur, mais dont la prépondérance aura d'immenses inconvénients, tant qu'un progrès moral correspondant ne lui fera point équilibre.

Le grand développement industriel et mercantile n'accroît pas seulement la disposition des classes favorisées de la fortune à repousser tout ce qui réclame des sacrifices et tout ce qui dérange leur vie de plaisir ou de travail lucratif : il constitue des intérêts léigtimes, vastes et complexes qui enveloppent des multitudes d'hommes et que compromet toute crise. Toute guerre *non nécessaire* a toujours été un crime : elle l'est devenue doublement, depuis qu'elle bouleverse tant d'existences, outre celles qu'elle supprime. Les hommes de la civilisation industrielle seraient donc bien fondés à réclamer partout et toujours la paix, si l'on ne leur démontrait que des intérêts plus grands encore et des principes supérieurs rendent la guerre *nécessaire*.

meilleurs livres qu'on ait encore écrits sur les classes ouvrières, et le plus décisif au point de vue moral et politique

Ces conditions se rencontrent plus ou moins chez les principaux peuples d'Europe. Il faut voir ce qui est particulier à chacun : l'état des diverses sociétés politiques et la part de responsabilité des gouvernements et des peuples, du moins chez les trois nations desquelles a dépendu l'issue des derniers événements : La France, l'Angleterre et l'Allemagne.

Lorsque la jeunesse polonaise eut répondu à la conscription Wielopolski par l'insurrection du 22 janvier 1863, et qu'on vit cette insurrection sans places fortes, sans chefs connus et sans armes, s'étendre et durer, les dispositions favorables à la Pologne furent presque unanimes en France. L'illusion générale qu'avait produite l'annonce de l'abolition du servage en Russie était déjà presque universellement dissipée. L'opinion démocratique et populaire n'avait pas été longtemps abusée, et, dans son fond et dans ses masses, il n'y eut pas, en 1863, un instant d'hésitation. Les opinions libérales de toute nuance, en grande majorité, se prononcèrent dans le même sens, frappées qu'elles étaient de voir le gouvernement *émancipateur* d'Alexandre II se remettre à fouler aux pieds toutes les garanties légales et sociales des peuples civilisés. La masse catholique inclinait naturellement vers la Pologne par esprit religieux, comme la masse démocratique par esprit politique. L'armée, fidèle à ses sympathies traditionnelles, désirait ardemment ressaisir l'épée, trop tôt remise au fourreau en 1859. Le peuple des villes n'était pas seul à partager les sympathies de l'armée, et les campagnes elles-mêmes, à peu près indifférentes aux autres nations étrangères, étaient tout entières affectionnées à la cause polonaise.

Toutes les circonstances paraissaient bien plus favorables que pour la guerre d'Italie, qui, l'armée à part, n'avait guère été voulue primitivement que par un petit nombre de politiques et par le peuple de Paris.

Il n'y avait de contraire à toute intervention du gouvernement français qu'une fraction de libéraux et un très-petit nombre de démocrates exclusivement absorbés par l'intérieur et préoccupés de la crainte de voir l'action au dehors augmenter encore la force déjà excessive du pouvoir; que quelques politiques attardés, poursuivant toujours le vieux rêve d'une alliance russe contre l'Angleterre; quelques conservateurs et légitimistes, habitués à abriter l'*ordre européen* sous l'aile du tsar, et, enfin, dans le parti catholique, ces hommes qui, mettant le spirituel sous les pieds du temporel, ne voulaient pas rompre avec le tsar, oppresseur du catholicisme, mais patron *du roi de Rome* aussi bien que des autres rois : ceux-là même, qui, plus tard, ont amené le pape à étouffer le retentissement du cri échappé de son cœur contre les bourreaux sous des paroles de réprobation contre la *rébellion* polonaise [1].

Tout cela eût peu compté. Les faibles groupes nettement opposés à l'action en faveur de la Pologne n'eussent pu rien empêcher, si l'immense opinion sympathique à la cause avait eu autant de force et de profondeur que de surface. Elle se divisait en deux grands groupes : d'une part, un certain nombre de politiques, le peuple des grandes villes et l'armée, appelant l'action à tout prix, par connaissance ou sentiment de la force de la France, capable, suivant eux, de marcher sans attendre le gré de personne, en entraînant les autres ou en se passant des autres; — de l'autre part, les classes aisées et commerçantes, et, derrière elles, les campagnes, s'alarmant des périls et des sacrifices, si l'on marchait sans de puissants alliés, se défiant de ceux qu'on supposait pouvoir être ces alliés, et combattues entre l'intérêt immédiat et l'intérêt de l'avenir, entre la sympathie et le raisonnement. Chose grave, comme signe des temps et de

[1] Rome a renouvelé depuis, et à juste titre, ses plaintes contre les persécutions subies par le clergé, mais n'a jamais avoué le droit national.

l'état des forces morales dans le monde actuel! la plupart des catholiques, quand il s'agissait du salut d'une grande Église catholique évidemment menacée d'une subversion radicale, au lieu d'être avec les hardis, étaient avec les timides : la démocratie parisienne voulait défendre à tout prix les autels aussi bien que les foyers de ce peuple catholique qu'on égorgeait : le gros des catholiques hésitaient, reculaient devant les sacrifices et les périls qu'eût provoqués cette défense.

En résumé, tout dépendait du gouvernement. S'il eût choisi le parti de l'action, il n'eût point rencontré de sérieux obstacles au début : l'élan du soldat et de l'ouvrier eût entraîné le paysan, et les premiers succès, à peu près indubitables dans l'état où était alors la Russie, désorganisée et incapable de mettre nulle part cent mille hommes en ligne, eussent renouvelé, et au delà, l'impression des victoires d'Italie. Il est inutile d'insister sur les conséquences infinies, au dehors et au dedans, qu'aurait eues l'action.

Le pouvoir y avait un intérêt immense. Le méconnaissait-il?— Non. — Désirait-il agir?— Tout l'indique. — S'il avait partagé ces illusions que nous rappelions tout à l'heure sur l'alliance russe, s'il avait même été très-avant dans ce système depuis 1856, il y avait, non pas sans peine, mais évidemment renoncé, à mesure que l'insurrection s'était étendue et prolongée, et que le fonds des choses s'était révélé.

Si la situation de la France, telle qu'elle était en 1859, fût restée intacte, si les forces militaires, maritimes et financières de la France eussent été concentrées et totalement disponibles, on peut présumer que le pouvoir aurait agi et que l'opinion publique eût été bien autrement décidée qu'elle ne le fut dans le sens de l'intervention.

Mais l'action de la France avait été dispersée et ses ressources disséminées à tous les bouts du monde, en Chine,

en Cochinchine, au Mexique, dans des entreprises, la première, d'une utilité plus que contestable ; la seconde, offrant peut-être un intérêt d'avenir, mais très-onéreuse dans le présent ; la troisième, incomparablement plus vaste et plus dispendieuse dans l'exécution et pleine d'immenses périls dans les conséquences plus ou moins éloignées, renversant toutes nos traditions et tout le système de nos alliances naturelles en Amérique, et poussant les États-Unis, par réaction, à un monstrueux rapprochement avec la Russie, dont notre politique devenait moralement responsable.

Notre liberté d'action en Europe était donc extrêmement diminuée, sinon supprimée, dès que l'on ne se résignait pas à quitter immédiatement le Mexique : diminuée bien moins encore par les sacrifices faits, par nos forces partiellement engagées, que par les complications inconnues et formidables où nous pouvions être jetés ! La France avait un bras lié et n'eût pu combattre que d'une main; tous nos ennemis le savaient comme nous. De là, les incertitudes et la timidité de l'opinion publique. Nous ne nous rappelons que trop ce qu'on nous répondait, dans le monde des classes moyennes, quand nous faisions appel à l'humanité, à la justice, aux grands et permanents intérêts de la France : — « Nous voudrions bien ; mais nous ne pouvons pas ! — Nous ne voyons pas clair; nous n'avons pas confiance ! — Nous ne savons pas sur quelle carte on jouerait la France ! »

Ces arguments, on pouvait les combattre ; mais, s'ils n'étaient qu'un prétexte pour plusieurs, ils étaient une raison sérieuse et sincère pour un très-grand nombre !

Le gouvernement français ne se décida point à agir sans les grandes puissances : il négocia de concert avec l'Angleterre et l'Autriche.

II

Les précédents de la politique anglaise vis-à-vis de la Pologne n'étaient pas rassurants ; en 1831, au temps de ce pacifique gouvernement de Louis-Philippe, qui ne pouvait certes pas réveiller en Angleterre les mêmes appréhensions que le nom de Bonaparte, lord Palmerston avait refusé toute action diplomatique commune avec la France en faveur de la Pologne, sauf, après la chute de la révolution polonaise, à présenter, à Nicolas, sur l'inobservation des traités de 1815, de ces représentations *pro forma* qui n'étaient pas faites pour déranger en aucune façon le tsar.

Pendant la guerre de Crimée, après les premières victoires, le gouvernement français proposa au cabinet de Saint-James de s'entendre pour obliger la Russie à revenir à ses engagements de 1815, dont le but avait été d'atténuer les dangers « d'une acquisition qui donnait à la Russie des positions formidables au cœur de l'Europe centrale (26 mars 1855). »

C'était bien modeste : — le *Foreign Office* (lord Clarendon) répondit qu'il était « impolitique et impraticable » de s'engager là-dessus.

Le 15 septembre, après la prise de Sébastopol, le gouvernement français essaya une seconde tentative ; il proposa de faire, du rétablissement du royaume de Pologne sur la base des traités de 1815, une des conditions de la paix.

Le cabinet anglais jugea la proposition « inopportune. » Il voulait à la fois continuer la guerre pour achever de détruire la marine russe et empêcher que la guerre ne portât, sur le continent européen, des fruits qui eussent pu être profitables à la France.

On voit que, si le gouvernement français imposa un peu

brusquement la paix à son allié, ce changement de front ne fut pas tout à fait sans excuses.

Durant le congrès de Paris, qui règla les conditions de la paix, lord Clarendon jeta un instant le nom de la Pologne au travers des négociations; ce ne fut là qu'un expédient de discussion, que l'histoire ne saurait prendre au sérieux et qui n'eut aucune suite et n'en pouvait avoir aucune.

Les événements de Varsovie et du reste de la Pologne, en 1861-1862, parurent cependant exciter les mêmes impressions en Angleterre qu'en France : lord Russell et lord Palmerston n'épargnèrent pas les démonstrations de sympathie et même d'admiration aux Polonais. Toutefois sur ces entrefaites, leur ambassadeur à Saint-Pétersbourg, lord Napier, écrivait les lignes qui suivent : « Il serait insensé et éminemment contraire à nos intérêts de restaurer une Pologne et de contribuer par cela à l'affaiblissement de la Russie. »

Le chef des tories, lord Derby, dépassait naturellement encore l'ambassadeur wigh : « Il serait du devoir de l'Angleterre, disait-il, de ramener les Polonais sous la domination russe, s'ils essayaient de s'en affranchir, même par leurs propres forces. »

L'insurrection éclata. Lord Napier, tout ami de la Russie qu'il fût, se trouva bien obligé d'avouer à son gouvernement que la Russie avait « provoqué l'insurrection pour l'étouffer. » Lord Russell, lança le mot tant répété : « La conscription a été changée en proscription. »

Lord Russell prit même l'offensive diplomatique contre la Russie, en demandant au tsar de replacer le royaume de Pologne dans les conditions du traité de 1815 (2 mars 1863).

Il est vrai qu'en ce moment, la France, qui n'avait point encore adressé de réclamations directes à la Russie, prenait une attitude quelque peu menaçante envers la Prusse,

à l'occasion de la convention militaire que celle-ci venait de contracter avec le tsar.

L'intervention diplomatique de l'Angleterre pouvait être un moyen de détourner l'orage.

Le gouvernement français éluda de se joindre à l'Angleterre sur ce terrain : il s'adressa en termes *amicaux* au tsar pour l'engager à prévenir, par une transaction avec la Pologne, les réclamations de l'Angleterre. On se faisait encore l'illusion de croire cette transaction possible. La réponse montra qu'on ne pouvait rien attendre d'une intervention amiable (9 mars).

Le gouvernement français fit alors une tentative sérieuse pour s'entendre avec cette Autriche qu'il avait récemment abaissée et pour la retourner contre la Russie. On a dit que le gouvernement français avait compromis le succès de cette négociation, en se donnant le tort, là comme dans le démêlé récent avec la Prusse, de laisser entrevoir une rectification éventuelle de nos frontières, et qu'il avait eu le tort plus grand de ne pas se montrer résolu à l'action à tout prix, seul moyen d'entraîner l'Autriche[1]. — Eût-on réussi, dans un cas quelconque et sans faute aucune, à entraîner l'Autriche sans l'Angleterre? — On n'y était point parvenu quand on avait l'Angleterre, en 1855. — Nous avons beaucoup de peine à croire qu'il y ait eu là une chance bien réelle auprès de l'empereur François-Joseph, quoiqu'un document incontestable établisse que M. de Metternich, le 2 novembre 1814, ait déclaré au congrès de Vienne que, dans l'intérêt de l'équilibre européen, l'Autriche consentirait volontiers au rétablissement de la Pologne dans les dimensions de 1791, et même dans celles de 1772[2].

Voir, sur l'ensemble des négociations, les deux très-remarquables articles de M. Julian Klaczko dans la *Revue des Deux Mondes*, des 15 septembre et 1er octobre 1864.

M. de Metternich savait bien que ni la Russie ni la Prusse n'y consen-

Ce qui est sûr, c'est que l'ambassade anglaise à Vienne n'épargna rien pour contrecarrer la France, et que le cabinet autrichien satisfit pleinement le cabinet de Saint-James en louvoyant et en n'adhérant à rien. Le *Blue-book*, souvent diffus, mais quelquefois trop discret, garde là-dessus un silence presque complet, que peut regretter l'histoire.

Le gouvernement français, alors, accepta, comme pis-aller, l'idée anglaise de remontrances collectives, dans l'espoir que l'insuccès qu'il prévoyait amènerait enfin l'Angleterre et l'Autriche à subir la nécessité des mesures coërcitives (avril 1863). L'annonce des *remontrances à trois* redoubla les espérances et accrut l'intensité de l'insurrection. Non-seulement le langage des ministres anglais redevint très-dur envers la Russie; mais lord Russell prononça des paroles qui étaient de véritables promesses : « L'opinion publique, dit-il à la Chambre des lords, sera secondée énergiquement. Ce qui a eu lieu en Pologne en 1831 et 1832 ne pourrait maintenant se reproduire[1]. » Il est vrai qu'un mois après, tout en reconnaissant que rien n'était plus horrible que la situation de la Pologne, il affirmait que « ce n'était pas l'affaire du gouvernement anglais de restaurer un grand État polonais. »

Il est inutile de suivre ici l'historique de ces tristes négociations, où deux des trois puissances associées n'avaient d'autre but que de paralyser l'action de la troisième et y réussirent. Tandis que lord Russell flétrissait publiquement les cruautés de la Russie dans des termes bien plus rudes que ceux qu'employait le gouvernement français, l'ambassadeur anglais, lord Napier, rassurait le cabinet de Saint-Pétersbourg sur la portée de ces démonstrations

tiraient : voulait-il seulement les inquiéter pour obtenir des concessions sur d'autres points?

[1] Ces paroles permettent de mesurer combien de degrés l'Europe a descendus en trois ans. Tout le monde sait et voit dans quelles proportions a été dépassé ce qu'on déclarait impossible en avril 1863.

et lui faisait fort bien entendre que, si le gouvervement anglais désirait pour les Polonais quelques concessions et des procédés moins acerbes, il ne voulait, pas plus que la Russie, d'une Pologne indépendante.

C'est ce même lord Napier qui, en quittant son ambassade après les dix-huit mois d'horreurs qui ont épouvanté le monde et auxquels d'autres mois pareils succèdent sans fin comme dans l'enfer du Dante, faisait, en termes si attendris, ses adieux « au bon souverain et au grand peuple de Russie. » Lord Napier parle comme il agit; c'est là une rare exception. Ce qui caractérise la politique anglaise de cette période c'est précisément, au contraire, le divorce entre la parole et l'action, et, parfois même, entre la parole et la parole. Quel est donc le sens de ces contradictions énormes?

Pitt et Fox, autrefois, étaient tout d'une pièce, et l'on savait à qui l'on avait affaire. Mais être Pitt et Fox à la fois, Fox en paroles et Pitt, non pas dans l'action, il est vrai, mais dans la négation, est étrange!

Le sens, le voici! — c'est que, lorsqu'ils parlaient devant un peuple, sinon expansif et chevaleresque, du moins droit, honnête, équitable, il leur fallait bien parler son langage et répondre à ses sentiments, et même, jusqu'à un certain point, les partager. — L'homme est ainsi fait! quand ils flétrissent la Russie, ils pensent ce qu'ils disent. Mais, quand ils négocient, le peuple et la justice sont consignés à la porte; dans le cabinet, la tradition seule a la parole : la tradition pure et simple, comme avec lord Derby en 1859, ou la tradition revue, corrigée et compliquée par lord Palmerston et lord Russell. Différentes envers les monarchies de la Sainte-Alliance, que la première caressait et auxquelles la seconde jouait volontiers de mauvais tours, ces deux traditions sont pareilles, en fait, sinon en apparence, quant à la France et à la Pologne.

Cette double tradition, whig et tory, qui n'en fait qu'une, la voici : — l'objet principal de la politique anglaise en Europe est d'empêcher l'accroissement de l'influence française : une Pologne restaurée et libre fortifierait la France; donc il ne faut point de Pologne libre.

Quant à la Russie, il faut la contrecarrer en Orient, où elle menace les intérêts anglais; mais il faut la soutenir, ou au moins ne pas l'affaiblir, sur le continent européen, où elle fait barre contre la France.

Si, cependant, la Pologne était anéantie, ou définitivement russifiée, la Russie serait trop forte et pourrait se porter tout entière sur l'Orient; donc il faut qu'il subsiste une Pologne opprimée et toujours frémissante.

En résumé, il faut que la Pologne ne vive ni ne meure.

Si le système Mouravief et Milioutine réussissait complétement et que la Pologne mourût tout à fait, on ne pourrait certes pas dire que ce ne fût point la faute de l'aristocratie anglaise, mais on doit reconnaître que ses prévisions seraient dépassées et que l'équilibre de son système serait rompu.

La France est la plus grande force du continent européen. De temps en temps, cette force se sent et veut s'employer : alors, la politique whig ou tory se jette en travers et use de tous les moyens pour l'empêcher d'agir; — de tous les moyens, sauf un seul. — Si la France passe outre, comme dans la guerre d'Italie, on s'écarte et on la laisse faire; car, ce seul moyen, qu'on ne veut ni ne peut mettre en œuvre, tant que l'Angleterre n'est pas attaquée dans ses intérêts vitaux, c'est la guerre. — Si la France s'arrête, comme, hélas! en Pologne, la partie est gagnée. Sitôt que la France a cessé d'agir ou renoncé à l'action, qu'elle rentre dans la torpeur ou au moins dans l'inaction, on lui tend la main, on la choie; on redevient ses meilleurs amis.

Le secret de ce jeu est connu aujourd'hui : il nous en a coûté un peu cher pour l'apprendre.

Nous ne jugeons pas au point de vue moral ; nous constatons. Nous ne discutons pas en ce moment ce que vaut, au point de vue de la prudence, ce système qui semble penser si peu à l'avenir et ne connaître guère qu'un présent jugé au point de vue du passé. Ce système, qui s'inquiète incomparablement davantage de la France que de la Russie, a non-seulement sacrifié la Pologne, mais laissé tomber définitivement la Circassie, la dernière barrière de l'Asie. Nous n'avons pas oublié les *euphémismes* des dépêches de l'ambassadeur anglais sur cette déportation gigantesque qui envoie des centaines de mille hommes mourir en Turquie de nostalgie et de misère!

Nous nous bornons à prendre acte des faits, ainsi que des conséquences immédiates qu'ils ont eues au dehors, et à tenter de prévoir leurs conséquences prochaines dans les affaires intérieures de l'Angleterre.

Les conséquences extérieures, la déplorable affaire du Danemark les a montrées. Le gouvernement anglais, à son tour, après avoir beaucoup parlé, voulait ici faire *quelque chose*, suivant l'expression consacrée ; à son tour, il sollicita le concours de la France; à son tour, il ne l'obtint pas. Et, pourtant, l'intérêt évident des deux peuples était de défendre, sinon absolument l'intégrité de la monarchie danoise, tout au moins la nationalité scandinave, si nécessaire à soutenir et à réorganiser en face de la Russie. — Mais, là encore, la faute n'est-elle pas au moins partagée? — Le gouvernement anglais voulut et ne voulut pas. Il voulut, non la grande guerre, et le gouvernement français pensait sans doute avec raison qu'on n'en peut plus faire d'autre en Europe ; — non pas même peut-être la guerre restreinte, mais l'apparence de la guerre, croyant que cela suffirait pour arrêter les puissances germaniques, comme si M. de Bismark n'eût pas été homme à deviner le

secret dont nous parlions tout à l'heure. Le ministre prussien, qui menait toute l'affaire, vit bien qu'il n'avait rien à craindre dès que le gouvernement français n'était pas décidé à prendre la querelle à son compte personnel et à entamer la grande guerre, seul ou non, sur ce terrain. Le gouvernement français, de son côté, quelque opinion que l'on ait de son attitude et de son langage en cette occasion, avait, du moins, on en doit convenir, d'assez bonnes raisons pour ne pas s'engager avec l'Angleterre sans des garanties positives qu'elle irait jusqu'au bout; il n'est pas à croire que ces garanties lui aient été offertes.

Pourtant, là aussi, sans le funeste Mexique, les choses eussent très-probablement pris un autre tour.

Quoi qu'il en soit, la conclusion a été, après les menaces les plus retentissantes, l'abandon complet du Danemark et la ruine de l'influence anglaise en Europe, la Turquie seule exceptée : une sorte de Waterloo politique en sens inverse !

Triste revanche, qui n'est pas à notre profit et dont nous ne nous réjouissons certes point.

Ils n'ont pas voulu faire la guerre; à côté de la France, dans l'intérêt européen ; — et le peuple anglais, jusqu'ici, malgré son hostilité contre les puissances de la Sainte-Alliance et sa sympathie pour les opprimés, le peuple anglais, qui les eût laissé faire la guerre, n'a pas exigé d'eux qu'ils la fissent.

Ils ne pouvaient pas faire la guerre, avec les trois puissances, contre la France; car le peuple anglais n'eût pas permis qu'ils la fissent, et eux-mêmes n'avaient point envie de la faire[1]. — Ils ne peuvent ni ne veulent nous faire la guerre. Peuvent-ils désormais efficacement négocier, c'est-à-dire faire illusion, pousser ou arrêter, par une parole derrière

[1] En 1859, quand la France entra en lutte avec l'Autriche, lord Derby était au pouvoir. C'était le maximum de réaction que puisse supporter l'An-

laquelle il n'y a point d'action? — Tout le monde sait leur secret. Ils n'arrêteraient dorénavant ni la France, ni la Russie ou ses deux complices, pas plus qu'ils ne détacheront de nous, comme ils y avaient compté, l'Italie, fine politique qui sait distinguer entre les actes et les paroles[1].

De tout ceci semble résulter l'imminence d'un changement qui, chez un peuple positif et sensé comme le peuple anglais, doit remettre l'apparence d'accord avec la réalité et supprimer les frais inutiles.

L'ancienne direction whig ou tory n'a plus de raison d'être: elle donnait la grandeur en compensation de l'égalité qu'elle refuse; elle ne la donne plus[2]. Ce gouvernement, à grandes prétentions compromettantes, à grands mouvements stériles, a plié en Europe devant des puissances de second ordre qu'il était habitué autrefois à tenir à ses gages; il a compromis plus dangereusement l'Angleterre en Amérique par son mauvais vouloir impuissant contre les États-Unis; lui, le représentant des traditions, il a délaissé la noble tradition abolitioniste et s'est vu enveloppé dans la défaite de l'esclavagisme. Bienheureux a-t-il été de s'être trouvé obligé, par l'admirable attitude des masses ouvrières anglaises, à rentrer, vis-à-vis des États-Unis, dans une neutralité un peu tardivement sincère; — bienheureux est-il, aujourd'hui, que la politique modérée

gleterre! Eh bien! la correspondance diplomatique de lord Derby montre fort clairement que, tout en s'efforçant de faire reculer la France devant la perspective de la grande coalition, de la coalition *à quatre*, lord Derby ne pensa pas un instant que la réalisation de cette menace fût possible.

[1] L'Italie n'ignore pas que, si Venise est encore esclave, une des causes a été la diversion que l'Angleterre préparait du côté de l'Égypte et qui contribua à précipiter Villafranca. Depuis, on sait les paroles de lord Russell en faveur de l'*uti possidetis* de l'Autriche en Vénétie.

[2] Pour être juste, il faut reconnaître que, dans l'appréhension que le gouvernement anglais a de la guerre, entre pour beaucoup le sentiment que la force relative de l'Angleterre a diminué par le changement des conditions de la guerre maritime, la supériorité du personnel naval et même de la science navale n'étant plus si décisive qu'autrefois.

de Lincoln à l'extérieur ait été maintenue par le successeur de ce grand martyr de la démocratie : — Dieu sait ce qui se passerait, à l'heure qu'il est, non point au Canada, c'est bien la moindre chose! mais en Irlande, si le gouvernement américain eût pris la passion et non la raison pour guide!

L'avénement de l'esprit bourgeois, du système de Manchester, appliqué par l'aristocratie elle-même, ralliée bon gré malgré aux amis du regrettable Cobden, paraît donc proche, — avec la réforme plus ou moins démocratique des élections anglaises; — avec la réconciliation, ou, du moins, les relations pacifiques entre les deux sœurs ennemies, l'Angleterre et l'Amérique; — avec la non-intervention avouée, proclamée en Europe; — avec le bon voisinage et les bonnes relations d'affaires, sans arrière-pensées, entre l'Angleterre et la France. On ne promettrait rien à personne et l'on ne tromperait personne. On ne ferait rien, et l'on n'empêcherait rien. — Est-ce là vraiment tout l'avenir du grand peuple anglais? Et qu'y aurait-il au bout d'une telle politique? Ce n'est pas le moment de le discuter : nous y reviendrons. Nous constatons, avons-nous dit, les faits actuels, en tâchant de prévoir les faits prochains [1].

Il nous importe seulement qu'on ne se méprenne pas sur l'esprit de ce qu'on vient de lire. Notre but n'est pas de récriminer stérilement contre l'Angleterre; il y a longtemps que nous avons dit adieu à nos préjugés de jeunesse contre le peuple britannique. Si nous tâchons de contribuer à dissiper des illusions nuisibles sur l'alliance anglaise, telle qu'elle a été, nous n'en sommes pas moins partisan convaincu de l'alliance anglaise telle qu'elle devrait être et telle, nous l'espérons, qu'elle pourra être. En montrant

[1] Ceci était écrit avant la mort de lord Palmerston. Ce sont donc là les faits d'hier et non les faits d'aujourd'hui.

que la diplomatie anglaise a été déplorable au point de vue des intérêts généraux de l'Europe, nous ne nions point du tout les torts qu'on a pu avoir, de ce côté du détroit, dans les relations particulières entre la France et l'Angleterre, torts de paroles plus que de fait, procédés inquiétants et irritants, imprudentes et vaines menaces, dans certains moments dont il faudrait effacer le souvenir. Nous reconnaîtrons même un tort plus sérieux du côté de la France, durant la guerre d'Orient et à l'occasion de cette Circassie qui semble avoir été vouée à une malheureuse fatalité. Dans la première campagne, le général français inclinait à porter au Caucase les armées alliées : le gouvernement anglais ne songea qu'à Sébastopol et à la flotte russe, *objectif* dont il ne faut point méconnaître l'importance. Dans la seconde campagne, l'Angleterre s'était enfin décidée à secourir la Circassie; le gouvernement français, à son tour, se montra plus que tiède et ne se prêta point à une action efficace.

Ce fut une grande erreur et un grand malheur, sans doute; mais n'oublions pas que, dès le mois de mars 1855, un premier refus avait été opposé par le cabinet anglais à une première proposition en faveur de la Pologne, ce qui avait déjà modifié les dispositions de la France; que la proposition fut renouvelée et le refus réitéré après la prise de Sébastopol, et que, dès lors, la paix fut décidée dans la pensée du gouvernement français. — Que celui-ci ait eu tort de voir dans la question de Circassie une affaire *tout* anglaise, c'est notre avis; mais, enfin, c'était une affaire *principalement* anglaise, et le gouvernement anglais eut un tort plus grave de ne pas nous concéder la Pologne pour qu'on lui concédât le Caucase, et de ne pas comprendre que si, pour la Pologne, l'occasion pouvait se retrouver, pour la Circassie elle ne se retrouverait jamais.

Ni la paix imposée à l'Angleterre par la France en 1856,

ni les torts de procédés auxquels nous faisions allusion ne justifient la politique anglaise de 1863. Ce système qui sacrifie tout à une prétendue nécessité de faire échec à la France ne s'excuserait que si la France menaçait l'Angleterre dans ses conditions d'existence. Or, l'Angleterre avait eu la preuve récente du contraire. La révolte de l'Inde avait offert à la France l'occasion de porter, sans grand risque et sans grands efforts, un coup terrible à la puissance britannique; on ne peut admettre que le gouvernement français n'ait point pesé ce qu'il avait à faire en telle occurrence! — La conclusion fut l'abstention absolue de tout encouragement direct ou indirect à la révolte et la stricte observation des devoirs d'une puissance amie. Le gouvernement français, mis en demeure par les événements, avait dû se poser la question : « La France doit-elle, oui ou non, frapper l'Angleterre dans ses intérêts vitaux? » — et il s'était répondu : « Non! » — et il avait bien fait.

Après cette épreuve décisive, la tradition de M. Pitt n'avait plus de raison d'être : la politique anglaise eût dû être changée; elle ne l'a pas été; serait-elle près de l'être? Le membre du gouvernement qui possède aujourd'hui l'influence prépondérante sur l'opinion, M. Gladstone, disait, en 1863, que « d'immenses avantages résulteraient d'une confiance mutuelle et d'une coopération de la France et de l'Angleterre dans la conduite des affaires d'Orient. » C'est là une pensée juste et féconde; mais les affaires d'Orient ne peuvent s'isoler de celles de l'Europe, et l'alliance active ne saurait être localisée. On ne peut appliquer l'intervention en Orient et la non-intervention partout ailleurs. L'Angleterre pourrait-elle passer par-dessus la phase d'inertie et de non-intervention systématique pour entrer dans une autre voie?

Contentons-nous de poser ici la question.

III

Dans ce passé d'hier, que nous venons d'exposer, dans la catastrophe de la Pologne et, par suite, du Danemark, la grande responsabilité, nous l'avons vu, est à l'Angleterre.

Quelle a été la conduite de l'Allemagne à l'égard de la Pologne, en laissant de côté provisoiremeut cette phase danoise de la question européenne, qui a succédé si vite à la phase polonaise et qui a eu le même résultat, le triomphe de la fraude et de la force?

Quelles ont été l'attitude des populations et les actes des gouvernements? Là, comme ailleurs et encore plus qu'ailleurs, il faut distinguer entre peuples et princes, distinction à laquelle il faut ajouter ce qu'il y a d'inévitable complication dans tout ce qui est de l'Allemagne.

Pour apprécier les dispositions des populations allemandes envers la Pologne, il est nécessaire, chez un peuple bien plus traditionnel que spontané, de remonter aux origines.

Une hostilité réciproque, résultat des différences fortement accusées et de l'énergique individualité des diverses branches de la famille aryenne, a divisé séculairement le *Teutsch* (l'Allemand) et le Slave, comme le *Teutsch* et le *Welche* (gallo-italien), comme le *Welche* de France et le demi-*Teutsch*, demi-*Welche* d'Angleterre.

On connaît les anciennes luttes des Germains et des Slaves, ce flux et reflux de deux races avançant, reculant, se foulant, se repoussant, se mêlant durant des siècles. La Bohême a été le théâtre le plus nettement dessiné de ce long drame historique: pays d'abord celtique, puis envahi par les Germains, puis colonisé par les Slaves, à une époque où les Germains débordent sur l'Ouest; enfin, quoique slave, engagé, par sa position géographique, dans l'empire

allemand, entamé de nouveau par la race comme par l'influence allemande et présentant aujourd'hui une majorité slave ayant devant elle une forte minorité allemande, qui l'a dominé jusqu'ici par l'appui du gouvernement autrichien. C'est là, certainement, que la solution du vieux différend germano-slave présente le plus de difficultés.

Dans d'autres contrées, en Saxe, moins un coin de la Lusace, en Brandebourg, en Poméranie, le Slave a été peu à peu absorbé par la langue et les mœurs allemandes; il l'est moins complétement en Silésie; dans les provinces de l'ancien cercle d'Autriche, dans la région montueuse entre le Danube et l'Adriatique, le Slave subsiste, avec ses traits distinctifs, à côté de l'Allemand. Enfin, les deux races sont juxtaposées et entre-croisées, sans être mélangées, dans la vieille Prusse et la Posnanie. Les Slaves occidentaux étant donc dominés et en grande partie germanisés par une longue réaction, l'Allemand s'est trouvé en face du Slave indépendant et belliqueux du centre, en face du Polonais, du Lekh. La lutte entre eux a cessé de bonne heure: c'est pacifiquement que l'influence allemande a pénétré, dans une certaine mesure, en Pologne. Pressés par le péril commun, les deux peuples s'allient contre le Mongol et le Turc : on sait ce que le Polonais a fait pour l'Allemagne, qu'il a couverte de son corps dans les occasions les plus décisives de l'histoire. Les causes d'hostilité générale avaient disparu depuis bien des générations ; toutes les régions allemandes qui sont géographiquement éloignées des Polonais n'ont jamais eu de griefs ni d'animosité contre eux; dans les régions frontières seules, subsistaient ces froissements qui résultent de la différence des goûts et des habitudes; ce n'est que depuis bien peu de temps que, parmi les hommes, ce qui diffère commence à ne plus s'entre-haïr, c'est-à-dire commence à se comprendre.

Le partage de la Pologne fut une pure affaire de gouvernements, à laquelle les populations restèrent tout à fait étrangères. Sur la fin des guerres de l'Empire, la réaction de 1813 souleva une certaine hostilité en Allemagne contre les Polonais, à cause de leur attachement à la France; mais elle n'eut rien de profond ni de durable; lors de la guerre de 1831, l'on ne peut pas dire que les populations allemandes aient été généralement contraires à la Pologne: la bienveillance des particuliers envers les réfugiés et les proscrits contrastait avec l'impitoyable complicité des gouvernements, surtout de la Prusse, dans l'œuvre de Nicolas. Les tendances favorables aux Polonais, dans la plus grande partie de l'Allemagne, gagnèrent en proportion de la défiance envers la Russie, à mesure que Nicolas pesait, avec plus d'ostentation, sur les gouvernements allemands et que la crainte de la Russie commençait à balancer la crainte de la France.

1848 vit régner tour à tour en Allemagne un double courant opposé, dans les circonstances les plus remarquables: le bien et le mal, la justice et l'égoïsme triomphèrent l'un après l'autre. Le premier mouvement de l'Allemagne fut excellent. Les prisonniers polonais furent délivrés par le peuple à Berlin; un élan fraternel et vraiment européen souleva l'Allemagne vers l'avenir. Puis le passé, le *teutonisme*, le *nationalisme* rétrograde, conduit, non par les principes, mais par cet instinct d'aveugle égoïsme qui s'associe trop souvent, outre Rhin, à l'esprit sophistique, ressaisit les classes lettrées qui dirigeaient le mouvement de l'Allemagne. L'annexion violente de la province polonaise de Posen à la Confédération germanique, la revendication du Slesvig sans distinction des deux nationalités qui s'y coudoient, les secours votés à l'Autriche contre l'Italie, tels furent les exploits de cette assemblée de Francfort qui prétendait régénérer l'Allemagne et qui commençait par re-

nouveler les iniquités des vieux gouvernements. L'assemblée de Francfort fit avorter la révolution de 1848 ; elle se perdit et perdit tout dans cette Allemagne qu'elle laissa retomber sous le joug des princes.

L'avenir dira si cette grande leçon a été stérile et si l'assemblée de Francfort a perdu sans retour la cause de l'unité allemande. Quant au présent, pour apprécier l'état de l'opinion en Allemagne sur la question russe, il faut la diviser par catégories. Les *hobereaux*, la faction nobiliaire ont été jusqu'ici entièrement russes. Ces *Teutons*-là, ce sont les Ostrogoths vassaux d'Attila ; les *barons* allemands, ennemis mortels de la Pologne comme de la Révolution française, se sont montrés tout dévoués à cette autocratie touranienne qui fait disparaître à côté d'eux, sur la terre voisine, non-seulement les anciennes races nobles, mais toute espèce de droit civil écrasé sous les pieds de ses visirs. Les niveleurs du despotisme moscovite ont pour avant-garde en Europe les derniers et incurables champions des priviléges de naissance et des insolences féodales; les Eulenbourg sont les fourriers des Mouravief[1]. — Les lettrés, les universitaires, les fonctionnaires non-féodaux, n'ont pas cette adoration du Cosaque; ils sont antipathiques à la Russie et s'irritent de son influence; mais ils craignent la France, tout en affectant parfois de la dédaigner, et ce sentiment les préoccupe jusqu'ici plus souvent que l'autre. Cette science dont ils se targuent, avec un orgueil d'ailleurs légitime, est surtout la science d'un passé que l'Allemagne creuse avec profondeur; ils sont trop portés à y plonger sans cesse leurs regards, et, plus obsédés du péril d'hier que du pé-

[1] Au moment où nous écrivons, cette intimité commence à se relâcher, par suite de l'affaiblissement de l'élément russe-allemand de Pétersbourg, qui était le lien, et que submerge de plus en plus le pur moscovitisme : le *parti de la Croix* et le parti de Moscou montrent de l'aigreur réciproque

ril de demain, ils pensent beaucoup trop à 1813 et beaucoup trop peu à 1880. Ils se souviennent trop et ne prévoient pas assez.

Quant aux classes populaires, un mouvement sourd et profond les agite. Les campagnards, comme si la terre manquait sous leurs pieds, émigrent par masses considérables, qui fournissent un excellent élément démocratique aux États-Unis et ont eu grande part à la défaite de l'esclavagisme; émigration qui, au dix-neuvième siècle, n'est pas sans analogie avec celle des puritains et des indépendants, fondateurs, au dix-septième siècle, de la Nouvelle-Angleterre. — Le peuple des villes, qui émigre moins, s'organise et développe, avec beaucoup d'ordre et d'intelligence, le principe d'association parmi les classes ouvrières; Dieu veuille qu'il évite l'écueil où nous nous sommes brisés en 1848, l'écueil du socialisme *autoritaire!* Puisse-t-il se rallier tout entier à l'association volontaire et libre, qui seule a le secret de l'avenir?

Il y a, dans ces classes, une énergique hostilité, d'instinct et de raisonnement à la fois, contre la Russie, et moins de préventions contre la France, plus d'ouverture à tous les possibles que dans les couches supérieures.

Mais, quant à présent, tout cela est encore vague et se cherche : dans les événements de 1863-1864, les gouvernements ont eu la main libre : les gouvernements, c'est-à-dire les deux États qui se disputent ou se partagent la prépondérance en Allemagne :

Deux États dans des situations fort différentes, aboutissant jusqu'ici au même résultat, la subordination à la Russie. Bien peu clairvoyant serait qui s'imaginerait que la Prusse et l'Autriche aient fait la guerre du Slesvig-Holstein malgré le tsar, que M. de Bismark n'ait pas été pleinement d'accord avec Saint-Pétersbourg, et que l'humiliation de

l'Angleterre par la Prusse ne soit pas entrée dans les plans de la Russie.

Nous avons parlé plus haut des singulières origines de la Prusse : sous le grand Frédéric, elle ne connut que la politique de l'intérêt, sans autre système que de prendre partout et de chercher ses appuis où elle pouvait. Depuis 1813, l'esprit de système, qui avait déjà pointé sous le successeur de Frédéric II, a envahi le gouvernement prussien, sans le rendre plus moral. Libres de toutes attaches dans le passé, commandant à des populations actives et tout à la fois fort lettrées et fort militaires, les Hohenzollern pouvaient se placer à la tête d'une Allemagne libérale au dedans, appuyée au dehors sur les nations les plus avancées, la France et l'Angleterre, sans entrer dans leurs jalousies, et prendre une prépondérance décisive sur l'Autriche. Ce rôle, rêvé par un homme éminent qui fut successivement l'ami de deux rois, le baron de Bunsen, et conseillé par lui au moment décisif, pendant la guerre de Crimée, ce rôle fut repoussé à diverses reprises par la dynastie, avec une obstination inflexible. Hostilité constante contre la France, persécution incessante contre tout ce qui est de la Pologne, attachement inébranlable à la Russie, telle fut l'invariable politique de la royauté prussienne. En 1849, le roi de Prusse refusa l'empire d'Allemagne des mains du libéralisme et de la démocratie. Il ne l'eût apparemment accepté que de la main du tsar.

Est-ce uniquement le lien de la complicité de 1772 et de 1794 qui enchaîne la dynastie prussienne à la Russie? — Non, car, en cas de rétablissement de la Pologne, les compensations ne seraient pas difficiles à trouver pour la Prusse, et la France se prêterait à toute combinaison qui amènerait un tel résultat. Ce n'est pas seulement par intérêt, c'est par principe que la royauté prussienne adhère à l'autocratie de Saint-Pétersbourg. C'est pour elle une sorte d'idéal : on dirait

qu'elle ne se sent qu'une demi-monarchie devant cette monarchie modèle. Étrange politique que celle du gouvernement prussien, mélange de mysticisme et de mauvaise foi, de piétisme et d'inhumanité ! — Le *parti de la Croix*, qui est en Prusse ce qu'était chez nous le parti congréganiste sous la Restauration, s'efforce de transformer cette royauté née de l'usurpation et de la force[1], en royauté de droit divin, en élue du Seigneur, objet d'une dévotion politique telle qu'on ne l'a jamais professée chez nous, aux temps les plus monarchiques, pour la race traditionnelle et consacrée de saint Louis. — Dans la pratique, l'absence de scrupules du grand Frédéric s'associe au piétisme. Il suffit de citer les conventions d'extradition avec la Russie, qui font faire à l'administration prussienne le métier d'aide-bourreau dans les affaires polonaises, et que le ministre de l'intérieur Eulenbourg exécute encore aujourd'hui, et, comme pendant de ces conventions, les honteuses et cruelles menées employées pour détruire la nationalité polonaise en Posnanie. L'Allemagne nous juge souvent avec sévérité au point de vue moral ; nous avons droit de lui dire, à propos des conventions d'extradition, que tels faits qui se passent chez elle journellement, et dans les conditions les plus ordinaires, seraient impossibles chez nous, même dans les pires moments de nos réactions politiques, et que les pouvoirs les plus rétrogrades n'en auraient pas même la pensée.

La conduite de la Prusse dans les derniers événements était toute tracée d'avance. Le ministre audacieux qui la gouverne et qui, personnellement, malgré ses origines et ses débuts, appartient à la tradition du grand Frédéric et non à celle du parti de la Croix, a marqué de son cachet la physionomie des choses ; mais, avec ou sans M. de Bismark,

[1] De la force *intelligente*, très-intelligente, à l'origine, nous ne prétendons pas le contraire.

la couronne eût agi de même au fond. Elle eût, en tous cas, aidé la Russie à écraser les Polonais et cherché dans les faits du dehors une occasion de démonstrations militaires qui servissent à détourner l'attention publique de l'intérieur et à mater l'opposition bourgeoise.

Il n'y avait aucun doute possible sur ce que ferait le roi de Prusse : il y en avait sur ce que ferait l'Autriche, ce Janus politique dont la perpétuelle équivoque explique les illusions d'une partie de l'aristocratie polonaise, même après la sanglante expérience de 1846.

L'Autriche, du moins Marie-Thérèse, n'a, comme on le sait, accédé qu'avec difficulté au plan de Frédéric et de Catherine en 1772 ; l'Autriche n'a pas pris part au second partage en 1794, bien qu'ensuite, comme en 1772, elle ait fini par accepter la part du butin la plus large possible. — En 1814, soit qu'elle jugeât que les avantages de son agrandissement ne compensaient pas les inconvénients de l'agrandissement de ses deux alliés, soit qu'elle voulût seulement susciter des embarras à ceux-ci, elle a proposé la restauration de la Pologne. En 1831, tandis que la Prusse soutenait la Russie, comme en 1863, jusqu'au crime, l'Autriche, réservée, presque secourable, fût entrée volontiers dans cette intervention diplomatique qui n'eut pas lieu par le refus de l'Angleterre. Au commencement de la guerre de Crimée, en 1854, quelques insinuations, à double entente, et dont il n'est pas aisé d'apprécier le vrai sens, furent faites à Paris par l'Autriche, relativement à la Pologne.

Elle se fût peut-être décidée, dans certaines combinaisons, à renoncer à la Gallicie ; mais, pendant ce temps, elle n'en manipulait pas moins ce pays suivant la méthode russe et prussienne, pour s'assurer de pouvoir le conserver : la renonciation n'était qu'une éventualité secrète ; la possession était un fait positif, et, positifs aussi, tous les

actes faits pour la consolider. Un travail incessant eut lieu afin d'empêcher tout rapprochement entre les propriétaires et les paysans, entre les villes et les campagnes, entre les Polonais proprement dits (de langue polonaise et de rite latin) et les *Rousniaques* (de dialecte ruthène et de rite grec). Les employés allemands furent jetés partout entre les riches et les pauvres, animant ceux-ci contre ceux-là et s'opposant à tout ce que la portion éclairée des propriétaires voulait faire pour le bien des paysans, afin que ceux-ci ne leur en sussent point gré et ne vissent d'espoir et de protection que dans le *Krâl* de Vienne.

Cette politique, essayée aussi en Italie, et qui échoua dans la Lombardo-Vénétie devant la douceur des populations, ne réussit que trop en Gallicie. Chose importante à observer, les Autrichiens eurent plus de succès que n'en obtinrent les Russes par les mêmes pratiques, au moins dans le royaume de Pologne et en Lithuanie. Malgré l'opposition assez tranchée entre Slaves et Allemands, les employés de langue allemande obtinrent plus d'accès près du paysan polonais que les tchinovniks russes, qui parlent pourtant une langue slave et passent pour Slaves : tant il est vrai qu'il y a moins d'hostilité instinctive entre le vrai Slave et l'Allemand qu'entre le premier et le faux Slave, le Moscovite. Tandis que les villes devenaient toujours plus radicalement patriotes sans distinction de classes, les campagnes étaient infectées de haines sociales et paraissaient plus ou moins indifférentes à la nationalité.

Lors de l'explosion de 1846 et des massacres de Gallicie, les paysans furent soulevés par le *socialisme gouvernemental*, sans distinction de Ruthènes et de Polonais.

L'Autriche profita de cette occasion pour supprimer le dernier débris subsistant de la Pologne, la république de Cracovie.

Durant la guerre d'Orient, l'Autriche ne négligea rien pour empêcher que la guerre se portât vers son véritable objectif, la *terre noire*, les anciennes provinces polonaises du Sud, par la Bessarabie, Odessa et Nicolaïeff, au lieu d'aller se confiner en Crimée. La politique anglaise, du reste, était bien d'accord là-dessus avec l'Autriche.

Voilà donc les deux faces du Janus, la thèse et l'antithèse. Les derniers événements viennent de montrer les deux faces aussi opposées que possible dans l'espace de quelques mois. D'abord, une demi-connivence avec les insurgés polonais : le ministre autrichien allant jusqu'à exagérer complaisamment la puissance de l'insurrection dans ses dépêches ; l'administration, en Gallicie, fermant les yeux sur les secours fournis, sur les armes vendues, sur les allées et venues des deux côtés de la frontière. Très-satisfait des embarras de la Russie et ne demandant pas mieux que de les augmenter, le cabinet de Vienne se montre favorable à une intervention de paroles : — cela est d'un bon effet comme réputation *libérale;* il se refuse, d'un ton de pudeur offensée, à une entente exclusive avec ses deux *co-partageants*, proposée par la Russie; mais, quand il s'agit d'une entente réelle avec la France, il se dérobe ; puis, finalement, au pied du mur, il accepte cet accord avec la Russie et la Prusse qu'il a d'abord refusé et donne par derrière le coup de grâce à l'insurrection, en décrétant l'état de siége en Gallicie ; des milliers d'emprisonnements, de procès et de condamnations sont les arrérages de l'indulgence passée, et les mauvais offices des premiers jours sont rachetés, auprès de la Russie, par l'entière complicité des derniers.

Pourquoi les espérances de quelques Polonais dans l'Autriche étaient-elles plus excusables autrefois sous M. de Metternich, qu'hier, sous M. de Schmerling? — Parce qu'elles auraient pu, autrefois, n'être pas une illusion :

Metternich eût pu se décider; si l'Angleterre eût voulu, en 1831, il l'eût fait probablement. La France de 1831 n'ayant pas pris parti pour le mouvement italien, Metternich eût pu traiter avec elle; il s'agissait, aux yeux de ce ministre, quant à la Pologne, d'une restauration et non d'une révolution; il eût accepté une Pologne dans des conditions monarchiques et aristocratiques. La Hongrie ne bougeait point alors; la Bohême ne laissait pas poindre encore le réveil slave; la Lombardo-Vénétie courbait la tête sous le joug; en un mot, le mouvement du libéralisme européen, c'est-à-dire ce que combattait l'Autriche, n'était pas devenu le grand, le radical, l'universel mouvement des nationalités. Ce mouvement, depuis 1848, est arrivé à dominer sur toute autre question; il est la forme vraie et définitive de la Révolution, dégagée des utopies cosmopolites et sectaires, et ce mouvement est la négation même de l'Autriche *unitaire* constitutionnelle aussi bien que de l'Autriche *unitaire* despotique. En Pologne, comme partout, le principe de nationalité, associé au principe démocratique, est l'ennemi naturel, irréconciliable de l'empire unitaire d'Autriche.

« Le constitutionnalisme autrichien, écrivions-nous quelques mois avant la crise actuelle de l'Autriche, l'effort du parti libéral unitaire pour transformer la monarchie despotique en monarchie constitutionnelle, n'a engendré qu'une chimère. Le despotisme peut maintenir, par la force et la ruse, des peuples divers sous un même joug : le constitutionnalisme ne peut pas les amener à s'associer malgré eux dans une quasi-liberté unitaire. Ces peuples divers réclament de vous la liberté *nationale*, ou chacun chez eux, comme la Hongrie et la Bohême, sauf à s'entendre, après, avec vous, ou en se réunissant aux mères-patries dont vous les tenez séparés, comme la Vénétie, le Tyrol italien et la Gallicie; vous leur offrez, en réponse, quelques

libertés provinciales et la participation à une diète de toutes races et de toutes langues, à condition qu'ils donnent leur sang et leur argent à une minorité allemande pour le maintien d'un empire unitaire dont ils ne veulent point. — Vous, libéraux autrichiens, vous débutez, à l'ouverture de la dernière session de votre *reichstrath*, par cet axiome : « Il s'agit de constitution et non de nationalité. »

« Les peuples vous répondent :

« Il s'agit de nationalité et non de constitution : nous voulons être d'abord, et nous *constituer* ensuite.

« Un de vous[1] donne alors le dernier mot en déclarant que votre constitution, flanquée de l'état de siége dans la moitié de l'empire, est un mensonge, et que vous n'êtes pas constitutionnels. Chaque jour prouve davantage la vérité de cette parole. La fameuse liberté autrichienne est, comme la civilisation russe, masques et décorations de théâtre. Il n'y a de sérieux au fond que l'empereur François-Joseph avec son armée et sa bureaucratie, soutenues par une minorité allemande à laquelle on donne l'empire à exploiter, pour la détourner d'être vraiment allemande et d'aller à ses alliances naturelles avec ses frères les progressistes allemands.

« La conclusion des derniers événements en Allemagne est dans la restauration de la Sainte-Alliance, défensive, quant à présent, en attendant mieux. Et encore peut-on dire qu'elle a été autre chose que défensive en Danemark.

« La monarchie unitaire autrichienne fait ce qu'elle fait par nécessité ; elle est l'alliée subordonnée de la Russie, en détestant la Russie.

« La Prusse, du moins la royauté prussienne, fait ce qu'elle fait par choix, vassale fanatique du suzerain qu'elle s'est donnée.

« L'une trahit l'Europe, parce qu'elle n'est pas et ne peut

[1] Le député Berger.

pas être de la nouvelle Europe, l'autre, parce qu'elle n'en veut pas être; l'une est fatalement dans le mal par sa nature; l'autre est librement dans le mal parce qu'elle préfère y être.

« Causes différentes : même résultat !

« Le résultat pour l'Allemagne est donc celui-ci : les deux grands États, complices et subordonnés de la Russie; les petits, comme on le voit aujourd'hui, subordonnés aux grands et arrogamment foulés par eux; toute l'Allemagne, par conséquent, traînée dans l'orbite de la Russie, moins ostensiblement qu'au temps de Nicolas, mais dans des circonstances pires.

« Le résultat pour l'Europe, c'est qu'elle est bravée, insultée et immobile devant un ennemi qu'elle eût pu briser d'un seul coup. »

Depuis que nous écrivions ces pages, deux événements considérables ont eu lieu :

1° L'avortement définitif de la monarchie constitutionnelle unitaire d'Autriche et la tentative d'une entente entre la dynastie impériale et le royaume de Hongrie reconstitué.

2° La convention de Gastein, qui fait pencher la balance de l'Allemagne en faveur de la Prusse, achève d'annuler la Diète et les États secondaires, et ouvre la carrière à l'ambition prussienne, qui avoue aujourd'hui son but sans aucun ambage, à savoir : l'absorption de toute l'Allemagne du Nord, « au moins jusqu'au Mein. »

Nous apprécierons ces événements dans notre dernier chapitre, consacré à l'avenir de l'Europe.

CHAPITRE III

CE QUI ARRIVERA SI L'EUROPE CONTINUE DE LAISSER FAIRE.

I

Nous avons vu ce que fait la Russie.

Nous avons vu pourquoi elle peut le faire impunément.

Il s'agit maintenant de rechercher ce qui doit arriver, si l'on continue de laisser faire, c'est-à-dire si l'Europe accepte les faits actuels et s'endort dans l'*uti possidetis* vis-à-vis de la Russie : en d'autres termes, si l'on prend la *trêve* actuelle pour une paix durable, et si l'on s'organise en vue de la paix et non de la trêve.

Des esprits systématiques nient les lois de l'histoire, méconnaissent la diversité nécessaire et ineffaçable des nationalités, et traitent l'homme comme une abstraction mathématique ayant pour but un certain progrès extérieur et matériel, qu'ils imaginent pouvoir s'opérer par la Russie aussi bien que par toute autre machine.

Que les uns veuillent on ne sait quelle liberté abstraite qui n'est pas la liberté vivante, qui n'est pas la liberté d'être ce qu'on est et de développer par soi ce qu'on a en soi ; qu'ils veuillent une liberté théoriquement illimitée ou un pouvoir également illimité, sans intermédiaire; que d'autres se contentent d'une dose modérée de liberté empirique, ou ne demandent point de liberté du tout, peu importe!

Nous irons plus loin : peu importe que d'autres encore veuillent réellement la liberté pour leur pays et la souhaitent pour le reste des peuples, si, faisant de la paix un principe et de la guerre le mal absolu, ils proclament qu'on ne doit jamais aller au bien par le mal, c'est-à-dire jamais combattre l'injustice par la force des armes, n'attendent l'affranchissement universel que du progrès moral, et comptent sur la force des idées pour convertir le tsar et ses bourreaux.

Bien différents en théorie des empiriques matérialistes, les utopistes spiritualistes de la paix les égalent en méconnaissance de la nature humaine et des lois de l'histoire, et aboutissent au même résultat et au même vœu, le désarmement général, l'entrée immédiate dans une ère pacifique et l'étouffement de ce qui reste d'esprit héroïque en Europe. Renversant le vieil axiome de la Sagesse des nations : *Si vis pacem, para bellum*, ils se rallient tous à son inverse : *Si vis pacem, para pacem.*

Ils demandent, en deux mots, que la situation actuelle devienne définitive, ou ne soit modifiée que par des voies pacifiques.

Eh bien! acceptons, pour un moment, leurs données; supposons leur vœu réalisé : tâchons de prévoir jusqu'au bout les conséquences de cette politique de *bonnes relations* avec la Russie, préconisée dans le parlement anglais et *ailleurs*. Supposons qu'on ait comblé la satisfaction de ceux qui, dans nos propres assemblées, exprimaient, en termes stupéfiants pour la conscience publique, la crainte de voir se refroidir *ces bonnes relations*, devant la Pologne à feu et à sang!

On s'est ôté, admettons-le, les moyens de rompre avec la Russie.

La France, *trop forte*, trop redoutée et voulant cesser de l'être, a donné l'exemple : elle a désarmé; l'Angleterre

s'est hâtée de l'imiter; contre toute vraisemblance, l'Autriche et la Prusse même ont suivi; l'Italie est forcée de suivre. La Russie, elle aussi, a fait semblant de désarmer; les Cosaques et les Tatars ne désarment jamais.

Passons : le désarmement général est accompli[1].

Nous supposons donc que la France, n'ayant point agi là où ses plus grands intérêts comme ses sentiments les plus chers lui prescrivaient d'agir, renonce aussi à l'action là où on l'a engagée contre ses intérêts et contre ses sentiments : elle n'est pas intervenue en Pologne; elle cesse d'intervenir au Mexique; elle se retire de ces plages funestes où tant des nôtres sont morts sans emporter la consolation de savoir leur sacrifice profitable à la patrie. Nous devons au moins ce bien à la politique du désarmement!

Donc, la France renoncerait partout à la guerre, juste ou injuste, d'aventure ou de principe; quant aux intérêts, il est convenu qu'ils sont partout et toujours pacifiques. Ceux qui lui reprochaient si amèrement de tant s'occuper des affaires d'autrui ont gain de cause : elle n'aide plus et n'effraye plus personne, et personne ne tend plus les bras et ne tourne plus les yeux vers elle. Toute à ses propres affaires, elle rivalise de sagesse avec l'Angleterre; nous entendons : l'Angleterre de 1863 et de 1864.

Ce n'est pas sans quelque difficulté, sans doute, qu'on l'aura décidée à se contenter de l'état présent de l'Europe, à renoncer d'être le foyer de la rénovation internationale, à quitter sans retour l'œuvre commencée en 1859, l'œuvre de reconstitution de l'Europe sur un plan opposé à celui de 1815; il lui en aura un peu coûté de rester sur l'affront de 1863, d'accepter définitivement l'humiliation infligée par ces *barbares*, si hardis et si fins diplomates, qu'elle avait na-

[1] Nous parlons ici du désarmement à fond, tel que le demandent les partisans de la paix à tout prix, et non des réductions d'effectif ou des modifications plus ou moins profondes d'organisation qui sont à débattre.

guère vaincus par l'épée, et qui ont pris leur revanche de la Crimée sans coup férir.

Si elle n'est pas contente d'elle-même au fond de l'âme, elle sera du moins étourdie et entraînée; c'est l'essentiel. La sécurité ramène par la main les grandes affaires : les barrages obstinés qui retenaient le courant financier sont rompus; le torrent de la spéculation, comme en 1852, se précipite, emportant la foule vers les combinaisons attrayantes et les larges gains. Ceux qui ne cèdent point au courant restent isolés sur la rive, débris oubliés ou raillés de la chevalerie démocratique et du droit des nations, — nous allions dire : débris de la liberté! — Mais, nous répondra-t-on, la richesse ne ramène-t-elle pas la liberté? — Une *sage* liberté ne va-t-elle pas renaître de la paix féconde?...

La prospérité et la liberté! — La prospérité matérielle! nous doutons que vous l'ayez par cette voie! — Mais, la liberté! Vous ne l'aurez pas! — Vous nous proposez le choix entre la gloire et la liberté, que vous déclarez incompatibles par des raisons abstraites et théoriques; c'est méconnaître entièrement les conditions spéciales et positives du temps où nous sommes. La gloire et la liberté, ou ni liberté, ni gloire, voilà, en réalité, le choix qui était à faire. Un pouvoir armé de l'autorité des grands succès et des grands services, recommandé à la France par la reconnaissance des nationalités affranchies, promoteur d'une nouvelle Europe confédérée, serait en mesure de traiter avec la liberté intérieure et de lui rendre l'essor sans péril pour lui-même; assuré qu'on ne renverse pas les victorieux et qu'on ne saurait tourner contre eux les armes qu'ils rendent à un peuple fier de lui-même et satisfait de la grande situation qu'on lui a faite. Si, au contraire, la grandeur est éclipsée au dehors, la liberté ne sera pas *rendue* au dedans et ne pourra pas l'être; les

ombrages ne se dissiperont point; aucune restitution sérieuse ne sera consentie.

Point de liberté; peut-être, et nous n'y croyons guère, quelques jours d'une prospérité matérielle, qui ne sert qu'à enfoncer les peuples dans la corruption, lorsqu'elle n'est point accompagnée d'un mouvement moral et qu'aucun idéal ne soutient la société. Partout de vaines apparences; des surfaces sous lesquelles il y aurait le vide; de petits débats d'une petite politique qu'il ne serait pas même permis d'appeler parlementaire, sans issue légale ni pacifique; de petites querelles religieuses agitant stérilement les esprits, faute de cette grande conclusion des cultes libres, à laquelle une telle situation ni une telle politique ne sauraient conduire, pas plus qu'à la liberté politique; tout s'abaisserait, tout s'énerverait. Dans l'ordre religieux, la France se verrait disputée entre la dévotion superstitieuse et le matérialisme pratique, favorisé par l'expansion d'une philosophie purement négative. Tout ce qui est grand et hardi serait étouffé ou réduit à l'isolement et à l'impuissance, dans les idées comme dans les faits. La France, avec sa logique rigoureuse, irait jusqu'à l'extrémité des misères morales qui frappent un peuple dont on a barré la route et faussé le génie. Demandons-nous ce que pourraient produire vingt ou trente ans d'un pareil régime, en supposant que la Russie n'en troublât pas plutôt la quiétude!

Jetons maintenant un coup d'œil sur les effets qu'aurait le système du *statu quo* chez nos voisins.

L'Angleterre amortissant ses énergiques qualités dans les pratiques rétrécies d'une existence exclusivement mercantile, laissant se perdre Constantinople et se préparer la perte de l'Inde!

L'Italie? — Forcée de désarmer, si la paix, — quelle paix pour elle! — doit durer. Aurait-elle Rome? Le système du *statu quo* ne saurait l'admettre. — Si le *statu quo* absolu

est impossible à Rome, on aurait là peut-être une demi-solution : un demi-affranchissement, municipal et non national, de la ville éternelle; une transformation de la souveraineté papale en suzeraineté sur le municipe romain et sa banlieue. Dans cette condition, l'Italie, à la rigueur, pourrait attendre Rome, si elle avait Venise !

Mais elle n'aurait pas Venise, et tout espoir de délivrer cette terre martyre s'enfuirait avec l'adoption du système d'inertie.

L'Italie, blessée moralement dans son amour-propre légitime et dans le sentiment de son droit par la négation du droit des Romains sur eux-mêmes, blessée matériellement dans les conditions nécessaires de sa vie nationale, autant que torturée dans ses plus chères affections, par l'interdiction de recouvrer Venise, pourrait-elle prospérer avec ces plaies toujours saignantes ? Tous ses exemples de sagesse, de patience, d'esprit public, auraient donc été donnés en vain ? — Si elle se heurte à des obstacles extérieurs qu'elle ne peut briser, si elle ne peut monter jusqu'à son but, ne pourra-t-elle pas redescendre ? Faudra-t-il la voir entre le marasme et les agitations impuissantes, voir cette belle renaissance d'un grand peuple étouffant, faute d'air, au milieu de l'affaissement européen ?

Ceux qui craignent pour la France l'unité de l'Italie, verraient alors ce que nous vaudrait l'abaissement ou la désorganisation du seul grand État qui soit aujourd'hui notre allié. Ils verraient si notre prospérité matérielle n'en serait pas atteinte aussi profondément que notre grandeur politique.

L'Italie, dans ce cas, ne serait que victime et non coupable : nul n'aurait droit de lui reprocher ses souffrances.

L'Allemagne pourra-t-elle se rendre le même témoignage, si ses aspirations à l'unité du peuple allemand n'a-

boutissent qu'à cette solution hardiment formulée, il y a quelque temps, par un journal semi-officiel prussien : « IL N'Y A POINT DE PEUPLE ALLEMAND : la Prusse doit absorber l'Allemagne, au moins jusqu'au Mein, » et l'Autriche apparemment doit absorber l'Allemagne au sud du Mein? L'un ne semble-t-il pas la conséquence logique de l'autre?

Deux Allemagnes réactionnaires et oligarchiques à la place d'une Allemagne libre, une dans sa riche variété, fédérative et nationale tout ensemble !

Triste réveil !

Serait-ce à ce partage de la tunique de *Teutonia* qu'aboutirait finalement la perpétuelle oscillation de l'opinion allemande entre l'Autriche et la Prusse, sans pouvoir se décider pour l'une ou l'autre, ou contre toutes deux; l'esprit traditionnel penchant pour l'Autriche, représentant du vieil empire et du moyen âge; l'esprit théorique et philosophique pour la Prusse, représentant d'une Allemagne nouvelle, société et même État progressif en dépit de tout et surtout de ses princes [1] ?

Entre les opinions favorables à la prépondérance, soit de la Prusse, soit de l'Autriche, il y a toujours eu, néanmoins, cette différence : qu'on n'allait guère jusqu'à espérer l'unité de l'Allemagne par l'Autriche, tandis qu'on l'espérait *beaucoup* par la Prusse.

Mais quelle unité, et dans quelles conditions! — Les libéraux, les progressistes, rêvant l'unité par le pouvoir militaire et monarchico-nobiliaire prussien, sauf l'arrière-

[1] Ce qui a beaucoup contribué à empêcher que l'opinion ne se décidât en faveur de la Prusse, c'est l'impopularité générale de l'état-major, du militaire prussien, en Allemagne. Dans les garnisons fédérales, la population est toujours pour l'Autrichien contre le Prussien, ce qui ne peut étonner, lorsque l'on compare les habitudes paisibles des officiers autrichiens à l'arrogance trop commune dans la noblesse militaire prussienne. Les actes odieux dont certains chefs autrichiens se sont rendus coupables dans les guerres d'Italie et de Hongrie ne représentent pas le caractère habituel de cette armée. pas plus que ne font les cruautés froides du gouvernement autrichien.

pensée, tant soit peu hasardée, de se débarrasser de l'instrument quand l'œuvre serait accomplie; — et, en attendant, afin qu'il pût l'accomplir, ne résistant de fait à aucune de ses entreprises, protestant éloquemment en paroles, mais souffrant tout en actes, et laissant le gouvernement prussien, hors de chez lui, traiter les confédérés allemands comme pays conquis et la confédération comme n'existant plus; à l'intérieur, marcher sur les lois, se jouer de la représentation nationale, percevoir le budget non voté sans que personne exprime même l'idée élémentaire du refus de l'impôt.

L'excuse, nous la savons : l'État prussien, dit-on, est la seule force sérieuse et active, le seul grand agent qui puisse *faire l'Allemagne.*

Soit : il pourrait être cet agent; mais jusqu'à présent il ne l'est pas. Votre drapeau tricolore, partout il l'abat devant son aigle noire, et, cette substitution de signe, c'est une substitution d'idée. Il suit sa pensée, et non la vôtre.

Pour vous emparer de cet agent, il aurait fallu refaire un 1848 de Berlin, mieux soutenu, ou un 1830 de Paris. Vous ne l'avez pas fait, et ce sont les complices du tsar qui commandent toujours à Berlin.

Et comment le despotisme prussien ferait-il l'unité allemande? Laissons de côté la France, pour le moment : est ce que le tsar le souffrirait? — Il faut au tsar le maintien de la division, de l'anarchie actuelle en Allemagne : c'est bien lui, plutôt que la France, qui ne peut vouloir d'une Allemagne forte. Il lui faut, ou la division actuelle, ou, tout au moins, si les circonstances lui rendaient jamais cette concession nécessaire, les *deux* grandes puissances germaniques, continuant à se faire équilibre en se partageant ce qui appartenait aux petites. Deux Allemagnes, soit, à la rigueur; mais jamais une. — Voyez déjà ce qui vient de se passer : la balance penche; l'Autriche est humiliée; la Prusse tranche de la

dictature et annonce hardiment ses projets; aussitôt la Russie gronde et fait mine d'arrêter ce vassal outrecuidant, qui veut sortir de dessous « l'aile protectrice de l'aigle russe, » comme disent les journaux moscovites. La Russie avait poussé la Prusse et l'Autriche sur le Danemark; aujourd'hui, elle semble médiocrement satisfaite de voir la Prusse recueillir trop complétement et exploiter trop vivement les fruits d'une victoire très-peu glorieuse, mais très-productive. Kiel, port militaire, lui plaît peu, et le canal de la mer du Nord à la Baltique paraît lui déplaire si fort, que nous commençons à douter qu'il doive nous déplaire. Deux *Sund* au lieu d'un, en effet, ce n'est pas trop, peut-être!

La Russie menace, diront ceux qui veulent marier Bismark avec la liberté : la Russie menace! eh bien, si la Prusse se retournait contre la Russie? si elle rompait avec un siècle de complicité?

C'est-à-dire, si elle faisait peau neuve ; quelque chose de plus, si elle cessait d'être ce qu'elle est pour devenir ce que vous êtes ; si elle gardait sa politique d'action au dehors en prenant une politique de liberté au dedans?

C'est bien beau, c'est trop beau! — Nous y reviendrons dans notre dernier chapitre ; mais, jusqu'à présent, il n'y a point de ceci la moindre apparence. — Contentons-nous, pour le moment, de planter notre jalon dans la direction que suivent jusqu'ici les choses, et dont elles n'ont pas encore l'air de vouloir s'écarter du fait de la Prusse.

Donc, « il n'y a point de peuple allemand; » il n'y a point une Allemagne; il y aurait peut-être deux Allemagnes, si la Russie le permettait.

Deux Allemagnes plus ou moins despotiques et oligarchiques.

C'est un peu loin des hymnes de vos historiens-poëtes et de vos professeurs de philosophie « à la grande et pure

race germanique, seule destinée à régénérer le monde! »

La Russie ne permettrait l'absorption des petits États allemands par les deux grands et le partage *définitif* de l'Allemagne que le jour où elle serait décidée à la grande guerre contre la France. Aujourd'hui, le parti qui mène l'empire, le parti de Moscou, qui est, à vrai dire, la Moscovie elle-même, paraît, SAUF DANS LE CAS D'UNE RUPTURE ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS, désirer quelques années de paix *active*, pour achever de dévorer à loisir la Pologne, fonder, comme il dit, la *nationalité russe* dans les *Provinces occidentales*, et préparer la chute de Constantinople par des crises qu'il va faire naître et par des empiétements qu'il compte faire subir à la France et à l'Angleterre. S'il en est ainsi, il imposera une trêve, ou, au moins, des tempéraments à l'ambition prussienne, jusqu'à ce qu'il se croie prêt.

En attendant, jalousies réciproques et impuissantes entretenues entre le Français, l'Anglais, l'Allemand et l'Italien; stérilité et décomposition générale, voilà le spectacle que nous offririons si la politique du laissez-faire prenait possession de l'Europe.

Et pour aboutir, malgré tout, aux suprêmes dangers et aux luttes suprêmes qui, dans aucun cas, ne seront évités.

II

Nous avons entrevu les conséquences de ce que produirait le système du *statu quo* et de la *paix sans la justice* chez les principales nations européennes. Suivons maintenant ces conséquences chez l'ENNEMI DE L'EUROPE.

Pendant que l'Europe s'agite stérilement ou s'endort, la Russie, à qui nul ne fait obstacle, avance invariablement vers son but, et développe ses plans des bords de la Vistule et du Danube jusqu'aux pieds de l'Ilimalaya et à la mer du Japon.

Jetons un coup d'œil sur ses accroissements depuis le fondateur de l'empire de toutes les Russies. Partons de l'avénement de Pierre Ier. La Moscovie a remis le pied sur le haut Dniéper à Smolensk ; elle a franchi le bas Dniéper par Kief usurpé, mais elle ne touche pas encore aux mers d'Europe ; elle est encore, du côté de l'occident, enfermée dans sa nature de masse continentale, de masse *méditerranée*, uniforme et compacte; elle ne débouche au nord que sur la mer Blanche; porte qui n'ouvre que les solitudes de l'Océan polaire, et, au sud, sur la Caspienne, centre antique du commerce des peuples touraniens ou scythiques avec les races aryennes et débouché naturel des riverains du Volga.

Cependant, à l'extrémité de notre hémisphère, à travers toute la largeur de l'Asie boréale, la Moscovie, dotée par d'audacieux Cosaques des immensités désertes de la Sibérie, atteint d'autres mers qui donnent ouverture sur un autre monde ; elle a fait un premier effort pour descendre des stériles régions d'Okhotskh sur les bords féconds du fleuve Amour, et pour s'établir aux portes de la Chine et en face du Japon. Le fleuve Amour, c'était la domination sur les Tatars orientaux, et, avec le temps, sur toutes les races tatares et turques de l'Asie centrale ; c'était l'influence sur la Chine, c'était l'ouverture des mers du Japon et de l'océan Pacifique.

Le temps n'était pas venu : la Chine, puissante encore, réagit contre ce dangereux voisinage ; la Moscovie recula : elle lâcha cette lointaine conquête du haut Orient et rendit aux Chinois la région de l'Amour par le traité de Nertschinsk (1689). Pierre Ier laissa à ses successeurs le soin de la reprendre : il avait d'autres vues ; il se jeta sur l'Europe.

A sa mort (1725), la Suède avait perdu et l'empire de Russie avait acquis sur la Baltique des provinces presque

égales en étendue à la moitié de la France, et qui mettaient à la disposition de la Moscovie les ressources intellectuelles et matérielles de populations scandinaves, allemandes, lithuaniennes, et aussi de Finnois très-modifiés par leur mélange séculaire avec la race germanique. En écrasant Kief, la métropole slave des Rurikovitches, pour transférer la suprématie au pays finnois de Souzdalie, André de Bogolioub avait jadis fondé l'État moscovite hors de l'Europe; en transférant la capitale des Romanof de Moscou sur la Baltique, dans l'hybride Pétersbourg, Pierre Ier jetait la Moscovie hors d'elle-même sur l'Europe.

Moins heureux du côté de la Turquie, Pierre avait touché la mer d'Azof et la mer Noire sans pouvoir s'y maintenir; mais il s'était largement dédommagé aux dépens de la Perse. Il avait enlevé à celle-ci Derbent, Bakou, le Ghilan, le Mazanderan, Asterabad, 250 lieues de côtes sur la Caspienne; par Asterabad, il tenait la grande route de l'Asie centrale, la route de la Caspienne à l'Indus (1723). On voit que, s'il avait momentanément ajourné les conquêtes sur les frontières de la Chine, il n'avait pourtant pas négligé l'Asie.

C'était prématuré. La Perse démembrée se reforma sous un grand homme de guerre, Nadir-Schah, et recouvra sur les successeurs de Pierre Ier tout le rivage de la Caspienne jusqu'au delta du Térek.

Le mouvement d'expansion de l'empire russe ne fut pas arrêté dans le Levant par ce revers. Sur ces entrefaites, la Sibérie se rapprochait, au sud-ouest, de l'Asie centrale par l'occupation de la région d'Omsk, en grande partie cultivable; la Moscovie se rapprochait de la mer Noire en se faisant céder par la Turquie une partie de steppes tartares qui forment maintenant les gouvernements d'Iékaterinoslaf et de Kherson (1731-1741.)

Au nord, un nouveau morceau de la Finlande était arraché à la Suède.

La machine d'envahissement montée par Pierre le Grand ne s'arrête donc pas, même entre les mains médiocres ou extravagantes qui laissent vaciller le sceptre du tsarisme entre la mort de Pierre Ier et l'avénement de Catherine II.

Arrive enfin cet autre *grand règne*, cette autre grande puissance pour le mal, et l'œuvre est reprise dans de gigantesques proportions. Pierre le Grand avait mutilé la Suède ; la grande Catherine mutile, puis détruit la Pologne ; elle prend toute la Lithuanie, les trois quarts de la Ruthénie et la Courlande; la Russie est sur le Bug.

La barrière de l'Europe est renversée par la complicité active de deux puissances européennes, par la complicité indirecte d'une autre, l'Angleterre, et par l'inertie du reste; l'empire de toutes les Russies est installé en plein sur notre continent, et la domination moscovite confine aux États germaniques. Les Slaves indépendants ont disparu. Eux qui avaient défendu l'Europe, durant des siècles, contre les Mongols et les Turcs, ils sont détruits par la ligue de cette Allemagne qu'ils couvraient, avec les successeurs des Mongols, bien plus dangereux que les Mongols.

Pierre Ier s'était ouvert le nord de l'Europe ; Catherine, à la fois, perce le centre, où elle a pris sur la Pologne presque l'étendue de la Suède, et s'ouvre la mer au sud.

Pierre n'avait que touché à la mer Noire : Catherine l'envahit. Elle enlève à la suzeraineté ottomane tout le steppe, toute la petite Tartarie, de l'embouchure du Dniester à celle du Kouban, c'est-à-dire toute la côte septentrionale de la mer Noire, avec la mer d'Azof et la presqu'île de Crimée. Elle tient la mer Noire pour le commerce et pour la guerre, et le Bosphore au moins pour le commerce, en attendant mieux, le libre passage étant accordé aux vaisseaux marchands de la Russie.

Après Catherine, l'œuvre se continue puissamment sur la Baltique, en Pologne, sur la mer Noire, et se reprend sur la Caspienne.

Les tsars chrétiens de la Géorgie, au sud du Caucase, entre la Turquie d'Asie et la Perse, ont été amenés à se reconnaître vassaux de la Russie, puis à léguer leur petit royaume à l'empire. Ce sera le coin enfoncé pour faire éclater l'Asie.

La Russie n'a encore ni la côte occidentale de l'isthme caucasien sur la mer Noire, côte indépendante de fait, sauf quelques forteresses occupées par les Turcs, ni la côte orientale sur la Caspienne, qu'elle a dû rendre à la suzeraineté persane, ni le massif central, plein de tribus indépendantes ; à l'avénement d'Alexandre Ier (1801), elle n'a qu'une route à travers le massif central, celle du Dariel, un étroit ruban sans cesse coupé par les montagnards.

En 1813, elle a repris sur la Perse plus de la moitié des conquêtes de Pierre Ier, le long de la Caspienne, depuis le Térek jusqu'à Lenkhoran, au midi de l'Araxe, et soumis les petits princes chrétiens voisins de la Géorgie, avec une partie de la côte occidentale du Caucase (Abasie méridionale, ancienne Colchide); le Caucase et ses héroïques peuplades sont déjà serrés presque de toutes parts entre les possessions russes ; un siége de soixante ans est commencé contre cette citadelle de l'Asie, cette Circassie que nul ne saura secourir.

De l'autre côté de la mer Noire, par le traité de mai 1812 avec la Turquie, la Russie a reculé sa frontière du Dniester au Pruth et au bas Danube ; elle atteint et va désormais s'efforcer d'accaparer les embouchures du Danube, du grand fleuve central européen qui coule des frontières de France à la mer Noire.

Ainsi, ni la grande crise de la révolution française, ni les guerres même de l'empire, pas même celle qui porta Napo-

léon jusque dans Moscou, n'ont arrêté les progrès de la Russie en Orient!

A plus forte raison, l'alliance momentanée de Napoléon avec Alexandre, les illusions napoléoniennes de Tilsitt et d'Erfurt, avaient-elles servi la Russie. Napoléon lui avait laissé enlever tout ce qui restait de la Finlande au roi de Suède Gustave IV, imprudent allié des Anglais, qui ne peuvent le défendre (1808-1809).

Toutes les vastes possessions de la Suède, à l'est de la Baltique, sont devenues russes. Désormais, toute cette Baltique orientale, où le mélange des Finnois avec les peuples germano-scandinaves s'était opéré sous la prépondérance de l'esprit européen, est livrée au génie despotique de l'Asie, et lui fournit des éléments européens à employer contre l'Europe.

La Suède proprement dite, elle-même, est tenue sous le canon russe par les îles d'Aland, qui sont comme un pont menaçant jeté entre la Finlande et Stockholm.

Enfin, au centre de notre continent, les traités de 1815, constituant, sous la prépondérance de la Russie, l'Europe de la Sainte-Alliance, font avancer la frontière russe du Bug bien au delà de la Vistule, au delà même de la Varta, et lui donnent la majeure partie de la Pologne proprement dite.

La figure que nous employions tout à l'heure à propos de la Géorgie est ici d'une exactitude bien autrement manifeste. Qu'on jette les yeux sur la carte : le royaume russe de Pologne se projette loin en avant du corps de l'empire des tsars, en forme de hache enfoncée au cœur du continent, entre les possessions prussiennes et les possessions autrichiennes [1]. Le tsar s'est construit là une vaste citadelle avancée, d'où il surveille ses deux grands vassaux, et peut étendre sur eux l'une et l'autre main.

[1] V. aux ÉCLAIRCISSEMENTS, *la Prusse et la Russie;* extrait des *Études sur la Russie*, par le baron de Haxthausen.

L'héritier et le continuateur des envahisseurs asiatiques a établi son avant-garde sur cette même terre polonaise dont les enfants avaient tant de fois arrêté les invasions de l'Asie.

L'ombre de Pierre le Grand doit être contente; l'œuvre avance.

III

L'œuvre se poursuit sous Nicolas. Les Polonais ne se résignant pas, comme les Allemands de la Baltique, qui commencent d'avoir lieu de s'en repentir, au rôle d'instruments de la Russie, la grande insurrection polonaise est étouffée sans secours (1831). L'Arménie persane (province d'Érivan), où réside le patriarche d'Arménie et où s'élève le mont Ararath de la tradition biblique, est conquise, en majeure partie, sur la Perse; l'active et adroite race arménienne, commerçante et voyageuse par excellence, passe de plus en plus au service de la Russie; le cours de l'Araxe est dépassé, et les conquêtes de Pierre Ier sur la Perse à peu près recouvrées; le traité de 1846 livre à la marine russe le seul port militaire de la Caspienne, Asterabad, avec les mines de ces contrées et la tête de la route de l'Inde.

Nicolas se croit destiné à détruire la Turquie, ainsi que son aïeule Catherine a détruit la Pologne. Pour affaiblir l'empire ottoman à ses deux extrémités, il force la Turquie, d'un côté, à partager avec la Russie la suzeraineté sur les Principautés Danubiennes et sur la Serbie; de l'autre côté, il favorise la formation d'un petit État grec, qu'il saura bien empêcher de prospérer et de grandir[1]. Il arrache ensuite à la Turquie, par le traité d'Andrinople

[1] Sa conversation à ce sujet avec l'ambassadeur d'Angleterre, sir Hamilton Seymour, est devenue célèbre. Une heureuse indiscrétion diplomatique a révélé aux Grecs ce qu'ils pouvaient attendre de la Russie.

(1829), le delta du Danube, un nouveau lambeau d'Arménie et la cession de cette suzeraineté nominale qu'exerçait le sultan sur le littoral caucasique de la mer Noire, du Kouban à Tchefkédil (fort Saint-Nicolas). Le blocus du massif caucasique est désormais complet.

Quelques années plus tard, l'humiliation infligée à la Porte-Ottomane par la protection dont le tsar la couvre contre un vassal révolté, le pacha d'Égypte, semble avancer la ruine de la Turquie plus que toutes ses défaites.

En 1853, Nicolas croit l'heure venue d'en finir avec elle : sur le prétexte d'un refus opposé à de nouvelles exigences, il l'attaque de nouveau. L'Occident la défend.

Notre seconde guerre de Russie arrête le tsar par l'alliance, malheureusement passagère, de la France et de l'Angleterre. Nos efforts gigantesques et nos énormes sacrifices font faire pour la première fois un pas rétrograde à l'empire de Russie, mais ne l'entament pas sérieusement par la faute de la direction restreinte et négative imprimée à la guerre, qui ne touche pas à la Pologne et n'assure pas l'indépendance de l'isthme caucasique, de la Circassie. La Russie, par le traité de Paris (1856), perd seulement les bouches du Danube et le cours inférieur du Pruth, avec interdiction d'entretenir une marine militaire sur la mer Noire neutralisée et de relever dans la Baltique les fortifications des îles d'Aland, détruites par les alliés, qui ont pris ce Bomarsund que la Russie destinait à devenir un nouveau Cronstadt.

Cette double interdiction, dépourvue de sanction dès que la France et l'Angleterre ne sont plus associées pour contraindre la Russie à l'observer, est déjà éludée et illusoire aujourd'hui. La Russie a refait à Nicolaïef, sur le Bug, les chantiers et l'arsenal détruits à Sébastopol, reconstruit une flotte entière de navires armés et de canonnières, sous prétexte d'une compagnie de navigation à vapeur sur la

mer Noire, établi une marine militaire en sûreté dans la petite mer fermée d'Azof, et, dans la Baltique, elle rebâtit aux îles d'Aland, sous le titres de *casernes*, les forts qui sont une perpétuelle menace contre la Suède. La côte de Suède n'est qu'à une vingtaine de kilomètres de ces îles suédoises devenues aujourd'hui russes.

La Russie est plus assurée de la Crimée qu'avant la guerre, grâce à l'émigration des Tatars qu'elle a déportés en Turquie pour les punir de leurs sympathies envers les alliés, et qu'elle a remplacés par des colons moscovites et par des Cosaques. La Russie a repris, immédiatement après la guerre, l'entreprise poursuivie dans le Caucase depuis tant d'années, au prix de sacrifices incalculables, c'est-à-dire l'assujettissement ou la destruction des races guerrières qui occupent le double versant caucasique de la Caspienne et de la mer Noire.

Cette entreprise, elle l'achève aujourd'hui sans aucun obstacle.

Il y avait, entre l'Asie méridionale et la Russie, une frontière naturelle admirable, ces puissantes Alpes caucasiennes qui couvraient la Turquie et la Perse, et, par conséquent, les routes de l'Inde. Il y avait un intérêt général, pour l'équilibre du monde, à maintenir cette limite : il y avait là surtout un intérêt de premier ordre pour la puissance qui possède dans le sud de l'Asie un commerce plus vaste que celui de toutes les autres nations réunies et un empire de 180 millions de sujets. L'Angleterre, à ce qu'il semble, aurait dû faire, pour défendre la barrière du Caucase, autant d'efforts que la Russie pour l'abattre.

Le seul moyen était de soutenir la résistance des belliqueux montagnards qui n'avaient jamais subi le joug de personne et qui se défendaient à outrance. Ces tribus, auxquelles on donne improprement le nom de Circassiens,

altération du nom tatar ou plutôt turc de Tcherkesses[1], appartiennent, sur la côte caucasienne de la mer Noire et dans le massif central, à la plus pure race aryenne ou indo-européenne; ce sont des fils de Mèdes, d'Alains et de Sarmates, et un indomptable instinct leur fait repousser toute assimilation avec les masses moscovites.

Aussitôt après que, par le traité d'Andrinople (1829), la Russie se fut fait céder par la Porte Ottomane ce qui n'appartenait ni à l'une ni à l'autre, la prétendue souveraineté sur les tribus du Caucase occidental[2], les représentants de l'Angleterre en Turquie et en Perse jetèrent incessamment le cri d'alarme. « Constantinople, » écrivait, en 1835, l'ambassadeur anglais en Turquie, lord Ponsonby, « Constantinople ne respire qu'à l'ombre du Caucase. »

« Les vues de la Russie, » écrivait, en 1838, l'ambassadeur anglais en Perse, sir John Mac Neill, « ont quelque « objet ultérieur bien autrement important que la posses- « sion de ces provinces du Caucase, qui n'ont été jusqu'ici « que de coûteux appendices. Ces acquisitions ne peuvent « avoir de valeur qu'autant qu'elles offrent des facilités « pour arriver à quelque autre fin qui récompenserait « la Russie de tout ce qu'elle aurait dépensé pour l'ob- « tenir. »

Lord Ponsonby désignait Constantinople; sir J. Mac Neill l'Inde, et tous deux avaient raison.

Lord Palmerston, cependant, se refusa obstinément à rien faire pour la Circassie.

Se réservait-il pour une action commune avec la France? Il est certain qu'en 1838, il tâcha d'obtenir l'alliance de la

[1] V. aux Éclaircissements; *Cosaques*, *Ruthènes* et *Petits-Russes*.

[2] Les écrivains moscovites équivoquent aujourd'hui sur ce que les montagnards auraient tour à tour, à des époques diverses, accepté ou invoqué le protectorat des tsars ou celui des sultans, comme s'ils eussent jamais, par là, entendu se faire sujets russes ou sujets turcs!

France contre la Russie, et que Louis-Philippe refusa, ce qui amena la déplorable crise de 1840[1].

Cette alliance française alors refusée, elle s'offrit, elle s'imposa, pour ainsi dire, à lord Palmerston plus tard. En 1854, la résistance de la Circassie était plus vive et beaucoup mieux organisée que jamais. Tout était réparable. Pour la première fois, sous l'influence d'un homme supérieur, Schamyl, les tribus de la Caspienne, de race turco-tatare et sémitique, concertaient leur action avec les tribus aryennes de la mer Noire. Un lieutenant de Schamyl, Mohammed-Emyn, s'était fait accepter comme chef par les trois peuplades réunies de la Grande-Abasie, élite héroïque du Caucase occidental; les chefs circassiens envoyèrent à Varna offrir aux généraux français et anglais 40,000 mongnards pour couper la retraite aux Russes, si les Anglo-Français voulaient descendre sur la côte d'Abasie.

Toutes les conquêtes russes dans la région caucasique, depuis Catherine II, pouvaient être anéanties et l'Asie dégagée en une campagne. L'Angleterre aurait dû tout faire au monde pour obtenir que l'épée de la France s'employât à cette œuvre. Le général français y était très-disposé[2].

[1] En rappelant les avertissements donnés en vain au gouvernement anglais sur les affaires de Circassie par ses agents diplomatiques, il ne serait pas juste d'oublier l'excellent travail écrit dans le même but, chez nous, par un publiciste que ses fonctions ont mis à même d'étudier à fond les intérêts extérieurs de la France, M. P. Faugère. (V. son *Étude sur la Circassie*, publiée dans le *Correspondant* en 1845, et reproduite dans le t. II de ses *Fragments de littérature morale et politique*.) — Sans débattre en détail l'histoire du Caucase contre les panégyristes de la Russie, on peut la résumer en quelques mots : quand les Moscovites étaient loin, et que c'étaient les Tatars ou les Turcs qui menaçaient ou opprimaient les tribus de la mer Noire, elles penchaient vers la religion grecque et recherchaient l'alliance ou le protectorat *éloigné* des tsars; quand les Moscovites sont devenus à leur tour la puissance prépondérante et menaçante, les montagnards se sont retournés vers l'islamisme et le sultan, sans autre but, alors comme auparavant, que de maintenir leur liberté.

[2] Lettre du maréchal Saint-Arnaud, de Varna, 27 juillet 1854; dans l'*Histoire de la Guerre d'Orient*, par le baron de Bazancourt, et dans

Il sentait fort bien la portée d'une descente en Circassie au point de vue militaire, et, quant au point de vue politique, c'eût été d'une conséquence autrement durable que les succès de Crimée; mais la passion de détruire Sébastopol et la flotte russe, objet dont nous ne contestons pas d'ailleurs l'importance, l'emporta dans le cabinet anglais : on n'alla pas en Circassie; on alla descendre à l'Alma.

L'expédition de Circassie n'avait été cependant que différée dans la pensée anglaise: l'Angleterre essaya de faire, en 1855, ce qu'elle avait ajourné en 1854, alors que le général français désirait l'entreprendre et que notre gouvernement chargeait un officier de confiance de faire passer à Schamyl un convoi d'armes. L'Angleterre tenta d'organiser en grand le mouvement des tribus du Caucase et même des populations trans-caucasiennes contre la Russie; mais, alors, à son tour, le gouvernement français ne montra plus les mêmes dispositions, n'entra point à fond dans les opérations et ne voulut point prendre d'engagements en faveur des populations du Caucase.

Ce qui s'était passé dans l'intervalle, nous l'avons dit[1] : le gouvernement français avait fait, en mars 1855, une première ouverture relative à la Pologne; le cabinet anglais l'avait repoussée; cette ouverture fut renouvelée et de nouveau écartée en septembre. Dès lors, le gouvernement français, résolu à la paix, écarta tout ce qui eût agrandi et prolongé la lutte.

Lorsque la France imposa la paix à l'Angleterre, le gouvernement anglais fut aussi étonné et aussi irrité que s'il n'en eût pas été le véritable auteur.

Les alliés pouvaient et devaient sauver et la Pologne et la Circassie : le résultat de leur déplorable mésintelligence

l'article de M. Elias Regnault sur *le Caucase et la Circassie; Revue nationale* du 10 juillet 1864.

[1] V. ci-dessus, p. 199.

a été qu'ils n'ont sauvé ni l'une ni l'autre : que la Pologne râle dans le sang et que la Circassie est morte.

L'Angleterre eût pu employer les armes de la France à sauvegarder un suprême intérêt anglais : le gouvernement anglais ne le voulut pas, puisqu'il n'en voulut point les conditions, et qu'il refusa de rien faire en échange pour les intérêts et les sentiments de la France.

La guerre de Crimée a eu pour conséquence directe de faire disparaître de la Crimée des milliers de Tatars, ennemis des Russes, qui nous avaient accueillis à bras ouverts, et que la Russie, vaincue, mais demeurée en possession de nos champs de victoire, a envoyé mourir de misère en Turquie.

La guerre, portée exclusivement en Crimée et non au Caucase, a eu pour conséquence indirecte de faire disparaître du Caucase occidental 700,000 Abases ou plutôt Adigues, inébranlables défenseurs de cette barrière maintenant abattue ; 400,000 ont émigré en Turquie ; le reste a été déporté dans les plaines au nord du Kouban, parmi les Cosaques de la mer Noire et les colons moscovites, où ils se trouvent désormais réduits à l'impuissance.

L'émigration a ensuite gagné l'autre revers du Caucase ; les compagnons de Schamyl suivent l'exemple des Adigues ; toute une peuplade du Daghestan a passé en Turquie.

Ceux qui restent, les Russes l'espèrent, se laisseront avec le temps englober dans l'organisation cosaque, ainsi que tous les nomades de l'Asie.

C'est une armée de 100,000 hommes, pour le moins, dont la disposition est rendue à la Russie ; c'est une plaie toujours saignante fermée, une source de dépense incalculable tarie. Ce sont les clefs de l'Asie occidentale dans la main de la Russie, et la libre entrée de la Turquie d'Asie et de la Perse ; la tête de route de l'Inde par la Perse, déjà occupée, mais jusque-là précaire et toujours susceptible

d'être coupée derrière une armée russe, est désormais assurée.

C'est la Russie, campée sur le Caucase entre la Turquie et la Perse, comme dans le royaume de Pologne entre la Prusse et l'Autriche, mais avec une force relative bien plus grande encore, et dans une position matériellement bien supérieure. Elle ne possédait guère jusque-là que des plaines, des forêts et des marais; elle a maintenant pour citadelle une chaîne d'Alpes énormes plantées entre deux mers et entre deux mondes.

L'*extirpation* des Abases a coïncidé avec l'écrasement de l'insurrection polonaise (1864). L'ambassadeur d'Angleterre en Russie a trouvé des euphémismes pour l'une comme pour l'autre extermination. Celle des Abases est à peu près achevée ; le procédé était simple : refouler successivement les montagnards de leurs rochers et de leurs vallées jusqu'à la mer, et là les réduire à capituler et à s'expatrier en masse.

En Pologne, le système de destruction nationale et sociale, qui a succédé à la conquête politique, est plus savant, plus complexe qu'au Caucase et demandera bien plus de temps et de peine; les moyens diffèrent, le but est le même : détruire les races indomptables au tsarisme, soit par la suppression pure et simple, soit en les décimant et en les dissolvant.

IV

Voici notre tableau déroulé jusqu'à 1865. Sommes-nous au bout de cette longue revue des envahissements de la Russie? Non, la gigantesque toile d'araignée qui enveloppe notre hémisphère s'étend, s'étend toujours. A l'heure qu'il est, aujourd'hui, demain, se poursuivent et se poursuivront d'autres conquêtes aussi vastes que peu connues

de l'Europe, mais fécondes en conséquences redoutables. L'extrême Orient, le nord-est de l'Asie, est sous la main de la Russie, et toute l'Asie centrale achève de devenir russe.

Depuis 1848, les Russes avaient commencé de s'asseoir, sans combat et sans bruit, à l'embouchure de ce grand fleuve Amour (ou Saghalien), qui porte dans ses flots tout l'avenir des régions situées entre la Sibérie orientale et la Chine. De 1852 à 1854, ils y établirent une station navale qui commande l'entrée septentrionale de la mer du Japon et y fondèrent la ville de Nicolaïefsk. Lorsqu'en 1857, après la paix de Paris, nous commençâmes notre fatale série d'expéditions lointaines et que nous nous associâmes aux Anglais pour attaquer la Chine, l'ambassadeur russe se présenta comme médiateur entre les puissances d'Occident et le *Céleste empire;* mais, en même temps, le général russe qui organisait alors, le long de l'Amour, les nouvelles colonies de Cosaques, obtint de la Chine un traité qui cédait à la Russie toute la rive gauche du fleuve et la rive droite entre l'Oussouri et la mer. (Traité d'Aïgoun, 16 mai 1858.) Le traité complémentaire de Pékin (14 novembre 1860) fixa la limite, sur la rive droite de l'Amour, au 42° degré de latitude nord.

La Russie domine donc aujourd'hui cette Mandchourie, d'où sont sortis les dominateurs tatars de la Chine; elle touche presque à la Chine proprement dite et à la frontière chinoise la plus rapprochée de Pékin; elle est enfin solidement et largement assise, par la possession de 1,100 kilomètres de côtes, en face du Japon, déjà entamé par le partage de l'île Saghalien. On dit que les Russes, à l'heure qu'il est, pénètrent en Corée.

Ajoutons que la Russie, se faisant, sans avoir tiré un coup de canon, une position supérieure à celle des vainqueurs de la Chine, a obtenu l'ouverture exclusive de deux

ports chinois en sus des cinq ports ouverts à elle comme à la France et à l'Angleterre. Le traité *complémentaire* du 14 novembre 1860 a cédé de plus à la Russie la suzeraineté chinoise sur les Kirghiz de l'Asie centrale. Les Kirghiz-Kaïssaks, frères d'origine et de nom des Cosaques, errent dans le steppe sans fin qui s'étend des bouches du Volga jusqu'aux déserts et aux montagnes des Mongols, et qui sépare la Sibérie méridionale des régions cultivées et civilisées du Turkestan. Ces régions ne sont séparées de l'Afghanistan et de l'Inde que par la chaîne de l'Hindou-Kousch.

La Russie n'a pas attendu cette cession pour franchir le grand steppe : dès 1839, elle a commencé d'entamer le Turkestan ; elle s'est portée successivement sur les deux grands fleuves de cette contrée, sur ces fleuves entre lesquels a été posé le berceau de notre race aryenne, l'Oxus et l'Yaxartes des Grecs, le Djihoun et le Sihoun de la Bible et des Arabes, l'Amou-Déria et le Sir-Déria des Turco-tatars. En 1839, elle attaque l'Amou-Déria par Khiva. Le désert dévore sa première armée ; elle attaque alors le Sir-Déria en fondant un fort à son embouchure dans le lac d'Aral, puis en remontant le fleuve pour envahir le Khokand, État indépendant qui occupe la partie orientale du Turkestan civilisé ou, du moins, en partie civilisé, en partie nomade (1847-1857). Le khan du Khokand achète la paix en se reconnaissant vassal de la Russie, mais il ne voulait point être sujet, et la guerre a recommencé l'année dernière. Les Russes sont au cœur de cette région, à Tachkend, qu'ils appellent eux-mêmes « le centre des routes commerciales de l'Asie centrale[1]; » ils en achèveront plus ou moins rapi-

[1] Les champions de la Russie présentent l'invasion du Turkestan comme nécessitée par les provocations des khans turco-tatars et par les incursions des nomades, et la prise de Tachkend comme le résultat imprévu d'un coup de main heureux: il est bien possible que les nomades aient pris plus d'une fois l'offensive, et il est tout à fait certain qu'il y a de l'imprévu dans les choses humaines; la politique et l'histoire ne sont pas des sciences mathé-

dement la conquête, mais on peut affirmer qu'ils n'en sortiront plus, et que la riche et commerçante Boukharie aura, un jour ou l'autre, le sort du Khokand. En possession du Khokand, de tout le cours du Sir-Déria et du plateau de Pamer, si fameux dans les traditions du monde primitif, les Russes n'auront plus à envahir que le cours supérieur de l'autre fleuve, de l'Amou-Déria, les contrées du Badakchan, pour atteindre la chaîne de l'Hindou-Kousch. De l'autre côté, c'est Kaboul, c'est Kachmyr, c'est l'Inde.

Les voilà donc bientôt aux portes de l'Inde, disposant, comme force offensive, de tous les nomades qui ont autrefois conquis l'Inde et fondé l'empire des Grands-Mogols, et disposant, comme point de repère et de ravitaillement, des régions cultivées et des villes du Turkestan qui furent jadis le centre des grandes monarchies tatares. Ils disposeront, disons-nous, de tous les nomades : ils ont déjà le pied chez les Mongols-Khalkas, vassaux de la Chine, et intermédiaires entre les steppes des Kirghiz et la Mandchourie ou région de l'Amour. Les Mongols, s'ils n'ont encore passé sous la suzeraineté russe, y passeront comme ont fait les Kirghiz[1]. Il n'y aura plus alors aucune interruption de la domination russe dans toute la largeur de l'Asie centrale depuis l'embouchure de l'Amour jusqu'au lac d'Aral et à la Caspienne. Les Mongols forment, assure-t-on, une masse de quatre millions d'hommes, sans les Mandchoux. Les Kirghiz en comptent plus de deux millions et demi ; le reste des peu-

matiques, et la Russie n'a point calculé d'avance tous les incidents de son agrandissement : elle veut s'agrandir et s'agrandit : voilà tout ce qui nous importe.

[1] Suivant l'auteur du livre : *Russland unter Alexander* II, p. 389, les Mongols-Khalkas auraient reconnu, en mars 1859, la suzeraineté de la Russie. M. Schnitzler dit que le fait paraît mériter confirmation. (*Empire des Tsars*, t. II, p. 279.) Le *Nord* prétend qu'il n'y a d'authentique qu'une convention postale obtenue de la Chine par la Russie pour les communications entre Kiakhta et Pékin à travers la Mongolie. Quoi qu'il en soit du fait de 1859, une fraction des Mongols figurent déjà comme sujets russes dans le dernier recensement.

plades turco-tatares, Nogaïs et autres, à peu près autant. Cela fait neuf à dix millions de barbares, tous les mâles bien ou mal armés et à cheval, que la Russie pourra lancer où elle voudra. Nous ne comptons pas dans le nombre les Cosaques, type sur lequel la Russie tâchera peu à peu d'organiser tout le reste.

Il serait un peu long de faire venir les Mongols pour les guerres d'Europe, quoiqu'ils en aient autrefois trop bien su le chemin. Les nomades de l'extrême Asie resteront sans doute en disponibilité pour l'Inde ; les Cosaques serviront pour l'Europe.

En résumé, la Chine est ouverte, la Turquie d'Asie et la Perse sont ouvertes et fortement entamées ; la sape et la mine ouvrent les approches de l'Inde. Les immenses acquisitions, peu disputées, de l'Asie centrale et orientale, où elles ont eu quelque chose de fatal et d'irrésistible comme la marche des éléments, n'ont été, aussi bien que l'acquisition si chèrement achetée du Caucase, que la préparation « à une fin qui *récompensera* la Russie de ses peines, » comme le disait sir J. Mac Neill.

Cette fin, ils ne vont pas se précipiter en avant pour l'accomplir. Il ne se hâteront pas d'aller à Pékin, les armes à la main, sur nos traces. Après avoir enlevé à l'empire chinois toutes ses possessions extérieures, ils pèseront sur la Chine proprement dite ; ils la domineront, sans se presser de se donner l'embarras du gouvernement direct sur cette énorme fourmillière d'hommes. Ils travailleront, par les menées où ils excellent, à la dislocation de l'énergique Japon, seul capable, dans cet Orient déchu, d'une résistance sérieuse ; ils tâcheront d'entraver le rapprochement qui commence à s'opérer entre ce peuple et nous, et de combattre la remarquable disposition des Japonais à venir chercher en Occident des lumières et des armes. Ils mettront la Perse entièrement sous leur main. Ils tâche-

ront de gagner le belliqueux Afghanistan, s'annonceront dans l'Inde par une immensité d'intrigues, et agiteront, troubleront profondément, désorganiseront de loin avant de frapper.

Si l'Inde obtient un répit de quelques années, la vraie raison en sera celle-ci : c'est que le parti de Moscou, le parti qui mène l'empire, sait bien que c'est en Europe que se décideront les destinées de notre hémisphère : il craint donc qu'en allant trop vite dans l'Asie centrale, on ne s'y crée un centre d'intérêts qui emporte la balance et qui détourne l'attention du gouvernement et la force active de la Russie des *Provinces occidentales* et de Constantinople. « Une domination ferme et incontestée sur nos confins occidentaux actuels et une position non moins forte dans la mer Noire, voilà les points auxquels nous devons tenir de toutes nos forces. » (*Gazette de Moscou*, citée par le *Nord* du 23 mars 1865.)

C'est-à-dire que, jusqu'à ce que la société européenne et l'esprit européen aient été entièrement extirpés de la Pologne et jusqu'à ce que la question du Levant ait été résolue à l'avantage de la Russie, tout le reste doit être considéré comme secondaire.

Depuis l'article de la *Gazette de Moscou* que nous venons de citer, le mot d'ordre a été donné à la presse moscovite de rassurer à tout prix l'Angleterre sur l'Inde ; ce ne sont plus que railleries contre les desseins gigantesques imputés à la Russie, désaveu de tout esprit de conquête, protestations philanthropiques et humanitaires ; les journaux russes, relativement à la question d'Asie, semblent tous affiliés au *congrès de la Paix*[1]. Et il faut bien avouer qu'il y

[1] « Les feuilles anglaises relèvent que, plus nous allons rapidement à la rencontre de l'influence anglaise en Asie, moins les chances nous seront favorables, et il est impossible de ne pas être d'accord avec elles sur ce chapitre. L'Angleterre ne craint nullement pour sa domination dans les Indes; nos succès en Asie centrale ne pourront jamais lui paraître redoutables. A ce

a en Angleterre des gens sérieux qui prennent tout cela au sérieux.

On ne saurait lire sans étonnement les arguments présentés à la Société de géographie de Londres[1] par le savant sir Roderick Murchison, afin d'établir que l'Inde n'a rien à craindre des nouvelles conquêtes russes dans l'Asie centrale, et que jamais les Russes ne franchiront les massifs de l'Himalaya.

Sir Roderick Murchison sait assurément beaucoup mieux que nous par où ont passé les conquérants qui, du nord-ouest, sont tant de fois descendus sur l'Indus. S'il n'y avait aucune passe praticable pour les armées dans les montagnes qui séparent le Turkestan de l'Afghanistan et de l'Inde, les Mongols, prédécesseurs des Anglais dans la conquête de l'Hindoustan, ne les auraient pas franchies, et, là où ont passé les Mongols, les Russes sauront bien passer à leur tour.

Que l'invasion de l'Inde entre dans les plans de la Russie depuis Pierre le Grand, c'est ce dont il n'est pas permis de douter, à moins de s'aveugler à plaisir. Le sort de l'Inde, dans un avenir plus ou moins rapproché, dépendra de l'alliance des Afghans et de la fidélité des Sikhs.

En Europe, le double but de la Russie est assez connu : le Sund et le Bosphore, « les clefs de notre maison, » comme disait Alexandre Ier. Pour le Sund, tout s'achemine à souhait : le Danemark est démoli sans que l'union scan-

sujet, nous pouvons de part et d'autre être parfaitement tranquilles ; les armées des deux pays ne se rencontreront jamais ni au pied de l'Hindoukousch, ni dans les défilés de l'Himalaya, ni dans les plaines de l'Indus ou du Gange. Un réseau de chemins de fer y sera construit avant que nous ayons achevé notre ligne de Kief ou de la mer Noire ; les Anglais le savent fort bien. Loin d'y perdre, l'Angleterre ne ferait que gagner, si l'Asie centrale absorbait la plus grande partie de notre attention ainsi que des forces morales et matérielles dont la Russie n'est pas déjà très-riche. » (*Gazette de Moscou*, citée par le *Nord* du 23 mars 1865.)

[1] Le 22 mai 1865.

dinave soit faite ; le roi de Danemark se réfugie sous l'aile de la Russie. La Suède, intimidée, incapable de résister sans l'appui de l'Occident, si elle perd confiance dans cet appui, cédera peu à peu à son tour. Si la France et l'Angleterre, ou la France, même sans l'Angleterre, ne prennent pas en main l'union scandinave, seul moyen de sauver le Nord, il est certain que la Russie aura bientôt deux nouveaux vassaux aux deux bords du Sund, deux vassaux qui ne seront pas des complices, comme l'Autriche et la Prusse, mais des victimes, et ceux-ci plus soumis parce qu'ils seront plus faibles.

Quant au Bosphore et à la Turquie, continuer de renouer les trames un moment rompues par la guerre de Crimée; ramener la Roumanie sous la main du tsar, si la France ne sait la lui disputer à tout prix et par tous les moyens ; pousser les Slaves méridionaux à réclamer de nouvelles garanties que la routine anglaise a poussé jusqu'ici la Porte Ottomane à refuser; envenimer incessamment les différends entre mulsumans et chrétiens; entretenir des agitations stériles en Grèce pour l'empêcher de se fortifier et de grandir, comme en Turquie pour l'empêcher de se reconnaître et de chercher des moyens de salut; enfin, rasseoir sur le divan, par l'intimidation et la corruption, une prépondérance qui redeviendra inévitable, si la France, docile aux vœux du parti de la paix, s'engage dans les voies négatives de l'Angleterre: — tout cela est trop simple pour qu'il soit besoin d'insister.

A l'intérieur de l'empire, pendant ce temps, on tâchera de développer les ressources ; on s'occupera surtout de compléter les grandes lignes de chemins de fer et tout ce qui peut remédier, dans une certaine mesure, à l'éparpillement des populations et à l'immensité des distances, cet *ennemi de la Russie*, comme disait Nicolas; enfin, tout ce qui peut aider à la concentration et à la disponibilité des forces.

Du côté de l'Occident, on élargira le plan d'après lequel Nicolas avait distribué les principales forces de l'empire, troupes, magasins, places fortes, etc., dans le triangle que forment Saint-Pétersbourg, Moscou et Varsovie[1], la pointe tournée vers l'Occident. « On prétend, » écrivait avant 1848 le baron de Haxthausen, si bien informé de tout ce qui se passait alors en Russie, « on prétend qu'il est question d'un système de colonisation appliqué à toute l'armée et qui aurait lieu sur une grande ligne de la Baltique à la mer Noire[2]. » La colonisation paraît remplacée par un système de cantonnement en grand. Tout cela s'achèvera sans bruit, sans éclat, concurremment avec l'effort incessant de destruction et de *russification* de la Pologne.

Quand tout sera prêt, la Russie hésitera-t-elle à frapper le grand coup et à saisir les *deux clefs* qui lui permettront d'entrer partout sans que personne puisse désormais entrer chez elle ? — Craindra-t-elle les embarras de trop de puissance ? Se contentera-t-elle d'une domination indirecte sur la Turquie et sur les États scandinaves ? Suivra-t-elle la politique tracée par M. de Nesselrode dans un mémoire célèbre au grand-duc Constantin et qui fut temporairement celle de Nicolas, lorsqu'il disait que, après tout, le sultan était le gouverneur le moins embarrassant qu'il pût avoir à Constantinople. Politique de transition et non de conclusion, que Nicolas professait en 1829 et qu'il rejetait en 1853, lorsqu'il se croyait près de *conclure*. Un vassal parfois se révolte et appelle des auxiliaires ; on l'a vu. On ne laisse à personne les *clefs de sa maison*. Il faut à la Russie des garnisons russes au Sund, au Bosphore et aux Dardanelles, et il lui faut, sur l'Océan occidental, les *fiords* norwégiens ouverts à la navigation, grâce aux courants chauds

[1] Voir là-dessus le livre du comte de Ficquelmont : *Politique de la Russie*, p. 130-131.

[2] Haxthausen, t. II, p. 202.

du *gulf-stream*, jusques dans ces latitudes boréales où les baies du nord-est sont fermées par les glaces neuf à dix mois sur douze. Quelles qu'en doivent être les conséquences pour elle-même, la Russie ira là, si elle peut y aller. Elle pourvoira plus tard comme elle l'entendra aux embarras de l'excès de puissance; mais elle ne limitera point, par prudence, son propre accroissement, qu'on en soit assuré, et ne manquera pas ce qu'elle croit être sa destinée, de crainte de ne pouvoir la porter.

Quand tout sera prêt, ou la Russie mettra tout simplement à profit l'affaissement de l'Europe, si le système de paix et d'inertie, le système anglais, l'a emporté, ou, si l'Allemagne a échappé à ce système par l'influence de l'esprit inquiet et envahissant qui règne en Prusse, sans que la démocratie ait renouvelé l'Allemagne, la Russie suscitera une guerre entre l'Allemagne et la France, tardivement réveillée, et, couverte par cette diversion, elle agira.

Où en sera l'Europe, si l'on continue de laisser faire, le jour où la Baltique et la mer Noire seront deux lacs russes, deux gigantesques rades de Brest ouvertes et fermées à la volonté du tsar, le jour où notre continent sera enserré, au Nord et au Midi, entre la double griffe de l'aigle à deux têtes?

Il faudra bien alors que la France soutienne cette lutte suprême, qu'on n'aura retardée qu'au profit de l'ennemi.

V

Compterons-nous, comme diversion et comme chance de salut, sur les crises intérieures qui seraient à prévoir en Russie? Ne nous flattons pas trop là-dessus. Ces crises pourraient ralentir momentanément l'action extérieure de la Russie; mais elles n'aboutiraient pas finalement au bénéfice de « la paix européenne. »

De quoi s'agirait-il? D'un grand mouvement contre les nobles? Le tsar en serait quitte pour traiter avec les paysans. Supposons même, dans des circonstances imprévues, un tsar renversé; un nouveau Pougatschef se ferait tsar et se tournerait contre nous le lendemain. Les paysans ont le tsarisme dans les entrailles : l'émancipation ne les rendra certainement pas européens : il est très-douteux qu'elle les rende plus actifs et plus habiles en agriculture, mais elles les rendra plus disponibles pour la guerre et pour l'invasion. Le paysan moscovite n'a point de racine dans le sol, point de *patrie* dans le sens européen, point d'attache au lieu du berceau ou de la tombe héréditaire; la *sainte Russie*, objet de l'espèce de fanatisme *patriotique* dont il est capable, est toujours au fond pour lui le camp mobile de la horde.

L'empire de toutes les Russies ne se renversera point par l'intérieur : il n'y a de prise chez lui, pour l'Europe, que sur les populations européennes qu'il a subjuguées et que nous avons abandonnées; mais cette prise n'est possible que dans une guerre offensive contre la Russie, dans une guerre portée sur le territoire russe non moscovite.

Il en est des divisions religieuses comme des luttes sociales. L'Europe et la Russie sont divisées l'une et l'autre quant à la religion. En Europe, le catholicisme ultramontain est aux prises avec la civilisation moderne, avec la philosophie du progrès, et, entre ces deux adversaires, le protestantisme, qui est l'intermédiaire, est divisé d'avec lui-même. En Russie, l'Église officielle, instrument passif de l'autocratie, est en lutte avec les Églises réfractaires des *vieux croyants* et d'autres sectaires rétrogrades et fanatiques; mais le catholicisme et l'esprit moderne n'ont pas pu s'entendre contre l'ennemi commun : l'Église romaine, bien plus occupée de guerroyer contre les idées modernes que de défendre ses frontières et ses fidèles contre les barbares, n'a

pas même su trouver le *denier de la Pologne* à côté de son *denier de saint Pierre*[1]; et, d'autre part, le travail dissolvant de l'hégélianisme et du matérialisme affaiblit le camp du progrès.

Chez les Russes, au contraire, orthodoxes et sectaires, tout en se détestant, sont d'accord contre nous : on l'a bien vu en Pologne.

Le monde, dit-on, appartient à l'intelligence. Nous fierons-nous donc, pour prévenir la lutte ou la décider en notre faveur, sur notre incontestable supériorité intellectuelle? — Incontestable ! — Pour tout ce qui appartient à l'invention, à la spontanéité de l'esprit, assurément; — mais la politique est aussi du domaine intellectuel, sans doute, et, dans la branche de la politique qui tient précisément aux relations des États entre eux, dans la diplomatie, où les Tartares ont montré jadis de remarquables facultés, les Russes, leurs héritiers, ont aujourd'hui sur nous tout l'avantage : ils ont ce qu'on n'a point, ce qu'on n'a plus ou ce qu'on n'a pas encore ailleurs : la suite dans les desseins, les combinaisons à grande distance, la persévérance chez ceux qui commandent, l'ensemble chez ceux qui exécutent, en deux mots, la politique traditionnelle et impersonnelle. Machine quasi en tout le reste, c'est là seulement que l'État russe devient un organisme. Ce qu'il y a de passion et de vie dans cette société étrangère aux grandes préoccupations morales qui agitent ailleurs les âmes est là concentré tout entier. Ils ont l'orgueil collectif, l'ambition collective des couvents; l'absence d'individualité profite à l'unité d'action, à la précision mécanique des mouvements. Toute diplomatie européenne, dans les conditions ordinaires, sera battue par la diplomatie russe. La politique qui poursuit des objets trop complexes et incompatibles, comme celle qui abandonne des objets nécessaires, la politique

[1] Ceci sans méconnaître les efforts généreux qui ont eu lieu partiellement.

négative ou d'expédients, comme celle de bascule et de revirements, ne sauraient tenir contre cette politique d'envahissement et d'absorption qui veut invariablement ce qu'elle veut. Celle-ci ne saurait être vaincue que par une grande politique européenne, désintéressée et populaire, qui déjoue la ruse tartare par sa simplicité même, et qui se dégage en coupant le nœud qu'elle ne pourrait dénouer. Aucune autre n'arrachera jamais l'Allemagne à la diplomatie moscovite, et c'est là qu'est le nœud du problème.

Ne pouvant vaincre par l'*habileté* diplomatique, vaincrons-nous par une supériorité qui n'est pas discutable, celle de notre civilisation propre et originale sur une civilisation factice, par notre supériorité d'arts, d'industrie, d'inventions scientifiques, de ressources en tout genre, de richesses accumulées? Mais d'abord, si les choses restent dans la voie où on les a laissé s'engager, si l'Allemagne reste dans les mains de la contre-révolution, qui ne peut pas rompre avec la Russie, notre propre civilisation sera en partie tournée contre nous; puis, il faut bien le comprendre, la richesse et la science elle-même ne sont que des instruments; tant vaut la main, tant vaut l'instrument; tant vaut la main, c'est-à-dire tant vaut l'esprit qui la dirige. Si nous écoutons les apôtres de la paix à tout prix et du cosmopolitisme matérialiste, si nous arrivons à notre tour à l'état d'*âmes mortes*, tout ce matériel ne nous sauvera pas. Au-dessous de la *société* russe, de ce *caput mortuum* qui n'a de souffle, comme nous le disions, que pour la diplomatie, la masse barbare de la Moscovie a sa vie inférieure, instinctive, si l'on veut, mais enfin c'est de la vie. Nous la vaincrons assurément, si notre vie propre subsiste; mais, si nous nous sommes laissé éteindre?...

Ce n'est ni par la force matérielle ni par la force intellectuelle que l'on triomphe, mais par la force morale disposant des deux autres.

Ne nous rassurons point sur des phrases de rhétorique et des rêves de pacifiques utopistes ; le vieux monde sera à la force malfaisante s'il n'est à la force libératrice. Une Europe qui a vu et souffert ce que nous voyons et souffrons depuis trois ans est sur la pente : elle peut la descendre jusqu'au bout.

Si le testament de Pierre le Grand se réalisait, que serait l'Europe sous la domination moscovite ?

Le testament de Pierre le Grand présente les Russes comme de nouveaux Germains destinés à leur tour à régénérer l'Europe.

Le Germain, frère d'origine du Celte et du Latin, a ravivé, par l'infusion d'un sang plus jeune, les races parentes chez lesquelles il s'est établi ; il a ranimé en Occident l'énergique sentiment de la personne humaine qui caractérise la famille aryenne, et qu'avait altéré le despotisme des Césars, et il a, en même temps, accepté la religion civilisatrice, pleine de jeunesse et de vie, qui l'avait devancé dans la conquête du monde romain.

Le Moscovite, étranger à la famille européenne, n'a rien à lui apporter. Vieux en haut, sans avoir été jeune, passif en bas, il n'a nulle part la spontanéité des peuples aryens. Sans originalité, sans puissance créatrice, il ne viendrait pas raviver, mais étouffer la vie morale et l'individualité ; il viendrait, non pas s'initier à une croyance supérieure, mais imposer une vieille religion abâtardie et dégénérée en comparaison de laquelle l'ultramontanisme est de la philosophie.

Son idéal, c'est la destruction du catholicisme romain, du protestantisme et de la philosophie ou de la Révolution, les trois formes de l'Occident, au profit de l'*orthodoxie* gréco-russe, résumée dans l'autocrate, patriarche et monarque universel, représentant de Dieu sur terre, mais représentant qui ne porte en lui aucun principe de spiri-

tualité ni d'ordre moral, et qui n'est que la force incarnée.

En vertu de ce principe de monarchie universelle, commun aux tsars et à tous les monarques tartares, y compris ceux de la Chine, tout ennemi du tsar est un *rebelle*. Le tsar est tout à la fois l'héritier de Gengiz-Khan et celui des Césars. Rome lui appartient tout aussi bien que Constantinople. Quand Nicolas a visité Rome en 1846, des catholiques naïfs se sont imaginé que le chef de l'empire schismatique venait s'incliner devant le successeur de saint Pierre. Étrange rêverie ! c'est Rome qui est schismatique, et Nicolas ne s'y est montré qu'afin que l'on pût dire à Moscou que le tsar orthodoxe était *revenu* à Rome après des siècles d'absence[1], et que Rome allait retourner à l'*orthodoxie*. De même, quand Alexandre II, auprès du lit de mort de ce fils qu'enlève la Providence à ce père qui a privé de leurs fils tant de pères, quand Alexandre II vient dater de Nice une lettre solennelle de remercîments à l'égorgeur de la Lithuanie, croit-on qu'il n'y ait, dans cet acte inouï, d'autre pensée qu'un défi au ciel ou une insulte à la France ? — Il y a la pensée de faire dire, parmi les paysans de *toutes les Russies*, que ces Français qui s'étaient *révoltés* contre le tsar l'ont reçu avec *soumission* sur leur territoire, et qu'il a daté de chez eux ses oukases contre les rebelles polonais.

L'invasion moscovite, qui ne ressemblerait en rien aux anciennes invasions germaniques, aurait plus d'analogie avec les conquêtes musulmanes. On a dit qu'elle nous apporterait un Koran chrétien; soit! mais, qu'on ne s'y trompe point, un Koran, moins le grand souffle du monothéisme sémitique et les mâles vertus des premiers disciples de Mahomet, un Koran avec des Katkof pour prophètes!

On n'aurait point le Khalifat, on aurait la Chine sous les

[1] Voir le curieux mémoire de M. Tutschef sur la *Papauté et la Question romaine*, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1850.

Tartares, et quelque chose de pire; car les Tartares n'apportaient point en Chine d'*orthodoxie*.

Il n'y aurait plus rien de vivant dans le monde que l'Amérique.

Il nous reste à examiner quels sont les devoirs de la France et de l'Europe envers elles-mêmes, et par quels moyens elles peuvent échapper au péril que leur prédisait, il y a un demi-siècle, le prisonnier de Sainte-Hélène, et dont *les esprits bornés*, comme dit M. Thiers avec sa netteté d'expression habituelle, méconnaissent seuls la gravité.

CHAPITRE IV

CE QU'IL FAUT FAIRE POUR EMPÊCHER QUE CELA N'ARRIVE.

I

Nous avons vu où conduisait l'acceptation du *statu quo* et la politique matérialiste de la paix sans la justice :

A la chute de toute liberté et de toute nationalité ; à la ruine de l'Europe.

Quelles seraient les causes de cette ruine?

Elle aurait deux causes : la décomposition intérieure de chacune des nations européennes, et la discorde des nations entre elles.

Quel peut être le remède?

Que chaque peuple travaille à se refaire lui-même et à s'associer aux autres ; — et que tous adoptent cet axiome : — Que toute guerre entre nations européennes est une guerre civile.

L'axiome n'est pas nouveau : il a été la conclusion des luttes européennes de l'Empire, formulée à Sainte-Hélène par l'homme glorieux et fatal qui l'avait tant faite, cette guerre civile, et qui a entrevu trop tard, rongé de regrets sur son rocher de Prométhée, tout ce qu'il eût dû faire et tout ce qu'il avait manqué.

Il faut que la famille européenne retrouve enfin la pleine conscience de son unité; que tous les patriotismes natio-

naux cessent de se combattre et arrivent à se coordonner dans une vaste solidarité, en vue du salut public.

L'Europe ne peut se sauver que par la création d'un patriotisme européen.

C'est au nom des nationalités mêmes et de leur salut qu'il faut proclamer que l'ère des nationalités exclusives est finie. Il est insensé de se disputer avec acharnement quelques lambeaux de pays frontières, quand c'est le domaine entier de la famille qui est menacé.

Dans cette phase nouvelle de l'histoire, qui n'est que la suite et le développement de la Révolution française, l'initiative revient encore à la France, en vertu de sa tradition, de sa position et de son génie; on peut le reconnaître à ce signe : le patriote, chez la plupart des nations, c'est l'homme qui se préoccupe exclusivement des intérêts de son pays; le patriote, en France, c'est l'homme qui se préoccupe bien moins des intérêts que de ce qu'il appelle la *mission* de son pays, c'est-à-dire de l'action de son pays au dehors dans un but de justice internationale et d'intérêt général. C'est de l'extension, de la généralisation de ce sentiment que dépend l'avenir de l'Europe.

Nous constatons un fait et ne posons pas une prétention : nous parlons d'initiative et non de suprématie. Il ne peut être question de suprématie pour aucun peuple dans une œuvre dont le but est l'égalité des droits entre les peuples comme entre les hommes.

Que doit faire la France pour s'arracher à la voie de mort où l'on veut l'entraîner, et pour se préparer au rôle qui lui appartient?

Que doit-elle faire au dedans et au dehors?

Ceux qui lui conseillent de ne pas s'occuper des affaires des autres ne la comprennent pas et la perdraient; mais, s'ils se bornaient à lui dire de ne pas négliger ses affaires propres, de s'intéresser au dedans comme au dehors, ils

auraient raison. Elle doit faire l'un et l'autre. Elle ne peut être libre et durablement prospère sans que les autres soient libres à côté d'elle, et sans que les forces ennemies qui oppriment et dénaturent l'Europe soient brisées; mais elle ne peut les briser, ces forces malfaisantes, ni arriver à fonder l'ordre et la paix véritables en Europe, sans avoir la liberté au dedans, c'est-à-dire sans être rentrée en possession de toutes ses forces et de toutes ses activités. Elle a pu, sans être libre, commencer d'agir, et d'agir utilement; elle a pu faire la guerre d'Italie; mais elle n'a pu achever : l'haleine a manqué bien vite! — Pour parler sans métaphore, le pouvoir qui dirigeait la France a dû s'arrêter dans l'action commencée, parce qu'il n'eût pu continuer, comme il l'a dit lui-même avec franchise, qu'en *s'alliant à la Révolution*, et qu'il ne s'est point décidé à cette nécessaire alliance.

L'œuvre est difficile et ardue; les moyens périlleux, parfois même, à ce qu'il semble, contradictoires; il faut surmonter ces difficultés, concilier ces contradictions; un seul mot répond à tout : la NÉCESSITÉ. Il faut à la fois la liberté et la gloire; la gloire, c'est-à-dire l'action en grand vers un but légitime et nécessaire; pour l'action, il faut les armes, et les armes sont un danger pour la liberté. — Ce danger, il faut le subir et le vaincre.

Tous les arguments des libéraux contre les grandes armées permanentes sont bien fondés : elles ne sont pas seulement un péril pour la liberté politique, elles pèsent d'un poids énorme sur les finances et rendent presque impossible la bonne administration des États. Tout cela est incontestable. Et néanmoins, tant que l'Europe sera ce qu'elle est aujourd'hui, tant que les nationalités ne seront point affranchies et la nouvelle Europe constituée et confédérée, les cadres d'une grande armée permanente nous restent indispensables; les armées permanentes peuvent seules

porter la guerre hors des frontières ; on ne sort pas de chez soi avec des gardes nationales ; or, ce n'est pas sur son territoire que la France devra attendre l'ennemi de l'Europe ; elle devra l'aller chercher au loin ; elle y sera inévitablement appelée. Certes, l'exemple de l'Amérique est à méditer dans les choses de la guerre comme dans tout le reste : on y a vu avec quelle rapidité un peuple libre sait se transformer en armée ; mais, pourtant, il faut là un noviciat, si court qu'il soit. L'Amérique pouvait risquer cette dangereuse épreuve ; son ennemi n'étant pas capable, comme on l'a vu, de l'envahir à fond ; — la France, elle, doit être au complet de sa force dès la première campagne ; il faut qu'elle la commence avec une armée faite et non à faire.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien de possible pour répondre aux réclamations du pays, pour diminuer les inconvénients moraux et sociaux, financiers et politiques, des trop larges effectifs militaires, et pour ménager, tant que dure la trêve, les ressources de la guerre ?

La question, telle qu'elle se pose, chaque année, devant la chambre, nous paraît insoluble : tant que la réforme proposée consistera purement et simplement dans la réduction des contingents, c'est-à-dire dans la diminution de la force disponible, on répondra invariablement que la force disponible n'est pas trop grande ; on répondra qu'il faut que la France puisse compter, au premier signal, sur six cent mille combattants, et, à notre avis, on en donnera des raisons au moins fort spécieuses.

Si, la question des contingents réservée, on réclamait la réduction de l'effectif, nous croyons que la question changerait de face, et que les orateurs du gouvernement, qui, suivant nous, défendent avec avantage leurs cadres de six cent mille hommes, ne prouveraient point que, sur ces six cent mille hommes, il en faut quatre cent mille toujours présents sous les drapeaux.

Ayons des corps savants capables de faire face aux nécessités de l'avenir, et une cavalerie suffisante ; quant au fantassin français, dès qu'on lui a enseigné l'essentiel du métier des armes, pourvu qu'il s'entretienne par des exercices périodiques et par des appels annuels à des camps de manœuvres, la vie de garnison n'ajoute rien à ce que vaut le soldat et nuit à l'homme. Que des cadres solides et un fort noyau de soldats aguerris, c'est-à-dire un vrai fond d'armée, soient maintenus en permanence pour recevoir et diriger les jeunes, la grande infanterie française sortira toujours d'entre les sillons au premier coup de tambour. Laissons-la donc en majeure partie à la charrue ou à l'atelier. Le soldat se fait incomparablement plus vite chez nous que chez aucun autre peuple d'Europe. Ayons foi dans la spontanéité unique de notre race guerrière, et sachons tirer parti de nos qualités !

Le vrai désarmement, la suppression des grands cadres, ne sera possible que lorsqu'il y aura une Allemagne reconstituée et alliée de la France, une Pologne affranchie de ses trois tyrans et une Italie complète [1].

C'est, au contraire, en augmentant l'armement qu'on diminuera le péril qui vient de l'armée ; l'armée, ce doit être, à des degrés divers, toute la France. Il faudrait, qu'on ne pût distinguer, selon les paroles d'un général illustre [2], « où commence le soldat et où finit le citoyen. »

Tandis qu'on rêvait la paix universelle régnant sur un monde purement industriel, les événements prouvaient de plus en plus que la France doit, pour un temps encore, être un vaste camp, un camp de travailleurs, sans doute,

[1] C'est avec étonnement que nous avons vu récemment, pour une médiocre économie, toucher aux cadres, et aux cadres de l'artillerie ! au lieu de diminuer l'effectif.

[2] L'auteur des *Idées napoléoniennes* adopte et commente ces paroles dans le passage où il explique le rôle qu'il voudrait assigner à la garde nationale comme gardienne du territoire en temps de guerre.

mais de travailleurs tenant leur outil d'une main et le glaive de l'autre, comme furent, chez les Juifs, les constructeurs du second temple.

Il faut que l'effectif réduit de l'armée ait derrière lui une large réserve, et que la réserve ait derrière elle une garde nationale sérieuse. On a raillé puérilement et injustement accusé la garde nationale, cette grande force morale qui n'eût jamais manqué à qui eût associé la cause du progrès à celle de l'ordre. On sera bien obligé d'y revenir, de rendre à cette institution toute son ampleur, avec le complément que ne lui avait point donné le gouvernement de 1830. C'est-à-dire que, de la force morale, devrait se dégager à volonté une force d'action : la garde mobile, la jeunesse exercée périodiquement au maniement des armes et à la tactique, formant le second ban de la réserve et pouvant, en cas de péril national, entrer immédiatement dans des cadres tout préparés, occuper les places fortes et dégager l'armée entière du soin de l'intérieur. Ainsi seulement pourra-t-on diminuer ce contingent de 100,000 hommes qui pèse sur nos populations. Dans l'organisation militaire comme dans l'instruction publique, on devra, croyons-nous, revenir aux plans de 1848. Le lumineux rapport présenté par le général La Moricière à la Constituante, le 5 avril 1849, se contente de cadres pour 500,000 hommes, dont 300,000 d'effectif en temps de paix, mais il donne pour arrière-ban à la réserve de 300,000 à 400,000 gardes mobiles [1].

[1] Ce projet de la commission de 1849 présente en outre un système qui nous paraît le meilleur connu pour la constitution de l'armée. Pas de remplacement : tout citoyen doit ou le service personnel ou la compensation de ce service. Les jeunes gens non-appelés à la suite du tirage au sort sont tenus, solidairement avec leurs parents, au payement d'une cotisation dont la base est prise dans les contributions directes, et dont le produit est destiné à assurer un pécule aux jeunes soldats appelés et à favoriser les engagements et réengagements. Ce produit sera grossi par les sommes que verseront les jeunes gens qui voudront s'assurer à l'avance contre les chances du tirage. Cette pensée d'indemnité, de pécule, pour le jeune soldat était

Ce n'est pas seulement le maniement des armes qu'il serait utile de répandre, mais tous les exercices propres à fortifier et assouplir le corps. Imitons les excellentes institutions de tir fédéral des cantons suisses, mais empruntons aussi et généralisons les institutions gymnastiques des Allemands. Chose remarquable, dans ce temps accusé, non sans fondement, de matérialisme pratique, le corps a été singulièrement négligé et amoindri : quelles qu'en soient les causes, manque d'équilibre entre les facultés humaines dans le système d'éducation des classes aisées, mauvaise hygiène dans les habitudes de travail et d'alimentation chez les masses, il importe de refaire les corps pour raffermir les âmes et rétablir chez nous l'harmonie humaine. Les pertes d'hommes à la guerre par les maladies et l'épuisement sont disproportionnées, quoique bien moindres que celles des Russes, qui ont d'autres causes : chez nous, elles attestent un affaiblissement physique auquel il est possible de remédier. Un général disait, avec un peu d'exagération sans doute, qu'il faut consommer *dix hommes* pour faire un zouave : il importe que pareille chose ne puisse plus se dire !

La même nécessité qui nous impose l'armée permanente jusqu'au dénoûment du grand drame européen, exige, reconnaissons-le nettement, un pouvoir énergique, pourvu des moyens de faire jouer efficacement les grands ressorts d'action que nous venons de signaler ; mais, entendons-nous bien ! un pouvoir libre sur son terrain, et non pas maître sur le terrain de la liberté ; un pouvoir énergique associé à une démocratie énergique, représentant cette démocratie au dehors, mais ne la suppléant ni ne la supprimant au dedans ; un pouvoir fort vis-à-vis de

profondément équitable et démocratique dans le meilleur sens du mot. V. le *Compte rendu des séances de l'Assemblée nationale*, t. IX, *Annexes*, p. 110 et suivantes.

la presse libre, des réunions libres, des associations libres, des communes libres, de la tribune libre, de la représention nationale puissante et sortie d'élections libres; un pouvoir qui puisse tout, enfin, dans le sens des destinées de la France, rien contre elles et malgré elles; qui puisse être arrêté dans toute entreprise contraire à l'esprit et au but national, aussi bien que surmonter, par l'appel au sentiment public, les résistances de l'égoïsme et de la peur aux entreprises justes et nécessaires.

L'accord de la force guerrière et de la liberté, il y a quelques années, eût pu passer pour une vaine utopie; mais, aujourd'hui, nous n'avons plus à démontrer que cet accord est possible; nous l'avons vu réalisé par les Américains sur une échelle immense.

Ce que d'autres ont fait, nous ferons-nous à nous-mêmes l'injure de nous croire incapables de le renouveler?

Qui veut la discipline sans la liberté est aussi aveugle que qui veut la liberté sans force organisée et sans préoccupation du dehors.

Tout pouvoir qui ne sera point la tête d'une démocratie vraiment libre ne saurait mener la France à ses destinées, parce qu'il se détournera trop souvent du but essentiel pour des vues particulières, parfois très-dangereuses au pays et à lui-même.

Il faut que nous soyons radicalement l'opposé de notre ennemi, pour pouvoir disposer contre lui de toutes les forces contraires à son principe. Tant que nous ne serons pas la liberté organisée, tant que nous flotterons entre l'arbitraire et la liberté, nous ne surmonterons pas la Russie.

Une organisation également vigoureuse de la force guerrière et de la liberté politique, serait-ce assez? — Non : l'édifice n'est solide que lorsqu'il a un fondement solide! — Le fondement de l'édifice social, c'est l'éducation. — Nous disions qu'il faut raffermir les âmes en fortifiant les

corps. Pour raffermir les âmes, il est nécessaire d'agir sur elles dès leur début en ce monde. Il faut fonder la liberté morale dans le for intérieur, si l'on veut assurer la liberté politique dans l'État.

Une forte éducation, non pas seulement une forte instruction primaire, est l'indispensable point de départ : effacer les traces de 1850, et achever de reprendre celles de 1833 et de 1848 (de grands pas ont déjà été faits dans cette voie), fortifier, élever et le personnel et la situation des instituteurs et des institutrices, ainsi que des écoles normales primaires qui doivent être partout les séminaires de ce sacerdoce LAÏQUE ; étendre, dans la mesure de ce qui est nécessaire à tous, la matière de l'enseignement primaire, mais surtout y introduire un grand souffle patriotique et moral; se préoccuper, par-dessus tout, de l'éducation des filles du peuple, qui seront les mères des citoyens de la génération future; étendre l'action de l'autorité publique en ce qui regarde l'enseignement primaire, en même temps qu'affranchir entièrement, à l'autre bout de l'échelle, ce haut enseignement qu'on encourage d'une main et que, trop souvent, on entrave de l'autre ; voilà, ce nous semble, la direction à suivre. L'enseignement inférieur et l'enseignement secondaire, s'adressant à l'enfance et à l'adolescence, appartiennent au domaine de l'autorité, à la double autorité de la patrie et de la famille, puisque la nature des choses ne permet pas que l'enseigné soit libre; l'enseignement supérieur, au contraire, n'appartient qu'à la liberté, puisque l'enseigné, ici, est l'égal de l'enseignant, et que c'est l'homme libre qui s'adresse à l'homme, sauf responsabilité devant la loi.

Qu'est-ce que ce souffle moral dont nous avons parlé?— Quel doit être l'esprit de l'enseignement public?

Cet esprit doit être LAÏQUE et DÉISTE : laïque, c'est-à-dire indépendant, nous ne disons pas adversaire, des religions

diverses et de leurs ministres; déiste, c'est-à-dire fidèle aux grandes traditions du genre humain ;

Déiste, dans le sens général du mot; non dans le sens étroit, qui en fait un nom de secte : disons THÉISTE, si l'on veut, pour écarter toute équivoque.

Là, comme en politique, soyons le contraire de l'ennemi.

Nous avons devant nous un ennemi nourri dans la plus étroitement fanatique des religions particulières ; élevons nos enfants dans les notions les plus larges, dans les sentiments les plus généraux de cette morale religieuse universelle qui est le fond commun de toutes les religions particulières, et qui les domine toutes ; — nous ne disons pas qui les nie ; — l'État ne doit pas plus les nier que les affirmer ; elles sont du domaine de la famille et non de l'État.

Une double protestation va s'élever contre nous.

— Pourquoi, diront les uns, ne pas s'appuyer sur le catholicisme ultramontain ? — N'est-il pas l'ennemi du tsarisme, qui le persécute ?

L'État indifférent, athée, c'est-à-dire écartant de son enseignement toute notion religieuse, diront les autres, n'est-il pas la négation la plus radicale, l'antipode du fanatisme de l'ennemi ?

Nous répondrons aux uns qu'on ne peut combattre victorieusement une force grandissante par une force décroissante ; — nous répondrons aux autres qu'on ne peut combattre une affirmation que par une affirmation et non par une négation !

Votre insuffisance, dirons-nous aux ultramontains, c'est la question même de Pologne qui l'a démontrée : une société catholique, toute une nation, toute une grande Église, est là entre l'écrasement et l'apostasie ; vous aviez sous la main l'armée des prêtres, le peuple innombrable des femmes, 40,000 chaires en France, le droit de réunion sur une im-

mense échelle, tout ce qui est refusé à la démocratie; — qu'avez-vous fait pour la Pologne? — Il en est parmi vous qui ont combattu noblement pour elle; combien sont-ils? — — Vous avez perdu la dernière occasion qui vous ait été offerte de vous relever avec éclat : vous n'êtes plus le moyen âge; car vous n'avez pas fait ce qu'il eût su faire. Vous avez beau tenir la surface de la société : au fond, la vie vous manque; vous n'exaltez plus les âmes, vous les amollissez! Voilà le reproche que nous vous faisons, et la peur que nous avons de vous! Nous vous craignons, non pas comme force, mais comme principe d'affaiblissement.

Ceux qui partent du pôle opposé aux hommes de la croyance infaillible, ceux qui réclament l'athéisme de l'État et la morale séparée de toute conception des causes finales de l'homme[1], arriveraient au même résultat que les ultramontains, à l'extinction du grand souffle de vie qui anime notre peuple.

La morale, répondrons-nous à ceux-là, n'est pas une mathématique, une science abstraite; c'est une conception de rapports, une science de la vie, variable suivant les idées que l'on se fait de la vie. L'homme qui sent en lui un être réel, une force propre, un individu véritable, et qui se croit destiné, par un créateur personnel et libre, à un développement infini dans l'univers sans bornes et dans la création sans fin, ne saurait avoir logiquement la même morale que l'homme qui se regarde comme une collection accidentelle de molécu-

[1] Nous ne confondons pas néanmoins la thèse de l'athéisme, qui est la négation de l'idée religieuse, avec la thèse de la *morale indépendante*, qui est la séparation de l'idée morale d'avec l'idée religieuse : ce n'est pas le lieu d'entrer en discussion à fond avec celle-ci; nous aurions à distinguer le principe, véritablement *indépendant*, c'est-à-dire spontané et *sui generis*, de la conscience, d'avec les conceptions morales, qui, en fait, ne peuvent pas être *indépendantes;* mais nous écrivons un livre de politique et non de métaphysique, et nous devons nous borner à affirmer et à motiver notre conviction : que la *morale indépendante* est inapplicable à la société politique, et que l'Etat sera toujours théiste.

les, comme un phénomène, produit d'une cause inconsciente, éclos aujourd'hui pour s'anéantir demain. La morale d'une société fondée sur la première de ces deux idées est la morale du devoir et de l'activité, le perfectionnement universel ; quant à la société où règnerait l'idée contraire, la masse y vivrait au jour le jour dans les satisfactions de l'instinct ; les natures d'élite s'y réfugieraient dans une résignation douloureuse et inerte.

L'âme de la France est entre deux périls : elle est disputée entre deux redoutables ennemis de son génie et de sa mission, la superstition et le matérialisme, qui la mèneraient à la même ruine ; une croyance tout extérieure qui irait affaissant les cœurs et les esprits, et une indifférence pratique pour les choses d'en haut, qui tend à se transformer en négation systématique, en une sorte de philosophie du vide et de la mort empruntée à l'Allemagne.

Deux doctrines contraires, aboutissant à la même conséquence, à la ruine de la liberté morale : la scolastique de Rome et celle de Berlin, les axiomes de la *Civiltà cattolica* et ceux de Hegel, se valent en conséquences pratiques pour la société française.

Jamais la France n'a eu plus grand besoin de se retremper dans ses vraies sources : comme faisaient les Hellènes contre l'invasion des Barbares, qu'elle appelle à elle, contre cette double invasion étrangère, les grands morts toujours vivants ; par delà Voltaire et Rousseau, qui ne feraient qu'un aujourd'hui, le père et le maître de la pensée moderne, ce Descartes qui a fondé toute science humaine sur l'invincible certitude de la personnalité ! Toute force et toute vie est là ; là seulement est la force consciente d'elle-même, qui doit vaincre la force instinctive et confuse de la barbarie. La foi active dans la personnalité humaine a sauvé l'Amérique ; l'Amérique n'était, heureusement pour elle,

ni jésuitique ni hégélienne : la foi dans la personnalité seule nous sauvera.

Ainsi, point de force d'action sans liberté politique : point de liberté politique sans liberté morale, et point de liberté morale si l'enseignement national ne prépare l'âme de l'enfant à l'enseignement libre que l'homme devra recevoir de l'homme, l'égal de l'égal! Liberté sans bornes au sommet de l'enseignement : la vérité n'a rien à craindre de la pleine lumière; elle ne redoute que cette demi-ombre où se complaisent la superstition et la sophistique.

Dans le chapitre précédent, nous avons tâché de montrer que la confiance dans la supériorité de notre civilisation vis-à-vis de la Russie ne devait pas être absolue; nous avons cité chez nous de périlleux symptômes; avant de passer au rôle extérieur de la France, mentionnons quelques symptômes rassurants.

Le plus saillant est le vif désir d'instruction, de développement intellectuel qui fait explosion dans les classes ouvrières, c'est-à-dire dans les classes où le sentiment du rôle, ou, pour mieux dire, du devoir de la France est le plus vif. Ce sentiment ne peut que se fortifier en s'éclairant, et la libre personnalité, avec l'esprit de liberté politique, ne peut là que s'accroître par l'instruction. Ces classes sur lesquelles repose une si grande part de notre avenir, le tsarisme n'avait-il pas rêvé de les gagner à sa cause! abusé par les souvenirs de l'explosion socialiste de 1848, et tout fier d'avoir séduit parmi nous quelques intelligences paradoxales, il imaginait de se présenter en allié au *socialisme* français et européen, en sa qualité de destructeur de nobles et de *propriétaires*. Il apprendra, nous y comptons, à ses dépens, qu'il faut quelque chose de plus pour arriver au cœur de la démocratie : ce sont nos classes ouvrières qui non-seulement arrêteront l'invasion des barbares, comme le ferait le paysan, mais qui pousseront le plus énergiquement, avec

une généreuse prévoyance, à la prévenir et à marcher au-devant d'elle.

Ne méconnaissons point la portée de ce grand mouvement des classes ouvrières qui se prononce sous nos yeux ; il a ses inconvénients, ses abus et ses périls, comme toutes les transformations des sociétés ; mais on peut espérer qu'il ne se perdra pas, comme en 1848, dans les rêves. Le principe de l'association volontaire et libre sortira victorieux de ces crises. Le mouvement est purement économique dans sa forme actuelle ; soit ! mais tout ce qui élève et organise les classes ouvrières est une force politique pour l'avenir.

Qui a pu voir, sans émotion, se manifester la pensée hardie d'un concert entre les ouvriers des diverses nations pour prévenir les conflits industriels et les crises internationales du commerce ! — Le jour où les ouvriers français, anglais, allemands, italiens, auraient souscrit un pacte économique, ce jour avancerait de bien des années le pacte politique de la Fédération européenne[1] !

[1] L'Association internationale des Travailleurs, dans ses Conférences tenues à Londres les 26, 27 et 28 septembre 1865, a arrêté la convocation d'un congrès ouvrier européen à Genève pour le printemps de 1866, et le programme des questions qui seront débattues dans cette assemblée.

La dixième question est :

« De la nécessité d'anéantir l'influence russe en Europe par l'application du principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et par la reconstitution d'une Pologne sur des bases démocratiques et sociales. »

Ainsi, le mouvement n'est déjà plus *purement économique*, et la pensée des ouvriers français a été acceptée de leurs frères anglais, allemands, italiens, belges et suisses.

C'est la réponse du *vrai socialisme*, du progrès social selon la liberté et la justice, aux avances du despotisme communiste de Moscou. Le terme de *bases démocratiques et sociales* peut se justifier relativement à la Pologne, puis qu'il s'agit, pour cet infortuné pays, d'une rénovation du corps social aussi bien que du corps politique. Ces bases ont été posées par le gouvernement anonyme en 1863 et acceptées de toutes les classes de la nation. Les auteurs du programme ont évidemment entendu protester contre ceux qui qualifient la cause polonaise d'*aristocratique* et de *jésuitique*.

« Que ceux qui ont la foi marchent, et bientôt ceux qui doutent seront avec eux. » Nous faisons écho, du plus profond du cœur, à ces paroles des délégués parisiens.

Dans un autre ordre de choses où le mal est très-grand, dans l'ordre religieux et moral, la porte n'est nullement fermée à l'espérance.

Si nous nous comparons, sous ce rapport, aux Moscovites, nous voyons que, parmi eux la religion, pure superstition chez les masses orthodoxes et superstition rétrograde chez les sectaires, qui marchent en arrière et non en avant de l'orthodoxie, est, dans les hautes classes, bien autrement extérieure encore que dans la portion même la moins sérieuse de nos *croyants;* ces Russes, doués d'une faculté imitative si remarquable dans les choses de la matière, ont aussi une faculté d'analyse fine et subtile dans les choses de l'esprit, mais une faculté inféconde; ils n'ont ni grands théologiens, ni philosophes, ni grands artistes; ils ne produisent que des diplomates, des dilettantes et des érudits; leur infériorité est bien plus décidée encore dans les choses morales; leur société, prise en corps, semble n'en avoir pas même le sens, quand on la voit saluer dans Michel Mouravief son *archange Michel* et se mettre tout entière, le métropolitain de la ville *Sainte* en tête, aux pieds du gazetier de Moscou!

Notre supériorité morale et intellectuelle reste donc infinie, même dans notre décomposition, dans notre état de transition si confus et si triste. La conscience publique subsiste, et, tant qu'elle parle, rien n'est perdu. Les éclairs féconds de l'idée ne cessent de rayonner dans notre crépuscule; les erreurs mêmes attestent encore la vie; le sérieux et la profondeur avec lesquels sont engagés et débattus, chez nous, au moins dans les minorités, toutes les questions fondamentales de l'âme humaine, attestent que la marche de l'esprit français vers les destinées du genre humain n'est point interrompue. Nous pouvons, nous devons redevenir libres d'esprit et de fait : — être libres pour être forts.

II

Que devons-nous faire de notre force au dehors? — Quel doit être le plan de conduite de la France en Europe et dans le monde?

La force de la France est grande, mais non point illimitée : destinée à des efforts difficiles et décisifs sur notre continent, et suffisant à tout ce qui peut se présenter en Europe, cette force ne saurait, sans s'annihiler, se disperser à toutes les extrémités du globe. La France doit resserrer le cercle de son activité incessante entre la Baltique, la Méditerranée et la mer Noire : ailleurs, il convient qu'elle soit présente par ses idées, non par son action matérielle, si ce n'est dans des proportions très-limitées, et en évitant tout engagement à fond; qu'elle ait des stations navales, des points de repère pour la protection de son commerce, mais pas de grands établissements qui lui imposent des dépenses considérables et puissent l'entraîner à une grande guerre. La guerre de Chine a été un mal : elle n'a servi qu'à la Russie; on est en Cochinchine, on y restera sans doute; la Cochinchine est une bonne position et ne nous compromet pas; et, pourtant, peut-être vaudrait-il mieux n'y point être! Le véritable intérêt de l'extrême Orient, c'est le Japon, non comme établissement, non comme commerce, mais comme alliance; aider ce peuple intelligent et courageux à se faire une armée et une marine; le préparer à se défendre contre les dominateurs du fleuve Amour, qui seront tôt ou tard, plus ou moins complétement, ceux de la Chine; voilà ce qui devrait nous préoccuper beaucoup plus que l'anarchie du Céleste Empire, à laquelle nous ne remédierons pas. On peut trouver encore au Japon un point d'appui et une force de résistance; quant à la Chine, elle est en poussière.

*

Tout engagement sérieux au loin nous est dangereux. Que sera-ce s'il s'agit d'engager notre politique dans un autre hémisphère, contre une puissance de premier ordre, qui sera demain la première des puissances! Nous touchons à la plus fatale des questions de notre temps, à ce sphinx du Mexique, dont l'énigme fait frémir tout cœur patriote en France.

Deux puissances sont en voie d'accroissement permanent et gigantesque dans le monde; l'une est notre ennemie naturelle et irréconciliable, puisqu'elle vise à la domination sur notre hémisphère; l'autre avait été jusqu'ici notre amie, et n'avait aucun intérêt à cesser de l'être, puisque tout son développement s'opère et s'opérera dans le nouveau monde, et non point aux dépens du nôtre.

Leur faire barre à toutes deux, essayer de les arrêter toutes deux dans leur marche progressive, serait une entreprise impossible. Ce serait notre ruine.

Nous n'avons prise que sur une des deux, notre ennemie : — nous l'avons arrêtée, refoulée un moment; il fallait poursuivre ; — nous n'avons pas poursuivi. On a voulu, par nous et malgré nous, arrêter indirectement la seconde! — Par le seul fait de cette tentative, c'est-à-dire de l'intervention française au Mexique, bien que la sagesse du gouvernement américain ait éloigné jusqu'ici tout conflit direct, la politique de la France a été paralysée en Europe; la Pologne, qu'on désirait secourir, n'a pas été secourue, et la Russie a repris toute l'arrogance du temps de Nicolas.

Les victoires de la guerre du Mexique ont équivalu pour nous à des batailles perdues en Europe.

Que serait-ce si la rupture arrivait avec les États-Unis! — Et, qu'on en soit certain, quelle que soit la prudence de leur gouvernement et leur extrême répugnance à entrer en lutte avec les vieux amis de leurs pères, si nous restions

au Mexique, la lutte viendrait : cela ne pourrait être qu'une question de temps, et non pas de beaucoup de temps!

Ne nous lassons pas de le répéter : il faut sortir à tout prix du Mexique; et, certes, l'Amérique ne demande pas que ce prix coûte rien à l'honneur de la France.

Dût-on considérer comme perdus, sans compensation, sans retour, les centaines de millions engloutis par la guerre et par les emprunts, et, ce qui est plus douloureux, les milliers de marins et de soldats d'élite qui sont morts sur cette terre fatale, sans avoir la consolation de mourir pour la vraie grandeur et les vrais intérêts de leur patrie, il faut sortir du Mexique, et s'estimer heureux le jour où le dernier de ceux qui survivent en sera sorti!

Tant que nous sommes au Mexique, nous n'avons pas les mains libres, et il faut que nous ayons toujours les mains libres vis-à-vis de la Russie!

Si tous ceux qui pensent ce que nous disons, et qui avaient autorité pour le dire efficacement, l'avaient dit dès l'origine, que de maux auraient pu être évités! S'ils le disaient aujourd'hui encore, que de maux pourraient encore être prévenus! Jamais à une faute plus désastreuse il n'y aura eu moins d'excuse pour ceux qui étaient en position de contribuer à l'empêcher, car jamais il n'y a eu moins d'illusion! — On marchait à l'abîme en voyant clairement l'abîme.

C'est, dit-on, pour maintenir l'équilibre de l'Amérique que l'on nous a lancés dans cette effrayante aventure! — L'équilibre de l'Amérique. Eh! grand Dieu! songeons à celui de l'Europe : nous nous préoccupons d'empêcher les États-Unis de déborder sur le Chihuahua ou la Sonora, et ceci, quand les hobereaux prussiens, c'est-à-dire les fourriers des Cosaques, tiennent garnison à Sarrelouis et à Landau!

Si la prodigieuse grandeur à laquelle marchent les États-

Unis nous préoccupe, eh bien! travaillons à devenir grands nous-mêmes. — Il n'y a pas de contre-poids à chercher en Amérique contre l'Amérique; il y en a un à trouver, non pas *contre* l'Amérique, mais *vis-à-vis* de l'Amérique; — en Europe! — un contre-poids d'équilibre et non d'antagonisme; — c'est la Fédération européenne : — *vis-à-vis* de l'Amérique et contre la Russie.

L'Amérique aux Américains! l'Europe aux Européens!

Nous ne pouvons pas nous étendre, comme les Américains, en nous multipliant, en créant des sociétés nouvelles; nous pouvons nous étendre en nous associant, en groupant des sociétés existantes.

La Fédération européenne doit être, au dehors, l'unique but de la France.

Quels en peuvent être les moyens?

Une grande force morale et une grande force matérielle.

Quant à la force matérielle, nous devons faire tout le contraire de ce que nous avons fait depuis 1861, c'est-à-dire nous replier sur nous-mêmes, nous concentrer de manière à avoir sous la main, dans le moindre rayon possible, la plus grande puissance d'action possible; à ramasser, sur un point donné, une force qui soit irrésistible, si on la lance la ou elle doit aller.

Ce principe nous semble tellement impérieux que, si nous ne regardions que le présent et le plus prochain avenir, nous irions peut-être jusqu'à condamner l'Algérie elle-même pour la part de notre force qu'elle détourne! Mais il y a là un intérêt providentiel de civilisation et d'avenir qui nous ferme la bouche : la région de l'Atlas appartient à l'Europe et doit lui être rendue[1].

Quel usage faire de cette force matérielle, et quelle force morale doit l'inspirer et la conduire?

[1] Les siècles n'ont pas légitimé la conquête de l'Afrique romaine par les

La Fédération étant le but, cette force morale ne peut être que celle de notre DÉSINTÉRESSEMENT. Notre *désintéressement*, si l'on peut le dire, est notre plus grand intérêt, car lui seul peut nous donner le succès [1]. Si nous voulons fonder le patriotisme européen, nous devons montrer l'exemple en identifiant notre intérêt à celui de l'Europe.

Nous allons nous trouver ici d'accord, pour une fois, avec ceux qui veulent qu'*on rassure l'Europe;* seulement nous entendons par là l'Europe des peuples.

Ne réclamons donc ni la Belgique ni les provinces du Rhin ; CE N'EST PAS LA QUESTION, car ce n'est pas le *but*, — et il serait funeste d'en faire le *but* de la France.

Si nous ne les réclamons point, est-ce par modestie? — Non, c'est par ambition! Nous sommes comme les Moscovites : nous ne voulons pas deux ou trois provinces, nous voulons TOUT, — avec cette différence que les Moscovites veulent tout pour eux seuls, résumés dans leur maître, et que nous voulons tout pour tous, sans maître. Ils veulent tout pour le tsar; que la France sache tout vouloir pour la liberté!

Napoléon, lui aussi, en 1812, entendait combattre la barbarie asiatique; il défendait l'Europe à sa façon. Il avait bien reconnu, il l'a dit assez, le Tartare sous le Russe; mais il combattit le Russe en opposant conquête à conquête, despotisme à despotisme, empire d'Occident à em-

Arabes; on n'acquiert pas la terre qu'on stérilise. Il n'y a aucune comparaison à établir entre notre occupation de l'Algérie et la tyrannie de l'Autriche à Venise, ou de la Russie à Varsovie. Les Arabes sont des étrangers campés en Afrique, et non une nationalité constituée. Quant aux vrais indigènes, aux Berbères, ils ne nous demandent qu'une administration équitable et le respect de leurs libres institutions municipales.

[1] On interpréterait mal notre pensée en voyant ici un blâme rétrospectif contre la réunion naturelle et légitime de la Savoie à la mère-patrie : une fois l'Italie fondée, cette province française ne pouvait rester annexée au royaume d'Italie. Ce n'est pas là une *conquête*.

pire d'Orient, employant les armes de l'ennemi sur le terrain de l'ennemi, *allant à Moscou*, moralement comme matériellement, au lieu de s'arrêter sur le terrain de la liberté, à Varsovie; il dut succomber. Le *césarisme* est un *tsarisme* imparfait. La logique était pour le vrai *tsar*.

La France de l'avenir, marchant à la Fédération européenne et non à l'empire d'Occident, à l'égalité internationale et non à la domination, doit avoir de tout autres mobiles que l'empire de 1812, mais non pas de moindres ambitions. Pour elle, comme pour lui, c'est trop peu de la frontière du Rhin. Avoir la rive gauche du Rhin, ce n'est pas assez, si le Moscovite tient l'autre rive par son vassal le hobereau prussien, et tenir le Rhin par nos garnisons et nos préfets, ce n'est pas nécessaire, si nous avons l'Elbe et l'Oder par l'Allemagne elle-même, et la Vistule et le Dniéper avec l'aide de l'Allemagne.

Il ne s'agit pas de la frontière du Rhin, mais de la frontière du Dniéper; — point de la frontière de la France, mais de la frontière de l'Europe.

Il ne nous faut pas une ou deux provinces disputées à l'Allemagne; il nous faut l'Allemagne elle-même.

Là est le nœud de la question.

Certes, si l'Allemagne reste ce qu'elle a été jusqu'à présent, livrée à la Prusse et à l'Autriche restant elles-mêmes monarchies réactionnaires, et livrée par la Prusse et l'Autriche à la Russie; en d'autres termes, s'il ne se fait point une Allemagne libre, il nous faudra, un jour ou l'autre, tâcher d'avoir le Rhin comme position défensive. Nous ne pouvons pas nous résigner à voir les canons de la Sainte-Alliance à Sarrelouis, à Luxembourg et à Landau; nous ne nous y résignerons jamais! — Si le *Teutsch* restait définitivement vassal d'Attila, il faudrait que le *Welche*, comme il nous appelle, le *Welche* de Gaule et d'Italie se défendît de son mieux et refoulât cette masse ennemie aussi loin qu'il

pourrait. — Sombre avenir! Deuils et guerres sans fin, si nous voulons échapper à la servitude, car il n'y a pas d'Europe sans l'Allemagne, et pas d'ordre nouveau si elle n'y entre.

L'accord entre la France et l'Allemagne est donc la condition première de l'ordre nouveau.

Les obstacles sont grands du côté de l'Allemagne. Les préventions contre la France ont de fortes racines, et le patriotisme allemand, très-différent du patriotisme français, s'est montré jusqu'ici bien peu disposé à des sympathies actives en faveur d'autrui, et bien éloigné de régler ses tendances sur l'intérêt commun d'une patrie européenne. Son caractère exclusif rappelle, dans des temps bien autres, le patriotisme anglais des deux Pitt et de leurs contemporains, trop souvent avec l'esprit sophistique en plus.

Les deux Pitt avouaient nettement leur mobile unique, l'intérêt anglais, la grandeur de l'Angleterre. Les patriotes allemands exclusifs, en leur qualité de systématiques et de philosophes, ne se contentent pas ainsi du fait. Ils ont tout un arsenal *de Droits de l'Allemagne*, tout pareil à ces registres des *Droits du roi* que chacune des monarchies de l'ancienne Europe tenait jadis en réserve contre toutes les autres. Les plus hardis posent, dans leurs revendications, soit théoriques, soit pratiques, le principe de nationalité exclusivement défini par la langue, d'abord là où il est d'accord avec le vœu des populations, c'est-à-dire avec la souveraineté du peuple, comme dans le Holstein ; puis, la même où il est évidemment contraire à la volonté populaire, comme en Alsace et comme dans la Suisse allemande, et même la Hollande et la Flandre : la langue *néerlandaise* n'est-elle pas un simple dialecte teutonique, et le vrai nom du peuple hollandais n'est-il pas celui de Teuton (*Dutch*, variante de *Deutsch*) ?

Ils étendent ensuite la nationalité allemande partout où l'élément allemand, avec la langue allemande, a pénétré au milieu de populations étrangères : tant pis pour les indigènes, pour les possesseurs légitimes! ils appartiennent désormais à l'Allemagne ; qu'ils se germanisent ou qu'ils s'en aillent. Ainsi de Posen en 1848, ainsi de Slesvig en 1864.

Interprété par de tels casuistes, le principe de nationalité va loin; pas assez loin encore pourtant. Là où il vient à manquer, pourquoi ne lui donnerait-on pas pour suppléant le principe des droits traditionnels? L'Allemagne aime la tradition, qui relie le passé à l'avenir : pourquoi ne pas revendiquer le vieux droit du saint-empire afin de garder le Tyrol italien et d'acquérir la Lorraine et la Belgique?

Cela ne suffit point encore : le vieux et le nouveau droit étant épuisés avant l'ambition, on est bien forcé d'en revenir tout simplement au fait. C'est dur pour des philosophes; mais on s'y résigne carrément. « L'Allemagne *a besoin* de Venise, l'Allemagne *a besoin* de la frontière du Mincio, donc Venise et le Mincio sont à l'Allemagne. » Cela se dit de ce même accent convaincu qui s'indigne si fort contre l'*inique* prétention de la France à la frontière du Rhin.

L'Allemagne ne se doute pas du scandale que tout cela cause au dehors, même en ce temps où l'on se scandalise si peu!

Il n'est pas absolument sûr que le patriotisme à l'antique, tel que l'ont pratiqué les deux Pitt, ait eu, en d'autres temps, les meilleurs résultats pour l'Angleterre; mais, ce qui est très-assuré, c'est que le *per fas et nefas pro patria* ne peut plus être aujourd'hui, pour ceux qui le pratiqueront, qu'un anachronisme monstrueux et funeste.

Nous avons résumé, dans toute leur exagération, les tendances du *teutonisme*, terme équivalent pour l'Allemagne

à ce qu'on appelait chez nous du nom ridicule de *chauvinisme*, et qui n'est plus le péril de la France. Les patriotes allemands ne vont certes pas tous à ces extrémités; il en est bon nombre qui reconnaissent des droits à autrui, et ce n'est pas dans un but d'excitation contre l'Allemagne ni de récriminations stériles que nous avons esquissé ce tableau; nous voulons, au contraire, essayer d'expliquer ces tendances malheureuses, qui peuvent et doivent se transformer et disparaître, et qui déjà sont combattues par des sentiments et des idées tout différents et en progrès croissant[1].

III

L'esprit envahisseur des Allemands est au fond l'esprit d'une réaction prolongée contre les humiliations et les souffrances qu'a longtemps subies l'Allemagne. Participant, avec plus de passion peut-être qu'aucun autre peuple, à ce vaste mouvement de reconstitution des existences nationales qui agite l'Europe, l'Allemagne n'a pas encore bien compris, malgré les leçons de 1848, le caractère essentiellement collectif de cette transformation et l'impossibilité de réussir par l'action isolée. Sa situation intérieure, si compliquée et si confuse, n'a pas permis que le mouvement prît chez elle cet ensemble rationnel, cette simplicité logique, cette rectitude qu'il a eue en Italie. La nationalité allemande est d'autant plus ombrageuse et plus usurpatrice qu'elle a été plus méconnue, dans le passé, et par l'étranger et par ses princes eux-mêmes, et qu'elle est

[1] Les délégués des chambres allemandes, réunis à Francfort, ont récemment proclamé le principe que, dans les questions internationales, c'était aux populations des territoires contestés à décider elles-mêmes de leur sort au vote universel. C'est un grand progrès sur 1848; malheureusement il n'y avait là que les représentants des petits états, et pas même de tous; les représentants des chambres prussiennes et autrichiennes n'ont point paru.

moins constituée et moins organisée dans le présent. Ne tenant rien solidement, elle veut tout.

Quant à ses inquiétudes et à ses hostilités envers la France, il faut remonter loin en arrière pour s'en rendre compte. Durant deux siècles, l'Allemagne, divisée, lourde à mouvoir, presque inerte, s'est trouvée en face de notre État si fortement centralisé, si bien organisé pour l'action. Sous Louis XIV, notre supériorité était devenue cruellement oppressive : le mépris de l'humanité, qui signalait cet âge brillant et dur, rendait les procédés de la guerre effroyables; nos grands noms militaires du dix-septième siècle sont restés des noms détestés en Allemagne. Dans la mémoire tenace de ce peuple qui vit du passé, le Palatinat fume encore, et Louvois est d'hier.

Au dix-huitième siècle, l'Allemagne est encore plus d'une fois foulée par les armées françaises, appelées, il est vrai, par les princes allemands, ce qu'oublie trop le peuple allemand. Plus tard, la Révolution, attaquée sur notre sol par les princes allemands, n'exerce d'abord que de légitimes représailles; mais les représailles aboutissent, sous l'Empire, à la conquête et à sept années d'un terrible écrasement (1805-1812).

Que bien de semences d'avenir germent, dans les sillons ensanglantés, sous les pieds de nos chevaux, l'histoire en tiendra compte un jour; mais le présent ne sentait que ses souffrances et ses affronts. Le : C'EST TROP! de Gœthe, est le cri de tout un peuple, et, pour la première fois, en 1813, l'Allemagne sent vraiment son unité et se lève comme un seul homme. Sa nationalité se constate, s'affirme donc contre la France, comme la nationalité française s'est affirmée autrefois contre l'Angleterre. Nos préventions obstinées contre l'Anglais doivent nous faire comprendre les préventions de l'Allemand contre la France.

Le péril qui venait de la France, c'est donc le connu,

le passé, et le passé est la nourriture accoutumée d'un peuple traditionnel. Le péril qui viendra de la Russie, c'est l'inconnu, c'est l'avenir; la Russie n'a paru en ennemie sur la terre allemande qu'une fois, dans la guerre de Sept ans, lorsqu'elle a envahi le Brandebourg; mais ce n'est là qu'un épisode. Dans la guerre de l'*Indépendance*, en 1813, elle a été l'alliée. Prévoir est plus difficile que se souvenir. Deviner l'ennemi, l'oppresseur de demain, sous l'allié d'hier, exige un effort de pensée ou un juste et puissant instinct.

Eh bien! cet instinct, il faut le dire, ne fait pas défaut aux masses allemandes. Il s'est révélé avec énergie au temps de Nicolas; il continue à se manifester par plus d'un symptôme, tel que l'accueil glacial que le tsar et les siens reçoivent du peuple quand ils se montrent en Allemagne.

L'instinct populaire est plus sûr que la pensée spéculative des doctes; malheureusement, en Allemagne, il arrive trop souvent que, plus on sait, plus la science vous rive au passé. Les lettrés sont plus hostiles à la France que le peuple; parmi eux, les progressistes rêvent de faire tête à la fois à la France et à la Russie, ce qui est aussi impraticable pour l'Allemagne qu'il le serait pour la France de vouloir tout ensemble barrer la route à la Russie et aux États-Unis. Pour les *conservateurs*, ils ont été jusqu'ici tout à la Russie. Que l'Allemagne regarde aux poitrines de ses généraux, de ses diplomates, souvent même de ses professeurs, elle les verra toutes constellées de décorations russes! La Byzance du nord met un art infini à faire pénétrer partout chez les Germains son influence et ses faveurs; et, qu'on en soit assuré, ce ne sont point les théories qui manquent jamais pour rassurer des consciences allemandes. Les obligés du tsar servent sans scrupule les intérêts d'un gouvernement éclairé, qui sait si bien chercher et honorer au loin le mérite. N'est-ce pas servir la civilisation que de resserrer les liens entre l'Allemagne et la Russie?

Les dangereuses tendances du patriotisme allemand s'expliquent, s'excusent, nous l'avons reconnu ; mais où mèneraient-elles, si elles n'étaient arrêtées et transformées à temps? Elles mèneraient à garder tout ce qu'on détient aux dépens des nationalités voisines, et à prétendre conquérir tout ce qui a une origine teutonique et s'est rattaché à une autre nationalité ou constitue un État indépendant. Il y aurait au bout la guerre à outrance avec la France et l'Italie.

Dans cette guerre, l'Angleterre, en la supposant engagée à fond dans sa voie actuelle, serait neutre, et la Russie serait l'alliée nécessaire de l'Allemagne. La Russie, qui aurait a la fois empêché l'unité allemande au dedans et poussé l'Allemagne à la lutte extérieure, la Russie, qui aurait savamment préparé, disposé, lancé la crise au moment propice, non pour l'Allemagne, mais pour elle, soutiendrait l'Allemagne tout juste assez pour l'empêcher d'essuyer des revers décisifs, et, derrière cette fumée élevée sur le Rhin et sur le Mincio, elle ferait sa guerre à elle, son double coup sur la Suède et sur Constantinople, réaliserait à sa façon le panslavisme en se saisissant de tout ce qui est polonais et slave dans la domination autrichienne et prussienne, et en poussant l'Autriche et la Prusse à se dédommager aux dépens de l'Italie, des petits États, et, s'il était possible, de la France.

Pour l'Allemagne, voici le dilemme : en cas de défaite, sous la main de la France; en cas de victoire, sous la main de la Russie. Ce qui n'avait été que prépondérance en 1815 deviendrait, dans ce second cas, entière domination. Que pèserait l'Allemagne quand la Russie serait sur le Sund, à Posen, à Cracovie, à Lemberg, à Galatz, en Croatie, au Bosphore, tenant les deux détroits du nord et du sud, et le Danube, et touchant à l'Adriatique?

Nous parlions tout à l'heure d'une sombre destinée pour la France; mais que dire de ce que serait alors celle de

l'Allemagne! Quel réveil de ces exaltations universitaires qui l'enivraient d'elle-même et faisaient luire à ses yeux la gloire de régénérer le monde! C'était bien la peine de se proclamer, par la voix de ses historiens et de ses professeurs, la seule race pure entre les races humaines, pour devenir la subordonnée de la Moscovie, l'instrument du despotisme asiatique, pour devenir, sur une grande échelle, ce que sont les Allemands de Courlande ou de Livonie!

Fière *Teutonia*, tu prétends résumer en toi tout l'honneur de notre mère commune, la race aryenne, et c'est toi qui te livrerais et qui nous livrerais au Touranien, à celui qui fut, dès le commencement, l'ennemi de l'Arya et le fléau de notre société naissante!

Nous te parlons la langue de la tradition, à toi qui te vantes si haut de posséder la tradition. Sera-ce là ta façon de lui rester fidèle?

Laissons là tous, France, Allemagne, Angleterre et le reste, nos vanités, comme nos étroits intérêts, comme nos rancunes. Il n'y a pas longtemps que nous, France, nous nous appelions la Grande Nation, ce qui faisait une place un peu trop modeste aux autres! — Que chaque peuple tâche d'être, s'il peut, la Grande Nation, en laissant à l'histoire le soin de le dire et en travaillant mieux qu'aucun autre à constituer la Grande Famille des nations, la famille européenne! — Vous, Allemands, à votre tour, vous vous dites la race pure, la race primitive; vous, encore plus mêlés de Celtes au sud, de Slaves au nord, que nous ne sommes mêlés de Latins et de Germains. La vérité est que nous sommes tous, et vous, et nous, et nos voisins, de la même famille aryenne, de cette race de Japhet destinée à guider l'humanité vers le mystérieux avenir, et qui accomplira sa destinée quand nous l'abdiquerions lâchement; car les Américains, nos frères puînés, ne l'abdiqueraient pas!

C'est à vous, Allemagne, de voir si vous voulez livrer à l'étranger l'héritage de famille que vous revendiquez si haut.

IV

Les calamités pour tous, que nous signalions tout à l'heure, seraient pour toujours écartées par l'accord entre la France et l'Allemagne.

Que faut-il pour que cet accord soit possible? — Deux choses.

Que l'Allemagne renonce à ses envahissements sur l'Italie et la Scandinavie, et qu'elle se tienne prête à restituer ce qu'elle détient de la Pologne[1].

Que la France reconnaisse pleinement au peuple allemand le droit de se constituer comme unité, comme dualité, ou sous toute autre forme qui lui conviendra.

L'abandon des conquêtes! — Ce n'est pas demander un vrai sacrifice à l'Allemagne. Ses intérêts véritables ne sont pas d'avoir un lambeau d'Italie, un lambeau de Scandinavie, un lambeau de Pologne : ILS SONT D'AVOIR L'ALLEMAGNE! — L'Allemagne ne s'appartient pas : il n'y aura pas d'Allemagne tant qu'il y aura une Prusse et une Autriche TELLES QU'ELLES SONT. Cela est aujourd'hui de la plus entière évidence.

L'unité de l'Allemagne! — Que les Allemands se gardent de voir la pensée de la démocratie française dans l'opinion de tel de nos hommes d'État qui ne voulait la guerre ni pour l'Italie, ni pour la Pologne, et qui la voudrait pour empêcher l'Allemagne de s'unifier. La démocratie française n'a pas deux poids ni deux mesures; elle ne dénie

[1] Est-il besoin d'expliquer que nous ne parlons que de ce qui est vraiment polonais, et non d'anciennes dépendances de la couronne de Pologne qui sont aujourd'hui allemandes et non slaves?

point à l'Allemagne le droit qu'elle acclame chez l'Italie; elle accepte l'unité allemande, pourvu que cette unité se fonde sur la base du droit et de la liberté, reconnaisse la souveraineté du peuple dans les territoires contestés entre l'Allemagne et ses voisins, et se fonde pour l'Europe et contre la Russie.

Le point essentiel est donc que, si l'unité allemande peut se faire, ce ne soit pas la France qui y mette obstacle, et que la France soit juste envers l'Allemagne, pourvu que l'Allemagne soit juste envers ses voisins.

Si l'Italie était complétée, la Scandinavie unifiée, la Pologne reconstituée, une grande et puissante Allemagne, sous une forme quelconque, pourvu que ce soit une forme libre, serait une force de premier ordre pour l'Europe et non un danger pour la France : — personne, dans l'Europe confédérée et parmi les nations définitivement constituées, ne serait plus un danger pour personne.

La question de principe est claire; les faits sont pleins d'une étrange obscurité.

L'unité de l'Allemagne est juste, si l'Allemagne veut être une et sait le vouloir.

Mais est-il probable qu'elle sache le vouloir? Et que faut-il entendre par unité?

Est-ce l'unité centralisée à la française? Nous ne le croyons point et ne le souhaitons point pour l'Allemagne : on voit bien ce qu'elle y perdrait, mais beaucoup moins ce qu'elle y gagnerait; ne se donne pas un Paris qui veut.

Est-ce l'unité fédérative à l'américaine?

Les difficultés sont énormes, peut-être insurmontables, avec des princes, énormes encore, même la question des princes à part, avec l'extrême inégalité des États allemands. Il faudrait commencer par défaire et refaire les éléments de la fédération.

L'unité est impossible par l'Autriche, dans tous les cas;

elle est impossible par la Prusse réactionnaire et alliée de la Russie.

L'unité véritable ne serait possible que par la démocratie devenue dominante dans les États allemands. La révolution l'a tentée en 1848, avec toutes les chances apparentes de succès et dans des conditions grandioses. Elle a essayé de fonder une direction nationale de l'Allemagne, ni autrichienne, ni prussienne, purement allemande, et qui eût subordonné au pouvoir national tous les gouvernements grands et petits. On sait comment a fini l'assemblée de Francfort.

Ce grand revers n'a point éteint ces sentiments ni ces idées ; nous en voyons encore de temps à autre les manifestations, parfois très-vives, mais non pas très-heureuses, celle, par exemple, qui a provoqué la guerre du Slesvig-Holstein, et qui est venue aboutir à une déception aussi éclatante que le désastre de 1849. La récente réunion de Francfort n'a été qu'une protestation impuissante contre cette déception, et le parti de l'unité par la démocratie allemande a été abandonné des progressistes prussiens, qu'on a pu croire un moment en train de cesser leur passive résistance parlementaire pour se mettre, par ambition prussienne ou patriotisme prussien, derrière les féodaux, à la suite du pouvoir arbitraire [1].

On est donc obligé de reconnaître que, si les idées d'unité démocratique persistent plus ou moins dans les esprits, elles ne sont pas en progrès au point de vue de la réalité ; que les faits actuels leur tournent le dos, et que rien ne présage que la force d'action soit près de passer de leur côté.

Les faits tendent en apparence, non pas à l'unité par la démocratie, non pas à l'unité par la Prusse, mais à une

[1] Ils renouvellent aujourd'hui leur résistance; mais sera-t-elle plus efficace que par le passé?

dualité où la Prusse aurait la plus grosse part, et qui pourrait, si l'on ne tenait compte que du mouvement matériel des choses, aboutir à une séparation complète des deux Allemagnes du Nord et du Sud, devenant tout à fait indépendantes l'une de l'autre.

Cette dualité, à laquelle la Russie n'est pas favorable, parce qu'elle ferait la Prusse trop forte, mais à laquelle pourtant la Russie finirait peut-être par consentir, à condition de s'en servir contre nous, cette dualité par la réaction se réalisera-t-elle?

Ce serait la guerre à fond contre la France, qui ne laisserait certainement pas, sans en appeler à son épée, une Prusse, alliée de la Russie, prendre l'Allemagne jusqu'au Mein, et une Autriche réactionnaire prendre la Bavière et la Souabe. Ce serait donc l'Allemagne, champ de bataille de la guerre étrangère et civile; car les populations, nous ne disons pas les gouvernements, des États secondaires, si elles n'ont pas eu un élan suffisant pour saisir l'offensive contre les deux grands gouvernements qui les ont tant bafouées et tant humiliées, ne seraient pourtant pas sans doute assez dépourvues d'énergie pour se laisser partager comme des troupeaux.

Une troisième solution serait-elle la plus probable? — La démocratie allemande n'étant pas assez forte pour créer l'unité, mais l'étant assez pour empêcher la dualité par la conquête réactionnaire, qui provoquerait d'ailleurs du dehors une inévitable intervention armée, serait-ce la dualité par voie de transaction libérale qui se réaliserait, une dualité en sens inverse, antiféodale et antirusse, et maintenant un pacte fédéral entre ses deux moitiés? C'est-à-dire, au nord, un grand corps politique, la Germanie proprement dite, du Niémen au Mein, ayant la Prusse pour base, unitaire par l'armée et la direction politique, fédérale par l'autonomie administrative que garderaient

les États associés, une Germanie qu'animerait l'esprit de la race saxonne et qu'armerait l'épée de la Prusse ; — au Sud, une seconde association, moins compacte, moins serrée dans ses liens, mais puissante encore, entre les régions du Danube allemand, Autriche, Bavière et Souabe, et le royaume slavo-germanique de Bohême ; un corps multiple qui aurait le génie souabe et le bras autrichien et bohême ?

Quel serait le lien de ces deux grands groupes[1] et quelle sorte de relation pourrait subsister entre le second et le royaume de Hongrie dans une transformation de l'empire *unitaire* autrichien en fédération, avec ou sans la maison de Habsbourg au sommet de l'édifice fédéral ? Tout est, disions-nous, obscurité dans les faits ; mais le plus obscur, c'est le point de départ. La troisième hypothèse ne suppose rien moins, avant toute chose, que le point suivant : la conversion du gouvernement prussien à la liberté allemande et à l'alliance française ; — rien moins qu'une complète révolution dans la politique traditionnelle de la dynastie prussienne : une volte-face totale ; le roi Guillaume congédiant ces hobereaux et ce *parti de la Croix* avec lesquels il ne semble pas que la France pût jamais traiter qu'à coups de canon ; la Prusse s'adossant à la France et se retournant contre la Russie ; la Prusse devenant une Italie du Nord, une des colonnes de la jeune Europe.

Sans doute, sous une forme quelconque, *cela devrait être :* le génie actif, progressif, à la fois intellectuel et militaire de son peuple, l'accroissement rapide et l'influence grandissante de sa capitale, semblaient rendre la Prusse essentiellement apte à un rôle d'initiative et de direction en Allemagne. — Cela devrait être, mais cela est-il ? — Sans doute, les institutions civiles de la Prusse sont en

[1] La Bavière et la Souabe sont déjà liées à la Prusse et aux autres États du nord par le nœud commercial du Zollverein.

avant de celles de la plupart des États allemands; mais, dans la politique intérieure comme extérieure, le gouvernement prussien n'a-t-il pas jusqu'ici constamment tiré le char en arrière? Où sont, chez lui, les symptômes d'un tel changement? Il montre une certaine disposition à se rapprocher et à rapprocher l'Allemagne de l'Italie pour inquiéter l'Autriche et paralyser ses velléités de résistance: c'est quelque chose, mais ce n'est pas assez. M. d'Eulenbourg, le pourvoyeur des bourreaux de Berg et de Mouravief, n'est-il pas toujours le collègue de M. de Bismark? L'arrogance féodale se modère-t-elle? Les provocations à la France ont-elles cessé? Les insultes à la démocratie allemande et aux libertés des petits États ne redoublent-elles point en ce moment? Les progressistes prussiens sont-ils assez forts ou assez résolus pour refouler la réaction et forcer la main au pouvoir?

Soutiendrons-nous pourtant que le ministre hardi qui gouverne la Prusse ne serait pas capable de renverser, du jour au lendemain, tout le système des alliances et toute la politique de la Prusse, s'il jugeait que l'intérêt bien entendu le lui prescrivît et que, dans un remaniement de l'Europe, l'alliance française fût plus profitable que la protection russe? — Nous ne nions point absolument qu'il en soit capable : nous ne croyons pas à M. de Bismark plus de préjugés que de scrupules, et nous pensons qu'il traiterait au besoin le *parti de la Croix* comme il a traité le Danemark, et la Russie comme l'Angleterre.

Mais M. de Bismark n'est pas roi de Prusse, et, si l'esprit de Frédéric II hante le cabinet du ministre, il n'est jamais, croyons-nous, entré chez son maître. Cet esprit n'a plus reparu, depuis 1786, chez aucun monarque prussien. Il est plus que probable que, si M. de Bismark donnait au roi, par des motifs différents, le même conseil que donna M. de Bunsen, il y a douze ans, à son prédécesseur, le conseil de

l'alliance antirusse, l'audacieux ne serait pas mieux reçu que ne le fut le sage.

Y a-t-il apparence de vaincre sur ce point fondamental l'obstination des opiniâtres Hohenzollern autrement que par une grande crise intérieure, et peut-on penser que cette crise soit en voie de se préparer à l'heure qu'il est?

Les choses en sont là : nous n'y voyons point du tout les éléments d'une solution immédiate de la question allemande. Devant cette incertitude et ces ténèbres, le rôle de la France ne peut être que l'expectative, mais l'expectative armée [1]. Que l'opinion se garde d'accepter comme inévitable ce débordement prussien, qui, dans la forme où il se présente, doit être et peut être arrêté; que l'opinion, en se réservant sur les faits, s'affermisse sur les principes.

Il faut que la France et l'Allemagne se réconcilient à tout prix.

Il faut que la France reconnaisse au peuple allemand le droit de s'organiser comme il voudra; en même temps, qu'elle se tienne prête à faire barre à toute nouvelle conquête de la Prusse réactionnaire et russophile.

La Prusse ne peut devenir l'alliée de la France sans un changement radical de système en Prusse. Nous n'avons qu'un moyen de pousser la Prusse dans cette voie : c'est de lui donner l'exemple des institutions libres. Montrons chez nous beaucoup de liberté: la Prusse et l'Allemagne suivront le mouvement de la France. Nous disions plus haut que, pour être forts contre la Russie, il fallait être libres. Pour avoir l'alliance allemande, il faut aussi être libres; l'absence de la liberté en France a, au moins autant que la peur de la reprise du Rhin, éloigné de nous l'Allemagne.

[1] La question du Slesvig-Holstein n'est que la préface de la grande affaire allemande, et il est clair que, dans cette première question, la France ne saurait sanctionner aucun arrangement qui laisserait les Danois du Slesvig entre les mains de la Prusse ni de l'Allemagne.

Tout nous ramène à ce point central de toutes choses.

Les féodaux prussiens rêvent assurément quand ils comptent que la neutralité de la France se maintiendrait en présence de l'expansion conquérante de la Prusse; ils se raillaient naguère quand ils laissaient entrevoir l'offre de la Belgique pour prix de notre connivence : la France ne tient pas marché de peuples et ne fait pas de conventions de Gastein !

La France ne saurait consentir à l'expansion ambitionnée par la Prusse qu'à deux conditions : 1° le consentement formel des populations intéressées, c'est-à-dire l'association et non la conquête ; 2° l'alliance contre la Russie pour le rétablissement de la Pologne, alliance cautionnée par des gages positifs et solides.

La Pologne rétablie, la France pourrait bien renoncer au Rhin et laisser la Belgique garder son indépendance, s'il convient à la petite Gaule de rester séparée de la grande. On n'aurait plus que faire, à l'intérieur de l'Europe, de lignes de défense ni de lignes stratégiques, et il y aurait tout avantage à l'existence de petits États libres entre les grandes nations à frontières contestables ; la rive gauche du Rhin indépendante entre la Prusse et la France, ne serait-ce pas la meilleure solution de l'éternelle question du Rhin?

La question de Prusse résolue entraînerait tout le reste. Mais, à notre avis, elle n'est pas encore près de l'être.

V

La question de l'Autriche est, comme toujours, bien plus compliquée encore. Les passions des hommes, en Prusse, jouent le premier rôle : en Autriche, ce sont les difficultés infinies des choses, dans cet étrange corps politique, toujours en œuvre de s'affaisser et de se relever, sans jamais crouler entièrement ni se raffermir tout à fait.

Quel est le sens de ce qui se passe maintenant en Autriche?

La monarchie despotique de Metternich, renversée en 1848 par la révolution, restaurée imparfaitement par Schwartzemberg, s'étant effondrée de nouveau, et, cette fois, sans insurrection intérieure, par le fait de la guerre étrangère, en 1859, l'Autriche a tenté, plus ou moins sincèrement, l'expérience de la monarchie constitutionnelle unitaire; les diverses nationalités de l'Empire ont été conviées à abdiquer leur *autonomie*, c'est-à-dire leur existence nationale, par la fusion en un seul corps politique, le *Reichsrath* de Vienne, sous la direction et au profit de l'élément autrichien-allemand; c'était une sorte de *joséphisme* parlementaire.

La monarchie constitutionnelle a échoué à son tour devant la résistance des Hongrois et des Croates, qui veulent s'appartenir à eux-mêmes, et des Vénitiens, qui veulent appartenir à l'Italie, sans parler du profond mécontentement des Tchekhes de Bohême et des Polonais de Gallicie.

Si les Hongrois eussent consenti à tenter l'expérience, il est fort probable que l'Autriche n'y eût rien gagné, et qu'on eût vu se réaliser la prévision de M. de Cavour. — Lorsqu'après la guerre de 1859, la Hongrie repoussait avec tant d'énergie l'invitation d'envoyer ses députés au *Reichsrath*, ce grand homme d'État, sans méconnaître le respect dû à cette résistance au point de vue du droit, regrettait que les Hongrois n'allassent point siéger à Vienne avec les Galliciens, les Bohêmes et le reste. Ce n'était pas chez lui, on peut le croire, sollicitude des intérêts de l'Autriche; mais il était persuadé, ainsi que Manin, que, si l'Autriche pouvait vivre comme monarchie despotique, elle en était incapable comme monarchie constitutionnelle unitaire, et que, du choc de tant d'éléments incompatibles

au sein d'une assemblée, ne pouvait résulter que la rupture de ce tout hétérogène.

Le vieux despotisme est mort; le constitutionnalisme unitaire n'a pas même vécu. Que reste-t-il à essayer, si ce n'est le fédéralisme?

Le gouvernement autrichien a paru s'y résigner; il a opéré un complet changement de front. Les Hongrois n'ont pas voulu venir à Vienne. L'empereur d'Autriche est allé à Bude-Pesth négocier sa capitulation avec la Hongrie.

Cette laborieuse négociation n'est pas terminée : quelle en sera l'issue? Est-ce vraiment la constitution de 1848, le rétablissement du royaume de Hongrie avec son administration, ses finances et son armée nationale? — Mais, alors, c'est le commencement de la fédération et la fin de l'ancien Empire! — L'Autriche accepte le dualisme austro-hongrois; mais les deux corps associés, Autriche et Hongrie, se dédoubleront à leur tour : dans le royaume de saint Étienne, sans parler des concessions à faire aux Roumains de Transylvanie, les Croates revendiquent énergiquement leur autonomie intérieure; de l'autre côté, dans le groupe autrichien, la Bohême réclame aussi les droits comme elle a le titre de royaume; déjà l'on parle d'un couronnement à Prague comme à Pesth; et il faudra bien que la Gallicie redevienne une petite Pologne à demi-ruthène, en attendant mieux, et que l'Autriche allemande soit dédommagée, par une autonomie véritable, de la perte de sa suprématie; et il est impossible, dans de telles conditions, de garder Venise, tandis qu'il est possible d'entrevoir, sous une forme quelconque, une extension fédérative dans un autre sens. — C'est, alors, un ordre nouveau qui commence!

Mais peut-on croire que le gouvernement autrichien accepte une transformation semblable? — Et, s'il paraît s'y résigner, peut-on croire à la sincérité de l'Autriche? — La

sincérité et l'Autriche, ce sont là deux mots mal accoutumés à se trouver ensemble!

Pourtant, si ce n'est pas cela, ce n'est rien ; s'il ne s'agit que du rétablissement de quelques priviléges, de quelques libertés secondaires, d'une suprématie rendue aux Madjars sur les autres races, en échange de leur propre indépendance, que de la réannexion de la Transylvanie et de la Croatie à une Hongrie instrument du cabinet impérial, on ne saurait trop blâmer les hommes politiques hongrois qui se laisseraient surprendre à un pareil leurre et qui feraient de leur patrie l'appui de la réaction aristocratique en Autriche et de la tyrannie impériale en Vénétie. Dans ce cas, on peut le prédire, la nouvelle expérience échouera comme la précédente, et l'Autriche, en trompant de nouveau les peuples, tombera dans son propre piége et ne recueillera, de ce qu'elle aura semé, que l'abaissement et le chaos.

Rien jusqu'ici n'autorise à croire que les Hongrois transigent sur leurs droits ni sur leurs devoirs, ni qu'ils accordent plus que ce qui est indispensable à ce qu'il faut d'action commune dans un État fédératif.

La fédération, remplaçant l'Empire unitaire, est-elle irréalisable sans révolution? peut-on concevoir les deux grands corps constitués chacun fédérativement, puis associés entre eux seulement par le lien de l'*union personnelle* avec un même prince? La Hongrie consentira-t-elle à un pas de plus? à quelque chose même de plus qu'une commission fédérale ; à une diète générale pour les intérêts généraux, avec des pouvoirs limités?

Ceci est l'inconnu : est-ce l'impossible? — L'empereur absolu d'hier devenir président d'une confédération d'États libres? — Il le pourrait peut-être ; il ne le voudra pas! ceci semble du même ordre que la conversion de la dynastie prussienne à la liberté et à l'alliance françaises!

Et cependant y a-t-il moyen de concevoir, à la longue crise autrichienne, une autre issue que la fédération, avec ou sans la maison de Habsbourg, et n'y a-t-il pas urgence à ce que cette crise se décide?

Urgence pour l'Europe autant que pour l'Autriche elle-même.

La question prussienne, qui semblait, il y a peu de semaines, se précipiter vers le dénoûment, est arrêtée court et peut longtemps tourner sur elle-même : la question autrichienne, au contraire, appelle une solution bien plus instamment que ne le voit en général le public européen.

Nous disions que l'avenir dépendait du rapprochement de la France et de l'Allemagne, et nous calculions les chances des crises que susciterait la Russie pour empêcher ce rapprochement.

Une autre crise, sur un autre théâtre, est bien plus proche et peut tout engager en bien ou en mal, sans que la masse de l'Allemagne y soit directement impliquée.

La question de l'Autriche, dans ses rapports avec l'Europe, peut trouver sa solution hors de l'Autriche, et, avec la face de l'Autriche, changer la face de l'Europe.

Le nœud de ce problème est aujourd'hui aux bouches du Danube.

On peut être, demain, aujourd'hui même, appelé à le dénouer ou à le trancher.

La Russie se livre en Orient à un travail incessant pour profiter de sa victoire de Pologne et pour réparer sa défaite de Crimée. Pacifique et doucereuse dans ses journaux, qui ne parlent que d'ordre et de paix européenne, elle excite, par ses agents secrets, les populations chrétiennes contre les Turcs : elle cherche à regagner l'influence qu'elle a perdue sur la Serbie, en flattant ses sentiments nationaux et en la poussant à compromettre son avenir par des entre-

prises prématurées[1], dans l'espoir de faire perdre à la France son influence sur les Slaves, si elle ne soutenait pas la Serbie, ou d'amener une rupture entre la France et l'Angleterre, si la France soutenait les Serbes.

Ceci toutefois, n'est qu'une diversion. Le grand jeu se joue en Roumanie, position plus décisive que la Serbie pour les affaires générales. La Russie exploite, avec une grande habileté, l'état déplorable de ce pays, où un prince, qui n'a su ni supporter la liberté, ni organiser la dictature, se débat, à la suite d'un coup d'État stérile, sous l'anarchie dont il est le principal auteur : écartant violemment les amis de la France, entouré d'hommes notoirement rattachés au parti russe, ne pouvant vivre avec les assemblées mêmes qu'il a façonnées de sa main, il ne saurait échapper au bras qui, de l'autre rive du Pruth, s'étend déjà sur sa tête. La Russie lui imposera, quand elle voudra, l'abdication, et lui tient déjà un successeur tout prêt. Le nom de ce candidat n'est plus un mystère pour personne, nom qui fut cher à la France, mais qui ne couvre plus aujourd'hui que le petit-fils de Nicolas et le représentant de la politique russe.

Cette révolution, soufferte par la France et par l'Angleterre, nous arracherait le seul fruit effectif de la guerre de Crimée : ce seraient les bouches du Danube dans la main de la Russie, la route de Constantinople rouverte, le complément de la chute de la Circassie et la subordination définitive de l'Autriche à l'empire russe. Cette révolution doit donc être empêchée à tout prix.

Mais par quel moyen ? — L'état actuel de la Roumanie ne peut se prolonger : elle marche à une révolution, russe ou antirusse.

[1] Le but de la Serbie, qu'elle atteindra, nous en avons la ferme espérance, est de se réunir en corps de peuple avec ses frères les Serbes de Bosnie, de Herzégovine, du Monténégro et des cantons serbes restés à la Turquie.

Cette question ne peut se résoudre isolément et en elle-même.

Elle est entièrement liée à la question autrichienne.

L'Autriche, monarchie unitaire sans être une nation, par conséquent ennemie des nationalités, obstinément attachée à la tradition de domination sur l'Italie, était nécessairement l'ennemie de la France et la vassale de la Russie, qu'elle haïssait, qu'elle trahissait parfois, mais sous la suprématie de laquelle elle retombait toujours.

Aucune transaction, entre elle et nous, n'était possible : absolutisme ou constitutionalisme, Metternich ou Schmerling, peu importe; c'était toujours l'ennemi. Avec l'Autriche unitaire, point d'issue pacifique de ce différend italien qui tient tout en suspens et rend impossible toute paix et toute sécurité dans l'intérieur de la famille européenne.

Mais, si le gouvernement autrichien dérive à l'état fédératif, si le centre de gravité se dédouble ou même se porte de Vienne à Pesth, l'esprit de ce corps politique renouvelé ne se modifiera-t-il pas profondément? L'importance capitale acquise par l'élément hongrois ne déterminera-t-elle pas une direction nouvelle, direction conforme aux tendances des Slaves comme à celle des Madjars?

Là, ni les intérêts, ni les sentiments ne portent à réagir contre l'Occident, à lutter contre la France et l'Italie, à s'acharner à la possession de la Vénétie. Comme le disait très-justement, il y a peu de temps, la *Presse de Vienne*, « la Hongrie prendrait part bien plus volontiers à une guerre contre la Russie qu'à une guerre pour la conservation de Venise. » C'est ailleurs que sur l'Italie que porte naturellement le courant slavo-hongrois. C'est ailleurs que l'état fédératif danubien cherchera son développement, son complément nécessaire.

Le centre de gravité de l'état austro-hongrois, en se portant du haut Danube sur le moyen Danube, détermine iné-

vitablement la pente vers le bas du fleuve et la mer Noire. Tous les intérêts politiques, commerciaux, militaires y poussent avec une force irrésistible. Le plus grand péril de l'état danubien serait d'être bloqué de ce côté par son dangereux voisin du Nord, par le Russe, et son plus grand intérêt serait de s'assurer contre ce péril, en s'asseyant lui-même sur la mer Noire. La guerre systématique, non-seulement aux classes aisées et lettrées, mais au droit de propriété, au droit civil européen en général, que poursuit en ce moment le gouvernement moscovite dans des provinces voisines de la Hongrie et de la Gallicie, est, en outre, de nature à exciter une réaction profonde dans les *classes possédantes* de toute l'Europe orientale contre la Russie, haïe, d'autre part, instinctivement par les classes populaires. Les antipathies, comme les intérêts, comme la géographie, comme l'économie politique, pousseront donc l'état fédératif danubien vers la Roumanie.

La Roumanie isolée est trop faible pour échapper à la Russie : elle ne saurait se soutenir ni comme État *entièrement* indépendant, ni comme vassale de l'empire ottoman qui n'est pas capable de la défendre. Or, il faut que la Roumanie échappe à tout prix à la Russie.

La Roumanie cependant est une nationalité liée à nous par affinité d'origine et de sympathie. La France a eu la part principale à son affranchissement. Il ne serait pas de l'honneur de la France de défaire son œuvre. La France n'aurait donc pu livrer la Roumanie, comme une province conquise, à la monarchie unitaire d'Autriche.

Mais, si cette monarchie devient une fédération où les nationalités conservent leurs droits et leurs lois particulières, en ne concédant que ce qui est nécessaire aux intérêts communs et à la défense commune, ce ne sera pas opprimer, ce sera sauver la Roumanie que de l'associer à un corps puissant qui l'empêchera d'être absorbée par une

autre unité encore plus étouffante et bien plus redoutable que n'était l'ancienne Autriche. Pourquoi le chef de l'État confédéré danubien, dans le cas où le gouvernement autrichien accepterait le principe fédératif (et, s'il ne l'accepte pas, que devient-il?) ne serait-il pas prince de Roumanie, aussi bien que roi de Hongrie et roi de Bohême?

La Roumanie y gagnerait de rester roumaine et de rester européenne, et que perdrait, en réalité, l'élément autrichien-allemand à l'échange de la stérile et odieuse domination sur la Vénétie contre la féconde association avec la région du bas Danube? L'aristocratie allemande pourrait perdre, en étant obligée de faire leur large part d'influence aux Hongrois et aux Slaves, mais il n'en serait pas de même des classes bourgeoises et populaires. La supériorité agricole et industrielle des Allemands leur ouvrirait au contraire un vaste champ de travail et de légitime influence dans toute la vallée du grand fleuve jusqu'à la mer Noire.

Là serait la solution des questions d'Orient et d'Italie, et la préparation au retour, dans des conditions toutes nouvelles, des questions de Pologne et de Scandinavie.

Ainsi se réparerait la malheureuse issue de la crise européenne de 1863.

Le Danube barré à la Russie; Constantinople préservée; la Vénétie rendue à l'Italie; l'Italie complétée, enfin assise, délivrée de périls dont tant d'intérêts français et européens sont solidaires; la vieille ennemie qui fut l'Autriche transformée en alliée, affranchie de la suprématie moscovite, établie dans une forte assiette géographique, et, ce qui eût pu sembler hier encore la plus étrange des chimères, la quadruple alliance de la France, de l'Angleterre, de la nouvelle Autriche fédérative et de l'Italie!...

En provoquant cette solution, la France, ferait pour elle-même, comme pour l'Europe, la chose la plus utile et la plus grande, dans des conditions telles que l'Angleterre devrait,

non-seulement les accepter, mais en solliciter elle-même l'acceptation de la France, si celle-ci ne prenait l'initiative ; ce serait la réalisation d'un mot de M. Gladstone :

« Il y aurait un immense avantage à la confiance mutuelle et à la coopération entre la France et l'Angleterre dans la conduite des affaires d'Orient [1]. »

La question du Danube, résolue, rouvrirait celle de la Vistule et du Dniéper et aussi celle du Nord scandinave.

A l'orient, il est juste que l'Allemagne ait le Danube ouvert, et les grands fleuves, d'ailleurs, dans l'Europe confédérée, ne seraient-ils pas tout à tous?

Au nord, l'Allemagne, dans son ardeur à réparer la parcimonie que la nature lui a témoignée du côté de la mer, aspire à s'annexer le Danemark pour en faire son *état-amiral*. Par la conquête, ce n'est pas seulement inique, c'est insensé ; car l'Allemagne ne pourrait usurper le Danemark, si la Russie n'usurpait la Suède du même coup, et la Russie n'y consentirait pas, même à ce prix.

Y dût-elle consentir, l'assassinat, par le *Teuton*, de son frère le *Scandinave*, avec la complicité du *Moscovite*, serait le commencement du suicide de l'Allemagne.

Par l'association, au contraire, par la fédération européenne, l'Allemagne aurait le Danemark, avec la Suède elle-même, comme nous les aurions aussi ; mais, elle, un peu plus que nous, par le droit du voisinage et de la parenté. Les Scandinaves unis en État fédératif, ce qui est un des plus capitaux intérêts de l'Europe, seraient les gardiens

[1] *Debats on Turkey*; *may* 29; 1863. — Depuis que nous écrivions ces pages, la Roumanie a fait acte de vitalité nationale en renversant le prince Couza et en prévenant, par ce coup de vigueur, l'effet de l'intrigue russe. Si, comme nous le croyons, la nécessité du salut commun l'amène à se confédérer avec la Hongrie, soit associée elle-même à l'Autriche, soit séparée de l'Autriche, elle entrera dans cette association à des conditions d'autant plus dignes et plus libres, qu'elle aura plus nettement affirmé et prouvé son autonomie. Aujourd'hui, c'est à l'Occident de la défendre.

des côtes de l'Allemagne et son avant-garde maritime.

L'animosité actuelle de l'Allemand contre le Scandinave, le plus pur type de la famille teutonique, cet emportement aveugle, excité par tant de perfides manœuvres et de passions réactionnaires, est contre nature et doit tomber devant la raison publique et le retour aux affinités naturelles.

Détruire la Scandinavie serait, pour l'Allemagne, la répétition du crime et de la folie qui ont détruit la Pologne. A l'Allemagne, non de renouveler le vieux crime, mais de le réparer.

Entre la région danubienne et la Scandinavie, sur la frontière orientale de l'Allemagne, nous voici revenus à notre point de départ, à la question décisive, à la Pologne.

Quel voisin vaut mieux pour l'Allemagne, de l'empire de Russie grandissant incessamment sans obstacle, ou de la Pologne reconstituée?

C'est à la démocratie allemande de répondre.

Depuis qu'il n'y a plus de Pologne, depuis que l'Europe a perdu la frontière du Dniéper et de la Duna, « il n'y a plus de frontière véritable que la ligne des Karpathes, continuée par l'Erzgebirge et aboutissant par l'Elbe à la mer du Nord[1]. »

A l'Allemagne de voir s'il lui convient que l'empire des tsars atteigne quelque jour cette frontière naturelle.

[1] V. ci-dessus, p. 19-20.

CONCLUSION

La lointaine utopie de la Fédération européenne sera une réalité le jour où la France et l'Allemagne seront réconciliées :

Le jour où l'Allemagne brisera le pacte de ses princes avec l'Ennemi de l'Europe et donnera les mains à une réaction radicale contre les faits *prétendus accomplis* en Pologne depuis un siècle.

Il n'y a de *faits* réellement *accomplis* que ceux qui ont constitué un *ordre nouveau* à la place de l'ancienne condition des choses.

Or, les faits qui se sont passés en Pologne, depuis 1772, n'ont constitué qu'un *désordre croissant :* de période en période, l'occupation moscovite en Pologne est devenue une violation plus éclatante des principes de notre civilisation, une perturbation plus profonde de l'Europe, une menace plus prochaine pour la société européenne tout entière; commencée par la destruction du droit de nationalité, elle aboutit à la destruction du droit de propriété[1]. Bien plus que

[1] Depuis que nous avons écrit le premier chapitre de notre deuxième partie, sur l'état actuel de la Pologne, ont paru les oukases d'expropriation qui divisent les propriétaires polonais et catholiques de neuf grandes provinces, c'est-à-dire les neuf dixièmes des propriétaires n'appartenant pas à la classe des paysans, en deux catégories; la première, forcée de vendre ses biens, dans l'espace de deux ans, à des acquéreurs *russes* (moscovites); la seconde, autorisée à garder ses biens, mais avec interdiction de les vendre ni les hy-

la protestation de l'État organisé et armé de Pologne en 1830, la protestation du gouvernement sans armée, sans places fortes, sans résidence, sans feu ni lieu et sans nom, obéi de toute une société durant dix-huit mois, a été décisive, en 1863, contre les faits prétendus accomplis et a montré qu'une nation en puissance, qu'un ordre latent existait sous le désordre régnant.

C'est cet ordre latent que l'Europe devra dégager par le fer et mettre au jour, à moins qu'elle n'accepte le testament de Pierre le Grand, c'est-à-dire sa propre déchéance.

Que devra être cet ordre nouveau?

Il a dessiné lui-même ses principaux traits durant son effort héroïque pour se produire au dehors.

1° Démocratie, impulsion insurrectionnelle donnée par les classes démocratiques, petits nobles, bourgeois et artisans, en dehors de l'aristocratie, qui ne s'est ralliée que plus tard au mouvement. Propriété conférée aux paysans.

2° Liberté et égalité religieuse : association fraternelle des ministres des cultes divers lors des premiers mouvements à Varsovie et ailleurs. Rejet de l'esprit jésuitique, ce fléau de l'ancienne Pologne.

3° Individualité : âme de l'ancienne Pologne transmise à la nouvelle : sa raison d'être en face du communisme et du despotisme asiatiques.

4° Fédéralisme à un degré et sous une forme quelconques. État polono-lithuano-ruthène[1].

pothéquer à d'autres qu'à des *Russes*. Ainsi, des propriétaires, les uns sont dépouillés de leurs terres; les autres, enchaînés à la glèbe de leurs terres, sans en pouvoir disposer qu'au profit de leurs ennemis. Une troisième catégorie, dont les oukases ne parlent pas, est celle des biens purement et simplement confisqués : ceux-là, on les livre à vil prix aux tchinovniks. D'après le *Golos*, il y a eu 57 grandes propriétés confisquées et 97 séquestrées dans la seule province de Kovno.

[1] Le Comité central a décrété et décrète .

« . .... La garantie aux nations sœurs de Lithuanie et de Ruthénie .

Ils sont montés, eux aussi, les chefs de la Pologne nouvelle, sur le gibet de John Brown, le glorieux précurseur; mais leur entreprise leur survit tout entière, et ce sera leur éternel honneur devant l'histoire que, si l'Europe agit enfin, en d'autres termes, s'il subsiste une Europe, elle ne pourra rien faire d'autre pour leur patrie, que ce qu'ils ont voulu faire; ils ont été prophètes aussi bien que martyrs.

Il n'y a pas, pour la Pologne, deux manières de renaître, et il n'y a pas, pour l'Europe, deux manières de faire la guerre de Pologne. Si cette guerre se fait, elle sera plus qu'une guerre politique : elle sera une guerre de race et de civilisation et une guerre sociale. Elle sera ce que la font d'avance les Moscovites. Ils travaillent à extirper, de cette portion de la terre d'Europe qu'ils ont conquise, la race et la société européenne. L'Europe devra nécessairement répondre en rejetant sur la Moscovie les éléments moscovites introduits à l'occident du Dniéper depuis la conquête. Il est bon que les intrus auxquels le gouvernement usurpateur livre les propriétés confisquées ou vendues par force, ne dorment pas tout à fait tranquilles sur l'oreiller des victimes égorgées, déportées ou expulsées de leur terre natale, et qu'ils sachent bien que, si jamais l'Europe recouvre et à quelque époque que l'Europe recouvre ces provinces, il ne peut y avoir pour eux ni prescription ni transaction. Si, par impossible, il n'y avait plus un Polonais en Pologne, il faudrait la repeupler avec des Européens.

Mais, en face des intrus et des *tchinovniks*, il restera toujours des paysans polonais, lithuaniens, ruthènes en Pologne, antipathiques d'instinct au *Moskal :* ceux-là seront les

réunies à la Pologne, du développement le plus étendu de leur nationalité et de leur langue. »

Proclamation du 10 mai 1863; voy. *Affaires de Pologne*, etc ; Paris, décembre 1863; page 51.

ennemis naturels des *nouveaux propriétaires*, campés dans ces domaines publics et privés qui devront rentrer un jour aux mains des indigènes : ceux-là sauront que le *Moskal* devra s'en retourner d'où il est venu. Ce sera là le levier de l'Europe.

Si la Pologne était reconstituée par les armes de l'Allemagne unies à celles de la France, les difficultés que l'enchevêtrement des populations germaniques et slaves crée pour le règlement des frontières s'aplaniraient devant des sentiments et des relations d'un caractère tout nouveau : le libre commerce, le libre passage, l'absence de toute restriction défiante ou menaçante remédieraient à l'inconvénient de cette Prusse orientale qui est allemande parmi les Polonais, et de cette Prusse occidentale qui est polonaise entre les Allemands.

La Fédération européenne résoudrait, par la souveraineté du peuple, les questions de frontières. Dans la Posnanie, comme dans le Slesvig, comme dans le Tyrol italien, les populations disposeraient de leur propre sort et sans doute se trancheraient d'après la limite des langues. L'arbitrage fédéral déciderait les points douteux, qui n'auraient de haute importance que pour quelques places qui commandent les débouchés de peuples entiers et n'appartiennent point à la nationalité de ces peuples. Ainsi, Dantzig, colonie allemande qui occupe l'ouverture maritime de la Pologne ; ainsi, Trieste, ville italienne, mais entourée de populations slaves et allemandes, et qui tient la seule porte de l'Allemagne méridionale du côté de la mer. Dantzig, même prussienne, ne peut fermer à la Pologne l'ouverture de son grand fleuve, la bouche de la Vistule ; Trieste ne peut refuser à l'Allemagne l'unique débouché de ses relations commerciales avec l'Adriatique, le Levant, l'Égypte. Il ne s'agit plus ici des monstrueuses prétentions sur Venise, mais de la légitime réclamation d'un grand peuple pour qu'on ne lui ferme pas ses indispensables communications. Trieste peut

bien être une ville libre ; mais il est inévitable qu'elle reste liée, dans des conditions quelconques, à l'Allemagne.

Jusqu'où la Fédération européenne devrait-elle porter ses revendications ? à qui devrait appartenir la Baltique orientale? — Il serait juste que les provinces conquises par la Moscovie sur les deux flancs de Pétersbourg, la région finno-scandinave (Finlande), au nord, les contrées finno-germaniques et lithuano-germaniques (Esthonie, Livonie), au sud, décidassent elles-mêmes de leur destinée. Il est probable que la première, si elle était libre, retournerait à la Scandinavie et s'unirait, par un lien fédératif, à la Suède, à la Norvége et au Danemark. Les autres resteraient-elles à la Russie? Nous ne savons ; mais, si le mouvement d'unification dévorante auquel poussent les passions moscovites continue tel qu'il se prononce aujourd'hui, on peut croire que la Moscovie s'aliénera non-seulement les provinces baltiques, où la *russification* commence à menacer et à inquiéter profondément la population allemande des villes[1], mais aussi ce qu'elle tient du pays slave en dehors de la Pologne de 1772, la Petite Russie de la rive orientale du Dniéper, si attachée au *statut lithuanien*, c'est-à-dire aux traditions légales de l'époque lithuano-ruthène, que Nicolas a reculé dans l'entreprise de lui enlever ce vieux code[2].

Nous avons posé surtout le problème de la Fédération

[1] Les journaux moscovites déclarent qu'il est temps d'empêcher les Allemands d'*opprimer l'élément russe :* l'exemple des provinces polonaises nous a enseigné ce que cela veut dire. Il est à croire que ce qui commence à se produire dans les provinces baltiques ne tardera pas à exciter une vive émotion en Allemagne.

[2] C'est la meilleure réponse au système qui présente les anciens princes lithuaniens et les rois de Pologne, leurs successeurs, comme des oppresseurs étrangers, et les tsars moscovites comme des libérateurs nationaux pour les pays du Dniéper. V., aux ÉCLAIRCISSEMENTS, *Cosaques*, *Petits-Russes et Ruthènes.* — En Asie même, l'esprit de nationalité s'éveille et suscite à la Russie des embarras inattendus. Elle a supprimé, par la déportation, les tribus guerrières du Caucase occidental : tout semblait gagné pour elle dans ces régions ; et voici qu'au midi du Caucase, la Géorgie chrétienne

européenne entre la France et l'Allemagne, parce que, résolu là, il est résolu définitivement contre la Russie. Il n'y a rien à discuter avec l'Italie : elle veut son bien, la Vénétie et le Trentin : elle doit l'avoir. Jusque-là, elle ne se préoccupe, au dehors, de nulle autre chose ; quand elle l'aura, ses intérêts, comme les nôtres, ne seront plus que ceux de l'Europe. L'Espagne, à son tour, entrera dans le faisceau européen : en reconnaissant le royaume d'Italie, elle a fait un premier pas hors de cette ornière du passé où l'on s'obstinait à la retenir.

Nous avons donc posé le problème d'abord en dehors de l'Angleterre, et en acceptant provisoirement l'hypothèse de sa neutralité.

Mais, en fait, il est de plus en plus probable, comme nous l'avons montré à la fin du précédent chapitre, que, le gouvernement français restant neutre dans la phase actuelle du débat allemand, c'est sur la question d'Orient, et non sur les relations de la France et de l'Allemagne, que se rouvrira la question internationale. L'Angleterre, dans ce cas, serait mise en demeure avant l'Allemagne, et peut l'être au premier jour.

Si la question se pose, et nous le croyons inévitable en Romanie, que l'Angleterre recule, que l'Autriche s'annule dans ses querelles intérieures, et que la France, demeurée seule comme en 1863, n'agisse point, le Danube retombe aux mains de la Russie ; la perte de Constantinople est prochaine et celle de l'Inde n'est plus qu'une question de temps.

Or le Canada, l'Australie peuvent se séparer de l'Angleterre sans ruiner ni même ébranler sa puissance : elle ne

s'agite violemment ; la paisible Arménie elle-même s'émeut ; et, sur le revers oriental du Caucase, les tribus sémitiques des Lesghis frémissent sous le joug. « Il faut *précipiter* la fusion de ces provinces dans l'unité russe, » s'écriait, l'automne dernier, la *Gazette de Moscou*. Là aussi, le système Mouravief deviendra *nécessaire*.

les administrera plus; elle les administre déjà si peu! elle continuera et accroîtra avec eux ses vastes échanges à l'avantage commun. Mais l'Inde passant aux mains de la Russie maîtresse de Constantinople, c'est autre chose! Ce n'est plus là une nouvelle Angleterre s'émancipant de la mère-patrie et traitant librement avec elle; c'est l'Asie entière esclave du tsar et tout le commerce de cette immense partie du globe au pouvoir des Moscovites. C'est l'empire britannique s'écroulant et l'Angleterre étouffant dans son île.

Et, si, au contraire, la France, réduite à combattre pour son existence, par un suprême effort, vainquait sans l'Angleterre? — Nous n'aurions pu vaincre, en ce cas, que par une surexcitation démocratique aussi extrême que le danger, et le contre-coup de notre victoire jetterait infailliblement l'Angleterre de la voie du progrès régulier dans celle des bouleversements sociaux.

L'économie politique n'est pas la politique, vérité trop méconnue par l'excellent Cobden, si judicieux, si profond dans tout ce qui regardait les réformes intérieures, mais livré à tant d'illusions sur les rapports internationaux et sur le progrès pacifique universel [1]. Il ne suffit pas d'avoir de bonnes finances (heureux pourtant ceux qui les ont!), un commerce florissant, et de ne pas faire de mal à autrui : il faut avoir une bonne épée pour aider autrui et s'aider soi-même.

La politique d'abstention est, pour un grand peuple, une politique de décadence, et ses intérêts matériels ne tarderont pas à être atteints gravement par la chute de son influence.

Les intérêts généraux de la civilisation sont aujourd'hui

[1] Il avait débuté, dans sa carrière de publiciste, par une brochure où il combattait les craintes que commençait d'inspirer le *panslavisme*. Il rêvait la Russie conquise à la civilisation pacifique.

liés de telle sorte, que non-seulement on doit approuver le gouvernement français de n'avoir pas soutenu la révolte des Cipayes et poussé à une catastrophe qui n'eût profité qu'à la Russie, mais qu'il faudrait approuver qu'au besoin, la France défendît les Anglais dans l'Inde! A l'heure qu'il est, la politique, s'inspirant de la science, commence à réveiller avec succès, chez les Aryas indous, les souvenirs de la fraternité originaire qui les unit aux Aryas d'Europe.

L'Angleterre n'est peut-être pas si loin qu'on le croit de revenir à la politique d'action; si l'on veut personnifier les idées, nous avons cité un mot remarquable de M. Gladstone, et M. Bright ne semble pas aussi absolu sur le système pacifique que M. Cobden; d'autres vont plus loin; les classes populaires sont, sur ce point, en Angleterre comme ailleurs, fort en avant de leurs conducteurs. Un argument du *Times* contre la Réforme électorale donne lieu à réfléchir: « Ne sait-on pas, disait-il, qu'il suffit d'un *meeting* en faveur d'un peuple opprimé pour réunir des masses d'ouvriers prêts à déclarer une guerre à mort aux oppresseurs qui leur sont signalés? Que deviendrait l'Angleterre, si l'on donnait aux auteurs de ces manifestations dangereuses une action directe sur la politique du gouvernement? »

Ainsi, la Réforme donnerait aux ouvriers anglais les moyens de manifester des sentiments analogues à ceux du peuple de Paris.

Pas d'illusions sur la période de l'histoire où nous sommes! ne croyons pas tenir tout ce que nous entrevoyons à l'horizon lointain : la vérité de l'avenir, qui est la paix, n'est que l'utopie d'aujourd'hui; le monde, aujourd'hui, est encore à la force; l'aveu est humiliant, mais nécessaire. Le monde est à la force; sera-t-il à la force juste ou à la force injuste? — Cela dépend de nous. — Mais pas d'autre alternative. Ceux qui veulent actuellement le progrès par la paix seule doivent commencer par déclarer que leur

royaume n'est pas de ce monde; mais nous demandons, nous, que le royaume de ce monde soit à la justice, et, par conséquent, au glaive de justice. Viendra-t-il un jour où la justice déposera le glaive et où régneront la raison pure et le sentiment du bien sans nécessité de recours aux armes? — Nous l'espérons : nous l'appelons; la Fédération européenne préparerait ce jour; mais la bonne semence, qu'on en soit assuré, ne lèvera que dans le sillon ouvert par le fer.

Notre hémisphère sera à la force juste ou injuste :

Le vieux monde est ou sera tout entier engagé : la lutte chantée par la mystique épopée de la Perse, la lutte d'*Iran* et de *Touran*, qui a rempli le monde primitif, se renouvelle à la fin des âges sur une échelle immense.

Il s'agit de savoir si la destinée de la première des races humaines est en voie de sombrer dans tout l'ancien monde, et si l'Amérique, notre fille, doit préserver seule tous les éléments supérieurs de l'humanité.

Ou l'Europe s'abandonnera : le Continent tombera sous le joug du despotisme asiatique; l'Angleterre disparaîtra étouffée entre la Russie et l'Amérique, et il n'y aura plus que deux puissances sur la terre, qui la partageront entre la lumière et les ténèbres. Toute vie morale se réfugiera dans l'autre hémisphère.

Ou l'Europe se réveillera, et l'Empire de toutes les Russies croulera : il en restera le tsarat de Moscovie ou de Grande-Russie. Il y aurait alors trois puissances, dont la Moscovie serait la moindre : il y aurait la Fédération européenne, les États-Unis d'Amérique, et la Moscovie du Volga et de l'Oural, dominant le Nord, le plateau central et l'extrême Orient de l'Asie [1]; pouvant tenir sa place dans l'har-

[1] Les établissements de la Russie, dans l'extrême Orient, offrent aujourd'hui un grand problème. Si les Moscovites n'étaient pas campés au cœur de l'Europe, où ils ne peuvent faire que le mal, nous ne nous inquiéterions

monie de ce globe au lieu d'en être le dissolvant et la perturbation. Si elle se résigne à ce rôle, il n'y aura plus d'Ennemi de l'Europe.

Jamais la Providence n'a posé au genre humain, dans de si colossales proportions, la question de sa destinée, et cette question, ce n'est pas la fatalité, ce n'est pas une abstraite et impersonnelle *force des choses*, c'est la liberté humaine, bien ou mal employée, la volonté humaine, bien ou mal résolue, qui la décidera.

point de les voir créer quelque chose sur le fleuve Amour, où il n'y avait rien, et nous n'entendons pas nier, par exemple, que la communication télégraphique entre les deux hémisphères, à travers les déserts du nord du globe, soit en elle-même un progrès. Un vaste champ d'activité pourrait être là ouvert légitimement aux Moscovites pour appliquer les leçons qu'ils ont reçues de l'Europe et qu'ils tournent contre l'Europe. Mais, quant à présent, ainsi qu'on l'a fort bien montré dans un remarquable travail de la *Revue des Deux Mondes* (1er février 1866), les établissements de la région de l'Amour ne sont qu'une pure machine de guerre créée en vue de la politique générale de la Russie, et nullement une œuvre de civilisation commerciale et pacifique. Quant à la Sibérie, que le gouvernement moscovite craint et évite de développer, il peut y trouver un jour le châtiment direct de la façon dont il l'a peuplée.

ÉCLAIRCISSEMENTS

I

LES ARYAS EUROPÉENS.

On fera peut-être, au nom de l'anthropologie, des objections à la théorie de notre introduction sur l'unité aryenne de l'Europe. Dans les débris de l'humanité primitive ou très-antique qui commencent à se multiplier sous la pioche et le marteau infatigables des explorateurs, l'anthropologie constate des types divers, d'où elle déduit l'existence en Europe de races antérieures à la famille aryenne. Les anthropologues inclinent assez communément à croire que ces races ont dû subsister et se mêler, dans une proportion quelconque, aux immigrants aryens. Nous pensons qu'il y aurait des distinctions à établir : que les hommes inconnus du premier âge de pierre (le monde de M. Boucher de Perthes), séparés de nous par des temps incommensurables, ont pu disparaître entièrement par suite de profondes modifications climatériques ; que les hommes de ce qu'on appelle maintenant *l'âge du renne*, contemporains chez nous d'une période glaciaire et marquant, pour ainsi dire, la préface de l'histoire, appartenaient aux branches touraniennes de l'extrême Nord ; que ces tribus de Lapons et de Samoyèdes, dont on trouve les vestiges dans certaines de nos cavernes avaient reculé, antérieurement à l'arrivée des Celtes, devant les peuples ibériens, venus du Sud à une époque très-ancienne et peut-être contemporaine de l'adoucissement de la tempé-

rature en Europe ; qu'enfin, les Ibères, sur le plus ou moins large développement desquels les historiens sont en débat, furent, à leur tour, refoulés par les Celtes et se mélangèrent plus ou moins avec eux. Ceci est certain pour le Sud-Ouest de l'Europe et pour une partie de l'Italie, et possible, dans une proportion quelconque, pour l'ensemble de la Gaule et les Iles Britanniques.

Ceci regarde l'ouest de l'Europe : au sud-est, en Grèce certainement et peut-être jusqu'en Italie, les traditions laissent entrevoir, avant les Aryas, la présence de cette race chamitique que les Grecs qualifiaient d'éthiopienne ou de céphène.

Nous ne nions donc point qu'il ait existé, en Europe, avant les Aryas, deux éléments différents, le touranien et le chamitique ; mais tout indique qu'ils étaient peu considérables, qu'ils ont disparu ou ont été entièrement absorbés dès les âges les plus antiques.

Quant aux Ibères, beaucoup plus importants en Occident, nous ne pouvons nous résoudre à les considérer comme étrangers à la race aryenne, et nous aimons à nous retrouver d'accord, sur ce terrain, avec M. Vivien de Saint-Martin : nous penchons à voir en eux des Aryas détachés, les premiers de tous, de la souche commune, tout en admettant la probabilité de leur mélange avec des éléments chamitiques, sémitiques et peut-être d'autres encore, bien antérieurement aux expéditions phéniciennes.

En tout cas, les Ibères n'ayant conservé leur caractère original que dans les pays du Midi, où le mélange des Celtes les a modifiés, mais non point absorbés, il en résulte que l'élément aryen incontestable, le celtique, a eu tout à fait la prépondérance sur le douteux, l'ibérique, dans la Gaule et les Iles Britanniques, et qu'on ne pourrait disputer, jusqu'à un certain point, à l'unité aryenne, que l'Espagne et quelques provinces franco-italiennes, riveraines de la Méditerranée, ce qui, du reste, n'est pas notre sentiment.

II

SUR LES NOMS DIVERS ET SUR LES RELATIONS COMMERCIALES DES ANCIENS FINNOIS MOSCOVITES.

I

Il y a une rivière appelée Mokscha dans le gouvernement de Penza, une des provinces de la Moscovie orientale. Les riverains portent le même nom que la rivière : Mokscha, au pluriel Mokschad. Pallas (*Voyages*, t. II, page 122), dit que ce nom désigne dans leur langue (finnoise) toute la race mordvane.

Mokscha n'est qu'une variante de Moskva, le nom d'une autre rivière bien plus fameuse et de la capitale qu'elle arrose [1]. Les Mokschad sont le même peuple que les Moski ou Maski du Volga, connus dès le sixième siècle, et dont le nom se trouve également écrit Mokscha. On donne encore aujourd'hui à ceux des Grands-Russes de l'ancienne Souzdalie qui ont gardé quelques parties du vocabulaire finnois le nom de Maski. La variante de l'o et de l'a dans ce nom provient de ce que les Finnois changent l'o en a. Moski se prononce Maski : Moskva (Moscou) Maskva.

Les Mokschad ou Moscovites qui vivent sur la Mokscha de Penza ont la même origine que les Moscovites qui habitent les bords de la Moskva de Moscou.

Les uns et les autres sont identiques aux anciens Méra, Merd, Mord, Mordva, le nom de Mokscha, comme l'a dit Pallas, désignant toute la race mordvane.

Au sixième siècle, Jornandès, l'historien des Goths, connaît déjà la double forme Méra et Mordva. Il appelle ces peuples *Mereni* et *Merdeni*. Parmi les dialectes finnois, les uns intercalent la lettre *d*, les autres, non ; d'où la différence de Méra et Merd ou Mord. Le *v* de Mordva est aussi une lettre d'intercalation, ainsi que le *v* de Moskva ; Méra-Mordva ; Moska-Moskva.

Les peuples ouraliens ou finnois de la Grande-Russie actuelle,

[1] Nous appelons la rivière Moskowa et la ville Moscou.

avant la venue des premiers Russes (Scandinaves), se désignaient donc eux-mêmes par deux dénominations différentes.

La première, Méra ou Merd, Mord, signifiait homme, *vir*.

La seconde, Mokscha ou Moska (Maska, Maski), désignait, à ce qu'il paraît, le campement central de la horde dominante. Ce qui est certain, c'est que le nom de la ville de Moskva ou Moscou n'est qu'une application particulière de cette dénomination générale, bien loin d'en être la source, et que Moscou n'a point du tout donné son nom à la Moscovie ni aux Moscovites. Le nom de Moskva, avec diverses variantes, se retrouve sur un bon nombre de points, fait constaté par M. Makarof, dans plusieurs articles de la *Revue de la Société de l'histoire et des antiquités russes* (1847-1848.)

Les Moscovites proprement dits, quant à la langue, se divisent en trois groupes :

1° Ceux qui ont gardé la langue primitive; on les désigne sous les deux noms génériques de Mokscha (variante : Moskva, Moska) et de Mordva, les deux noms primitifs que nous citions tout à l'heure ;

2° Ceux qui ont gardé en partie la langue, les petits commerçants grands-russes, sur la Kliazma, à Vladimir et sur d'autres points; on les appelle Maski ou Massyki ;

3° Ceux qui ne parlent plus que slave, mais un dialecte slave, le grand-russe, marqué d'influences finnoises dans sa prononciation, dans ses traditions historiques et dans les caractères de civilisation du peuple qui l'emploie; ceux-ci sont aujourd'hui en grande majorité.

Ajoutons, à ces observations, qu'il y a encore aujourd'hui, d'après M. Viquesnel, de 12 à 15 millions de sujets russes qui parlent à la fois le slave-moscovite ou grand-russe et leurs anciens dialectes touraniens (finnois ou turco-tatars). Ils sont les intermédiaires entre les Moscovites de langue slave et les tribus de l'Asie centrale.

II

On trouve des renseignements intéressants sur le commerce des anciens peuples finnois de Moscovie dans un article du jour-

nal du ministère de l'instruction publique de Saint-Pétersbourg, rendant compte de l'ouvrage de M. Paul Savelief sur les monnaies et les divers produits de l'industrie orientale du septième au onzième siècle, découverts dans l'intérieur de la Russie et sur les côtes de la Baltique; ouvrage publié à Saint-Pétersbourg en 1846[1].

Ce compte rendu constate que l'auteur a établi l'existence de villes en Moscovie avant l'arrivée des Normands (Varègues-Russes). De nombreuses monnaies koufiques (arabes) et d'autres produits de l'industrie orientale, découverts sur la Baltique, attestent l'ancienneté des rapports entre le nord de l'Europe et l'Asie par l'intérieur de la Moscovie.

« Il (M. Savelief) a complété Nestor par des faits très-curieux sur l'état social de nos ancêtres, avant qu'ils eussent appelé les trois frères normands (Rurik et ses deux frères)... Le grand commerce des musulmans avec les Scandinaves, par l'intermédiaire de la Russie, oblige à conclure que les peuples de ce dernier pays, dès le huitième siècle, n'étaient plus sauvages... et qu'il y avait en Russie des villes, non-seulement comme lieux fortifiés, mais comme lieux de marchés et de foires. »

A l'est de la Russie habitaient les Bulgares[2], ayant aussi des villes et servant d'intermédiaires entre la Russie et les peuples de l'autre côté de la Caspienne.

Les plus anciennes monnaies musulmanes trouvées en Russie sont de la fin du septième siècle, ce qui correspond à l'extension de la conquête arabe, qui, de la Perse soumise, déborde sur l'Oxus, d'un côté, puis sur la gauche de la Caspienne, de l'autre, et, dans la seconde moitié du huitième siècle, refoule les Khozars de la Caspienne sur la mer Noire. Les Kkozars, peuple de race turque, se jettent, par contre-coup, sur le Don, sur la Tauride et le Dniéper, et assujettissent au tribut les Slaves méridionaux de Kief et du bassin du Dniéper. Les Varègues-Russes (Normands ou Scandinaves) chassent du Dniéper les Khozars dans la seconde moitié du neuvième siècle et le commencement du dixième et se substituent à leur suprématie.

[1] *Mouhamedanskaïa noumizmatiska*, etc. (Numismatique musulmane); par P. Savelief; Saint-Pétersbourg, 1846.

[2] Dans le pays qui fut plus tard le tsarat de Kazan.

Au huitième siècle, les caravanes qui venaient des pays soumis aux Arabes poussaient jusqu'au Volga, et, de là, au nord, jusqu'à Bolgar, la cité des Bulgares Noirs, qu'a remplacée Kazan; puis le commerce passait, par les Bulgares, à leurs voisins les Mokschad ou Maski, qualifiés de Bourtas par les historiens arabes, qui n'ignorent pas cependant le nom de Mokscha. Les Bulgares, convertis à l'islamisme, propagèrent cette religion parmi les Mokschad des bords de la Soura, de la Mokscha, de l'Oka.

« Au commencement du neuvième siècle (un demi-siècle avant la venue des Varègues), reprend le journal russe, dans l'étendue de la Russie actuelle, existaient deux alliances commerciales; celle d'Orient formée par les Bulgares, les Mordva et une partie des Vès ; celle d'Occident formée des Vès, des Méra, des Slaves Novgorodiens, des Slaves-Krivitches et des Tchoudes (Finnois proprement dits)[1]. Ces deux associations se touchaient dans le pays des Vès et aux sources du Volga.

« Les richesses des Finnois et des Slaves, résultat du développement du commerce, attirèrent les regards des Normands (Varègues-Russes), qui, depuis longtemps, traversaient les contrées habitées par ces peuples en allant à Constantinople. Dans la seconde moitié du neuvième siècle, d'après le témoignage de la chronique, ils firent une invasion sur le territoire de l'alliance slavo-finnoise, mais ils en furent bientôt chassés. L'anarchie qu suivit..... décida les peuples alliés à louer les services des Varègues, comme on les louait à Constantinople. Les Russes scandinaves, parmi lesquels furent élus nos premiers princes, furent appelés par les tribus finnoises et notamment par les Finnois ou Tchoudes proprement dits, qui avaient des rapports directs avec les Varègues[2]. »

Cette analyse des travaux d'un savant moscovite, travaux conduits par une solide méthode historique, suffirait, indépendamment du grand témoignage de Nestor, à renverser l'hypothèse arbitraire d'une Russie déserte, qu'auraient peuplée des

[1] Les Mordva, les Méra, les Tchoudes, étaient tous Finnois, et les Bulgares étaient une branche touranienne qui semble intermédiaire entre les Finnois et les Turcs.

[2] Les Tchoudes occupaient la côte de la Baltique, au nord des Lithuaniens.

colons slaves, faisant disparaître devant eux quelques sauvages épars dans les forêts.

Ajoutons à ces notions sur les anciens Finnois que le nom du peuple des Vès, qui signifie *blancs* dans leur langue, se retrouve dans Vésiegonsk (gouvernement de Tver), et dans le nom de la ville qui s'appelait en finnois Vessé-Yevoï avant de s'appeler en slave Bielozersk, le second de ces noms n'étant que la traduction de l'autre : la ville du *Lac-Blanc.* Vessé-Yevoï était la cité des Vès : Rostof celle des Méra ; Mouroma, celle du peuple de même nom. Le nom de Souzdal appartient également aux Finnois.

III

TRADITIONS ANCIENNES SUR LES FEMMES SLAVES.

I

Nous empruntons, à une intéressante étude sur le beau travail de mademoiselle Clarisse Bader (*la Femme dans l'Inde antique*), quelques fragments relatifs au rôle des femmes parmi les Slaves. L'auteur, madame D..., montre d'abord, d'après mademoiselle Clarisse Bader, que le principe de la personnalité, de la liberté individuelle, distingue la femme aryenne de la femme touranienne et, par conséquent, marque la différence qui existe dans l'organisation intime de la vie privée chez les deux races, tout aussi bien qu'elle distingue la vie publique et la société politique des Aryas d'avec celle des Touraniens ; puis, s'occupant plus particulièrement des Aryas européens, l'auteur recherche quelles sont les frontières géographiques et historiques de l'Europe au point de vue du rôle de la femme ; en d'autres termes, où finit, du côté de l'Orient, la société aryenne de l'Europe.

Il se transporte donc chez les Slaves, les plus orientaux des Européens, et ceux dont les traditions, en y comprenant celles de leurs frères les Lithuaniens, doivent être les moins éloignées des souvenirs du berceau commun, l'Asie centrale.

« Les traditions populaires sur les femmes des bords de la

Vistule sont généralement connues. Notre Vanda aux *yeux enchanteurs*, souveraine de cette partie de la Pologne dans les temps mythiques, sert de trait d'union entre les femmes des Aryas primitifs d'Asie et celles de l'Europe. Nous sommes convaincus que notre Vanda et la Velléda des Germains sont un seul et même type. Seulement les deux génies slave et allemand marquent ici leur diversité considérable, si on les compare ensemble, presque nulle, si on les compare l'un et l'autre au génie radicalement différent des Touraniens. Les deux femmes Vanda et Velléda, diffèrent entre elles comme diffère la signification des mots *enchanter* et *ensorceler*. Notre Vanda n'*enchante* que par le charme de sa beauté. A la vue de Vanda le guerrier Langar se perce le sein de son épée et meurt en disant : « Que Vanda reste « seule maîtresse des terres, des mers et des îles. » La tradition ajoute expressément que c'est la seule beauté de Vanda qui a coûté la vie au guerrier allemand. La Velléda des Teutons et des Bataves apparaît plutôt comme une magicienne; mais la magie elle-même des Aryas européens est différente de la sorcellerie des Touraniens.

« Ce qui caractérise surtout le type de notre Vanda, c'est le patriotisme. Lorsque le chef allemand Rudiger marche avec une grande armée contre la Pologne, en réclamant la main de la souveraine, et menace de détruire la patrie polonaise s'il est refusé, Vanda, ne voulant perdre ni sa liberté, ni la patrie, cherche la mort dans les flots de la Vistule.

« Les traditions populaires mythiques des pays plus éloignés vers l'est de l'Europe sont moins connues que celles des bords de la Vistule. Il en subsiste pourtant assez pour en apprécier l'importance et l'esprit..... »

« Ces traditions sont à peu près la répétition de celles de la Vistule, ce qui s'explique par l'expansion ancienne des Slaves de la Vistule sur le Dniéper.

« Nestor constate aussi la mémoire d'une reine mythique chez les Polaniens des bords du Dniéper; son nom et celui de son amie se conservent encore à présent chez les habitants de Kief. Un petit ruisseau, qui se jette dans le Dniéper, s'appelle Lybed; c'est précisément le nom de la Vanda des Polaniens du

Dniéper. *Lybed* veut dire Cygne, et cet oiseau est, pour les habitants de ce pays, le type de la beauté. La célèbre amie de Lybed s'appelait *Lubka* (aimée), nom que porte encore, de nos jours, un monticule voisin du ruisseau Lybed.

« Lorsqu'on étudie les limites géographiques ainsi qu'ethnographiques des Aryas européens de l'Est, il n'est pas sans intérêt de constater que c'est dans ces mêmes contrées du Dniéper, où les géographes, les hydrographes, les géologues, les ethnographes signalent l'extrême frontière de l'Occident, c'est-à-dire du monde slavo-germano-latin; que c'est, disons-nous, dans ces contrées qu'il y a le plus de traditions populaires sur les femmes; mais, chose frappante, elles y reprennent le caractère de la Velléda des Germains. (Peut-être la longue domination des Normands-Russes (Varègues) influa-t-elle dans ce sens sur la transformation des mythes populaires. Voici une de ces traditions qui se rapporte à des événements d'un âge très-reculé; elle explique l'origine des Ondines du Dniéper, connues sous le nom de *Roussalki*, et assigne également une origine mythologique aux cataractes (*Porogui*) de ce fleuve.

« Voici la légende telle que le peuple ruthène la raconte :

« Il arriva que les nôtres s'éloignèrent trop des frontières que « Dieu leur avait assignées au delà du Dniéper. Leurs ennemis « *errants* (nous expliquerons plus tard le sens historique de « cette qualification) se dirent entre eux : — Voici qu'ils vien- « nent d'eux-mêmes dans nos mains et qu'ils nous amènent leurs « femmes !

« Les nôtres aperçurent le danger; mais il était trop tard « pour y échapper. A peine eurent-ils le temps, grâce à une « nuit obscure, de renvoyer leurs femmes. Ils indiquèrent aux « femmes un refuge de difficile accès, où elles pourraient en « sûreté attendre leur retour. »

« Le combat commença avec le jour. Ce fut un terrible com- « bat, car les *Ispolines* (nom que nous expliquerons plus tard) « étaient nombreux, tandis que les nôtres étaient en très-petit « nombre. Les Ispolines, voyant cela , dirent aux nôtres :

« Dites-nous où sont vos femmes? nous prendrons vos femmes « et nous vous laisserons libres d'aller où vous voudrez. »

« Les nôtres répondirent : — Jamais ! ce serait la ruine du « monde ! »

« Car, depuis des siècles, les Ispolines voulaient s'emparer « du monde, et les plus vieux d'entre eux leur avaient dit que, « s'ils parvenaient à avoir nos femmes pour épouses, ils seraient « maîtres du monde entier. »

« Les nôtres le savaient : voilà pourquoi ils aimèrent mieux « mourir tous que de dire où étaient leurs femmes. Tous « moururent dans le combat. Leurs femmes, l'ayant appris, « rendirent gloire à leurs maris. Elles prièrent Dieu de les ôter « de ce monde et de leur permettre, quand elles seraient dans « l'autre, de revenir au secours de notre race dans ses guerres « contre les Ispolines, les Tchoudes et autres peuples *errants*.

« Dieu accomplit leurs vœux. Ce sont elles qui reviennent de « l'autre monde et qu'on appelle *Roussalki*. Dieu, en témoignage « de sa parole, fit soulever les rochers en travers du Dniéper, là « où le fleuve courait libre auparavant de son élan le plus impé- « tueux.

« De là proviennent les *Porogui* (cataractes) du Dniéper. »

« Les noms des peuples désignés dans cette tradition sont historiques. *Spolin* ou Ispoline, chez les Slaves du Dniéper, veut dire un géant[1]. Or, ce nom de Spolin n'est autre que celui des Spalls, peuple touranien, connu, au dire de Schafarik, dès le deuxième siècle de notre ère, dans les contrées du Don. Schafarik constate également que le mot slave *tsoudo* (spectre) n'est que le nom de Tchoude, que les Slaves donnent aux Touraniens de la branche finnoise. Quant à l'épithète d'*errant* (*skity*, du verbe *skitaty-sia*, vivre en nomade, errer), il est aisé d'y reconnaître le nom fameux des Scythes.

« Hérodote nous apprend que les Scythes proprement dits, dont le domaine commençait à trois journées au delà du Dniéper, haïssaient l'agriculture et vivaient en nomades; qu'au contraire, les habitants du bassin du Dniéper étaient agriculteurs. De là, le nom de Skytes est devenu synonyme de nomades, dans la langue des Slaves du Dniéper. D'après Schafarik, dont l'opinion

[1] C'est ainsi qu'en Allemagne, le nom de Hun signifie géant, et qu'en France, le Hongrois est devenu l'ogre.

est généralement admise aujourd'hui, les Scythes nomades dominaient sur des tribus slaves qui occupaient dès lors les bassins du Dniéper et du Dniester, et qui, beaucoup plus tard, à l'entrée du moyen âge, se mêlèrent aux Lechs venus de la Vistule, et leur communiquèrent les anciennes traditions du pays. C'est donc entre l'époque d'Hérodote et le deuxième siècle de notre ère qu'il faut placer les événements qui donnèrent naissance à la légende des *Roussalki*.

« Les contrées voisines du haut Dniéper, de la Bérésina, de la Düna, ont aussi leurs légendes sur les femmes. Sans remonter aux temps mythiques, en ce qui regarde cette région, nous citerons seulement une histoire qui date de la fin des âges païens, c'est-à-dire des temps où subsistait encore la civilisation primitive près de se transformer. C'est l'histoire d'une princesse de Polotzk, de la fin du dixième siècle. On y verra que le christianisme a trouvé, jusque sur les rives du haut Dniéper, une société toute préparée à entendre les paroles d'affranchissement de la femme.

« Rohniéda, fille de Rohvolod, prince slave de Polotzk, était de-
« venue si célèbre par sa beauté, que tous les princes deman-
« daient sa main. Elle les refusait tous ; car elle aimait Jaropelk,
« grand-prince de Kief.

« Le père de Rohniéda lui dit : « Tu es libre ; donne ta main à
« qui bon te semble. » — Elle promit donc sa main à Jaropelk,
« et le temps du mariage approchait.

« Rohniéda devenait chaque jour plus belle. Vladimir, l'ayant
« appris, résolut d'avoir Rohniéda pour femme. — Vladimir
« était frère du fiancé Jaropelk. Au moment de la mort de leur
« père, Vladimir régnait à Novgorod; mais, de peur de Ja-
« ropelk, il s'était alors réfugié en Suède, et, de là, il était
« revenu, suivi d'une grande armée de Varègues (Normands),
« dans le pays de Polotzk.

« Vladimir envoya de ses chefs pour demander au vieux Roh-
« volod la main de sa fille. — « Malheur à lui, dit-il, s'il me la
« refuse! malheur à tous les siens! »

« Rohvolod manda sa fille chérie. Il lui annonça le message de
« Vladimir et lui dit : « Tu es libre ; fais ce que tu veux. »

« Rohniéda répondit : « J'aime Jaropelk ; je suis sa fiancée ; je « ne veux pas épouser Vladimir, fils d'une esclave. »

« Vladimir était en effet le fils de Sviatoslaf et d'une esclave.

« Malheur à moi ! dit Rohvolod ; malheur à tous les miens ! « mais fais ce que tu veux. »

« Rohvolod fit appeler les envoyés, et fit appeler aussi sa fille ; « et Rohniéda dit aux chefs envoyés par Vladimir : — « Il ne me « convient pas de déchausser le fils d'une esclave. »

« La guerre suivit le refus, guerre sans pitié ! Rohvolod et toute « sa famille tombèrent au pouvoir de Vladimir. Vladimir outragea « la captive, massacra le vieux Rohvolod et ses fils en présence de « Rohniéda, et l'emmena comme esclave à sa suite.

« Arrivé à Kief et maître de tous les pays du Dniéper, il déclara « Rohniéda son épouse légitime ; mais, bientôt, il la délaissa pour « de nouvelles amours. Rohniéda, désespérée, pour toute consola- « tion, avait un fils ; mais ce fils était celui de Vladimir, meurtrier « de son père et de ses frères, oppresseur de sa patrie.

« Rohniéda pleurait jour et nuit, et ses plaintes percèrent les « murs du château et touchèrent de pitié les cœurs les plus « durs d'un bout du monde à l'autre, et les peuples, entendant les « cris de sa douleur, l'appelèrent *Goryslava*, c'est-à-dire célèbre « par ses infortunes.

« Un jour, Rohniéda fit dire à Vladimir : « Tue-moi, ou je me « tuerai moi-même. » Vladimir, ayant entendu ces paroles, lui « manda de préparer un grand festin.

« Rohniéda crut qu'il se décidait à la tuer. Elle fit donc pré- « parer un grand festin, revêtit ses plus riches habits, et attendit « la mort ; son fils Yziaslaf, très-bel enfant, était auprès d'elle. « Tantôt elle le caressait avec amour ; tantôt elle le repoussait avec « colère, car il était le fils de Vladimir, meurtrier de son père et « de ses frères, oppresseur de sa patrie.

« Tout à coup, des pas retentissent ; c'est Vladimir qui approche. « Rohniéda l'entend, presse l'enfant sur son sein, le regarde avec « tendresse, puis met dans sa petite main un poignard, en lui di- « sant : « Va au-devant de ton père : donne-lui ce poignard ; dis-lui « que je l'attends. »

« L'enfant court au-devant de son père. Vladimir l'aimait fort,

« car c'était son premier-né. Il l'embrasse avec effusion. L'enfant « lui répète les paroles de sa mère et lui donne le poignard.

« Vladimir, voyant cela, quitte l'enfant, retourne sur ses pas, « rassemble un conseil et raconte ce qui s'est passé.— Le conseil « dit au prince : « Renvoyez Rohniéda, avec son enfant, à Polotzk, « dans la principauté de son père. »

« Ainsi fit Vladimir sans retard : Rohniéda se fit chrétienne et « mourut en odeur de sainteté, et son fils devint la tige de nou- « veaux princes de Polotzk[1]. »

« Les malheurs mêmes de Rohniéda, comme on l'a vu, procèdent de la liberté dont jouissait la femme et, par conséquent, l'attestent. Nulle part mieux qu'à Novgorod-la-Grande, la femme n'apparaît dans la plénitude de sa liberté et dans l'accomplissement des devoirs qui en résultent. L'illustre Martha Boretska, l'héroïne novgorodienne du quinzième siècle, résume en elle une longue et puissante tradition populaire. Nous ne raconterons pas ici son histoire si bien connue[2]. C'est donc jusqu'à Novgorod qu'on peut étendre vers l'Orient les frontières ethnographiques où les traditions populaires sur la condition de la femme dans la société indiquent une origine aryenne. »

Observons, comme complément du travail remarquable que nous venons de citer, que le rôle des femmes, chez les peuples d'origine touranienne, est au contraire fort effacé et subalternisé, et rappelons qu'en Moscovie, dans les dénombrements, quand on relève le chiffre des *âmes*, on ne compte que les mâles.

[1] A part le caractère frappant de cette histoire, qui a passé évidemment par la forme des chants populaires, les événements et les traditions postérieurs en augmentent singulièrement l'intérêt. Fidèles à leur tragique origine, les princes de Polotzk, quoique issus eux-mêmes de Rurik par le père d'Yziaslaf, restèrent les ennemis des Rurikovitches. Chassés de leur principauté par ceux-ci, puis restaurés par l'assistance des païens des forêts lithuaniennes, ils auraient été, dit-on, les ancêtres de ces fameux héros lithuaniens, les Mendog, les Gédymine, etc., qui vainquirent les Tartares et se substituèrent aux Rurikovitches dans toutes les contrées du Dniéper et du Dniester.

[2] On sait que Martha Boretska fut l'âme de la résistance novgorodienne contre la conquête moscovite. Cette femme intrépide excita jusqu'à la fin ses compatriotes à défendre leur indépendance contre Ivan III; elle fut, en quelque sorte, la personnification de la république expirante.

Il serait bien impossible d'agir de même en Pologne : là, les femmes ont trop bien; dans tous les temps, on est obligé à compter avec elles ; leurs défauts mêmes y ressortent, comme ceux des hommes, d'une exubérante personnalité : elles ont toujours, dans les luttes nationales, non pas seulement soutenu, mais poussé, et, plus d'une fois, jusque sur les champs de bataille, guidé les hommes. La dernière insurrection a offert un trait de force d'âme vraiment effrayant, qui dépasse les héroïnes guerrières : nous voulons parler de l'histoire de madame Sierakowska.

On se rappelle ce jeune officier polonais, Sigismond Sierakowski, qui, servant dans l'armée russe, s'y était signalé par des talents supérieurs qui l'eussent conduit aux plus hautes dignités militaires : dans ces premiers jours du règne d'Alexandre II, où les cœurs s'étaient ouverts à l'espérance, il avait voulu travailler, non-seulement pour sa patrie, mais pour l'humanité et pour les Russes eux-mêmes ; et les mémoires qu'il avait adressés au tsar, et ses efforts auprès de tous les hommes puissants, avaient eu la part la plus décisive à la réforme du système disciplinaire et à la suppression de la peine du bâton dans l'armée.

Quand les illusions se furent évanouies, quand, après deux années d'agitation et d'oppression croissante, la Pologne se souleva encore une fois, Sierakowski n'hésita pas : il quitta tout; bien plus que la fortune, bien plus qu'un éclatant avenir : une noble femme, près de mettre au monde l'enfant de leur amour : elle l'envoya elle-même, à l'appel de la patrie, se jeter dans une lutte dont ils appréciaient mieux que personne la désespérante inégalité.

On sait le reste : il tomba dans les mains de Mouravief, qui l'envoya au supplice avec des circonstances où le bourreau de la Lithuanie se surpassa lui-même en atrocité. Madame Sierakowska, au moment où elle vit monter à l'échafaud son mari, touchait au terme de sa grossesse : elle eut avis que Mouravief, afin que le nom de Sierakowski disparût et que le père ne pût léguer sa mémoire ni sa pensée à son fils, avait donné ordre de se saisir de l'enfant qui allait naître et de le jeter aux Enfants-Trouvés. Madame Sierakowska s'échappa, portée par une charrette dont chaque cahot était une torture pour la malheureuse, atteinte déjà

des premières douleurs qui présagent l'enfantement ; elle lutta contre la nature ; elle lutta contre la vie et contre la mort ; elle s'efforça, pour ainsi dire, de retenir dans ses entrailles l'être infortuné que la nature allait jeter en ce monde et que la barbarie humaine attendait, comme une proie, sur le seuil. Elle vainquit : elle arriva, vivante et sans être mère, à la limite du gouvernement de Mouravief et ne fut délivrée de son fruit que hors de l'atteinte du tyran.

Est-il quelque chose de plus tragique dans l'histoire ?

II

Quelques mots sur le rôle des femmes dans l'histoire moscovite seront utiles pour accuser le contraste entre les deux sociétés.

En Moscovie, sur les femmes, ni traditions poétiques ni traditions patriotiques. Seulement les femmes font une grande figure comme sorcières et devineresses, par leurs dispositions assez fréquente à l'extase matérielle et convulsive, si connue dans le chamanisme et dans toutes les superstitions touraniennes[1]. Dans les sectes chrétiennes, ou soi-disant telles, les sorcières se transforment parfois en *saintes-vierges*, en visionnaires et prophétesses astreintes à la continence ; elles s'associent, par exemple, aux pratiques bizarres et cruelles des *Scoptzi* ou eunuques volontaires ; mais il n'y a guère plus, dans l'histoire moscovite, de saintes célèbres que la d'héroïnes patriotiques. Presque toutes les femmes qui présentent une physionomie originale sont des étrangères, comme la Sophie byzantine d'Ivan III au quinzième siècle, et, au dix-huitième, les deux Catherine.

La femme historique la plus anciennement connue des fastes moscovites est la fille de Koutchko, ce personnage très-probablement

[1] Ainsi que les jongleurs chez les Peaux-Rouges, les sorcières touraniennes exerçaient la médecine avec la magie, ces deux sciences se confondant : aujourd'hui encore, les Cosaques de l'Oural, dont Haxthausen regarde la communauté comme le type le mieux conservé de ce qu'il appelle l'ancienne Russie, ne se font traiter, dans leurs maladies, que par des femmes. Le *Golos* (*la Voix*) rapportait récemment que l'administration des Cosaques de l'Oural entretenait à la Faculté de médecine de Saint-Pétersbourg une élève-femme.

de la race des khans mériens, qu'Youri Dolgorouki fit mourir pour s'emparer de sa terre et y fonder Moscou, et dont il donna la fille en mariage à son fils, le fameux André de Bogolioub. André, comme on sait, le vrai fondateur de l'État souzdalien ou moscovite, fut massacré par ses sujets. D'après la Chronique sur l'origine de Moscou, la femme d'André aurait dirigé la conspiration contre son mari et l'aurait livré aux meurtriers pendant son sommeil. Mais la chronique ne lui attribue pas le motif de venger son père, mais bien de se venger d'être délaissée de son mari, ce que le chroniqueur exprime en des termes d'une crudité singulière.

Les deux tsarines moscovites de naissance, au siècle dernier, Anne et Elisabeth, ne relèvent pas beaucoup plus le type, par leur vie toute sensuelle et d'une moralité très-abaissée, que n'avait fait la femme du premier *véliki-kniaz* de Souzdalie.

En résumé, ce qui frappe chez la femme touranienne, c'est que l'individualité est encore plus faible que chez l'homme, et que, d'ordinaire, elle n'exerce point cette prépondérance morale, cette influence salutaire sur l'homme qui signale la femme aryenne. On ne cite guère que l'Anastasie d'Yvan IV, qui adoucit ce tyran pendant quelques années; mais on ne sait rien de positif sur son origine, et, du reste, on sent bien que les caractères et les types, dans l'humanité, ne peuvent être quelque chose d'universel et d'absolu.

En terminant cette étude sur les traditions relatives aux femmes, qui touchent, dans ce qu'elles ont de plus ancien, aux mythes populaires, nous renverrons, pour la légende slave en général, au précieux recueil publié par M. Alexandre Chodzko[1]. Le savant traducteur et éditeur y montre à quel point les mythes slaves touchent de près à ceux des Aryas indiens, en même temps qu'il établit que les contes populaires des Moscovites n'ont aucun lien national avec les légendes des Ruthènes et des Ukrainiens, que l'on confond très-indûment avec eux dans les recueils publiés en Russie. Les caractères sont totalement différents. D'un côté, une imagination douce et naïve, mais richement douée et qui s'enlève souvent sur les ailes brillantes de la mythologie : des héros humbles d'esprit, bons et secourables à tous les êtres,

[1] *Contes des paysans et des pâtres slaves;* Paris, Hachette, 1864.

hommes et animaux, et qui s'élèvent, par les vertus morales, par la patience et les périlleuses épreuves, à de grandes destinées. De l'autre part, comme le reconnaît un écrivain moscovite cité par M. Chodzko, le professeur Chevyref, « les contes du peuple ne visent ordinairement qu'à exalter la force physique. Les héros favoris du peuple représentent autant de personnifications d'une énergie sauvage, brutale et purement matérielle. »

IV

NOTES TIRÉES DES ÉTUDES SUR LA RUSSIE, PAR LE BARON DE HAXTHAUSEN — 1847-1853 [1] —

1. — « Les liens de la propriété ne sont, nulle part, plus faibles qu'en Russie. Pauvre aujourd'hui, riche demain, on s'enrichit aussi vite qu'on se ruine; on trompe et on est trompé, et, ce qu'on prend d'une main, on le donne de l'autre. Le peuple ne s'attache à aucune espèce de propriété : il perd aujourd'hui sans sourciller ce qu'il a l'espoir de remplacer demain. (T. I, p. 73.) »

2. — « De tout temps, le Russe a été enclin à l'existence nomade. (*Ibid.*, p. 96.) »

3. — Dans un passage très-remarquable, l'auteur fait voir « l'antipathie traditionnelle du peuple russe pour les travaux des champs (jamais soldat libéré ne se refait agriculteur; p. 177), et sa préférence pour l'industrie, qui flatte son penchant pour la vie active et remuante. (*Ibid.*, p. 100.) » Il préfère encore, à l'industrie, le roulage, le colportage, tout ce qui est commerce ambulant.

4. — L'auteur croit que l'abolition actuelle du servage serait nuisible à l'agriculture; il voudrait seulement que l'on en corrigeât l'arbitraire (*Ibid.*, p. 152.) — Dans son introduction (p. x), il va jusqu'à dire que l'agriculture, languissante et qui ne fait que de très-faibles progrès, rétrograderait si elle n'était soutenue par le servage et les corvées.

[1] Voir ci-dessus, la citation sur le caractère social et politique des Russes.

5. — Observations sur le manque d'arbres fruitiers en Russie. « Le Russe ne pense jamais à un avenir lointain. (*Ibid.*, p. 391.) » Il ne vit que dans le présent. Il ne plante pas. Il a un *ogorod* (jardin potager) : il n'a point de verger.

6. — En général, le Russe n'agit qu'en vue d'un bénéfice immédiat. Ce qui doit être conquis sur l'avenir à force de peine et de travail, ne le tente jamais. Les obstacles le rebutent, et un prix lointain n'en est pas un pour lui. Dans les contrées dénuées de bois, personne ne songe à des plantations nouvelles et dont la postérité seule devrait profiter. (T. II, p. 250.)

7. — Non-seulement les colons russes ne plantent pas, mais ils détruisent partout les arbres.

8. — « L'esprit national n'a pas de penchant pour l'agriculture et le travail constamment pénible qu'elle impose... On ne laboure le sol que fort à la légère. On le fume peu, et on l'épuise ainsi complétement..... En thèse générale, on ne saurait se dissimuler que *tout le sol* cultivé, en Russie, est extrêmement épuisé et détérioré sous le rapport de la capacité de production. (T. III, p. 580, 583.) »

Nota. — *Tout* le sol... Nous pensons qu'il doit y avoir exagération, au moins en ce qui regarde la fameuse *Terre noire;* néanmoins, il faut observer qu'en agronomie, M. de Haxthausen fait autorité. Pareille chose est arrivée en Amérique, dans une grande partie des États à esclaves, qui valaient, comme fécondité, la *Terre noire* de Russie et de Pologne. — L'auteur dit, ailleurs, que la fertilité de la *terre noire* est si grande, que les champs ne demandent aucun engrais et n'ont besoin que d'être une fois retournés par la charrue. (T. I, p. 123.)

9. — Importance capitale de la commune dans la société russe. Le même terme (*mir*) signifie à la fois la commune et le monde. « Le sens primitif de ce mot a quelque chose de vénérable et de sacré. (T. III, p. 130.) »

Nota. — Contraste très-remarquable : dans la langue de la philosophie mystique, chez les peuples aryens, l'abrégé du monde, le petit monde (*microcosme*), c'est l'homme, la personne humaine : chez les Moscovites, c'est la commune, le groupe, parce que l'individu, la personne, n'existe pour ainsi dire pas. — Chez

les Celtes, un même terme (*chlan*) signifiait famille, tribu, nation ; mais, d'autre part, d'une même racine (*byw*), qui signifiait le monde, sortaient les mots qui exprimaient la vie, l'existence individuelle ; là se montre la différence du génie des races.

Il n'est pas moins intéressant d'observer que, tandis que ce mot de *mir*, qui veut dire commune, communauté, terme particulier à la Moscovie et inconnu des Polonais et des autres Slaves [1], a été élevé à un caractère si solennel par les Moscovites, ils n'ont point de mot qui signifie la *patrie*, rien qui équivale au terme polonais *oïtchisna*. Le mot par lequel ils cherchent aujourd'hui officiellement et artificiellement à rendre cette idée, est détourné de son acception véritable : *atietchesvo* exprime la filiation, le lien de famille, le lien du sang, et non le lien avec la terre natale. Suivant une remarque frappante de M. Duchinski, lorsque deux Européens s'abordent, ils se demandent : « Qui es-tu? ou bien : D'où es-tu (quelle est ta patrie)? Deux Moscovites s'abordent en se demandant : « A qui (ou de qui) es-tu? (quel est ton père ou quel est ton maître? ce qui a même valeur pour eux.) »

10. — M. de Haxthausen peint le Russe comme très-attaché à la grande patrie, à la Russie, et à peu près indifférent au lieu de sa naissance, à la petite patrie. (T. I, p. 96.) Le mot « mon pays, » si cher au Français et à l'Allemand, a peu de valeur pour lui [2]. — Il dit ailleurs (t. III) que le *patriotisme* des Russes prouve qu'ils sont Européens, les Asiatiques ne connaissant d'autre lien que celui de la religion.

Nota. — Il y a là malentendu. Nous venons de voir que le Moscovite ne connaît même pas le mot de *patrie* dans le sens européen de terre natale, de terre des ancêtres, identifiée avec la nation. Son *patriotisme* se résume dans le tsar et dans la religion russe, dans le *Dieu russe*, comme il dit, ce qui rentre bien dans l'esprit asiatique. Il a tout à fait un caractère de secte religieuse, un caractère très-analogue à ce qu'était l'esprit de l'Islam à l'époque des grandes conquêtes musulmanes. C'est un *fanatisme* et non un esprit national. De son indifférence pour la

[1] Le mot slave, pour le village, pour la commune, est *vieç*.

[2] « Nous n'avons pas l'amour du sol natal, » dit M. Rezanof dans son *Histoire de Pierre le Grand;* 1853.

terre natale on ne peut guère excepter que Moscou, qui est devenue pour lui, jusqu'à un certain point, ce qu'est la Mekke pour les musulmans.

Tout ce qui précède concerne les Grands-Russes ou Moscovites. Voici quelques observations sur les Petits-Russiens ou Petits-Russes de la rive orientale du Dniéper et sur les Ruthènes de la rive occidentale (même peuple sous deux noms différents).

11. — Les Petits-Russiens..... considèrent encore Moscou comme une ville étrangère et lui préférèrent Kief, leur ancienne capitale (T. I, p. 57.)

12. — Les Malo-Russiens (Petits-Russiens) aiment médiocrement les Grands-Russiens. (II, 426.)

13. — Le Grand-Russe est vif, pétulant, amoureux de plaisir. Le Petit-Russe est laborieux, sobre, économe, persévérant, se rapprochant du caractère allemand. (T. III, p. 22.) — Le Petit-Russe a l'esprit poétique et contemplatif : le Grand-Russe a l'esprit pénétrant et le jugement sûr. (*Ibid.* 219.)

14. — Le Petit-Russien a l'amour de la propriété (T. II, p. 151, 152.)

15. — En Podolie, la commune russe n'existe pas. (*Ibid.* p. 416.) Le pays est divisé en petites fermes (p. 426). La terre est à la famille, non à la commune. A la mort du paysan, la terre reste indivise à la famille dont le fils aîné est le chef. C'est la constitution des paysans slaves de l'Ouest[1], qui ne diffère pas essentiellement de celle de l'Allemagne orientale (p. 418).

Nota. — Cette constitution est aussi celle des Slaves méridionaux, Serbes et Croates, chez lesquels M. de Haxthausen veut à tort retrouver la commune moscovite ; mais les Serbes renoncent à l'indivision depuis leur affranchissement. Voici, comme point de comparaison, un passage de l'introduction de l'auteur (p. 8) sur les usages moscovites.

« La commune est la famille en grand : elle possède le sol ; chaque individu n'a que l'usufruit de sa part, et la part de chacun est égale : le lot du père ne passe point par héritage à ses fils ; mais chacun d'eux en réclame une part en vertu de son

[1] L'auteur veut dire sans doute la constitution *ancienne*.

droit individuel, comme membre de la commune dont le chef absolu ou le père fictif se nomme l'ancien (*starosta*).

16. — Le genre humain se partage, dès le principe, en peuples d'agriculteurs et peuples de pasteurs. Il est probable que la race slave se divise également en deux catégories pareilles: il paraît que la partie des agriculteurs est formée par les Vendes (Slaves de la Baltique et de l'Elbe), les Polaks (paysans polonais) et les Slaves du Sud (les Bulgares, les Serbes et les Vindes).

Les habitants de la Grande-Russie étaient primitivement un peuple de pâtres. (T. III, p. 137.)

Nota. — Ainsi, M. de Haxthausen met d'un côté tous les vrais Slaves, et, de l'autre, les Grands-Russes seuls. Il les appelle Slaves, en donnant la preuve qu'ils ne le sont pas.

17. — L'histoire et les tendances actuelles de Novgorod présentent des particularités étrangères au caractère national russe.... Ces particularités proviennent de l'attachement au pays natal c'est-à-dire, d'un sentiment étranger au caractère du peuple russe. C'est là précisément que se manifestent les traditions de l'ancienne vie nomade du peuple. (*Ibid.* p. 148.)

Nota. — Cette remarque de Haxthausen sur la différence de sentiments entre les Novgorodiens et les Moscovites est très-importante et prouve la différence de race.

18. — Les Russes, dans leurs villages manufacturiers, ignorent la corporation et ne pratiquent que l'association libre et ouverte. (T. I, p. 156.)

C'est là un des bons côtés du peuple russe ; mais ces associations industrielles sont routinières et fabriquent très-médiocrement.

19. — La mobilité des Russes, non-seulement leur rend l'agriculture désagréable, mais, dans l'industrie, les fait changer sans cesse de métier. (*Ibid.* p. 178.)

Si le Russe préfère l'industrie à l'agriculture, il préfère le commerce ambulant à l'industrie. Il embrasse rarement, de son plein gré, une profession d'artisan quelconque; il aime mieux mener une vie nomade, comme petit marchand, colporteur, voiturier, etc. (*Ibid.*, t. II, p. 448.)

21. Le peuple russe ne sait pas se promener, marcher pour marcher. (T. I, p. 267.)

Nota. — C'est là un trait tout oriental.

22. — Le costume et la langue sont également uniformes chez les Grands-Russes. (*Ibid.*, p. 270.)

Nota. — La monotonie, dit M. Schnitzler, est un caractère distinctif de la Russie. Il faut dire : la monotonie dans la mobilité. C'est un océan humain dont tous les flots se ressemblent. Chez les vrais Slaves, il y a, au contraire, une grande variété de costumes et d'habitudes comme de dialectes.

23. — M. de Haxthausen peint Odessa comme une ville sans nationalité, habitée par une population de toute race. (T. II, p. 268.) Il en est de même des autres villes maritimes russes de la mer Noire. Du tableau qu'il en fait, il semble résulter que les Russes ne sont que campés là.

24. — L'école théologique de Kief est restée, jusqu'au dix-huitième siècle, c'est-à-dire jusqu'au partage de la Pologne, en relations intimes avec la littérature polonaise ; elle puisait à cette source les sciences de l'Occident, tandis que l'école de Moscou s'adressait principalement à l'Allemagne. (T. III, p. 107.)

Nota. — Le fait est bien simple, la civilisation moderne de la Ruthénie, ou Russie slave, étant polonaise.

25. — L'usage de la prédication, inconnu de l'ancienne Église moscovite, y a été introduit de Kief, après la conquête de cette ville au dix-septième siècle, mais n'y est jamais devenu un élément essentiel du service divin, ni une coutume générale. Les sermons doivent être préalablement soumis aux évêques. Par conséquent, aucune improvisation, aucune spontanéité : aussi n'y a-t-il guère de talent oratoire que parmi les évêques ou tout au moins les dignitaires. (*Ibid.*, p. 98 et 108.)

Nota. — Il n'y a encore aujourd'hui d'exception que pour le clergé de Saint-Pétersbourg.

26. — Un calendrier héraldique de la noblesse russe (année 1787), sur une liste de 656 familles nobles, en cite 140 d'origine tatare, 218 d'origine polonaise, lithuanienne ou ruthène, sans compter 7 de Novgorod, 3 de Livonie et 1 de Courlande ; 186 proviennent de divers pays étrangers ; il n'en reste

comme on voit, qu'une centaine pour la Moscovie. (T. III, p. 73.) — L'auteur dit plus loin qu'il subsiste 38 familles ayant du sang des Rurikovitches et 8 du sang de Jagellon.

27. — Autrefois, il n'arrivait pas à destination le tiers des exilés envoyés en Sibérie. Aujourd'hui il en meurt encore de 15 à 25 pour 100 en route.

28. — On assure qu'autrefois la moitié des recrues mourait dans l'année : qu'actuellement (en l'année 1850), il en meurt encore le tiers. L'auteur croit ce chiffre exagéré. (T. III, p. 348.)

Nota. — Ces chiffres terribles, dans une bouche aussi peu suspecte, se passent de commentaire et sont parfaitement en rapport avec ce qu'on sait de la mortalité immense, inouïe, de l'armée russe durant la guerre de Crimée, qui a coûté à la Russie 630,000 hommes [1] ! A côté de ces citations vraiment tragiques on en peut choisir une d'un caractère bien différent : c'est l'apologie consciencieuse des coups de bâton comme système pénitentiaire, apologie qui n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. L'auteur s'efforce de démontrer que ce système est infiniment plus raisonnable et plus *humain*, quant à l'armée, que les lois françaises. Voici ses conclusions :

29.—On ne rencontre, dans le caractère russe, aucune trace de la fiction sentimentale en vertu de laquelle les hommes de l'Occident trouvent plus d'agrément à recevoir un coup d'épée ou une balle qu'un coup de bâton. — Le Russe du peuple ne voit dans des coups que des coups, rien de plus, rien de moins. Parmi les Grands-Russes, tout pouvoir social fait respecter son autorité par des coups, qui, du reste, n'altèrent en rien les affections ni l'amitié. Tout le monde donne des coups ; le père bat son fils ; le marié, sa femme ; le seigneur territorial ou son intendant, les paysans, sans qu'il en résulte de l'aigreur ou de la rancune. Le dos même des Russes est habitué aux coups, et pourtant le bâton est encore plus sensible aux nerfs de leurs dos qu'à leurs âmes.

[1] Par compensation, le *Nord*, du 14 décembre 1865, nous assure, d'après le compte rendu du ministère de la guerre, qu'en 1863, durant l'insurrection de Pologne, l'armée russe n'a pas perdu 15 hommes sur 1,000, et que, durant la première conscription de 1865, sur 8,833 conscrits, il en est mort UN seulement, ce qui fait 16 décès sur un total de 141,000 conscrits!.....

30. — Les Russes, si habiles dans le petit trafic, n'ont ni goût ni talent pour le commerce extérieur et maritime. (T. III, p. 643).

31. — En général, on est d'avis que les ouvriers russes, après avoir acquis un certain degré d'aptitude, ne font plus de progrès. (*Ibid*, p. 156.)

Ajoutons à ces extraits de Haxthausen les observations suivantes :

1. — La terre, dans la Grande-Russie ou Moscovie, est cultivée par les femmes plus que les hommes, qui, autant que cela leur est possible, quittent le village natal et l'agriculture, en payant un droit au seigneur.

2. — Le sentiment poétique et artiste appartient bien plutôt aux Petits-Russes qu'aux Grands-Russes : en général, tout ce qui a une individualité musicale, tout ce qui s'exprime par une mélodie personnelle est Petit-Russe (nous prenons le mot dans son acception la plus étendue, les Ruthènes compris). Aux Grands-Russes appartient cette musique d'ensemble qui n'est qu'un grand instrument où chaque exécutant n'a que la valeur d'une touche ; ensemble, d'ailleurs, d'une précision accomplie.

3. — Nous avons parlé plus d'une fois de la Terre-Noire (*Tchernaïa-Zemlia*): il y en a deux, celle de Moscovie et celle de Pologne. La première commence à l'est de la Desna, et occupe la Petite Russie orientale et le nord de la Nouvelle Russie, dont le sud appartient à la région des steppes. Au contraire, à l'ouest de la Desna et du haut Dniéper, la Lithuanie et la Russie-Blanche sont peu fertiles, et plus marécageuses et forestières qu'agricoles.

La seconde Terre-Noire couvre la Ruthénie (Volhynie, Podolie et Kiovie ou Ukraine), qui produit le meilleur blé de l'Empire russe. C'est la meilleure des deux Terres-Noires. Cependant, si la Pologne se reconstituait, la Moscovie, en perdant la Ruthénie, garderait la région fertile de l'est, avec les houillères du Don et celles de Toula ; par conséquent des éléments agricoles et industriels pour le commerce de la mer Noire.

M. de Haxthausen a consacré un long chapitre (T. I, ch. 11), à un sujet très-intéressant et qui demanderait des développements dans lesquels nous regrettons de ne pouvoir entrer ici. Ce sont les sectes religieuses de Russie. Nous en dirons seulement quelques mots. Le résultat des recherches de l'écrivain allemand est que ces sectes se divisent en deux catégories : l'une, et la plus nombreuse, ne s'est primitivement séparée de l'Église orthodoxe que sur des questions de pur formalisme. En 1659, le patriarche Nikon ayant fait revoir et corriger les textes des Écritures dont se servait le clergé moscovite et qu'avait grossièrement altérés l'ignorance des temps, la routine se souleva contre le prétendu sacrilége de cette innovation et enfanta une secte qui rejeta toute révision des textes sacrés, toute modification de la liturgie, et prit le nom de vieux-croyants (*starowertzi*); elle s'accrut dans de vastes proportions sous Pierre le Grand, par réaction contre les nouveautés de ce tsar, bien autrement radicales que celles de Nikon.

Une partie des vieux-croyants ont des prêtres de leur secte remontant par une filiation sacerdotale non interrompue jusqu'à l'époque antérieure à la scission. D'autres se passent entièrement du ministère des prêtres. Depuis Pierre le Grand, la croyance que le tsar est l'Antechrist s'est beaucoup répandue parmi eux; les plus exaltés et les plus ignorants lui opposent un tsar imaginaire, le vrai *tsar blanc*, qui porte la barbe longue, la couronne en tête et le manteau impérial, et non l'habit et le chapeau des *Niemtsi* (Allemands). Ces idées ont beaucoup contribué à la grande extension prise par la révolte de Pougatchef ; le malheureux mari de Catherine II, Pierre III, dont Pougatchef s'attribua le nom, ayant passé pour le vrai *tsar blanc*, par opposition à l'Allemande Catherine. Les opinions des vieux-croyants étaient et sont encore très-accréditées chez les Cosaques.

La masse des sectaires ne va pas toutefois jusqu'à cette hostilité radicale envers le tsar. Le gouvernement tour à tour les opprime ou les ménage, suivant les circonstances, et, au fond, se préoccupe beaucoup de leurs dispositions. Quand il les maltraite, il les appelle *raskolniks* (schismatiques); quand il les ménage, il les qualifie de *iedinowertzi* uni-croyants.

La raison de l'espèce d'autorité indirecte qu'exercent les vieux-croyants tient à ce qu'ils sont, au fond, les plus Moscovites des Moscovites, comme l'explique très-bien M. de Haxthausen.

« Rien ne saurait excuser et légitimer, aux yeux du peuple russe, le plus petit changement apporté dans le culte extérieur; car l'essence, la base fondamentale de l'Église d'Orient, est la tradition. Tout, jusqu'au moindre ornement dans la construction extérieure d'une église, repose sur une coutume traditionnelle, fidèlement transmise d'âge en âge. Dans cette Église, la hiérarchie n'a pas à décider des questions religieuses ; son autorité spirituelle ne porte ni sur l'explication du dogme, ni sur l'organisation du culte ; dépositaire fidèle du passé, sa mission se borne à conserver tout ce qui a été établi et sanctionné par les siècles. (T. I, p. 312.) »

M. de Haxthausen nous paraît avoir tracé ici, sans en avoir l'intention, le portrait bien caractérisé d'une Église morte.

Les vieux-croyants sont les gardiens les plus fidèles de ce sépulcre. Voilà pourquoi ils exercent, comme le dit l'écrivain allemand, sur la Russie et son gouvernement une influence morale tout à fait mystérieuse. «A chaque innovation religieuse, à la mesure la plus insignifiante de politique intérieure, à chaque projet d'amélioration ou au moindre changement, on se demande toujours tout bas : « Et qu'en diront les *starowertzi?* »

« Les *starowertzi* (vieux-croyants), sont l'ancienne nationalité russe pétrifiée. Ils représentent en Russie le principe de la stabilité ou plutôt de l'immuabilité. Ils sont les régulateurs que l'on consulte pour savoir jusqu'à quel point les réformes peuvent être poussées. »

La catégorie de sectaires dont nous venons de parler représente donc le passé: l'autre catégorie ne représente certes pas l'avenir : elle se compose d'une multitude de sectes (on assure qu'il y en a jusqu'à deux cents), fondées non plus sur des disputes de sacristie et sur des minuties liturgiques, mais sur des doctrines secrètes et sur des pratiques étranges, extravagantes, parfois monstrueuses, qui les mettent véritablement en dehors du christianisme.

« Ces sectes, dit Haxthausen (t. I, p. 300), n'ont pas créé de

corps complet de doctrine ; elles n'ont, en général, qu'un certain nombre d'idées sans liaison, mais arrêtées, et produisant une sorte de monomanie qui mène au plus terrible fanatisme. » Il cite des scènes qui dépassent en horreur celles du culte de la déesse de la Mort dans l'Inde.

Dans la secte des *morelstschiki* (ceux qui s'immolent eux-mêmes), on a vu des bandes de trente, de cinquante, de cent individus, se brûler volontairement, tous à la fois, sur un même bûcher !

Il n'y a guère moins de folies sinistres dans la secte des *scoptzi*, ou eunuques volontaires, répandue parmi les classes aisées et commerçantes, ni dans celle des flagellants, alliée à la précédente, et qui mêle des mortifications sanglantes à des pratiques de promiscuité. Puis vient la secte des *muets*, qui n'est que bizarre ; puis celle qui adore le diable, ou, tout au moins, lui fait des offrandes secrètes et le traite avec grande révérence, etc., etc.

Une seule secte, les *douchobortzi* ou lutteurs de l'esprit, paraissent avoir des idées d'une certaine élévation et un ensemble de théologie mystique présentant quelque analogie avec les traditions manichéennes ou gnostiques, et une tendance au panthéisme. Malgré ce caractère qui la sépare du reste, cette secte, peu nombreuse et qui semble d'origine étrangère, est accusée, comme les autres, de pratiques immorales et cruelles qui feraient un incompréhensible contraste avec les belles et poétiques prières que l'on cite d'elle. Peut-être ces imputations, trop bien fondées à l'égard des autres sectaires, sont-elles injustes quant à ceux-ci.

L'impression générale qu'on ressent de ce que l'on peut apprendre sur cette obscure matière, est qu'il n'y a rien là qui ressemble aux mouvements religieux de l'Occident, ni qui annonce, du moins quant à présent, un renouvellement ni un progrès quelconque moral ou intellectuel. Les vieux-croyants, plus réguliers dans leurs mœurs que le reste du peuple moscovite, ont un esprit étroitement rétrograde, et les autres sectaires sont, en général, de vrais barbares et des espèces de monomanes, comme le dit M. de Haxthausen, qui se trompe seulement en ceci

qu'il croit toutes ces sectes récentes: Karamsine (t. III) constate que les sectes apparaissent en Moscovie, avec le christianisme lui-même, dès le douzième siècle, et le savant W.A. Macieïowski a fait là-dessus cette intéressante remarque : que les hérétiques bulgares, disciples de Basile, qui se réfugièrent de Constantinople sur le Dniéper et, de là, en Moscovie, ne laissèrent aucune trace de leur présence dans la première de ces stations et, dans l'autre, au contraire, firent souche de sectaires: ce que M. Macieïowski explique par l'affinité d'origine entre les Touraniens bulgares et les Touraniens moscovites, affinité qui n'existait pas avec les Slaves du Dniéper[1].

Ce qui est certain, c'est que, tandis que les sectes sont si multipliées parmi les Moscovites et les Cosaques, il n'en existe et n'en a point existé parmi les Russes-Slaves (Ruthènes, Petits-Russes ou Russes blancs), sauf la grande division entre ceux qui repoussaient et ceux qui acceptaient l'Église romaine. Les Slaves n'ont pas l'esprit de secte.

M. Duchinski nous adresse une observation essentielle : c'est que les sectes moscovites et, plus généralement, touraniennes détruisent l'individualité que les sectes aryennes développent.

On trouve, sur les sectes moscovites, beaucoup de renseignements dans le livre de M. P. de Swetchine, le *Râskol* (le Schisme), publié à Paris en 1859.

V

SUR LES SERFS MOSCOVITES.

Nous avons parlé, dans notre première partie, de l'établissement du servage de glèbe par le tsar Boris Godounof, dans le but de gagner les seigneurs et de fixer par force la mobilité du paysan moscovite en l'enchaînant à l'agriculture.

[1] On se rend difficilement compte comment M. Macieïowski, après avoir si bien constaté les différences d'origine, admet ailleurs les Moscovites pour Slaves.

L'état des serfs alla toujours empirant depuis Boris jusqu'à Pierre le Grand inclusivement. Le fait, pratiqué par les seigneurs, dépassa toujours le droit selon les ukases, si l'on peut appliquer le nom de droit à pareille chose. Sous Boris, les serfs étaient encore distingués des esclaves domestiques ; on ne pouvait les faire passer à la condition de ces derniers, ni les vendre sans la terre à laquelle ils étaient attachés. Les seigneurs s'affranchirent peu à peu de ces restrictions, et, pendant la minorité de Pierre Ier, le grand conseil des boyards donna au servage une extension entièrement illimitée [1]. De serfs de glèbe, les paysans moscovites étaient devenus esclaves dans toute l'acception du mot ; on les vendait sans la terre, isolément ; on vendait à part les maris et les femmes, les mères et les enfants.

Il est vraiment étrange d'entendre les écrivains moscovites déclamer, au nom du droit naturel ou du droit historique, contre la tyrannie exercée par la noblesse polonaise sur ses paysans ; eux, les fils de ces seigneurs russes qui vendirent leurs serfs, comme les planteurs faisaient de leurs noirs, jusqu'au commencement de ce siècle, et qui les vendraient encore, si les tsars n'eussent enfin imposé de nouveau quelque limite à l'esclavage, avant de le faire disparaître, par une politique qui cherche aujourd'hui son point d'appui ailleurs que ne le faisait Boris. Le paysan polonais, si durement, si injustement traité qu'il ait pu être, n'est jamais tombé jusque-là. Il a été un serf et, en Lithuanie, un *demi*-serf de glèbe très-opprimé ; il n'a jamais été un esclave ; on ne l'a jamais vendu.

Le prince Pierre Dolgoroukof attribue à Pierre le Grand la transformation du servage de glèbe en complet esclavage, et ne fait remonter cette transformation qu'au recensement de la population en 1722 ; un oukase de Pierre le Grand, cité par M. Nicolas Tourguénef [2], montre que les plus énormes abus de l'esclavage étaient passés en habitude à une époque antérieure, et que Pierre Ier essaya d'y poser quelque limite.

Voici l'extrait de cet oukase, d'après M. Tourguénef :

« Il est d'usage, en Russie, de vendre les hommes comme

[1] Haxthausen, t. III, p. 511.

[2] *La Russie et les Russes*, t. II, p. 104.

du bétail, en séparant les parents de leurs enfants et les époux l'un de l'autre; ce qui n'a lieu nulle part dans le monde et fait couler bien des larmes. C'est pourquoi nous ordonnons au Sénat de faire un règlement pour défendre la vente des hommes sans la terre qu'ils habitent, ou, s'il est impossible qu'elle soit défendue, pour empêcher de séparer les uns des autres les membres d'une même famille. »

L'oukase ne fut point exécuté. Le formidable despote qui avait exterminé les strélitz et brisé violemment toutes les habitudes de son peuple, ne vint pas à bout d'imposer un frein quelconque à la tyrannie des maîtres sur les esclaves, et son recensement de 1722 n'établit pas l'esclavage, mais le reconnut comme un fait établi.

On fait beaucoup valoir l'avantage qu'avait le paysan moscovite sur le paysan polonais, de faire corps et d'être gouverné par ses élus, tandis que le paysan polonais était plus immédiatement, et surtout plus habituellement, sous la main du seigneur, ce qui tenait à la fois à l'esprit de communauté permanent chez les Moscovites, et à ce que le noble polonais a toujours mené la vie rurale, tandis que le seigneur russe n'en a jamais eu le goût ni l'habitude; mais la communauté moscovite, dont le seigneur modifiait ou brisait l'administration autant qu'il lui plaisait, n'a jamais garanti, en quoi que ce fût, le paysan contre aucune sorte de violence ou d'arbitraire seigneurial, et souvent ne faisait qu'ajouter le despotisme du *starosta*, un esclave maître, à celui du seigneur.

En résumé, pour être juste envers les tsars, on doit reconnaître que les paysans de la couronne étaient, avant l'émancipation, beaucoup moins malheureux que les paysans des seigneurs [1]. Leur *obrok* (redevance) était beaucoup moins élevé, et ils pouvaient quitter leur commune et s'en aller où ils voulaient, en donnant garantie du payement de l'*obrok*; leur servage de glèbe était ainsi notablement mitigé.

[1] Sauf sur les terres de quelques très-riches familles dont la fortune n'avait pas pour base principale les redevances des serfs et qui ne leur imposaient que des redevances modiques; on peut citer comme exemple les Woronzof, les Narichkine, les Demidof, les Orlof.

Le nombre des paysans de la couronne n'est pas très-inférieur à celui des paysans des seigneurs : il s'élève à près de 9 millions d'*âmes*, tandis que les autres ne dépassaient guère 10 millions[1]. Nous employons le terme d'*âmes* dans le sens moscovite et non dans le sens européen ; chez nous, le nombre des âmes, c'est le chiffre total de la population ; en Russie, les mâles seuls comptent pour des *âmes :* il faut donc doubler pour avoir le chiffre total.

Aujourd'hui, c'est la condition des anciens serfs des seigneurs qui est la meilleure, puisqu'ils sont entièrement affranchis de la glèbe, pendant que la situation des paysans de la couronne n'a pas changé.

Les paysans émancipés doivent payer, durant quarante-neuf ans, la rente de la terre, rente amortissant le capital, soit en argent, soit en corvées. La majorité, dès à présent, paye en argent. Deux millions environ de paysans se sont déjà rachetés de cette rente, un certain nombre avec leurs propres ressources, et la majorité avec le concours de la banque instituée à cet effet par le gouvernement. Ces derniers sont donc maintenant les débiteurs du gouvernement au lieu d'être ceux de leurs anciens propriétaires.

Dans l'organisation actuelle, plusieurs communes forment un canton (*voloft*) : chaque canton élit un ancien assisté d'un conseil. Des délégués sont nommés au vote universel pour les assemblées de district : ces assemblées nomment des délégués pour l'assemblée du chef-lieu de la province ou gouvernement, qui, à son tour, élit dans son sein les membres du comité administratif de la province.

Le vote universel s'applique également au choix des anciens et des juges auxquels ressortissent spécialement les affaires des paysans.

Des institutions électives dans la commune et la province, et le pouvoir absolu au centre de l'État, une sorte de démocratie, au moins apparente, en bas et l'autocratie en haut, voilà l'unique espèce de constitution qu'aient voulue et qu'aient formulée ceux qui s'intitulent *les patriotes russes*. Leurs journaux se

[1] Schnitzler, *l'Empire des Tsars*, t. III, p. 192 et suiv.

plaignaient, l'année dernière, de la profonde indifférence que les populations témoignaient pour ces institutions. Aujourd'hui ils en vantent plus ou moins le fonctionnement ; de leurs propres citations, il résulte que les institutions provinciales n'ont ni ressources ni autorité.

Les nobles sont, presque partout, parvenus à se faire élire, en très-grande majorité, membres des assemblées provinciales, mais il n'est nullement à croire que cela leur donne une force politique quelconque. La seule chose vraiment sérieuse est très-probablement la commune ou, tout au plus, le canton.

Quelle influence aura l'émancipation des serfs sur le régime de la communauté dans les villages moscovites ?

L'acte d'émancipation et les règlements qui l'ont suivi laissent aux paysans la liberté du choix entre la communauté et la propriété individuelle par voie de partage définitif.

« Vraisemblablement, » dit M. Schnitzler[1], « l'émancipation des serfs n'aura rien changé à ce qu'on a appelé le *communisme* russe. »

M. de Haxthausen avait protesté d'avance contre tout changement essentiel à cet égard.

« Je crois, dit-il, qu'il serait extrêmement dangereux de détruire ce principe, ou même de le modifier d'une manière essentielle. Il est vrai que ce principe entraîne des conséquences nuisibles au progrès de l'agriculture ; mais la valeur politique de ces institutions l'emporte tellement sur toutes ces considérations, qu'on ne saurait les mettre en parallèle. Je crois, du reste, que sans porter atteinte au principe même, on pourrait en faire disparaître les conséquences nuisibles, par exemple en ramenant les petites communes, et celles qui ont été formées par la décomposition de communes plus grandes, à leur état primitif, par la suppression des petites divisions territoriales et *par le rétablissement d'une culture commune des terres*. Je crois qu'une pareille mesure est réalisable chez un peuple habitué à se soumettre au gouvernement. Il paraît incontestable que la culture des terres, pour être commune, n'en serait que plus rationnelle et plus productive, et qu'il n'y aurait de préjudice

[1] *Empire des Tsars*, t. III, p. 200.

pour personne, si, au lieu de la division du sol, on faisait la répartition des produits de la récolte. »

Quelles sont, à ce sujet, les dispositions du gouvernement russe? — Nous avons indiqué les projets qui s'agitent pour introduire le communisme en Pologne. Le gouvernement, en Moscovie, semble cependant assez favorable, au point de vue de l'accroissement de la richesse publique, à l'introduction de la propriété parmi les paysans des seigneurs, bien qu'en même temps il maintienne le régime de la communauté au complet parmi les paysans du domaine impérial. Il semble qu'il y ait là des fluctuations et des contradictions tenant à la divergence de l'intérêt économique et de l'intérêt politique. Il est probable que l'intérêt politique, comme le conseillait Haxthausen, aura le dessus, sinon peut-être sur certains points où le gouvernement voudrait développer l'agriculture à tout prix.

La communauté moscovite se modifiera-t-elle? — Nous l'ignorons; mais, quand elle disparaîtrait, ce que nous ne croyons nullement, emporterait-elle avec elle le despotisme? — Nous affirmons le contraire. Citons ici quelques lignes d'un des livres les plus profonds de notre temps :

« Le Czar vient de faire franchir à la Russie sa nuit du 4 août. « D'un trait de plume, sans qu'il y ait eu une goutte de sang « versé, il a émancipé les serfs, appauvri les riches, enrichi les « pauvres, rendu les paysans propriétaires, et cela n'a pas di- « minué son pouvoir absolu; au contraire, il l'a augmenté. Par « où l'on voit à nu que les révolutions civiles, même les plus « radicales, n'ont rien de commun avec la liberté; il ne faut « pas croire que les premières mènent nécessairement à « l'autre [1]. »

Si la communauté moscovite disparaissait, le paysan deviendrait un possesseur héréditaire; il ne deviendrait pas un vrai propriétaire libre dans le sens de l'Occident; car le fait serait changé, non l'idée du droit; non l'idée de l'absolue souveraineté du tsar sur la terre et sur les personnes, non l'égalité dans la passivité.

Nous l'avons déjà dit, ni l'émancipation, juste en elle-même,

[1] Edgar Quinet, *la Révolution*, t. Ier, p. 108.

ni les améliorations de diverse nature qui l'accompagnent [1], ne rendent l'empire de Russie moins dangereux à l'Europe : au contraire.

Depuis la conquête moscovite jusqu'à l'émancipation, les paysans des provinces lithuano-ruthènes se sont trouvés, vis-à-vis des seigneurs, au même régime que les paysans moscovites ; c'est-à-dire qu'ils avaient, au point de vue de la *légalité* russe, passé d'un demi-servage à l'esclavage. Les seigneurs auraient pu imposer les paysans individuellement suivant leurs capacités, ou imposer arbitrairement le village en masse. Il est juste de reconnaître qu'ils n'en ont rien fait. Ils n'usèrent pas davantage du bénéfice des articles suivants du dernier Recueil de lois, ou *Swod*, publié en Russie avant l'émancipation.

« Art. 1030..... Les serfs pourront invoquer la protection des lois dans le cas où des effets à eux appartenant leur auraient été injustement enlevés, *non par leurs seigneurs*, mais par toute autre personne.

« Art. 1038. — Il est défendu de marier les veuves et les filles serves sans la permission de leur seigneur.

« Art. 1047. — Il dépend du bon plaisir du seigneur de prendre les paysans à son service personnel, de renvoyer ses domestiques au travail des champs, de les inscrire, au recensement, dans telle ou telle catégorie, et de changer à volonté les devoirs qui leur sont imposés.

« Art. 1085. — Il n'est pas défendu au seigneur de vendre ses paysans en masse, et de stipuler que le village vendu sera transporté sur les terres de l'acheteur. »

Si les lois de l'Empire eussent été appliquées en fait aux

[1] On ne comptera pas, sans doute, parmi ces améliorations, la sollicitude du gouvernement russe en faveur du commerce de l'eau-de-vie, dont il tire une si grande partie de son revenu. Il y a des années que, bien antérieurement à la dernière insurrection, il a dissous les sociétés de tempérance qui s'étaient formées en Lithuanie. La domination des tchinovniks, substituée à l'influence des anciens propriétaires, contribuera certainement à propager dans les provinces polonaises un vice encouragé par le gouvernement dans l'intérêt de ses finances. Les journaux moscovites eux-mêmes remarquent que la province de Kief (l'Ukraine) rapporte plus aujourd'hui à la ferme de l'eau-de-vie que la province de Saint-Pétersbourg ou celle de Moscou.

Provinces occidentales, la condition des paysans lithuano-ruthènes eût été grandement empirée. Le recueil que nous venons de citer est du règne d'Alexandre II et de l'année 1857.

Une observation de M. Duchinski nous paraît essentielle à consigner sur l'histoire du servage en Russie. — Nous avons reporté l'origine du servage de glèbe chez les Moscovites à Boris Godounof, et c'est incontestablement à ce tsar que remontait la législation qui vient d'être abrogée par Alexandre II, mais le servage de glèbe n'était pourtant pas entièrement nouveau en Moscovie. Il avait été établi une première fois sous les Mongols du treizième siècle. Les conquérants mongols ayant fait faire le dénombrement de la population soumise et l'ayant assujettie à la capitation, les kniaz rurikovitches, afin d'assurer le payement de l'impôt, interdirent aux paysans de quitter les domaines qu'ils habitaient. Cette défense était tombée en désuétude depuis longtemps, lorsque Boris la renouvela et l'aggrava.

VI

LE LIVRE DU MILLENIUM.

En 1862, à l'occasion du millième anniversaire de la prétendue fondation de l'Empire de Russie par Rurik, a été décrétée l'érection d'un monument commémoratif à Novgorod, et publiée à Saint-Pétersbourg une *Description ethnographique des peuples de la Russie*, par F. de Pauly, membre de la Société impériale géographique de Russie, avec le concours de MM. d'Erckert, Baër, Ritter, Kœppen, Kounik, Widerman, Brosset, Lerch, les savants les plus distingués de l'Empire. Quelques citations de ce livre nous paraissent offrir de l'intérêt, comme constatation ou de faits ou de points de vue.

« Page 4. — « La séparation des Slaves en Slaves de l'Est et Slaves de l'Ouest se manifeste principalement par l'antagonisme de Moscou contre la Lithuanie.

« Le monde slave appartient à l'Europe, mais il forme l'élé-

ment transitoire du monde européen au monde asiatique, essentiellement représenté par les tribus slaves de l'Est, c'est-à-dire par les Russes, et, chez ceux-ci, par leur tribu orientale et principale, les Russes proprement dits ou Russes de la Grande-Russie.

« C'est ainsi que les Slaves forment l'Orient européen : les Russes, l'Orient slave, et les Russes de la Grande-Russie, l'Orient russe. Ces *véritables Russes* trouvent, dans les Petits-Russes et les Russes-Blancs, un élément de transition aux Slaves de l'Ouest. »

Ainsi, d'après les savants de Saint-Pétersbourg, les Moscovites sont Slaves, mais les moins européens des Slaves, et c'est l'élément représentant l'Asie parmi les Slaves, qui doit dominer sur les éléments représentant l'Europe.

Les auteurs comptent, d'après les langues, 35 millions de Grands-Russes, 15 millions de Petits-Russes, dont 3 millions en dehors de l'Empire russe (dans l'Empire autrichien), et 3 millions de Russes-Blancs.

Page 5. — « Le tsar est le père naturel, légitime et absolu de toute la nation russe, et, en même temps, le chef suprême de l'Eglise. Son pouvoir est illimité sur le peuple russe : l'obéissance de ce peuple aux volontés du tsar est absolue ; la grâce ou la défaveur du tsar exerce sur ses sujets une influence sans bornes; C'EST LA LE PRINCIPE RUSSE ».

« Il y a six nationalités russes: 1° Celle des Polanes du Dniéper. Ils perdirent leur nom par suite de la domination des Russes-*Varagues* (Varègues), tandis que le même nom de Polanes a continué de désigner les Slaves de la Vistule, qui comptaient aussi parmi eux une tribu nommé Polane. »

Nous ferons remarquer que le nom de Polanes n'a disparu que très-tard sur le Dniéper. On continuait de l'employer au seizième siècle, d'après M. Maximovitch, professeur à l'université russe de Kief. On l'a employé plus tard encore.

« 2° La nationalité des Sévériens et des Radimitches[1].

« 3° La nationalité des Grands-Russes dans les pays de Souz-

[1] Ancêtres des Petits-Russes de la rive orientale du Dniéper.

dal et de Razan (Riaizan), procédant des Viatitches et des colons novgorodiens.

« 4° La nationalité des Krivitches ;

« 5° Celle des Novgorodiens, etc.;

« 6° Celle des Polotchans (pays de Polotzk.) »

La nécessité de maintenir que les Grands-Russes sont Slaves oblige les auteurs à écarter du berceau de cette nationalité les populations finnoises, c'est-à-dire vraiment moscovites, pour ne rattacher ses origines qu'aux colons novgorodiens, élément numériquement bien faible en Moscovie, et aux Viatitches, ancien peuple qui, d'après les solides considérations historiques de Muller, de Schlötzer et d'autres savants éminents, n'était pas slave, et, dans tous les cas, n'occupait que les gouvernements de Koursk, d'Orel, de Kalouga et de Toula, et ne s'est jamais étendu plus loin au Nord.

Les Krivitches, les Novgorodiens et les Polotchans peuvent être considérés comme ne faisant primitivement qu'un même groupe.

Page 100. — « La langue polonaise a exercé, à l'Est et au Sud, sur la langue russe, sa voisine, une influence qui est très-sensible dans le langage des Russes de la Russie-Blanche. Le caractère de la langue des Petits-Russiens, dialecte slave demeuré assez en dehors de l'influence étrangère, rappelle fortement le polonais, qui en diffère plutôt par la forme que par le fond.

« Tandis que, chez les Russes, les facultés intellectuelles paraissent assez uniformément réparties, il en est autrement chez leurs frères les Petits-Russes, où les uns sont doués de beaucoup d'intelligence, pendant que les autres en sont presque entièrement dépourvus. »

Nous avons déjà fait observer que l'uniformité est un des caractères des peuples touraniens, et la variété, au contraire, un des caractères des peuples aryens.

Les auteurs, comme M. de Haxthausen, distinguent, des Petits-Russes de la rive orientale du Dniéper, les paysans des gouvernements de Kief, de Podolie, de Volhynie, ceux de la Gallicie orientale, ainsi que les paysans de dialecte russien qui se rencontrent dans le nord-est de la Hongrie et dans la partie orientale et

méridionale du gouvernement polonais de Lublin ; ils qualifient ces populations de Ruthènes et de Rusniaques[1]. (p. 79.)

Page 80. — « Les Ruthènes parlent en général le petit-russien, mais fortement mélangé de tours de phrase et d'expressions polonaises. »

Les auteurs divisent les Russes-Blancs en deux groupes : 1° ceux des gouvernements de Vitepsk, de Mohilef, de Smolensk, et leurs colons établis dans la Grande-Russie ; 2° ceux des gouvernements de Minsk, de Grodno, de Vilno (Vilna) et de Kovno. Il est probable que le premier groupe est seul slave d'origine, et que le second est formé de Lithuaniens qui ont adopté le dialecte des Russes-Blancs, tandis que le reste de leurs frères de race ont conservé la langue lithuanienne, ou parlent le polonais.

Page 77. — « Le vol est fort rare en Petite-Russie ; la langue du pays n'a pas même de terme pour désigner le voleur ; on le qualifie seulement de malfaiteur (*zlodii*, en polonais *zlodziei*). — Favorisé par la nature plus féconde, le Petit-Russe se nourrit généralement mieux que le Russe, et il a, chaque jour, besoin de faire au moins un repas chaud. »

Dans la langue slave-moscovite, *voleur* se dit *wor*, dérivé du finnois *waras*. L'intérêt de l'autre observation est dans ceci : que les Moscovites (paysans et petits bourgeois) ne font communément qu'un repas chaud par semaine, habitude très-singulière aux yeux des Occidentaux.

A propos de l'inauguration projetée d'un monument qui glorifie la prétendue fondation de l'Empire russe par Rurik, il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'une autre commémoration a été célébrée à Novgorod depuis le douzième siècle jusqu'à la chute de cette république sous les armes d'Ivan III ; c'était la fête instituée en souvenir de la victoire remportée par les Novgorodiens sur André de Bogoliïoub, le vrai fondateur de l'État moscovite, le 28 novembre 1170, un an après le sac de Kief par l'armée d'André. Un fait très-curieux, que nous signale M. Duchinski, c'est que les exilés novgorodiens, transférés en Moscovie par Ivan III, parvinrent à glisser les hymnes ou antiennes relatives à cette

[1] Prononcer Routhènes et Rousniaques.

commémoration dans la liturgie *orthodoxe*, sans que l'ignorance moscovite s'en rendît compte. Ces exilés, élite de la population novgorodienne, prirent, par la supériorité de leurs lumières, une très-grande influence sur leurs vainqueurs et jouèrent le principal rôle dans la lutte religieuse de ce temps entre le christianisme grec orthodoxe et les tendances *judaïsantes* qui avaient envahi le clergé moscovite, et que favorisait le métropolitain Zosyme. Si la Moscovie n'a point alors passé au judaïsme, comme avaient fait autrefois les Khozars, c'est peut-être aux transportés novogorodiens qu'elle le doit.

VII

SUR LES COSAQUES, LES PETITS-RUSSES ET LES RUTHÈNES.

I

Les équivoques et les obscurités que la politique russe s'est appliquée à jeter sur tout ce qui regarde ces populations, et les notions vagues et confuses qu'on a trop communément sur elles, nous obligent à ajouter quelques éclaircissements à ce que nous en avons dit dans notre livre.

S'il n'y a aucune différence d'origine entre les Russiens ou Ruthènes de la rive gauche du Dniéper et les Petits-Russes de la rive droite, les Cosaques, au contraire, diffèrent tout à fait originairement des uns et des autres. On peut, à la rigueur, faire remonter les Cosaques jusqu'aux Scythes nomades d'Hérodote comme les Slaves du Dniéper aux Scythes agriculteurs ; car le nom de Scythes, chez Hérodote, enveloppe des races diverses, et il y a toujours eu, sur le Don et entre ce fleuve et le Dniéper, des Touraniens nomades, en rapports, le plus souvent de guerre et de conquête, mais parfois aussi d'alliance, avec les Slaves du Dniéper. Après que les Khozars eurent été chassés par les Varègues-Russes, arrivèrent les Polovtzi ou Cumans (Komans), qui jouent un grand rôle dans l'histoire des Rurikovitches, et ces

bandes de Torki (Turcs) et de Bérendéens, qui poussèrent en partie jusqu'au Dniéper et s'y établirent en se mettant au service des grands-princes de Kief. Ce sont là les ancêtres des Cosaques, en leur associant les bandes de Tcherkesses (Circassiens), qui étaient de même race, suivant Karamsine, et qui, venus à la suite des Mongols, se fixèrent dans les mêmes contrées [1]. La ville de Tcherkask rappelle encore leur nom. Ce nom de Tcherkesse est identifié par les anciens auteurs à celui de Kosak ou Kasak, qui, dans les langues turques, désigne un partisan, un nomade guerrier, et qui est en usage dans ce sens jusqu'au centre de l'Asie, ainsi que l'atteste le nom des Kirghiz-Kaissaks ou Kasaks.

Une assez grande confusion ethnographique résulte de ce que ce double nom de Tcherkesses et de Kosaks a été appliqué par extension à des populations aryennes, qui ont la même manière de faire la guerre que ces Touraniens, comme autrefois il y avait, à côté des Scythes touraniens, des Scythes aryens, c'est-à-dire des Aryens qui avaient pris plus ou moins les mœurs des Scythes. Tels sont les Circassiens actuels, ces Adigues qui viennent d'être si barbarement déportés, et leurs voisins les Ossètes, Yasses, etc., populations aryennes par excellence, qui paraissent avoir été appelées Kasaks avant qu'on les appelât Tcherkesses. On appelle aussi Kasaks, au sud du Caucase, les Mingréliens, qui sont également aryens.

Le principal noyau des Kosaks, ou Cosaques, aujourd'hui si fameux sous ce nom, a été celui du Don. Lors du démembrement de l'Empire mongol, il se forma là une société guerrière qui cherchait à se maintenir indépendante à la fois du tsarat de Moscovie et du khanat de Tauride, vendait tour à tour ses services à l'un et à l'autre, et pillait aux dépens de l'un et de l'autre, jusqu'à ce qu'elle eût été gagnée définitivement à la langue slave et à la religion grecque par le mélange de fugitifs et d'aventuriers moscovites qui la transforma. Il paraîtrait

[1] M. Pogodine lui-même, tout en maintenant, bien entendu, les Moscovites pour Slaves, reconnaît que les Cosaques ne le sont pas. Les Cosaques du seizième siècle ne sont pour lui que les descendants des Pietchinghi (Petchénègues), des Polovtzi, des Komans, et d'autres peuplades connues, dans les annales des Rurikovitches, avant l'invasion mongole, sous le nom de Klobouks-Noirs ou Karakalpaks.

que, d'après les annales russes, dans la seconde moitié du seizième siècle, Ivan IV écrivait encore aux Cosaques en langue tartare, c'est-à-dire turque.

Les Cosaques ou Tcherkesses du Dniéper, moins nombreux, moins puissants et enveloppés par les vrais Slaves, étaient alors christianisés et slavisés de langue depuis longtemps, si bien que Mathias de Miéchow, l'historien polonais du seizième siècle, les croit frères des Ruthènes par l'origine comme par la langue. Le roi de Pologne Étienne Batori les organisa militairement et en tira de bons services.

L'erreur de Mathias de Miéchow sur leur origine, constatée de nos jours par Karamsine, a été difficile à démêler, parce qu'il s'était formé, à côté de ces Cosaques touraniens et en rapport avec eux, un groupe de Cosaques réellement slaves en majorité. C'étaient les célèbres Zaporogues, bannis, réfugiés, serfs révoltés, qui formèrent, dans les îles du Dniéper, cette singulière république de guerriers célibataires sur laquelle subsistent tant de traditions d'une sauvage poésie ; Slaves, ils s'étaient constitués dans un cadre tartare, et ils dominèrent à la fois les anciens Cosaques tartares du Dniéper, associés à eux, et les paysans ruthènes, qu'ils excitaient contre la noblesse.

Les Cosaques du Don n'ont pas changé de résidence. Les Cosaques primitifs (Tcherkesses, Tartares) du Dniéper, ont émigré en majorité sur la rive droite, après leur rupture avec la Pologne sous Bogdan Chmielnicki : écrasés par Pierre le Grand à la suite de leur révolte sous Mazeppa, ils se sont fondus dans la nombreuse population slave de la Petite-Russie. La plupart ne conservent plus d'organisation cosaque. La minorité a émigré en Turquie. Quant aux Zaporogues ou Cosaques vraiment Slaves, ils ont été, sous Catherine II, déportés sur la côte nord-est de la mer Noire, où ils sont encore et dont ils portent aujourd'hui le nom (*Tcherno-Morskiié-Kazaki;* Cosaques de la Mer Noire.)

II

Nous n'avons pas à revenir sur l'origine des Ruthènes et des Petits-Russes, mais seulement à rappeler qu'on ne faisait au-

trefois entre eux aucune distinction ; aujourd'hui, la différence consiste en ceci : que le dialecte des Ruthènes de la rive occidentale du Dniéper est plus mélangé de *polonismes* que le dialecte des Petits-Russes d'au delà du Dniéper, et que, dans la masse de ces derniers, s'est fondu un élément cosaque. Comparativement aux Russes-Blancs du haut Dniéper et de la Duna, Ruthènes du sud-ouest et Petits-Russes ne forment qu'un seul groupe. Les Russes-Blancs, très-mêlés de sang lithuanien, sont, de tous les Ruthènes, les plus près des Polonais proprement dits, quant à la langue, aux idées et à la religion. Ils avaient été gagnés par le *latinisme* et n'ont été ramenés que par la force à la religion grecque. Tout ce qui regarde ces populations est peu connu en Occident, et il serait cependant essentiel de les connaître, car elles auront un rôle important dans les événements futurs; si l'Europe s'organise et réagit contre la Russie, le bassin du Dniéper sera le théâtre d'une lutte décisive. Les Petits-Russes et les Ruthènes proprement dits forment, dans l'empire russe, une masse de douze millions d'hommes, sans compter 3 millions en Autriche; les Russes-Blancs comptent pour 3 millions.

Du quinzième au dix-septième siècle, les actes officiels ont été rédigés en langue ruthène dans tout le grand-duché de Lithuanie. Ce fut en langue ruthène qu'au commencement du seizième siècle, le prince rurikovitche Ostrogski harangua son armée avant la fameuse bataille d'Orcha contre les Moscovites, et qu'après la victoire, il félicita le roi de Pologne.

La noblesse de Podolie parlait encore le ruthène sous Sigismond III. Sous ce même roi, les Lithuaniens refusèrent d'accepter un évêque, parce qu'il était polonais du royaume et non lithuano-ruthène du grand duché, ce qui prouve bien que les nobles lithuano-ruthènes n'étaient pas des Polonais proprement dits et ne se sont *polonisés* peu à peu que volontairement, contrairement au grand mensonge officiel qui sert aujourd'hui de prétexte à la spoliation de la propriété dans toutes ces provinces.

Du reste, le polonais littéraire n'est pas le pur mazovien ou dialecte du pays de Varsovie; c'est du mazovien modifié par le ruthène. Quand les Moscovites, habitués à leur unité si massive et si tranchée, veulent découper les vrais Slaves en

petites unités également absolues, ils s'y perdent : entre les Polonais proprement dits ou Mazoviens et les Ruthènes, ils trouvent les Mazoures ; entre ces mêmes Mazoviens et les Russes-Blancs, ils trouvent les Kourpiki ; tout cela n'est que nuances ; il n'y a de vraies frontières qu'entre les Slaves et la Moscovie

« La langue moscovite, » dit Mickiewicz, est slave dans les formes, mais laponne (finnoise) dans l'esprit et dans les traditions. »

Comme langue écrite avec les caractères cyrilliens, le ruthène ressemble plus au grand-russe qu'au polonais ; comme langue parlée, c'est le contraire, ce qui tient aux éléments finnois conservés par la prononciation moscovite.

Les classes lettrées, dans la Petite-Russie, ne savent plus le polonais : c'est la grande différence entre la Petite-Russie et la Ruthénie. La langue polonaise ayant disparu de la Petite-Russie, le tsarisme vise à y établir la langue moscovite à la place du petit-russe, qu'il qualifie de patois, d'où la résistance tour à tour sourde ou manifeste du pays.

Les Mémoires sur la Petite-Russie, publiés par M. Koulisch à Saint-Pétersbourg (1861-1862), attestent que les Petits-Russes revendiquent contre les Moscovites le vieux poëme sur les exploits d'Igor. Les autres productions slavo-russes du neuvième au treizième siècle, telles que le testament de Vladimir Monomaque, le code de lois appelé la *Pravda rouska* (la Vérité russe), et la chronique de Nestor et de ses premiers continuateurs, ne sont pas plus moscovites, au point de vue national, que le poëme d'Igor. Tout cela n'appartient qu'aux Slaves du Dniéper et non aux Souzdaliens ; mais, au point de vue linguistique, ces monuments appartiennent à la langue liturgique ou cyrillienne, et non aux dialectes populaires ruthènes, qui, alors, ne s'écrivaient pas. Les Moscovites, dont la langue dérive de la cyrillienne, font naturellement valoir les arguments linguistiques pour se rattacher à cette vieille littérature.

Sous Catherine II, un commissaire moscovite, envoyé en Petite-Russie, constate que les Petits-Russes sont extrêmement attachés au Statut lithuanien, et s'en offusque, parce qu'il voit dans le Statut l'influence de l'élément polonais. M. Koulisch fait, avec

raison, du Statut un produit national des Slaves russes (Ruthènes et Petits-Russes) ; mais ce produit vient des Slaves russes unis à la Pologne, et c'est pour cela que Nicolas en a dépouillé la Lithuanie et la Ruthénie, les pays conquis, tandis qu'il n'a pas osé l'arracher entièrement à la Petite-Russie, au pays uni volontairement à la Moscovie. Les procès civils entre paysans, au rapport de M. Koulisch, sont encore soumis au jugement des anciens, élus par la commune.

Ceci ne se rapporte qu'aux deux gouvernements les plus foncièrement slaves de la Petite-Russie, ceux de Poltava et de Tchernigof.

Il importe d'observer que le Statut lithuanien n'admettait pas le vrai servage de glèbe, car il autorisait les paysans à changer de domicile à de certaines conditions: ce ne fut qu'un oukase de Catherine II, de 1783, qui leur enleva cette faculté et les attacha entièrement à la glèbe et les fit esclaves. M. Koulisch démontre que les Sévériens (portion des Petits-Russes) ont appelé Polanes les habitants du gouvernement actuel de Kief jusqu'au dix-huitième siècle. (Mémoires, page 28.)

Les mémoires de M. Koulisch donnent la meilleure preuve de l'indigénat de la noblesse lithuanienne et ruthène, par la citation des articles du Statut lithuanien de 1529, qui interdisent de donner des emplois aux personnes étrangères au pays, c'est-à-dire au grand-duché de Lithuanie, sans exception pour les Polonais du royaume, loi confirmée par le Statut lithuanien de 1566.

Nicolas, après 1831, réveilla lui-même l'esprit public chez les Petits-Russes comme instrument contre la Pologne : il encouragea la publication des documents et des chants populaires relatifs à l'époque de Chmielnicki ; mais il s'aperçut bientôt que cela tournait contre l'unité russe. Il réagit ; il refusa de recevoir la députation qui venait demander le maintien du Statut lithuanien ; bref, il étouffa le mouvement, qui se ranima de nouveau spontanément, à l'incitation des érudits et des littérateurs, à partir de la guerre de Crimée. Un comité petit-russien fut fondé à Saint-Pétersbourg même : d'abord occulte, il se montra au grand jour en 1863, au moment où apparaissaient les fameuses adresses moscovites au tsar. M. Kostomarof, l'histo-

rien de Bogdan Chmielnicki et l'homme le plus notable du comité, déclara que le vœu des Petits-Russes était l'association fraternelle de leur nationalité avec celle de la Grande-Russie, association qui devrait servir d'exemple à celle de tous les Slaves.

En même temps, il revendiqua l'enseignement de la langue petite-russienne.

MM. Koulisch, l'écrivain que nous citions tout à l'heure, et Bielozerski soutinrent M. Kostomarof.

Cette manifestation d'un panslavisme fédératif n'était pas pour plaire aux unitaires de Moscou. Une revue, fondée par les savants petits-russes, ne tarda pas à être supprimée. Les trois écrivains petits-russes furent exilés, au moins temporairement. La traduction des Écritures dans leur langue, autorisée, à leur sollicitation, par l'académie impériale de Saint-Pétersbourg, dont ils étaient membres, fut arrêtée au saint-synode par ordre du gouvernement, et la publication fut interdite. Sous Nicolas, on avait permis de publier des sermons en petit-russe. Ainsi, le gouvernement d'Alexandre II est moins libéral envers la Petite-Russie que celui de Nicolas!

Pendant ce temps, les journaux moscovites entraient en campagne contre ce qu'ils nommaient les *Hohlomans* ou les *Ukrainophiles*. *Hohloman* est un surnom que donnent les Moscovites aux paysans de l'Ukraine et de la Petite-Russie, parce qu'ils se rasent la tête et ne gardent qu'une touffe de cheveux (*hohol*), mode d'origine tartare, empruntée aux anciens Cosaques. Les journaux moscovites combattaient les projets de ceux « qui tendent à séparer les Petits-Russes des Grands-Russes par la création d'une langue littéraire petit-russe et par son introduction dans l'enseignement. » Ils les accusaient de *polonisme*.

Un de ces journaux distinguait les *Ukrainophiles* en catégories: les uns seraient *assez ignorants* pour croire possible et pour appeler la séparation de la Petite-Russie d'avec la Grande; d'autres n'en demanderaient pas tant pour le moment, et ne viseraient à la séparation que par des moyens indirects et pacifiques, en cultivant leur idiome et en l'introduisant dans l'instruction publique. Un troisième groupe voudrait rester confédéré

avec les Grands-Russes ; un quatrième, enfin, le plus faible suivant le journal moscovite, voudrait l'union avec la Pologne. L'esprit *ukrainophile* domine dans la jeunesse des universités de Kief et de Kharkof.

Le gouvernement russe a étouffé toute discussion sur ces matières, et la Petite-Russie est aujourd'hui réduite au silence; on a pu étouffer la parole, mais non pas certainement la pensée. La question s'agite maintenant au-delà des frontières russes, parmi les Slaves de l'Autriche. La jeune noblesse des provinces ruthènes s'est récemment jetée dans le ruthénisme : des provinces polonaises de Russie, le mouvement qu'on peut appeler fédéraliste a gagné la Gallicie, où il y a maintenant deux espèces de ruthénisme : l'un, fomenté d'abord par le gouvernement autrichien comme un instrument contre le parti national polonais, puis par la Russie comme machine panslaviste : une partie du clergé grec-uni de la Gallicie orientale semble, à cet égard, servir la Russie; l'autre, dans un sens tout opposé, est représenté par un journal fondé à Lemberg pour lutter contre l'influence moscovite et prêcher la fusion générale des Ruthènes et des Petits-Russes, puis leur fédération avec la Pologne.

La politique du gouvernement autrichien l'a porté à publier à Vienne un journal officiel en langue ruthène, et, dans la Gallicie orientale, à introduire le ruthène dans les écoles et dans la diète. C'est à tort que les Polonais s'en affligent : tout ce qui peut réveiller ou développer les variétés du monde slave est contraire au panslavisme et tournera contre la Russie.

Dans le sens opposé au journal polono-ruthène de Lemberg a été créé à Kief, au commencement de 1864, un journal en faveur de l'union à la Russie. Tout en protestant passionnément de la nationalité *russe* des provinces ruthènes, ce journal a avoué que la Lithuanie était aussi étrangère aux *Russes* que le royaume de Pologne : le sens ethnographique de cette distinction entre la Lithuanie et la Ruthénie est que, en laissant de côté les Lithuaniens qui ont conservé leur langue, les Slaves de langue, dans la Lithuanie proprement dite et dans une partie de la Russie-Blanche, sont des Lithuaniens slavisés et non des Ruthènes par l'origine.

Ce même journal a eu la franchise d'avouer et de désapprouver la violence des moyens employés par Nicolas pour détruire l'élément *polonais* dans la Ruthénie jusqu'en 1852, époque à laquelle le tsar s'adoucit en vue de la guerre d'Orient imminente.

Les menées moscovites de la Gallicie s'étendent en Hongrie parmi les 500,000 Ruthènes (Russines) de rite grec-uni, descendants d'une émigration gallicienne qui, aux temps de la domination mongole, s'établit dans le nord-est de la Hongrie. Là aussi, les Moscovites s'efforcent de gagner le clergé grec, et il importe que les Slaves indépendants réagissent.

Tout ce qui regarde le ruthénisme, c'est-à-dire les tendances propres des Russiens-Slaves, est éminemment digne de l'attention des hommes politiques ; si la Pologne renaît, on ne saurait trop le répéter, elle ne peut renaître que fédérative.

III

Depuis que nous avons écrit l'étude qui précède, il s'est passé en Hongrie et en Gallicie des incidents qu'il importe de noter pour la question des nationalités. Les élections pour la diète de Pesth ont été très-orageuses dans le nord-est de la Hongrie. Il y a eu de graves conflits entre les Madjars et les Ruthènes ou Russines, et, sur divers points, les Slovaques, population slave d'une autre branche que les Ruthènes et qui est mêlée aux Madjars dans le nord du royaume hongrois, se sont partagés entre les Madjars et les Ruthènes. Nous n'avons que la relation des *Annales Contemporaines hebdomadaires* de Moscou, annexe de la *Gazette* de M. Katkof, qui, bien entendu, jettent de l'huile sur le feu, excitent les Slaves contre les Madjars, et intitulent leur récit : « Le massacre des *Russes* dans la Hongrie *constitutionnelle.* » Les Madjars auraient commis de grandes violences contre les Ruthènes et les auraient chargés au cri de : *A bas les Moscovites* ! L'irritation des Madjars provient évidemment de ce qu'ils croient sentir la main de la Russie dans le mouvement ruthène, et il est difficile de ne pas attribuer aux intrigues moscovites ce qui s'est passé dans le comitat de Monkacz, où le clergé grec a détourné la population ruthène de participer aux élections pour la

diète de Pesth, et l'a poussée à demander à l'empereur d'Autriche l'autonomie de la *Russie* hongroise. Une pareille prétention n'a pu venir naturellement à la colonie ruthénienne, qui, par elle-même, ne revendiquerait sans doute que l'usage de sa langue dans ses affaires municipales. Les Slovaques, population bien autrement nombreuse en Hongrie que les Ruthènes, n'ont jamais songé à une séparation impossible.

Depuis, des débats heureusement moins violents, mais fort dignes d'intérêt, ont eu lieu à la Diète de Gallicie, à Léopol (Lemberg). On sait que la partie occidentale de la Gallicie est purement polonaise et que la partie orientale est ruthène ou russienne (*russine*); bien que les classes aisées et lettrées soient *polonisées* là, comme dans toutes les parties de l'ancienne république de Pologne, une portion de ces classes, par suite du réveil de toutes les variétés, de toutes les *provincialités* chez les Slaves, s'est remise à cultiver le ruthène et à vouloir en faire une langue littéraire. Nous avons signalé plus haut les tendances très-diverses qui se mêlent dans ce mouvement. Le *Nord* du 2 février nous a fait connaître un discours remarquable d'un député ruthène, le prêtre grec-uni Pietruszewski, qui réclame l'égalité entre la langue ruthénienne et la langue polonaise. Nous citons ce document d'après le *Nord*.

« Jusqu'au quatorzième siècle, la *Rous*[1] n'a jamais fait usage « d'une autre langue que de la langue russe, Lorsque Casimir le « Grand conquit le pays de Halitch[2], il y introduisit la langue « latine[3], car alors la langue polonaise n'y était point parlée.

« La langue russe toutefois ne disparut pas, comme le prouvent « les documents de l'époque de Casimir et de Jagellon. Deux « coups principaux furent portés à la nationalité russe par Casi- « mir et Jagellon. Le premier créa à Léopol un métropolitain du « rite grec et rompit les liens qui rattachaient la *Rous* galli- « cienne au métropolitain de Kief, et cela contrairement aux dé- « sirs du patriarche de Constantinople. C'était l'application de la

[1] La Ruthénie.

[2] La Gallicie orientale.

[3] Dans l'usage officiel. Auparavant, la langue officielle était, non le ruthène populaire, mais le slavon liturgique ou cyrillien.

« maxime : *Divide et impera*. Jagellon, qui reçut le baptême dans « le rite latin, porta le second coup à la *Rous* en la latinisant. Il « supprima la dignité de métropolitain de Léopol et priva de son « pasteur la Gallicie, qui dut s'adresser à des évêques (*arkhireï*) « voisins. Dans le même temps, les boyards et les gens de cour « passèrent au rite latin. Mais la Providence veillait sur la *Rous*. « Lors de l'union de Lublin[1], on lui reconnut des droits égaux à « ceux des Polonais, nommément dans les écoles, dans l'admi- « nistration et les tribunaux, et, à la chancellerie royale à Var- « sovie, il existait même un registre russe où s'inscrivaient en « langue russe tous les décrets royaux, les décisions des Diètes « et autres documents, décrets, décisions, qui étaient également « publiés officiellement en langue russe dans tous les palatinats. « Le Statut lithuanien fut d'abord rédigé en langue russe, car, « en Lithuanie, du temps de Jagellon, la langue russe était la « langue du pays, et la traduction de ce statut ne fut faite qu'au « seizième siècle, lorsque l'usage de la langue russe eut été « aboli[2] en Lithuanie. La langue russe se trouva donc reléguée « dans la famille et dans la *tserkiew*[3]. La *Rous* se sauva alors par « la création d'associations, de confréries sous le patronage de « l'Église; ces associations et ces confréries, répandues sur « toute la surface du pays, soutinrent l'esprit national, fondèrent « des imprimeries et préservèrent de la destruction ce que la « royauté avait proscrit... »

L'auteur cite les noms de plusieurs familles qui soutinrent de leurs dons les associations pour la défense de la nationalité ruthène et nomme entre autres les Ostrogski, les Tyszkiewicz, les Pocieje, Bogdan, Sapieha, etc., et dit que la jeunesse, au lieu de lutter, préféra émigrer et alla fonder sur le Dnieper l'association cosaque.

« Ce fut en vain, ajoute le prêtre-député Pietruszewicz, que « l'évêque russe Krygory intercéda auprès du roi de Pologne « pour la Rous. La longue série des dénis de justice infligés à « notre nationalité ne trouva d'interruption que sous un des rois

[1] En 1569.
[2] Dans l'usage officiel.
[3] l'Église.

« saxons qui admit à Varsovie l'évêque de Khelm, Ferdinand « Kiechanowski, comme représentant de la *Rous*. Lorsque Marie- « Thérèse réunit notre pays à l'empire d'Autriche comme un apa- « nage de la couronne de Hongrie, en lui donnant le nom de « Gallicie et de Lodomerie, la langue russe fut mise en usage « seulement dans les classes de philosophie et de théologie, mais « plus tard, par les soins du cardinal Lewicki, elle fut admise « dans l'enseignement populaire; aujourd'hui elle a pénétré dans « les écoles supérieures, et ici, dans la Diète, le commissaire du « gouvernement s'adresse aux députés russiens en langue russe. « On voit par là que l'Autriche sait faire une différence entre les « Russiens et les Polonais. Enfin, en 1861, le comité permanent « de la Diète fut invité à préparer le remplacement de la lan- « gue allemande dans les écoles par la langue polonaise et la « langue russe. La langue russe est la langue du pays, et la *Rous* « ne s'est jamais désistée de son droit naturel à cet égard. Pour- « quoi, si le gouvernement autrichien a reconnu comme légitime « l'usage de la langue russe, cette langue ne pourrait-elle pas « être reconnue également comme langue officielle?

« La *Rous*, après son réveil de 1848, ne peut plus être rejetée « dans l'oubli; elle est perdue à tout jamais pour le polonisme; « jamais le Russien ne sera Polonais. Dans le concile russe « de 1848, les Russiens ont juré de défendre leur nationalité; « ils espèrent que les Polonais ne marcheront pas sur les traces « de leurs ancêtres; que, bien au contraire, ils tendront la main « aux Russiens dans un véritable esprit de concorde et qu'un « meilleur avenir brillera pour tous, car je suis convaincu que la « Pologne ne pourra pas être libre, tant que la *Rous* ne sera pas « libre elle-même. L'histoire a déjà prononcé son jugement « sur la question russe: c'est une question résolue par elle. Que « la Diète se garde donc des jugements à venir de l'histoire. »

Ce discours donne lieu à diverses observations: il reproduit avec vivacité, avec âpreté même, *quant au passé*, les griefs du clergé grec, non pas *orthodoxe* ou schismatique, mais grec-uni, grec-catholique, contre le *latinisme* et le *polonisme*, et il exprime des sentiments qu'on ne rencontrerait pas là où latins et grecs-unis subissent le même joug, celui de l'église moscovite, mais

qui se sont réveillés avec le reste des traditions, là où n'existe point de tyrannie religieuse écrasant les uns et les autres.

Quant au présent, il constate que les Ruthènes sont bien près d'atteindre leur but, puisque leur langue est admise à tous les degrés de l'enseignement public et dans la diète de Gallicie.

Il renouvelle une erreur historique sur la fondation de l'association cosaque, en l'attribuant à des réfugiés slaves, tandis que les réfugiés slaves ne firent que s'encadrer dans une vieille organisation tartare.

Le lecteur doit, en lisant ce discours, se garder de l'équivoque contenue dans le nom de langue *russe*, et ne pas confondre le russe de Ruthénie et le russe de Moscovie.

L'orateur conclut en disant que la *Rous* (Ruthénie) est perdue pour le polonisme, et que le Russien ne sera jamais polonais. En même temps, il se dit convaincu qu'un meilleur avenir brillera pour tous, et que la Pologne ne pourra être libre tant que la *Rous* ne sera pas libre elle-même.

La question si capitale du ruthénisme est ici engagée à fond ; mais la pensée de l'orateur aurait besoin d'être expliquée. Il veut la liberté et l'égalité des divers groupes slaves qui composaient l'ancienne Pologne, au lieu de leur subordination à l'élément polonais proprement dit ; mais veut-il leur association ou leur isolement? Dans le premier cas, il marche, par l'union libre, vers ce meilleur avenir qu'il invoque ; dans le second cas, qu'il le veuille ou non, il marche par le séparatisme à l'impuissance et finalement à l'unité despotique du tsarisme, qui dévorera la *Rous* comme la *Lekhie*. Cette question, ce n'est pas à un seul homme, c'est à la totalité des populations ruthènes qu'il faut la poser: association avec le Polonais, leur frère d'origine, dont elles ne sont séparées que par des nuances, ou engloutissement par le Moscovite[1]!

[1] Il est assez curieux d'observer que la partie de la population à laquelle appartient originairement le nom de Ruthènes ou plutôt Russiens, c'est-à-dire la noblesse issue des Varègues-Russes (Scandinaves) et des chefs slaves fondus avec les Varègues dans la *droujina* (la *truste*, le compagnonnage militaire) des Rurikovitches, que cette classe, disons-nous, est précisément celle qu'on appelle aujourd'hui polonaise, parce qu'elle parle polonais : le nom de Russe ou Ruthène est un nom de pure convention pour le peuple, descendu

Terminons ce que nous avions à dire sur les Ruthènes par un passage de Haxthausen, où cet écrivain si favorable à la Russie reconnaît nettement que la Ruthénie, jusqu'au Dniéper, appartient à l'Occident par ses institutions sociales.

« Les nations germaniques et romanes ont eu, en général, une histoire et des destinées semblables. Leur manière d'envisager la vie sociale et politique a eu la même origine, leurs relations religieuses et sociales se sont développées d'une manière très analogue.... Une partie des Slaves, nommément les Bohémiens, les Polonais, les Vendes et autres, sont restés, sous le rapport de l'histoire, de la religion et de la culture générale, en communauté avec l'Europe occidentale. Voilà pourquoi leurs institutions sociales et politiques peuvent être assez facilement comprises des autres peuples de l'Europe, surtout des Allemands. Leurs idiomes se sont développés d'une manière analogue à celle des autres nations européennes; ce qui a exercé une très grande influence sur leur langue légale, de sorte que les locutions slaves y ont complétement la même valeur qu'en allemand; bien plus, les notions des droits romain et germain sont entrées si profondément dans la vie des nations slaves, que, par exemple, l'organisation rurale et municipale est identique depuis les bords de l'Elbe en Allemagne *jusqu'au Dniéper* sur les frontières de la Pologne. » (*Études sur la Russie*, vol. IIIe, 1re partie, p. 124-126).

VIII

SUR LA PRUSSE ET LA RUSSIE, ET LEUR SITUATION RESPECTIVE AU POINT DE VUE MILITAIRE.

Extrait des *Études sur la Russie*, par le baron de Haxthausen, t. III, p. 490 et suiv.

Dans le cas d'une guerre de la Russie avec l'Occident, cette puissance agirait d'après les principes de cette grande et vigoureuse stratégie, qui, dans les pays ouverts et civilisés, rend la

de vieilles tribus slaves dont les noms ne sont plus connus que des ethnographes.

guerre plus menaçante pour l'existence des États, mais moins onéreuse pour les citoyens et paysans paisibles, qui, dans les pays cultivés, *en dépit de toutes les déclamations*, attachent ordinairement plus de prix au bonheur domestique, dont ils jouissent au sein de leur famille, qu'à la grandeur et même à l'indépendance de leur pays.

La stratégie russe a déjà prouvé, en Turquie et en Pologne, qu'elle sait frapper de grands coups...

Le point le plus important, dans une guerre de la Russie contre l'Europe, est la base formée par les anciennes et nouvelles fortifications du royaume de Pologne.

Nous ne sommes pas en mesure d'en pouvoir présenter une appréciation détaillée, mais il nous semble assez évident que, par les immenses constructions de fortifications, d'arsenaux, de magasins, etc., etc., exécutés dans la Pologne, depuis 1830 surtout, la Russie a réalisé une augmentation plus considérable, quoique moins bruyante, de ses moyens d'action militaire contre l'Occident, qu'elle ne l'aurait pu faire par l'augmentation et la dislocation de son armée d'opération. Les masses de troupes toujours prêtes à entrer en campagne, surtout s'il s'agit d'une guerre dirigée contre la Prusse, donnent lieu de penser que la Prusse seule ne serait presque pas en état de soutenir une guerre contre son voisin de l'Est; cette même Prusse, dont le plus grand roi, il n'y a pas cent ans, considérait l'hostilité de la Russie comme chose de faible importance, au moment où, souverain d'un pays qui ne comptait que sept millions d'habitants, il entreprenait une guerre contre une moitié de l'Europe.

Au premier coup d'œil, on pourrait croire que la Prusse, par suite du partage de la Pologne, a beaucoup amélioré son théâtre de guerre. Cette opinion a pu être vraie, tant que la Prusse, et, après elle, la Saxe, posséda le pays de Varsovie, et même tant que la Russie n'avait pas encore toute liberté d'action dans le royaume de Pologne, créé par le congrès de Vienne.

Qu'on se rappelle, pour s'en convaincre, que, durant la guerre de Sept ans, l'angle oriental de la Silésie était, du côté du nord, tout autrement entouré qu'aujourd'hui, où le grand-duché de Posen sert à relier la Silésie à la partie nord-est de la Prusse,

et que, pendant la guerre de Sept ans, la partie orientale de la Prusse était tout à fait séparée du centre de la monarchie par des possessions polonaises qui forment aujourd'hui la province de la Prusse occidentale. Mais, si l'enclave étrangère, qui, à l'époque de la guerre de Sept ans, entrait dans la partie orientale de la Prusse, était plus grande que celle d'aujourd'hui, cette dernière est une force bien autrement importante. La Prusse pouvait voir avec assez d'indifférence qu'une partie de la faible république polonaise eût vis-à-vis de l'État prussien une position géographique qui, dans certaines circonstances, devait offrir de grands dangers; mais il n'y avait aucune probabilité que la Pologne voulût tirer parti de cette position, puisqu'elle resta neutre quand le pays héréditaire de son roi, la Saxe, fut envahi par les troupes prussiennes.

Quoique cette neutralité ne fût pas complète, et qu'elle permit à l'armée russe de s'établir, pendant la guerre de Sept ans, sur la Vistule et la Warta, ces faits n'avaient nullement l'importance qu'on pourrait leur attribuer de nos jours. D'abord une base d'opération, telle qu'elle est improvisée dans le courant d'une guerre, est nécessairement plus faible qu'une base systématiquement préparée en temps de paix, où l'on dispose librement du temps et des moyens nécessaires. Ensuite, l'établissement d'une pareille base coûte toujours un temps dont profite l'ennemi. En outre, il y avait jadis moins de danger qu'aujourd'hui pour la Prusse d'avoir la base d'opération de l'ennemi à quelque degré plus près de Berlin; car, d'un côté, l'occupation momentanée des Marches et de la capitale n'était pas encore une question vitale pour la monarchie prussienne, et puis, grâce à la tactique de cette époque, il n'était pas à craindre qu'une armée ne franchît trop rapidement la distance qui sépare la Vistule de la Sprée. Pour réaliser une pareille entreprise, on aurait cru, autrefois, avoir besoin de deux campagnes entières, l'une pour asseoir une base d'opération sur l'Oder, et la seconde pour pousser plus avant; enfin, et c'est là le point principal, les forces disponibles de la Russie pour une guerre extérieure n'avaient pas encore atteint leur développement actuel.

Par suite des dispositions fixes et sûres que la Russie a prises

en Pologne, la situation présente un tout autre aspect. Les avantages du terrain ne portent des fruits, que si on les met en rapport avec les forces vivantes des troupes, et les grands avantages que la Pologne offre à la Russie pour le cas d'une guerre contre la Prusse sont maintenant assurés par de grandes forces militaires complétement organisées. La Russie, jusqu'en 1812, n'a fait concourir son armée aux guerres d'Allemagne qu'en guise de troupes auxiliaires. L'année 1812 a prouvé bien clairement que la véritable force de la Russie consistait dans l'immense longueur de sa ligne de retraite. Cette année servit à démontrer encore que cette puissance n'a aucun besoin de forteresses pour une défense active contre toutes les forces réunies de l'Europe, mais qu'elle serait toujours en état de prolonger sa retraite jusqu'à ce que l'armée de son adversaire soit affaiblie par des détachements et des maladies; tandis que la sienne se recruterait par l'adjonction des forces de l'intérieur, ce qui produirait un équilibre de forces et même une supériorité en faveur de la Russie.

On dit que déjà, à Mojaïsk, l'armée russe était aussi forte que celle que Napoléon avait réunie pour la bataille. Or, on n'ignore pas que l'Empereur des Français avait ouvert la campagne avec une armée quatre fois plus forte et que ce maître consommé dans l'art de la stratégie savait toujours concentrer, dans les moments et sur les points décisifs, des masses de troupes supérieures en nombre à celles de ses adversaires. En outre, les frontières russes manquaient alors d'une organisation qui aurait pu servir d'appui efficace à l'armée d'opération et la mettre en état de traverser énergiquement les combinaisons de l'ennemi.

Une juste appréciation des événements de 1812 indique les vues qui, en Pologne, doivent présider à la construction de forteresses nouvelles et à l'agrandissement des anciennes; elles renferment une combinaison de préparatifs de défense avec des mesures tendantes à affermir le pouvoir répressif contre les éléments révolutionnaires de la Pologne; on y trouve naturellement aussi les moyens de faciliter la défense du pays; mais, vis-à-vis d'une supériorité écrasante de troupes, il faudrait rechercher ces moyens de défense dans la profondeur de l'Empire, si toutefois la Russie

permettait qu'une armée d'invasion pût se rassembler sans qu'elle y mît obstacle : il est bien facile de dire que la véritable base défensive de l'armée russe se trouve au sud-est de Moscou; mais il ne faut pas oublier quelle misère profonde du peuple, quelle ruine complète de la prospérité nationale se rattachent à l'emploi d'un plan d'opération dont l'incendie de Moscou n'est qu'un point isolé, si toutefois cet incendie et la retraite de l'armée ressortaient en effet d'un système de défense calculé par avance.

La base sur la Vistule dispense la Russie de la nécessité de recourir à l'emploi de moyens si désespérés contre une invasion européenne, en lui permettant de prendre l'offensive en temps opportun, de même que Frédéric II, en 1756, lorsqu'il envahit la Saxe et la Bohême, essaya de briser la coalition qui se formait, mais qui n'était pas encore prête pour la guerre.

De plus, si la Russie voulait entreprendre quelque conquête, cette base d'opération la mettrait en état de procéder à cette tentative avec une grande énergie, surtout contre la Prusse.

Cette base renferme tous les éléments de guerre dont pourrait faire usage une armée russe d'opération dans l'Ouest. Cette armée resterait là pendant longtemps indépendante de l'intérieur de la Russie pour ses arsenaux, ses munitions, ses recrues, ses chevaux, ses effets d'habillements, et paralyserait d'avance la tactique des troupes prussiennes qui, en partant de l'est de la Prusse et de l'est de la Silésie, voudraient s'opposer à la jonction des corps d'armée russes sortant de la Pologne. Les fortifications de Posen n'offriraient à la Prusse, dans le cas d'une guerre subite, qu'un lieu favorable à la concentration de la landwehr, plutôt qu'un point d'appui pour une contre-opération, et, si l'on nous permettait de nous hasarder dans le domaine des prédictions, nous soutiendrions que, pour le cas d'une pareille guerre, on se disputerait la possession de Berlin, avant que les troupes de la Prusse orientale et celles de la Silésie eussent pu entrer en campagne.

En effet, en considérant cette situation, nous ne pouvons repousser le doute, quelque triste qu'il soit, que la Prusse seule

soit en état de se promettre un résultat quelque peu satisfaisant d'une guerre avec la Russie.

C'est pourquoi nous avons été surpris d'entendre conseiller à la Prusse de faire la guerre à l'Autriche, à la Saxe, à la Bavière et à la Russie, et cela par des personnes qui prétendent craindre l'extension de la puissance russe plus que tout autre chose, comme s'il y avait un moyen plus sûr que ce dernier pour favoriser l'agrandissement de cette puissance ! Le fait seul qu'une telle guerre n'a pas éclaté [1], nous prouve mieux que toute espèce de raisonnement que la Russie *ne désire pas pour le moment*, et pour un long avenir peut-être, de faire des conquêtes dans l'Ouest, quelque résolue qu'elle paraisse être à en faire, pour le cas où elle se verrait obligée de défendre et de pacifier ses pays-frontières ; car, comme il est impossible d'imaginer pour la Russie une meilleure occasion de conquête qu'une guerre entre la Prusse et l'Autriche, rien n'eût été sans doute plus facile pour la Russie, de 1848 à 1850, que d'amener une telle collision. On peut même dire hardiment qu'une guerre aurait éclaté entre ces deux puissances sans son intervention conciliatrice.

Mais il est pourtant bien déplorable pour les Allemands de voir leur patrie placée sous cette épée de Damoclès et d'attendre qu'il plaise à l'empereur de Russie de la retirer ou de la laisser tomber. Si ce n'était pas un axiome historique que, dans les moments passionnés, les hommes ne profitent pas des enseignements de l'histoire, alors on pourrait s'abandonner à l'espoir que le souvenir des grands dangers auquels l'Allemagne a encore échappé en 1850, rendra les gouvernements prévoyants, conciliants et amis ; Dieu le veuille !

Mais un spectateur russe doit éprouver un tout autre sentiment en face de cette situation du monde ! sa patrie, qui semble inattaquable, n'a point à craindre, même dans les moments critiques, comme par exemple celui de 1830 à 1831, l'intervention des pays de l'Occident désunis, où pourtant chacun sait très-bien que le voisin le plus menaçant se trouve à l'Est, mais où la passion, toutes les fois qu'elle éclate, empêche de nouveau que cette considération si juste ne calme et n'apaise la haine des

[1] De 1848 à 1850.

partis ou des États. — Le Russe, disons-nous, doit éprouver un tout autre sentiment en songeant que l'Occident, qui jouit d'une si haute civilisation, mais qui est aveuglé par les passions, aura de nouveaux moments de faiblesse, comme en 1848 et 1850, où il ne dépendra encore que de la volonté de son tsar d'avancer les frontières de la Russie jusqu'au cœur de l'Europe. C'est pour cette raison que la Russie armée peut encore écrire sur ses drapeaux avec plus de raison que la Russie pacifique :

Je suis assise sur le rivage et j'attends le vent[1] !...

IX

LA RUSSIE ET LES SLAVES[2].

L'histoire des relations entre la Russie et les Slaves du Sud et de l'Ouest est étrange d'un bout à l'autre..... La question slave ne se décide point avec le temps : elle ne se rapproche pas même du dénouement; elle se complique et s'obscurcit de plus en plus; là où le problème, pour parler la langue des mathématiques, n'avait qu'une inconnue, il s'en présente maintenant plusieurs.

Du moment où la nation russe a commencé d'avoir des rapports avec les Slaves occidentaux et méridionaux (et ces rapports datent de loin), ces Slaves nous ont manifesté une sympathie profonde. La parenté avec la nation russe, l'amitié pour la Russie, marquent d'une forte empreinte les poésies nationales slaves et fournissent un de leurs plus anciens thèmes. Les chants dans lesquels les Serbes pleurent la ruine de l'ancienne Serbie et célèbrent Marko Kralievitch avec son bon cheval Schartz, jettent la malédiction sur la tête du Turc et des paroles de blâme sur le doge de Venise et les rois latins ; mais ces mêmes chants parlent de la monarchie russe avec une sympathie toute particulière. Ils

[1] Rappelons au lecteur, pour apprécier la valeur de ce document, que l'auteur est russophile, réactionnaire et anti-français au plus haut degré.

[2] Extrait du *Golos* (*la Voix*), de Saint-Pétersbourg, du 15 (27) juillet 1865.

appellent cette monarchie «Moscovie de grande étendue,» et ses tsars « grands et pieux tsars moscovites. » Nos anciens pèlerins recevaient l'accueil le plus cordial chez les Slaves dont ils traversaient les pays.

Peut-être voudra-t-on expliquer cette affection entre des tribus parentes par l'unité religieuse jointe à l'affinité des langues, surtout dans ces temps où l'intérêt religieux absorbait tout autre intérêt. Cette explication est fondée, mais insuffisante. La conformité des dogmes religieux n'était pas la seule cause qui poussait les Slaves vers la Russie. Il y avait en outre l'attente de quelque chose dont ils ne se rendaient pas clairement compte à eux-mêmes, le vague espoir d'un grand bien, du salut. Cette attraction des Slaves vers la Russie continuait de se manifester dans la première partie de ce siècle. Il n'y a pas plus de vingt ans, de quinze ans, que cette attraction subsistait encore dans toute sa force, et peut-être est-ce alors que le peuple russe s'est montré aux Slaves au plus haut point de sa grandeur. Nos savants, qui visitaient les pays slaves dans le but spécial d'en étudier les nationalités, et nos voyageurs amateurs affirmaient, d'un commun accord, que la sympathie populaire croissait à mesure que ces nationalités se rapprochaient les unes des autres.

Mais, depuis ce temps, tout est changé. Admettons que, depuis les voyages de MM. Bodianski, Grégorovitch, Sreznievski, Kovaleski, Popof et autres, se sont accomplis beaucoup d'événements imprévus, qui ont changé, sur plusieurs points, les relations internationales en Europe, qui ont suscité de nouveaux intérêts vitaux et posé à l'Europe de nouvelles questions politiques et sociales : admettons tout cela, le changement qui s'est opéré à notre égard parmi les Slaves n'en reste pas moins extraordinaire dans sa soudaineté. Il serait incompréhensible, si les Slaves eux-mêmes ne nous eussent révélé les motifs de leur refroidissement envers nous. Les aspirations provenant des affinités de religion et de race ont cédé aux aspirations qui se portent vers la civilisation dans son sens le plus général. Un sentiment nouveau, tout opposé à l'ancien, domine les Slaves. C'est là ce que constatent tous les voyayeurs récents. Un des plus chauds partisans de l'unité slave, M. Lamanski, voit actuellement tout le

contraire de ce que voyaient précédemment les Russes chez les Slaves, même chez les Serbes et les Tchekhes. Afin de prouver aux Occidentaux leur *européanisme*, certains des Serbes civilisés se défendent auprès des Européens de toute sympathie pour les Russes. La classe éclairée des Serbes, surtout les *Parislii*, ainsi que le peuple serbe appelle les jeunes gens élevés à Paris, sont prêts à faire tous les *mensonges* possibles aux étrangers pour les convaincre que le peuple serbe n'a rien de commun avec le peuple russe.

Ce qu'il y a de grave est ceci : que l'*européanisme* est ce qui domine aujourd'hui chez les Serbes. Voilà le mot de l'énigme : par là s'explique également ce fait, très-peu flatteur pour nous, que les Slaves occidentaux, par exemple les Tchekhes, se sont refroidis à notre égard dans ces derniers temps. Cette attraction vers l'Europe nous donne le vrai sens de ce fait : qu'au Musée de Prague où, du temps de Hauser, les journaux et les livres russes étaient lus et recherchés de préférence par les Tchekhes, ils restent aujourd'hui sur les rayons sans qu'on en coupe même les pages.

L'entraînement vers l'Occident est si fort que la plupart des hommes politiques serbes de nos jours, et, à leur tête, Garachanine et Marinovitch, font tout au monde pour prouver leur francomanie, leur dévouement à l'Occident et à son principal représentant Napoléon, au dire de M. Lamanski. Leur sentiment envers la Russie peut se caractériser dans les termes qui suivent: « Les rapports de la Serbie avec la Russie se définissent par les rapports de la Russie avec la France : la Russie est-elle bien avec la France; nous sommes bien avec elle. » Les affinités de religion et d'origine n'ont plus aucune valeur et n'engagent plus à rien les Serbes. Quelques diplomates serbes ont poussé si loin leur désir de satisfaire l'Occident, lors de la guerre de Crimée, qu'ils ont excité les soupçons du peuple serbe, et que celui-ci a failli les châtier d'une façon qui n'aurait eu rien de diplomatique.

Cette grande révolution dans l'opinion générale des Slaves s'est opérée avec une extrême rapidité; mais bien des causes l'avaient préparée, entr'autres, les insinuations secrètes de l'Occident contre la prédominance russe.

Les insinuations des ennemis occidentaux de la Russie ont réussi à effrayer les Slaves, précisément lorsque la Russie, absorbée par ses affaires intérieures, ne pouvait songer à s'étendre au dehors. De tout cela, il est résulté que la jeunesse slave, au lieu de venir, comme auparavant, s'instruire dans les universités russes, s'est portée vers les universités européennes, et particulièrement vers Paris..... Dans ces universités d'Occident, la jeunesse slave, comme cela se comprend, a commencé à contracter de mauvaises dispositions envers la Russie, grâce aux idées *fausses* qu'on lui en a données. Les jeunes Slaves, élevés à Paris ou en Allemagne, commencent à regarder la Russie comme leur inférieure, surtout s'ils ont été atteints par l'érudition slave et par les doctrines de Duchinski. De retour dans leur pays, ils apportent, au sein de leur peuple, les *mensonges* qu'on leur a appris sur l'état arriéré de la Russie, sur son esprit de centralisation absolue et de despotisme. Ce sont ces Slaves, imbus de la science parisienne, ces *Parislii* ou Slaves radicaux, qui mettent au-dessus de tout le principe des nationalités particulières, font la guerre à l'*unité* slave[1], et affaiblissent par là leurs propres tribus déjà si faibles par elles-mêmes. Il est naturel que les ennemis du monde slave profitent de cet état de choses ; la division des Slaves est toute à leur avantage. Ils sont près d'appuyer, – de parole, bien entendu, — jusqu'aux tendances séparatistes des 180,000 Serbes de Lusace. Ceux-ci, entourés par les Allemands comme les lièvres par les chasseurs, n'en chantent pas moins leur Marseillaise :

La Serbie n'est pas encore perdue,
Tant que nous vivons...

L'aveuglement va si loin que les Serbes de Lusace parlent de leur autonomie et de leur indépendance.

Comment, en présence de tels faits, penser à l'unité slave!

Si, parfois, la jeunesse slave reconnaît la possibilité ou la nécessité de se rapprocher de nous, c'est uniquement pour nous éclairer de cette lumière qu'elle a su emprunter à l'Occident et qui n'est pas encore parvenue jusqu'à nous.

[1] C'est-à-dire au *panslavisme*.

Cet esprit de nationalité exclusive anime également les Russines de l'Autriche (Ruthènes de Gallicie et de Hongrie). Eux aussi, sont convaincus de leur supériorité sur nous. Ils poussent la folie jusqu'à chanter, avec ces Allemands qui les ont réduits à la nullité politique, les vers de Gebel :

Les Germains ont conquis Rome :
Pourquoi les Russes ne conquerraient-ils pas l'Allemagne?
C'est que ceux-là étaient un peuple,
Et que ceux-ci ne sont qu'un fumier.

Les Russes ont déjà été en Allemagne pour la sauver du despotisme de Napoléon, et, s'ils y retournent, ce sera donc pour servir de fumier à la civilisation allemande !...

La littérature russine (ruthène d'Autriche), et surtout la presse périodique, est en pleine floraison, bien qu'en réalité, ce ne soient là que les bégaiements d'écrivains qui n'ont point encore en propre une langue cultivée, et qui sont forcés de recourir tour à tour à la langue littéraire russe et au patois des paysans russines. Les Russines n'en regardent pas moins les Russes de haut en bas, depuis qu'ils ont la liberté de la parole et des organes indépendants tels que le *Slovo* (la Parole), le *Viestnik* (le Messager), la *Meta* (le But), la *Niva* (la Plaine, le Champ) et la *Tchitelnia* (la Lecture). Ils ont en outre un journal satirique, le *Strahopod* (le Peureux), et un journal illustré sous le titre de *Zolotaïa Kramota* (la Charte d'or). Le *Strahopod* ne se fait pas faute de s'égayer à nos dépens : en voici un échantillon ; il a représenté une de nos revues sous la figure d'un pourceau. Ces *juvenilia* ne sont pas bien sérieuses sans doute, mais elles sont pourtant un symptôme de quelque chose de sérieux, à savoir que le mouvement intellectuel slave ne tourne pas en notre faveur. Les seuls Bulgares semblent garder pour nous les anciennes sympathies.

Nota. — Le *Golos* finit cependant par conclure que tout cela passera ; que les Slaves reviendront à la Russie, etc... Cela dépend de l'Europe.

Ajoutons aux observations du *Golos* que la réaction anti-panslaviste, qui a gagné toute la jeune génération slave de Bohême

et de Moravie, est de grande portée politique : elle a, d'une part, ramené les Tchekhes à des sympathies polonaises qui ont remplacé les sympathies russes de l'époque où dominait l'influence de MM. Palaczky, Rieger, etc., et ces nouvelles tendances se sont manifestées avec énergie pendant l'insurrection de Pologne ; d'une autre part, elle rend possibles les transactions avec l'Allemagne : le panslaviste était non-seulement l'ennemi de l'Allemagne, mais l'ennemi de l'Occident ; le patriote tchekhe ne veut pas se faire et ne se fera pas Allemand, mais il peut traiter avec l'Allemand, auquel il est lié par la géographie et par tant d'intérêts et tant de nœuds qu'on ne pourrait trancher sans mettre ces contrées dans le chaos. Il serait bien essentiel que la presse allemande de l'Autriche changeât de langage et d'attitude à cet égard, et ne servit pas la Russie en aigrissant les Slaves comme elle le fait !

Enfin, pour ce qui regarde les Ruthènes de l'Autriche, la malveillance exprimée récemment par la presse moscovite contre leur clergé grec-uni indique que ce clergé ne veut point passer à l'église *orthodoxe* ni se faire l'instrument de la Russie.

IX

NOUVELLE PHASE DE LA LITTÉRATURE RUSSE, PAR A. HERZEN [1]
(*Siècle* du 26 décembre 1864).

C'est une triste et touchante histoire que celle de Herzen : une jeunesse opprimée, mais pleine d'espérance ; puis l'exil, mais dans l'exil une énergique activité qui semble porter bien des fruits d'avenir, et qui lui conquiert en Russie une vaste influence *critique* et *négative* dans la période qui suit la mort de Nicolas. En attaquant le mal, il croyait affirmer le bien ; en travaillant à dissoudre, il aspirait à construire ; il aspirait à une jeune Russie libre et *socialiste* tout ensemble ; et qui pouvait répondre, en considérant le génie propre de ces peuples, que telle utopie de

[1] Bruxelles et Gand, Murquardt.

transformation sociale, qui était un songe malsain parmi nous, ne fût peut-être, dans de certaines limites, chez eux, une juste appréciation de ce qui leur convient? Il n'y a point d'absolu dans les formes des sociétés. L'annonce de l'émancipation sembla commencer à réaliser les rêves de Herzen.

On sait devant quelles sinistres réalités ils se sont évanouis. Herzen avait espéré d'abord dans la noblesse, dans les classes qui fournissent les éléments du *tchine;* puis, bientôt désabusé, il s'était rejeté exclusivement sur le peuple. Aujourd'hui le peuple est avec le tsar, non plus le tsar émancipateur, mais le tsar exterminateur, et avec Katkof, son prophète.

Cette réalité se laissait déjà en partie pressentir lorsque, il y a bientôt trois ans, nous fîmes connaître aux lecteurs du *Siècle* les mémoires si attachants de Herzen. L'ouvrage sur lequel nous appelons aujourd'hui leur attention résume le passé et peint le présent avec une sombre et douloureuse vigueur. Sous ce titre de *Littérature russe*, il n'agite pas, on s'en doute bien, des questions d'art et de forme littéraire ; c'est l'esprit même de ce qu'on nomme la civilisation russe qu'analyse son amère sagacité.

Il montre la littérature russe étrangère à toute tradition populaire, création officielle de l'artificiel empire de Pierre le Grand. Le souffle de la vie morale, le *levain de fermentation organique*, comme il dit, a toujours manqué à la haute classe, à la société civilisée, comme au gouvernement. Toute cette littérature, de Pierre le Grand à Nicolas, respire le néant; fille du despotisme, haïssant son père qui la méprise, mais incapable de transformer cette haine en l'amour du contraire, c'est-à-dire de la justice et de la liberté, elle n'est qu'ironie, négation, désespoir chez les énergiques. L'*Onéguine* de leur grand poëte Pouchkine est l'idéal du vide et de l'impuissance, le dernier mot d'une société broyée entre la civilisation extérieure et l'intime esclavage, l'esclavage des âmes comme des corps.

« Nous avons volé la civilisation, dit Herzen, et Jupiter nous « punit avec le même acharnement qu'il a mis à tourmenter « Prométhée. » — « Le passé de la Russie a été inutile ; son pré- « sent est stérile, et elle n'a point d'avenir, » s'écriait le vieux Tchadaëf.

Gogol a prononcé le vrai nom de ce monde étrange, les AMES MORTES, dans l'œuvre étonnante où il a fait la revue de toutes les ombres qui composent cette société sans vie propre.

Un effort de réaction fut tenté contre cette littérature désespérée, dont les plus illustres organes avaient fini par quelque chose de pire que le suicide, par le ralliement à Nicolas; l'école slavophile ou panslaviste se forma; elle ne prétendait pas seulement faire à Nicolas une opposition purement critique, elle visait à ressusciter un vieux type de *slavisme* pour l'opposer à l'empire *russe-allemand* de Pierre le Grand. Ceux-ci remplaçaient le vide des autres par une illusion. Qu'est-ce que le panslavisme, dans un pays dont le peuple n'a ni le sang ni le génie des Slaves?

Entre ces deux groupes apparaissent quelques écrivains sans parti pris, mais qui voudraient espérer, et dont le premier est l'excellent peintre de mœurs, Ivan Tourguénef.

Nicolas meurt, vaincu par l'Occident. Il semble que les cataractes du ciel s'ouvrent. Négatifs et panslavistes sont également submergés par un soudain débordement de libéralisme occidental. Le nouveau gouvernement a lancé le signal : la société le suit tout entière; la Russie semble s'être donnée à ses vainqueurs. La constitution de la France n'étant point assez libérale, on va sans doute, un jour ou l'autre, proclamer celle d'Angleterre; l'Europe applaudit, et, bientôt, l'affranchissement annoncé des serfs porte au comble l'enthousiasme universel.

On ne tarda pas à voir ce que valait ce libéralisme par mot d'ordre, que la politique d'un jour avait gonflé, que la politique du lendemain creva comme une bulle de savon. Il n'y avait de sérieux que la mesure *monarchique* de l'émancipation, méditée, acceptée en principe, quoique non exécutée, par le grand despote Nicolas, l'autocratie croyant avoir intérêt à supprimer le servage, comme elle avait cru autrefois avoir intérêt à l'établir. Aux premières agitations de la Pologne, le gouvernement se rejeta en arrière : quelques généreux étudiants firent en faveur de la nation opprimée des démonstrations qu'ils payèrent de leur liberté; quelques jeunes officiers en firent d'autres qu'ils payèrent de leur vie; il y eut dans la société un instant d'étourdissement et de fluctuation, puis ce fut tout. La société suivit le gouvernement

dans la réaction, comme elle l'avait suivi dans le libéralisme.

Le gouvernement rentra, quant à la Pologne, dans le système de Nicolas, qu'il devait bien vite dépasser. Vis-à-vis de la Russie, il modifia ce système, en associant à son action contre la Pologne et contre l'Europe les diverses classes de la population moscovite, que Nicolas, comme jadis Pierre le Grand, avait tenues dans la compression et le silence. La noblesse se rapprocha du pouvoir par crainte qu'il ne poussât plus loin les conséquences de l'émancipation, si elle continuait, ainsi qu'elle avait fait jusque-là, d'entraver cette mesure ; on remua chez le peuple les vieux levains anti-polonais et anti-occidentaux ; les *tchinovniks* (employés) parcoururent toutes les provinces pour susciter ces adresses dont on a fait tant de bruit ; l'orgueil asiatique, mêlé à une légèreté violente dans la société russe, s'enfla et s'excita, à mesure qu'ils sentirent le péril diminuer et les chances d'intervention européenne baisser. Le mouvement *tartare*, aussi factice à l'origine que le mouvement *libéral*, s'anima jusqu'à la fureur : c'est que là le gouvernement avait touché un fond réel, le vieux fond anti-européen fixe sous la mobilité de l'extérieur : il s'appuyait maintenant sur ce fond commun à la société et au peuple.

Mais de quel instrument s'était-il servi pour remuer les couches diverses de cette lourde masse? C'est là qu'est la sinistre originalité du spectacle dont nous sommes condamnés à n'être que les inertes témoins. L'instrument qui sonna le réveil de la barbarie et donna la note de ce chant d'extermination de sauvages, que nous entendons depuis dix-huit mois, ce fut la presse. Cette littérature dédaignée et opprimée sous Nicolas, le gouvernement avait su la caresser et l'acquérir..

La plupart céda, et ce qui ne se laissa point séduire fut en partie, comme Aksakof et son journal le *Jour*, ce reste du panslavisme indépendant, gagné par le fanatisme moscovite.

Ce *slavisme* rétrospectif et imaginaire se mit au service des fureurs asiatiques contre les vrais Slaves.

Mais ceci n'a eu qu'une portée bien secondaire : la direction et la *moralité* du mouvement sont ailleurs. C'est du libéralisme, de l'anglomanie, de l'occidentalisme de 1856, qu'est sorti le type

du terrorisme tartare de 1863-1864, terrorisme d'abord nullement spontané, mais calculé et froidement systématique, puis gagné peu à peu par la fièvre du sang et par le délire furieux. Le berceau du monstre a été l'université de Moscou, revenue de son opposition sourde contre Nicolas à la doctrine de l'obéissance passive.

Là se trouvait, pendant la phase libérale, un faiseur de revue, si bien masqué et travesti de constitutionnalisme anglais et de philosophie allemande qu'il semblait ne plus rien garder de russe ; il se nommait Katkof.

M. Katkof prit la direction de la *Gazette de Moscou*, journal semi-officiel, rédigé sous les auspices de l'université. Le vent ayant sauté de l'occident libéral au nord tartare, M. Katkof, avec cette facilité stupéfiante de changer de masque, qui n'existe que là à ce degré, rejeta son déguisement anglo-allemand...

Rien ne peut se comparer à ce qu'est devenue dans ses mains la *Gazette de Moscou :* excitation incessante, infatigable, à toutes les horreurs qui se sont succédé jour par jour en Pologne durant ces deux effroyables années : dénonciation de tout ce qui, en Russie, témoigne un sentiment humain, de tout ce qui laisse apercevoir une hésitation, un ralentissement dans l'œuvre d'extermination. Cet homme a fait de sa feuille le *Moniteur* de la délation, de la spoliation et de l'échafaud.

Eh bien ! ce qui épouvante à dire et ce qui consterne la conscience humaine, cet homme, plus sinistre que Mouravief lui-même, il gouverne de fait un grand empire ; il mate et fait ployer les ministres qui l'ont lancé et qui s'effraient de son ascendant et de son audace ; il gourmande le gouvernement qui a eu la faiblesse d'épargner des prisonniers de quatorze ans ; il dénonce comme suspect de modérantisme Annenkof, le tyran de la Ruthénie, couvert de tant de sang polonais ; il dénonce et fait disgracier le frère même du tsar, le grand-duc Constantin, dépassé de loin par le mouvement, comme Wielopolski, comme Annenkof !

Cet homme, une grande société l'entoure et l'acclame ; à son point de départ, à son premier article à la *gloire* de Mouravief, la littérature et le beau monde de Moscou lui offrent ce fameux banquet, où on lance le toast au bourreau de la Lithuanie, qui se

répète d'un bout à l'autre de l'empire. « Le terrorisme d'autrefois, dit Herzen, n'avait jamais offert de festival à Carrier ! » Aujourd'hui, après les dix-huit mois de son horrible campagne, les corporations de Moscou et de Nijni-Novgorod lui expédient des adresses le jour de sa fête, comme elles feraient au tsar lui-même, et le plus éminent personnage de l'Église *orthodoxe*, un homme de lumière et de science, dit-on, mais non pas de tolérance (les *raskolniks* en savent quelque chose), le métropolitain Philarète lui envoie par un de ses dignitaires un message de félicitations !

Toute réflexion serait au-dessous d'un tel spectacle.

L'œuvre de Herzen est un essai d'histoire littéraire se terminant par des scènes du lendemain de la Saint-Barthélemi en plein dix-neuvième siècle.

« Où est dans tout cela la littérature? dit-il lui-même... Rien n'a surgi de ces vagues lourdes et noires, de cette marée de sang. »

Où est la littérature russe? — Il a dit où est la majorité ; à part quelques-uns qui se taisent, la minorité est en prison ou en Sibérie. — Un des derniers écrivains qui aient gardé parmi cet affreux vertige l'honneur des lettres et de l'humanité, Tchernychevsky, vient d'être envoyé aux travaux forcés dans les mines de Sibérie, après avoir été exposé au pilori sur la place publique[1] !

« Vous avez exposé, s'écrie Herzen, vous avez exposé Tchernychevsky au pilori pendant un quart d'heure ! Mais vous-mêmes, pendant combien d'années y resterez-vous attachés avec la Russie que vous y avez traînée avec vous ! »

[1] Un autre écrivain distingué, Michaïlof, est mort depuis aux mines de Nertschinsk, et le tsar a frappé de disgrâce les employés qui lui avaient témoigné quelque pitié.

X

LE CHANT D'ATTILA.

Dans l'article qui précède, nous avons parlé de l'école panslaviste du temps de Nicolas. On nous communique la traduction d'une pièce qui est à la fois son manifeste et son chant de guerre : c'est une remarquable réponse au beau chant de Béranger :

Fils d'Attila, ton règne recommence !
Et de sa hache il montrait l'Occident !...

C'est une ode adressée aux savants panslavistes Moroschkine et Savelief, et publiée, en 1845, à Saint-Pétersbourg dans le recueil intitulé : *Travaux historiques contemporains* de MM. Katchenovski, Pogodine, Oustrialof, Polevoï, Boulgarine, Moroschkine, Savelief, etc.

« C'en est fait ; votre pensée s'est fait jour. Votre haut génie est compris. Nulle parole ennemie n'ébranlera vos fortes conclusions.

« Il y eut un temps où la Russie vivait de l'esprit étranger ; mais ce temps est loin de nous; la grande rénovation s'est accomplie. Maintenant, l'idée russe, pleine de vie, dissipant les nuages de l'idée allemande, jaillit comme une source d'eau limpide.

« Il y a longtemps déjà que Dieu a lavé notre gloire des affronts de l'étranger. Les Suédois se souviennent de Poltava, et nos baïonnettes n'ont pas brillé pour une vaine parade sur les remparts d'Ismaïlof. Les Italiens ont vu, dans leurs belles campagnes et sur les cimes altières de leurs monts, le héros qui y passa comme un orage [1]. L'Europe connaît la terrible journée de Borodino, et l'incendie de Moscou, et le passage de la Bérézina, et les trois jours de carnage de Leipzig, et la journée de Paris, qui a décidé de son sort. L'avenir s'en souviendra ! L'assaut de Praga [2]

[1] Souvarof.
[2] Le massacre de Praga par Souvarof.

était oublié ! le puissant fils de l'audace, Paskievitch, ce héros du Nord, en a rafraîchi la mémoire!

« Nous sommes couverts de gloire ; *mais il nous faut revendiquer aussi la gloire de nos aïeux. Il faut que nous ressuscitions l'empire d'Attila dans toute sa grandeur.* Oui ; c'est avec les fortes mains des Slaves qu'il a soumis l'Orient, et c'est à la tête des Slaves que, dans le magnifique orgueil de sa puissance, il menaça l'Occident de la *nahaïka* [1].

« Non, les Cosaques audacieux n'étaient pas un ramas de bannis et de malfaiteurs; c'étaient les vrais Russes, la race robuste des Slaves.

« Oui, le temps est venu de réduire en poussière les arguties des Allemands, et de chasser les ténèbres du doute avec le flambeau de la vérité. Et c'est ici, à Moscou, qu'elle brille. Ici, les pierres mêmes semblent crier : — Le monde slave est grand et puissant ! — Et c'est à vous que ce monde doit de se connaître !..... »

Nous citons le texte du passage le plus saillant :

Tiepier my slawny, no i slawu
Pora nam predkow zaschtchitit ;
Attilli groznuiu dierjavou
Wa wsiom wieliczyï woskresit.
Da, da, Slawian rukoïu twiordoï
Siebié wostok on pokoril
Y wiélitchawyï, moschtchmyï gordoï
Nagaïkoï zapadou grozil.

Le panslavisme se définit admirablement dans cette curieuse pièce par une colossale équivoque. Il revendique, à juste titre et sans ambages, pour la Moscovie l'héritage d'Attila, mais il fait d'Attila le chef des Slaves !—Attila était le chef des Slaves, comme Alexandre II est le chef des Polonais !

[1] Le fouet des Scythes et des Tartares.

XI

LES CINQ RUSSIES[1].

Nous empruntons, à cette étude de M. Viquesnel, où se trouvent résumés ses importants travaux sur les Slaves et les Touraniens, 1° le fragment suivant, qui présente sous une forme brève et claire l'histoire de la grande équivoque cachée sous ce nom de Russes, attribué à des peuples et à des pays si différents; 2° la réponse de M. Viquesnel aux principales objections présentées au système historique, qu'il a formulé avec M. Duchinski, par le plus savant défenseur de la Russie, M. Schnitzler.

I

LES CINQ RUSSIES.

Au temps de Nestor, comme au temps d'Hérodote, de Ptolémée, de Jornandès, la vallée du haut Volga, berceau de la puissance moscovite, était occupée par des tribus ouraliennes. La propagation de la langue slavone dans cette contrée a été invoquée par quelques historiens, comme une preuve que l'élément slave l'avait peu à peu envahie et avait refoulé au loin la population indigène. Loin d'accepter cette explication démentie par les chroniques nationales, l'historiographe Karamsin soutient que les Finnois du haut Volga *se transformèrent en Slaves en adoptant la langue, la religion et les coutumes des Slaves.* Cette conclusion d'un juge aussi compétent en pareille matière renverse les principes erronés d'enseignement historique, introduits vers la fin du siècle dernier dans les écoles, par ordre de l'impératrice Catherine II; car, tout en changeant de langue, de religion et de coutumes, les tribus finnoises ainsi que leurs descendants ont conservé les mœurs, les idées et les besoins de civilisation qui découlent de leur origine ouralienne.

L'emploi des noms de Russes et de Russies, appliqué à des peuples et à des pays très-divers, a puissamment contribué à répandre en Europe les confusions intéressées qui se sont produites

[1] Extrait du Mémoire de M. A. Viquesnel, intitulé : *Coup d'œil sur quelques points de l'histoire générale des peuples slaves et de leurs voisins les Turcs et les Finnois.*

à une époque où la critique sérieuse n'avait pas encore fourni les moyens de les réfuter. Le résumé ci-après démontre que de graves erreurs ethnographiques sont la conséquence de ces confusions, comparables à celles que produisit autrefois l'emploi des noms de Scythes et de Sarmates, pour désigner l'ensemble des peuples septentrionaux.

Première Russie. *Arya* (*normande*). — La contrée d'Upsal, en Suède, encore connue aujourd'hui sous le nom de *Ros-Lagen*, servait de séjour, au neuvième siècle, à la tribu scandinave, ou normande, ou varègue des *Ross* ou *Rouss*. C'est la patrie originaire des Varègues-Russes.

Deuxième Russie. *Arya* (*slave*), *depuis la fin du dixième siècle*. — Les trois Normands Rurik, Sinéous et Trouvor, suivis d'une grande partie de la tribu des Ross, traversent la mer Baltique (l'an 862); après la mort de ses deux frères, et avec le concours de ses compagnons d'armes, Rurik fonde à Novgorod (l'an 864) un État, dont ses premiers successeurs étendent les limites méridionales jusqu'aux Carpathes. La population de cet État, auquel les vainqueurs imposèrent le nom de leur patrie, celui de *Russie*, se composait en très-grande majorité de Slaves lekhites venus de la Vistule, qui s'étaient établis sur le Dniester, le Dniéper et le lac Ilmen, et furent connus plus tard sous le nom générique de Ruthènes (comprenant les Russes-Blancs, les Rusniaks[1] et les Petits-Russes proprement dits). Elle comptait aussi quelques tribus lithuaniennes et plusieurs tribus touraniennes, notamment les tribus finnoises des Vès, des Méra et des Mouroma, qui occupaient le bassin supérieur du Volga, habité du temps d'Hérodote par leurs ancêtres les Thyssagètes et les Mélankhlènes. Les Varègues-Russes ne formaient qu'une très-faible minorité au milieu des populations conquises ou simplement tributaires, et furent absorbés dans leur masse, au quatorzième siècle, sur le Dniéper, et beaucoup plus tôt sur le haut Volga. Les Slaves de la deuxième Russie embrassèrent le christianisme vers la fin du dixième siècle; les Finnois du même État, deux siècles plus tard.

Troisième Russie. *Touranienne* (*finnoise*) *depuis la deuxième moi-*

[1] Les Allemands donnent le nom de Rusniaks aux Petits-Russes de la rive occidentale du Dniéper, qui ont fait partie de la Pologne jusqu'aux partages.

tié du douzième siècle. — Le système des apanages pratiqué par les nombreux descendants de Rurik avait divisé, dès le onzième siècle, le territoire conquis en une multitude de principautés. Au siècle suivant, un des fils de Monomaque, Iouri Vladimirovitch Dolgorouki ou *Longue-Main* (mort en 1157), avait son apanage sur le territoire des tribus finnoises déjà citées (les Vès, les Méra, les Mouroma), et établies dans le bassin supérieur du Volga. Ces populations touraniennes parlaient encore leur langue nationale et pratiquaient généralement l'idolâtrie, le judaïsme ou l'islamisme. Après avoir fait décapiter Koutchko, dernier khan des Méra, Iouri Dolgorouki donna la fille de sa victime en mariage à son fils André de Bogolub, prince de Souzdal, et construisit sur l'emplacement de son habitation une maison de plaisance, qui plus tard fit place à la ville de Moscou.

Ce nom, comme celui de la rivière Moskva, est dérivé de Masski ou Maski, l'un des noms génériques sous lesquels les tribus touraniennes (turques et finnoises) du Don, du Volga et des pays plus septentrionaux ont été désignées à diverses époques. Suivant M. Borytchevski [1], les géographes orientaux placent dans ces contrées, dès le septième siècle de notre ère, les Masski, dont le nom se retrouve plus tard sous les formes de *Mosko*, *Moskal*, *Moskianè*, *Mossyki*, *Mouchka*, *Mokcha*, *Maxel* ou *Moxel*, *Motcha*, etc. La racine de ce mot, différemment écrit et prononcé, signifie : *lieu de séjour de la horde d'or* ou principale. Les grands khans masski ou moscovites changeaient souvent de résidence; de là le grand nombre de localités et de rivières dont le nom rappelle une des formes ci-dessus. Il est donc bien prouvé que le nom de Moscovites est national, et doit s'appliquer non-seulement aux habitants actuels de l'ancien duché de Moscovie, mais encore à ceux des anciens tsarats de Kazan, d'Astrakhan, de Nogaï, etc.

André de Bogolub, surnommé le Khithan ou le Chinois, à cause de la parenté de sa famille avec les Polovtzi et les Khitans, fut le fondateur de la grande principauté de Souzdalie-Vladimirie, qui fut ensuite appelée Moscovie. C'est seulement vers la fin du quatorzième siècle, près de deux siècles après la mort de ce prince (1174), que ses successeurs prirent le titre de *princes de toute la*

[1] *Journal du ministère de l'instruction publique;* Saint-Pétersbourg, 1847.

Russie. Épousant les aspirations de ses sujets touraniens, avides de soumission à l'autorité, André de Bogolub, ce profond politique, inaugura dans ses États le système autocratique et la suppression des apanages ; système antipathique aux Slaves comme aux autres peuples aryas, et qui est devenu plus tard et forme encore la règle du gouvernement moscovite. Sous son règne, la religion chrétienne et la langue slavone qui servait à sa propagation n'étaient pas encore adoptées par la majorité de ses sujets ; leur triomphe ne fut assuré qu'en 1223 par une grande victoire remportée sur les Mouroma et les Mordva musulmans ; l'année suivante, les Mongolo-Tatars faisaient leur première apparition sur le Volga. Les historiens les plus autorisés, entre autres notre savant compatriote M. Schnitzler, reconnaissent jusqu'à cette époque les habitants de la Souzdalie comme Finnois; mais, à partir de l'adoption par ces derniers de la religion chrétienne et de la langue slavone, ils les placent au nombre des peuples slaves. Or, parmi les preuves attestant que les Moscovites actuels de cette contrée sont bien réellement les descendants des Vès, des Méra et des Mouroma, mêlés avec une proportion infinitésimale de vrais Slaves, il suffit de rappeler qu'on trouve encore chez eux en usage les débris d'une langue non slave, dite *emmanski* ou *oféno souzdalienne*, reconnue par quelques savants étrangers et moscovites, entre autres M. Borytchevski (*loc. cit.*), comme la langue nationale des Masski.

Au treizième siècle, les Slaves de la deuxième Russie étaient complétement séparés des Finnois de la troisième Russie, et par les intérêts politiques, et par la divergence des aspirations nationales. L'invasion des Mongolo-Tatars exécutée d'après les ordres de Djenguiz Khan, et la fondation de l'empire du Kiptchak par son neveu Bâtu Khan, rangèrent les deux peuples sous le même joug ; elles retardèrent d'un siècle l'union *volontaire* des Slaves de la deuxième Russie avec la Pologne. De l'aveu de M. Schnitzler, « l'union avec la Lithuanie, *qui finit par une fusion*, a mêlé pendant des siècles l'élément russe (ajoutons d'origine slave) de la Russie-Noire, de la Russie-Blanche et de la Petite-Russie, avec l'élément polonais proprement dit (l'*Empire des Tsars*, t. III, p. 149). » Il est également bien constaté que les Russes d'ori-

gine slave de la Russie-Rouge qui, vers la même époque, s'unirent volontairement à la Pologne sans l'intermédiaire de la Lithuanie, ont subi la même fusion. Dès lors la Lithuanie et la Pologne se trouvèrent régulièrement investies des droits politiques auxquels renoncèrent en leur faveur les princes rurikovitches de la deuxième Russie, devenus leurs vassaux.

La conquête, au treizième siècle, de la troisième Russie par les souverains djenguizkhanides du Kiptchak avait réuni sous la même domination la totalité des Masski établis en Europe. Quoique séparés de la masse principale par la langue et par la religion, les Masski de la troisième Russie, nouvellement convertis au christianisme et à la langue slavone, et formant la petite minorité, éprouvaient les mêmes besoins de civilisation que les Mongolo-Tatars idolâtres, juifs et musulmans. Leur soumission à ces derniers pendant deux siècles et demi les isola complétement de l'Europe occidentale, et contribua au développement de leur génie national dans le sens touranien.

A l'avénement de Ioann III Vassiliévitch (1462), la troisième Russie possédait à peu près les mêmes limites que sous André de Bogolub, son fondateur; mais, pendant le dernier quart du quinzième siècle et le premier quart du seizième, elle accomplit une évolution des plus remarquables. Elle cessa (1480) de payer tribut aux Tatars et agrandit son territoire par la conquête définitive des républiques de Novgorod (1478), de Pskov (1510); par celle de l'ancienne Biarmie, tributaire depuis plusieurs siècles des Novgorodiens, qui y avaient établi des colonies florissantes; enfin, par la conquête des apanages de Tver (1485), de Riaizan (1517), etc.; par la prise de Smolensk (1515), qui, depuis cent-dix ans, était réunie à la Pologne, et celle de Novgorod-Séverski (1523), dernier apanage encore debout. Depuis lors, la troisième Russie compte dans sa population des Slaves dont les descendants dépassent aujourd'hui 2,000,000 d'âmes, soit environ la septième partie des 14,000,000 d'habitants compris dans les dernières limites ci-dessus indiquées.

En résumé, cette Russie ouralienne, dite Grande-Russie, berceau de la puissance moscovite, diffère en tous points de la deuxième Russie slave devenue polonaise.

Quatrième Russie. — *Touranienne* (*tataro-finnoise*), *depuis la fin du seizième siècle.* — La conquête des tzarats de Kazan et d'Astrakhan (1552-1557) fit sortir la troisième Russie des frontières qui limitaient les possessions des princes rurikovitches à l'époque de l'invasion des Tatars ; celle du tzarat de Nogaï, aux dix-septième et dix-huitième siècles, acheva de réunir sous la même domination la totalité des Masski ou Moscovites établis en Europe, actuellement au nombre de 40,000,000 d'âmes. L'immense territoire des trois tzarats a été occupé de tout temps par des peuples étrangers à la race slave. Les Scythes ou Tchoudes racontaient à Hérodote qu'ils étaient établis dans le pays depuis un temps immémorial (mille ans avant l'expédition de Darius, roi des Perses). Leurs débris se sont mêlés avec ceux des peuples venus d'Asie à diverses époques, et qui tour à tour ont conquis et perdu leur autonomie politique, comme les Huns, les Avârs, les Sabirs, les Turcs des sixième et septième siècles, les Bulgares de la Kama et du Volga, les Khozars, les Madiars (Hongrois), les Petchénègues, les Koumans ou Polovtzis et autres peuples touraniens. Dans ce mélange figuraient en faible proportion l'élément arya, représenté surtout par les débris des Sarmates et des Goths, ainsi que l'élément sémitique, représenté principalement par des descendants des dix tribus juives transportées (septième siècle avant J. C.) au delà de l'Euphrate par Salmanasar, roi d'Assyrie, et dont une partie fut entraînée à plusieurs reprises avec d'autres peuples jusque sur le Don et le Volga ; ce qui explique l'influence considérable du judaïsme dans ces contrées, dès le septième siècle, et surtout à partir du douzième siècle de notre ère. Les *Tatars* ou *Turcs* se fusionnèrent au treizième siècle avec les débris de tous ces peuples ; de ce mélange sont sorties les populations des tzarats de Kazan, d'Astrakhan, de Nogaï et celles de la Sibérie et de la Crimée. Les khanats asiatiques de Kokhanda, de Boukhara, de Khiva, sont habités par le même mélange de peuples touraniens ; mais ici les races arya et sémitique ont contribué à la masse totale de la population pour une proportion beaucoup plus grande que sur le Don et le Volga. De là l'influence réciproque que, malgré la dernière circonstance, les Masski placés à l'ouest et à l'est de l'Oural exercent les uns sur les autres, et que le cabi-

net de Saint-Pétersbourg sait tourner au profit de sa politique.

Ce rapide résumé du mouvement des peuples, dans les parties les plus orientales de l'Europe, démontre que l'histoire primitive des Moscovites remonte à la plus haute antiquité, et non à l'année 862 de notre ère, comme se plaisent à le dire les historiens de la dynastie de Rurik; elle commence sur le Don et le Volga, et non sur le lac Ilmen, le Dniéper et le Dniester; en un mot, elle comprend l'histoire particulière des différents peuples étrangers à la race slave dont il vient d'être question, et celle des mêmes peuples placés dans les limites de la troisième Russie.

En résumé, la quatrième Russie est en réalité la reconstitution de l'empire du Kiptchak par les tzars de Moscou, qui sont devenus par la victoire les successeurs des Djenguizkhanides. La propagation de la langue slavone et du christianisme dans ces contrées, où dominaient l'islamisme, le judaïsme et l'idolâtrie, tend à consolider de jour en jour, entre la minorité et la majorité des Moscovites, l'unité politique par l'unité linguistique et religieuse. Si quelques doutes pouvaient exister encore sur l'origine non slave de ces populations, ils seraient dissipés par des considérations nombreuses, parmi lesquelles nous nous contentons de citer les suivantes: 1° Le moscovito-slave étant un idiome étranger, appris, pour ainsi dire, dans les Livres saints, a beaucoup plus d'affinité que les autres langues slavonnes (le bulgaro-slave excepté) avec la langue cyrillienne ou liturgique; il diffère du russe-blanc et du petit-russe par son esprit et par ses caractères les plus essentiels; il est parlé sans aucun dialecte par plus de 40,000,000 de Moscovites, tandis que les neuf autres langues slavones, en usage chez un nombre à peu près égal de véritables Slaves, possèdent toutes plusieurs dialectes parfaitement distincts. Enfin, 12 à 15 millions de Moscovites parlant le slavon conservent encore l'usage de leur langue nationale, et, par ce moyen, servent de trait d'union entre leurs frères d'Europe et ceux d'Asie. 2° Les 40,000,000 de Moscovites sont censés reconnaître l'autorité spirituelle de l'Église grecque dite orthodoxe; mais en réalité la majorité d'entre eux, repoussant cette autorité, est divisée en plus de 200 sectes, qui toutes portent le cachet des idées orientales, et n'ont rien de commun avec l'esprit des sectes de l'Église d'Occident. Quelques-

unes comptent de nombreux adhérents à Moscou même et dans les gouvernements circonvoisins. Les Russes-Blancs et les Petits-Russes, au contraire, n'ont aucune secte. Une différence aussi tranchée dans les facultés religieuses des Slaves Russes et des Moscovites démontre assez que les derniers comptent parmi leurs ancêtres les peuples touraniens si nombreux qui, avant d'adopter le christianisme à des époques plus ou moins récentes, professaient l'islamisme et le judaïsme. 3° Les Slaves-Russes, sédentaires et agriculteurs comme les autres Aryas d'Europe, se relient à l'Occident par les mêmes besoins de civilisation; les Moscovites, au contraire, quoique ayant des demeures fixes, ont conservé les goûts et les idées des peuples nomades et industriels de l'Asie; étrangers au sentiment de la liberté et à l'esprit de résistance légale, ils cherchent leur sécurité dans l'autocratie.

Pour terminer ce qui nous reste à dire sur la quatrième Russie, ajoutons que diverses conquêtes et surtout la soumission de la Petite-Russie au protectorat des tzars de Moscou (en 1654), provoquée par les Cosaques du Dniéper, préludèrent à la constitution politique de la cinquième Russie.

Cinquième Russie ou empire russe actuel. — Les événements mémorables qui se sont accomplis vers la fin du siècle dernier et pendant le siècle actuel, ont placé sous la domination moscovite, soit en totalité, soit en partie seulement, les Slaves-Russes de la Russie polonaise, les Polonais, les Lithuaniens, les Roumans de la Bessarabie, les Finlandais, etc. De là, les caractères si variés que notre savant contradicteur lui-même, M. Schnitzler, se plaît à reconnaître dans cette cinquième Russie. « Il ne faut pas s'imaginer, dit-il, que de la régénération dont nous parlons doive nécessairement sortir une Russie semblable à la plupart de nos États occidentaux (l'auteur a en vue les réformes de l'empereur Alexandre II, en tête desquelles figure l'abolition du servage). A vrai dire, cela ne nous paraît guère probable ni désirable. Autres lieux, autres besoins... » Et plus loin : « Tout, pays et population, diffère de ce qu'on voit ailleurs (en Europe)... En ce qui touche la population, variété infinie résultant d'une prodigieuse mêlée de peuples d'origine diverse... La diversité des origines produit une inégalité choquante dans les habitudes et les pratiques, et il en

naît des contrastes qui étonnent... Comme le pays, comme la population, l'État a ici une forme, un caractère à lui propres, dont on ne juge pas à première vue, et qu'il s'agit d'étudier sérieusement. Selon nous, la Russie elle-même aime trop à se comparer à nos États d'Occident, à soutenir sa parité avec eux. Et, selon nous encore, c'est un tort; car, si la société russe était réellement semblable à la nôtre, ne serait-il pas juste aussi de lui appliquer dans nos jugements la même mesure, ce qui tournerait nécessairement à son désavantage? C'est parce que, tout au contraire, l'État russe n'est pas une société comme la nôtre[1], parce qu'il convient de lui appliquer une mesure différente, que nous trouvons un manque d'équité dans la plupart des jugements dont il est l'objet... La nationalité particulière des Russes s'explique par la marche qu'a suivie chez eux le développement de la civilisation... La Russie n'est, à vrai dire, un État européen que depuis Pierre le Grand, et encore *un État européen* en partie *tourné vers l'Asie, forcément et en vertu de sa mission.* » (*L'Empire des Tsars*, t. III, Introduction.)

Le savant et infatigable géographe M. Vivien de Saint-Martin, partisan des opinions de M. Schnitzler, apprécie de la manière suivante les généralités qui précèdent : « Il ne faut pas cependant prendre ceci dans un sens trop absolu, *ce qui n'irait à rien moins* qu'à mettre la société *russe en dehors de la civilisation européenne*. M. Schnitzler est bien loin de tomber dans cet excès, et son aperçu général est modifié sur bien des points par de sages tempéraments. C'est dans le livre même qu'il faut suivre les développements aussi judicieux qu'instructifs de cette étude difficile. » (*L'Année géographique de* 1864; Paris, 1865.)

M. Schnitzler soutient, il est vrai, que les Moscovites sont d'origine slave; mais il fournit lui-même loyalement les preuves du contraire. Aussi tout lecteur attentif de son excellent ouvrage admettra-t-il, avec nous, la justesse de la définition donnée plus haut : les nombreux contrastes entre la Russie actuelle et les autres États de l'Europe démontrent que *l'empire Russe représente, comme sous la dynastie des Djenguizkhanides, le règne des*

[1] Notamment le communisme moscovite qui n'a aucun rapport avec l'organisation de la commune slave et européenne de la deuxième Russie. — Note de M. Viquesnel.

Tourans du Kiptchak (aujourd'hui décorés du nom de Grands-Russes) *sur les peuples aryas de la deuxième Russie, de la Pologne, de la Lithuanie, de la Bessarabie, etc.* Ils démontrent, de plus, la nécessité d'exclure de l'ethnographie l'emploi des noms de *Russes* et de *Russies*, puisque, selon les temps, ils s'appliquent à des peuples et à des pays si divers.

II

EXAMEN DES OBJECTIONS AUX NOUVEAUX PRINCIPES D'ENSEIGNEMENT HISTORIQUE.

L'exposition des nouveaux principes d'enseignement historique[1] a suscité des critiques émanant de savants moscovites et français du plus haut mérite, sans doute, mais qui, habitués à prendre pour point de départ l'histoire de la dynastie de Rurik, refusent de la considérer comme une phase de l'histoire des peuples qui ont vécu sous sa domination. La différence du point de vue peut seule expliquer la différence qui existe entre leurs conclusions et les nôtres; car aucun de nos contradicteurs ne conteste l'exactitude des faits essentiels qui servent de base à nos principes. Leur discussion, surtout celle des Moscovites, a trop souvent dépassé les bornes des convenances; la nôtre ne sortira pas du domaine de la science, qui seule intéresse le public sérieux.

Première objection. — On nous reproche comme « *une insulte faite à la nation notre conclusion tendant à refuser aux* 40,000,000 *de Moscovites et la qualité de Slaves et le nom de Russes, en les reléguant dans les races ouraliennes que nous voudrions faire passer pour barbares.* » (*L'empire des Tsars*, par J.-H. Schnitzler, tome III, page 29.)

Nous croyons devoir commencer notre réponse par une protestation énergique contre cette dernière assertion. La civilisation des peuples touraniens repose, il est vrai, sur d'autres bases que la civilisation des Aryas d'Europe; mais elle est, à nos yeux, aussi respectable, et beaucoup mieux en rapport avec les facultés physiques, intellectuelles, psychologiques des peuples qui la mettent en pratique depuis la plus haute antiquité. La manière dont nous

[1] Sur la distinction des Slaves et des Moscovites.

en avons parlé ailleurs (voyez notre *Voyage dans la Turquie d'Europe*) démontre assez que nous savons en apprécier le mérite. C'est à juste titre, à notre avis, que les Finlandais et les Ottomans se font gloire de leur nationalité touranienne, et que les Moscovites eux-mêmes s'en montrèrent tout aussi honorés, jusque vers le milieu du siècle dernier. Mais, en voyant approcher le moment du démembrement de la Pologne, le cabinet de Saint-Pétersbourg crut devoir renier cette origine et procéder aux falsifications historiques dont il a été question au début de ce résumé (page 5)[1]. La curieuse déclaration tracée par l'impératrice Catherine II, et qui a été reproduite par le *Journal de l'Instruction publique* de l'empire russe (livraison de janvier 1835), commence ainsi : « Toute la Russie serait *scandalisée*, si vous admettiez l'explication de M. Stritter sur l'origine finnoise de la nation de la Grande-Russie. — Le scandale lui-même n'est pas une faible preuve que les origines sont différentes. » — Catherine réclamait-elle pour ses sujets moscovites la qualité de Slaves? Pas le moins du monde ; elle les regardait comme les descendants d'une tribu de race sarmatique, celle des Roxolans; aussi, ajouta-t-elle, à la suite des deux phrases précitées : « *Quoique les Russes ne soient pas de la même origine que les Slaves, il n'y a pas de répulsion entre eux.* » Le cabinet de Saint-Pétersbourg les transforma enfin en Slaves, de sa propre autorité, lorsque l'impossibilité d'attribuer aux Moscovites les Sarmates pour ancêtres fut clairement constatée.

Heureusement, les Moscovites éclairés ne partagent pas les idées de Catherine II sur ce sujet. Leur digne interprète, M. Schnitzler, s'exprime ainsi : « De quel droit regarderions-nous comme dégradant l'alliage du sang finnois infusé dans le sang slavon, même en supposant cette fusion opérée dans de larges proportions?... Qui sait ce que l'avenir réserve à la population calme et honnête de la modeste et mélancolique Finlande? Qui pourrait affirmer qu'elle ne l'emportera pas un jour, quant à la vigueur intellectuelle et à l'aptitude aux travaux de l'esprit, sur les Slaves, si facilement distraits des profondeurs de la réflexion par l'appât des plaisirs et le besoin d'un mouvement continuel?... *Nous ne voyons pas ce qu'il peut y avoir d'insultant dans la dénomination de* Mos-

[1] V. le texte du Mémoire de M. Viquesnel. *Coup d'œil*, etc., Lyon, 1866.

covites *substituée à celle de* Russes. » (*L'Empire des Tsars*, t. III, pages 129-130.)

Non certes, cette dénomination n'est pas une insulte; mais on veut faire considérer le nom géographique de Russes comme synonyme du nom ethnographique de Slaves. Nous protestons contre cette synonymie, par la raison que la dénomination de Russes a été donnée, sans distinction d'origine, non-seulement aux peuples qui ont été soumis à la dynastie de Rurik, mais encore à ceux qui plus tard ont été conquis par la dynastie de Romanoff. C'est pour éviter toute confusion que nous engageons les ethnographes à réserver le nom de Moscovites, qui fut en usage jusque vers la fin du siècle dernier, pour désigner la population turque et finnoise de notre quatrième Russie.

Deuxième objection. — « *C'est en partie de Kiev, de Novgorod et de Pskov, que la Moscovie a reçu sa population; elle en était la fille par la langue, la religion et les mœurs.* » (*L'empire des Tsars*, tome III, page 36.)

Le premier point à examiner, c'est de rechercher dans quelle proportion l'élément slave est entré dans la composition de la population de la Souzdalie (notre troisième Russie). A l'exemple des historiens moscovites les plus estimés, M. Schnitzler a constaté qu'au treizième siècle le slavisme et le christianisme n'étaient guère représentés, dans ce pays, que par les princes rurikovitches déjà slavisés, et par leur entourage plus ou moins nombreux venu du Dniéper; il faut, de plus, compter les marchands que le développement du commerce attirait dans les villes nouvellement fondées ou agrandies; puis les missionnaires et les prêtres envoyés, surtout de Kiev, pour propager tout à la fois la langue slavonne et la religion du Christ. Vers la fin du quinzième siècle, à l'époque de la conquête définitive de Novgorod et de Pskov, 8,000 à 10,000 citoyens de la première république et environ 2,000 de la seconde furent transportés à Moscou, Vladimir, Mourom, etc., et remplacés dans leur patrie par un nombre égal de Moscovites. Ajoutons encore les colonies novgorodiennes de la Dvina et de la Viatka, et nous obtiendrons le total excessivement faible des Slaves qui ont trouvé des établissements dans les villes de l'ancien duché de Moscovie et de l'ancienne Biarmie; quant à

la population ouralienne des campagnes, elle est restée à peu près pure de tout mélange avec l'élément slave.

Selon M. Schnitzler, c'est surtout Novgorod et Pskov qui auraient le plus contribué à slaviser les 40,000,000 de Moscovites actuels. Or, les deux gouvernements de Novgorod et de Pskov, dont le territoire offre une étendue beaucoup plus considérable que le territoire *slave* des deux républiques de ce nom, renferment à présent moins de 1,700,000 âmes, dont la moitié à peine appartient à la race slave, et l'autre moitié aux descendants de la tribu finnoise des Vès. Il est plus que probable que la population de ces deux territoires n'a jamais été plus dense qu'aujourd'hui; et cependant c'est cette population slave inférieure à 1,000,000 d'âmes qui aurait fourni, presque seule, des colons assez nombreux pour faire couler le sang slave dans les veines de la minorité des Moscovites (duché de Moscovie), puis dans celle de la majorité (vallées du Don et du Volga) !

Nous doutons qu'un homme sérieux, qui se donne la peine d'étudier à fond les arguments de nos contradicteurs, admette leur conclusion si faiblement étayée; il se ralliera certainement, de préférence, à l'opinion précitée de Karamsin, admettant que les tribus finnoises de la Souzdalie « se changèrent en Slaves, en adoptant la langue, la religion et les *coutumes* (il se garde bien de dire les *mœurs*) des Slaves. » Si donc la Moscovie est la fille de Kiev, de Novgorod et de Pskov, par la langue et par la religion, pour nous servir de l'expression de M. Schnitzler, elle ne l'est ni par l'origine ni par les mœurs, qui sont restées touraniennes. En effet, les Slaves, en bien petit nombre, qui se sont mêlés à diverses époques avec les Moscovites, ont été absorbés dans la masse indigène, et leurs descendants sont devenus de véritables Tourans sous tous les rapports.

Troisième objection. — « *N'est-ce pas vraiment prendre une peine inutile que de vouloir prouver que la Russie s'appelle légitimement la Russie? Sur près de* 70,000,000 *d'habitants*, 55,000,000 *y parlent la langue russe, l'idiome national, et généralement dans toute sa pureté, telle qu'elle s'écrit, et non pas dans des patois ou jargons*[1]. *Pour prouver le mouvement, un philosophe de l'antiquité,*

[1] Pour former son chiffre de 55 millions, M. Schnitzler adjoint à la masse

organe du bon sens, s'est mis à marcher; pour faire comprendre à tous quel est le sien, il suffit au peuple russe d'user de la parole. Peu importe, du reste, qu'il soit le résultat d'une fusion; la nation française l'est également, et personne pour cela ne s'avise de lui marchander son nom. » (*L'Empire des Tsars*, tome III, page 37.)

Le caractère linguistique, malgré son importance, ne suffit pas à lui seul pour déterminer la place que doit occuper un peuple dans la division de l'espèce humaine. Suivant les circonstances qui accompagnent et suivent une conquête, les vainqueurs imposent leur langue aux vaincus, ou acceptent la langue de leurs sujets. L'histoire jette un grand jour sur ces questions : « C'est elle, » dit, à ce sujet, le doyen de la Faculté des sciences de Dijon, que la nature de ses études tient éloigné de la politique, « c'est elle qui nous explique la formation de la nationalité bulgare, au moyen du mélange d'un peuple d'origine asiatique non aryenne avec l'élément slave; il en est résulté que ce peuple parle une langue slavone modifiée et très-altérée. Un autre cas nous est offert dans la nationalité russe [1], qui renferme des peuples slaves, dans sa partie occidentale, et des peuples asiatiques non aryens, dans le duché de Moscovie et dans les régions plus orientales de la Russie d'Europe. La langue russe, aujourd'hui si développée, qui caractérise la nationalité russe, est ici beaucoup moins le résultat du mélange de deux races distinctes que celui de circonstances particulières, l'introduction du christianisme, par exemple. Sans le secours de l'histoire, comprendrait-on cet autre phénomène de la substitution complète d'une langue à une autre, comme il est arrivé dans les Gaules à la suite de la conquête de ce pays par les Romains? L'établissement de la langue latine a certainement entraîné des mélanges entre les vainqueurs et les vaincus, ou plutôt il en a été le résultat; de même que plus tard de nouveaux mélan-

qui parle le moscovite ou grand-russe les 15 millions d'hommes qui parlent les dialectes ruthènes, ce qui est tout à fait inacceptable. — H. M.

[1] M. Brullé nous autorise à déclarer que cette expression rend mal sa pensée et qu'il faut la remplacer par ces mots : « *la population de l'empire russe.* » Il reconnaît que la première expression est aussi peu exacte que le serait celle de *nationalité autrichienne*, employée pour désigner l'ensemble des peuples d'origine diverse (Slaves, Hongrois, Allemands, Italiens, etc.), dont se compose la population de l'empire d'Autriche.

ges, produits d'invasions de nature diverse, ont donné naissance à la langue française. Ces faits ou des faits analogues qui se sont produits également dans la péninsule ibérique et ailleurs, ont donné naissance à des langues dérivées du latin, et ont fait désigner *abusivement* sous le nom de *race latine* les peuples qui les parlent aujourd'hui. N'est-il pas permis de supposer que, dans les temps anciens, les choses se sont passées de la même manière, et que les divers rameaux de la souche aryenne ne sont autre chose que le résultat de la conquête et du mélange des peuples? Dans ces différents cas, il y a eu formation de nationalités nouvelles, et ces nationalités sont devenues des types dont les langues constituent, comme de nos jours, le caractère le plus apparent. » (*Recherches sur les Origines aryennes*, page 15.)

Ces considérations déduites de faits bien constatés, admis par nos contradicteurs eux-mêmes, permettent de saisir les rapports et les différences qui existent entre la formation de la nationalité française et celle de la nationalité russe (moscovite). Nos ancêtres les Gaulois, d'origine aryenne, ont subi le joug de peuples de même race; ils ont perdu leur langue gallique ou celtique sous la domination romaine, et leur nom national sous la domination des Francs, c'est-à-dire de peuples constituant une confédération, dans laquelle l'élément germain en majorité était mélangé, selon M. Maciëiovski, avec les éléments slave et gaulois. — Les Moscovites de la Souzdalie, d'origine touranienne, ont subi le joug de princes normands slavisés et de leur entourage, de race aryenne; ils ont perdu leur langue touranienne, mais conservé leur nom national, jusque vers la fin du siècle dernier. — Malgré la fusion de leurs ancêtres avec les vainqueurs, les Français actuels n'en sont pas moins les fils des Gaulois aryens, dont ils ont conservé les défauts et les qualités, de même que les Grands-Russes actuels sont, aux mêmes titres, les fils des Moscovites touraniens. — Quoique de provenance étrangère, le nom de Français ne peut donner lieu à aucune équivoque ethnographique; le nom de Russes, au contraire, a produit des confusions très-regrettables.

Les langues slavones actuelles présentent entre elles des différences aussi grandes que les langues dérivées du latin (le français, l'italien, l'espagnol, etc.) Ces différences s'expliquent par

l'influence qu'ont exercée, sur leur formation, les éléments divers dont se composent les nationalités qui les parlent. Les Slaves du Dniéper ont prêché l'Évangile chez les Moscovites, non pas dans leur idiome particulier, mais dans la langue liturgique dite cyrillienne, l'un des anciens dialectes du bulgaro-slave. Cette dernière s'est développée sous l'influence des langues touraniennes, que parlaient les indigènes, avant leur conversion au christianisme; aussi le moscovite actuel, le plus impur de tous les idiomes slavons par l'introduction de mots tatars, forme-t-il à lui seul, d'après les plus illustres philologues, une unité très-caractérisée, c'est-à-dire la *branche orientale* par excellence. Les Moscovites ont rejeté les mots qui décèlent le mieux l'esprit des peuples sédentaires, agriculteurs, par exemple le mot *hérédité*, etc.; ils attachent à beaucoup de mots un sens en rapport avec les idées des peuples nomades, industriels, mais différent de leur signification primitive; contrairement à ce qui a lieu chez tous les peuples slaves, ils prononcent les mots autrement qu'ils ne les écrivent, ce qui rend leur conversation plus difficile à comprendre que leurs écrits; enfin l'unité de langage signalée chez 40,000,000 d'âmes est un caractère particulier au moscovite; car les neuf autres idiomes slavons, parlés par un un nombre égal d'individus, possèdent tous plusieurs dialectes. La langue actuelle des Russes-Blancs et celle des Petits-Russes forment deux idiomes distincts, que M. Gretch, célèbre philologue de Moscou, considère comme des *nuances du polonais*, phénomène qui s'explique par l'union politique de ces deux peuples avec la Pologne, pendant près de cinq siècles.

Quatrième objection. — « *Est-il facile d'appliquer à la population russe ou moscovite une analyse assez pénétrante pour trouver parmi ces multitudes qui ne parlent que le russe, c'est-à-dire le slavon, quels sont parmi elles les hommes d'origine ouralienne et les hommes d'origine slave?* » (*L'Empire des Tsars*, tome III, p. 29.)

Les travaux modernes des ethnographes, statisticiens et géographes moscovites, ceux-mêmes de M. Schnitzler, répondent affirmativement à cette question, restreinte dans les limites d'une application pratique, seule digne de l'attention des hommes sérieux. En effet, parmi les documents les plus récents, le tableau

qui sert d'explication à la carte ethnographique publiée en 1862 par M. R. d'Erckert, membre effectif de la Société géographique de Saint-Pétersbourg, indique la distribution partielle des peuples dans les divers gouvernements de l'empire. L'auteur présente les chiffres de son travail comme approximatifs et résultant de la moyenne entre les données du Bureau de statistique et celles du clergé...

Nous ne poussons pas plus loin nos citations, M. Viquesnel entrant dans des développements qui dépassent notre objet, et nous terminons en reproduisant un tableau comparatif des chiffres des populations slaves et moscovites dans l'empire russe, dressé par M. Viquesnel : il place, d'un côté, les chiffres exprimant le système ethnographique des savants moscovites représentés par un statisticien de Saint-Pétersbourg, M. d'Erckert, et, de l'autre côté, les chiffres qui expriment son propre système. C'est une idée heureuse et qui met vivement en relief l'opposition des deux données.

COMPARAISON AU POINT DE VUE DES NOUVEAUX PRINCIPES D'ENSEIGNEMENT HISTORIQUE.

D'APRÈS M. D'ERCKERT	DÉSIGNATION DES POPULATIONS	D'APRÈS NOTRE CLASSIFICATION	
	POLONAIS : SELON M. D'ERKERT, 4,640,000; SELON NOS PRINCIPES, 11,336,000 SAVOIR :		
4,640,000	1° Polonais proprement dits.	3,855,000	11,336,000
2,490,000	2° Polonais dits Russes-Blancs (*nos Krivitches-Polotchans du N.-E. et du S.-O*).	3,225,000	
2,693,000	3° Polonais dits Petits-Russes (*nos Rusniaks*)..	2,850,000	
1,626,000	4° Polonais dits Lithuaniens et Samogitiens.	1,406,000	
834,000	Lettons (*Lithuaniens de Courlande et de Livonie*).	. . . . .	868,000
9,520,000	Petits-Russes proprement dits.	9,401,000	9,506,000
105,000	Russes-Blancs de la Petite et de la Nouvelle Russies (*nos Krivitches-Polotchans du S.*).	105,000	
21,710,000	. . . . . QUANTITÉS ÉGALES	. . . . .	21,710,000
555,000	Russes-Blancs intermédiaires (*nos Krivitches-Novgorodiens et Smolenskiens*).	2,948,000	31,779,000
31,424,000	Moscovites.	28,831,000	
53,489,000	. . . . . QUANTITÉS ÉGALES	. . . . .	53,489,000

« Ce tableau, ajoute M. Viquesnel, permet de saisir au premier coup d'œil les différences que présentent les résultats obtenus par les deux classifications. Ainsi, par exemple, M. d'Erckert, se basant sur la linguistique, ne compte que 4,640,000 Polonais, dont 3,420,000 dans le royaume, et 1,220,000 dans les provinces polonaises, etc. Au point de vue historico-politique, nous trouvons 11,336,000 Polonais (13,208,430 avec les Juifs et les Allemands), subdivisés en quatre provincialismes : le provincialisme polonais proprement dit (3,855,000) est confiné dans le royaume; les trois autres (ensemble 7,481,000), comprenant les 1,220,000 Polonais de M. d'Erckert (2,000,000 selon d'autres statisticiens), résident dans les provinces qui faisaient partie de la Pologne de 1772 [1]. Ces trois derniers provincialismes ont autant de droits que le premier au nom de Polonais, de même que les habitants des anciens Etats de Normandie, de Bourgogne, de Bretagne, de Provence, de Languedoc, etc., ont autant de droits au nom de Français que les habitants de l'Ile de France proprement dite. — Quant aux Moscovites, si on y ajoute nos Russes-Blancs intermédiaires, on reconnaît qu'ils forment, d'après les deux méthodes, un total de 31,779,000 âmes; d'où résulte la preuve que nos

[1] Ces 1,200,000 à 2,000,000 d'individus constituent parmi les Lithuaniens et les Ruthènes la noblesse indigène et la classe la plus éclairée. Ils comptent parmi leurs ancêtres : 1° les Varègues ou Normands, venus sur le Dniéper et le Dniester avant le neuvième siècle; 2° les Varègues-Russes, compagnons d'armes de Rurik, de Vladimir, de Iaroslav, etc., arrivés dans ces contrées du neuvième au douzième siècle; 3° les Slaves qui entrèrent en nombre considérable dans la *droujina* ou garde des princes Rurikovitches et se mêlèrent avec les Varègues, dont le total au treizième siècle pouvait s'élever à 200,000 âmes (y compris les femmes et les enfants); 4° après l'union, au quatorzième siècle, avec la Pologne, les descendants des princes Rurikovitches et de leur *droujina*, tout en conservant l'usage de leur idiome national, acceptèrent la langue polonaise et le rit latin; ils firent partie de la noblesse polonaise, avec laquelle ils contractèrent de nombreuses alliances, et lui empruntèrent ses armes héraldiques. — Cette dernière circonstance est très-essentielle à noter, car elle a induit quelques historiens de la noblesse dite polonaise, des Ruthénies à croire à tort que les 2,000,000 d'individus en question sont venus, des bords de la Vistule, s'établir dans le pays, du seizième au dix-huitième siècle. Contrairement à cette opinion, il est certain qu'ils sont presque tous indigènes, mais mélangés par des mariages avec l'élément polonais. C'est seulement dans les steppes, au voisinage des Tatars, que les nobles polonais de la Vistule trouvaient la possibilité de se créer des établissements.

Kritvitches-Novgorodiens et Smolenskiens sont compris en presque totalité parmi les Moscovites de M. d'Erckert.

XII

SUR LES PAYSANS POLONAIS.

Nous citons ici un passage très-frappant d'un écrivain anglais, qui a été témoin oculaire et attentif observateur des événements de 1863 en Pologne, et qui ne flatte nullement les Polonais et ne paraît même pas admettre nos principes sur l'ensemble de la question des nationalités dans ces contrées. Ce passage s'accorde aussi bien avec nos propres vues qu'avec les appréhensions manifestées par les écrivains moscovites.

« Ce parti (le démocratique extrême) n'est point mécontent du résultat général de l'insurrection. Il a toujours soutenu que, tant qu'il subsisterait une trace quelconque de la corvée, même sous forme de rente, on ne pourrait jamais amener les paysans à prendre part à une lutte pour l'indépendance nationale. Or, les paysans sont présentement francs-tenanciers. Les fermes leur ont été données, avant tout par le gouvernement national polonais, en vue de gagner leur appui, et la donation a été maintenue ou renouvelée par le gouvernement russe, précisément dans le même but. Mais que le don, fait aux paysans, de la terre pour laquelle ils payaient auparavant la rente ou s'acquittaient par des travaux en nature, soit attribué aux révolutionnaires ou aux agents du despotisme employant les armes de la révolution, dans l'un et l'autre cas, la position des paysans est fort améliorée ; et l'on espère que dorénavant, sous l'empire de circonstances plus favorables qu'il ne s'en était jamais rencontré pour eux, ils s'animeront peu à peu du même esprit de patriotisme que ressentent si puissamment toutes les classes qui étaient au-dessus d'eux. » — (*Histoire intime de l'insurrection polonaise, d'après les sources officielles et particulières*, par L. Su-

therland Edwards, *ci-devant correspondant spécial du* Times *en Pologne.*)

XIII

LA RUSSIE SUR LE FLEUVE AMOUR.

Nous empruntons à l'article publié dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1er février 1866, par M. de Mars, quelques renseignements de haut intérêt sur les incidents les plus récents de l'extrême Orient.

Nous avons parlé, dans le chapitre III de notre seconde partie, des derniers traités de la Russie avec la Chine. La *Revue* résume l'histoire de ces négociations et fait ressortir l'habile conduite de l'amiral russe Poutiatine, se présentant à la fois comme allié aux Anglo-Français et comme médiateur aux Chinois. Sans tirer un coup de canon, le médiateur peu désintéressé devance les vainqueurs de Tien-Tsin, dans la conclusion d'un traité avec le *Céleste Empire*. Outre les concessions territoriales que Poutiatine extorque à Tien-Tsin, le général Mouravief[1], qui négociait de son côté, à main armée, sur le fleuve Amour, obtient, quinze jours après, à Aïgoun, le droit de navigation sur tous les affluents de la rive droite (chinoise) du fleuve, c'est-à-dire, en réalité, la domination sur tout le bassin de l'Amour.

La partie chinoise (septentrionale) de l'île Saghalien suit le sort du pays entre l'Oussouri et la mer, qui la sépare de la Chine, et devient russe avec lui.

Le général Ignatief joue, dans la seconde guerre anglo-française, le même rôle que l'amiral Poutiatine dans la première. Il profite de la prise de Pékin par les alliés, pour obtenir de nouvelles concessions sur l'Amour et, dans la Mandchourie, au delà de ce fleuve, la frontière de la Tumen, dépassant ainsi de beaucoup le cours de l'Oussouri vers le sud (1860). L'acquisition de ces nouvelles positions, bien plus importantes que l'embouchure

[1] Ne pas le confondre avec le bourreau de la Lithuanie.

même de l'Amour, permet à la Russie de fonder, en face de l'île de Niphon, c'est-à-dire devant le cœur même du Japon, le port de Vladi-Vostok (*le Dominateur de l'Orient*), port ouvert à la navigation toute l'année. La Russie commande à présent, non plus seulement le bras de mer qu'on appelle la Manche de Tatarie, mais la mer même du Japon. En cinq ans (de 1855 à 1860), la Russie s'était avancée de dix degrés [1] (250 lieues géographiques, l'étendue de la France), vers le sud.

C'était trop peu : voilà ce qu'on a fait; maintenant, voici ce qu'on a essayé de faire. En 1862, la Russie a offert ses secours à l'empereur de la Chine contre les rebelles (les *Taë-ping*), à condition que la frontière russe avançât, à l'ouest, de l'Oussouri jusqu'au Soungari, le grand affluent méridional de l'Amour, absorbant ainsi la Mandchourie entière, et qu'au sud, elle se prolongeât jusqu'au Leao et au golfe de Leao-Ting; c'eût été la Russie installée dans la mer Jaune, dans la mer intérieure de la Chine, en face du golfe de Pe-Tche-Li, à quelques jours, quasi à quelques heures de vapeur de l'embouchure du Pey-Ho, la rivière de Pékin ; de plus, la grande presqu'île de Corée eût été tournée, séparée de la Chine comme l'avait été l'île Saghalien, et inévitablement *russifiée :* la Corée, but principal de l'ambition russe, position sans égale pour dominer à la fois la Chine et le Japon, vaste contrée habitée par des populations énergiques, actuellement tributaires de la Chine, mais ni chinoises ni japonaises, et qui serviraient d'instruments actifs à la Russie contre la Chine et le Japon.

Autant aurait valu recevoir garnison russe dans Pékin. La Chine, cette fois, refusa ; mais on peut compter que la Russie n'abandonnera point ses plans, et que ce n'est que partie remise.

Les révélations que nous fournit la *Revue des Deux Mondes* complètent les indications de notre chapitre III, et dépassent de beaucoup nos conclusions, que le *Nord* avait essayé de combattre par une interminable homélie sur la modération et l'innocence de la Russie. Il y était fort question des limites respectives des Orochtones, des Toungouses et des Mandjoures, et du rôle humanitaire des Cosaques, missionnaires de la civilisation, mais

[1] Du 52e au 42e de latitude nord.

point du tout, comme de raison, des limites réclamées par la Russie, de Vladi-Vostok, du Léao-Ting ni de la Corée ; point, en un mot, de tout ce qu'il nous importe de savoir et de tout ce qu'il importe aux Moscovites que nous sachions le moins possible.

La *Revue des Deux Mondes*, tout en exposant les immenses ressources naturelles de la région de l'Amour et du sud-est de la Sibérie, en charbon, métaux, chanvre, etc., a expliqué les raisons pour lesquelles la Russie, ne voulant pas développer commercialement et socialement la Sibérie, ni la mettre en libre rapport avec la région de l'Amour, n'entend créer dans cette région qu'un établissement militaire et maritime, et surtout une flotte de corsaires, destinée à attaquer le commerce des Européens et surtout des Anglais. Il y a là déjà une trentaine de navires en bon état, de 200 à 600 chevaux de vapeur.

Au Japon, les Russes jouent le même rôle qu'en Chine. Ils font valoir leurs façons d'agir tout *amicales*, en regard des procédés rigoureux des puissances occidentales. Ils sont déjà installés, comme *amis*, en plein Japon, car la station principale de leur flotte, dans ces mers, n'est point à l'embouchure de l'Amour ni même à Vladi-Vostok, mais bien à Hakodadé, dans l'île japonaise de Matsumaï, excellent poste pour agiter à leur aise le Japon par leurs menées.

En résumé, on voit avec quelle rapidité leurs affaires avancent dans l'extrême Orient.

Les Japonais, cependant, paraissent commencer à sentir le péril, et à se rapprocher de l'Occident et particulièrement de la France. La construction du port militaire et de l'arsenal maritime de Jokoska par des ingénieurs français pour le gouvernement japonais est un notable signe de cette disposition.

XIV

M. MICHELET ET LA RUSSIE.

Parmi les écrivains qui ont travaillé à éclaircir la question de la distinction entre les Moscovites et les Slaves, nous n'avions point mentionné M. Michelet, qui n'a pas traité méthodiquement la matière. « M. Michelet, dit avec raison M. Elias Regnault, n'a pas étudié spécialement la question ethnographique, mais il l'a comprise du premier coup. » La citation suivante le prouvera.

« L'Europe n'est point un assemblage fortuit, une simple juxtaposition de peuples; c'est un grand instrument harmonique, une lyre dont chaque nationalité est une corde et représente un ton. Il n'y a rien là d'arbitraire; chacune est nécessaire en elle-même, nécessaire par rapport aux autres. En ôter une seule, c'est altérer tout l'ensemble, rendre impossible, dissonante ou muette cette gamme des nations.

« Dans la crise actuelle, la Pologne déclare, avec une incomparable grandeur, non-seulement qu'elle revivra, mais revivra entière, en tous ses membres; qu'elle ne veut la vie à aucune autre condition.

« C'est un devoir de cœur envers les membres illustres de la famille polonaise. — Comment céder la Pologne du Nord, renier Copernic? — Céder la Lithuanie ? c'est Mickiewicz et Kosciusko. — Cracovie? les sépulcres de tous les Jagellons, le tombeau de Sobieski !

. . . . . .

« Le pis, au temps d'illusions comme celui où j'ai écrit ce livre, c'est qu'il se trouvé à point des esprits faux pour théoriser la sottise. Celle d'alors était le panslavisme ; on voulait faire de la Russie, de son Kremlin byzantino-mongol, le saint des saints du monde slave. Plaisante idée de subordonner les tribus supérieures de cette grande race (Polonais, Serbes, Bohêmes, etc., etc.), les pays poétiques qui ont rayonné dans l'Europe d'une telle gloire, de les subordonner à qui ! à la tribu finno-tatare !...

La Russie gagnera à n'être plus un monstre, mais une belle grande nation de trente-cinq millions de Moscovites, qui, dès lors, n'étant plus écrasés, prendront leur développement.

« La Pologne est le cœur du Nord; *elle seule et non l'autre*, qui est l'Asie, sauf quelques Parisiens de Pétersbourg et d'illustres disciples d'Hégel qui ne changeront pas cette grosse masse où rien ne mord. » (*La Pologne martyre*. Paris, 1863 ; Dentu.)

XV

DEUX RÉCENTES PUBLICATIONS MOSCOVITES.

On nous communique l'analyse de deux publications qui ont paru récemment à Saint-Pétersbourg : 1° *Documents servant à éclairer l'histoire des provinces occidentales de la Russie et de leurs rapports avec la Russie et la Pologne ;* 2° *Des populations de la Russie occidentale*, ouvrage publié *par ordre exprès du tsar*. Le but de ces deux ouvrages, dont l'apparition coïncide avec les mesures spoliatrices décrétées contre la propriété en Lituanie et en Ruthénie, est : 1° de justifier la réponse du prince Gortschakof aux protestations des gouvernements européens en 1863, à savoir : que la question entre la Russie et la Pologne est une question de famille entre Slaves; 2° d'établir que les provinces occidentales sont bien russes et non polonaises.

Les auteurs éludent, au lieu de résoudre, les questions capitales qui concernent les rapports des populations des *provinces occidentales*, soit entre elles, soit avec les Polonais et les Moscovites, quant aux origines, quant aux caractères de civilisation et quant aux relations historiques ; ou, du moins, ils ne considèrent ces relations qu'à un point de vue, le seul qui puisse leur fournir quelque apparence d'arguments, le point de vue religieux, sous lequel ils essayent d'opposer ces populations, comme grecques orthodoxes, à l'Europe germano-latine. Ils ont cru très-habile d'emprunter à un historien polonais, Lelewel, une carte des

anciennes principautés russes, lithuaniennes et polonaises, afin de revendiquer pour la Russie moderne tout ce que Lelewel reconnaît avoir appartenu aux anciens Russes.

C'est toujours la même équivoque, cent fois réfutée, sur le sens multiple du nom de Russe. Renvoyons-les, ci-dessus, aux *cinq* Russies de M. Viquesnel, et rappelons que cette antique Russie du Dniéper, à laquelle imaginent de se rattacher les Moscovites, était, comme nous l'écrit fort justement M. Duchinski, une Normandie et non une Moscovie. « Les Grecs appellent *Rhoss* « ceux que nous appelons Normands, écrit, au neuvième siècle, « Luitprand, évêque lombard de Crémone. » Et ailleurs : « Les « *Rhoss*, que nous appelons autrement Normands. » Les Moscovites ou Grands-Russes ont bien moins le droit de réclamer ces vieux Russes scandinaves et les pays de leur domination, que la Grande-Bretagne anglaise n'aurait le droit de revendiquer la Bretagne française, ou les Français d'usurper la Franconie allemande.

Il y a mieux à faire encore que de renvoyer les nouvelles publications officielles à un savant français ; c'est de laisser réfuter ces ouvrages de circonstance par la science moscovite elle-même. Un écrivain de grande autorité en Russie, M. Solovief, que les Russes appellent leur Augustin Thierry, et qui vient d'être chargé d'enseigner l'histoire à l'héritier du tsar, avait d'avance répondu pour nous. Dans son *Histoire de Russie*, ouvrage dont la valeur scientifique n'est contestée de personne, ce docte successeur de Karamsine reconnaît sans difficulté nombre de points plus que suffisants pour ruiner les théories officielles.

Pour prendre les choses par l'origine, ce nom de Russe appliqué à des peuples si divers, et en vertu duquel les Moscovites prétendent confisquer les Slaves du Dniéper, ce nom de Russe, leurs ancêtres les Souzdaliens ne le portaient même pas avant l'invasion mongole. La *Rouss*, la Russie, n'était alors que le pays slave et chrétien soumis aux Rurikovitches, et spécialement, dans le pays slave, la région de Kief. Au douzième siècle, la Souzdalie, aux trois quarts encore païenne, juive ou musulmane, n'était considérée que comme tributaire de la *Rouss*, ainsi que le constate Nestor. On voit, dans le tome II de Karamsine (années

1147-1150) que Youri Dolgororouki se plaignait d'être exclu de la *Rouss* par ses parents, parce qu'ils ne voulaient rien lui donner sur le Dniéper et le reléguaient en Souzdalie parmi les Finnois. M. Solovief confirme pleinement Karamsine à cet égard. Il reconnnaît, aussi bien que Karamsine, qu'Youri Dolgorouki et son fils André de Bogolioub fondèrent un État nouveau parmi ces Finnois. Il reconnaît qu'une monarchie autocratique ne pouvait se fonder à Novgorod ni sur le Dniéper, qui n'en avaient pas les éléments, et que ces éléments, au contraire, se rencontraient en Souzdalie; que la séparation de la Russie méridionale (la vraie *Rouss*) et de la Russie du Nord (Souzdalie) était accomplie bien avant l'invasion des Mongols; enfin que la conquête de la *Rouss* ancienne ou Russie méridionale par la Russie souzdalienne, sous André et son fils, n'avait pas subsisté; que la *Rouss* avait brisé le joug et rompu l'union avant la venue des Mongols.

M. Solovief établit que rien n'est changé dans l'ancienne Scythie depuis Hérodote; que le bassin du Dniéper sépare aujourd'hui encore la race agricole de la race nomade; que les Tyssagètes, les Mélanchlènes, les Androphages d'Hérodote sont les ancêtres des Tchoudes ou Finnois de la Grande-Russie; il avance seulement les limites des Slaves vers l'Orient, au moyen âge, beaucoup plus loin que nous ne l'admettons, et c'est la Moskowa qui, pour lui, du neuvième au douzième siècle, sépare les Slaves des Ouraliens.

Il reconnaît, du reste, comme M. Savelief[1], le commencement de civilisation de ces tribus tchoudes, qui se slavisèrent, selon lui, parce que les chefs-lieux de leurs dominateurs rurikovitches se trouvaient dans les pays slaves. Il constate l'identité de mœurs entre les Tchoudes et les Grands-Russes, et le difficile et tardif développement du christianisme dans la Souzdalie.

M. Solovief nie sans hésiter l'existence de l'unité politique en Russie avant l'invasion mongole; il n'admet pas que les Rurikovitches eussent entre eux une hiérarchie constituée et des rapports politiques réguliers. Leurs relations de famille étaient fort relâchées, et les princes de Halitch (Gallicie) et ceux du

[1] Voir ci-dessus, p. 322.

Dniéper se considéraient comme étrangers les uns aux autres, ainsi qu'il en donne la preuve.

Au point de vue de la tradition et du vieux droit européen, les prétentions moscovites sur la vieille Russie scandinave ou slave ne méritent même pas la discussion : Karamsine et M. Solovief, sans le vouloir, en donnent eux-mêmes les preuves. Mais, au nom du droit asiatique et tartare, du droit des conquérants orientaux et des *fléaux de Dieu*, c'est autre chose. De ce côté, ils ont un titre ; c'est la suprématie qui a été conférée par les grands-khans aux princes de Souzdalie, puis de Moscou, en récompense de ce qu'ils avaient été les seuls des Rurikovitches qui n'eussent point participé à la coalition de leurs parents contre l'invasion mongole, et de ce qu'ils avaient été les premiers à se présenter au seuil de la *Porte d'or*. Ceci est également constaté par M. Solovief. Yaroslaf, dit-il (grand prince de Vladimir sur la Kliazma), se rendit à la horde, devant Batou-khan, alors établi sur les bords du Volga. Batou accueillit Yaroslaf avec honneur, et le congédia en lui disant : « Tu es l'aîné parmi les princes de la race russe. » (Solovief, *Histoire de Russie*, t. III, p. 185.)

Les princes moscovites n'épargnèrent rien pour réaliser cette investiture. Le fils d'Yaroslaf, Alexandre Newski, le grand saint des Moscovites, appela les Tartares contre Novgorod (1257), à l'occasion du second dénombrement prescrit par le grand-khan.

M. Solovief a répondu pour nous d'avance aux récentes publications officielles de Saint-Pétersbourg.

Constatons encore chez lui les deux assertions suivantes : 1° que l'incorporation des provinces ruthènes à la Lithuanie, qui, plus tard, les a unies à la Pologne, a été bien loin d'être désavantageuse à ces peuples ; 2° que les Grands-Russes ont commencé à se rapprocher de la civilisation matérielle de l'Europe dans la première partie du dix-huitième siècle, mais qu'ils n'ont commencé à introduire chez eux l'esprit de cette civilisation que dans la deuxième moitié de ce siècle.

La deuxième moitié du dix-huitième siècle, c'est l'époque des partages de la Pologne.

Jusque-là, en effet, le tsarat de Moscovie, bien qu'il eût con-

quis Novgorod et attiré à lui, par la communauté de religion, la Petite Russie, restait séparé par tous les caractères de civilisation, des Russes slaves, et ces mêmes caractères, au contraire, unissaient les Russes slaves, non-seulement avec les Polonais, mais avec la masse des Européens, des peuples germano-latins ou Aryas occidentaux.

Nous avons constaté les points essentiels sur lesquels M. Solovief fournit des arguments décisifs contre les théories moscovites : nous devons constater également l'argument par lequel il tâche d'en sauver un débris.

« L'histoire, dit-il, trouve la Russie nord-est occupée par les « Finnois, mais plus tard nous la voyons slave. Il est donc clair « qu'en admettant que la population finnoise n'a pas péri, mais « s'est slavisée peu à peu, nous devons admettre une forte « colonisation slave. Mais cette colonisation n'a pas eu lieu aux « temps antéhistoriques ; elle a eu lieu quand la Russie du « nord-est formait déjà une principauté sous une dynastie bien « connue ; par conséquent, la colonisation n'a pas pu avoir lieu « sans la connaissance et sans l'influence du gouvernement. » (*Histoire de Russie*, vol. IV, p. 240.)

Non-seulement il n'y a point de traces historiques d'une colonisation slave sur une grande échelle en Moscovie, mais M. Duchinski fait là-dessus à M. Solovief une objection qui nous semble péremptoire : c'est qu'à l'époque où M. Solovief suppose cette colonisation venant de chez les Slaves du Dniéper, ce qui est aussi le système de M. Pogodine, les populations agricoles du Dniéper étaient attachées à la glèbe par des mesures qui avaient été la conséquence de la conquête mongole, et que ces mesures rendaient impossible toute émigration un peu considérable ; rien, d'ailleurs, n'était de nature à attirer ces populations dans la Souzdalie.

Un dernier mot sur l'ouvrage intitulé : *Population de la Russie occidentale*. Ce livre dit qu'il y a, dans les provinces lithuano-ruthènes, 200,457 Grands-Russes et 945,703 Polonais. On peut se fier au premier chiffre. Le second est tout à fait arbitraire, si l'on entend par-là les personnes parlant polonais, parce que beaucoup parlent à la fois le polonais et le ruthène, et grossi-

raient ainsi le chiffre ; — si l'on entendait les personnes de race polonaise, d'origine polonaise, cela est bien pire et n'a aucune espèce de sens, les classes aisées qui parlent polonais étant de même race que les classes populaires, c'est-à-dire de race indigène ; ce qu'elles peuvent avoir de sang polonais, proprement dit, dans les veines, ne provient que d'alliances de famille, de même qu'il y a des descendants des Lithuaniens et des Ruthènes dans la Pologne proprement dite.

XVI

LES PROPRIÉTAIRES MOSCOVITES ET LA PROPRIÉTÉ POLONAISE.

(*Siècle* du 27 mars 1866.)

Un célèbre polémiste ultramontain s'était ingénié à décrire, après 1848, le *lendemain* imaginaire d'une *victoire* impossible, de la victoire du communisme en France. Nous voyons aujourd'hui en Pologne le vrai *lendemain de la victoire* du seul communisme redoutable pour la civilisation moderne, le communisme représenté par un despote qui résume en lui toute une société où l'on ne reconnaît ni le droit de la personne, ni celui de la propriété.

La déclaration spoliatrice du tsar (du 10-22 décembre 1865) s'exécute avec le plein concours de la société moscovite.

Rappelons succinctement les traits principaux de l'état de choses contre lequel M. Carnot protestait hier[1] devant le Corps législatif au nom de la civilisation européenne ; résumons la situation faite à la propriété dans ce que les Moscovites appellent les *provinces occidentales*.

La propriété *polonaise*, c'est-à-dire appartenant aux classes aisées et lettrées, dans les neuf provinces lithuano-ruthènes, est divisée en cinq catégories :

1° Les terres purement et simplement confisquées sur les auteurs et fauteurs de la rébellion ; celles-là sont données par le

[1] Dans la discussion de l'adresse de 1866.

tsar à des dignitaires moscovites (M. de Meyendorf, par exemple, l'ambassadeur qui a eu avec le Pape la scène dont les journaux ont tant parlé, vient de recevoir un domaine en Lithuanie), ou vendues à vil prix par le fisc à des *tchinovniks* (employés) moscovites, auxquels on accorde vingt ans pour s'acquitter.

2° Les terres grevées d'hypothèques envers l'État ou envers les particuliers, et dont le terme de remboursement est expiré. Celles-ci sont vendues aux enchères, sans pouvoir obtenir ni renouvellement, ni délai, et adjugées au fisc, si les enchères ne sont pas couvertes par des sujets russes qui ne soient ni polonais ni catholiques.

3° Les terres appartenant à des personnes impliquées dans une connivence quelconque avec les insurgés. Celles-là devront être vendues dans le délai de deux ans à des sujets russes qui ne soient ni polonais ni catholiques, et, faute d'acquéreurs, seront adjugées au fisc, qui en fixera le prix. Cette catégorie est immense : on peut y faire entrer à peu près qui l'on veut.

4° Les terres appartenant à des Polonais et catholiques reconnus étrangers à la rébellion. Celles-là pourront être conservées par leurs propriétaires et transmises par héritage, mais elles ne pourront être vendues ni hypothéquées qu'à des sujets russes, qui ne soient ni polonais ni catholiques.

Ceci est l'état officiel et apparent des choses ; la réalité le dépasse. Des agents officieux parcourent les provinces en engageant les propriétaires de la dernière catégorie à passer à la religion grecque orthodoxe ou à se défaire de leurs biens, s'ils veulent éviter les *inconvénients* d'une situation *difficile*.

En dehors des provinces lithuano-ruthènes, dans le royaume même de Pologne, la même pression s'exerce, quoique moins directe, et les journaux moscovites se félicitent de voir la grande propriété commencer à passer dans les mains d'acquéreurs étrangers. La *Gazette de Moscou* a déclaré d'ailleurs fort nettement que le tour du royaume viendrait.

Le général Kauffmann, le digne successeur de Mouravief en Lithuanie, et le général Bezak, qui a remplacé et dépassé Annenkof en Ruthénie, sont chargés de la réalisation des mesures qu'ils ont eux-mêmes proposées au tsar, et le zèle avec le-

quel ils s'en acquittent leur a valu cette réponse d'Alexandre II aux souhaits qu'ils lui ont envoyés pour le nouvel an de grâce 1866 :

« Que Dieu bénisse vos heureux commencements dans l'organisation et la *russification* des pays qui vous sont confiés. »

La *russification* est un terme fort juste, dans le sens que le tsar lui prête; car ces pays ne sont pas et n'ont jamais été *russes* comme il l'entend, c'est-à-dire moscovites, et il faut, pour les faire moscovites, y remplacer par des intrus toutes les classes aisées et lettrées indigènes, et *moscovitiser* les paysans en les dénationalisant : — faire ce que ferait chez nous un conquérant espagnol qui exproprierait tous les bourgeois gascons ou provençaux parlant français, pour ne laisser en Guyenne et en Provence que les paysans parlant les dialectes locaux, en attendant qu'il les oblige à parler espagnol.

Entendre invoquer la justice suprême à l'aide d'une pareille œuvre est déjà fort surprenant, sans doute; mais il y a quelque chose qui mérite encore à un plus haut degré que le langage du tsar l'attention de l'Europe, c'est l'attitude et la conduite des classes supérieures moscovites, de ces mêmes classes qui célébraient naguère dans leurs banquets la gloire de Mouravief.

C'est encore dans un de ces festins, parodie des banquets patriotiques de l'Occident, qu'à Kief, la vieille cité sainte des Ruthènes, la fraction moscovite du pays vient de féliciter le gouverneur Bezak de ses glorieux efforts pour le triomphe de la cause russe, triomphe qui, de l'aveu des orateurs, exigera encore de longs et persévérants travaux, car on ne déracine pas en un jour toute une société formée par les siècles. Les orateurs, outre les mesures territoriales, vantent surtout le remplacement officiel, imposé, de la langue polonaise par la langue *russe* (moscovite et non ruthène) jusque dans l'enseignement du catéchisme parmi les catholiques. L'un d'eux, en proclamant que la question des paysans est la grande question, laisse échapper un aveu aussi important pour le passé que l'autre aveu que nous citions l'est pour l'avenir, c'est que le *servage* (l'esclavage) n'avait été introduit en Lithuanie et en Ruthénie que par ce même gouvernement russe qui vient de l'abolir! Avant la conquête, avant Cathe-

rine II, les paysans de ces contrées ne subissaient qu'une sorte de vasselage qui leur permettait de quitter la glèbe à de certaines conditions; avec Catherine II entra l'ESCLAVAGE, *par une impérieuse nécessité d'État*, dit l'orateur. Voilà qui répond à bien des mensonges historiques! La vérité se fait jour à travers les fumées des banquets moscovites.

Après les discours, voici les faits. Le *Nord* du 28 février nous a informés que « les amateurs pour l'*achat* des biens dans les provinces occidentales deviennent de plus en plus nombreux. Le général Kauffmann (gouverneur de Lithuanie) a reçu récemment à ce sujet une députation des propriétaires fonciers des gouvernements de Smolensk, de Toula, de Vladimir et d'*Oufa* (?), venus pour prendre sur les lieux mêmes connaissance des conditions de la vente. »

Supposons, par impossible, le gouvernement français s'avisant d'exproprier les propriétaires alsaciens de langue allemande et de religion protestante, et d'inviter les propriétaires de Bretagne ou de Picardie à venir acquérir à bon compte les dépouilles des Alsaciens. Malgré tout ce qu'on peut dire de la moralité relâchée de notre temps, une pareille proposition serait accueillie par une stupeur universelle, bientôt suivie d'un cri unanime d'indignation; l'homme assez dénué de sens moral pour se faire le complice d'un semblable attentat serait mis au ban de la société.

Ce qui serait une ignominie et un crime aux bords de la Seine ou de la Tamise paraît tout simple aux rives du Volga. L'auteur de cette spoliation immense invoque la bénédiction de Dieu sur son œuvre, et les complices semblent avoir la conscience parfaitement tranquille.

Quelle est donc l'explication de ce monstrueux contraste?

Il n'y en a qu'une, et nous l'avons donnée : LA MOSCOVIE N'EST PAS EUROPÉENNE. Elle n'a ni nos idées, ni notre morale, ni notre droit. Autocratique, elle croit à son chef le droit de changer d'un mot les bases d'une société. Communiste, elle ne reconnaît pas le droit de la propriété, pas plus que celui de la libre personne humaine dont la propriété n'est que le développement et l'application. Il n'y a pas seulement communisme là où existe la communauté en fait : il y a communisme partout où l'indivi-

dualité est méconnue et où la propriété n'est qu'une possession de fait, à la discrétion du pouvoir arbitraire, et non un droit inviolable.

Qu'ils pratiquent leurs principes *chez eux;* nous n'avons rien à y voir : ils peuvent avoir leur moralité relative, quoique inférieure, si leur chef applique à son autocratie l'idée d'une puissance patriarcale; mais, ces principes, ils les pratiquent *chez nous*, en pleine Europe, et les infligent à des populations européennes; c'est là qu'est la monstruosité et le crime. C'est la société inférieure se substituant violemment à la société supérieure; — c'est le monde qui recule; c'est la loi progressive de la Providence qui est violée par l'homme. — Il en coûtera cher à l'Europe pour l'avoir souffert!

XVII

UN DERNIER MOT SUR LA QUESTION EUROPÉENNE DU DANUBE.

Ce que nous avions prévu, il y a quelque temps, lorsque nous avons touché aux affaires de Roumanie et de Hongrie, ce qu'il était facile de prévoir, s'est réalisé. La question du Danube est ouverte.

Devant la situation nouvelle, la Russie a fait, dans les premiers moments, une double évolution; d'une part, elle a jeté son masque de protectrice de la Roumanie : elle s'est montrée ouvertement hostile à la révolution qui avait prévenu l'effet de ses menées; elle s'est efforcée de soulever la Moldavie et de lui faire rompre l'union avec la Valachie. La conjuration qu'elle avait fomentée vient d'échouer. D'un autre côté, elle a posé à l'Europe, quant au traité de 1856, l'alternative suivante : Ou maintenir intégralement ce traité et les conventions relatives à son application; ou, si l'on y veut toucher (et alors, ce n'est pas à elle à le défendre, puisqu'il a été fait contre elle), le tenir pour complètement abrogé et résoudre le problème, non-seulement pour la Roumanie, mais pour toutes les populations chrétiennes de la Turquie, c'est-à-dire ouvrir la question

d'Orient tout entière. On a lu les bravades de la *Gazette de Moscou*, menaçant d'en appeler à l'épée contre l'Europe divisée et dissoute, si l'on veut résoudre la question du Danube malgré la Russie et contre l'intérêt russe.

D'où vient aux Moscovites cette confiance? — Des discordes européennes; du relâchement des liens entre la France et l'Angleterre; — de la lutte, qui semble imminente, entre l'Autriche et la Prusse.

C'est à la France et à l'Angleterre de déjouer l'espoir du commun adversaire.

Que doit faire l'Occident? — Nous ne pouvons traiter incidemment la question si compliquée des puissances allemandes; — mais quant à l'objet spécial qui nous occupe, maintenir l'union des Principautés; ne pas laisser intervenir la Russie; n'exercer que du dehors l'autorité du protectorat européen, et permettre à la Roumanie de s'organiser par elle-même; ne pas lui interdire le choix d'un prince étranger, qu'elle persiste à réclamer, en l'engageant à choisir ce prince dans une famille et dans des conditions qui ne rendent pas impossibles les combinaisons politiques dont un avenir prochain peut démontrer la nécessité.

De pareils problèmes demandent à être abordés en face, sans illusions et sans réticences; il ne faut pas attendre, pour les débattre, qu'on soit emporté à la dérive par le torrent des événements. Nous avons déjà exprimé l'opinion que la Roumanie était à la fois une nationalité véritable devant être assurée de son autonomie, et, en même temps, une nationalité trop faible pour pouvoir subsister dans un entier isolement à côté de cette énorme masse moscovite, organisée pour la conquête, qui pèse sur elle et aspire à l'engloutir. La France a un intérêt incontestable, un intérêt de premier ordre à protéger la Roumanie; mais la France est loin. Peut-on être sûr que la France ait toujours cent mille hommes et une flotte combinée avec celle d'Angleterre à envoyer, au premier appel du télégraphe, aux bouches du Danube? Ne doit-on pas prévoir la chance de difficultés, d'impossibilités temporaires?

On ne peut asseoir exclusivement sur l'appui de la France, ou même de la France et de l'Angleterre, l'existence de la Rou-

manie. Il faut qu'il se constitue, sur le bas Danube, une force propre, sérieusement consistante et capable de résister par elle-même un temps suffisant pour que la France ne soit considérée que comme une grande réserve, assurée, mais non pas toujours immédiate dans son action. Une grande lutte aura lieu sur le Danube ; nos ennemis le proclament eux-mêmes : « une « lutte sur nos confins méridionaux est inévitable, » écrivait dernièrement la *Gazette de Moscou :* « elle est dans les prévi- « sions de tout le monde ; en Hongrie, aucun orateur de quelque « importance n'a parlé sur l'Adresse sans en signaler l'éventua- « lité et même la proximité. » Il faut se préparer à cette lutte plus ou moins prochaine et en organiser les moyens. Le plus essentiel est l'association de la Roumanie à la Hongrie : à la Hongrie sans l'Autriche, si l'Autriche se précipite et se dissout par sa faute ; — à la Hongrie et à l'Autriche, si l'Autriche sait se renouveler et sortir de l'Italie pour se faire tête d'une confédération danubienne.

Qui dit fédération, dit association libre : on ne peut pas fonder une fédération en commençant par disposer sans eux ou malgré eux des membres de cette fédération. La première condition est qu'ils en acceptent le lien. Le droit de la Roumanie à disposer d'elle-même est incontestable ; mais son devoir envers elle-même est d'user de ce droit de manière à se préserver du danger par excellence, celui d'être arrachée à l'Europe et engloutie dans l'empire moscovite ; son devoir est de rester européenne à tout prix ; mais, ce devoir, c'est à elle-même de le comprendre et de le remplir.

Non-seulement l'opinion et la presse européenne, mais les puissances protectrices elles-mêmes ne peuvent agir légitimement que par voie de conseil, si ce n'est dans un seul cas, celui où les intrigues russes parviendraient à séparer les deux provinces, à dissoudre la Roumanie et à l'abîmer dans l'anarchie. Si la Roumanie se défaisait elle-même, sans intervention matérielle de l'étranger, il faudrait bien que l'Europe réglât le sort et préservât l'avenir d'un peuple qui se serait montré en état de minorité, et qu'à tout prix, elle l'empêchât de tomber dans les mains de l'ennemi. C'est aux Roumains de prouver qu'ils

sont une nation, et ils nous paraissent, à l'heure qu'il est, tout à fait en voie de fournir cette preuve.

Le maintien de l'union des Principautés et l'organisation de la Roumanie autonome avant tout : c'est la question d'aujourd'hui. La fédération ne saurait être que la question de demain. Les éléments n'en sont pas prêts, puisque la plus grande incertitude règne encore sur l'issue des négociations entre les deux corps principaux, l'Autriche et la Hongrie, tout aussi bien que sur les relations futures de l'Autriche et de l'Italie et sur le dénoûment de la querelle entre l'Autriche et la Prusse. Les péripéties les plus contradictoires sont possibles. Si nous quittons la Roumanie pour entrer dans l'empire autrichien et jeter les yeux, non plus sur ses querelles extérieures, mais sur ses débats internes, nous voyons un double écueil menaçant au milieu des combinaisons qui s'agitent : le dualisme pur, c'est-à-dire, la fédération *à deux* entre l'élément allemand et l'élément madjar, s'il prétendait s'organiser sans tenir compte des droits des autres éléments nationaux, et sans leur faire leur part à l'intérieur des deux corps autrichien et hongrois, serait injuste envers autrui et très-dangereux pour les deux parties elles-mêmes; ce serait rouvrir le champ aux influences moscovites parmi les grandes masses des Slaves de l'Autriche, aussi nombreux à eux seuls, pour le moins, que les Autrichiens-allemands et les Madjars réunis, et beaucoup plus nombreux, si on leur adjoint les Roumains de l'Autriche.

L'autre péril serait que, les négociations entre l'Autriche et la Hongrie venant à échouer, l'Autriche excitât de nouveau les Slaves et les Roumains contre les Madjars, ce qui n'aboutirait qu'à une confusion universelle; une grande partie des Slaves se retournerait infailliblement contre les Allemands, et tout cela aurait pour conclusion le démembrement de l'Autriche. Nos légitimes ressentiments pourraient s'en réjouir; mais notre raison nous dit que l'Europe aurait plus d'intérêt à un arrangement qu'à un écroulement sur le Danube, de même qu'elle aurait intérêt à résoudre, plutôt par voie de transaction que par les armes, la question de la Vénétie, dont l'affranchissement et la restitution à l'Italie sont la première condition d'un ordre européen; de

même, enfin, qu'elle aurait intérêt à ce que la Prusse et l'Autriche n'en vinssent pas aux mains, si la question de la Vénetie, liée à celle-là, peut se résoudre pacifiquement.

Résolue par la fédération, la question du Danube serait-elle résolue contre la Turquie? En aucune façon. Ce plan politique, auquel inclinent aujourd'hui un si grand nombre d'esprits, n'a rien de commun avec l'idée de chasser le Turc de l'Europe, et les partisans de ce plan sont en général les plus décidés à demander qu'on défende à tout prix les Ottomans dans Constantinople. Mais la suzeraineté ottomane sur la Roumanie, si elle n'est un vain mot, est un fardeau que la Turquie ne peut soutenir. La Turquie est impuissante à défendre la Roumanie contre les Russes. Son intérêt plaide ici contre son amour-propre. Son intérêt est de se voir séparée de la Russie par un intermédiaire assez fort pour la couvrir en quelque sorte d'un solide boulevard extérieur. La force militaire de la Turquie n'est point à mépriser; elle est aujourd'hui aussi sérieusement organisée qu'elle peut l'être; mais les événements de ce siècle ont prouvé que cette force, toute de résistance, ne commence à se manifester efficacement qu'à partir de la rive méridionale du Danube. Couverte en première ligne par une Roumanie associée à la Hongrie, la Turquie serait en mesure de tenir solidement la seconde et la troisième ligne défensives, c'est-à-dire le bas Danube et les Balkans, et d'aider à la défense commune. Le jour où elle consentira d'évacuer les forteresses des Serbes et à laisser aux Serbes la garde du Danube supérieur, l'hostilité de cette race guerrière contre l'Ottoman disparaîtra comme a disparu la vieille haine des Roumains, et de justes concessions aux Bulgares et au reste des populations chrétiennes pourront faire durer le *grand malade* plus longtemps que ne le souhaite le voisin, si désireux d'accélérer son dernier jour. Si, comme nous le croyons, l'avenir doit voir la formation d'un état serbe embrassant les provinces qui séparent la Serbie actuelle de l'Adriatique, les contingents de cet État, lié à la suzeraineté ottomane, seront bien autrement efficaces pour la défense commune que ceux des pachaliks actuels, sans cesse en désordre ou en révolte.

Résumons et exprimons pleinement notre pensée sur la ques-

tion danubienne. Si la transaction se réalise entre l'Autriche et la Hongrie à des conditions dignes de celle-ci, et la Hongrie n'en acceptera pas d'autres, si le dualisme austro-hongrois se constitue en faisant, à l'intérieur des deux corps associés, la part des nationalités diverses, nous désirons qu'à ces deux corps s'en associe un troisième, au moins par une étroite alliance défensive et par une étroite association d'intérêts : nous désirons que la Roumanie entre dans ce groupe politique, comme une nation, comme un État, moins puissant, mais non pas moins autonome, ni moins assis dans son droit que chacun des deux autres. Et, s'il nous paraît aussi désirable de voir la Roumanie entrer dans ce groupe qu'il est indispensable d'en faire sortir les provinces italiennes, c'est autant pour le salut de la Roumanie que pour l'affranchissement de Venise.

A plus forte raison, s'il arrivait, au contraire, que l'empire d'Autriche vînt à se dissoudre au lieu de se transformer, et qu'une rupture eût lieu entre l'Autriche allemande et la Hongrie, l'unique chance de salut serait-elle dans l'étroite association de toutes les populations non allemandes du Danube.

Depuis que nous avons écrit ce qui précède, un fait considérable a eu lieu en Allemagne. Le ministre prussien qui a foulé aux pieds, dans son pays, tout droit légal et toute liberté constitutionnelle, a fait brusquement appel au peuple allemand tout entier, et proposé la convocation d'un parlement élu au suffrage universel. Ce qui, selon la logique, eût dû être le couronnement de toute une série de progrès, s'est produit comme l'expédient violemment empirique d'un homme d'aventures.

Cette tentative audacieuse va-t-elle avorter sous la réprobation qu'excite son auteur, au dedans comme au dehors? Sera-t-elle, au contraire, le signal d'une transformation radicale de l'Allemagne? L'histoire n'est pas la logique, et les voies de la Providence sont obscures. Jusqu'ici, toutefois, les chances ne semblent pas en faveur de M. de Bismark. Quoiqu'il advienne, la

France doit, en Allemagne, comme partout, reconnaître le droit des peuples à disposer de leurs destinées, et, si elle est obligée d'intervenir, le seul rôle digne d'elle est l'intervention en faveur du droit populaire et contre la conquête.

Hors de l'Allemagne, un double but est à poursuivre, dont rien ne doit écarter la France: faire sortir les provinces italiennes des mains de l'Autriche, pacifiquement s'il est possible; — empêcher la Roumanie de tomber dans les mains de la Russie, en même temps que lui maintenir le droit, qu'elle a su reconquérir, de disposer d'elle-même.

La Roumanie vient de se donner ce *prince étranger* qu'elle réclamait : s'il accepte, la France ne nous semble pas avoir autre chose à faire, quant à présent, que de le reconnaître et de le soutenir, et de tâcher d'arrêter la Turquie sur la pente où la pousse son dangereux voisin, qui excite à la fois la Porte Ottomane contre la Roumanie et les populations chrétiennes contre la Turquie.

FIN

ERRATA

Page 31, *ligne* 10. — dératio ; *lire* : dération.

Page 34, *ligne* 8.—plus que les hommes; *lire* : plus que par les hommes.

Page 37, *note*. — Etait ; *lire* : était.

Pages 58, 59 et *note*. — Les passages qui regardent les Circassiens ou Tcherkesses prêtent à une équivoque, et pourraient faire croire qu'il existe maintenant encore une population du nom de Tcherkesse, voisine des Cosaques, d'une part, et des Adigues, Ossètes, etc., de l'autre part, tandis qu'il s'agit d'anciennes populations fondues depuis longtemps avec les Cosaques. V. ÉCLAIRCISSEMENTS, n° VII, *sur les Cosaques, Petits-Russes et Ruthènes.*

Page 62. — A l'occasion de la scission des Cosaques d'avec la Pologne en 1654, M. Viquesnel nous signale un fait important: c'est qu'en 1653 et 1654, le clergé ruthène, de rite grec, malgré ses griefs contre la noblesse polonaise et le clergé latin, vota en masse contre la séparation, ce clergé, resté fidèle à l'esprit européen, résistait ainsi à l'esprit touranien des Cosaques, qui les entraînait vers la Moscovie. (V. Histoire des *Ross* (Ruthènes) par Koniski; Moscou, 1847.) — Ceci nous amène à revenir sur la note 2 de notre page 55, où nous voyons employé improprement le terme de *rite slavon :* il faudrait dire *rite grec* et *liturgie slavonne ;* et si la liturgie slavonne est *nationale* chez les Ruthènes, elle n'est pas *populaire* dans le sens rigoureux du mot; car elle n'est pas écrite dans le dialecte que parle le peuple, mais bien dans le vieux dialecte cyrillien, d'origine slavo-bulgare.

Page 348, *ligne* 8. — Les chiffres que nous citons, d'après M. Schnitzler sont incomplets : il les donne plus complets dans son tome II, p. 265 : c'est 19,600,000 paysans *des deux sexes* sur les domaines de la couronne en 23 millions sur ceux des particuliers.

Page 388, *note*.— Le Mémoire de M. Viquesnel a été publié dans les *Mémoires de l'Académie Impériale de Lyon, classe des Lettres.*

TABLE

—

Préface I
Avis au lecteur V
Introduction 1
I. — Des races et des nationalités . . . . . —
II. — Aryas et Thouraniens 8

PREMIÈRE PARTIE

Le Passé. — La Russie et la Pologne.

Chapitre premier. — Théâtre géographique. — Slaves et Finnois. — Formation de la Pologne et de la Moscovie 15
I. . . . . —
II. 20
Chap. II. — L'invasion tartare. — La Pologne des Jagellons. — La Moscovie des Ivans 35
Chap. III. — Des deux Ivans à Sobieski. — La Pologne, la Moscovie et les Cosaques 48
Chap. IV. — De Pierre le Grand à Catherine II. — L'empire de Russie. — Le partage de la Pologne 67
Chap. V. — La Russie et la Pologne depuis le partage. — 1796-1865. 85
Chap. VI. — Résumé. — Les deux peuples et les deux races 97
Chap. VII. — La fausse histoire après la vraie 108
I. . . . . —
II. 122
III. 128

DEUXIÈME PARTIE

Le Présent et l'Avenir. — La Russie et la Fédération européenne.

Chapitre premier. — Ce que l'Europe laisse faire. 135
I. . . . . —
II. 149
III. 175
Chap. II. — Pourquoi l'Europe laisse faire. 192
I. . . . . —
II. 199
III. 211
Chap. III. — Ce qui arrivera si l'Europe continue de laisser faire. . . 224
I. . . . . —
II. 233
III. 239
IV. 246
V. 255
Chap. IV. — Ce qu'il faut faire pour empêcher que cela n'arrive. . 262
I . . . . . —
II. 277
III. 285
IV. 290
V. 297
Conclusion. 308

ÉCLAIRCISSEMENTS

I. — Les Aryas européens. 318
II. — Sur les noms divers et sur les relations commerciales des anciens Finnois moscovites. 320
I. . . . . —
II. 321
III. — Traditions anciennes sur les femmes slaves. 325
I. . . . . —
II 332
IV. — Notes tirées des Études sur la Russie, par le baron de Haxthausen. — 1847-1853. 334
V. — Sur les serfs moscovites. 345
VI. — Le livre du Millenium. 352

VII. — Sur les Cosaques, les Petits-Russes et les Ruthènes . . 356
I . . . . . —
II. 358
III. 364
VIII. — Sur la Prusse et la Russie, et leur situation respective au point de vue militaire. 369
IX. — La Russie et les Slaves. 375
X. — Nouvelle phase de la littérature russe, par A. Herzen. . 380
XI. — Le chant d'Attila. 386
XII. — Les Cinq Russies, par M. Viquesnel. 388
I. — Les Cinq Russies. . . . . —
II. — Examen des objections aux nouveaux principes d'enseignement historique. 397
XIII. — Sur les paysans polonais. 406
XIV. — La Russie sur le fleuve Amour. 407
XV. — M. Michelet et la Russie. 410
XVI. — Deux récentes publications moscovites. 411
XVII. — Les propriétaires moscovites et la propriété polonaise. 416
XVIII. — Un dernier mot sur la question européenne du Danube. 420
Errata. 426

FIN DE LA TABLE.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
3 1197 22292 9181